UNIVERSITE PARIS I – PANTHEON SORBONNE

UFR 11 – SCIENCE POLITIQUE

ECOLE DOCTORALE DE SCIENCE POLITIQUE (ED 119)

Thèse de Doctorat

Science Politique

ARK, Ceren

TRANSFORMATION URBAINE ET RÉSEAUX CLIÉNTELISTES

Le quartier de Şahintepe à Istanbul

Thèse dirigée par M. Jean-Louis BRIQUET
Directeur de Recherche CNRS, CESSP

Soutenue le 15 décembre 2105

Jury :

Jean-Louis BRIQUET – Directeur de Recherche CNRS : CESSP (Directeur de la thèse)
Julien FRETEL – Professeur des Universités : Université Paris 1
Camille GOIRAND – Professeure des Universités : IHEAL
Elise MASSICARD – Chargée de Recherche CNRS : CERI
Jean-François PEROUSE – Maître de Conférences (HDR) : IFEA
Emmanuel NEGRIER – Directeur de Recherche CNRS : CEPEL

Thèse préparée au Centre Européen de Sociologie et Science Politique.

14 rue Cujas 75005 Paris, France

A. RÉSUMÉ

Notre thèse analyse la construction du consentement à l'action publique néolibérale de transformation urbaine dans un milieu populaire initialement réfractaire. Nous examinons cette question à Şahintepe, quartier précaire d'Istanbul, de 2009 à 2014 – période encadrée par deux élections municipales. L'étude montre que le consentement à l'action publique passe avant tout par l'appropriation des idées et des gestes du néolibéralisme dans la vie quotidienne, et que cette appropriation, dans le cas étudié, fait suite à une entreprise de pédagogie politique menée par le parti dominant, en collaboration étroite avec la municipalité d'arrondissement. Pour mener à bien cette entreprise pédagogique, nous trouvons que quatre éléments sont nécessaires au parti : une vision claire de l'avenir proposée et un projet pour l'atteindre ; une structure interne apte à communiquer cette vision ainsi que ce projet de manière disciplinée et cohérente ; l'ancrage politique et social du parti et de ses militants à travers les réseaux informels ; l'utilisation systématique des ressources publiques comme privées faisant du parti le patron prédominant dans un système de clientélisme institutionnalisé. Complétant les données empiriques tirées d'observations de terrain et d'entretiens par l'analyse des résultats électoraux, l'étude affirme que l'action publique néolibérale doit trouver une symbiose avec le clientélisme pour jouer le rôle voulu dans ce milieu. Les effets de la pédagogie se mesurent par la progression électorale du parti dominant, mais aussi par le remplacement, parmi les habitants du quartier, d'une politique de confrontation par une politique recherchant avant tout la compensation.

Mots clés : Clientélisme ; pédagogie politique ; Turquie ; néolibéralisme ; transformation urbaine

Urban Transformation and Clientelist Networks: The neighborhood of Şahintepe In Istanbul

This thesis analyzes the construction of consent for a neoliberal policy of urban transformation among an initially reticent low-income population. We examine this question in Şahintepe, a slum neighborhood of Istanbul between 2009 and 2014. Our study shows that consent for public action is built above all through the appropriation by residents of the discourse and actions of neo-liberalism in daily life, and that this appropriation is itself the result of the political pedagogy of the dominant party in close collaboration with the district municipality. To carry out this strategy of pedagogy, we conclude that four elements are necessary to the party: a clear vision of a desired future and a project to bring it about; an internal structure suited to communicating the project in a disciplined and coherent way; political anchoring of the party and its workers in the informal networks of local society; the systematic use of both public and private resources in such a way as to make the party itself the predominant patron in a system of institutionalized clientelism. Using primary data from interviews and observations and the analysis of electoral results, the study concludes that neo-liberal policies must reach a symbiosis with clientelism in order to play their desired role in this social setting. The effects of this pedagogy can be assessed not only through the electoral progression of the ruling party but also through the gradual replacement on the part of neighborhood residents of confrontational tactics by demands for compensation.

Key words: clientelism; political pedagogy; turkey; neo-liberalism; urban transformation

B. REMERCIEMENTS

J'ai pu achever cette thèse de doctorat grâce à de multiples contributions, pour lesquelles je suis très reconnaissante.

Qu'il me soit ici permis de remercier tout d'abord mon directeur de thèse, Monsieur Jean-Louis Briquet, pour ses remarques, ses critiques et ses nombreux conseils théoriques, qui se sont révélés très constructifs pour approfondir mes réflexions. De lui, j'ai appris non seulement comment traiter des données dans un style argumentatif mais également comment ne pas être dans la posture d'une étudiante mais plutôt d'une professionnelle, ce qui m'a permis de découvrir une autre dimension de la vie universitaire.

Je tiens également à exprimer ma profonde gratitude envers tous ceux qui m'ont enrichie de leurs conseils théoriques et pratiques et de leur aide dans l'intégration au milieu académique. Merci à Sabri Sayarı, Francisco Javier Moreno et Elise Massicard.

Je suis très reconnaissante aux personnes avec qui j'ai pu parler de mes travaux lors de colloques ou de séminaires. Merci à Jean-François Pérouse, Hélène Combes, Mine Eder, Ayşe Buğra et Hakan Yücel. Quant aux discussions informelles, merci à Ayşe Güneş-Ayata, Marie Vannetzel, Ozan Karaman et Ayşe Çavdar. Tous ont été généreux avec leurs conseils qui m'ont permis d'enrichir et de porter plus loin mon regard. J'aimerais particulièrement remercier Ayşe Çavdar pour sa générosité, en ayant accepté de partager avec moi les entretiens qu'elle a réalisés à Şahintepe en 2011. .

J'ai également une reconnaissance toute particulière pour Marc Smyrl, qui m'a honorée de sa confiance tout au long de ces années. Je le remercie pour son soutien inconditionnel, sa disponibilité, ses remarques théoriques et pratiques et sa première ébauche de relecture. Cette thèse a fait naitre un autre projet de recherche sur les réseaux du "Living-Lab", et je suis aussi reconnaissante à Marc Smyrl pour avoir permis d'amener ma recherche plus loin, en ouvrant une nouvelle piste d'enrichissement de mon travail sur les réseaux européens. Je remercie Işıl Erdinç, avec qui j'ai organisé des séminaires et des panels qui ont enrichi mon expérience académique.

Un grand merci à Cyrille Mandou pour la correction linguistique finale de la thèse et sa vitesse dans le travail et à Nadia Mouddane pour une étape précédente de correction linguistique et aussi pour m'avoir accueillie chez elle pendant mes séjours à Paris. Je remercie aussi pour son aide Emre Gür.

J'exprime ma reconnaissance et amitié envers mes interlocuteurs, qui ont longtemps répondu à mes questions et m'ont acceptée non seulement à leurs côtés dans leurs pratiques politiques, mais ont egalement partager des moments privés avec moi, ainsi que des informations. Merci à Seyithan Kırmızı, Ramazan Baykara, Önder Aras, Birsen Ayvaz, Murat Bakır, Mehmet Şahin, Yücel Yıldırım, Erol Çapan, Şemsettin Can, Serdar Bayraktar, Ayfer Dikbaş et tant d'autres.

Je tiens à remercier ceux et celles qui m'ont ouvert les milieux de la vie politique de mon terrain. Özgür Karabat m'a donné accès au travail militant du CHP. Je suis également reconnaissante au maire de l'arrondissement de Başakşehir, Mevlüt Uysal, qui m'a permit de l'accompagner dans ses déplacements électoraux et à Sevgi İlhan, présidente de la branche féminine de l'AKP qui m'a fournit de nombreuses occasions d'observer de l'intérieur l'organisation du parti.

Cette thèse a prolongé un mémoire de Master 2 réalisé au sein du CEPEL (Centre d'Etudes Politiques de L'Europe Latine) de Montpellier. A cet égard, je remercie William Genieys, directeur à cette époque du Master 2, et surtout Saïd Darviche, qui a dirigé le mémoire en question. Ahu Karasulu, directrice de mon mémoire de 4e année à l'Université de Yıldız Teknik m'a egalement beaucoup aidée dans mes premiers pas sur le terrain. Qu'elle en soit remerciée.

Ce travail, comme toute ma vie personnelle, doit aussi énormément à mes mères Bedia Ezer et Melahat Ezer pour leur soutien et leur affection indéfectibles. Je tiens également à exprimer ma profonde gratitude envers mon mari, Koray Yıldırım, pour son dévouement sans limite, son encouragement, son affection de chaque instant et pour son aide inestimable pour le dépannage technique de fin de parcours, comme son accompagnement sur le terrain. J'ai une dette inestimable envers Umut Güzel, non seulement pour son aide précieuse de retranscription des entretiens et d'organisation bibliographie pour la thèse, mais surtout pour être le plus proche depuis vingt ans et être toujours à mes côtés dans les bons comme les mauvais moments. Il est inimaginable d'être parvenue à ce stade sans lui. Un grand merci à Dilara Köktürk pour son encouragement et son amitié. Je remercie aussi tous ceux et celles qui m'ont entourée et soutenue dans les différentes étapes. Merci à Özge Çebi, İpek Şahin, Tuğçe Çele-Dalgıç, Başar Büyüköztürk, Doruk Karabulut, Gökhan Özcan et Salih Eren.

Je ne peux que m'excuser envers tous ceux qui ont été oubliés et qui, directement ou indirectement, ont participé à la réalisation de ce travail.

C. LISTE DES ABREVIATIONS

AKP	*Adalet ve Kalkınma* Partisi	Parti de la justice et du développement
ANAP	*Anavatan Partisi*	Parti de la mère patrie
A.Ş.	*Anonim Şirketi*	Société Anonyme
BDP	*Barış ve Demokrasi Partisi*	Parti de la paix et de la démocratie
BİM	*Birleşik Mağazalar A.Ş.*	Magasins Unifiées S.A. (Chaine de supermarchés)
CHP	*Cumhuriyet Halk Partisi*	Parti républicaine du peuple
DHKP-C	*Devrimci Halk Kurtuluş Partisi-Cephesi*	Parti-Front de libération révolutionnaire du peuple
DP	*Demokrat Parti*	Parti démocrate
DYP	*Doğru Yol Partisi*	Parti de la juste voie
DSP	*Demokratik Sol Parti*	Parti démocratique de la gauche
DTP	*Demokratik Toplum Partisi*	Parti de la société démocratique
ENoLL	*Européen Network of Living Labs*	Réseau européen des laboratoires vivants
FP	*Fazilet Partisi*	Parti de la vertu
HDP	Halkların Demokratik Partisi	Parti démocratique des peuples
İHD	*İnsan Hakları Derneği*	Association des droits humains
MAZLUMDER	*Insan Hakları ve Mazlumlar için dayanışma derneği*	Organisation de droits humains et solidarité avec les opprimés
MHP	*Miliyetçi Hareket Partisi*	Parti du mouvement nationaliste
MNP	*Milli Nizam Partisi*	Parti de l'ordre national
MSP	*Milli Selamet Partisi*	Parti du salut national
OTAN		Organisation du traité de l'Atlantique nord
ONG		Organisation non gouvernementale
PCF		Parti Communiste Français
PKK	*Partia Karkeren Kurdistan*	Parti des travailleurs du Kurdistan
RP	*Refah Partisi*	Parti de la prospérité
SHP	*Sosyal Demokrat Halkçı Parti*	Parti social-démocrate populaire
SNAP	*Supplemental nutrition assistance program*	Programme d'assistance nutritionnelle supplémentaire
SP	*Saadet Partisi*	Le Parti du bonheur
SYDTF	*Sosyal Yardımlaşma ve Dayanışmayı Teşvik Fonu*	Fonds pour l'encouragement de la coopération et de la solidarité sociale
SYDV	*Sosyal yardımlaşma ve dayanışma vakfı*	Fondations de coopération sociale et de solidarité
ŞAH-DER	*Şahintepe çevre eğitim ve kültürü tanıtma derneği*	Association de Şahintepe pour faire connaitre l'environnement, l'éducation et la culture

TEDAŞ	*Türkiye Elektirik Dağıtım Anonim Şirketi*	Société anonyme de distribution d'électricité turque
TGVT	*Türkiye Gönüllü Teşekküller Vakfi*	Organisation volontaire de la fondation turque
TOKİ	*Toplu Konut İdaresi*	L'Administration du logement collectif
TUİK	*Türkiye İstatistik Kurumu*	Institut des statistiques de Turquie
TÜRGEV	*Türkiye Gençlik ve Eğitime Hizmet Vakfi*	Fondation de service à l'éducation et aux jeunes de la Turquie
UNESCO	*United Nations Educational Cultural and Scientific Organization*	Organisation des Nations unies pour l'éducation la science et la culture
YSK	Yüksek seçim Kurulu	Conseil supérieur des élections

D. TABLE DES MATIÈRES

A. RÉSUMÉ 2

B. REMERCIEMENTS 3

C. LISTE DES ABREVIATIONS 5

D. TABLE DES MATIÈRES 7

INTRODUCTION GÉNÉRALE 14

1 MISE EN PLACE ET EVOLUTION D'UN « LOTISSEMENT PIRATE » 46

1.1 Etablissement et évolution d'un quartier informel 47

1.1.1 Migration urbaine et *gecekondu* en Turquie 48

1.1.1.1 De l'occupation illégale des terres publiques à la division abusive des terres agricoles 48

1.1.1.2 Premier tour d'horizon politique et social de l'urbanisme précaire 52

1.1.2 Şahintepe : souvenirs des origines 56

1.1.2.1 Entre informalité et apparence de légitimation 56

1.1.2.2 Consolidation d'un quartier : conflits politiques et économie du foncier informel 62

1.1.3 Le quartier en place : impressions en 2009 66

1.1.3.1 Vie quotidienne à Şahintepe : les coûts de la précarité 67

1.1.3.2 Caractéristiques sociales et économiques des habitants 71

1.1.3.3 Les lieux de sociabilité 77

1.2 Du lieu social au lieu politique 83

1.2.1 L'entraide et le clientélisme : fonctionnement et remise en cause 85

1.2.1.1 De la tolérance à la régularisation des services publics 87

1.2.1.2 De 2004 à 2009 : un système urbain remis en cause 90

1.2.2 Les élections de 2009 : limites de la politique traditionnelle dans le nouvel arrondissement 97

1.2.2.1 La question de la construction informelle en 2009 98

1.2.2.2 Limites de la stratégie d'achat de voix 101

1.2.2.3 Après les élections : la dernière tolérance à propos du logement 106

1.3 Conclusions 108

2 ŞAHINTEPE DANS LA « *NOUVELLE TURQUIE* » ENTREPRENEURIALE 112

2.1 Les nouvelles politiques urbaines et la ville entrepreneuriale 113

2.1.1 Redéploiement néolibéral de l'Etat sur le champ urbain 114

2.1.2 Istanbul : Ville entrepreneuriale 117

2.1.3 Eléments juridiques d'un nouveau système foncier 121

2.2 La municipalité de Başakşehir : la formalisation de l'informel 128

2.2.1 Du plan de développement au plan « master » 129
2.2.2 La planification vue par les habitants 136
2.2.3 De la « zone de développement de réserve » aux « projets géants » 141
2.2.4 L'incertitude accrue par la distribution des titres 145
2.3 Dans le quartier : Entre crainte de démolition et espoir de transformation 147
2.3.1 Critiques et méfiances exprimées par les habitants 148
2.3.2 Résultats du scrutin de 2014 150
2.4 Conclusion 164
3 CLIVAGES SOCIAUX ET DEMOBILISATION DES HABITANTS 168
3.1 Les clivages identitaires et les limites de la mobilisation 170
3.1.1 Migration urbaine et conflits identitaires 171
3.1.2 La mobilisation de 2009 et ses limites 177
3.2 De 2009 à 2014 – Cinq Registres de Fragmentation 179
3.2.1 Les relations ethniques et religieuses se dégradent 180
3.2.1.1 La différence dans l'accès aux ressources : unification inachevée de la plateforme 185
3.2.2 Conflits d'intérêts à l'intérieur des associations 194
3.2.3 Conflits d'intérêts au niveau individuel 199
3.2.4 La délégitimisation des figures d'autorité : les agents immobiliers et les avocats 202
3.3 Conclusion 206
4 FAIBLESSE DE L'OFFRE PARTISANE D'OPPOSITION 211
4.1 La campagne pour les élections primaires : divisions internes au sein du CHP 218
4.1.1 Sélection du candidat : une campagne de proximité 221
4.1.1.1 Les candidats CHP 221
4.1.1.2 Résultats de l'élection primaire 224
4.1.2 Histoires de campagne 226
4.1.2.1 Importance de la maîtrise de la liste d'inscription 226
4.1.2.2 Un vote collectif : le rôle des associations 232
4.1.2.3 Les éminences locales et le clientélisme électoral 235
4.1.3 Conséquences de l'élection primaires 240
4.2 Préparer l'élection générale : une tentative de surmonter la fragmentation 244
4.2.1 Surmonter les divisions par le discours et l'organisation 245
4.2.1.1 Rhétorique de campagne : Karabat contre la démolition 246
4.2.1.2 Le modèle de « l'implantation capillaire » et son abandon 251
4.2.1.3 Conflits entres militants et dernière réorganisation 258
4.2.2 Limites de la stratégie de mobilisation élargie 263
4.2.2.1 Le faible ancrage social dans la sphère religieuse sunnite 263

4.2.2.2 Le porte-à-porte : démarchage et distribution de biens matériels 268
4.2.2.3 Les Kurdes et l'importance de la politique identitaire 277
4.3. Conclusion 281
5 AKP : IDEOLOGIE ET ORGANISATION 288
5.1 Le néolibéralisme au cœur du programme de l'AKP 289
5.1.1 L'AKP et sa généalogie politique 291
5.1.2 l'AKP: un parti avant tout néolibéral 296
5.1.3 La construction des connaissances à Şahintepe 301
5.1.3.1 Populisme, nationalisme, religion 302
5.1.3.2 De la « normalisation » à la « politique de compensation » 308
5.2 Fonctionnement Interne de l'AKP 311
5.2.1 Désigner le candidat officiel de l'AKP : la victoire du troisième homme 312
5.2.1.1 Biographies des candidats 313
5.2.1.2 Les enquêtes sur les candidats 314
5.2.2 Les militants et la culture militante 318
5.2.2.1 Pourquoi devenir militant ? 319
5.2.2.2 Rôles et rétributions des militants 322
5.2.3 Recrutement des membres du parti 326
5.2.4 L'organisation du parti au niveau du quartier 328
5.2.5 Le jour de l'élection 336
5.3 Conclusion 338
6 DE LA POLITIQUE VERNACULAIRE À LA PEDAGOGIE POLITIQUE 341
6.1 Les réunions masculines 345
6.1.1 Les Lieux de sociabilité masculins 346
6.1.2 Questions et réponses : vers un nouveau rapport à la propriété 349
6.2 Les réunions électorales féminines 356
6.2.1 Les réunions à domicile 358
6.2.2 Les petits déjeuners dans les bureaux électoraux 366
6.2.3 Visites des réunions religieuses 370
6.2.3.1 Les écoles coraniques 371
6.2.3.2 Les réunions religieuses à domicile et dans les confréries 376
6.3 Au-delà des militants : un système d'action élargi pour l'AKP 379
6.3.1 Le rôle du *Muhtar* 380
6.3.2 L'ancrage dans les associations de pays 383
6.4 Conclusion 387
7 USAGE PEDAGOGIQUE DU CLIENTELISME 390
7.1 L'usage politique des ressources municipales 392
7.1.1 L'emploi 394

7.1.2 Améliorer le cadre physique et social de vie 399
7.1.2.1 Améliorations du quartier 400
7.1.2.2 Une « politique du faire » officieuse 404
7.1.3 Améliorations du cadre de vie et transformation urbaine : un lien ambigu 407
7.2 Transformations de la politique sociale – du national au local 410
7.2.1 Transformation de la politique nationale 411
7.2.2 L'expansion du rôle des institutions locales : « le courtage dans la charité » 416
7.2.3 Organisations religieuses et politique sociale 419
7.2.4 Politique sociale et pédagogie politique 424
7.3 *Destek Kart* : un instrument néolibéral d'aide sociale 426
7.3.1 La « *Destek Kart* » vue par ses créateurs : fonctionnalité et légitimation .. 428
7.3.1.1 Mise en place d'un instrument novateur 429
7.3.1.2 Les registre de légitimation de l'instrument : efficacité et moralité ... 433
7.3.2 Vers une analyse critique 436
7.3.2.1 Un instrument de domination dans un contexte clientéliste 436
7.3.2.2 Un instrument d'apprentissage de l'économie de marché 445
7.3.2.3 De la ville entrepreneuriale à la ville intelligente 449
7.3.3 La *Destek Kart* et la transformation urbaine 454
7.4 Conclusion 455
CONCLUSION GÉNÉRALE 458
ANNEXE 1: Où est Şahintepe? 471
ANNEXE 2: Photos de Şahintepe 474
ANNEXE 3: Les Brochures Du Chp En 2009 484
ANNEXE 4: Les Brochures Du CHP 2014 490
ANNEXE 5: AKP Campagne Electorale De 2009 502
ANNEXE 6: AKP Campagne Electorale De 2014 505
ANNEXE 7: Les candidats au conseil municipal pour les élections de 2014 513
ANNEXE 8: La déclaration d'adhésion au parti de justice et développement 515
ANNEXE9 : Les Titres de Propriétés 516
ANNEXE10 : Les plans 519
ANNEXE11 La liste des entretiens et observation réalisés: 521
BIBLIOGRAPHIE: 537

TABLEAU

TABLEAU 1- A	Population du village de Kayabaşi	65
TABLEAU 1-B	Les migrants a Şahintepe selon leur lieu d'origine	72
TABLEAU 2-A	Les cinq parcelles constituantes du quartier de Şahintepe	133
TABLEAU 2-B	Superficie constructible pour terrains d'au moins 600 m^2	133
TABLEAU 2-C	Rapport indicatif entre superficie et nombre d'appartements possibles	135
TABLEAU 2-D	Résultats à Şahintepe des élections à la mairie d'arrondissement de Başakşehir 2009 et 2014	152
TABLEAU 4-A	Demandes et opinions exprimés lors de l'enquête porte-à-porte du CHP en mars 2014	212
TABLEAU 4-B	Situation des votes aux élections primaires du CHP pour la sélection du candidat à la mairie, 2014	225
TABLEAU 4-C	Répartition des votes par candidat aux élections primaires du CHP pour la sélection du candidat à la mairie, 2014	225
TABLEAU 4-D	Inscriptions de membres au CHP selon les périodes	227
TABLEAU 4-E	Distribution démographique des membres du CHP de l'arrondissement de Başakşehir	230
TABLEAU 4-F	Orientations des habitants de Şahintepe par rapport au CHP – réponses à l'enquête porte-à-porte du CHP de mars 2014	270
TABLEAU 4-G	Opinions politiques des habitants exprimés lors de l'enquête porte-à-porte du CHP de mars 2014	272
TABLEAU 5-A	Enquête interne sur les candidatures à la mairie de Başakşehir faite par l'AKP	317
TABLEAU 7-A	Utilisateurs de la *Destek Kart* à Başakşehir par catégorie	431

FIGURE

Figure 1-a	Les migrants a Şahintepe selon leur lieu d'origine	72
Figure 2-a	Etat de la planification et du développement en 2012	131
Figure 2-b	Plan de développement de Şahintepe à l'échelle 1/1000 de juin 2011	132

PHOTO

Photo 1-a	Une rue de Şahintepe en 2009	67
Photo 1-b	Şahintepe en 2009	68
Photo 1-c	Ecole élémentaire Zihni Küçük en 2009	73
Photo 1-d	Elèves dans l'école Zihni Küçük en 2009	74
Photo 1-e	Les élèves de l'école Zihni Küçük vident la poubelle	75
Photo 1-f	Une habitante de Şahintepe et ses enfants	78
Photo 1-g	Réunion électorale avec le maire dans le café de l'association de pays de la ville d'Ordu	80
Photo 1-h	Autobus de campagne électorale d'un candidat au poste de *muhtar* en 2009	92
Photo 4-a	Brochure de campagne d'Özgür Karabat distribuée à Şahintepe	249
Photo 6-a	Réunion masculine à domicile avec le maire	348
Photo 6-b	Femmes et leurs enfants lors d'un petit déjeuner électoral	365
Photo 6-c	Inscription au l'AKP lors d'un petit déjeuner électoral	369
Photo 6-d	Visite à une école coranique	375
Photo 6-e	La femme lisant le Coran pour interdire la parole aux responsables du parti. L'enseignante, avec le foulard rouge, est à coté d'elle, la militante de l'AKP debout devant elle.	375
Photo 7-a	Le quartier en 2014 avec ses rues goudronnées	401
Photo 7-b	La nouvelle école élémentaire	403

Photo 7-c *Destek Kart* 426

ENCADRÉ

ENCADRÉ 1 Presentation du kanal istanbul 143

ENCADRÉ 2 Description d'un lieu de vote à Şahintepe 336

ENCADRÉ 3 Une réunion électorale à l'association de pays d'Ordu 347

ENCADRÉ 4 Un petit déjeuner électoral 365

ENCADRÉ 5 Visite à une école coranique 375

ENCADRÉ 6 Visite d'une confrérie 378

ENCADRÉ 7 Prise de rendez-vous pour une réunion à domicile 382

ENCADRÉ 8 *Destek Kart* – comment sont calculées les prestations ? 430

ENCADRÉ 9 Qu'est-ce que c'est qu'un « Living lab » 449

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Mars 2014 : pendant la campagne pour les élections municipales à Şahintepe, un quartier construit sans permission officielle de la municipalité de Başakşehir dans la périphérie d'Istanbul (voir cartes et plans en annexe), les habitants multiplient les réclamations envers les responsables de l'AKP, le parti au pouvoir au niveau municipal comme national. Les mécontentements sont divers. Certains se plaignent de ne pas pouvoir se brancher à l'électricité ou à l'eau. D'autres sont mécontents parce qu'une distribution de titres fonciers par la municipalité réduit de 42% la superficie de chaque propriété. Malgré cela, l'AKP remporte l'élection dans ce quartier que le parti avait pourtant perdue aux dernières élections municipales cinq ans auparavant, doublant le nombre de ses voix dans le quartier par rapport aux élections municipales précédentes. Ce succès électoral n'est pas entièrement inattendu, car, associé aux mécontentements et réclamations, peut s'entendre un autre discours évoquant un avenir prometteur dans lequel le cadre de vie du quartier serait amélioré et l'augmentation générale des prix fonciers profiterait à tous. Cette juxtaposition de récriminations et d'espoir, parfois chez les mêmes individus, et ce triomphe électoral dans un contexte de méfiance, fournissent la première énigme motivant cette recherche.

De la transformation urbaine à la pédagogie politique : contexte intellectuel de la recherche

La situation du quartier ne peut se comprendre que dans le cadre d'une politique de transformation urbaine à l'échelle aussi bien de la municipalité de Başakşehir que de la métropole d'Istanbul. Au niveau le plus général, l'objet de cette thèse est l'articulation politique et sociale entre le « local » et le « global » (Briquet, Sawicki, 1989). Dans un contexte où le niveau « global » s'exprime concrètement à travers une politique volontariste de transformation urbaine, cela nous mène, dans la lignée de Tilly (1999 : 345), à considérer « *l'intersection entre un plan abstrait (abstract plan) promu par le centre et la vie sociale à petite échelle* ». Le plan, dans notre cas, se trouve dans l'ensemble d'actions publiques réunies par de nombreux chercheurs depuis les années 1980 sous la rubrique de transformation urbaine néolibérale, et plus particulièrement en termes de « *ville entrepreneuriale* » (Hall and Hubbard, 1998, Harvey, 1989). Au-delà des variations locales, une conclusion centrale de cette recherche en géographie urbaine est que de telles transformations, centrées sur l'économie de l'offre et la mise en concurrence des très grandes villes les unes avec les autres au niveau mondial, sont soutenues par divers acteurs, que Harvey (1989 : 7) qualifie de « *coalition en partenariat avec des entreprises privées pour*

attirer des ressources de financement extérieur, nouvel investissement direct ou nouvelles ressources d'emplois ». Pour mener à bien ses politiques, une coalition de ce type doit créer (par des moyens qui restent à préciser) un « *consensus politique et social* » (Hall, Hubbard, 1998 : 10). Ces considérations nous mènent à une première formulation de notre question de recherche : comment s'est formé à Istanbul, dans les années 2000, le consensus nécessaire à la mise en place des actions publiques liées aux projets de transformations ? De cette question, trop vaste pour être traitée dans son ensemble, compte tenu de la variation probable d'un cas local à d'autres (Briquet, Sawicki, 1989), nous retiendrons un cas particulier : le quartier de Şahintepe, qui sera étudié par observation participante détaillée et prolongée. Nous considérons précisément la politique « *microscope* » car « *l'échelle microscopique conduit à réinterroger la production ou l'appropriation des règles par les acteurs sociaux* » (Sawicki, 2000 : 152).

Nos premières expériences de terrain menées dans ce quartier justifient cette mise en avant de « *l'appropriation* », et nous portent à transformer quelque peu la question de recherche. En effet, nos observations initiales font apparaitre non seulement une absence de résistance, mais une réelle appropriation de la part des habitants de certains éléments des projets urbains. Parmi les indicateurs principaux de cette démarche, évoqués ci-dessus, se trouvent le retournement électoral, ainsi que la forte tendance de la part des habitants à reprendre à leur compte, et souvent en dehors du contexte partisan, des éléments du discours du parti sur la transformation urbaine : « *le quartier sera embelli, avec des parcs et des fleurs* » … « *la valeur de nos terrains sera multipliée* » … « *nous pourrons échanger nos maisons mal chauffées contre des appartements modernes* » … Appropriation, bien sûr, ne signifie pas enthousiasme universel. Néanmoins, face aux éléments menaçants des projets (risque d'expropriation ou d'endettement, par exemple) une logique de « *compensation* » (Roy, 2009) remplace l'ancienne stratégie de confrontation ; là où les habitants s'étaient mobilisés en 2009 pour défendre le quartier existant, ils se montrent plus enclins, en 2014, à négocier l'échange de leurs logements actuels contre de nouveaux. Suite à ces observations, une question de recherche, mieux adaptée à la situation empirique, émerge. C'est en effet cette dynamique d'appropriation qu'il s'agit désormais d'expliquer. La question définitive, ainsi, peut prendre la forme suivante :

- Quels sont les mécanismes à l'œuvre qui expliquent l'appropriation par de nombreux habitants de Şahintepe du discours et des logiques néolibérales des projets de transformations ?

L'hypothèse centrale défendue dans cette thèse sera que l'appropriation cognitive et normative n'est pas une dynamique spontanée émergeant du bas, mais plutôt le résultat d'une stratégie de communication mise en place par l'AKP et rendue possible par les rôles multiples et quelque peu ambiguës de ce parti. Cette stratégie, nous le verrons ci-dessous, peut s'analyser en adaptant le concept de « *pédagogie politique* » suggéré par les travaux de Padioleau (1982), et en le décomposant en plusieurs dimensions :

- La capacité du parti à définir une vision claire de l'avenir et à proposer un projet pour l'atteindre ;
- Une structure interne apte à communiquer cette vision et ce projet de manière disciplinée et cohérente ;
- Le profond ancrage politique et social du parti à travers la présence et l'action quotidienne de ses militants dans le quartier ;
- L'utilisation systématique de ressources publiques comme privées, faisant du parti le patron prédominant dans un système de clientélisme institutionnalisé.

Pour mener à bien cette stratégie, un élément central consiste dans la présence du parti et de son action des deux cotés de la frontière opaque entre politique « officielle » et politique « officieuse » (Briquet 1998).

La « ville entrepreneuriale » et le « lotissement pirate »

La ville d'Istanbul fournit le cadre géographique, mais surtout économique et politique, de cette recherche. La situation que nous trouvons sur le terrain micro-local ne peut se comprendre qu'en la replaçant dans un contexte formé par plusieurs vagues successives de politiques urbaines. Dans les premières années de la république turque, le départ en masse de la population chrétienne laisse l'Etat en possession d'un important patrimoine foncier urbain. Considéré comme une prise de la guerre d'indépendance, celui-ci n'est pas ouvert au marché. Face à l'exode rural dès les années 1940, l'Etat préfére accorder une tolérance de fait à l'occupation irrégulière des terrains (Keyder, 1999). Après les premiers temps de l'occupation, les terrains publics vacants proches du centre urbain sont épuisés. Une nouvelle période de « *lotissements pirates* » (Öncü, 1998 : 47) débute dans les années 1970. Ceux-ci se font sur des terrains agricoles privés, rachetés par des agents immobiliers qui les divisent et les revendent aux immigrants au prix du marché. Ces développements ne sont pas propres à la Turquie ; des cas similaires se trouvent en Italie ou en Amérique latine (Gilhert, 1981 ; Moser, 1982 ; Smart 1986). Şahintepe est un exemple de ces « *lotissements pirates* ». On peut

faire remonter l'apparition du quartier à la fin de 1977. Un agent immobilier a officieusement divisé Şahintepe en parcelles à construire, qu'il a vendues à différents migrants devant notaire. Longtemps, les habitants détenaient des titres de propriété de type agricole *(hisseli tapu*), droit de copropriété en indivision d'une grande parcelle de terrain. Ce type de titre est licite selon le code civil turc, mais ne donne pas le droit de construire. Même si les propriétaires sont inscrits dans les registres de la ville, ils n'ont pas de preuve juridique de lieu précis de résidence.

Lors de l'intervention militaire de 1980, la Turquie a vécu le passage d'une politique économique de substitution des importations à une économie de marché orientée vers l'exportation. Un élément important de ce tournant consiste dans une politique visant à transformer par la voie d'amnisties successives les zones de logements irréguliers – désignées quelle que soit leur origine particulière comme *gecekondu* (« posé dans la nuit ») – en propriétés commercialisables. Cette politique est en accord avec la vision suggérée à cette époque par la Banque mondiale, le FMI et l'ONU. La fondation de cette approche a été proposée par De Sotto (1989, 2000), qui suggère que le problème de pauvreté pourrait être surmonté par l'intégration des pauvres au marché, surtout avec la légalisation des titres de propriété. Selon ce point de vue, la légalisation de la propriété va ouvrir la voie d'accès au système bancaire. De plus, la diminution des salaires sera compensée par le partage de la plus-value sur les propriétés légalisées. Bien que l'amnistie urbaine n'ait duré que jusqu'au milieu des années 1980, la tolérance des quartiers irréguliers persiste jusqu'au milieu des années 1990. Dans cette période, malgré certaines démolitions, il n'y a pas de politique sérieuse visant à éradiquer le logement irrégulier. Au contraire, l'usage de l'électricité et de l'eau devient même légal pour ces zones.

L'élection à la mairie d'Istanbul de Tayyip Erdoğan en 1994 annonce la fin de cette époque. Le regard sur les quartiers précaires change, en même temps que le regard sur ville. A la politique de retrait de l'Etat évoquée ci-dessus, se substitue un retour en force de l'autorité publique. Peck et Tickell (2002) distinguent ces deux versions du « *néolibéralisme* » en qualifiant la première de « *roll-back »* et la seconde de *« roll-out* » pour bien marquer la vision contrastée du rôle de l'Etat. A la promotion de l'initiative entrepreneuriale individuelle, cette nouvelle vision substitue la notion de la ville elle-même comme entrepreneur. Avec le plan de développement de 1995 (*metropoliten nazım imar planı*), la politique urbaine d'Istanbul adopte le modèle entrepreneurial, et la transformation des zones précaires devient prioritaire. Apres l'arrivée au pouvoir national en 2002 de Tayyip Erdoğan à la tête du parti

nouvellement créé, l'AKP, ce mouvement est accentué.

Ce nouveau regard peut se voir à travers une série de changements dans les règlements de zonage et dans la structure institutionnelle du système de planification et d'urbanisme ayant pour but global d'institutionnaliser la structure du marché de l'immobilier. Afin de parvenir à cette fin, des institutions comme KİPTAŞ, et TOKİ – L'Administration du logement collectif – ont pris plus de pouvoir. Censé être un instrument pour la construction de logements publics, TOKİ ne produit pas seulement les logements sociaux mais aussi les écoles, les hôpitaux, les mosquées et les logements de luxe. Un système d'échange et de partage de revenus (*hasılat paylaşımı)* avec des agents privés est mis en place, par lequel TOKİ fournit des terrains en échange des appartements construits, activité qui est censée fournir des bénéfices qui serviront ensuite à la construction de logements sociaux. En 2013, dans 81 villes turques, TOKI produit 564.346 logements – l'équivalent de 22 villes de 100.000 habitants (Türkün, 2014). Les coopératives ont été abolies, une loi permettant pour la première fois le principe de l'hypothèque entre en vigueur. La construction de *gecekondu* a été, pour la première fois, définie comme un délit passible de cinq ans de prison (Kuyucu et Ünsal 2010, 1484). Les réformes juridiques légitiment la transformation des quartiers précaires. Quatre grandes lois votées à cette époque permettent de donner des possibilités de transformer des zones culturelles, d'élargir le pouvoir des municipalités et de désigner des zones à risques sismiques particuliers, des zones de développement prioritaire et d'autre qui doivent être laissées en réserve pour reloger des populations déplacées par les premières. La permission d'acheter le bien foncier est donnée aux étrangers. Pour Pérouse (2013), cette loi constitue l'« *un des fondements du projet de promotion d'Istanbul sur le marché international de l'immobilier résidentiel et commercial, de la finance et du tourisme* ».

Ces vagues successives de nouvelles politiques ne sont pas propres à la Turquie. Bien au contraire ; elles suivent une tendance générale bien connue des études en géographie urbaine. Avant les années 1980, la logique du développement économique, même pour les plus grandes municipalités, était étroitement liée à celle des économies nationales. Depuis, certaines parmi les plus grande villes rivalisent de plus en plus directement avec d'autres métropoles au-delà des frontières nationales. Devenir une de ces « *villes globales* » est devenu un véritable enjeu de politique urbaine (Keyder, Oncü, 1994). Il s'en suit des politiques de développement économique et social à l'échelle métropolitaine comme municipale, dont le but est de s'ouvrir le plus possible à l'investissement international. Au lieu d'être concentrées sur la politique de distribution de demande et de prospérité, ces politiques sont plutôt

orientées vers l'économie de l'offre : l'amélioration des infrastructures, le renouvellement technologique ou l'attrait de main d'œuvre plus qualifiée, reléguant les travailleurs non qualifiés au secteur précaire et informel. Cette nouvelle gestion du local qui « *acquiert les caractéristique de l'entreprise privée, notamment le profit, la publicité, la créativité et la prise de risque* » (Hall, Hubbard, 1998 : 2) a été désignée par cet auteur, ainsi que par Harvey (1989) comme « *ville entrepreneuriale* ».

Un exemple particulièrement parlant de cette logique est justement fourni par la municipalité dont dépend le quartier représentant le terrain de recherche de cette thèse : Başakşehir. Avec son intégration au réseau européen des « *laboratoires vivants* » - *Européen Network of Living Labs* - en 2012, Başakşehir rejoint la logique de la ville entrepreneuriale avec le slogan « *la nouvelle vitrine d'Istanbul* ». *Living Labs* est un programme lancé en 2006 par la Commission européenne. Basé sur des partenariats entre gouvernement municipaux, entreprises et associations, ce programme a pour but de mettre en rapport des initiatives locales pour développer des réseaux d'innovations. Les *livings labs* sont particulièrement liés avec la technologie et l'information. Ils regroupent acteurs publics, entrepreneures, investisseurs et acteurs individuels dans le but de tester des innovations dans la vie de tous les jours en ayant une vision stratégique sur les usages potentiels de ces technologies. Dans ce sens, les conditions de participation à ce réseau sont liées à la préparation d'un dossier qui montre les potentiels de puissance technologique ainsi qu'une capacité d'infrastructure robuste qui peut soutenir les technologies innovatrices. Dans son dossier de candidature, la municipalité de Başakşehir met en avant ses aptitudes en faisant état de programmes déjà en place ou en développement, comme par exemple un centre « d'innovation et entrepreneuriat » pour les entreprises technologiques. Sont également inclus un système de caméras de surveillance pour la sécurité publique, des archives électroniques et – élément sur lequel nous aurons l'occasion de revenir – la « carte de soutien » : un système informatisé pour la distribution des aides sociales.

Le rôle de la municipalité peut évoluer en fonction des besoins de l'investissement. La municipalité peut être le prometteur, comme le montre l'exemple des maisons intelligentes. Le projet « *sofa evleri* » est en cours de réalisation par l'entreprise de construction de Gül, en partenariat avec la municipalité de Başakşehir. Un autre rôle possible est celui d'investisseur pour les produits high-tech développés par les entrepreneurs, comme « le système de suivie et contrôle de la santé du peuple et de la personne mobile - *Mobil Kişi ve Halk Sağlığı Takip Kontrol Sistemi* » qui est le première projet suite à l'adhésion au living lab. Le sens de toutes

ces initiatives est clairement affiché : transformer l'arrondissement tout entier suivant la logique du living lab. Cette logique privilégie les valeurs typiques de la « ville entrepreneuriale » : « environnement entrepreneurial » ; « innovation » ; « transformation de la créativité en biens et services ». (Municipalité de Başakşehir, 2013). A terme, le projet affiché par la municipalité serait de généraliser ce modèle. Dans un discours de 2012, le maire a expliqué que cette infrastructure va être élargie à l'arrondissement tout entier. En tout, ce sont environ 70 à 80% des zones de Başakşehir qui devraient être transformés en habitation « modernes » incorporant ce type d'infrastructure.

De manière générale, cette création de l'image de la ville n'a pas seulement comme but d'attirer les investisseurs « externes », mais également de créer des résultats « internes » de fierté civique, dans le but d'attirer le soutien aux programmes d'actions publiques (Page, 1995 : 4). Les « villes entrepreneuriales », en effet, tendraient à mettre en avant les méga - projets, ou méga - événements, les traitant comme pièces détachées du développement local, lancées comme une régénération culturelle qui va donner un sens unique à l'identité civique (Page 1995). Faut-il en conclure que cette « fierté civique » suffirait à elle seule à assurer le consensus politique nécessaire à ces programmes ? Pour certains auteurs, la réponse semble bien être positive, du moins une fois les transformations effectives.

Pasotti (2010, 9-24) explore le cas de trois villes : Bogota, Naples et Chicago. Cette nouvelle politique urbaine intitulée *« political branding »* permet, selon elle, de marginaliser les mécanismes clientélistes ainsi que les acteurs et les organisations. Avec de l'adaptation de la gestion de la marque, la ville fonctionne comme une entreprise. Cela provoque un changement de perception des acteurs du système politique par le bais de l'investissement dans l'infrastructure institutionnelle et bureaucratique. « *Dans ce processus d'ajustement, la gestion de la marque capitalise sur le rôle de fondamental que les émotions jouent dans la formation des associations de formation. Comme les recherches en psychologie cognitive l'ont confirmé ces dix dernières années, le jugement surtout sur des questions morales comme en politique dépend souvent plus du traitement émotionnel et de l'intuition que du calcul et de la réflexion* » (Pasotti 2010 : 14). Dans ce contexte, les politiciens de marque développent des messages et des visions qui touchent le cœur de leurs électeurs plutôt que leurs esprits. En évoquant les émotions comme l'espoir, la fierté ou la confiance parmi les électeurs, ils créent l'association avec les candidats, du leadership et de la bonne gouvernance (good gouvernement). Les électeurs s'imaginent comme consommateurs de services publics et leur vote est guidé par le bénéfice collectif et par une expérience collective. Ce qu'ils veulent du

candidat, c'est qu'il offre une expérience par laquelle non seulement la consommation satisfait aux besoins matériels, mais permet également au consommateur d'avoir un rapport différent à la consommation elle-même et d'agir différemment en conséquence. Par exemple, de même que la marque BMW atteint cet objectif, en incarnant « l'ultime machine motrice », un maire peut l'obtenir en persuadant les électeurs qu'il est le maire de tous les citoyens honnêtes. De plus, la concentration sur l'espace public et les transports publics soutiennent la mobilisation dans le contexte des élections directes, car son but est de galvaniser l'électeur médian, en mettant l'accent sur l'accès universel.

Une vision plus critique de ces politiques (Hall et Hubbard, 1998) nous fait remarquer que, derrière la couverture d'universalité, l'intention est d'avoir un fort impact positif sur les revenus de la ville. Ceci passe par une privatisation par le gouvernement des services de consommation collectifs (les transports urbains par exemple), tout comme la réduction pour les quartiers précaires de leur capacité de négociation et de captation des fonds publics. Car, pour cette nouvelle politique, l'environnement urbain souhaité devrait être assez éclectique et vivant pour qu'ils puissent attirer la main d'œuvre mobile et hautement qualifié qui pourrait augmenter les revenus des villes. Si le déplacement des classes populaires désormais superflues autant à l'économie de la nouvelle ville qu'à l'image de marque s'avère impossible, un traitement social de la question peut être envisagé. Ainsi selon Peck et Tickell (2002), la priorité du développement a changé suite à un changement institutionnel et organisationnel. Comme nous l'avons vu précédemment, il ne s'agit plus uniquement du « retrait de l'Etat » (*roll-back*) pour laisser place libre aux forces marchandes typiques de la première période néolibérale. Cette nouvelle forme d'institutionnalisation annonce un retour de l'Etat (*roll-out*). Cette nouvelle posture engendre également une nouvelle génération de programmes sociaux « *welfare mix »* sous l'influence des politiques néolibérales (Eder 2010). Cette approche innove parce que les municipalités peuvent travailler dans le cadre de partenariats public-privés pour assurer de nouvelles responsabilités dans les services sociaux, et les ONG sont habilitées par le biais de changements juridiques à recueillir des dons pour les « causes » de leur choix. Cet «*Etat de l'aide sociale* » (Eder, 2010) augmente réellement le pouvoir politique des municipalités en s'adaptant aux demandes changeantes. Etroitement associé aux politiques de *roll-out*, les politiques visant à encadrer, voire punir, les populations précaires, perçues comme réfractaire au nouvel ordre (Peck et Tickell, 2002) La criminalisation de la construction de nouveaux *gecekondu,* évoquée ci-dessus, peut être vue comme exemplaire de cette nouvelle vision sociale.

Dans ce contexte, les chercheurs néo-marxistes ont perçu cette transformation urbaine, nouvelle politique sociale comprise, essentiellement comme un projet de classe hégémonique œuvrant à réduire la démocratie et le soutien social réel. Dans le cas turc, entre 1994 et 2004, Doğan (2007) évoque la notion de « *publicité précaire* » (*eğreti kamusallık*) pour décrire ce tournant dans la politique sociale, notant que la transformation du soutien social en « bienfaisance » souvent sous-traitée entretient ou même renforce la précarité des classes populaires et les rend impuissantes face aux politiques de transformation libérales. Karaman (2013) évoque de manière semblable le contrôle social exercé à travers la généralisation des « aumônes ». A un niveau plus général, Harvey (1989 : 4) remarque que « *dans ces dernières années, il semblerait qu'un consensus émerge partout dans le monde, selon lequel il est avantageux pour les villes d'adopter une position entrepreneuriale pour le développement économique. Ce qui est remarquable, c'est que ce consensus semblerait dépasser non seulement les frontières nationales mais aussi les lignes politiques et idéologiques ».* Les politiques urbaines rendues possibles par cette démobilisation des couches populaires donnent généralement lieu à la réorganisation spatiale de la ville en augmentant et en isolant les zones de pauvreté et d'inégalité (Harvey, 2005; Swyngedouw *et al*., 2002; Peck & Tickell, 2002). Potentiellement complémentaire à cette vision, l'approche post structuraliste conçoit les transformations urbaines néolibérales comme un ensemble de pratiques de gouvernement qui façonnent ou produisent des sujets, des espaces et des nouvelles formes de connaissances (Larner, 2003; Addie, 2008; Collier, 2009; and Mayer and Kunkel, 2012, Harb and Deep, 2011). Ces pratiques, selon Rose (1996 : 37, 38), prennent leur place dans un ensemble plus vaste de gouvernementalité : « *Les stratégies de régulation qui façonnent notre expérience moderne de 'pouvoir' sont rassemblées en complexes qui lient les forces et institutions réputées 'politiques' avec des appareils qui forment et gèrent la conduite individuelle et collective en relation avec des normes et objectifs, tout en étant constituées comme ' non – politiques'. »*

Ces approches ont en commun une vision unitaire du pouvoir et, au moins implicitement, de la population sujette à ce pouvoir ; mais ce point de vue n'est pas le seul possible. Le Galès et Harding (1998) y opposent une appréciation de la diversité géographique. Selon eux, bien que la globalisation crée des contraintes et des opportunités générales pour les villes, elle ne détermine pas les stratégies et les politiques publiques. Ces chercheurs soulignent l'importance non seulement des différentes traditions de l'Etat, mais encore plus de la « culture et politique locales ». Aux Pays-Bas, par exemple, la mise en place d'une coalition d'élites est plus facile à Rotterdam qu'à Amsterdam. Barnett (2004) va

plus loin, en proposant que dans un lieu donné, les acteurs qui créent le consensus ne sont unitaires ni au « centre » ni à la « périphérie », et que la formation du consensus dépasse ainsi « l'hégémonie » ou la « gouvernementalité » de l'espace[1]. Selon cette critique, les modèles néo - marxistes comme post structuralistes ont en commun de s'intéresser de manière excessive aux dynamiques *top-down*. En se concentrant exclusivement sur l'hégémonie ou le consensus, qui laisse supposer que les classes populaires subissent passivement le changement venu d'en haut, les modèles ne prennent pas en considération les changements socioculturels *bottom-up*. A ces termes, Barnett (2005) préfère la notion plus active de « *consentement* ». De manière générale, les modèles de domination, selon ce chercheur (2004 : 9), « *manquent de tout sens de comment le consentement serait en fait acquis, ou de tout récit convainquant de comment les projets hégémoniques sont ancrés dans la vie quotidienne.* » Avec ce défi, nous retrouvons un des points de départ du présent travail de recherche, et la justification de notre choix d'un terrain local : le constat que « *l'échelle microscopique conduit à réinterroger la production ou l'appropriation des règles par les acteurs sociaux* » (Sawicki, 2000 : 152). Cette vision critique a pour nous l'avantage supplémentaire de permettre un point de départ plus agnostique et mieux adapté à l'objet annoncé, en l'occurrence « *l'articulation* » ou « *l'intersection* » entres dynamiques globales et locales (Briquet et Sawicki, 1989 ; Tilly, 1999). Remettre en question l'inévitabilité de l'hégémonie ou la gouvernementalité n'implique pas leur abandon péremptoire. Bien au contraire, elle nous permet de les considérer comme des hypothèses alternatives, à confirmer ou infirmer sur le terrain.

Ce positionnement en invite un second, qui concerne l'interprétation du comportement des populations visées par la transformation. Dans une littérature académique abondante, l'action collective cherchant à résister aux projets de transformation urbaine est vue comme une contestation du pouvoir du capital économique, une revendication populaire du « *droit de la ville* » (Lefebvre 1968 ; Kipfer, Saberi, & Wieditz, 2013; Türkmen, 2011, İslam 2011) par laquelle les habitants cherchent à obtenir la reconnaissance, la participation et une meilleure qualité de vie. Une perspective alternative place les revendications dans une logique de coût et de calculs économiques (Karaman 2014). Ce calcul de coût-bénéfice se fait au niveau individuel et dépend du rapport de chacun à la propriété foncière, privilégiant la valeur d'échange plutôt que la valeur d'usage (Kuyucu et Ünsal, 2014). L'apport de Roy (2009)

[1] Cette proposition émerge d'une critique plus générale dans laquelle Barnett (2004 : 8) dénonce comme un amalgame abusif des courants néo-marxistes et post structuralistes une position qui conceptualise les politiques néolibérales comme « *des mécanismes instrumentaux à travers lesquels des acteurs clairement définis possédant des intérêts clairement articulés poursuivent leurs programmes clairement articulés*. »

suggère une piste utile pour généraliser ce débat. Citant des exemples indiens et libanais, elle suggère une distinction entre deux types de réactions, dont une serait basée sur des droits abstraits et la seconde sur des besoins concrets. Face aux projets de transformation urbaine, la première aurait tendance à donner lieu à une posture de confrontation avec comme seules issues possibles la résistance réussie ou l'écrasement. Une posture basée sur les besoins concrets, en ouvrant la voie à une « *politique de compensation* », laisse apercevoir des possibilités de compromis et ouvre ainsi la porte aux négociations. Dans les terrains qu'elle explore, Roy (1998) montre des exemples de ces deux postures et laisse entendre qu'il serait possible dans un cas donné de passer de l'une à l'autre. Ce constat, qui nous semble applicable à notre terrain turc, nous ramène à la question de recherche annoncée ci-dessus, nous permettant même de la développer et de la formuler ainsi : comment une logique de compensation peut-elle être appropriée ? Nous nous intéressons en particulier à l'articulation des vastes projets de transformation avec les aspects politiques de la « *vie sociale à petite échelle* » (Tilly, 1999) – dans nôtre cas, l'échelle d'un quartier. Y-a-t-il vraiment un changement culturel ou social qui se matérialise à petite échelle ? Si oui, quels mécanismes provoquent ces changements ? Si non, est-ce qu'un consentement émerge autour des actions publiques ? Par quel biais ce consentement s'est-il formé ?

Clientélisme et compensation à Şahintepe

En tant qu'exemple de « lotissement pirate » construit sur de terrains privés, Şahintepe a connu avec un certain retard l'effet des grands projets de transformation urbaine. Longtemps, un régime traditionnel de clientélisme personnalisé a permis aux habitants d'abord de s'y établir, et ensuite de faire face aux problèmes quotidiens de la vie urbaine. Dans un contexte de tolérance associé à une absence de services ou d'infrastructures publiques, c'est par marchandages successifs – avec des agents immobiliers ou autre personne politiquement ou économiquement influentes – que le quartier prend forme. L'année 2009 marque un tournant important dans le destin du quartier. Le partage de la plus-value foncière par le biais des tolérances se trouve remis en cause dans le quartier après les élections de cette année qui donne la victoire électorale à l'AKP dans une municipalité nouvellement créée (même si, comme nous l'avons noté ci-dessus, ce parti n'avait pas gagné au niveau du quartier). Après la reconstruction juridique du champ urbain par le gouvernement de l'AKP, le quartier n'a pas seulement vécu un arrêt de la tolérance, mais se trouve sous menace de démolition. S'en suivent une succession d'événements confus et contradictoires :

- En avril 2009, le quartier est menacé de démolition ; une première opération détruit une maison. Les habitants du quartier répondent par une action collective dans une logique de défense leur quartier ;
- Bien que le quartier n'ait pas été démoli, toutes les constructions et réparations sont désormais interdites sans la permission de la municipalité. Les maisons construites après 2005 ne peuvent pas être branchées à l'électricité ou l'eau ;
- Un nouveau plan foncier annoncé par la municipalité en 2011 prévoit des titres de propriété collectifs, ne donnant pas de droits individuels de construction, et amputant de 42% chaque parcelle pour « usage public » ;
- Şahintepe est désigné comme faisant partie de la « zone de développement de réserve » en décembre 2012 par le ministère de l'Environnement et de l'Urbanisme suite à la loi sur la transformation des zones à risques de catastrophes. La loi destine ces zones à l'éventuelle construction de bâtiments résidentiels neufs dans le but de reloger les habitants des « zones à risques sismiques » et interdit, en principe, toute nouvelle construction dans ces zones ;
- La municipalité procède néanmoins à la distribution de titres selon le plan de 2011 – en principe suspendu par la décision ministérielle de 2012.

Dans ce contexte, un thème récurrent de notre argumentation sera que les habitants de Şahintepe doivent faire face à des risques non calculables, autrement dit à l'incertitude perçue comme « *une situation dans laquelle la probabilité d'événements est inconnue, ou même impossible à connaître* » (Heimer 1988). Se rajoute à l'inquiétude ambiante le fait quel'AKP a acquis la réputation d'un parti agissant contre les quartiers précaires et leurs habitants par une politique de « transformation » qui se traduit par la destruction de quelques 11543 logements dans les *gecekondu* (Kuyucu, Ünsal, 2010), suivie du déplacement des habitants : certains quartiers proches de Şahintepe, comme Ayazma, ont subi ce sort. En l'absence de connaissances claires, des rumeurs diverses courent concernant l'avenir du quartier. Sur le terrain, les représentants des autorités publiques donnent des explications différentes de ces changements. Le résultat est un « *travail de la confusion » (Labor of confusion)* (Auyero et Swistun 2008) créé par les différentes institutions. En même temps, la circulation de l'information à l'intérieur du quartier est rendue plus difficile par une tendance contemporaine à la dégradation des rapports entre les groupes ethniques (turcs et kurdes) et religieux (sunnites et alévis) à l'intérieur du quartier. L'information ne circule désormais qu'à l'intérieur de ces groupes. S'ajoute à ces divisions un accroissement des conflits d'intérêt économiques autour de la ressource foncière et une perte de légitimité par les figures

d'autorité locales. Pour toutes ces raisons, de nombreux entretiens évoquent un changement d'ambiance autour de 2010. Du point de vue des habitants, les divisions accrues rendraient désormais impossible toute mobilisation spontanée comme celles qui avaient eu lieu en 2009. Ces divisions rendent aussi plus difficile l'effort de mobilisation des partis politique d'opposition : le Parti Républicain du Peuple (CHP) représentant le « centre-gauche » laïque et les partis pro-kurdes : le Parti pour la Paie et la Démocratie (BDP) et le Parti Démocratique du Peuple (HDP). L'enquête de terrain montre que tous dépendent étroitement des groupes et associations constitués pour leur fournir des relais politiques. Les divisions accrues du quartier compliquent ainsi tout effort de forger une alliance dépassant un noyau dur de soutien déjà acquis.

Les habitants, pour leur part, doivent néanmoins faire de leur mieux pour comprendre ce qui va leur arriver en en tirer les conséquences. Dans ces conditions, une évaluation informée et objective de la situation est impossible. Il ne s'en suit pas que les habitants soient nécessairement « irrationnels », mais la question des bases sur lesquelles ils fondent leur action ne peut être évitée. Cette énigme supplémentaire fournit en fait un indice précieux. Dans une situation où il n'est pas possible de décider par ses propres moyens « que faire ? », pour la simple et bonne raison qu'aucune réponse acceptable n'existe à la question « que croire ? », une stratégie évidente est de se retourner vers une source d'autorité considérée comme méritant la confiance. Pour savoir « que croire », les habitants de Şahintepe doivent préalablement décider « qui croire », ou peut-être plus exactement, en qui faire confiance. Tilly (2005 : 12) parle de la confiance dans ce sens comme « *une relation comprenant des pratiques* ». Au cœur de ces dernières, accepter de confier des résultats (*outcomes*) importants à autrui, les mettant en risque en cas de sa malfaisance, d'erreurs ou d'échec. » A la confiance, donc, est associée l'appréciation subjective du risque. Auyero et Swistun (2008 : 374-375) suggèrent que, face à la perception du risque et du danger potentiel, « *la connaissance des acteurs de leur milieux à un moment et un lieu donnés est le résultat conjugué de l'histoire de ce lieu, des routines et interactions de ces habitants et des relations de pouvoir dans lesquelles ils se trouvent.* » Ces éléments, à leurs tours, quand nous les appliquons au cas de Şahintepe, nous ramènent au rôle joué par les « routines et interactions » des habitants mais aussi des « situations de pouvoir » dans lesquelles ils se trouvent, par le clientélisme d'une part et l'ancrage social et politique de l'AKP d'autre part.

C'est par le biais des réseaux clientélistes que les habitants ont dans un premiers temps pu s'établir, et faire face aux problèmes de la vie urbaine. Impliquant nécessairement un

échange de services entre inégaux (Powell 1977 : 147), cette relation peut être vue de manière générale comme une « *stratégie pour l'acquisition, la maintenance et l'agrandissement du pouvoir politique de la part du patron, et une stratégie pour la protection et la promotion de leurs intérêts, de la part des clients* » (Piattoni, 2001 : 2). En résulte une dynamique caractérisée par des « *réseaux de domination* » (Auyero, 2000) mais en même temps par des relations morales et affectives (Combes et Vommaro, 2012). Il n'est pas particulièrement surprenant de noter que les pratiques clientélistes persistent, coexistant avec une ligne politique néolibérale. Comme l'indique des chercheurs comme Levitsky (2007) et Roberts (1995), les réformes néolibérales elles-mêmes en créent les conditions en accélérant la précarisation d'une partie de l'ancien prolétariat industriel, qui se trouvera alors beaucoup plus accessible par des stratégies clientélistes que par les appels médiatisés des partis « attrape-tout ». Dans ces conditions, qui nous semblent convenir aussi bien pour la Turquie contemporaine que pour les cas d'Amérique latine analysés par ces auteurs, le clientélisme facilite l'acceptation des réformes néolibérales.

L'ancrage politique et social du parti, pour sa part, provient du fait que l'AKP (contrairement au CHP) à conservé une structure dense de réseaux militants, héritée de l'époque où les partis islamistes en Turquie ne pouvaient pas compter sur un accès libre aux canaux officiels d'information et de soutien matériel – et risquaient, bien au contraire, l'interdiction. Selon White (2007 : 56), l'action du parti du bien-être (*Refah Partisi*) était fondée sur une pratique politique quotidienne. Cette chercheuse a développé le concept de la « *politique vernaculaire* » basée sur les valeurs, les relations et les réseaux locaux, personnels et communautaires, mais en rapport avec la politique nationale pour expliquer l'ancrage du parti *Refah.* La politique vernaculaire implique un engagement dans des réseaux de proximité (voisinage, familiaux, compatriotes), les valeurs et les normes locaux (réciprocité, confiance, obligation mutuelle, hiérarchie des sexes et de l'âge). Cette pratique politique quotidienne forgée en opposition fournit au parti, désormais au pouvoir, de nombreux porte-paroles particulièrement bien placés, des hommes et des femmes considérés par les habitants comme dignes de respect, justement parce qu'ils respectent les normes et valeurs du quartier. Ces pratiques ne sont pas incompatibles avec un usage systématique des échanges de type clientéliste. Bien au contraire, comme l'a observé dans le cas du Parti Communiste français Padioleau (1982 : 215), *« ... le rapport de clientèle gagne en stabilité quand des ingrédients normatifs et affectifs s'introduisent dans l'échange, le dévouement personnel et la norme de réciprocité favorisent le développement des liens affectifs - normatifs entre l'électeur et l'équipe municipale, ce qui accroit la stabilité de la relation client-patron* ». De manière

semblable, Briquet (1999 : 10, 11) constate pour la Corse que « *plutôt que l'échange pragmatique proprement dit, ce qui spécifie la relation de clientèle est la perception de cet échange comme un devoir moral désintéressé, aussi bien de la part du patron (qui agit par dévouement ou amitié) que de la part du client (qui agit par loyauté ou fidélité).* » Dans tous ces cas, le clientélisme apparaît comme une obligation réciproque reposant sur les liens affectifs.

Dans notre cas, c'est le parti lui-même qui devient le patron prédominant au détriment des patrons traditionnels d'une autre époque. Dans un régime qui se rapproche du « *clientélisme hégémonique* » (Piattoni, 2003), c'est l'AKP en tant qu'institution, et non plus tel ou tel individu, qui est vu comme étant à l'origine de solutions et de ressources. Cette situation se rapproche de ce que Padioleau (1982 : 218) désigne comme « *clientélisme diffus* », dans lequel « *... le client doit toujours percevoir le militant comme porteur du parti »* ou encore du « *nouveau clientélisme* » centré sur les partis politiques et non plus sur les patrons individuels, proposé par Hopkins (2006 : 9), dans lequel le pouvoir des dirigeants locaux provient de « *l'affiliation partisane qui leur ouvre l'accès aux ressources nécessaires pour récompenser leurs proches et maintenir leurs clientèles* ». Les réseaux de clientèles sont ainsi reconfigurer et concentrés sur le parti. Dans le cas turc, Sayarı (2011 : 92) note que l'action de l'AKP remplace, à son grand avantage électoral, les anciens réseaux du clientélisme vertical par des relations horizontales issues en même temps d'une tradition d'entre aide – déjà exploitée par ses précurseurs islamistes comme la *Refah* étudiée par White (2007) – et de distribution particulariste de ressources par l'organisation du parti. En réunissant cette vision du patron comme acteur collectif avec la notion du clientélisme comme relation au moins en partie affective, nous en arrivons à une vision du clientélisme qui dépassent largement la transaction utilitaire et synchronique de « *l'achat de voix* » (Stokes, 2005) ou de « *l'achat de mobilisation* » (Nichter, 2008) ou même l'institutionnalisation de ces transactions par les « *machines politiques* » des villes américaines (Bonnet, 2010) ou du sud italien (Chubb, 1981 ; Alum, 1995).

Un autre élément important de cet ancrage est l'image du parti comme promoteur et protecteur de la vie religieuse. Si l'AKP a, en grande partie, neutralisé l'extrémisme islamiste en absorbant les militants dans le système néolibéral (Tuğal, 2009), il encourage néanmoins « l'islamisation » de la vie quotidienne (Karaman, 2013) et en retire des avantages indéniables que nous avons constatés sous la forme de nombreuses expressions spontanées de remerciements et de louanges de la part des habitants, heureux de pouvoir faire chez eux des

réunions de lecture du Coran « *sans fermer les volets* », de porter sans crainte le voile dans la rue, ou encore de constater que « *maintenant les enfants apprennent les prières* ». Ce renouveau de la vie religieuse montre bien l'attention que porte l'AKP à la dimension morale de la politique, mais cela n'empêche pas que son action passe avant tout par l'assistance matérielle : aide de la municipalité aux mosquées et écoles coraniques, collaboration du parti avec des confréries et fondations caritatives sunnites. Cette action est donc indissociable d'une politique plus vaste de soutien matériel à la vie quotidienne, politique qui transforme le nouveau modèle de politique sociale néolibérale (Erder, 2010) en arme électorale redoutable.

Au cœur de ce dispositif se trouve un élément évoqué ci-dessus dans un contexte très différent : la « carte de soutien », mise en avant dans la candidature de Başakşehir au réseau « living lab ». Il s'agit d'une carte de paiement informatisée fournie en fonction des besoins des familles les plus démunies et utilisables dans certains commerces du quartier. Dans la logique de la « ville entrepreneuriale », cette carte est un exemple de service public et technologique efficace au service des citoyens. Elle rentre également dans la logique libérale, qui est celle du « living lab », en incitant les habitants à participer à la vie commerciale du quartier, achetant à prix courant plutôt que de recevoir des aides en nature. L'importance de cet instrument de politique sociale, néanmoins, ne peut être appréciée sans prendre en compte un élément supplémentaire, qui relève d'une toute autre logique. Les militantes du parti servent de relais à cette politique municipale, évaluant les besoins et aidant les femmes à constituer des dossiers de demande d'aide. La frontière entre parti et municipalité, entre politique « officielle » et « officieuse », n'en est que plus floue, et une politique en principe universaliste devient alors un bien particulier donnant potentiellement lieu à un sentiment de reconnaissance et d'obligation de la part de l'électeur, transformé en client (Padioleau, 1982 : 212).

Considérées dans leur ensemble, toutes ces actions ont une double importance. Le parti est enchâssé dans l'« *économie morale* » du quartier (Thompson, 1971), ce qui crée un contexte dans lequel les échanges clientélistes sont publiquement – sinon juridiquement – acceptables. « *Officieux* », dans ce cas, n'équivaut pas à « *répréhensible* » (Briquet, 1998). Dans la construction de l'image positive du parti, il est donc possible de rassembler son rôle officieux avec les actions civiques de la municipalité qu'il domine (provision de biens collectifs à l'échelle du quartier) dans un ensemble global d'une « *politique du faire* », comme celle notée par Goirand (1998) dans le cas des favelas du Brésil, où elle montre que le vote va au candidat du parti qui améliore concrètement les conditions de vie quotidienne au moment

de l'élection. Nous avons souvent constaté que le parti trouve des solutions officieuses aux problèmes quotidiens. Bien que la loi interdisant l'accès à l'eau et à l'électricité pour les constructions informelles ait été faite par le gouvernement de l'AKP, par exemple, le problème du branchement de l'eau a été trouvé par le parti en créant un système de compteur d'eau informel (*süzme saat*).

Dans ce contexte, nous pouvons établir un lien entre la reconfiguration des réseaux clientélistes d'une part et l'appropriation par des nombreux habitants de Şahintepe du discours et des logiques néolibérales des projets de transformations d'autre part ; rendre service au quartier et distribuer des aides matérielles peut être considéré dans une perceptive de « *pédagogie politique* » (Padioleau, 1982 : 215). Nous devons bien entendu souligner, et nous les retrouverons ci-dessous, les nombreuses différences qui séparent le parti Communiste français des années 1970, étudié par Padioleau (1982), de l'AKP : ils se distinguent par leur idéologie et leur développement historique, leur organisation interne, les modalités de l'ancrage politique des partis et de leurs militants et les biens et services qu'ils distribuent. Il ne s'agit pas de comparer directement les deux partis. Ce que nous posons comme hypothèse, à vérifier sur le terrain, est que certains des éléments analytiques réunis par Padioleau (1982) sous la rubrique de la « *pédagogie politique* » sont d'une grande utilité pour rendre compte de la manière, pour reprendre la formulation de Barnett (2004 : 9), dont le consentement est en fait acquis et les idées néolibérales ancrées dans la vie quotidienne. Au cœur de la logique que nous proposons d'appliquer à notre cas, se trouve le double rôle du parti dominant et de ses militants, en même temps fournisseurs de services dans une logique clientéliste et porteurs d'un projet de société plus vaste. Padioleau (1982 : 215) observe dans ses cas d'études que : « *Autant que faire se peut, et avec plus ou moins de succès, les militants s'efforcent d'associer à la fourniture des biens un apprentissage normatif par l'exercice d'une influence idéologique ».* Il s'agit d'opérer une transformation durable dans les modes de penser et de vie des clients. Pour mener à bien cette entreprise pédagogique dans le contexte urbain turc, nous posons l'hypothèse que quatre éléments distincts sont nécessaires :

- Une vision claire du modèle de société, dont il s'agit de faire la pédagogie, et un projet pour l'atteindre ;
- Une hiérarchie interne capable d'imposer une présentation cohérente du projet ;
- Un réseau de militants en contact quotidien avec la population ciblée ;
- Un ensemble de ressources à distribuer.

La démonstration de la présence effective de ces éléments est un des enjeux centraux de l'analyse de notre terrain ; leur énonciation nous permet de structurer celle ci autour d'hypothèses précises. Dans le cas turc, cette approche se démarque de toutes celles qui limitent la portée du clientélisme à la mobilisation électorale, qu'il s'agit de l'usage à cette fin de l'emploi (Komsuoglu 2005), de la politique sociale (Eder, 2010 ; Aytaç, 2013) ou de « *l'aumône* » religieuse (Karaman, 2013). Bien au contraire, nous proposons que les relations clientélistes ont aussi comme finalité la production de savoir, permettant à l'AKP, par cette démarche, de jouer un rôle analogue à celui des organisations civiques étudiées par Roy (2008). Il ne s'agit pas, bien sûr, d'assimiler l'AKP à une organisation civique. Ce que nous proposons est plutôt que la fin ultime de l'entreprise pédagogique, dans laquelle le clientélisme prend désormais sa place en tant qu'élément central, mais pas suffisant, n'est autre que d'encourager l'émergence et la mobilisation des sujets évoqués par Roy (2008) : volontaires et libres, agissant de leur propre détermination de la manière désirée par le pouvoir néolibéral.

Questions de méthodes : Une approche ethnographique

La validation des hypothèses proposées dans cette introduction a demandé un travail approfondi de terrain et une immersion personnelle dans le milieu étudié. Cette thèse est avant tout une étude qualitative, basée sur deux périodes de recherche de terrain à Şahintepe. La première a été faite dans le cadre de mon mémoire de Master 2 en 2009 pour deux mois ; la deuxième pour une période plus conséquente d'avril 2012 à mars 2014. Dans les pages qui suivent, nous ouvrons en quelque sorte notre carnet de terrain pour partager, dans un premier temps, les conditions générales de cette recherche, et ensuite de détailler les deux techniques principales mobilisées pour ce terrain : l'entretien et l'observation participante.

La chercheuse et son objet : une relation nécessairement personnalisée

J'ai utilisé divers éléments de la méthode ethnographique pour saisir « *l'impondérable de la vie sociale* » (Beaud, 1996 : 230). Afin de recueillir des informations et de construire mon d'objet d'études, j'ai diversifié la nature du matériau, utilisant en particulier les entretiens, l'observation participante des diverses activités détaillées ci-dessous, les données de l'institut statistique turc, les donnés quantitatives du conseil suprême des élections, ainsi que les données produites par la présidence des élections de l'arrondissement de Başakşehir. J'ai recensé systématiquement dans la presse locale, dont les organes les plus importants sont

les journaux *Başakşehir Times* et *Paralo Bahçeşehir,* les nouvelles portant sur Şahintepe. Ces données m'ont permis de dresser non seulement un portrait social et démographique du lieu mais aussi d'obtenir les résultats électoraux nécessaires à mes recherches.

Certaines limitations dans l'accès aux ressources doivent être signalées. Les archives de la municipalité de Başakşehir ne m'ont pas été ouvertes. La raison officielle était la « confidentialité » officielle des documents qu'elles contenaient, même s'il est permis de supposer que la vrai raison était que les dirigeants politiques préféraient ne pas les livrer au regard peut-être indiscret d'un chercheur. Néanmoins, au fil de la thèse, les lecteurs pourront trouver certaines données chiffrées obtenues de la municipalité de Başakşehir, qui m'ont été fournies par les fonctionnaires municipaux qui me les ont transmis sans me donner permission de regarder moi-même les documents, ou même l'écran de l'ordinateur sur lequel ils les consultaient. Bien que le département d'aménagement urbain ait refusé de partager ses plans, j'ai pu obtenir les plans de développements lors d'entretiens avec des habitantes, de deux anciens maires-adjoints responsables du département d'aménagement urbain et de membres du conseil municipal. Certains de ces documents correspondaient aux plans officiels successifs produits par la municipalité, mais j'ai aussi pu obtenir un plan de développement « informel » pour une partie du quartier établi par l'agent immobilier, Zihni Küçük, dans les premières années du quartier. J'ai aussi pu obtenir des exemples de titres de propriétés, les documents officiels successifs venant des ministères portant sur la question de la « zone de réserve » dont il sera question tout au long de cette thèse. J'ai également obtenu des contributions d'une chercheuse et journaliste turque, Ayşe Çavdar. Elle a généreusement partagé avec moi ses neuf entretiens réalisés à Şahintepe en 2011 avec les habitants du quartier. Même si ses entretiens ne sont pas cités dans la thèse, les extraits nous ont permis de mieux comprendre de nombreux détails du quartier.

En ce qui concerne les partis politiques, j'ai focalisé ma recherche sur les activités des deux principaux partis, le CHP et l'AKP, tout en assistant de manière moins systématique à des réunions politiques d'autres partis (MHP, HDP, BDP, DSP). La raison de ce choix est que seuls ces deux partis étaient représentés au conseil municipal de Başakşehir pour la période 2009-2014 et pouvaient ainsi voter pour la formation des plans de développement. Plus que tout autre parti, ces deux ont été actifs non seulement dans la production de plans mais aussi, en ce qui concerne le CHP, dans leur contestation.

La recherche documentaire m'a fourni des points de départ et des références précieuses, mais l'essentiel du terrain a été fait de manière beaucoup plus directe, par une suite d'entretiens, de conversations, et d'observations. Toutes ces activités ont demandées ma présence fréquente et prolongée dans le quartier. J'ai, en général, fait mes visites de terrain seule. Pour certains cas d'activités ayant lieu le soir, j'ai jugé nécessaire d'être accompagnée d'un homme, mais cela n'était pas idéal pour la recherche. Même s'il ne cherche pas à participer activement à la conversation, la présence d'un homme change la nature de conduire l'enquête. Dans ces cas, les interlocuteurs avaient tendance à s'adresser à lui plutôt qu'à moi, y compris dans des situations où j'avais déjà eu des contacts avec la personne interviewée. D'une certaine manière, ce fait doit lui aussi être perçu comme un résultat de terrain : cela m'a permis de mieux saisir le rôle du genre dans la société du quartier.

Pendant la recherche, diffèrent personnes (habitants du quartier, militants politiques et membres de l'équipe municipale ou encore chercheurs universitaires) m'ont conseillée d'être prudente à Şahintepe, à cause de la violence qui y règne (vols, attaques à l'arme à feu, trafics de drogue). Tous ces avertissements qui vont de pair avec des images violentes véhiculées par la presse ont parfois créé des moments difficiles pour l'enquête, car la présence continue sur le terrain était essentielle à ma démarche. Il était important de comprendre non seulement ce que pensent les gens, mais aussi comment ils le pensent. Comment construisent-ils leur monde : investi avec le sens, infusé avec l'émotion ? (Darnton, 1984 :3) Dans ce sens, j'ai découvert comment mes propres idées et méfiances ont longtemps alimenté un sentiment de danger sur le terrain. Cela créait initialement un blocage qui m'empêchait de pénétrer pleinement le terrain. Avec des témoignages de disputes dans le quartier, s'alimente la peur. Le défi devient non seulement de construire un lien avec les enquêtés mais aussi de maitriser ses propres constructions et sentiments envers le quartier. C'était là un double défi que j'ai porté pendant les premiers temps de l'enquête. C'est l'habitude et la pratique quasi quotidienne de ce terrain qui m'ont permis de surmonter cet obstacle. Cette pratique avait néanmoins des limites. Je ne suis pas allée sur le terrain lors des moments difficiles, comme pendant les manifestations de Gezi. J'ai aussi évité d'y aller pendant les conflits communautaires, les jours où le PKK manifestait ou lors de la fête kurde de Newroz. Je n'allais pas dans le quartier les jours suivants des opérations policières contre le trafic de drogues. Dans tous ces cas, je ne retournais dans le quartier que quand la situation s'était calmée.

La dynamique des images préconstituées allait dans les deux sens. Mon altérité aux yeux des habitants était constamment évidente dans le quartier. Quand je me promenai seule, les enfants couraient après moi et ils me parlaient en anglais. « *what's your name ?* » Je leur répondais en turc que je suis turque. Mais eux ont continué de répondre en anglais « *my name is ...* » Aux yeux des enfants, j'étais une étrangère. J'étais aussi étranger pour eux qu'aurait été un français ou un américain. Les enquêtés adultes construisaient l'altérité de manière différente, mais eux aussi m'identifiaient à première vue comme quelqu'un venu de l'extérieur : pour eux, j'étais autre. Ils n'hésitent pas à m'exprimer mon altérite : « *Nos femmes, elles sont traditionnelles, vous, vous êtes moderne*. » « *Vous ne pouvez pas comprendre notre situation. Vous n'avez pas ces problèmes chez vous, n'est-ce pas ?* », « *Ahh ! Comme elle est propre votre voiture ; ça se voit que vous vivez dans un quartier de « haute société* » ! Cette altérité a persisté durant ma recherche, non seulement avec les habitants, mais aussi avec les divers membres de l'équipe municipale, même si, dans ce cas, elle a pris une forme différente : ma position de chercheuse, mais aussi de femme habillée sans signes religieux apparents, a créé des difficultés liées à la stigmatisation et à la méfiance des universitaires, souvent vus comme proches des partis d'opposition.

Entretiens et conversations

En général, le but des entretiens n'est pas d'obtenir une représentativité, au sens statistique du terme, de Şahintepe, mais plutôt de fournir à l'enquête un ensemble de points de vue qui peut nous expliquer les raisons de comportement différencié envers les projets de transformations. A cette fin, j'ai pris comme point de départ les principes de l'entretien ethnographique, tels que décrits par Beaud (1996 : 234) : « *enchâssés dans l'enquête de terrain (pris par son rythme, son ambiance), [l'entretien ethnographique] permet de se libérer du joug de la pensée statistique, ou plus précisément de l'espèce de surmoi quantitatif qui incite le chercheur à multiplier le nombre de ses entretiens. Les entretiens prennent place naturellement dans une logique d'enquête. Cette approche progressive du terrain amène également à faire des présélections et des choix parmi les entretiens possibles. L'enquête ethnographique nous apprend très rapidement que toute personne sociale n'est pas «interviewable», qu'il y a des conditions sociales à la prise de parole* ». J'ai ainsi conduit des entretiens de types diversifiés (entretiens biographiques, semi-directifs, non-directifs, discussions informelles) avec différents types d'acteurs : les membres de l'équipe municipale, des associations du quartier et de l'organisation des partis politiques au niveau municipal, les éminences locales, les agents immobiliers, les habitants. J'ai pu réaliser au total 101

entretiens, comprenant 33 femmes et 68 hommes ; l'âge des personnes interrogées va de 26 à 93 ans. L'utilisation des entretiens dans la thèse a posé la question de la confidentialité. J'ai maintenu l'anonymat dans ma restitution de l'entretien avec des habitantes, et les militants qui n'occupent pas de position. Pour les personnes occupant une position publique, il m'a semblé essentiel d'identifier celle-ci en les citant, car les sens même de propos recueillis dépendent de la position occupée par la personne qui les prononce. C'est ainsi le cas des responsables locaux des partis politiques, ou des présidents d'associations. Dans certains cas, *Muhtar* successifs du quartier ou individus candidats à des mandats électifs, je suis allé jusqu'à l'identification par nom et prénom, car toute semblance d'anonymat aurait, de toute manière, été illusoire pour n'importe quel lecteur ayant une connaissance du milieu local. La seule exception à cette pratique se trouve dans un petit nombre de cas, indiqués dans le texte, où des propos m'ont été transmis en toute confiance, de sorte que l'identification de l'informant pourrait éventuellement lui être préjudiciable.

Si la plupart des entretiens ont été réalisés par moi seule, un petit nombre a été fait avec d'autres personnes. J'ai réalisé un entretien avec le *Muhtar* de Güvercintepe, İbrahim Dinç, avec la participation d'Elise Massicard, avec qui j'ai partagé mes documents bruts comme des photos des associations qui participaient à la communication de la presse, la déclaration du communiqué de presse d'İbrahim Dinç distribué pendant cette réunion et les deux enregistrements d'entretiens conduits avec le *Muhtar* de Şahintepe, Erol Çapan, l'un ayant été réalisé avec mes étudiants de l'université de Kültür. L'entretien réalisé avec Elise Massicard ne contient pas d'interventions de sa part. Par contre, les étudiants de l'université de Kültür ont posé des questions au *Muhtar.* Les interactions entre les étudiants et le *Muhtar* ont complémenté et enrichi les questions que j'avais moi-même posées à d'autres occasions. Ces expériences d'entretiens collectifs font ressortir une nuance intéressante, car j'ai pu constater que le comportement des personnes interviewées n'était pas le même. L'entretien qui tournait en conversation générale entre plusieurs participants devenait plus spontané ; l'interviewé était pris au jeu, il répondait à tout le monde sans trop réfléchir à ce qu'il disait. Dans le second cas, l'échange restait plus formel et les réponses plus proches de sa communication officielle en public.

Le groupe des personnes interviewées comprend des « outsiders » ayant travaillé dans des institutions étatiques ou municipales, des personnes « in-between » dons les plus importantes sont les présidents d'associations de pays dans le quartier et le *Muhtar,* et finalement des « insiders » regroupant des individus habitants à Şahintepe, sans fonction

spécifique[2]. J'ai noué des relations avec des habitants et des éminences locales qui m'ont accompagnée, protégée et intégrée à la vie locale[3]. Ces entretiens ont souvent requis un investissement temporel long et une implication personnelle pour construire une relation de confiance. L'histoire générale de Şahintepe a été recueillie par les entretiens biographiques avec les premiers arrivants et les agents immobiliers. J'ai ensuite pu croiser leurs souvenirs avec les chiffres officiels de l'Institut des statistiques de Turquie, TUIK, sur le développement démographique. Les entretiens étaient en général longs : la durée d'un entretien pouvait varier entre 3 et 4 heures minimum. L'entretien le plus court a été avec le maire, et n'a duré que 20 minutes ; le plus long a duré 8 heures et a cessé petit à petit d'être un entretien formel pour devenir une discussion naturelle, articulée autour de plusieurs repas. De manière générale, la situation des enquêtes était une scène d'observations qui fournissait de nombreux détails avec des moments silencieux, des expressions et des gestes. J'ai commencé à conduire cette recherche avec un questionnaire ouvert avec des présidents d'association de pays et des entretiens semi structurés. Au fil du temps, j'ai laissé de coté le guide d'entretien en constatant qu'il limitait l'accès aux personnes avec qui je réalisais ces entretiens.

La première raison de l'abandon du guide d'entretien est que les questions coupent la relation sociale et rendent les relations plus tendues pendant les entretiens. Pendant certains entretiens, après un moment passé, je suis devenue moi-même « une interviewée ». Certains interviewés ont commencé à me poser des questions sur ma recherche et ont voulu voir mes notes de recherche ou ont posé des questions sur les questions posées et les personnes interrogées. Les souvenirs du passé et la peur de rencontrer un policier en civil a dégradé l'atmosphère de certains entretiens. L'abandon du guide d'entretien ainsi m'a permis de recueillir des informations de plus grande ampleur. Deuxièmement, les entretiens dans le quartier ne peuvent pas être conduits en tête à tête avec une seule personne. L'espace privé avait une fonction d'espace public marqué par l'entrée et la sortie de divers visiteurs. De cette manière, la recherche d'information s'est trouvée enrichie par l'arrivée et la participation inattendue d'habitants et même d'acteurs politiques pendant les entretiens. Cette multiplicité d'entrées et de sorties m'a donné la chance d'observer les réactions des habitants ou des interviewés et les relations qu'ils ont établi avec des autres personnes. Néanmoins, cela

[2] Cette distinction entre les « insiders in-between » et « outsiders » est adaptée de l'étude d'Emmanuelle Le Textier : Le Textier, E. (2006), "*Quand les exclus font de la politique : Le barrio mexicain de San Diego, Californie",* Paris: Presse De La Fondation Nationale Des Sciences Politiques.

[3] Ainsi que nous l'expliquons au Chapitre 3, nous avons préféré tout au long de cette thèse "éminence" à "notable" ou "leader" pour traduire l'expression turque « *ileri gelenler* » par laquelle sont généralement désignés les hommes tels que les personnalités religieuses (*imams* sunnite ou *dedes* alévies) et les présidents d'associations.

génère également un défi, car j'ai été à mon tour observée tout le temps avec mes paroles, gestes et expressions. Afin de surmonter cette altérité, les entretiens ne consistaient pas en une seule rencontre. La plupart du temps, je revoyais les personnes, leurs rendait visite plusieurs fois afin non seulement de construire un lien affectif mais également pour vérifier leurs réponses par recoupement. Car les enquêtés proposent souvent les réponses qu'ils imaginent que l'enquêteur attend d'eux. Ce n'est qu'avec le temps qu'il devient possible de dépasser cela. Néanmoins, il est indéniable que je devenais parfois une « *personne de ressource* » (Le Texier 2006), c'est–à-dire que les personnes interrogées répondaient en fonction des bénéfices qu'ils pensaient pouvoir tirer de la situation. Les acteurs locaux comme certains présidents de pays m'approchaient pour demander le sens des lois, ou mon avis sur ce qu'il fallait faire à propos des transformations urbaines.

Les relations de confiance personnelles étaient particulièrement importantes dans un contexte social et culturel fortement genré. Les interactions construites au fil de temps m'ont permis en particulier d'accéder, dans une certaine mesure, aux lieux de sociabilité masculins. Dans ce contexte, j'ai pu jouer sur deux registres différents en fonction de l'interlocuteur. Avec les habitants ainsi que les éminences locales, afin d'éviter les méfiances qui aurait pu résulter du fait d'être perçue comme une espionne étrangère, je n'ai pas dit que je faisais un doctorat dans une université française. J'ai utilisé une autre ressource pour m'identifier : celle d'avoir un poste dans une université turque comme enseignante. Cette ressource professionnelle a facilité mon entrée dans les lieux d'ordinaire fermés aux femmes. Le titre de « *hoca* » (enseignant[4]), a créé envers moi un respect dans l'espace masculin qui m'a permis d'acquérir un rôle presque masculin loin de la vision de la féminité du quartier. Cette construction d'un rôle particulier me différenciait au regard des interviewés et des habitants masculins : « *Vous n'êtes pas comme nos femmes…* ». Néanmoins, l'accès permis par cette acquisition de masculinité honoraire avait des limites. Je n'ai pas eu accès aux lieux de sociabilité religieux masculins et n'ai, pour cette raison, pas pu entrer en contact avec les fidèles des mosquées en tant que tel. La division des sexes était plus visible, et quasiment infranchissable, dans les lieux de culte. Avec l'équipe municipale et l'organisation des partis politiques, par contre, je me présentais comme doctorante dans une université étrangère, ce qui permettait de jouer sur deux registres en même temps : j'étais non seulement inoffensive en tant qu'étudiante, et je profitais du prestige d'un institution connue.

[4] Le sens de ce mot dans le contexte turc va au-delà du sens littéral d'enseignant pour incorporer un fort élément hiérarchique, qui rappelle l'usage académique un peu archaïque du mot « maître ».

Observation participante

J'ai effectué 80 observations d'activités politiques et quotidiennes à Şahintepe en 2009 durant deux mois, et ensuite entre avril 2012 et mars 2014 : meetings politiques, grandes réunions électorales tenues dans les salles de mariages, réunions d'associations de pays avec les représentants des partis politiques tenues dans les cafés ou les salles de réunions des associations, réunions féminines et masculines à domiciles, réunions des associations de pays, une conférence de presse réalisée par le *Muhtar* de Güvercintepe et un petit déjeuner avec le conseil municipal *(Kent Konseyi) et* les présidents des associations de pays de Şahintepe. J'ai participé à une séance du projet d'éducation de femmes organisée par le conseil de ville de Başakşehir nommé « Maman, ne soit pas en retard à l'école » (*Anne okula geç kalma*), aux petits déjeuners dans le bureaux de l'AKP, à une réunion de mosquée, des réunions d'écoles coraniques pour les femmes et une réunion de prière dans la maison d'une confrérie.[5] J'ai accompagné pendant une journée une équipe de militants du CHP lors d'un porte à porte électoral à Şahintepe. Cette journée a permis de rendre visite aux habitants de deux rues.

Pendant ces activités politiques et sociales, les militants de profils différents ainsi que les habitants de quartier se croisent et utilisent ces espaces comme lieux de socialisation. Cela permet de rencontrer un échantillon assez différencié de militants des partis politiques et d'habitants. En observant l'éventail varié d'actions militantes, j'ai pu comprendre non seulement les modes d'actions des partis politiques et leurs productions de savoir, mais aussi l'évolution des compréhensions et réactions des habitants envers les projets de transformations urbaines. De plus, lors de ces activités et des entretiens, des documents complémentaires de diverse nature ont pu être recueillis : brochures, tractes, cartes, etc. En plus des brochures, les militants du CHP m'ont fourni les résultats de l'enquête locale obtenue par le porte à porte. Des enquêtes et rapports internes du parti m'ont été fournis par les interviewés. Un document de ce genre en particulier, le rapport envoyé par Kemal Aydın (candidat à l'investiture CHP pour la mairie en 2014) à la présidence nationale du CHP, m'a fourni des informations précieuses pour comprendre le fonctionnement interne du CHP.

Les activités partisanes de l'AKP m'ont offert l'occasion d'observer comment la politique institutionnelle et « la politique vernaculaire » s'entremêlent, ainsi que le fonctionnement du système d'action qui inclue d'autres organisations locales. Le mode

[5] A une exception près, les associations dans lesquelles j'ai fait des observations se situaient à Şahintepe. L'unique exception est une association située dans le quartier voisin (et sociologiquement semblable) de Altınşehir, l'association de pays de Kars du village Hacıveli où j'ai pu bénéficier d'un accès particulièrement facile.

d'insertion du parti et de ses militants dans des lieux de sociabilité a été très important non seulement pour comprendre le parti, mais également pour comprendre l'évolution des réactions des habitants. Pour cette raison, j'ai visité des lieux de sociabilités informelles. J'étais vue lors de ces occasions comme une militante de l'AKP (ou du CHP lors de ma participation au porte à porte) même si les militants eux-mêmes étaient informés des vraies raisons de ma présence. Dans des lieux de culte, j'ai couvert mes cheveux et ai fait la prière avec les militantes.

Certaines des remarques faites à propos du rôle du genre dans le cas des entretiens s'appliquent également ici. L'insertion dans des lieux féminins a été plus facile que dans des milieux masculins. Dans les lieux de sociabilité avec les femmes, j'étais assimilée aux militantes et, dans ce rôle, n'était pas aux yeux des habitantes perçue comme une chercheuse. A coté des militantes, ma présence n'a pas particulièrement modifié les comportements des habitantes. Par contre, ma visibilité dans les lieux masculins a changé le comportement et la conversation des hommes dans les associations de pays, ce qui doit être considéré comme un grand désavantage. Malgré la proximité des situations d'entretiens et des observations et leur difficile différenciation, certains éléments supplémentaires peuvent être signalés. Contrairement au cas des entretiens, certaines occasions d'observation, en particulier les réunions religieuses masculines, m'étaient presque entièrement inaccessibles. Pour des recherches à venir, entrer dans un même quartier avec une petite équipe comprenant au moins un chercheur masculin et un féminin pourrait enrichir l'observation. Il serait particulièrement intéressant non seulement pour les membres de cette équipe de pénétrer dans les lieux accessibles seulement aux hommes ou aux femmes, mais également de dupliquer certains entretiens ou observations pour observer les différences de réponse ou de comportement selon que le chercheur soit masculin ou féminin.

En complément de ma participation aux activités partisanes, j'ai participé à des réunions quotidiennes ou à des travaux banaux du quartier. J'ai partagé des moments avec des habitantes et mangé avec elles pendant un « gün » (« le jour » : réunion féminine informelle). Cette occasion, qui avait été préparés à l'avance et qui a donné lieu à une conversation en partie strucuturés, se situe quelque part entre l'observation participante et l'entretien collectif. Il est cité dans le texte et les annexes de cette thèse comme entretien collectif. J'ai changé les ampoules des lampadaires du quartier avec le *Muhtar*. J'ai participé à des réunions d'associations de pays avec leurs fédérations, à des soirées d'associations de pays pour le divertissement et des soirées de Ramadan de 2012 (les soirées ont été annulées

après cette année, à cause des conflits communautaires). J'ai aussi visité des maisons de réfugiés Syriens installés à Şahintepe en compagnie de la représentante d'une fondation caritative (des femmes qui était aussi militantes de l'AKP). A la marge de l'activité proprement partisane, j'ai participé à des réunions féminines de la campagne électorale des candidats au poste de *Muhtar* en 2014. Ce statut étant officiellement non partisan, ces réunions n'impliquaient pas les organisations de partis. Les réunions politiques pour les campagnes de *Muhtar* auxquelles j'ai participées n'ont pas été exploitées directement dans la thèse, mais toutes ces réunions m'ont fourni un grand éventail d'informations sur le quartier.

Conversion de devise

Pour toute conversion de devise à l'époque électorale de 2014, nous avons pris comme taux de change indicatif 3 Lires Turques (TL) pour un Euro, en arrondissant le taux de change officiel de la Banque de Turquie du 28 mars de cette année (soit 3,0072 à l'achat et 3,0126 à la vente). Pour la période électorale de 2009, nous avons arrondi à 2,2 TL pour un Euro (soit 2.226 à l'achat et 2.236 à la vente).

Traductions

Toutes traductions françaises d'entretiens réalisés en Turc ou de texte en langue turque ou anglaise sont de l'auteur, qui en assume la pleine et entière responsabilité.

Plan de la Thèse

Le point de départ de cette thèse, présenté au Chapitre 1, est la mise en situation historique, physique et sociale du terrain d'enquête. Il est ainsi question d'une première description du quartier tel que nous l'avons vu en 2009, mais aussi de sa place dans l'univers de l'immigration interne et la précarité urbaine turque. Il s'agit ensuite d'analyser plus en détails l'épisode électoral de 2009 et ses suites. Cette analyse nous permet de formuer des hypothèses précises concernant l'utilisation des distributions matérielles et le rôle clé du niveau municipal. Nous proposons en particulier que l'influence des distributions préélectorales est surestimée par la littérature proposant une approche instrumentaliste, tel que l'achat de voix ou de participations, du clientélisme. Notre hypothèse est que la distribution ponctuelle ne garantit ni la mobilisation électorale ni l'acceptation de l'action publique. Il ressort de notre analyse, par contre, que le degré de coordination possible entre un parti et les

autorités municipales ainsi que l'ancrage social du parti représenteraient les variables centrales pour expliquer non seulement les dynamiques électorales au niveau local mais aussi l'appropriation des projets urbains : hypothèse à vérifier dans le cadre d'une seconde élection, traitée au chapitre suivant.

Le second chapitre propose dans ses sections initiales une première analyse des politiques de transformations urbaines menées par le gouvernement AKP et de la réaction initiale des habitants du quartier face à cette politique. Le chapitre se termine par une analyse de l'élection municipale de 2014. Les éléments de terrain présentés dans ce chapitre (observations, extraits d'entretiens, et résultats électoraux) nous permettent de renforcer et d'expliciter l'énigme centrale de notre thèse : face à des politiques urbaines à propos desquelles les habitants avaient dans un premier temps fait preuve de méfiance, nous observons non seulement une victoire électorale de l'AKP, mais surtout une transformation du discours et des comportements des habitants, qui laisse penser que l'appropriation des normes néolibérales incarnées par ces mêmes politiques est en cours. Il s'agira dans les chapitres suivants de revenir sur ces éléments en les approfondissant et en leur apportant des éclairages analytiques différents pour résoudre cette énigme. Dans un premier temps, ceci nous mène à prendre une certaine distance par rapport aux analyses aussi bien libérales (Pasotti, 2010) que néo-marxistes (Harvey, 2005; Peck & Tickell, 2002) de la transformation urbaine ; ni la rationalité individuelle (Tsebelis, 1991) ni l'imposition « *d'en haut* » d'une hégémonie cognitive (Tuğal, 2009) ne fournissent une explication satisfaisante de nos observations. Suite à ce constat, nous proposons l'hypothèse que, dans la situation d'incertitude où se trouvaient entre 2009 et 2014 les habitants de notre quartier suite au « *travail de confusion* » (Auyero et Swiston, 2008) mené par les autorités, les habitants devaient avant tout décider qui croire, ou plus exactement à qui faire confiance, au sens de Tilly (2005 : 12). Il s'agit dans les chapitres suivants de passer en revue les candidats possibles à cette confiance.

Au chapitre 3, nous posons l'hypothèse que la tendance à la défiance à l'intérieur du quartier s'est accélérée à cette époque, réduisant les possibilités de confiance et d'action à l'intérieur du quartier. Les groupes présents dans le quartier tendent de plus en plus à devenir des entités étanches, sans aucun lien les uns avec les autres, ce qui rend plus difficile à la fois la circulation de l'information et l'action collective. Les différences ethniques et religieuses à ce niveau ont comme résultat supplémentaire d'accentuer la nature inégale de la concurrence pour les ressources publiques et privées. Un dernier élément traité dans ce chapitre est le rôle

des éminences locales et des professionnels tel que les avocats ou agents immobiliers. Notre hypothèse concernant ces acteurs est qu'ils sont de plus en plus vus comme étant personnellement intéressés, ce qui que remet en cause de leur légitimité en tant que source objective d'information et contribue ainsi à rendre plus difficile la circulation d'informations sur l'action publique.

Au chapitre 4, notre hypothèse est que la « politique de défense du quartier » menée par le CHP n'a pas mobilisé en 2014, comme elle l'avait fait en 2009, un mouvement d'opposition politique contre la domination de l'AKP. Plusieurs éléments contribuent à ceci : le système de sélection des candidats qui encourage la division du parti, le manque d'ancrage social du CHP ainsi que sa trop forte dépendance sur les éminences dont la légitimité était contestée. Bien au contraire, nous constatons que de nombreux habitants tendant non seulement à voter pour l'AKP mais aussi et surtout à reproduire spontanément son discours et à adopter des comportements en cohérence avec sa ligne politique et le projet d'avenir qu'elle propose – le même projet et la même force politique qui, selon l'analyse néo-marxiste de la transformation urbaine, mettait en danger leur cadre de vie. Comment cela s'est-il produit ? C'est en réponse à cette question que nous abordons la question de la pédagogie politique.

Les trois derniers chapitres de cette thèse sont structurés par les éléments que nous avons identifiés ci-dessus comme étant logiquement nécessaires à une entreprise de pédagogie politique dans le contexte urbain turc. Il s'agit, par une analyse systématique de chacun d'entre eux, de vérifier en même temps leur présence et leur importance.

Le chapitre 5 traite des deux premiers éléments, en commençant par la question du modèle de société proposé par l'AKP. Le programme de l'AKP allie le néolibéralisme économique avec conservatisme religieux et social et une forte dose de nationalisme. Nous chercherons à vérifier l'hypothèse que, dans le champ urbain, les deux derniers ont comme rôle essentiel de faciliter l'appropriation par les habitants des quartiers précaires du premier, et que celui-ci représente non seulement un ensemble de politiques économiques mais un véritable modèle de société qui peut former la base d'un programme idéologique. Nous cherchons ensuite à déterminer dans quelle mesure le parti possède une hiérarchie interne apte à mener à bien une entreprise de pédagogie politique. La discipline interne et la cohésion de l'AKP seront vérifiées aussi bien dans ses procédures de choix de candidats que dans le contrôle exercé sur l'action militante. La comparaison entre l'AKP et son principal rival, le

parti kémaliste CHP, nous permet non seulement de constater l'existence mais de mesurer l'importance de l'organisation hiérarchique de l'AKP.

Le Chapitre 6 constate l'existence et analyse l'action d'un réseau de militants en contact quotidien avec la population ciblée. Nous partons de la proposition que deux éléments sont essentiels à la réussite pédagogique : l'accès et la crédibilité. Le militant (ou souvent, dans le cas de l'AKP, la militante) doit être en contact facile et continu avec la population ciblée, et doit y bénéficier d'un important capital collectif de respect et de bonne volonté. Nous partageons avec Padioleau (1982), ainsi qu'avec de nombreux autres chercheurs ayant étudié le clientélisme, l'hypothèse qu'une condition essentielle de cet accès est que les militants doivent non seulement savoir se rendre utiles au-delà de la distribution matérielle mais aussi être personnellement et socialement acceptables. Notre point de départ en ce qui concerne l'AKP consiste dans les études de White (2007) sur ses précurseurs : les partis islamistes des années 1990. Cette chercheuse développe la notion de « *politique vernaculaire* » pour rendre compte de la démarche des militants du Parti de la Prospérité (*Refah*) appuyée sur leur ancrage dans les réseaux de voisinage et de sociabilité de la population visée, et la présentation de leur idées dans des normes et valeurs vernaculaires. A travers une analyse détaillée de l'activité des militants et des militantes de l'AKP en 2009 et en 2014, nous évaluons l'hypothèse que dette dynamique a été reprise par l'AKP et joue un rôle central dans le contact quotidien privilégié avec la population dont bénéficient ses militants.

Le dernier chapitre examine la nature et le rôle de l'ensemble de ressources distribuées par l'AKP. Dans notre cas, comme dans celui de Padioleau (1982), il s'agit d'abord de vérifier qu'une organisation partisane peut agir de manière collective comme patron non seulement en distribuant biens et services à son propre compte, mais aussi et surtout en facilitant l'accès de ses clients à certaines prestations publiques. Cette dynamique se distingue de la distribution de ressources personnelles par les patrons traditionnels, mais aussi des situations dans lesquelles des individus servent de points d'accès aux ressources publiques comme le font les patrons corses étudiés par Briquet (1999) ou les élus marseillais décrits par Mattina (2004). Cette action permet l'émergence de ce que Padioleau (1982 : 218) désigne comme le « *clientélisme diffus* », dans lequel « *[…] le client doit toujours percevoir le militant comme porteur du parti* ». Nous retrouvons ici l'hypothèse initialement formulée au premier chapitre selon laquelle la capacité de l'AKP à jouer ce rôle repose en grande partie sur la collaboration étroite entre l'appareil local du parti d'une part et la municipalité d'autre part. En cela, la démarche ressemble plus à la pratique des « *machines politiques* » des villes

américaines (Bonnet, 2010), mais avec la différence essentielle que ces derniers ne cherchaient qu'une réciprocité électorale, dépourvue de tout projet pédagogique. Padioleau (1982) note lui aussi une « *fusion* » entre parti et autorités municipales qui facilite l'accès de ce premier aux ressources mais, dans notre cas, il nous semble possible d'aller plus loin en prenant en compte la nature même des ressources distribuées – une question qui n'entre pas dans son analyse. Un instrument de cette politique en particulier jouera dans notre démonstration un rôle central, la « *Destek Kart* » (carte de soutien) évoquée ci-dessus. Au-delà de son usage comme outil de mobilisation, l'instrument lui-même incarne la logique néolibérale de marché, aussi bien dans son usage quotidien – il « soutient » les habitants les plus nécessiteux, mais aussi les commerces locaux et améliore l'inclusion de tous dans les réseaux d'échange commercial – que dans sa technicité et son rôle dans une vitrine technologique de la municipalité : sa participation au réseau européen des « *living labs* ». Le lien entre distribution matérielle et appropriation d'un nouveau modèle de société est ainsi renforcé à travers les comportements induits par l'instrument distribué.

Chapitre 1

MISE EN PLACE ET EVOLUTION D'UN « LOTISSEMENT PIRATE »

1 MISE EN PLACE ET EVOLUTION D'UN « LOTISSEMENT PIRATE »

Nous avons posé dans l'introduction générale l'hypothèse que la situation du quartier qui constituera notre terrain d'étude doit se comprendre dans le cadre d'une politique de transformation urbaine à l'échelle à la fois de la municipalité d'arrondissement de Başakşehir, et de la métropole d'Istanbul, sans toutefois que l'analyse ne puisse se limiter à ce seul cadre. Au niveau le plus général, l'objet de cette thèse consiste dans l'articulation politique et sociale entre le « local » et le « global » (Briquet, Sawicki, 1989). Les étapes successives analysées dans ce chapitre nous invitent, sur les recommandations de Tilly (1999 : 345), à nous pencher sur « *les processus récurrents qui gouvernent l'interaction entre les plans abstraits, promus par le centre et la vie sociale à petite échelle* », avec l'importante qualification que, dans notre cas, ces plans peuvent prendre la forme de politiques implicites, telle la tolérance généralisée de la construction informelle. Simple en apparence, cette notion va, en réalité, à l'encontre d'une grande partie de la littérature académique sur l'urbanisation et le comportement politique. Nous verrons en effet que la recherche en géographie urbaine tend à traiter le mouvement d'urbanisation précaire en Turquie en termes d'un modèle homogène divisé en quelques grandes périodes. La première étant marquée par la tolérance de la construction informelle à travers les réseaux clientélistes, et la seconde par la fin de cette tolérance et la mise à l'écart des premiers habitants en vue de la transformation des quartiers précaires en zone d'habitation ou d'entreprises légales. Cette première période a été qualifiée de « populiste », tandis que la seconde marque le tournant « néolibéral » de la politique turque, de façon plus générale. De manière similaire, les analyses du comportement politique des habitants de ces quartiers suivent quelques grandes lignes structurées par des concepts dont la définition demeure parfois assez générale : « clientélisme » ou « résistance à la transformation ». Nous montrerons dans les développements qui suivent que, si ces grands éléments de cadrage sont utiles, ils ne rendent pas pleinement compte des comportements et des faits observés dans un quartier précis.

Dans ce premier chapitre, nous analysons le développement du quartier de ses origines jusqu'en 2009. Nous mettons en avant une série d'hypothèses qui visent à déterminer les mécanismes concrets de l'interaction et de l'interdépendance des niveaux local et global dans un cas précis. La première hypothèse postule que l'évolution politique de la zone qui nous a servi de cas d'étude ne peut se comprendre qu'en se référant aux conditions particulières de son peuplement et de son incorporation successive dans des ensembles politiques plus vastes. Nous verrons que les conditions et la temporalité des étapes de parcellisation, de peuplement,

de développement et de régularisation de ce territoire ne suivent pas de manière mécanique une procédure globale, même si elles s'inscrivent dans un contexte plus vaste de migration urbaine. La tolérance de l'informalité, par exemple, dure ici jusqu'en 2009, date à laquelle elle avait déjà pris fin dans d'autres quartiers similaires. Nous étudierons la manière dont les épisodes et accidents de l'histoire antérieure façonnent la réalité du lieu physique et social qui a servi de cadre de recherche entre 2009 et 2014. Cette approche par le bas, qui met en avant les particularités d'un lieu, est d'une importance toute particulière dans le cadre de ce chapitre, car son point culminant se trouve justement dans un résultat électoral à contre courant de la tendance nationale : le parti au pouvoir, l'AKP, accuse un revers électoral en 2009 qui, nous le verrons, ne peut se comprendre que dans le contexte de l'histoire et de la géographie humaine locale. L'analyse de ce revers électoral nous permettra d'engager un dialogue avec une littérature importante sur le comportement politique des habitants des quartiers précaires, en Turquie, mais également dans un cadre plus général. Nous émettons en particulier l'hypothèse selon laquelle l'influence des distributions préélectorales est surestimée, aussi bien par la littérature sur « l'achat de votes » que par certains participants directs à la vie partisane locale : un troc momentané sans dimension symbolique n'a d'effet ni sur la mobilisation électorale, ni sur l'appropriation des modèles de transformation urbaine. Une dernière hypothèse met en avant le niveau d'implication de la municipalité d'arrondissement. Nous insisterons en particulier sur l'effet de l'étroite coordination entre l'AKP et la municipalité. C'est ce niveau municipal qui assure l'articulation entre les projets émanant du niveau global et les résultats politiques et sociaux au niveau local. Cette hypothèse sera reprise et développée dans les chapitres suivants.

1.1 Etablissement et évolution d'un quartier informel

Rechercher des particularités exige une vue d'ensemble pour servir de point de départ et de comparaison. Dans ce chapitre, et dans les suivants, nous introduisons des éléments de cadrage. Dans le cas présent, il s'agit de l'urbanisation précaire à Istanbul. Nous verrons que l'histoire de celle-ci est conventionnellement divisée en plusieurs périodes marquées par de grands tournants dans le cadre économique et politique national. A chacune de ces époques, néanmoins, nous pouvons observer que les particularités d'une situation locale s'accumulent dans le temps pour donner lieu, à terme, à une réalité particulière, à savoir celle dont nous analysons les conséquences dans les pages et chapitres qui suivent.

1.1.1 Migration urbaine et *gecekondu* en Turquie

Dans la seconde moitié du 20e siècle, la Turquie a connu une dynamique de mécanisation de l'agriculture, donnant lieu à un exode rural de grande ampleur. Dans ces conditions, les bidonvilles turcs, appelés *Gecekondu,* sont apparus comme une solution au problème de l'hébergement urbain, car ni l'Etat ni le secteur privé ne fournissent suffisamment d'habitats destinés aux classes populaires (Hart 1969 p.100-101). Ce phénomène n'est pas propre à la Turquie. D'après Cattedra (2006), le bidonville et ses diverses traductions permettent d'expliquer des contextes géographiques et des modes de construction bien différents, tout en gardant leurs propres expressions locales. Nous pouvons citer, à titre d'exemple, les favelas de Rio, les *invasaos* de Salvador de Bahia, les *bastees* de Calcutta, les *ranchios* de Caracas, les *mussequé* du Luanda, les *kébé* de Nouakchott ou encore les *barrios piratas* de Bogota. Certaines particularités du cas truc émergent, même à ce niveau très général. Contrairement à la représentation du *dahiye* de Beyrouth en tant que territoire chiite, les *gecekondu* ne présentent pas de caractéristiques confessionnelles précises (Harb, 2003). Contrairement aux *townships* d'Afrique du Sud ou aux bidonvilles de Nairobi du début du 20e siècle étudiés par Rodriguez-Torres (2014), les *gecekondu* ne sont pas le produit de la ségrégation officielle. Bien au contraire, les clivages confessionnels (entre sunnites et alévis) ou ethniques (entre turcophones et kurdophones) présents dans la société turque se retrouvent à l'intérieur des quartiers précaires, comme nous le verrons dans notre cas d'étude. Les différences entre leurs habitants et ceux des quartiers urbains établis sont, avant tout, économiques. Erder (2006) définit le *gecekondu* comme un habitat informel recouvrant plusieurs types de zones (occupation traditionnelle non-commerciale, occupation commerciale, occupation soutenue par les organisations politiques, occupation avec titre de propriété de type rural) produit en dehors du système juridique (Erder 2006, p. 85). Ces diverses déclinaisons, avec des chevauchements, correspondent en fait à des périodes successives.

1.1.1.1 *De l'occupation illégale des terres publiques à la division abusive des terres agricoles*

Les premiers « taudis » (*baraka*) sont apparus à Ankara en 1930, proches du centre-ville (Şenyapılı 2004). Avant les années 1940, ce type d'habitat en Turquie urbaine est limité à des ensembles correspondant à cinq ou dix baraques en bord de route, sans toutefois aboutir à la formation de quartiers (Şenyapılı 2004: 15-73). Le mouvement prend de l'ampleur après

1948, lorsque s'enclenche une transformation profonde du secteur agricole, rendue possible avec l'aide du Plan Marshall d'après-guerre. Centrée sur la mécanisation et le regroupement des terres (Tekeli, 2010: 78), cette transformation augmente la production agricole tout en réduisant ses besoins en main d'œuvre. Dès les années 1950, ces conditions ont donné lieu à un mouvement migratoire de grande ampleur analysé par Kaya (2009) en termes d'impulsion (*push*), et lié à la transformation du monde rural, mais aussi à l'attraction (*pull)* du milieu urbain, rendu attractif par l'accès aux services tels que l'éducation et la santé. En dépit du fait que le changement du système de travail agricole et le manque d'investissements dans d'autres sources d'emplois en zone rurale poussent la population rurale vers les villes, celles-ci n'ont que peu bénéficié des investissements de la période d'après-guerre, et ne sont donc pas prêtes à employer, et encore moins à loger, cet afflux de main d'œuvre abondante. La problématique du logement a finalement été résolue par la construction des « taudis », qui devient l'objet de l'attention officielle lors du vote du budget pour l'année 1948, fin 1947. C'est à cette époque que le terme *gecekondu* semble avoir été utilisé pour la première fois publiquement par des députés. Au cours de cette même année, la loi de juin 1948 a constitué une première amnistie générale concernant le bâti non officiel, animée d'une double volonté : reprendre en main des zones d'habitat qui échappaient au contrôle des municipalités, et orienter le développement à venir de la capitale. Cette loi prévoit trois types de situations. Pour celui ayant construit dans une zone non-autorisée par la loi, obligation de se déplacer dans une zone autorisée ; pour celui ayant construit dans une zone devenue « autorisée », obligation d'améliorer son habitat pour y rester ; et pour celui qui « arrive », obligation de s'installer dans une zone d'accueil et de rapidement construire (Pérouse, 2004). Si les origines du phénomène des *gecekondu* se trouvent donc dans l'autorisation suite à un mouvement spontané, Buğra (1998 : 309) insiste sur le fait que le rôle de l'Etat dans cette dynamique n'était pas uniquement réactif. La poursuite des invasions territoriales et la construction de *gecekondu* se sont organisées grâce à une relation de réciprocité dans laquelle l'État s'est révélé un acteur important, aussi bien par la nature des modèles du régime foncier urbain que par les caractéristiques de la politique électorale. Régime foncier et régime électoral seront, nous le verrons tout au long de nos travaux, des variables étroitement liées entre elles et d'une importance centrale afin de comprendre les formes prises par l'urbanisation précaire. Ces éléments ont évolué avec les changements économiques, dont le plus important est le passage d'une économie libérale à un système de substitution des importations en 1960.

Les années 1950 avaient été marquées au niveau politique par le passage de la Turquie au multipartisme politique, avec une économie libérale visant le développement du pays sur la

base de l'accumulation du capital privé (Kepenek et Yentürk 2007 : 94). La mécanisation réduit le besoin de main d'œuvre dans les zones rurales, tandis que les investissements des petites industries, des commerces et des infrastructures renforcent l'attractivité des villes, augmentant ainsi le rythme de l'exode rural. Le Parti Démocrate, alors au pouvoir, a traité la question de l'immigration avec une approche populiste, en adoptant une attitude tolérante envers la construction des *gecekondu* (Erman, 2001). Dans ce contexte, l'habitant des *gecekondu* a obtenu la possibilité d'utiliser son potentiel électoral pour négocier son habitation sur place. Les autorités légalisent et pérennisent les *gecekondu* de façon à se constituer une clientèle politique. Les instruments principaux de cette politique sont l'inscription des maisons informelles au cadastre (*tapu kaydı*) et les amnisties ; la première amnistie de 1948 est suivie de celles de 1953, 1963 et 1966. A Istanbul, la massification des zones de *gecekondu* se fait au cours des années 1950, avec une forte corrélation entre l'emplacement des quartiers de *gecekondu* et celui des zones industrielles. A cette même époque, débute un mouvement qui sera plus tard à l'origine de notre quartier : les terres agricoles situées au-delà des frontières municipales, comme Bahçelievler, Şirinevler ou Sağmacılar (qui deviendra Bayrampaşa), ont été vendues par des agents immobiliers. Dans tous les cas, qu'il s'agisse d'occupation de terrains publics ou de vente de terres agricoles, la réalisation physique des zones de *gecekondu* a été pour l'essentiel l'œuvre solidaire des habitants, qui ont construit eux-mêmes leurs rues, leurs puits, *etc*. (Türkün, Arslan, Şen 2014 :53). Un autre élément de cette première période fournit un avant-goût de ce que nous verrons plus en détail en retraçant l'histoire de notre terrain d'étude : construits dans l'illégalité (même si parfois régularisés), les quartiers des zones précaires doivent leur survie aux pots-de-vin offerts aux fonctionnaires, mais également à la protection, intéressée, fournie par les bandes criminelles contrôlant tel ou tel territoire.

Ces politiques économiques n'ont pas survécu à la crise économique et politique de 1960 qui a eu comme ultime conséquence le coup d'Etat du 27 mai 1960. L'approche libérale des années 1950 cède sa place au modèle économique planifié visant la substitution des importations. Ce changement de modèle n'a fait que renforcer l'importance de la population des *gecekondu*, dans son rôle de source de main d'œuvre bon marché et de demande pour les biens bon marché délaissés par les classes moyennes. Le faible coût de la main d'œuvre à cette époque ne provenait pas uniquement des bas salaires ; les quartiers de *gecekondu,* construits autour des secteurs de commerce et de services, ont également évité aux employeurs de payer les frais de transport. Les migrants ont donc résolu eux-mêmes leur problème de logement en créant des quartiers de *gecekondu,* sans que les employeurs ou

l'Etat n'aient à investir (Şenyapılı 2004 p : 173- 272). Bien que l'existence des *gecekondu* ait été nécessaire pour l'industrialisation, la création d'emplois ne suffit pas pour le nombre de nouveaux arrivants en ville. Par conséquence, ceux-ci ont créé des opportunités de travail informel dans les villes. Ils ont donc constitué la partie marginale de la ville, tout en servant à ses parties modernes, créant de nouvelles opportunités de travail et profitant des possibilités de travail désorganisées, basées sur leurs propres efforts (Tekeli 2010, p.119-120). Pour toutes ces raisons, la population des *gecekondu* a acquis une importance cruciale au sein de l'économie.

Cette importance trouve une traduction politique en 1966, avec le vote de la première loi cherchant à dépasser la simple amnistie en reconnaissant officiellement l'existence des quartiers de *gecekondu* et en proposant des améliorations dans certaines zones et la création de nouveaux quartiers aménagés (Türkün, Aslan, Şen 2014 : 58). La politique globale de cette époque ne cherche donc pas la destruction des quartiers informels. Bien au contraire, les autorités cherchent à les légaliser et à leur fournir des services publics plus efficaces (Türkün, Aslan, Şen, 2014 :78). Malgré cette politique, la demande de logements continue à être supérieure à l'offre officielle. L'occupation non autorisée des terrains continue, et de nouvelles modalités se développent. Les efforts de régularisation n'empêchent donc pas la persistance du secteur informel et sa régulation de fait par la dynamique des échanges clientélistes. Une évolution importante dans les années 1970 tient dans l'accélération des ventes de « parts en indivis des terrains agricoles » (*hisseli tapu*) et la construction de maisons illégales sur ces terrains (Türkün, Aslan, Şen 2014). Ces parcelles rurales ont été par la suite subdivisées et sont devenues l'objet de titres « actionnaires » sur lequel est indiqué la superficie mais non pas l'emplacement du terrain[6]. (Buğra 1998 : 309). Cette nouvelle période est celle de « l'urbanisation pirate » (*urbanizaciones pirates*), pour reprendre l'expression proposée par Davis (2010 : 55), qui montre que ces développements ne sont pas propres à la Turquie ; des cas similaires se retrouvent en Italie, à Hong Kong ou encore en Amérique latine (Öncü ; 1998 ; Gilhert, 1981 ; Moser, 1982 ; Smart 1986). Les terres périphériques sont restées sous la juridiction des villages autour des villes, et différentes règles s'appliquent à son développement. C'est à cette catégorie qu'appartient le quartier qui a servi de zone d'enquête pour notre recherche.

[6] Par exemple: « 300 m^2 sur 16.981.916 m^2 dans le parcelle 1371 ». Nous donnons en annexe un exemple de titres de ce genre.

La Turquie a vécu de nouveaux changements macroéconomiques après le coup d'Etat militaire de 1980, suite auquel est mis en place un modèle privilégiant l'exportation, par l'adoption d'une économie de marché et la privatisation, suivant des principes néolibéraux. Nous détaillerons ce tournant au chapitre suivant, en ce qui concerne son influence sur l'urbanisation. Pour le moment, il est important de noter que ces transformations ont altéré la structure économique et sociale du pays, en provoquant la fermeture de nombreuses entreprises qui n'étaient viables qu'en l'absence d'importations. Ceci a entrainé une hausse du taux de chômage, même si, nous le verrons, elle a été partiellement atténuée par l'augmentation des emplois informels (Kepenek et Yentürk 2007, p : 199-213). Un élément important de ce tournant consiste dans une politique visant à transformer par la voie d'amnisties successives les zones de logements irréguliers en propriétés commercialisables, en accord avec la vision suggérée à cette époque par la banque mondiale et le FMI. Cette approche se base sur les travaux de De Sotto (1989, 2000), qui suggère que le problème de pauvreté sera surmonté par l'intégration des pauvres au marché, et en particulier par la légalisation des titres de propriété. Selon ce point de vue, la légalisation de la propriété ouvre l'accès au système bancaire et compense la diminution des salaires par le partage de la plus-value foncière sur les propriétés légalisées. Bien que les amnisties ralentissent après 1980, la tolérance des quartiers irréguliers persiste jusqu'au milieu des années 1990. Malgré certaines démolitions, il n'y a pas de politique systématique visant l'éradication du logement irrégulier. Au contraire, l'usage de l'électricité et de l'eau devient légal pour ces zones (Türkün et *ali,* 2014). Considérées dans leur ensemble, les politiques populistes des années 1950-1970 et le néolibéralisme de la décennie 1980 qui leur fait suite, peuvent s'interpréter en termes d'échange informel, mais effectif, de la plus-value foncière contre le soutien politique et la paix sociale. Avant de détailler ce nouvel épisode dans le développement périurbain turc, quelques remarques générales nous aident à réfléchir et à mieux interpréter le sens sociologique et politique de cette dynamique.

1.1.1.2 Premier tour d'horizon politique et social de l'urbanisme précaire

Les migrants, arrivant en ville avec leurs valeurs et traditions, ont ressenti le besoin d'être soutenus par leurs compatriotes. Ils se sont donc naturellement regroupés sur des terrains vierges à la périphérie urbaine, en vue de se créer un milieu familier dans la ville, qui leur était alors méconnue. Une fois sur place, ces migrants se sont adaptés à ces nouvelles conditions de vie. Selon Karpat (1975), l'affiliation partisane et les tendances de vote ont changé suite à l'immigration à Istanbul, et sont la conséquence du marchandage politique

entre les habitants de *gecekondu* et les hommes politiques, sources d'avantages économiques tels que les titres de propriété ou l'installation de l'électricité et de l'eau. Au cours des années 1960 et 1970, les électeurs sont mobilisés à partir de réalisations concrètes sur le territoire, stratégie décrite par Goirand (1998) comme « *politique du faire* ». Ce concept a été utilisé par cette chercheuse dans son analyse des habitants de favelas de Rio de Janeiro. Leurs votes ont été donnés à celui qui « fait » concrètement. L'efficacité de l'amélioration des conditions de vie du quartier est ainsi un outil important de mobilisation politique. L'amélioration en matière de routes, d'eau, d'électricité ou d'école a été canalisée par le biais des partis politiques, afin de devenir un instrument commun pour la mobilisation des électeurs. Dans la littérature académique turque portant sur la question, ces relations sont systématiquement qualifiées de « clientélistes ». Nous reviendrons dans l'introduction de la seconde section de ce chapitre sur la question du sens précis à donner à ce terme. Les liaisons verticales ont été établies et renforcées ; le parti est ainsi devenu un moyen important pour accéder aux ressources de l'Etat (Güneş – Ayata 1994). Pour Öncü (1988 : 57, 58), ce comportement des migrants anatoliens relève d'une rationalité structurelle ; il s'agit d'une adaptation aux conditions de la vie urbaine. Ce constat porte également sur les patrons (Öncü, 1988 : 44-45). Les partis politiques, empêchés, par des interventions militaires répétées, de développer des bases stables en tant que représentants des intérêts sociaux, trouvent dans le clientélisme un moyen d'attirer, au moins à court terme, un électorat populaire. Pour les autorités publiques, finalement, la non-application ciblée des lois et règlements de zonage ou des permis de construire présente un « budget » quasi inépuisable, même par temps de crise budgétaire, qui réduit les ressources disponibles pour les distributions matérielles typiques des machines politiques urbaines. C'est ainsi que des vagues successives de migrants ont pu s'installer sur des terres publiques ou des terrains agricoles inconstructibles, d'abord dans une illégalité tolérée, puis légalisés par des amnisties et des plans de zonage rétroactifs (Keyder, Öncü, 1994 : 396).

A ces relations verticales, se sont rajoutés des réseaux d'entraide horizontaux. La population des *gecekondu*, qui n'avait pu s'organiser à l'échelle de l'économie de la ville, a réussi à s'organiser au niveau des quartiers. Plusieurs études montrent que les migrants bénéficient intensivement de leurs liens de parenté et amicaux dans leur recherche d'un habitat et d'un travail (Duben 2006, Hersant et Tourmarkine 2005). La migration en chaîne est spécialement efficace dans l'émergence et l'expansion de ces relations. Par migration en chaîne, on devrait entendre un processus de migration volontaire dans lequel les migrants retrouvent sur le lieu d'établissement leurs parents, leurs anciens voisins, amis et

connaissances, arrivés peu de temps auparavant, afin de faciliter la période d'adaptation pour trouver un travail ou un logement, ou de nouvelles conditions de vie, avec l'espoir d'obtenir de l'assistance (Schüler 1999). Les migrants n'arrivaient plus en ville avec leurs baluchons, mais avec l'adresse d'un compatriote, permettant ainsi de résoudre, dans un premier temps, les problèmes de logement et de travail. Les nouveaux migrants trouvent du travail et construisent à leur tour un *gecekondu*, plus rapidement. Une fois sur place, cette dynamique donnera naissance aux associations de pays (*hemşehri*), dont nous reparlerons dans la seconde section de ce chapitre, ainsi qu'aux chapitres suivants. Ces associations deviennent un interlocuteur important pour les divers patrons et aident ainsi à soutenir le *statu quo* et le pouvoir politique. Les relations de plus en plus étroites, l'augmentation des investissements d'infrastructure dans les zones de *gecekondu* et la hausse du revenu familial ont contribué à améliorer la qualité des lieux. Toutes ces conditions ont encouragé à leur tour la construction de nouveaux *gecekondu.*

A cette dynamique de migration en chaîne s'ajoute, après 1990, un flux migratoire très différent. Les grandes villes turques ont connu la migration forcée de populations kurdes entre 1984 et 1999. Celles-ci ont dû quitter leur foyer, car le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a engagé la lutte armée contre l'Etat en 1984, et les forces de sécurité turques ont intensifié leurs combats contre le PKK, dans le cadre de l'état d'urgence déclaré en 1987. Entre 1992 et 1994, les habitants de 820 villages et 2345 hameaux ruraux ont été évacués (Yüksener 2007(a) : 147). Dans d'autres villages, des populations kurdes opposées au PKK ont dû partir suite à la violence de ce dernier. La Turquie a refusé toute aide humanitaire d'urgence, ainsi que l'enregistrement ou la protection des migrants forcés ou encore leur rassemblement dans des camps (Yüksener 2007 (b) : 51). Ainsi, les villes et, notamment, les *gecekondu,* ont reçu un grand nombre de migrants n'ayant ni famille ni compatriotes pour les aider à trouver un travail ou un abri. Dans un tel contexte, il semble raisonnable de poser certaines questions sur les effets secondaires de la violence rencontrée en Anatolie de l'Est et du Sud. Le phénomène de politisation est-il différent pour ceux qui ont été forcés d'émigrer à cause de ces événements, une fois que ceux-ci se retrouvent en zone urbaine ? Pour cette population, devenu subitement solitaire et pauvre, la recherche d'instruments leur permettant de s'exprimer dans l'atmosphère d'une ville et leurs efforts pour appartenir à la ville prennent des formes différentes de celles adoptées par les autres groupes de migrants, moins seuls et moins pauvres, venus en ville par le mécanisme de la migration en chaîne. Selon Erder et İncioğlu (2008), le développement d'un sentiment d'appartenance au lieu d'accueil dans ces conditions exige une période qui pourrait prendre des générations. A un certain niveau, nous

l'avons vu ci-dessus dans le contexte des associations de pays, cette dynamique est générale parmi tous les migrants, qu'ils proviennent de l'immigration en chaîne ou de l'immigration forcée. Il reste à comprendre dans quelle mesure le comportement social et politique de ces derniers demeure marqué par les conditions de leur immigration. Nous aurons l'occasion ci-dessous, et surtout au chapitre 3, de poser comme hypothèse qu'une des conséquences sociales et politiques de cette nouvelle migration pour les habitants de Şahintepe est de former un obstacle à la mobilisation spontanée et à l'action collective à l'échelle du quartier. Pour le moment, retenons que ce changement brutal dans la nature de la migration n'est sans doute pas sans relation avec une transformation observée dans le regard porté par le reste de la population urbaine sur ces quartiers en général, et sur leurs habitants en particulier.

Quel que soit son statut juridique ou l'origine de son peuplement, le langage populaire, comme la politique turque, applique à tout quartier précaire le terme de *gecekondu.* Analysant les sens différents pris par cette expression, Pérouse (2004) note que, dans un premier temps, le terme *gecekondu* fait référence à une forme de construction sans aucune connotation négative. Il est utilisé pour parler à la fois « de pauvreté urbaine, de paysages urbains, de migration interne, de rapport de propriété au sol urbain, de mouvements sociaux, de politique de logement ou de pratiques d'auto–construction ». Son sens se modifie et s'enrichit au fil de temps. Pérouse (2004) distingue trois grandes lignes de discours :

- ***Gecekondu*, comme problème foncier**, une forme d'auto-construction illégale sur des terrains non possédés par les constructeurs. En d'autres termes, l'illégalité est double : elle porte à la fois sur le sol et sur le mode de construction.
- ***Gecekondu*, comme ordre architectural,** un habitat immigré, sommaire, précaire, initialement bas, privé des équipements de base mais évolutif et non urbain. Même si le *gecekondu* est légalisé, on continue de parler de *gecekondu* à cause de leur apparence précaire et de leurs statuts initialement illégaux.
- ***Gecekondu*, comme symbole d'illégalité.** Ce troisième sens ne viendra que plus tard, suite à un nouveau tournant économique vers le néolibéralisme des années 1980, et surtout après l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002 – sujet que nous traiterons au chapitre suivant. Dans cette perspective, le *gecekondu* n'est plus seulement une construction hors aménagement ; il est également un symbole de la résistance à l'ordre dominant. En rupture avec l'image initialement positive du *gecekondu* occupant une place définie dans l'économie morale, le terme « *varoş* » est apparu dans les discours journalistiques et politiques depuis les années 1990. Ce lexique stigmatisant autour du

mot « *varoş* » est assimilé à celui de *gecekondu* depuis les années 1990. En réalité, le mot « *varoş* » est emprunté à la langue hongroise, faisant référence aux quartiers situés en dehors des murs de la ville (Erman 2001 p : 1996). Dans son utilisation actuelle en turc, « *varoş* » a pris le sens d'une zone d'exclus sans avenir, désespérés, enfermés dans une altérité sociale quasi irréductible et menaçante. Selon Etöz (2000 : 51), le choix d'un terme étranger est fait pour insister sur le caractère étranger des exclus

1.1.2 Şahintepe : souvenirs des origines

Ces considérations générales sur le sens même du mot *gecekondu* sont importantes car, selon la loi, Şahintepe ne peut pas être strictement définie comme une zone de *gecekondu,* mais plutôt comme un ensemble de logements construits contrairement à la réglementation, un exemple d'« urbanisation pirate » évoquée ci-dessus. Le règlement d'application de la loi n° 2981 (article : 4) fait une distinction entre les zones d'habitation construites sur un terrain non autorisé, *gecekondu,* et la subdivision obtenue collectivement par ses habitants par des titres en indivis (*hisseli tapu*). Si la propriété est juridiquement autorisée dans ce deuxième cas, deux problèmes persistent. Le premier est que le zonage en terre agricole interdit toute construction de résidence. En second lieu, même si les propriétaires sont inscrits dans les registres de la ville, ils ne disposent d'aucun moyen pour prouver leur lieu précis de résidence, car leurs titres ne sont pas individuels.

1.1.2.1 Entre informalité et apparence de légitimation

L'histoire des origines du quartier n'est écrite nulle part. Nous devons la reconstituer au travers de témoignages partiels et parfois contradictoires. Plusieurs grandes lignes émergent de ces récits[7]. Le premier est un conflit prolongé mené dans les tribunaux concernant le terrain entre une famille de grands propriétaires, dont les droits remontaient à l'époque ottomane, et les habitants des villages environnants. En second lieu, le rôle central de personnes et de groupes d'origine kurde, et plus particulièrement de la région de Diyarbakır, dans l'est de l'Anatolie. Un dernier élément se trouve dans la conjoncture

[7] Nous avons pu reconstruire l'histoire du quartier sur la base d'entretiens biographiques avec certains des premiers habitants, et des agents immobiliers (en particulier Şahin Cizrelioğlu). Nous avons compété ces souvenirs par des données statistiques recueillies par l'institut des statistiques de Turquie (TUIK).

politique des années 1990 et la politique répressive menée par les gouvernements de l'époque contre les organisations séparatistes kurdes.

La division des terres où se trouve aujourd'hui Şahintepe remonte à 1977. L'un des acteurs centraux de cette histoire, que nous avons pu rencontrer, est Şahin Cizrelioğlu, originaire de la ville de Diyarbakır.[8] Selon lui, Şahintepe et les quartiers environnants sont situés sur des terrains appartenant jusqu'à cette époque à la famille Resneli, dont les droits remontaient à l'époque de la première constitution ottomane dans les années 1870. Après la mort du père Resneli, ces terres ont été partagées entre ses héritiers, qui ont, à leur tour, vendu. Avant la vente, la famille Resneli n'exploitait pas directement l'ensemble de cette zone, dont la superficie était de 2,200 hectares ; une partie importante demeurait inoccupée. A ce titre, elle était revendiquée par les habitants du village voisin de Kayabaşı, peuplé de *muhacir*, population ottomane islamique originaire des Balkans et réinstallée suite aux échanges de population entre 1923 et 1927, prévue par le traité de Lausanne. L'Etat avait à cette époque installé les *muhacir* sur des zones inoccupées. Dans ce cas, les limites de la zone d'installation semblent avoir été contestées. Selon Cizrelioğlu, bien que ces terres appartiennent à la famille Resneli, les villageois s'en servaient sans permission ni paiement, affirmant que ces terres étaient leurs pâturages accordés aux villages par Mustafa Kemal Atatürk[9]. Les portions vendues correspondaient à des parcelles de tailles irrégulières définies par le cadastre officiel. Cinq parcelles, correspondant aux numéros 1371, 1399, 1398, 1401 et 1400 ont été vendues[10]. Les acheteurs, personnages sous les noms de « Vagon Ahmet », « Koreli Mehmet » Hasan Pehlivan et Şahin Cizrelioğlu, semblent avoir été, dans l'esprit de l'époque, motivés par le potentiel de plus-value immobilière, achetant des terres pour les subdiviser et les revendre. Şahin Cizrelioğlu, selon lui, a obtenu en 1977 la parcelle n° 1399 dont la superficie était de 33 hectares (330 *dönüm* – approximativement 10% du quartier actuel), le payant en liquide et par emprunt. Il s'y est « installé » avec des hommes de sa tribu (*aşiret*), appelée *Cizre Botan*, et a mené un combat violent contre les villageois. Pendant ce temps, un autre combat se déroulait, sur la scène judiciaire. Les héritiers de la famille Resneli ont dû mener à la cour cadastrale un procès pour faire valoir contre ce même village leurs droits en tant que propriétaires et vendeurs. Ces deux combats se sont poursuivis jusqu'en 1992.

[8] Entretien, Şahin Cizrelioğlu, un des fondateurs du quartier agents immobiliers, Bakırköy, 05.06.2012.
[9] *Ibid.*
[10] Municipalité de Başakşehir: Département de la Construction et de l'Urbanisme, 13.03.2014.

La revente des terrains n'a pas attendu cette résolution. Les premiers acheteurs se sont mis à revendre à d'autres agents immobiliers, qui ont revendu à leur tour. A terme, des agents ont commencé à tracer des rues et délimité de grands îlots. A l'intérieur de ceux-ci, ils ont vendu des parcelles à des habitants potentiels. Les modalités de ces ventes variaient selon les vendeurs. Un cas de figure qui nous été plusieurs fois évoqué était le suivant : des terrains ont été vendus avec une superficie théorique de 200 m^2 sur laquelle le vendeur prélevait jusqu'à 40 m^2 pour l'emplacement de la voirie. Ces ventes n'avaient, dans un premier temps aucune valeur légale, car le zonage du secteur exclusivement agricole interdisait sa subdivision en petites parcelles. Dans certains cas, une solution a été trouvée par le biais d'une procédure judiciaire dans laquelle les acheteurs intentaient contre le vendeur (complaisant) un procès pour dette et étaient rétribués par décision du tribunal exécutif avec une part en indivis du grand terrain[11]. Cette informalité a ouvert la voie à un certain nombre d'abus. Certains agents, une fois une première vente informelle faite, ont revendu l'ensemble de leurs terrains. Cela a été le cas, selon nos interlocuteurs, de la parcelle n°1398 vendue deux fois par Hasan Pehlivan, laissant les premiers acheteurs sans aucune preuve de propriété[12]. Nous retrouverons au chapitre suivant les traces de ce problème à l'époque actuelle. Dans d'autres cas, les agents ont joué sur le flou de l'emplacement des terrains à construire. Une anecdote de l'ancien *muhtar* du quartier Mehmet Pala illustre la situation : « *Un citoyen achète les terres d'une des agences immobilières. Après cinq ans, quand il est prêt à construire, il demande à l'agent où se trouve son terrain. L'agent lui répond : «* ton terrain, c'est celui où paissent les vaches ». *Les vaches restent-elles au même endroit pendant cinq ans ? Vous voyez comment les agents réalisaient les installations à cette époque ? »*[13] Ces pratiques, selon Bayram Satılmış, l'ancien président de l'association des jeunes du quartier, arrivé en 1988, ont donné lieu dans les années 1992 et 1993 à des combats entre habitants. « *C'était comme la guerre entre Israël et les palestiniens ; ici, on se battait à coup de pierre et de bâton* »[14]. Ces conflits n'étaient pas entre groupes constitués, mais plutôt entre habitants revendiquant les mêmes terrains. L'enjeu de ces combats était donc la plus-value foncière représentée par ces terrains.

L'achat de terrains se faisait principalement à crédit. Dans le cadre d'une économie en grande partie informelle, cela exigeait des relations de confiance personnelle, mais générait également de nombreux abus. Ces deux termes, qui reviendront souvent dans notre analyse,

[11] Entretien, Onur, agent immobilier du quartier, Şahintepe, 23.03.2014.
[12] *Ibid.*
[13] Entretien, Mehmet Pala, ancien *Muhtar* pour la période 2004-2009, Şahintepe, mars.2009.
[14] Entretien, Bayram Satılmış, ancien président de l'association de Her-Renk, Şahintepe, 09.02.2014.

méritent d'être explicités. Tilly (2005 : 12) parle de « confiance » (*trust*) au sens de « *relation comprenant des pratiques* », dont la principale est d'accepter de confier des « *résultats* » (*outcomes*) importants à autrui, leur faisant ainsi courir un risque en cas d'erreurs ou d'échec de la part de l'autre. Il s'agit là de réduire l'incertitude portant sur un avenir inconnu et imprévisible en redirigeant l'action sur le choix d'un agent (individuel ou collectif). Nous reviendrons ultérieurement sur la question des critères qui font, dans des circonstances précises, que tel ou tel agent peut être considéré comme fiable. Etroitement liée à la notion de confiance, celle de l'abus. Au niveau le plus simple, l'abus peut se concevoir comme la trahison de confiance, son détournement, dans l'intérêt personnel de l'agent. Dans les faits, les choses sont rarement si simples. Il n'est pas possible de savoir ce qui sera perçu comme « abus » sans faire référence aux attentes des uns et des autres, elles- mêmes encadrées et définies par des codes culturels. Si nous comprenons les codes culturels comme un « *consensus normatif de valeurs et de règles comportementales partagées qui permettent aux individus d'agir dans le monde en lui octroyant une signification, d'interpréter et d'évaluer aussi les actions d'autrui* » (Briquet, 1997 : 25), il est évident qu'ils ne sont nulle part écrit ; ce n'est que par l'observation que nous pouvons les élucider.

Des témoignages d'hommes ayant vécu cette époque nous laissent entrevoir ces contradictions. Un ancien agent immobilier informel, Onur, originaire de la ville de Çorum, nous a expliqué l'histoire de son installation : « *A cette période, j'étais agent de sécurité à la Banque Yapi Kredi. Hüseyin Yoğurtçu, qui travaillait dans la même banque que moi, m'a vendu un terrain. A cette époque nous l'appelions « ağa ». Que Dieu le bénisse (Allah Razı olsun). Je lui ai proposé de payer ma dette envers lui en 29 mensualités, comme un loyer. Il a dit qu'il me faisait confiance, et de ne pas hésiter. Je recevais un salaire de 94 lires par moi alors que je lui en devais 100. Pour les rembourser, j'ai ouvert un stand dans la rue, et tous les jours, après le travail, je vendais des portefeuilles, des ceintures et des couvertures électriques devant la banque. Au final, j'ai pu payer ma dette »*[15]. A la question de savoir s'il avait obtenu un titre pour sa propriété quand il s'est installé, sa réponse renvoie aux procédures judiciaires évoquées ci-dessus : « *Je ne l'ai pas obtenu. Hüseyin Yoğurtçu nous a montré le numéro de parcelle de notre maison. À ce moment-là, il y avait un problème avec l'attribution des terres communes. Nous avons obtenu notre titre de propriété sur un décret de la Cour* »[16]. D'autres souvenirs tendent plutôt à délégitimer le rôle des agents immobiliers ; une histoire de ce genre nous a été racontée par Ali, un des premiers habitants, qui nous a

[15] Entretien, Onur, agent immobilier du quartier, Şahintepe, février.2009.
[16] *Ibid*.

ainsi expliqué l'activité des agents immobiliers dans le quartier : « *Un agent immobilier m'a proposé d'ouvrir une agence immobilière entre 1987 et 1988 en partenariat avec lui. J'ai accepté. A cette époque, il suffisait de construire un stand et de vous connecter à une ligne téléphonique pour ouvrir une agence. Comme ça, nous avons construit l'agence. Le premier jour, un homme est venu. Il nous a montré son titre de propriété, a déclaré qu'il ne connaissait pas l'emplacement de son terrain et a demandé si nous pouvions l'aider. L'agent immobilier, mon partenaire, lui a demandé de payer 100 TL pour rechercher l'emplacement. L'homme n'avait que 80 TL dans son portefeuille, et l'agent immobilier a consenti. Il m'a donné 40 TL et mis 40 TL dans sa poche. Est-il juste de demander de l'argent pour montrer l'emplacement d'un terrain ? Je n'ai pas fermé l'œil cette nuit-là. J'avais mauvaise conscience, et le lendemain j'ai trouvé l'homme et je lui ai rendu son argent. J'ai quitté le travail dans la matinée. Comme vous le comprenez, très rares sont les agences immobilières qui travaillent avec honnêteté et honneur* »[17].

Ces souvenirs contradictoires sont importants pour la suite de nos développements, car ce dont se souviennent la plupart des habitants à propos des origines du quartier, ce sont les agents immobiliers auxquels ils ont eux-mêmes acheté leurs terrains. Les premiers agents immobiliers de cette époque ne représentent pas des agences établies. Il s'agit d'individus qui achètent à leur propre compte de grandes parcelles de terrains pour les diviser et les revendre. Parmi les noms régulièrement cités, Hüseyin Yoğurtçu, Hasan Pehlivan, Şahin Cizrelioğlu ou Zihni Küçük. Pris dans son ensemble, l'exemple de Şahintepe illustre une observation plus générale formulée par Erder (2006) : contrairement à l'occupation anarchique des terrains par les habitants eux-mêmes, caractérisant la toute première époque d'urbanisation précaire, les fondateurs des quartiers de *gecekondu* plus récents n'y habitent pas eux-mêmes, surtout dans le cas de « l'urbanisation pirate » créée sur des terres privées. Il peut exister un lien de « compatriotes » entre les fondateurs et ceux qui y migrent (c'est notamment le cas de Hasan Pehlivan à Şahintepe, originaire de la ville de Tokat, village de Karacaören, qui a vendu ses terres aux habitants de ce village), mais ce n'est pas toujours le cas. Il n'est pas forcément question de relations de mécénat entre vendeur et acheteurs.

Généralement, les hommes de la première génération de dirigeants ne restent pas dans le quartier une fois leurs terrains vendus. Dans notre cas, deux exceptions doivent néanmoins être soulignées. Nous aurons l'occasion de revenir sur la carrière de Şahin Cizrelioğlu, l'homme qui à, selon certains souvenirs, donné son nom au quartier. Un autre cas particulier

[17] Entretien, Ali, habitant, Şahintepe, mars. 2009.

nous vient de l'expérience de l'agent immobilier Zihni Küçük. A l'époque de la première division des terres, celui-ci n'est pas seulement agent immobilier, mais également maire de l'arrondissement de Bağcılar. Bien que le territoire qui deviendra par la suite Şahintepe ne se situe pas sur la municipalité dont il était maire, nous pouvons supposer que sa ressource de mandat électif lui a apporté certains avantages particuliers. Premièrement, pour la parcelle n°1371 qu'il contrôlait, il a mis en place un plan officieux de lotissement. La ressource symbolique que lui apporte son statut d'élu confère, au niveau informel, une forte légitimité. Selon ce que nous a raconté Şenol Ercan, ancien député maire de Başakşehir, responsable de l'urbanisme[18], Küçük emploie également à cette fin des ressources formelles comme les services d'urbanismes de sa ville dans la production de ce plan (même si le plan ne concerne pas la ville dont il est maire). Le plan présente une forte ressemblance avec les plans de développements officiels, avec ses numéros, tracés des rues, *etc*. La production du plan a été réalisée en imitant les normes formelles ; celle-ci va jusqu'à l'application de l'expropriation pour des terrains correspondant à l'emplacement des rues. Ayant vendu la totalité de la superficie, Zihni Küçük s'est lui-même réapproprié, comme s'il jouissait d'une autorité ayant droit d'expropriation, tous les terrains destinés à la voierie et a dûment inscrit ce fait accompli sur son plan. Des années plus tard, il a réussi à faire valoir ses droits sur six hectares, comme part correspondant à cette superficie quand a eu lieu la planification officielle[19] (voir chapitre 2). Le même homme a fait construire à ses propres frais une école publique, à laquelle il a donné son nom. Cet exemple d'évergétisme a été interprété par Şenol Ercan[20], l'ancien député maire de Başakşehir, comme une action purement intéressée dont le but était d'attirer des acheteurs pour ses terrains. Ainsi, nous pourrions supposer que la ressource politique de Zihni Küçük pouvait légitimer les ventes de terrains dans l'esprit des habitants. Le fait même d'être maire, bien que dans une autre localité, a donné à Zihni Küçük la possibilité de réalisé un plan techniquement aux apparences légales. Mais il est permis de supposer que son statut politique a également contribué à légitimer son rôle aux yeux des nouveaux habitants.

Un deuxième exemple de légitimation apparente dont les habitants ont conservé le souvenir est le rôle de la police municipale. Ses agents imposaient aux premiers habitants le paiement de taxes informelles (des pots de vin)– en contrepartie d'une tolérance vis-à-vis des constructions en principe illégales, et inscrivaient dans un cahier général le numéro des terrains dont les habitants s'étaient acquittés du paiement[21]. Dans le souvenir collectif du

[18] Entretien, Şenol Ercan, ancien député maire de Başakşehir, responsable de plan, Halkalı, 05.02.2014
[19] *Ibid.*
[20] *Ibid.*
[21] Entretien, Onur, agent Immobilier, Şahintepe, 23.03.2014.

quartier, ce sont des épisodes de ce genre qui tiennent lieu d'actes fondateurs. Toutes ces preuves de ventes jouent un rôle de légitimation des actes informels. Nous y voyons de manière générale l'importance accordée aux autorités sous une apparente formalité. Il s'agit ici d'un élément que nous reverrons ci-dessous et qui mérite d'être souligné : l'urbanisation informelle, dans notre cas, ne doit pas être perçue comme un acte de révolte ou de résistance face à l'autorité de l'Etat, comme l'avaient été certaines occupations à finalité politique menées dans les années 1970 par des groupes socialistes, comme le « quartier du 1er mai » à Güzeltepe (Aslan, 2e ed, 2008, 2010 : 115). Bien au contraire. Nous trouvons dans notre cas un exemple du « *marché de gecekondu* » (Görgülü 1998: 24) dans lequel les habitants ayant acheté leurs terrains cherchent avant tout à faire reconnaître leur droit de propriété. Chaque étape montre une forte volonté de pérennisation par la formalisation. C'est ainsi que la capacité à offrir même l'apparence de légitimité sera, nous le verrons, à toute époque, une des monnaies d'échange les plus précieuses entre les mains d'élus et de fonctionnaires.

1.1.2.2 Consolidation d'un quartier : conflits politiques et économie du foncier informel

En général, les fondateurs ne restent pas longtemps au pouvoir dans les quartiers ; ce n'est d'ailleurs pas leur objectif. C'est pourquoi les caractéristiques et le réseau de communication du chef élu du quartier, le *muhtar*, ne sont pas les mêmes entre l'établissement d'un quartier de *gecekondu* et son peuplement. Les leaders, qui détiennent un pouvoir local socialement ancré dans la population du quartier, ne peuvent devenir des « dirigeants» qu'après la fin du processus d'installation. Une fois en place, ces dirigeants doivent avoir la force d'assurer la lutte pour améliorer la qualité de vie dans ces zones d'habitation.

L'occupation intensive de la zone ne commence qu'au milieu des années 1980. Ali, originaire de la ville de Malatya, dit avoir construit le premier *gecekondu* à Şahintepe, sur un terrain de 1200 m^2 qu'il a acheté à Hüseyin Yoğurtçu en 1985. Selon nos entretiens, nous comprenons qu'à cette époque, il n'y avait pas beaucoup d'installations. Son témoignage évoque l'aspect toujours rural du secteur, qui lui rappelait son village d'origine. C'était, selon lui : « […] *un endroit doux comme la ville de Malatya. Il y avait des herbes plus hautes qu'un homme. D'un côté s'étendait un champ d'okra, de l'autre une forêt* »[22]. A l'époque de son arrivée à Şahintepe, ce passé bucolique n'était déjà plus qu'un lointain souvenir. En effet, comme la plupart des habitants, Ali n'arrive pas directement de son village, mais est passé par

[22] Entretien, Ali, habitant, Şahintepe, mars 2009.

une première période de vie urbaine dans d'autres quartiers de la ville, tels que les arrondissements de Fatih, Bağcılar ou Zeytinburnu. L'installation dans la périphérie urbaine représente pour lui, comme pour beaucoup de ses voisins, une occasion de trouver un logement moins cher et plus spacieux, même si la vie quotidienne n'y est pas facile. Onur, dont il était question plus haut, se souvient des conditions lors de son arrivée en 1987. « *Nous avons dû nous battre pour vivre ici. Il n'y avait pas de moyens de transport, pas d'électricité. En plus, nous étions en difficulté avec les villageois de Kayabaşı. Ils ont affirmé que notre terre était leurs pâturages. Ils ont démoli notre maison deux fois* »[23]. D'autres anciens habitants se souviennent d'une époque où il n'y avait ni électricité ni eau courante, où le quartier n'avait ni école ni commerces. Pour acheter du pain, ils devaient aller à pieds jusqu'au quartier voisin.

Cette instabilité – rappelons que, selon Şahin Cizrelioğlu, les contestations physiques et juridiques concernant la validité des ventes initiales de 1977 ont duré jusqu'en 1992 – contribue peut-être à expliquer un fait par ailleurs surprenant : que cette zone n'a jamais fait l'objet des lois d'amnistie récurrentes des années 1980. Des éléments d'intérêt économique font, sans doute eux aussi, partie de l'explication. Un agent immobilier nous a ainsi expliqué que les premiers acheteurs de grandes parcelles ont longtemps exercé leur influence politique pour empêcher toute régularisation cadastrale. Selon lui, Nurettin Şen, maire de l'arrondissement de Küçükçekmece de 1994 à 1999, a encouragé l'implantation de nouveaux habitants en « fermant les yeux » sur la construction de nouvelles maisons, mais aurait voulu à terme transformer la zone en lotissements officiels. Il a, à cette fin, créé à plusieurs reprises des plans de zonage et les a envoyés à la municipalité métropolitaine d'Istanbul, dont l'accord était obligatoire. Celle-ci les a systématiquement refusés. Selon notre informateur, ce refus aurait été dû à l'influence des agents immobiliers qui préféraient la prolongation de l'informalité permettant la subdivision des terrains en fractions inférieures à celles autorisées par la loi[24].

Le nom même du quartier évoque un épisode important de l'histoire de son installation: Şahintepe. Dans ce contexte, il n'est pas innocent que l'origine du nom du quartier donne lieu à des histoires variées. A l'époque où il faisait partie du village de Kayabaşı, le lieu s'appelait Sarıçalı. Si pour certains Şahintepe vient simplement du nom de Şahin Cizrelioğlu, (*tepe* veut dire colline, donc il s'agirait de la « colline de Şahin ») nous

[23] Entretien, Onur, agent immobilier, Şahintepe, février 2009.
[24] Entretien, Mustafa Pala, agent immobilier, Şahintepe, 25.02.2014.

avons également entendu d'autres versions. Selon Ali[25], il y avait dans les années 1980 une dame que les voisins appelaient « Angela », en référence à l'héroïne de la série américaine « Falcon Crest ». Les chauffeurs de minibus qui desservaient le quartier ont pris l'habitude de dire « je vais à Şahintepe » – la traduction turque du nom de cette série, le sens commun du mot « şahin » étant en effet « faucon » – et les gens se sont mis à l'appeler ainsi. Quand un habitant a fait en 1997 la demande pour formaliser la distribution d'électricité, il a donné Şahintepe comme nom du quartier, et ce nom s'est officialisé. Même s'il n'a pas été le fondateur unique du quartier, ni même peut être à l'origine de son nom, le rôle de Şahin Cizrelioğlu donne lieu à des suites politiques importantes. Tous les témoignages que nous avons réunis sur la première époque du quartier s'accordent pour évoquer la domination politique d'habitants d'origine kurde. Salih Çelikpençe, qui a commencé sa carrière comme chauffeur de Şahin Cizrelioğlu, est plus tard devenu *muhtar* du village de Kayabaşı[26], dont fait toujours partie le quartier actuel, marquant de manière claire une passation de pouvoir entre les mains des kurdes. A cette époque, selon les souvenirs de Murat Çelikpençe[27], fils de Salih Çelikpençe, aujourd'hui président de l'association du pays de la ville de Diyarbakır, tous les secteurs étaient sous le pouvoir des kurdes, qui contrôlaient les commerces et traitaient le quartier comme « zone libérée » (*Kurtarılmış Bölge*) s'inscrivant dans le conflit opposant le PKK à l'Etat turc. Même la police, selon cet informateur, ne pouvait y rentrer qu'avec autorisation. Cette situation prend fin en 1993 avec une opération armée soutenue par la police, suite à laquelle les dirigeants kurdes sont emprisonnés. Salih Çelikpençe, le *muhtar,* meurt en prison quelques années plus tard. Dans le quartier, jusqu'en 1999, les années ont laissé un souvenir de régime d'occupation. Les véhicules blindés de la police étaient présents en permanence et les agents se comportaient en maîtres des lieux, se servant dans les magasins sans payer. C'est de cette même époque, toujours selon les souvenirs de Murat Çelikpençe, que date l'implantation dans le quartier des sympathisants du parti d'extrême droite MHP. La fin de la domination politique par les habitants d'origine kurde, néanmoins, n'a pas marqué la fin de leur présence dans le quartier, bien au contraire. Le phénomène de migration forcée, évoquée ci-dessus, a eu ses effets à Şahintepe. La population d'origine kurde, si elle y est aujourd'hui minoritaire, demeure une composante importante du tissu social du quartier avec des effets que nous aurons souvent l'occasion de constater. Nous retrouvons l'écho de cette histoire orale dans les chiffres officiels du recensement. Pour la première période, nous ne disposons d'aucun détail précis sur Şahintepe, qui était lié administrativement au village de Kayabaşı, dans d'arrondissement de Bakırköy jusqu'en

[25] Entretien, Ali, habitant, Şahintepe, mars 2009.
[26] Entretien, Şahin Cizrelioğlu, un des fondateurs du quartier agents immobiliers, Bakırköy, 05.06.2012.
[27] Entretien, Murat Çelikpençe, président de l'association de la ville de Diyarbakır, Güvercintepe, 20.03.2014.

1987, et de Küçükçekmece après cette date et jusqu'en 2009. Ce n'est qu'en 2001 que le village de Kayabaşı est divisé en trois quartiers, chacun avec son propre *muhtar* : Şahintepe, Güvercintepe et Kayabaşı. Les informations sur Kayabaşı nous donnent toutefois une idée assez précise sur les évolutions de la population de la zone.

TABLEAU 1-A

POPULATION DU VILLAGE DE KAYABAŞI						
Annee	1970	1975	1980	1985	1990	2000
Population	874	931	1.095	1.425	9.190	40.419

SOURCE: Institut des statistiques de Turquie

Ce tableau montre que la véritable croissance se situe entre 1990 et 2000, période où la population a augmenté de 340%. Le nombre de personnes installées dans ces zones est faible entre les années 1975 et 1990. Nous pouvons supposer, suite aux témoignages recueillis, que les problèmes fonciers et l'insécurité jusque dans les années 1990 ont eu un effet négatif sur l'installation des migrants dans la zone. Une seconde explication, complémentaire, est liée au fait qu'après 1990, les populations habitant l'est de l'Anatolie ont été forcées de s'installer en grand nombre dans les villes métropolitaines, à cause de la guerre civile entre l'Etat et le PKK. Ce nouveau mouvement migratoire a suscité de nombreuses réactions : selon Murat Çelikpençe, c'est à cette époque que les organisations nationalistes en liens avec le parti d'extrême droite MHP se sont implantées dans le quartier[28].

Un autre élément permettant le développement du quartier est la perspective d'enrichissement. La dynamique de l'enrichissement par le foncier ne se limite pas aux fondateurs de quartiers. Les premiers arrivants commencent à travailler avec les agents immobiliers et se transforment parfois eux aussi en agents immobiliers. Selon Işık et Pınarcıoğlu (2002), les habitants de *gecekondu* s'enrichissent grâce à la mise en place d'un mécanisme de « pauvreté à tour de rôle » (*nöbetleşe yoksulluk*) : un transfert de la pauvreté des anciens migrants vers les nouveaux arrivants. Dans le cadre de ce système, les anciens migrants s'enrichissent au dépend des nouveaux grâce à l'économie informelle. Un signe évident de cette dynamique se trouve dans la transformation graduelle des types de construction dans les quartiers précaires. Bien qu'il ait existé des constructions à deux ou trois étages dans la deuxième moitié des années 1960 sur certaines zones de *gecekondu* semi-légalisées ou légalisées, un mouvement de verticalisation s'accentue lors des années 1980.

[28] *Ibid.*

Les *gecekondu* ont alors commencé à se développer verticalement, au lieu d'horizontalement. Ce phénomène induit la déruralisation, l'intégration physique des *gecekondu* dans l'espace urbain. Dans ce cas, « l'*apartkondu, immeuble non réglementaire dans ses modalités de construction, mais édifié sur un terrain appartenant au constructeur, témoigne d'une tendance à la densification immédiate du bâti illégal de bas de gamme. Le mode de construction dominant, actuel, est en effet devenu l'auto-construction d'un immeuble, avec recours éventuel à un contremaître pour certaines opérations délicates nécessitant un savoir-faire technique spécial sur un terrain légalement acquis et avec permis de construction délivré par les autorités compétentes. Donc "auto-construction" ne signifie pas obligatoirement illégalité* » (Pérouse 2004). Dans ce contexte, la différenciation la plus fondamentale au sein du système est la distinction entre les profits liés aux ventes successives. Les premiers occupants réalisent des grands profits qui s'amenuisent au fur et à mesure. Par conséquence, ceux qui se trouvent au sommet de cette pyramide s'enrichissent et deviennent souvent les dirigeants politiques (Işık et Pınarcıoğlu 2001). Selon, Tezcan, l'accroissement de la valeur des terres et l'enrichissement des propriétaires fonciers rendent les relations difficiles : le patronage domine les *gecekondu* et les nouveaux arrivants (surtout les migrants venus après 1990) se retrouvent réduits aux travaux les plus ingrats (*dirty jobs*) (Tezcan 2011 p : 39). En d'autres termes, les couches populaires, en tant que catégorie, ne sont pas lésées et ne sont pas mises au ban de la société. Certains parmi eux réalisent des gains financiers et moraux en obtenant une place sur le marché informel. Pour ceux qui ont la chance de s'y trouver au bon moment, la généralisation de l'économie informelle est l'instrument principal pour l'intégration des pauvres dans la ville. Yılmaz (2005 :134-135) résume cette dynamique en notant que la généralisation de l'informel dans le marché du travail et de l'immobilier permet l'ascension sociale, tandis que les relations de compatriotes et parentales empêchent de tomber dans la pauvreté absolue.

1.1.3 Le quartier en place : impressions en 2009

Lors de nos premiers terrains de recherche dans le quartier, en 2009, Şahintepe avait, dans une certaine mesure, pris des aspects de zone urbaine. Mais des éléments originels précaires demeuraient prégnants. Nous aborderons au chapitre suivant les changements intervenus les années suivantes, entre 2009 et 2014.

1.1.3.1 Vie quotidienne à Şahintepe : les coûts de la précarité



Photo 1-a :Une rue de Şahintepe en 2009

Photo personnelle de l'auteur - mars 2009

Le quartier se trouve sur le flanc d'une colline, et la pente est assez raide. Les plus grands immeubles (*apartkondu*) se trouvent au sommet, près de la rue principale, et les maisons deviennent plus petites et de construction plus précaire en descendant. De manière générale, la plupart de ces logements sont occupés par leurs propriétaires.[29] On peut y trouver des maisons de deux ou trois étages, entourées d'arbres fruitiers et de jardins potagers, ainsi que des maisons mitoyennes et de petits immeubles. Beaucoup ont dans leurs sous-sols des ateliers de confection, une des principale source d'emplois du quartier. Les plus grands immeubles comptent six étages au maximum[30]. A l'époque de nos premières visites en 2009, le quartier était en pleine construction. Les bruits de marteau s'entendaient partout, provenant de multiples petits chantiers artisanaux où les uns et les autres entreprenaient des travaux d'agrandissement de leurs maisons. Nous verrons dans la seconde section de ce chapitre que cette effervescence ne devait rien au hasard, mais était étroitement liée à la conjoncture politique du moment. Excepté la route en bordure du quartier, faisant office de rue commerçante principale, et quelques autres, les rues étaient en terre battue et suivaient des tracés irréguliers épousant le relief du terrain. Beaucoup d'habitants élevaient des poules en liberté.

[29] Selon les estimations du *Muhtar* en 2012, seulement 800 familles étaient locataires. Entretien, *Muhtar*, Şahintepe, 06.05.2012.

[30] Selon le *Muhtar*, il y a 50-52 bâtiments de six étages. Entretien, *Muhtar*, Şahintepe, 13.04.2012.

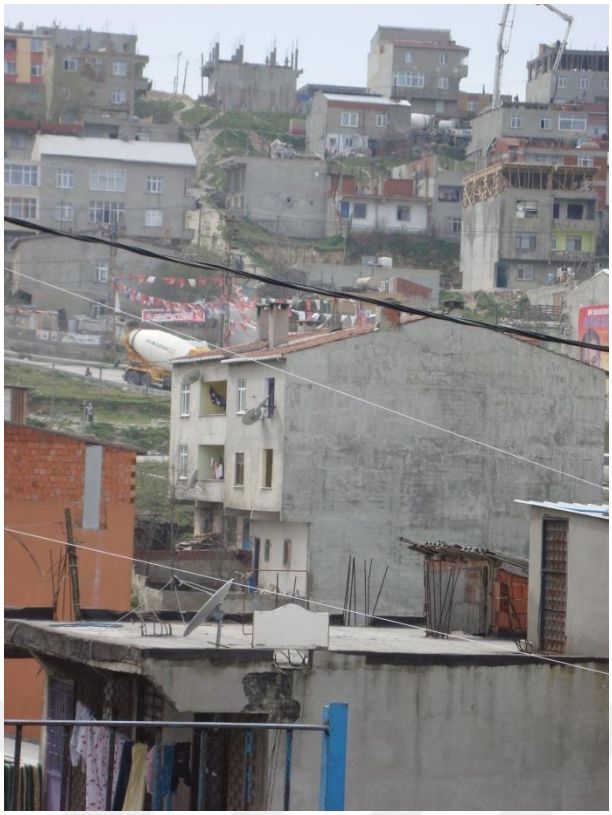


Photo 1-b : Şahintepe en 2009

Photo personnelle de l'auteur - mars 2009

Pour ses habitants, un lieu de vie comme Şahintepe conduit à des coûts de vie quotidienne importants. Un premier est lié au transport. Même aujourd'hui, il n'est pas facile de se rendre dans le quartier de Şahintepe, ou d'en sortir une fois sur place. La distance qui sépare ce quartier du centre moderne d'Istanbul est une barrière à l'intégration économique et sociale de ses habitants. Le transport est assuré par des autobus et des minibus collectifs (*dolmuş*[31]). Ceux qui veulent aller de Şahintepe au centre d'Istanbul (Place Taksim, par exemple) doivent changer deux fois de véhicules. L'emplacement de l'arrêt de bus se trouve sur la rue principale, en haut du quartier ; les habitants du bas du quartier, parmi les plus pauvres, doivent marcher 40 min à pied pour le rejoindre. La nuit, marcher dans les rues de Şahintepe, où les réverbères ne fonctionnent souvent pas, est risqué. Cest surtout le cas pour les femmes, ce qui contribue à diminuer de façon conséquente leur participation à la population active.

Le problème de l'insécurité dans le quartier est accru par la présence du trafic de stupéfiants. La police est intervenue plusieurs fois dans le cadre d'opérations anti-drogue

[31] *Dolmuş* qui signifie "plein", est un moyen de transport très utilisé en Turquie. Ils ne partent que lorsqu'ils sont pleins. Leurs prix sont fixes. Sur le parcours, ils s'arrêtent n'importe, selon la demande.

(Yeni Şafak 2013)[32]. Selon les journaux, certaines maisons ont été utilisées comme dépôt de drogue et les jardins pour cultiver du cannabis (Harberler.com 2012)[33]. Toutefois, selon le président de l'association *Gülgençlik*[34], il existe de petits revendeurs de drogue plutôt que des cartels, ce qui génère de très gros profits à Şahintepe. Les revendeurs viennent après minuit sur la grande rue de Şahintepe, *Istanbul Caddesi*. Ils servent les habitants de Şahintepe ainsi que ceux des autres quartiers. Selon lui, « *la consommation de drogue est fréquente chez les jeunes de Şahintepe. Les enfants de 10 à 12 ans sont accros à la colle, tandis que les jeunes de 17 à 18 se font des injections d'héroïne. L'usage de la drogue est le facteur principal de violences, à l'origine de problèmes tels que les vols avec violence, les meurtres ou la disruption violente des cérémonies de mariage* »[35]. D'autant qu'en 2009, il n'y avait aucun poste de police pour assurer la sécurité dans le quartier. À ce propos, les présidents des associations de Şahintepe ont décidé de s'organiser afin de stopper la consommation de drogue chez les jeunes. Leur potentiel d'action est toutefois limité, par crainte de se retrouver sous la menace des trafiquants. Ainsi, l'association *Gülgençlik* a rassemblé les jeunes dans la rue pour une conférence sur l'utilisation de la drogue, afin de leur présenter clairement les dégâts causés par sa consommation. Malgré les différentes initiatives entreprises, les habitants et leurs associations n'ont pas le pouvoir de chasser la drogue et les trafiquants du quartier, car les menaces de ces derniers sont trop fortes[36]. Pour toutes ces raisons, il est dangereux de se déplacer dans le quartier une fois la nuit tombée. Cela ne fait que renforcer l'isolement des habitants, et principalement des femmes.

Cet isolement est aggravé par d'autres circonstances qui, de prime abord, peuvent sembler mineures, comparativement au trafic de drogue, mais qui ont en fait une importance centrale dans la vie des habitants. Conséquences directes des rues en terre : la boue en hiver et la poussière en été. Cette première, en particulier, revenait souvent dans les conversations que nous avons eues avec les habitants à cette époque. La boue des quartiers précaires, en effet, était devenue un véritable fait de société, des articles de journaux y étaient consacrés et c'était un sujet récurrent dans les discours politiques – dénoncé entre autres lors de la campagne de Kemal Kılıçdaroğlu[37] pour la mairie métropolitaine d'Istanbul en 2009. Pour les hommes en recherche d'emploi , les chaussures boueuses étaient la marque de l'origine des *gecekondu* ;

[32] "Istanbul'da helikopterli narkotik baskını", *yenişafak*, 09.04.2013, http://yenisafak.com.tr/gundem-haber/istanbulda-helikopterli-narkotik-baskini-09.04.2013-508814, consulté le 17.07.2013.
[33] " Narkotik polisten film gibi uyuşturucu operasyonu" *haberler.com*, 12.07.2012, http://www.haberler.com/narkotik-polisinden-film-gibi-uyusturucu-3778414-haberi/, consulté le 16.07.2013.
[34] Entretien, Cafer Yazar, président de l'association Gülgençlik, Şahintepe, 23.02.2013.
[35] *Ibid.*
[36] *Ibid.*
[37] Futur président du CHP, dont nous aurons souvent l'occasion de reparler

les habitants voyaient en cela une source de discrimination sociale et de honte. Serap, habitante du quartier et militante à la branche féminine du Parti de la Félicité (*Saadet*) nous relate que « *parmi 150 paires de chaussures, je reconnais les miennes – ce sont les seules couvertes de boue »*[38]. Les habitants nous ont dit que, quand ils vont en ville, ils portent toujours avec eux une seconde paire de chaussures. La boue n'est pas seulement un symbole de stigmatisation de leur position sociale défavorisée, mais également une charge de travail domestique supplémentaire. Les enfants doivent eux aussi passer par ces rues boueuses pour aller à l'école, ce qui fait du travail en plus pour leurs mères, qui doivent constamment nettoyer les chaussures et les vêtements de leurs enfants.

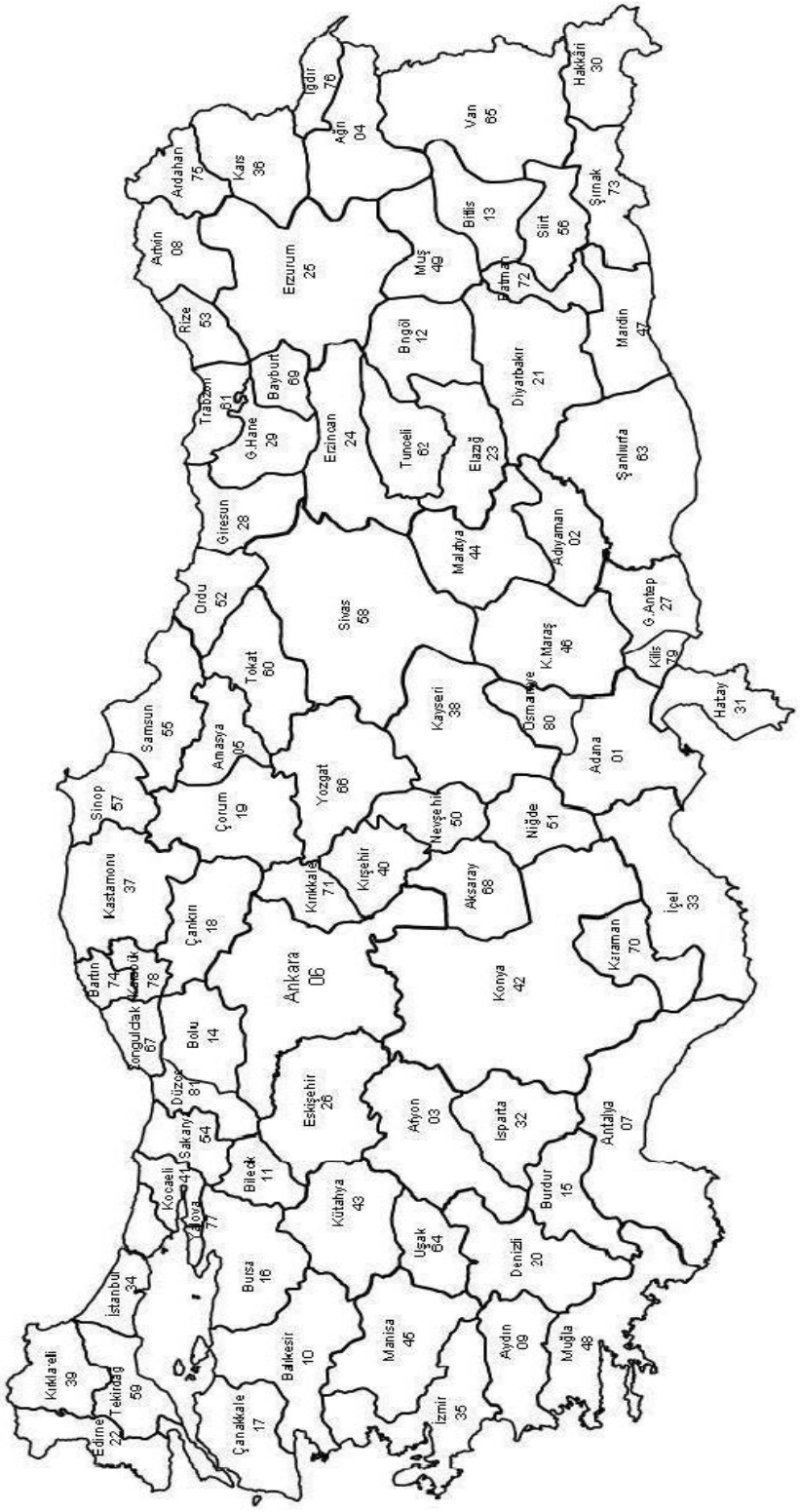
Autre question d'hygiène : il n'y avait, à cette époque, aucune politique de ramassage des ordures, et celles-ci s'entassaient dans les rues – encore un sujet dont nous avons souvent entendu parler lors des réunions électorales[39]. Plus grave encore était la situation des égouts, creusés avec des moyens artisanaux par les habitants eux-mêmes en 1996 et 1997. A un certain niveau, cela représente une réussite du système d'*imece*, l'entraide collective autour de projets d'utilité collective, mais une douzaine d'années plus tard, les canalisations étaient en très mauvais état. Lors d'une de nos visites en 2009, Ibrahim[40], ancien agent de sécurité à l'école du quartier, nous a montré des fuites d'égout près de l'école et a évoqué des cas de choléra. Une autre question liée à l'hygiène concerne la qualité de l'air. En hiver, le quartier est recouvert d'une fumée épaisse due à l'utilisation du bois et du charbon pour le chauffage et la cuisine. Pour le visiteur, cette fumée, qui vous brûle la gorge et les yeux, est une des premières sensations évidentes. On voit fréquemment des hommes cassant en morceaux de vielles palettes pour les transformer en bois de chauffe. Dans les maisons, le poêle se trouve dans la pièce principale, et en plein hiver, les autres pièces peuvent être très froides. Nous verrons au chapitre suivant le rôle symbolique important qu'a pris, dans les conversations politiques de 2014, la question du chauffage central.

[38] Entretien, Serap, militante du parti de la Félicité, Şahintepe, mars.2009
[39] Observation participante, réunion à domicile avec les militants de l'AKP, mars.2009
[40] Entretiens, Ibrahim, ancien gardien de l'école, Şahintepe, mars.2009

1.1.3.2 Caractéristiques sociales et économiques des habitants

La population du secteur dans lequel se trouve Şahintepe, nous l'avons vu ci-dessus, a rapidement augmenté dans les années 1990. Après 2000, celle-ci s'est nettement ralentie. La population de Şahintepe était de 34 265 habitants lors du recensement de 2008 et de 36 388 en 2014[41]. Dans ses grandes lignes, les caractéristiques démographiques du quartier reproduisaient de manière générale les tendances des quartiers précaires d'Istanbul. Dans une population issue en majorité de la migration interne, pour les habitants eux-mêmes, un élément central de l'identité de chacun est son lieu d'origine. Nous pouvons nous faire une idée des lieux d'origine des habitants à partir de la répartition des électeurs recensés pour les élections de 2014, indiqués en détail dans l'encadré 1, ci-dessous. Dans le quartier, les migrants de Tokat forment le plus gros contingent (15,82 %), suivis par ceux originaires d'Igdir (12,17 %), d'Ordu (5,53 %) et de Biltis (5,25%). De ces quatre provinces d'origine, il est intéressant de noter que la première et la troisième sont de la région de la Mer Noire, et la seconde et la quatrième de la zone, majoritairement kurde, de l'Anatolie orientale. Le graphique ci-dessous indique pour toutes les régions administratives (identifiées par leur chiffre officiel) de Turquie le nombre d'électeurs originaires de cette région inscrits à Şahintepe en 2014.

[41] Institut des statistiques de Turquie, Beşiktaş.



1	Adana	40	**11**	Bilecik	1	**21**	Diyarbakır	356	**31**	Hatay	25	**41**	Kocaeli	24	**51**	Niğde	311	**61**	Trabzon	163	**71**	Kırıkkale	68
2	Adıyaman	379	**12**	Bingöl	131	**22**	Edirne	63	**32**	Isparta	61	**42**	Konya	60	**52**	Ordu	1272	**62**	Tunceli	297	**72**	Batman	20
3	Afyonkarahisar	34	**13**	Bitlis	1206	**23**	Elazıg	62	**33**	İçel-Mersi	45	**43**	Kütahya	10	**53**	Rize	21	**63**	Şanlıurfa	54	**73**	Şırnak	9
4	Ağrı	559	**14**	Bolu	12	**24**	Erzincan	146	**34**	İstanbul	289	**44**	Malatya	503	**54**	Sakarya	40	**64**	Uşak	3	**74**	Bartın	516
5	Amasya	501	**15**	Burdur	0	**25**	Erzurum	810	**35**	İzmir	14	**45**	Manisa	49	**55**	Samsun	602	**65**	Van	868	**75**	Ardahan	646
6	Ankara	17	**16**	Bursa	17	**26**	Eskişehir	32	**36**	Kars	682	**46**	K.maraş	56	**56**	Siirt	70	**66**	Yozgat	258	**76**	Iğdır	2796
7	Antalya	22	**17**	Çanakkale	28	**27**	Gaziantep	42	**37**	Kastamon	804	**47**	Mardin	161	**57**	Sinop	306	**67**	Zonguldak	156	**77**	Yalova	0
8	Artvin	41	**18**	Çankırı	120	**28**	Giresun	835	**38**	Kayseri	136	**48**	Muğla	2	**58**	Sivas	473	**68**	Aksaray	27	**78**	karabük	84
9	Aydın	13	**19**	Çorum	627	**29**	Gümüşhane	19	**39**	Kırklareli	73	**49**	Muş	876	**59**	Tekirdağ	44	**69**	Bayburt	107	**79**	kilis	6
10	Balkesir	7	**20**	Denizli	4	**30**	Hakkari	17	**40**	Kırşehir	20	**50**	Nevşehir	59	**60**	Tokat	3636	**70**	Karaman	26	**80**	osmaniye	4
																					81	Düzce	10

LE NOMBRE TOTAL D'ÉLECTEURS:22983

FIGURE 1-A et TABLEAU 1-B : Les migrants a Şahintepe selon leur lieu d'origine

Tableau préparé par l'auteur ; source des chiffres Présidence de la commission électorale, arrondissement de Başakşehir – mars 2014

Toute donnée chiffrée ne peut être vue que comme approximation. Les niveaux de population cités ci-dessus ne comptent pas les personnes non déclarées qui, à certaines époques, peuvent former une partie importante de la population du quartier ; c'est le cas pour une partie de la population kurde, et nous verrons dans les chapitres suivants le cas des réfugiés syriens. Si elles sont à prendre avec précaution, les tendances indiquées par les chiffres officiels apportent un complément d'information important aux descriptions et opinions subjectives de nos informateurs.

Tous partagent un taux de scolarité relativement faible, même si de nets progrès ont été constatés ces dernières années. Selon des données établies en 2000 par TUİK, 14 % des habitants du village de Kayabaşı étaient analphabètes (6 % des hommes et 22 % des femmes).[42] Alors que 48 % de la population du quartier avait terminé l'école primaire, la proportion de personnes ayant fait des études supérieures n'était que de 6 %. Le niveau d'éducation du quartier est toujours faible. Selon les données de 2011 de l'Institut de la statistique de Turquie, 4,82% des habitants âgés de plus de 15 ans sont analphabètes et 10 % des habitants sont lettrés, mais sans éducation formelle. Alors que 67 % de la population du quartier âgée de plus de 15 ans ont terminé l'école primaire, la proportion de personnes ayant fait des études supérieures n'est que de 2 %. Le fait que beaucoup de gens aient peu d'expérience avec les organes officiels, leur manque d'éducation formelle conduit, dans de nombreux cas, à un manque de confiance en soi. Significativement, les habitants de Şahintepe estiment qu'ils n'utilisent pas la langue turque correctement. Dans notre entretien avec M. Ali, celui-ci avoue que le temps qu'il est resté à Istanbul importe peu, car son langage est resté grossier. Il a consulté une fille qui est allée au lycée, avant les entretiens officiels importants qui ont permis les abonnements à l'électricité en 2007.



Photo 1-c
Ecole élémentaire Zihni Küçük en 2009
Photo personnelle de l'auteur – mars 2009

[42] Pour rappel, notre quartier faisait partie de Kayabaşı au niveau administratif pour les années en question ; les statistiques officielles recouvrent donc cet ensemble plus grand.



Photo 1-d :Elèves dans l'école Zihni Küçük en 2009

Photo personnelle de l'auteur – mars 2009

En 2009, il n'y avait que deux écoles primaires dans le quartier, nommés Zihni Küçük et İbrahim Koçarslanlı, mais aucune école secondaire ni lycée. Aux yeux des habitants, les écoles existantes étaient lacunaires du point de vue pédagogique, et sanitaire. Dans nos entretiens avec l'ancien *Muhtar*, il nous a indiqué que les salles de classe étaient surpeuplées ; quatre-vingts élèves par classe, conduisant à une réduction de la qualité de l'éducation. Il a ajouté que même les meilleurs étudiants de l'école primaire de Zihni Küçük n'avaient pas le niveau requis pour réussir dans une école du centre-ville. Le *Muhtar* a souligné que même les élèves obtenant les notes plus élevées ne connaissaient pas la date de naissance d'Atatürk (dans un contexte national où la vie du fondateur de la république turque demeure un élément central de l'enseignement de l'histoire) et a déclaré qu'il y avait un problème éducatif considérable à Şahintepe. Selon le directeur de l'école primaire de Zihni Küçük, les frais d'études constituent un lourd fardeau pour les habitants de Şahintepe. Même dans une école publique, le budget alloué par l'Etat ne suffit pas à faire face à tous les besoins ; les associations de parents d'élèves doivent payer une partie des frais d'entretien de l'école. Cette contribution des parents est très dépendante du niveau économique du quartier. Dans ce contexte, le directeur de l'école nous a dit qu'une partie des dépenses de l'école n'a été financée qu'à partir de 1 TL (~45 centimes d'Euro) recueillie chaque semaine auprès des 3 500 élèves. Il a déclaré que l'argent perçu n'était même pas suffisant pour le nettoyage. *« 3 500 élèves viennent à l'école tous les jours. Ils apportent de la boue avec leurs chaussures tous les jours. Même l'argent que nous recueillons ne suffit pas à nettoyer la boue apportée par les chaussures des enfants. Nous n'avons jamais reçu davantage d'argent de la part des habitants de Şahintepe, car leurs moyens financiers ne le permettent pas »*[43].

[43] Entretien, Sezai, Directeur de l'école de Zihni Küçük, Şahintepe, avril.2009.



Photo 1-e : Les élèves de l'école Zihni Küçük vident la poubelle

Photo personnelle de l'auteur – mars 2009

En 2009, l'aide de la municipalité était elle aussi insuffisante. Bulent[44], un ancien agent de sécurité de l'école, a déclaré qu'il avait demandé à la municipalité et à la sous-préfecture de quoi compléter les besoins de l'école, mais n'a jamais reçu de réponse. L'ancien *Muhtar* [45](Mehmet Pala) accuse la municipalité de Küçükçekmece (la précédente municipalité de Başakşehir – voir la section suivante) d'être largement responsable des problèmes économiques du quartier, justement pour avoir négligé l'amélioration du niveau de l'enseignement. Il a déclaré que les cours (diction, couture, musique, informatique, comptabilité, droit du consommateur) avaient été offerts par l'ISMEK,[46] une structure de formation complémentaire créée par la municipalité métropolitaine d'Istanbul à l'époque de la mairie de Tayip Erdogan (2004-2009), mais que ces cours ont été fermés par la municipalité métropolitaine d'Istanbul sous prétexte que Şahintepe était trop éloigné du centre. Mais, selon M. Mehmet Pala, cela a détruit toute chance de produire des travailleurs qualifiés pour Şahintepe.

De tous les chiffres dont nous disposons, ceux portant sur l'activité économique sont peut-être les moins fiables. Comme dans d'autres quartiers précaires, l'activité économique informelle joue un rôle important, ce qui rend difficile l'interprétation des statistiques officielles sur l'emploi. Selon les données officielles de l'année 2000, 54 % des villageois de Kayabaşı étaient hors population active. Dans des conditions de croissance économique où la

[44] Entretien, Ibrahim, ancien agent de sécurité de l'école, Şahintepe, mars.2009.
[45] Entretien, Mehmet Pala, ancien muhtar (pour la période 2004-2009), Şahintepe, mars.2009.
[46] Cours de formation artistique et professionnelle de la municipalité métropolitaine d'Istanbul.

demande de main d'œuvre a longtemps été supérieure à l'offre, la migration à Istanbul a cependant longtemps été encouragée par l'économie informelle. Les petites entreprises en particulier sont dans l'économie informelle. Elles absorbent le travail de la population immigrée et réduisent le stress du marché au moment où intervient un ralentissement de l'activité (OCDE, 2008). Dans ce contexte, selon l'ancien sous-préfet de *Kaymakam* Cevdet Can, la forte proportion de la population comptée comme « inactive » dans les statistiques officielles indique qu'un grand nombre de migrants travaille dans les secteurs informels au cours du trimestre. En Turquie, la fin du modèle de l'industrialisation par substitution d'importation a provoqué la fermeture de lieux de travail où un grand nombre de travailleurs non qualifiés étaient employés. Recherchant la compétitivité internationale, les entreprises ont augmenté la quantité de travail effectuée par les travailleurs dans leurs propres maisons. Le nombre de personnes travaillant à domicile, officiellement sans occupation, travaillant dans des conditions très précaires et rémunérées à des taux très faibles, a ainsi fortement augmenté.

L'activité économique officiellement reconnue est essentiellement masculine. Sur une population féminine adulte de 13 492, 11 336 n'ont pas d'activité économique officielle. Selon les données de 2000, 84% des femmes dans le village de Kayabaşı n'ont officiellement pas contribué au travail. Cela peut s'expliquer en partie par le conflit entre le travail et la prise en charge de leur famille et le niveau inférieur de l'enseignement, qui rend difficile pour les femmes de trouver du travail autre que dans le cadre familial. Le tournant libéral d'après 1980 a également eu des répercussions sur la distribution de l'emploi entre hommes et femmes. Tandis que les femmes célibataires avec « entrées plus faibles » ont trouvé un emploi en raison de leurs horaires plus flexibles et à moindre coût d'assurance sociale, les femmes mariées avec enfants et devant souvent s'occuper de membres âgés de leur famille sont contraintes de travailler à domicile. En conséquence, le taux de participation officiel au travail pour les femmes, comme l'indiquent les statistiques officielles, est artificiellement bas à Kayabaşı pour l'année 2000. En revanche, selon ces données, 59 % de la population masculine à Kayabaşı participent officiellement au travail. Puisque les hommes ont, en moyenne, un niveau d'enseignement supérieur et en général plus de mobilité que les femmes, leurs possibilités d'entrée sur le marché sont plus souples. Malgré cela, les problèmes susmentionnés découlant de leur déficit sur le plan éducatif et leur manque d'expérience avec les organismes administratifs les handicapent dans la recherche d'un emploi qualifié et mieux rémunéré. Les rues boueuses– comme un résultat du manque d'infrastructures du quartier – peuvent également contribuer à un déficit de confiance en soi pour un grand nombre de personnes. Cela réduit les chances des habitants de

Şahintepe à l'entrée dans le secteur du travail formel. Même si l'emploi est, en principe, ouvert à toute personne, dans la réalité des faits, le marché est ouvert seulement à des personnes relativement qualifiées. L'ancien *Muhtar* a expliqué ainsi le problème de Şahintepe : « *Après 1980, la Turquie a cessé de produire des biens qui pouvaient être exportés à moindre coût, et des quotas ont été appliqués à la production, par exemple, de betteraves sucrières. Cela a provoqué une perte de source de revenus chez beaucoup de ruraux. Ainsi, tous les gens victimes du chômage dans les zones rurales ont migré vers les villes. Mais,dans le même temps, les employeurs font venir des travailleurs moins coûteux des villes d'Urfa et de Bitlis, plutôt que d'employer des travailleurs déjà arrivés. Dans ces conditions, que peuvent faire ces gens* ? » [47]

1.1.3.3 Les lieux de sociabilité

Le lieu physique, tel que nous l'avons décrit ci-dessus, a des effets directs sur le lieu de sociabilité. Une première évidence : il n'y a pas d'espace public pour la socialisation. Celle-ci se fait donc dans des cadres privés, tels que la maison ou le voisinage, ou au sein de groupes constitués en général autour d'affinités religieuses, d'origines géographiques ou ethniques. La fragmentation sociale qui en résulte et ses conséquences politiques forment un élément clé dans notre analyse du quartier ; elle structure en particulier la vie politique, question sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir dans les chapitres suivants. Pour ce premier survol de la situation sociale, il nous incombe de distinguer deux dynamiques : les éléments de division et ceux de regroupement. Ceux-ci, nous verrons, ne sont pas identiques.

En ce qui concerne les divisions, deux clivages ressortent de nos conversations avec les habitants : un premier autour des appartenances religieuses, et un second autour de la question ethnique/linguistique. En ce qui concerne l'ethnicité, les habitants de Şahintepe se divisent eux-mêmes en trois groupes : turcs, kurdes et azéris. D'un point de vue linguistique, les groupes turcs et azerbaïdjanais se différencient des groupes kurdes, mais l'essentiel n'est sans doute pas là. Le fait que la plupart des habitants d'origine kurde soient capables de s'exprimer en turc n'empêche pas que le clivage entre les kurdes et les autres forme l'une des catégories indigènes principales des habitants, d'un côté comme de l'autre de cette ligne de fracture. Le second clivage universellement reconnu est religieux, avec d'un côté les Sunnites

[47] Entretien, Mehmet Pala, ancien Muhtar (pour la période 2004-2009), Şahintepe, mars. 2009.

et de l'autre les Alévis issus d'une branche hétérodoxe de l'Islam.[48] Une mosquée shiite, Zaynebiye, rassemble les fidèles de l'école de Caferi, dont la plupart sont d'origine azérie. Si ces clivages sont présents dans les esprits et sont parfois mobilisés pour décrire et expliciter certaines situations – nous verrons au chapitre 4, par exemple, la question des conflits entre kurdes d'une part et alévis d'autre part – les groupes définis par ces grandes divisions ne sont pas en tant que tels des acteurs sociaux dans la vie du quartier. Ceux-ci se trouvent à une échelle plus réduite. Pour demeurer un moment dans l'univers religieux, les résidents sunnites sont répartis en plusieurs groupes ; les shafis et les sanfis sont les deux principales sectes. Pour les habitants sunnites comme pour leurs voisins alévis, la vie religieuse a concrètement lieu dans les mosquées (pour les sunnites) ou *cemevi* (pour les alévis) de tailles restreintes. Les *cemevi* sont le plus souvent organisés selon l'origine géographique des fidèles. Pour les sunnites, les populations d'origine kurde ou azérie ont leurs propres mosquées.

D'autres clivages sociaux vont de soit pour les habitants : entre les genres et entre générations. Puisqu'il n'est pas concevable qu'un homme étranger vienne au quartier, les rues sont considérées, dans une certaine mesure, comme des espaces publics pour les femmes.



Photo 1-f :
Une habitante de Şahintepe et ses enfants
Photo personnelle de l'auteur, mars 2009

Elles élargissent leur espace personnel, font leur travail, se réunissent, s'entraident et échangent des informations. En raison des conditions météorologiques, la socialisation des femmes n'est pas possible toute l'année. Ainsi, les femmes sortent le plus souvent en été ; les jours sont plus longs et il y a moins de boue dans les rues. Wedel (2001), dans une

[48] La pratique des alévis, secte dont les origines remontent au 16e siècle, comprend des éléments chiites tels que l'adoration d'Ali, neveu du Prophète et des douze Imams, et l'attente d'un messie, le jeune du *muharrem* commémorant le martyre de Hussein,. Ils interprètent le Coran de manière souple. Ils ne suivent pas les piliers de l'Islam : prières quotidiennes, jeune du ramadan, pèlerinage à la Mecque. Les alévis ont leurs propres cérémonies religieuses appellant Cem, durant lesquelles sont chantés des hymnes religieux avec des danses extatiques pratiquées souvent de façon mixte (Massicard 2005 : 23-24).

étude sur les femmes de Beykoz, conclut que les jardins et les rues, où se rassemblent les femmes dans des quartiers informels, n'ont pas la même fonction que le *kahvehane* (voir ci-dessous) pour les hommes. Elle a noté que les femmes qui vivaient les unes près des autres, se réunissent, mais qu'elles n'ont jamais de contacts avec d'autres femmes habitant plus loin dans le quartier. Cette forme particulière de sociabilité, nous le verrons dans les chapitres suivants, à des conséquences directes et importantes pour la vie politique et la dynamique partisane. Les femmes sortent peu de leur voisinage immédiat, mais il ne s'en suit pas qu'elles n'aient aucun rôle politique. Bien au contraire, Wedel (1996) arrive à la conclusion que les demandes politiques des femmes sont supérieures à celles des hommes. Cette auteure donne comme exemple la pression effectuée par des femmes sur des administrations locales pour les problèmes de déchets, d'eau courante, d'électricité ou de routes ; elles s'assoient sur les bulldozers de la mairie pour réclamer la construction de routes dans le quartier. Si, dans notre cas, nous n'avons pas vu de manifestation aussi spectaculaire, il n'en demeure pas moins que le rôle des femmes dans la vie politique – trop souvent sous-estimé parce moins visible dans l'espace public – émerge comme l'une de nos principales conclusions.

Bien que la socialisation soit difficile pour tous les habitants, elle l'est encore plus difficile pour les jeunes, envers qui les personnes adultes ont tendance à se comporter de manière autoritaire et discriminante. Des habitants plus âgés déprécient les efforts des jeunes pour établir leurs propres espaces sociaux et ne financent pas leurs initiatives. Ils les considèrent comme des garçons incompétents, largement ignorants du fait de leur manque d'expérience[49]. Pour surmonter le manque d'infrastructures et les carences sociales, les jeunes ont établi des associations appelées « *Gülgençlik Derneği* » et « *Her Renk Gençlik Derneği (Her-Der)* » au niveau local. En créant un organe juridique, ils veulent tirer profit des services municipaux gratuitement (comme avoir accès aux terrains de football appartenant à la municipalité, par exemple), recevoir des prestations et créer des lieux de socialisation. Surtout, ils cherchent à devenir socialement plus visibles et tangibles aux yeux des adultes, par le bais de l'association. Toutefois, les associations n'incluent pas tous les jeunes du quartier. La première des organisations évoquée ci-dessus, par exemple, est ainsi limitée aux jeunes d'origine azérie.

Pour les hommes, les *Kahvehane* (cafés traditionnels) sont les lieux principaux de rencontres dans le quartier. Dans les *kahvehane*, les hommes jouent aux cartes, échangent

[49] Entretiens, Cafer Yazar, président de l'association de jeunes de Gül Gençlik, Şahintepe, 23.02.2013.

des informations et des commérages, lisent des journaux ou parlent des événements politiques de la journée avec d'autres personnes autour d'un poêle. Si des adolescents peuvent éventuellement participer à ces activités purement sociales, ils sont moins présents dans les discussions et surtout dans les décisions politiques, dont les *kahvehane* sont aussi le cadre. La plupart du temps, les *kahvehane* sont exploités par des associations de pays mais ce n'est pas la règle ; certaines associations n'en ont pas. Beaucoup de *kahvehane* sont fragmentés en fonction du lieu d'origine, mais il ne s'agit pas ici de barrières infranchissables. Le *Tokatlilar Kahvehanesi* (le café des habitants originaires de Tokat) accueille habituellement des personnes de la ville de *Tokat*, le *Iğdırlilar Kahvehanesi* (le cafés des habitants originaires d'Iğdır) accueille généralement des personnes d'Igdir, mais ce n'est pas un principe absolu. Nous n'observons pas dans ces lieux de sociabilité la structure clivantes que nous avons observée entre groupes ethniques ou religieux. Les *kahvehane* représentent (pour les hommes adultes) des lieux sinon entièrement publics, du moins accessibles. Les partis politiques en profitent et viennent dans les *kahvehane* à la rencontre d'électeurs, durant les périodes d'élections.



Photo 1-g : Réunion électorale avec le maire dans le café de l'association de pays de la ville d'Ordu

Photo personnelle de l'auteur, mars 2014

Cette répartition des cafés par lieu d'origine est, en fait, représentative d'une réalité beaucoup plus vaste. Selon Ayata (1989), la caractéristique propre du *gecekondulu* (l'habitant des *gecekondu*) est le fait qu'il se regroupe. Ainsi, peut-il vivre dans un milieu familial avec ses parents et ses compatriotes. Son espace de voisinage ou son entourage est un trajet qui dure trois à cinq minutes, qui n'exige ni temps ni frais de transport. Dans ce contexte, le *gecekondulu* est capable de rendre visite à ses parents et à ses proches en

marchant juste un peu. Le regroupement de voisins, de parents et de compatriotes (*hemşehri*) reproduit en situation urbaine la communauté du village. Les résidents, en effet, se distinguent globalement selon leur lieu d'origine. Ils se considèrent les uns et les autres comme des « nous » et « eux ». Les connexions entre les gens ayant un sentiment d'appartenance au même lieu d'origine sont parfois sujettes à l'identité personnelle (Kurtoğlu, 2005). Ces distinctions sont immédiatement perceptibles dans le langage ; ce sont les moyens d'identifier les personnes inconnues. A cet égard, le terme *hemşehri* désigne quelqu'un de la même ville. Dans le langage courant, il renvoie aux racines d'origine dans la même région, la ville ou le village (Hersant et Tourmarkine, 2005). Son adjectif *hemşehrilik* (relation de compagnon) peut être défini comme des relations de personnes vivant dans la même zone géographique ou qui relèvent de la même zone géographique. Ces liens peuvent servir à établir une identité sociale (Kurtoğlu, 2005).

Il a été indiqué ci-dessus que les migrants venant d'un même village ou d'une même ville se regroupaient dans les quartiers de *gecekondu*. Ces regroupements peuvent inclure également des *hemşehrilik* « relations de compatriotes » et de parenté. Il peut s'agir également du simple hasard pour le regroupement. Les relations les plus répandues et les plus intenses de *hemşehrilik* dans les *gecekondu* sont celles qui se développent et s'approfondissent par le voisinage. Dans ce contexte, le *hemşehrilik* pourrait être défini comme de vastes relations multifonctionnelles basées principalement sur l'entraide et la confiance, qui comprennent des couches sociales différentes, qui n'ont pas de fondation de classe sociale, mais d'origine. Il est possible de rencontrer ce type de relations aussi bien dans la vie de quartier, dans la vie professionnelle ou au sein des partis politiques (Erder, 2000). Selon Güneş-Ayata, le *hemşehrilik* ne disparaît pas dans la vie urbaine. Bien au contraire, il se développe suite à la communication avec des étrangers dans la ville. Le *hemşehrilik* est donc créé, développé et formé principalement via des expériences vécues en ville (Tezcan, 2011 : 52). Cependant, lorsque les compatriotes s'organisent et créent des associations, les sujets d'entraide et les formes de relations changent d'aspect. En d'autres termes, grâce à ce genre d'organisations, les relations de *hemşehrilik* dépassent totalement la parenté et comprennent des sujets d'entraide plus larges, plus généraux et plus abstraits (Erder, 2000 : 200).

Un autre élément constitutif de la vie communautaire des *gecekondu* est un fort élément de contrôle social, ce qui peut augmenter les tensions intérieures. Les attentes réciproques, les règles que chacun doit respecter et les relations hiérarchiques provoquent des conflits identitaires difficilement franchissables pour l'individu. Les plus âgés exercent un

contrôle, voire une pression, sur les jeunes et les enfants, tandis que les hommes agissent de même envers les femmes. Ce sont les femmes qui subissent cette pression de manière la plus intense, et plus particulièrement les nouvelles mariées. Plusieurs parents et compatriotes (*hemşehri*) se comportent comme s'ils étaient directement responsables de l'honneur de la jeune fille. Les jeunes gens qui boivent de l'alcool et qui « regardent beaucoup autour d'eux », se plaignent également de la même pression. Le fait de regarder et de suivre la personne concernée sans arrêt, de l'avertir de diverses manières et de répandre des rumeurs à son sujet fait partie des mécanismes de contrôle et de pression. Dans ce contexte, le commérage n'est pas simplement un moyen pour raconter ou diffuser une information, c'est également un élément de pression sociale. Pour toutes ces raisons, les personnes âgées et les hommes préfèrent davantage le *gecekondu* que les femmes et les jeunes (Ayata 1989).

Prises dans leur ensemble, ces réflexions sur les conditions physiques, économiques et sociales des habitants nous mènent à souligner les impacts des espaces de vie sur la qualité de la vie quotidienne, ainsi que sur les perspectives de vie des individus et des groupes sociaux. La nature des lieux de travail et des espaces d'habitation, ainsi que les inégalités d'accès à ces espaces, engendrent des différences dans de nombreux domaines pour les citadins. En particulier, l'absence de tout équipement et de services publics associés à des espaces de vie, a contribué à augmenter la nature et l'intensité des relations et des activités informelles. En l'absence de leadership public, les migrants utilisent des réseaux de solidarité et des mécanismes de soutien informel entre familles, parents, amis, voisins ou compatriotes *(hemşehri)* pour s'adapter à la ville et à la vie urbaine (logement, emploi, éducation, santé, assurance sociale, sécurité, *etc*.) (Erder 2002). L'accès aux emplois dépend ainsi des réseaux du quartier et des connaissances personnelles, amis ou famille. Une recherche semblable des « connaissances » et contacts peut être observée, même pour les demandes de distributions d'aide. Cette aide est généralement fournie par l'intermédiaire de leurs compatriotes. En d'autres termes, à Şahintepe, les relations locales reposent sur divers réseaux de relations, où les relations sociales sont visibles concrètement. Ces relations suivent le modèle de la « solidarité » et, en même temps, de « l'incohérence ». À la suite de ces relations, tout individu peut répondre aux exigences résultant d'événements extraordinaires survenant dans le quartier, ainsi qu'à leurs besoins quotidiens. La flexibilité des structures des relations permet l'opération de ressources sociales immédiatement lorsque celles-ci sont requises : à titre d'exemple, pour trouver un emploi ou un logement, pour recevoir ou donner un supplément de revenu en espèces ou en nature, pour emprunter ou prêter de l'argent de manière urgente, ou pour donner des conseils et des informations sur toutes sortes de problèmes tels que l'éducation, la santé, les questions administratives, *etc*. Nous pouvons

conclure que les groupes socialement et économiquement défavorisés ont tendance à créer leur propre domaine de pouvoir afin de faire face aux nombreux défis de la vie quotidienne. Cet élément horizontal, solidaire, a longtemps coexisté avec un second principe d'organisation, celui-là vertical et basé sur la dynamique d'échange clientéliste. Il sera surtout question de ce dernier dans la seconde section de ce chapitre, mais cela ne doit pas nous faire oublier l'existence et l'importance du premier, qui explique en grande partie l'influence relative des habitants dans leurs relations avec divers patrons. Le fait que les individus que nous verrons ci-dessous négocier avec les autorités autour de l'approvisionnement en eau ou en électricité du quartier le faisaient au nom d'un groupe relativement solidaire mettait entre leurs mains des ressources importantes. Pour reprendre la logique de Tilly (1999 : 344), cité en introduction de cette thèse, « *le fait que Y ait accès à des liens, des ressources et des connaissances locales que X ne peut ni connaître ni mobiliser fait en sorte que même une situation de pouvoir très asymétrique doit se négocier* ». C'est l'évolution et la transformation de ces négociations que nous abordons dans la seconde section de ce chapitre.

1.2 Du lieu social au lieu politique

Nous avons plusieurs fois eu l'occasion dans les pages précédentes de noter que l'établissement de logements ou de quartiers entiers dans des conditions informelles n'équivaut pas à l'absence d'autorité publique : l'informalité a été à la fois encouragée et organisée par le biais de la tolérance, la provision de services publics et, dans certains cas, d'amnisties rétroactives. Dans cette section, nous allons voir que pour le quartier que nous étudions, cet encouragement de l'informalité prendra fin après la constitution d'un nouvel arrondissement en 2008. La fin annoncée de la tolérance à Şahintepe, même si nous verrons que les tolérances de fait persistent même après leur interdiction officielle, est à l'origine d'une perception accrue du risque. Les habitants y voient une menace de démolition des maisons et d'évacuation des habitants plutôt qu'une opportunité financière. Un thème récurrent de notre argumentation sera que les habitants de Şahintepe doivent faire face à des risques non calculables, autrement dit à l'incertitude perçue comme « *une situation dans laquelle la probabilité d'événements est inconnue, ou même impossible à connaître* »[50] (Heimer 1988). Cette incertitude n'est pas liée à un sentiment d'illégitimité de la part des habitants. Comme nous avons déjà souligné dans la section précédente, les habitants

[50] Cette distinction entre risque et incertitude trouve son origine dans les travaux de Frank Knight (1964). Heimer (1988: 493) remarque que la sociologie a longtemps sous-estimé la différence entre les deux notions.

considèrent leurs maisons comme légitimes. Nous verrons dans les pages qui suivent que les droits de propriété initiaux des habitants ont été renforcés successivement par l'arrivée et la régularisation des services publiques et par l'imposition fiscale. Cela nous aide à mieux comprendre la réaction des habitants face à une menace de démolition en 2009. Estimant leur situation légitime, ils ont réagi de manière forte contre le parti, considéré comme étant à l'origine de cette menace de démolition.

Les efforts pour renverser cette tendance n'ont pas réussi, que ce soit par le retour provisoire à une tolérance ambiguë ou par un recours massif à la distribution préélectorale d'aide matérielle, dans la logique « d'achat de voix » (Stokes, 2005). L'un comme l'autre de ces constats méritera une montée en généralité théorique, car ils vont à l'encontre de certaines idées reçues concernant les dynamiques politiques des quartiers précaires turcs. Dans l'analyse qui suit, la première section confirme les grandes lignes des modèles de l'urbanisation précaire ; nous verrons comment une succession de négociations et d'échanges de types clientélistes ont progressivement donné lieu à la mise en place des services urbains dans le quartier. Une seconde section, par contre, s'inscrit dans une logique de falsification[51]. En ce qui concerne la tolérance de l'urbanisation informelle, que nombreux analystes estiment disparue de manière abrupte (Keyder 2005, Kuyucu et Ünsal 2010) avec l'arrivé au pouvoir de l'AKP, nous verrons que sa persistance, même sous forme limitée et ambiguë, est un élément central de notre cas d'étude. Un traitement détaillé de l'évolution de la question foncière étant réservé pour les chapitres suivants, c'est le second élément, à savoir l'efficacité des distributions préélectorales, qui fera l'objet de notre attention dans la dernière section de ce chapitre. Notre hypothèse est qu'une stratégie basée en grande partie sur les distributions ponctuelles ne suffit pas pour convaincre les habitants que la transformation du quartier, allant peut-être jusqu'à sa démolition et reconstruction, serait dans leur intérêt financier et/ou social. Cette hypothèse doit se décomposer en deux parties. Premièrement, les distributions elles-mêmes ne sont pas toutes équivalentes. L'utilité marginale de la distribution matérielle envers les couches défavorisées doit être beaucoup plus nuancée qu'elle ne l'est par Stokes (2005 : 325) dans son article fondateur « *perverse accountability* ». Pour cette chercheuse, le simple fait d'un besoin matériel plus important garantit l'efficacité des distributions dans l'achat des voix. L'utilité marginale même d'une distribution limitée serait, pour elle, d'une valeur suffisante pour compenser tout changement de choix électoral. Dans notre cas, en revanche, beaucoup dépend de ce qui est distribué et de comment les distributions sont réalisées ; dans

[51] Nous entendons le terme « falsification » au sens de Karl Popper : un cas où la présence d'une exception remet en cause la portée générale d'une théorie. Nous remercions le professeur Ayşe Buğra qui nous a suggéré cet élément d'analyse.

les deux cas, le code moral des habitants et les normes sociales sont de première importance. Dans le contexte de ces hypothèses, nous allons voir dans un premier temps comment la tolérance a fonctionné à une certaine époque, donnant lieu à l'élargissement et à l'amélioration des services publics. Nous verrons ensuite l'effet de la fin annoncée de la tolérance, et comment une déclaration publique à ce sujet par le candidat AKP à la mairie, même si celui-ci a ensuite changé de stratégie, a influencé de manière négative la capacité de mobilisation électorale de ce parti. Dans la section finale de ce chapitre, nous analyserons la stratégie électorale de l'AKP en 2009, notant en particulier les limites de la pratique d'achat de voix. Une observation récurrente dans toute cette seconde section sera celle de la fin d'une époque ; nous concevrons 2009 comme une élection de transition, autour de laquelle s'est créé un mélange d'anciens et de nouveaux comportements envers le logement informel. Si ces constats nous permettent de falsifier certaines hypothèses telles que la fin de la tolérance des zones informelles et l'efficacité de l'« achat des voix » pour la mobilisation électoraux, ce n'est qu'au chapitre suivant, en poursuivant le déroulement des événements jusqu'en 2014, qu'il sera possible de poser des hypothèses concernant la nouvelle dynamique politique du quartier, qui donne lieu à l'appropriation par les habitants des principes néolibéraux de la transformation urbaine.

1.2.1 L'entraide et le clientélisme : fonctionnement et remise en cause

La prédominance de l'économie informelle dans la vie des *gecekondu* a comme conséquence directe que toute relation économique devient, par la force des choses, une question non pas de cadre institutionnel neutre ou de règles impersonnelles, mais de relations humaines. Suivant Fontaine (2008 : 260), « *l'économie des choses est ainsi encastrée dans une économie relationnelle* ». Dans la mesure où la plupart de ces relations comprennent un élément de pouvoir, nous pouvons considérer que la politique occupe une place centrale dans tous les aspects de la vie. Les problèmes pratiques concernant la vie en ville comme l'installation, les problèmes d'emplois, l'électricité, l'eau, *etc*. sont résolus par la politique, qui joue ainsi un rôle central dans l'intégration des habitants des *gecekondu* à la vie citadine. Le constat fait par Karpat (1975: 92) il y a quarante ans demeure pertinent pour notre terrain d'études en 2009 : le but principal des activités politiques dans le *gecekondu* est d'assurer la survie du quartier et de l'intégrer à la ville. Certains éléments de l'analyse que nous développerons tendront à remettre en cause cette hypothèse en ce qui concerne l'époque actuelle. Nous nous concentrons toutefois dans un premier temps sur cette première période. Plusieurs voies principales, avec de nombreuses zones d'interactions, permettent aux

habitants des quartiers précaires de faire valoir leurs demandes économiques et sociales par des moyens politiques permettant une évolution de la simple tolérance de l'informel vers la reconnaissance et l'amélioration de l'existant.

La période qui nous intéresse dans ce chapitre est traitée dans la littérature académique turque dans le registre du clientélisme (Güneş-Ayata 1992, Sayarı 1975, Karpat 1975, Özbudun 1981, Schüler 1999). Avant d'avancer dans l'analyse empirique, il est donc important de s'attarder sur les définitions proposées pour ce terme central. Pour Piattoni (2001 : 2), le clientélisme peut être défini comme une « *stratégie pour l'acquisition, la maintenance et l'agrandissement du pouvoir politique de la part du patron, et une stratégie pour la protection et la promotion de leurs intérêts, de la part des clients* ». Cette relation implique un échange de biens et de services incomparables entre les parties de rangs socio-économiques inégaux (Powell 1977 : 147). La simple existence d'inégalités dans l'accès aux biens vitaux n'est toutefois pas suffisante pour favoriser l'expansion des réseaux patron-clients. (Scott 1977 : 133) soutien que le lien entre le patron et le client est engendré par l'absence de garanties institutionnelles pour la sécurité d'un individu, de son statut ou sa richesse. Au-delà des échanges matériels, le clientélisme peut être perçu plutôt comme un climat moral dans lequel les gens savent que c'est une façon de faire les choses. Briquet (1997 : 13) insiste sur les éléments pratiques et symboliques du lien clientéliste : « *Le fondement matériel de la relation clientéliste n'est en effet efficace que lorsqu'il contribue à soutenir les formes légitimes du lien politique. Il doit être pour cela interprété et évalué subjectivement à travers des catégories symboliques qui permettent aux individus de donner un sens et une justification à leurs relations, de définir la nature de leurs obligations et d'assigner des motifs à leurs engagements* ». L'importance de la dimension morale et symbolique est de nouveau soulignée dans les travaux de Combes et Vommaro (2012). Cette relation peut être stable à moyen terme, comme dans le cas des clans politiques corses analysé par Briquet (1997), alors qu'elle est plus fluctuante dans d'autres circonstances. Dans les favelas de Rio de Janeiro analysées par Goirand (1988), la multiplicité des courtiers liés aux partis politiques donne à leurs clients un pouvoir de négociation en échange de leurs votes. Cette définition correspond bien à une première période dans l'histoire des quartiers précaires turcs tels que le nôtre. De manière plus générale, le clientélisme peut être abordé comme le « *traitement quotidien par les courtiers politiques de pratiques et perspectives des clients pour ainsi dire, et comme réseau pour solution des problèmes qui relie les courtiers aux clients et aux patrons politiques* » (Auyero 2000, 58).

Une question supplémentaire est ici centrale. Outre la question de la dimension morale de l'échange, il s'agit de l'usage de biens collectifs comme biens clientélistes. De la part des clients, la ressource clé est le soutient électoral. Pour les patrons, en revanche, le problème est plus complexe. Devons-nous réserver le terme « clientélisme » à l'offre de « biens particuliers » (*excludable goods*) ? Hopkins (2006 : 6-7) propose pour sa part une définition un peu plus flexible qui se trouve être bien adaptée à la réalité empirique que nous analysons. Selon lui, si « *le type le plus clientéliste d'échanges est celui où des biens particuliers sont échangés dans le cadre d'une relation stable entre patron et client* », il est néanmoins envisageable que certains biens collectifs clairement limités à un groupe particulier – dont l'investissement public pour un territoire défini est cité comme exemple – puissent eux aussi servir de base à des relations patron-client. Pour Hopkins (2006), le clientélisme peut ainsi concerner la provision de (*club goods*) ces biens à portée collective mais plus étroite que dans le cas des « biens publics ». Hopkins (2006) s'éloigne ainsi d'une relation dyadique pour proposer la définition d'un clientélisme dans lequel non seulement le patron, mais aussi le client, est en fait un agent collectif. Cette définition s'accorde particulièrement bien avec l'interaction entres logiques verticales et horizontales évoquée ci-dessus.

1.2.1.1 De la tolérance à la régularisation des services publics

Dans les histoires racontées par les habitants au sujet de l'époque d'installation du quartier, un sujet récurrent est « l'arrivée » des services urbains : eau courante, électricité, égouts, *etc*. Les événements rappelés par ces souvenirs s'étalent sur une vingtaine d'années, du milieu des année 1980 aux années 2000, et les acteurs ne sont pas toujours les mêmes, mais les éléments de ces histoires se ressemblent et l'ordre des événements est presque toujours le même : appropriation irrégulière par action d'entraide collective, tolérance, régularisation et, à terme, prise en charge officielle. Chacune de ces étapes, cela mérite d'être souligné, est profondément politique.

Selon nos entretiens avec des habitants ayant connu cette époque, l'électricité est arrivée en 1987 suite à la décision de Naci Ekşi, maire (ANAP) de l'arrondissement de Bakırköy, auquel était rattachée à cette époque la zone qui deviendra notre quartier, de faire construire une ligne à haute tension traversant le secteur. Les habitants ont su en profiter, et les autorités, au minimum, ont laissé faire. Onur se souvient : « *Nous avons fourni de l'électricité à travers un seul câble que nous avons installé nous-mêmes en grimpant au*

poteau électrique et puis nous avons branché les maisons »[52]. La tolérance du piratage électrique de la part des habitants des bidonvilles n'est pas spécifique à Şahintepe ; elle est présente dans d'autres *gecekondu* à Istanbul, et ailleurs dans le monde. L'analyse du cas Marocain par Zaki (2010 : 46) nous en donne un exemple. De 1980 à 2002, « *il s'agissait de maintenir la paix sociale au moindre coût politique, c'est-à-dire sans mettre officiellement en œuvre une forme d'aménagement de l'espace susceptible d'être perçu comme une reconnaissance du droit à l'existence du bidonville* ». La suite de l'histoire, par contre, marque un élément de différence entre le cas marocain et la situation turque. Une fois le branchement « pirate » en place, les habitants de notre quartier ont réussi dix ans plus tard à le faire régulariser par la municipalité métropolitaine. Il s'agit de l'épisode relaté ci-dessus, et qui a débouché sur la reconnaissance officielle du nom « Şahintepe ».

L'histoire de l'approvisionnement du quartier en eau courante nous offre un autre exemple de cette dynamique. Une canalisation d'eau passe à proximité du quartier, partant d'un barrage situé au nord du quartier. Dans un premier temps, Ali Bakır, le *Muhtar* de 1994 à 1999, fournit en eau le quartier en perçant cette ligne pour alimenter des fontaines. Le président de l'association de pays de la ville Tunceli[53] nous a expliqué que les habitants ont ensuite fait une demande pour un branchement officiel au maire de Küçükçekmece, Nurettin Şen – le même que nous avons vu ci-dessus « fermer les yeux » sur les constructions illégales – et dont le mandat coïncidait avec celui de Ali Bakır. La réponse du maire nous en apprend beaucoup sur la dynamique de l'époque. Sa proposition est que les habitants fassent eux-mêmes un branchement qui permettrait d'alimenter directement les maisons et qu'ils reviennent ensuite à la mairie pour se dénoncer et demander la régularisation. C'est ce qui a été fait[54]. Le souvenir qui persiste de nos jours dans le quartier est que c'est l'ancien *Muhtar* Ali Bakır (qui a de nouveau assuré le chantier) « qui a fait venir l'eau ». Les présidents d'associations de pays, pour leur part, se souviennent de la dimension politique de l'histoire. Nous pouvons supposer que l'intérêt du maire, en cohérence avec ses efforts de planification dont nous avons parlé dans la première section de ce chapitre, était d'accorder par la tarification de l'eau un élément de reconnaissance officielle aux habitants du quartier. Si nous ne sommes pas encore de manière explicite dans le domaine de la « *politique de faire* » (Goirand, 1998), puisque ce sont toujours les habitants qui « font » par leurs propres moyens,

[52] Entretien, Onur, agent immobilier, Şahintepe, février.2009.
[53] Entretien, Hasan Doğan, Président de l'association de pays de la ville de Tunceli, Şahintepe, 05.06.2012.
[54] Il faudra attendre 2004 pour que le quartier soit relié au réseau officiel de distribution d'eau et d'égouts, suite à la construction d'un réservoir d'eau potable et de lignes de canalisation d'égouts par l'ISKI, l'agence métropolitaine d'eau et de sanitaires « İSKİ, Şahintepe'ye su verecek » *zaman*, 12.02.2004, www.zaman.com.tr/sehir_iski-sahintepe-ye-su-verecek_13654.html, consulté le 3.05.2012

nous nous en rapprochons cependant. En « délivrant » la tolérance et ensuite la régularisation, les dirigeants politiques, à l'image du maire dont il est question ici, offrent bien « *une amélioration individualisée du confort domestique dont chaque électeur s'estime personnellement redevable* » (Goirand, 1998 : 143), et le font sans en supporter les frais budgétaires.

Pour les habitants eux-mêmes, désireux de cette même reconnaissance qui légitime leur *gecekondu*, l'opération est intéressante à plusieurs niveaux. Contrairement à l'exemple du Maroc, où Zaki (2010 : 46) présente des habitants pour qui le piratage de l'électricité fait partie d'un défi politiquement motivé envers l'Etat et de manière plus générale envers l'ordre imposé, nous avons observé à Şahintepe ce qu'avait constaté Erder (2002) dans d'autres quartiers précaires d'Istanbul comme Ümraniye : les habitants des quartiers construits en dehors du droit urbain, loin de défier l'autorité, veulent intégrer leur quartier dans la ville formelle. Cette volonté d'intégration est en accord avec le code moral islamique du quartier. Un habitant nous raconte l'histoire de son voisin : « *Hacı est allé voir le maire et lui a dit : Je me lève le matin pour la prière, j'allume la lumière et je fais mon ablution. Mais l'eau avec laquelle je fais l'ablution est piratée (kaçak*, i.e. 'un produit illégalement obtenu'*) et l'électricité que j'utilise est piratée. Maintenant est-ce que je fais œuvre pieuse ou est-ce que je commets un péché ? »*[55]. Ce témoignage souligne les deux registres d'interprétation des habitants. Nous avons déjà noté l'importance pratique d'une tarification en règle des services urbains comme élément de légalisation des droits de propriété. Dans l'absence d'un titre de propriété lié à un lieu précis, une facture d'électricité est un premier élément de preuve officielle de résidence. Il ne faut pas pour autant ignorer l'aspect moral de l'affaire. La manière même dont le voisin est désigné, *Hacı,* nous apprend qu'il s'agit d'un homme ayant fait le pèlerinage à la Mecque, ce qui permet de supposer que c'est quelqu'un d'une piété sincère. Pour lui, l'utilisation informelle de l'électricité ou de l'eau pose un problème moral évident : profiter d'un bien pour lequel d'autres ont payé. Toujours selon le témoignage de notre informateur, un autre voisin attribue à son comportement illicite la maladie de ses enfants. Pour cet habitant, être en règle avec l'Etat, c'est aussi être en paix avec ses concitoyens et avec sa propre conscience. Les échanges autour de la régularisation peuvent donc se comprendre en termes d'intérêt électoral, mais il s'agit de beaucoup plus qu'un simple échange synchronique d'un bien défini ou d'un service ponctuel contre un soutien politique (Briquet 1997, Combes et Vommaro 2012). Le bien fourni par l'autorité politique est en même temps physique et moral. Pour les habitants, l'accès régulier à l'eau ou à

[55] Entretien, Bayram Satılmış, ancien président de l'association de jeunes Her-Renk, Şahintepe, 09.02.2014.

l'électricité améliore de manière évidente la vie quotidienne. Que cet accès soit « régulier » au sens juridique aussi bien qu'au sens pratique apporte des avantages supplémentaires de sécurité de possession et de bonne conscience.

1.2.1.2 De 2004 à 2009 : un système urbain remis en cause

Prises dans leur ensemble, les observations réunies dans la section précédente dressent le portrait d'un système politique et social qui a permis la transformation par étapes de la zone d'habitation en quartier possédant certains attributs de la modernité urbaine : eau courante, électricité, égouts, *etc*. Le moteur de cette évolution, nous l'avons noté, se trouve dans une dynamique clientéliste dont la monnaie d'échange principale est la distribution de services urbains. Dans les années qui précèdent l'élection municipale de 2009 – la première que nous détaillons – plusieurs changements sont en cours. Certains sont d'ordre global. Nous avons noté dans la première section de ce chapitre que, dans le regard médiatique et le discours officiel, les quartiers précaires deviennent à cette époque « *symbole d'illégalité* » (Pérouse, 2004). Etroitement lié à ce phénomène subjectif, un élément beaucoup plus objectif sera développé en détail au chapitre suivant, à savoir l'évolution de la situation foncière donnant aux terrains urbains une valeur marchande beaucoup plus importante qu'auparavant. Ces deux éléments remettront en cause l'existence de ce « budget inépuisable » constitué depuis les années 1940 par la tolérance et la régularisation du logement informel. Dans la section présente, nous mettrons en évidence deux changements supplémentaires. Même si ceux-ci trouvent leur origine dans des dynamiques ou décisions dont les origines dépassent le cadre local, nous sommes néanmoins face à des phénomènes particuliers qui nécessitent une analyse plus ciblée. Nous aborderons dans un premier temps l'évolution du rôle du *Muhtar* et des problèmes de légitimité rencontrés par l'homme en place en 2009. Dans un second, il sera question d'un redécoupage administratif donnant lieu en 2008 à l'inclusion du quartier dans un arrondissement nouvellement créé.

Ces faits fournissent des éléments à l'explication du résultat électoral qui sera traité dans la dernière section de ce chapitre. Ils contribuent en particulier à nourrir le sentiment d'incertitude évoqué précédemment. Les stratégies du passé, c'est-à-dire la tolérance des logements informels, fonctionnent désormais moins bien qu'au début. Dans la mesure où elle persiste, cette tolérance ne prend plus la forme d'amnisties générales amenant légalisation, mais se limite à des actions ponctuelles qui maintiennent la menace de démolition et d'évacuation. Dans ce contexte, la stratégie électorale gagnante sera celle du CHP, mettant en

avant la peur de la destruction du quartier sans proposer de nouvelles solutions aux problèmes des habitants. Le système de distribution matérielle ne permet pas à l'AKP de surmonter cette « politique de la peur » employée par le CHP, car la distribution des aides sociales demeure encastrée dans un registre personnalisé, mais dépourvu de tout élément pédagogique. La réciprocité personnelle ne suffit plus à assurer la mobilisation électorale, et ne contribue pas à l'appropriation des nouvelles politiques urbaines. Dans certain cas, la méthode de distribution remet en question la légitimité non seulement du courtier qui distribue, mais également des distributions elles-mêmes C'est ainsi le rôle du *Muhtar* que nous analysons en premier pour voir comment le comportement du candidat sortant en 2009 a contribué à sa perte de légitimité. Nous verrons ensuite comment les changements récurrents au sein de l'équipe locale de l'AKP rendent plus difficile tout effort de mise en place d'une stratégie innovante en 2009.

Le *Muhtar* est en même temps fonctionnaire et élu (Massicard 2013a : 8). En effet, il est considéré au niveau juridique comme « fonctionnaire de l'Etat » (*memur*) et juridiquement traité ainsi. Au niveau officiel, son rôle essentiel est de transmettre les problèmes de quartier aux autorités municipales ou sous-préfectorales, ainsi que les décisions ou les avis publics de la municipalité et de la sous-préfecture relatifs à la vie de quartier. Son élection, en revanche, relève des habitants : « *Il est élu au scrutin secret par les habitants du quartier. Les partis politiques ne peuvent pas présenter leurs candidats au poste de Muhtar. Ce sont des élus non-partisans. En outre, les candidats au muhtarlık ne sont pas soumis à une déclaration préalable au Haut Conseil électoral chargé de superviser les élections pour valider leur éligibilité* » (Massicard 2013a : 9). Les élections des *Muhtar* sont très importantes pour le quartier. Ce statut confère un accès privilégié à des ressources de pouvoir politique, en particulier l'accès aux niveaux supérieurs de décisions et de ressources. Afin d'obtenir ces ressources, les candidats au poste de *Muhtar* font des campagnes électorales semblables à celles des partis politiques. Ils distribuent des brochures, louent des minibus de campagne électorale, font réaliser des chansons électorales. Ils peuvent également, selon leurs moyens, distribuer des aides matérielles, comme du charbon.



Photo 1-h : Autobus de campagne électorale d'un candidat au poste de *muhtar* en 2009[56]

SOURCE : Photo personnelle de l'auteur - mars 2009.

En raison de l'enjeu politique, chaque association de pays choisit un candidat au poste de *Muhtar* parmi ses compatriotes ou si cela n'est pas possible un candidat originaire d'une région voisine. Ainsi, pour que leur candidat soit élu, les membres des associations de pays visitent les maisons des électeurs et mènent des campagnes électorales pour que leurs hemşehri remportent l'élection. L'importance attribuée à cette élection se comprend en prenant en compte les rôles officieux et officiels du *Muhtar*. Les zones officielles du service des *Muhtar* sont très limitées. En principe, celui-ci n'occupe qu'un poste de représentant qui exécute un certain nombre de tâches courantes. Par le biais du *Muhtar*, les habitants de *gecekondu* ont la possibilité d'entrer en contact avec des municipalités lorsqu'ils doivent résoudre des problèmes de logement, d'infrastructure et d'emploi. De manière générale, les demandes individuelles étant perçues comme inefficaces, le *Muhtar* permet aux habitants de mieux faire entendre leur voix collective. Plus clairement, le *Muhtar* utilise toutes les relations et tous les moyens disponibles avec tous les organes nécessaires pour établir et organiser une vie commune. Les *Muhtar* essaient de résoudre les problèmes urgents des habitants en utilisant les moyens bureaucratiques, en mobilisant les habitants ou en obtenant des contributions financières. Dans ce cadre, la fonction du *Muhtar* facilite la communication avec les autorités supérieures. Cette fonction ne se limite pas à celle d'un simple médiateur politique. Le *Muhtar* joue également un rôle d'arbitre dans les problèmes personnels et familiaux des habitants. Quand intervient une dispute entre voisins ou un mariage « par enlèvement » (*kız kaçırma*), c'est lui qui réconcilie les deux parties[57]. Ainsi, le bureau du *Muhtar* est un des lieux les plus importants dans la vie politique et sociale de Şahintepe. Dans

[56] Sur le bus est écrit: « Les aides sociales comme le charbon, les provisions et la nourriture parviendront aux personnes nécessiteuse ».

[57] Il s'agit de mariages, avec ou sans le consentement de la mariée, qui se font contre l'opposition de sa famille.

un registre plus formel, le *Muhtar* joue un rôle dans la distribution des aides sociales, agissant comme un intermédiaire entre les personnes nécessiteuses et les institutions officielles.

Ces diverses fonctions prêtent au rôle du *Muhtar* une certaine ambiguïté. Les efforts déployés par les associations de pays pour faire élire leur candidat laissent supposer que ces dernières entendent en tirer avantage s'il est élu. Aux yeux des habitants, néanmoins, la ressource de légitimité du *Muhtar* découle de ses capacités à agir pour tous de façon impartiale. Il ne doit pas être vu comme agissant uniquement à l'avantage d'un groupe ou d'un parti politique. Compte tenu de l'importance de son rôle officieux, la légitimité personnelle et sociale dont bénéficie le *Muhtar* est essentielle à son influence. Celle-ci peut devenir incertaine dans la mesure où ses propres intérêts et bénéfices privés sont en cause. Les sources de légitimité du *Muhtar* peuvent ainsi, si elles ne sont pas respectées, devenir autant de registres d'illégitimité. Selon nos entretiens et observations en 2009, de nombreux habitants portaient sur le *Muhtar* de l'époque, Mehmet Pala, un jugement négatif à tous ces niveaux, le considérant comme trop intéressé. Par certains, il était perçu comme agent de l'AKP. Selon d'autres commérages relevés lors de nos observations sur la campagne électorale de 2009, la distribution des aides matérielles avaient posé plusieurs problèmes. Le *Muhtar* était présenté comme un personnage qui, non seulement distribuait les aides essentiellement à ses compatriotes, mais en profitait également lui-même, faisant de son rôle dans la distribution du charbon une utilisation abusive de la puissance publique pour le bénéfice privé. Le frère du *Muhtar,* ouvertement en opposition politique avec lui, nous a raconté l'histoire suivante[58] : le *Muhtar*, selon lui, aurait loué un camion pour distribuer le charbon provenant de l'Etat aux habitants les plus défavorisés, exigeant en contrepartie que lui soient réglés des frais de transport. D'autres habitants nous ont rapporté que les distributions se faisaient surtout chez ses compatriotes. Ces commérages ne prennent pas en compte le rôle de la Fondation pour l'encouragement de la coopération et la solidarité sociale dont il sera question au chapitre 7 à l'origine de ces distributions[59]. C'est en fait cette fondation qui établit la liste des personnes éligibles, mais les habitants ne voient que le rôle du *Muhtar* ; son comportement est perçu comme celui d'un homme politique intéressé, et non pas comme d'un personnage agissant dans l'intérêt général. Les témoignages que nous avons recueillis laissent supposer que ces commérages ont délégitimé le *Muhtar* qui a, en effet, échoué dans sa tentative de réélection, montrant dans ce cas le rôle de contrôle social de

[58] Entretien, Mustafa Pala, agent immobilier, Şahintepe, 25.02.2014.

[59] Le « Fonds pour l'encouragement de la coopération et de la solidarité sociale » (Sosyal Yardımlaşma ve Dayanışmayı Teşvik Fonu, ou SYDTF) a été créé en 1986 en tant qu'organisation parapluie réunissant plus de 900 fondations locales gérées par des représentants du gouvernement central au niveau des arrondissements aidés de conseil où siègent des membres éminents de la population locale (Buğra, Keyder, 2006 : 222).

l'« *opinion publique officieuse* » dans un contexte de réseaux sociaux élargis (Gil 1984, cité par Briquet 1997 : 35). Compte tenu de sa proximité, aux yeux des habitants, avec l'AKP, son échec n'a pas été seulement une délégitimisation pour lui, mais également pour ce parti. Ce cas n'est pas isolé. Déjà en 2004, nous trouvons des références dans la presse mettant en cause des pratiques similaires[60]. Ce qui est certain, c'est que cette distribution a été faite différemment en 2014. De manière plus générale, la distribution personnalisée des aides sera remplacée par un système plus institutionnel. Le charbon est toujours distribué, mais désormais directement par les services de la Fondation.

L'importance de cet épisode dépasse le sort électoral de Mehmet Pala à titre individuel. Nous pouvons voir dans cet exemple plus général que la distribution des aides matérielles via le *Muhtar* ne fonctionne plus aussi bien qu'auparavant en tant qu'instrument de mobilisation électorale dans la situation d'incertitude et face aux menaces de démolition. Nous verrons dans les sections suivantes que les distributions matérielles faites par l'AKP au niveau institutionnel à cette même époque ne réussissent pas non plus à générer de la confiance envers ce parti. Ce moment historique se trouve ainsi entre deux époques : ce qui fonctionnait avant ne marche plus, mais aucune nouvelle solution n'a encore été mise en place.

Un second élément nourrissant l'incertitude est le résultat d'un redécoupage de la carte politique et administrative locale. La situation de l'AKP à ce moment précis était particulièrement fragile, puisque le parti ne possédait pas d'organisation locale stable dans le quartier, du fait de modifications intervenues dans le découpage des arrondissements. Pour apprécier l'importance de ce fait, il est nécessaire de faire un bref retour sur l'histoire politique antérieure de cette zone. Entre 1989 et 2004, l'arrondissement de Küçükçekmece, dont dépendait le quartier, avait été gouverné par des majorités municipales issues de la gauche sociale-démocrate : de 1989 à 1994 par le SHP (parti social-démocrate populaire) et de 1994 à 2004 par le DSP (parti démocratique de la gauche). Cela change en 2004, avec la victoire d'Aziz Yeniay, candidat de l'AKP. Ce retournement électoral peut s'expliquer de plusieurs manières, sans doute complémentaires. Premièrement, à partir de 2002, les séquelles de la grave crise économique de 2001 a propulsé les candidats AKP à la victoire tant au niveau local que national, question qui sera traitée de manière détaillée aux chapitres 5 et 6. Localement, le candidat possède également des atouts particuliers. Selon Necati Erdem,

[60] «Fakirlere dağıtılın kömür muhtarları perişan etti » *zaman*, 08.10.2004, http://www.zaman.com.tr/sehir_fakirlere-dagitilan-komur-muhtarlari-perisan-etti_99266.html, consulté le 13.09.2013.

président de la section CHP d'arrondissement de Başakşehir après 2008[61], « *Aziz Yeniay était président de la commission du logement avant d'être élu maire. Avant les élections de mars 2014, il est venu dire aux habitants de Şahintepe « je suis président de la commission de logement. Je sais comment fonctionne le logement social et mon parti est au pouvoir. Si vous votez pour moi, je règlerai tous vos problèmes. » Alors tous ont voté pour lui, les gens de droite comme de gauche, alévis et sunnites, turcs et kurdes, non parce qu'il était AKP, mais parce qu'il était président de la commission du logement* ». Provenant d'une personne liée à l'opposition politique, cette généralisation doit sans doute être nuancée, mais la victoire d'Aziz Yeniay ne fait pas de doute, car il est élu dans l'arrondissement avec 50,2% des voix. Dans le contexte de l'actuelle discussion, deux aspects de cette élection sont particulièrement importants. Tout d'abord, La position de président de la commission de logement n'a pas fourni à Yeniay les possibilités de rendre les services auxquelles les habitants semblaient s'attendre. L'époque où les services urbains pouvaient facilement servir de monnaie d'échange politique arrivait à sa fin. Ensuite, nous devons noter que cette élection porte au pouvoir en 2004 une nouvelle équipe politique, dont l'implantation locale restait à être réalisée. Cinq ans plus tard, ce travail d'apprentissage politique a dû être réitéré lorsque Şahintepe a été inclus dans l'arrondissement de Başakşehir, un des nouveaux arrondissements créés en mai 2008 dans la municipalité métropolitaine suite à la loi 5747.

L'arrondissement nouvellement créé intègre neufs quartiers et un village qui appartenaient auparavant aux arrondissements de Küçükçekmece, Esenler et au *Belde* de Bahçeşehir, qui perd ainsi son statut de municipalité indépendante pour devenir un des quartiers de l'arrondissement nouvellement établi. La caractéristique la plus remarquable du district est sa structure tripartite. De part et d'autre du quartier, qui fait l'objet de cette étude, se situent des domaines si différents des quartiers de *gecekondu* qu'ils pourraient appartenir à une autre société, voire un autre monde. D'un côté de l'arrondissement, se trouve Bahçeşehir, la « ville-jardin » issue d'une ville satellite créée dans les années 1990 pour la classe moyenne supérieure. C'était une municipalité de second rang, *Belde,* entre 1999 et 2009, avant d'être incorporée dans l'arrondissement de Başakşehir. Vivre à Bahçeşehir est toujours un symbole de statut social et une référence à un ensemble distinctif des relations sociales (Kurtuluş 2005). À l'autre bout de l'arrondissement, se trouve une autre ville satellite appelée Başakşehir, « la ville-épi ». Si à Bahçesehir les symboles d'Atatürk se trouvent facilement, c'est le nom de Recep Tayyip Erdoğan écrit en fleurs dans un grand parterre qui accueille le

[61] Entretien, Necati Erdem, ancien président de la section de l'arrondissement de Başakşehir du CHP (pour la période 2008-2009), Bahçeşehir, mars.2009.

visiteur à Başaksehir. Sa reconstruction a suivi la victoire à Istanbul du Parti de la Prospérité (*Refah Partisi*, RP) aux élections municipales de mars 1994. Le projet de cette ville-satellite aux marges nord – occidentales d'Istanbul est initié par *Kiptaş*, société de construction de droit privé propriété de la Municipalité Métropolitaine d'Istanbul, dont les fondations ont été jetées par Recep Tayyip Erdoğan en mai 1995. La création de cette ville satellite, dont le nom rappelle les symboles du parti de la prospérité (*Başak* – « épi » et *Hilal* le croissant de lune), visait à établir un nouvel ensemble urbain en rupture avec la ville développée depuis la République, une ville plus conforme aux valeurs de « l'Islam turc », dont le RP prétendait être le seul représentant et unique défenseur ; une ville conçue pour être sa vitrine et son territoire avec l'ambition de mettre en place un autre urbanisme, un autre ordre urbain (Pérouse 2014). Dans une conversation en 2009 avec Özlem Erol et Gönül Dede[62] (fondatrice et ancienne présidente pour la première et vice-présidente chargée des élections au conseil pour la seconde de la branche féminine de la section AKP de l'arrondissement), ces militantes nous expliquaient que la phrase « je vis à Başakşehir » implique que la personne est dans la classe moyenne ou moyenne–supérieure, mais « conservatrice ». Bien que Bahçeşehir et Başakşehir soient des milieux de classe moyenne ou moyenne-supérieure, leur polarisation est soulignée par les acteurs politiques. Pour Özlem Erol, Bahçeşehir est « *sosyete »,* un terme quelque peu dérisoire qui peut se traduire par « haute société » et fait référence aux classes moyennes supérieures occidentalisées. Par contre, « être conservateur », selon les termes d'Özlem Erol et d'Özlem Taş (responsable des médias et de la communication pour la branche féminine et membre du conseil municipal), sous-entend « *adaptation à la vie moderne, mais avec un accent particulier sur l'importance des traditions et des valeurs familiales* »[63]**.** La polarisation entre ces deux quartiers ne se réduit pas à savoir si les habitants se définissent comme conservateurs ou non ; elle est visible en période électorale. Les habitants de Bahçeşehir donnent majoritairement leurs voix aux socio-démocrates, les partis conservateurs étant largement majoritaires à Başakşehir. Même l'accès à ces quartiers est difficile pour les militants de tendance opposée, d'un côté comme de l'autre. La présidente de la branche féminine de l'AKP en 2014, Sevgi İlhan[64], nous a indiqué la difficulté de diffuser l'information et de mener des travaux électoraux à Bahçeşehir. Le même problème nous a été

[62] Entretien, Özlem Erol, ancienne présidente de la Branche Féminine de l'AKP (pour la période 2009-2013) et Gönül Dede, vice-présidente pour la branche féminine chargée des élections, quartier général de la section AKP de Başakşehir, mars.2009.
[63] Entretien, Özlem Erol, ancienne présidente de la Branche Féminine de l'AKP (pour la période 2009-2013) et Özlem Taş, responsable des médias et de la communication pour la branche féminine et membre du conseil municipal (pour la période 2009-2014), quartier général de la section AKP de Başakşehir, mars.2009.
[64] Entretien, Sevgi İlhan, présidente de la Branche Féminine de l'arrondissement de Başakşehir de l'AKP, quartier général de la section AKP de Başakşehir, 12.02.2014.

signalé par les autorités du CHP[65]. Dans ce contexte politique, les quartiers défavorisés, dont l'un est notre terrain de recherche, qui se trouvent entre ces deux zones, jouent un rôle très important dans l'équilibre partisan. Leur poids démographique relatif a été quelque peu affaibli après l'établissement de la nouvelle ville satellite de Kayabaşı en 2014 qui, selon le maire de Başakşehir, a rajouté quelque 100.000 habitants à l'arrondissement. Mais les quartiers précaires représentent néanmoins un potentiel électoral important et attirent pour cette raison l'attention des candidats à l'échelle municipale. Le calcul électoral derrière l'établissement de ce nouvel arrondissement semble clair : noyer les voix de gauche de Bahçeşehir dans un ensemble globalement favorable à l'AKP. En ce qui concerne les quartiers précaires, l'exemple de Şahintepe suggère toutefois qu'ils ne sont pas dominés par une identification partisane forte au sens d'un attachement psychologique stable à un parti précis (Kalaycıoğlu 2008: 298). Au vote de 2004, qui pourrait être caractérisé par une « politique du faire » anticipée liée à la personne d'Aziz Yeniay et aux ressources détenues par ce dernier, succède en 2009 un vote de sanction, tout aussi anticipé. C'est cet épisode que nous analyserons dans le paragraphe suivant de ce chapitre.

1.2.2 Les élections de 2009 : limites de la politique traditionnelle dans le nouvel arrondissement

Comme indiqué ci-dessus, un problème endémique pour la population urbaine a longtemps été la défense des *gecekondu*. Cette question donne lieu depuis (au moins) les années 1940 à de nombreuses occasions d'échanges de type clientélistes dans les quartiers précaires d'Istanbul. Les événements entourant les élections locales de 2009 à Şahintepe offrent un dernier exemple de cette dynamique, avant qu'elle soit, nous le verrons dans les chapitres suivants, remplacée par une nouvelle. Avec cinq ans de recul, en effet, il apparaît que 2009 se trouve pour le quartier à la charnière de deux époques : certains éléments de l'ancien système sont présents en même temps que les premiers signes du nouveau. Les éléments précurseurs concernent une transformation qui sera détaillée au chapitre suivant consistent dans le passage par les autorités publiques d'un traitement populiste à un traitement plus libéral et la question foncière (Eder, 2010 ; Keyder 2005, Kuyucu et Ünsal, 2010). La politique libérale a de plus en plus abordé le logement pour sa valeur marchande, plutôt que pour sa valeur d'usage (Harvey 2009). Cette redéfinition du logement conduit à une nouvelle vision de la question foncière, y voyant une ressource potentiellement rare dont le contrôle peut entraîner d'importantes rentes économiques. Depuis l'arrivée au pouvoir

[65] Entretien, Leyla Yılmaz, ancienne présidente de la Branche Féminine du CHP de l'arrondissement de Başakşehir (en 2009), Bahçeşehir, 14.02.2014.

national de l'AKP en 2002, cette logique peut être observée dans un certain nombre de modifications légales et réglementaires destinées à permettre aux autorités de mettre en place une gestion foncière axée sur le marché. Nous traiterons en détails de ces réformes au chapitre suivant et du rôle de l'AKP comme promoteur d'une société de marché de manière plus générale au chapitre 5. L'impact de ce changement au niveau local a cependant été incrémental et non linéaire, avec des réversions occasionnelles aux anciens modèles de comportement de tolérance envers l'informel. Parmi les principaux changements juridiques applicables en 2009, le plus important est peut-être celui du nouveau code pénal de 2004 dans lequel l'acte de construire sans autorisation officielle a été criminalisé, réforme sur laquelle nous reviendrons en détail au chapitre suivant. Avant 2009, cette loi n'avait pas été généralement appliquée à Şahintepe.

1.2.2.1 La question de la construction informelle en 2009

Les élections locales de 2009 voient le problème du logement informel ressurgir, entraînant de graves difficultés pour l'AKP à l'échelle du quartier. En 2008, l'ancienne municipalité de Küçükçekmece fait un premier plan de zonage. A l'époque, le *Muhtar* et l'AKP tentent de rallier les habitants à une solution passant par la démolition du quartier existant. Selon, Mustafa Pala[66], le *Muhtar* de l'époque (Mehmet Pâla), à la demande du maire, recueille 3500 signatures sur une pétition demandant la construction de grands ensembles. Mais son frère (i.e. Mustafa – celui-là même qui nous a raconté cette histoire) recueille pour sa part 4000 signatures sur une contre pétition en faveur de l'auto-construction par parcelles et la dépose à la municipalité métropolitaine. Nous voyons là une tentative de créer un consentement, mais notons qu'elle ne réussit pas en 2009. Ce refus ne peut être attribué à une vague unanime de résistance à tout changement ; nous avons vu que le projet officiel était peut-être minoritaire parmi les habitants, mais avait néanmoins de nombreux partisans. Cette opposition entre, d'une part, la vision du développement dominante jusqu'à cette époque – la transformation par parcelle – et, d'autre part, le modèle des grands projets, représente désormais un clivage central et structurant dans la politique locale. Un problème immédiat pour les autorités en 2009 se trouve dans les discours officiels contradictoires, repris et largement diffusés par les médias. La polémique est déclenchée, en particulier, à Şahintepe par la position ambiguë du candidat AKP à la mairie, Mevlüt Uysal, et par les rumeurs qui s'ensuivent, donnant lieu à « *une opinion publique officieuse* » (Gil 1984, cité par Briquet 1987 : 35) qui se répand sur tous les réseaux sociaux. Dans ses discours publics, le candidat à

[66] Entretien, Mustafa Pala, agent immobilier, Şahintepe, 25.02.2014.

la mairie déclare qu'il ne permettra pas la nouvelle construction de logements informels. Dans le quartier, cela fait craindre que les maisons existantes ne soient démolies. Le fait que les hommes politiques parlent de leurs projets prévus pour le quartier à la télévision, permet, par ailleurs, aux résidents de Şahintepe de comparer les promesses des représentants des partis lors d'une réunion locale avec celles qu'ils ont faites à la télévision. Un habitant nous explique : « *Mevlüt Uysal a déclaré aux participants à une réunion de kahvehane qu'ils n'allaient jamais détruire leur maison. Mais j'ai écouté son discours sur Ülke Tv. Il a dit « quand je serai au pouvoir, je vais détruire Şahintepe. A la prochaine réunion, je lui demanderai lequel de ses discours est le bon. »*[67] Ce dont est accusé le candidat est non seulement l'intention de détruire le quartier, mais son double discours trompeur, et donc délégitimant. Le public s'est divisé en deux camps autour de la question. Partisans et accusateurs du candidat, de son parti et de son projet sont présents aux réunions électorales auxquelles nous avons assistées.

L'ancien député maire de la municipalité[68] de Başakşehir nous a confirmé l'ampleur de cette affaire qui a affecté l'AKP. Selon lui, juste avant les élections, le parti conduit une enquête dans l'arrondissement de Başakşehir, Selon les résultats des enquêtes, il n'y a qu'un faible écart entre l'AKP et le CHP. Le CHP est préféré par 34 % des électeurs, tandis que 36 % déclarent leur préférence pour l'AKP. « *Afin de prendre la tête de la course, nous avons mis des affiches dans les quartiers informels en disant : bloquez la gauche, et nous ne permettrons pas la démolition »*[69]. Le premier de ces messages, ciblant l'électorat de droite de manière générale est d'usage. Le second, en revanche, est une réponse évidente aux rumeurs concernant la menace de démolitions ; et sur ce point l'AKP a un problème de crédibilité évident, compte tenu des déclarations de son candidat. Le résultat semble être que la municipalité AKP a décidé de tolérer les constructions pendant la période électorale. C'est cette activité que nous avons observée lors de nos premières visites du quartier en 2009. Le *Muhtar* de Şahintepe nous explique quelques années plus tard : « *Les travaux ont débuté en 2009 et se sont vite répandus, car tout le monde pensait que ce serait toléré. La municipalité a incité tout le monde à construire en ne faisant rien pour les en empêcher. Ils n'ont pas envoyé la police municipale. Dans chaque rue, de petits chantiers étaient en pleine activité, et beaucoup d'argent circulait. On payait des pots de vin allant de 4000 (1.818 euros) à 5000 TL (2.273 euros) par chantier. Nous avons dit aux citoyens, « Ne payez pas ! ». Nous leur*

[67] Entretien non structuré, Kaya, Şahintepe, mars. 2009.
[68] Entretien, Mehmet Şahin, ancien maire-adjoint (pour la période 2009 - 2012), candidat à la canditure de la municipilité de Başakşehir, Bakırköy, *14.02.2014.*
[69] *Entretien, Meh*met Şahin, ancien maire-adjoint (pour la période 2009 - 2012), candidat à la canditure de la municipilité de Başakşehir, Bakırköy, 21.01.2014

avons dit « Ne donnez rien à la police, c'est la municipalité qui a donné la permission ! » mais ils ne nous ont pas écoutés. Même si personne ne disait « Allez-y » ' ou « 'Arrêtez » ' l'argent était versé ».[70] Un rapport daté du 20 juin 2009, issu de l'ONG MAZLUMDER[71], va dans le même sens, notant que pour le mois précédent les élections, les forces municipales ne sont pas intervenues pour empêcher les constructions illégales. Le potentiel de mobilisation électorale de la tolérance est un phénomène bien établi avant les années 2000 (Özbudun 1981 : 261-267). La littérature sur l'urbanisme à Istanbul (Türkün 2014, Keyder 2005, Kuyucu 2014) souligne que les changements juridiques criminalisant la construction de *gecekondu,* votés en 2004 après l'arrivée au pouvoir d'AKP, interdisent, en principe, la tolérance envers toute construction informelle – sujet sur lequel nous reviendrons au chapitre suivant. Néanmoins, nous pouvons voir à travers cet exemple que ce changement n'a pas été appliqué de manière uniforme et simultanée ; la réalité des faits doit être nuancée. La notion de valeur symbolique d'un rapport clientéliste, même vidée de sa substance, proposée par Mattina (2004 : 154) est ici un point de départ utile. L'auteur démontre qu'à Marseille, suite aux changements économiques et sociaux des années 1970, les moyens entre les mains des élus pour réaliser des échanges clientélistes disparaissent progressivement, mais que cela n'empêche pas la persistance de comportements qui, même s'ils n'arrivent à aucun résultat concret, possèdent une importance symbolique, entretenant chez les citoyens, « *un certain niveau d'espoir et d'attente quant au rôle et aux possibilités qu'ont les élus de répondre à leurs demandes.* » La résolution du conflit sur le logement dans notre quartier en 2009 ira un peu plus loin, amenant un renouveau limité de la tolérance de fait, malgré l'interdiction formelle, mais le décalage temporel noté par Mattina (2004 : 154) entre changement de circonstances et changement de comportement est évident. S'ils avaient été scrupuleusement observés, des règlements introduits en 2004, dont nous parlerons en détail au chapitre suivant, auraient interdit toute tolérance de nouvelle construction. Les demandes des habitants ainsi que les réponses de la municipalité demeurent plutôt dans l'ancien contexte, où les tolérances pouvaient être négociées au cas par cas. Il s'agit donc d'une étape intermédiaire entre les échanges purement symboliques mis en évidence à Marseille par Mattina (2004 : 154) et les possibilités d'échanges basées sur une réelle légalisation rétrospective qui caractérisaient la situation des quartiers de *gecekondu* avant 2004. C'est cette ambiguïté qui nous permet d'invalider la proposition selon laquelle les changements règlementaires, à eux seuls, ont définitivement transformé les comportements. Nous sommes, comme nous l'avons noté, dans

[70] Entretien non structuré, Muhtar, conduit en compagnie d'étudiants de l'Université de Kültür, Şahintepe, 06.05.2012.

[71] *Insan Hakları ve Mazlumlar için Dayanışma Derneği*, dont le nom se traduit par « organisation de droits humains et solidarité avec les opprimés » est qualifiée d'association islamique, fondée en 1991 par des personnes proches des cercles islamistes et du parti nationaliste MHP (Kadıoğlu, 2005).

une période de transition, ou des comportements anciens se retrouvent dans un nouveau contexte politique et règlementaire. Il en résulte que des gestes et des stratégies familières n'ont plus les effets attendus, augmentant le sentiment d'incertitude.

1.2.2.2 Limites de la stratégie d'achat de voix

Le retour de la tolérance de fait n'est pas la seule réponse de l'AKP à « l'affaire » déclenchée par les propos de son candidat. Nous retrouvons ici l'hypothèse proposée ci-dessus, portant sur l'utilité des distributions matérielles. A Şahintepe, en 2009, la question du logement, en effet, est loin d'être l'unique facteur réputé influencer les élections. Les résidents des *Gecekondu,* selon la plupart des observateurs, attendent aussi de leurs candidats patrons des services locaux ou personnels. Les candidats, pour leur part, souscrivent à ce point de vue ; pour beaucoup d'hommes politiques de l'opposition tels que Şamil Altan[72], candidat du parti pro-kurde DTP- (Parti de la société démocratique)[73] et Zeki Bulgan, candidat du parti MHP- (parti d'action nationaliste) (tous deux candidats à la mairie d'arrondissement lors des élections locales de 2009), il est évident que la distribution électorale est efficace. Necati Erdem[74], ancien président de section pour le CHP, nous explique que la mobilisation des voix sera fortement influencée par les aides distribuées dans les quelques jours précédant l'élection. Il est évident pour lui que chaque parti distribuera à ses propres partisans. Cette distribution rentre dans le cadre d'une « *politique du service* » consistant à distribuer des ressources d'origine publique ou privée dans une logique particulariste (Nefisa, Arafat : 2005). Même si les partis appliquent des stratégies électoralesn différentes, d'après les entretiens cités ci-dessus, la méthode de distribution matérielle constitue le cœur de cette stratégie. Nous retrouvons ici les propos de Bourdieu (1990 : 123), pour qui « *la redistribution est à la base de la constitution de l'autorité publique permettant la reconversion du capital économique en capital symbolique qui produit des relations de dépendance économiquement fondées mais dissimulées sous le voile des relations morales* ». Cette « reconversion » n'est jamais automatique ; il est important qu'elle soit compatible avec le code moral et les habitudes culturelles du lieu. Nous retrouvons ici les conclusions de nombreux chercheurs (Banégas 1998, Briquet, 1997, Combes et Vommmaro, 2012), qui observent que le point le plus important est que la distribution des aides matérielles ne se

[72] Entretien, Zeki Bulgan, Başakşehir, mars.2009; entretien, Şamil Altan, Şahintepe, mars.2009.
[73] Le DTP a été dissout le 12 décembre 2009. Le BDP (Barış ve Demokrasi Partisi – Parti pour la paix et la démocratie) a été établi comme successeur officiel du DTP.
[74] Entretien, Necati Erdem, ancien président de la section de l'arrondissement de Başakşehir du CHP (pour la période 2008-2009), Bahçeşehir, mars.2009.

limite jamais à un calcul pragmatique. Les distributions sont encastrées dans les systèmes de valeurs et de normes, c'est-à-dire dans un style de vie partagée. Bien que la distribution de l'AKP ait été critiquée par certains journaux nationaux lors des élections de 2009[75], le Président du parti et premier ministre de l'époque M. Tayyip Erdogan déclare que « *distribuer des aumônes fait partie de leur culture* ». L'obligation religieuse aboutit ici à masquer la dimension matérielle du rapport de clientèle, c'est-à-dire que la matérialité de l'échange est occultée par le code religieux de l'entraide et est perçue comme la nécessité de donner et de recevoir. L'analyse de Briquet (1997 : 38) pour la Corse prend ici tout son sens, puisque « *le clientélisme apparaît ainsi comme la traduction politique d'une domination sociale et économique qui trouve sa raison d'être dans l'organisation d'ensemble des rapports sociaux. Les codes culturels de la réciprocité ne seraient donc qu'un moyen de transformer cette domination en « accord moral », c'est-à-dire de la légitimer ».* Cette légitimation par les codes culturels, que nous verrons présente dans notre cas, explique que le clientélisme en tant que tel n'est pas moralement répréhensible et ne doit pas obligatoirement être occulté par ceux qui le pratiquent, mais qu'en même temps, il pose le problème des limites des échanges légitimes. Nos observations nous mènent à la conclusion que si la méthode de distribution est vue comme injuste, ou si les biens distribués sont considérés comme « humiliants » pour celui qui les reçoit, l'échange, même s'il est accepté, n'instaure pas un engagement créant une dette morale. Nous pouvons voir des exemples de ces deux dynamiques à l'œuvre en 2009. Nous pourrons aussi constater une tendance plus générale. Même dans le cas de distributions ne posant pas de problèmes particuliers, le rendement électoral de la distribution ne semble pas être au niveau que laisserait anticiper les témoignages cités ci-dessus. Encore une fois, des stratégies reposant sur la distribution matérielle ne créent pas une mobilisation électorale. Au contraire, elles font croitre le niveau d'incertitude sur les actions publiques et la politique du logement.

Le problème de l'injustice de la distribution est illustré par le traitement des aides sociales officielles. La municipalité n'étant pas établie avant les élections de 2009, elle n'a pas de rôle actif dans l'attribution des aides sociales, dont l'importance augmente depuis les années 1990 (Eder, 2010 ; Buğra et Keyder 2006). La préfecture assure cette fonction dans l'intérim, prélevant des ressources sur les anciennes municipalités auxquelles étaient rattachés les quartiers précaires. Les aides en nature et pécuniaires formelles sont distribuées aux

[75] "Sosyal Yardımlar Seçim Öncesinde 3 kat artmış" *milliyet*, 09.05.2009.http://www.milliyet.com.tr/Guncel/HaberDetay.aspx?aType=HaberDetay&KategoriID=24&ArticleID=1092824&Date=10.05.2009&b=Sosyal%20yardimlar%20secim%20oncesinde%203%20kat%20artmis, consulté le 06.07.2012

résidents nécessiteux par des SYDV « fondations de coopération sociale et de solidarité » (*sosyal yardımlaşma ve dayanışma vakfı*) est établie dans chaque sous-préfecture et correspond à un arrondissement de la ville. Son activité est alimentée par le fond de coopération sociale mis en place au niveau national selon l'article de loi de 1986, numéro 3294. Dans chaque sous-préfecture, la SYDV a un comité exécutif qui juge de l'éligibilité des bénéficiaires. Ce comité est présidé par le sous-préfet. Les autres membres de cette commission sont des fonctionnaires. Les demandeurs d'aide doivent apporter des justificatifs d'identité et de revenus pour recevoir les aides publiques. Un de ces documents est le questionnaire d'identité « Formulaire 5 » distribué en principe par le bureau du *Muhtar* et requis pour toute demande d'aide sociale. Mais en 2009, nous observons qu'il est également distribué dans les bureaux des élections de l'AKP et que les gens qui viennent au bureau sont en même temps inscrits au parti par les militants qui prennent leurs renseignements personnels pour renseigner le formulaire d'adhésion. . Ce formulaire est alors renvoyé pour examen par le comité exécutif. Selon Aytaç (2013 : 8), ce comité a une certaine autonomie et n'est pas absolument tenu aux conditions objectives relevant d'un premier examen des documents fournis. Selon Cevdet Can, sous-préfet de Başakşehir en 2009, le principe est de ne pas refuser l'aide aux personnes « sincères ».[76] Aytaç (2013 : 9) propose une interprétation quelque peu différente en se basant sur une recherche dans 878 d'arrondissements de Turquie, entre les années 2005 et 2008. Selon lui, les fonctionnaires, nommés par le parti au pouvoir, peuvent subir des pressions de la part de l'AKP, afin d'enregistrer le plus de personnes possibles, même si elles sont formellement inéligibles au programme des aides, et ce bien qu'en théorie, aucun parti ne puisse jouer de rôle sur les opérations de la SYDV.

Ces procédures, donc, laissent de manière pleinement assumée une place pour l'évaluation subjective des besoins, et la participation de fait des partis politiques est généralement reconnue. Ce que nous observons est que ce rôle des partis est accepté si, selon la subjectivité définie par les codes moraux du quartier, les habitants recevant l'aide sont considérés comme la méritant, c'est-à-dire s'ils sont les plus démunis du quartier. Il pose problème, par contre, dans la mesure où ce principe moral n'est pas suivi. Les propos de Kaya[77], un habitant du quartier, nous offrent un exemple de cet état d'esprit, parmi beaucoup d'autres entendus en 2009 comme en 2014. Selon lui, les aides ne sont pas distribuées aux « vrais » nécessiteux ; les distributions sont faites injustement. Il nous indique qu'il reçoit les aides de l'AKP parce qu'il est membre du parti, mais que les personnes les plus nécessiteuses

[76] Entretiens, Cevdet Can, le sous-préfet, menés par Ahu Karasulu, Başakşehir, avril 2009.
[77] Entretien non structuré, Kaya, habitant, Şahintepe, mars.2009.

ne peuvent pas en bénéficier. Des habitants alevis comme İbrahim[78] nous indique que leur appartenance religieuse ou partisane peut empêcher l'obtention des aides matérielles : « *Je suis alevi, ils* (Les militants de l'AKP) *ne m'aident jamais* ». Les aides dont ils nous parlent sont des politiques sociales qui viennent de la municipalité ou de la préfecture, mais İbrahim nous dit que les demandes d'aides sont faites par le biais d'organisations partisanes du quartier.

Un second problème potentiel est lié non pas à la méthode mais à la nature même de ce qui est distribué. Les habitants de Şahintepe indiquent que l'AKP distribue des aides matérielles dans le quartier : des brosses à dents, des serviettes, de l'argent liquide et même, selon des rumeurs, des pièces d'or. Tout cela s'ajoute à des aides telles que de la nourriture et du charbon, offertes en périodes électorales dans l'arrondissement. Parmi les cadeaux distribués par l'AKP, certains ont généré une vive réaction négative de la part des habitants, comme les brosses à dents, par exemple. Ils reprennent les représentants des partis en disant: «*Veulent-ils dire que nous sommes des gens sales? Veulent-ils dire « Allez vous laver »?*[79] Certaines distributions de nourriture ont également posé des problèmes. Veli[80] nous explique que les militants de l'AKP commencent à distribuer des restes de nourriture venant d'hôtels aux personnes de quartier à 9 heures du matin, trois mois avant les élections. Son opinion est que c'est humiliant pour les bénéficiaires de l'aide, mais malgré tout, Veli dit que de longues files attendent devant les camions de repas[81]. Cette distribution arrive à maintes reprises aux oreilles des habitants. Ici, nous voyons que la non-reconnaissance morale du don empêche la « reconversion du capital économique en capital symbolique ».

En 2009, l'augmentation de la distribution matérielle par l'AKP avant les élections est étroitement liée dans l'esprit de tous les participants à la nécessité de surmonter le problème créé par son identification avec la menace de démolition de logements. La qualité des aides de dernière minute surprend même des militants expérimentés des partis d'opposition – y compris ce qui ont eux les moyens de faire des distributions. Selon l'ancienne présidente de la branche féminine du CHP, Ayfer Dikbaş : « *Au début je ne croyais pas que les distributions de pièces d'or avait réellement lieu. J'ai demandé à mon organisation de quartier de trouver quelqu'un qui avait accepté de prendre la pièce en or. Elle m'a amené une femme. Elle a*

[78] Entretien, non structuré, İbrahim, habitant, Şahintepe, mars.2009.
[79] Entretien, Kaya, habitant, Şahintepe, mars.2009.
[80] Entretien, Veli, habitant, Şahintepe, le jour de l'élection, 29.03.2009.
[81] *Ibid.*

confirmé qu'elle l'avait prise ».[82] Cette rumeur de distribution de pièces d'or, et la réalité évidente de beaucoup d'autres distributions plus ordinaires, ont servi à alimenter d'autres rumeurs évoquant des pratiques encore plus critiquables. Un exemple particulièrement marquant : nous avons entendu dire que le parti payait 250 TL aux électeurs qui photographiaient avec leur téléphone portable leur bulletin de vote en faveur de l'AKP et montraient la photo à la section d'arrondissement du parti[83]. Ces rumeurs sont reprises par ceux, parmi les partis d'opposition qui, soit par principe, soit par manque de moyens, ne pratiquent pas la distribution, et ce dans un effort plus large de délégitimisation des distributions électorales de l'AKP et, par extension, du parti lui-même. Les partis de la droite conservatrice et religieuse, le parti d'action nationaliste (MHP) et le parti de la félicité (SP), ainsi que le parti pro-kurde sont particulièrement actifs à cet égard. Cette campagne de délégitimisation a-t-elle des effets sur les résultats électoraux ? Il est bien sûr impossible de le mesurer directement. Ce qui peut être affirmé objectivement, toutefois, c'est la conclusion négative que la stratégie de distribution de l'AKP, y compris le tourbillon d'achat de voix de dernière minute, n'a pas empêché une nette baisse de son score électoral.

Alors que l'AKP a remporté les précédentes élections nationales, en 2007 avec 43% des votes du quartier, contre 25 % pour le CHP, les résultats parmi les électeurs de Şahintepe à l'élection de 2009 pour le maire de l'arrondissement, laissent l'AKP en deuxième position avec seulement 27,48 % des suffrages, contre 34,32 % pour un CHP revigoré. Les votes pour les membres du Conseil municipal montrent la même tendance, les voix de l'AKP sont de 27,56% tandis que les votes de CHP sont de 34,11 %. Les résultats de l'AKP aux élections pour la mairie d'Istanbul métropolitaine, qui se sont tenues le même jour, ont cependant été supérieurs à ceux au niveau de l'arrondissement : 32,72 % des électeurs du quartier ont soutenu l'AKP, comparativement à 35,45 % pour le CHP.[84] La tendance électorale de 2009 est globalement défavorable à l'AKP suite à la crise économique internationale déclenchée par la crise immobilière et financière américaine, qui résulte en Turquie en une baisse de la production et une augmentation du chômage. (Öniş, 2010) Au niveau national, l'AKP perd du terrain électoral mais maintient sa majorité. L'écart de cinq points entre les résultats de l'AKP aux élections métropolitaines d'une part et municipales de l'autre, laisse néanmoins penser que des questions locales ont jouées un rôle dans l'élection municipale à l'échelle du quartier. Les résultats électoraux, auxquels nous reviendrons au chapitre suivant soutiennent l'idée que

[82] Entretien, Ayfer Dikbaş, ancienne présidente de la branche féminine du CHP de l'arrondissement de Başakşehir, Bahçeşehir (pour la période 2009-2013), 18.02.2014.
[83] Entretien, Önder Aras, président de l'association de pays de la ville de Kars du village Hacıveli, Altınşehir, 04.09.2013.
[84] Institut des statistiques de Turquie, 2013.

le soutien global pour l'AKP s'est érodé pour l'élection locale de 2009. La dynamique semble claire : le déplacement massif des électeurs potentiellement favorables à l'AKP vers d'autres partis conservateurs dans les mois précédant l'élection a été la conséquence, ainsi que s'en souvient l'adjoint au maire, de « l'impression de sauver les maisons contre la démolition ».[85] Ce résultat est en accord avec des observations plus générales concernant le comportement des électeurs turcs. Bien que ces électeurs ne traversent que rarement la frontière entre droite et gauche, Kalaycıoğlu (2010) note qu'à l'intérieur de ces deux camps, le choix de parti peut se faire pour des raisons instrumentales. A Şahintepe, la part du vote allant au CHP a réellement augmenté, mais reste loin de la majorité absolue. C'est avant tout la dispersion des voix des électeurs de droite qui pose problème à l'AKP en 2009, et celle-ci semble bien être liée aux nouvelles craintes sur la sécurité des logements.

1.2.2.3 Après les élections : la dernière tolérance à propos du logement

Malgré ses problèmes à Şahintepe, l'AKP a réussi à arriver en première place aux élections de 2009 au niveau de l'arrondissement, recueillant 39 % des suffrages à Başakşehir. Cela les a laissés avec une décision à prendre à l'égard de la nouvelle vague de constructions, apparue lors des campagnes électorales de 2009. Comme décrite par le *Muhtar*, cette vague de constructions illégales a provoqué une crise. « *Un mois plus tard* (après les élections), *la démolition a commencé à Güvercintepe. Nous avons dit à la municipalité que nous n'avions pas donné la permission pour la démolition, que nous ne permettions pas que la police vienne ici. Nous nous sommes rassemblés très nombreux, il y avait mille ou mille cinq cent personnes. A Güvercintepe, ils ont démoli trois ou quatre maisons. Il y a eu une confrontation violente avec la police. Comment arrêter tout ça ? Nous avions de bonnes relations avec la préfecture et le commandant de la police. Nous avons négocié avec tout le monde. Nous leurs avons dit que nous ne permettrions pas la démolition. Tout ça, c'est la faute de l'Etat, nous sommes des victimes. A Şahintepe, il y avait deux ou trois maisons qui appartenaient à des hommes riches. Ils nous ont dit qu'ils allaient les démolir pour faire un exemple, pour montrer que la menace était réelle, qu'ils devaient le faire. Nous avons répondu : « Bon » mais rien de plus. A la fin, ils ont démoli une seule maison. Nous avons continué à négocier avec la préfecture et la police. Nous avons téléphoné au maire d'arrondissement. Ils nous ont dit que la construction continuait et que si ça s'arrêtait, ils arrêteraient les démolitions ».* [86]

[85] Entretien, Haluk Dikbaş, député maire, Municipalité de Başakşehir, 31.12.2013.
[86] Entretien non structuré, Muhtar, conduit en compagnie d'étudiants de l'Université de Kültür, Şahintepe, 06.05.2012.

L'unanimité dans l'action, ici évoquée par notre interlocuteur, sera quelque peu nuancée par une analyse plus complète de cette mobilisation collective que nous proposerons au chapitre 4. Dans les grandes lignes, en revanche, ces évènements nous ont été confirmés par de nombreux témoignages, ainsi que par la presse de l'époque[87] et le rapport de l'organisation MAZLUMDER citée ci-dessus. Recoupant ces diverses sources, la chronologie des événements semble être la suivante : une première confrontation a lieu le 3 février 2009, provoquée par la décision de l'ancienne municipalité de Küçükçekmece de démolir des maisons nouvellement construites sans permission à Şahintepe et Güvercintepe (le quartier précaire voisin). A suivi la trêve électorale évoquée ci-dessus. Une fois les élections terminées, a lieu l'intervention du 14 mai 2009 à Güvercintepe, menée par la nouvelle municipalité de Başakşehir. A chaque fois, ces menaces donnent lieu à une action collective des habitants pour empêcher la démolition ; surgissent alors des conflits entre les habitants et la police municipale, lapidée par les manifestants et répliquant par des gaz lacrymogènes. Citant des entretiens anonymes, le rapport de MAZLUMDER évoque une situation où l'ancienne équipe municipale et la nouvelle se renvoient mutuellement la responsabilité de l'affaire, ajoutant à la confusion ambiante. Dans le contexte électoral, nous l'avons vu, cette tolérance de fait, tout comme les distributions matérielles, n'a pas réussi à inverser la tendance défavorable à l'AKP. La confusion évoquée ici, qui laisse penser que la tolérance sera peut-être de courte durée, a sans doute contribué à ce résultat. En l'occurrence, la résolution à court terme de la situation par la nouvelle équipe municipale suite aux confrontations du mois de mai, a pris la forme d'un compromis entre la municipalité et les éminences du quartier : le *Muhtar* et les présidents d'association de pays selon les lignes de modèles établis. Dans le contexte de notre étude, ces événements ont une double signification. Premièrement, il s'agit d'une falsification, au moins partielle, de l'hypothèse évoquée en début de ce paragraphe qui voudrait que toute tolérance soit déjà devenue impossible à cette époque. Avec quelques années de recul, il est tout aussi évident que ce moment marque la fin de la politique de tolérance locale – même très partielle et associée à des menaces de démolitions – pour les logements informels. L'élection de 2009 sera ainsi la dernière à Şahintepe à se dérouler dans des circonstances assez semblables à celles connues dans la région depuis son établissement. La solution à la crise qui a suivi, nous l'avons vu, a pris la forme d'un compromis, qui a depuis longtemps fait ses preuves : l'arrêt des nouvelles

[87] "Başakşehir'de değerlenen araziden yoksul kürtleri atmanın peşindeler", *bianet*, 15.05.2009, http://bianet.org/bianet/insan-haklari/114536-basaksehir-de-degerlenen-araziden-yoksul-kurtleri-atmanin-pesindeler, consulté 20.04.2015; "Küçükçekmece'de olaylı yıkım" *sabah*, 03.02.2009, http://arsiv.sabah.com.tr/2009/02/03/haber,75AEFE6FBB3B487EB043F0D6BE00E10C.html, consulté le 20.04.2015 ; "Bayramtepede olaylı yıkım" *ivme dergisi*, 14.05.2009, http://www.ivmedergisi.com/14052009/bayramtepede-olayli-yikim.ivme, consulté le 20.04.2015.

constructions a été échangé contre une tolérance de fait rétroactive de ce qui avait déjà été construit. Toutefois, cet équilibre précaire a été bouleversé par des événements extérieurs. Dans le chapitre suivant, nous analyserons les raisons et les conséquences de ce bouleversement. Dans ce contexte, le plan de développement du quartier, ainsi que des projets pour le réaménagement de la municipalité métropolitaine d'Istanbul seront examinés au chapitre suivant.

1.3 Conclusions

Nous avons noté dans l'introduction de ce chapitre qu'un élément central de notre recherche se trouve dans l'articulation entre le « global » et le « local ». Ce premier chapitre pointe le fait que ces deux niveaux, eux-mêmes complexes, sont en interaction continue. Deux éléments de cette articulation nous semblent avoir une importance particulière. Le premier est l'importance des acteurs de niveau intermédiaire, ceux justement qui se trouvent au point d'articulation entre local et global. Nous retrouvons ici la première génération des agents immobiliers dont les choix et comportements, différents les uns des autres, ont une influence bien après qu'eux-mêmes aient quitté la scène. Les combats contre les villageois voisins, l'urbanisme improvisé et intéressé, la double vente frauduleuse de terrains ; tout cela a laissé des traces dans les souvenirs collectifs, mais également sur place. L'apparence de légalité fournie par des transactions foncières, qui, dès les premiers temps, ne peuvent pas être assimilées à une simple occupation du sol, deviendra un élément donnant aux habitants vingt ou trente ans plus tard un rapport à leur propriété qui n'est pas celui du squatteur. Nous le verrons de nouveau au chapitre suivant, le vocabulaire de « droits » et de « justice » revient souvent et facilement dans le discours des habitants, justement parce qu'ils se considèrent comme ayant eux-mêmes agi de manière légitime. Dans le même temps, les souvenirs de la nature douteuse de nombreuses transactions foncières, la double vente n'en est que l'exemple le plus flagrant, servira des années plus tard à contribuer au discrédit de la profession d'agent immobilier et par extension d'urbaniste avec des effets que nous retrouverons aux deux chapitres suivants. Dernier constat sur cette première époque : dès les premiers temps, le marché et les échanges économiques sont au cœur de la question foncière. Les vagues successives de libéralisation que nous analyserons au chapitre suivant ont profondément transformé les conditions de ces marchés, mais il serait mal fondé de voir dans ces changements une première introduction de la logique marchande dans un milieu qui l'ignorait auparavant.

Toujours dans la catégorie des acteurs intermédiaires, nous trouvons les dirigeants politiques au niveau des villages périurbains et ultérieurement des arrondissements. Tous n'agissent pas de la même manière, et encore une fois, leurs choix sont lourds de conséquences. Le demi succès de Nurettin Şen qui, selon les témoignages et les souvenirs que nous avons recueillis, réussit à encourager le peuplement du quartier en y amenant petit à petit des services urbains, mais qui n'arrive pas à obtenir la régularisation complète, est un élément important pour comprendre le décalage temporel constaté dans ce quartier par rapport à d'autres ; un régime informel persiste jusqu'aux années 2000 même si le quartier a pris des apparences de pérennité. En premier lieu, dans ce groupe, se trouve le maire actuel, Mevlüt Uysal. A la tête d'une équipe nouvellement constituée pour les élections de 2009, son discours ambigu sur l'avenir du quartier peut se comprendre en fonction de la démographie électorale de l'arrondissement. Devant un public issu de la bourgeoisie islamique des quartiers modernes de Başakşehir, il est possible qu'il ait, en effet, tenu des propos laissant penser qu'une municipalité dirigée par ses soins chercherait à éradiquer les quartier précaires – à une époque, comme l'a noté Pérouse (2004), où ceux-ci étaient de plus en plus présentés dans le discours public comme source d'insécurité. Nous avons pu constater les conséquences électorales de ce choix ; le vote des habitants ne pouvait pas, en 2009, être tenu comme acquis par l'AKP. La suite de l'histoire nous montre néanmoins que les possibilités de négociations autour du logement informel existent toujours en 2009, même si l'échange devient de plus en plus symbolique. Nous retrouvons les hypothèses de Mattina (2004 : 154) autour du rôle de l'échange dans le maintien d'un « *certain niveau d'espoir et d'attente* » de la part des clients. Ces espoirs et ces attentes, en 2009, sont toujours en grande partie définis par l'expérience du passé ; les habitants revendiquent la tolérance de l'existant. La réalité objective de la situation, en revanche, évolue. La légalisation, et même la tolérance, du bâtit informel ne pourra plus désormais servir de monnaie d'échange dans les relations clientélistes. Le clientélisme ne disparait pas pour autant. Nous verrons aux chapitres suivants la manière dont il est reconfiguré.

Ce même moment historique nous permet également de mettre en avant un exemple de falsification des théories portant sur l'efficacité dans toute population démunie de « l'achat de voix » ; les résultats électoraux de 2009 semblent indiquer que le vote ne peut pas non plus être purement et simplement acheté. Les échanges clientélistes, nous l'avons vu, sont au centre de la vie et des traditions politiques du quartier. C'est par échanges politiques plus ou moins implicites de votes contre services que les habitants réussissent petit à petit à améliorer leurs conditions de vie. Les élections de 2009 montrent clairement les limites de ce

comportement, et la différence entre les relations clientélistes à moyen terme et « l'achat de voix » ponctuel, qui ignore la dimension symbolique de l'échange et de la réciprocité. La multiplication des distributions de dernière minute ne permet pas à l'AKP de retrouver le niveau de soutien électoral des élections précédentes. Nous verrons dans les chapitres suivants comment, d'une part, la municipalité et, d'autre part, l'organisation locale de l'AKP, amélioreront leur ancrage politique dans le quartier au cours des cinq années suivantes. Les conclusions présentées ici suggèrent que l'action et les choix à ce niveau constituent les variables clés pour comprendre l'évolution des comportements politiques locaux dans un cadre global changeant.

Chapitre 2

ŞAHINTEPE DANS LA « *NOUVELLE TURQUIE* » ENTREPRENEURIALE

2 ŞAHINTEPE DANS LA « *NOUVELLE TURQUIE* » ENTREPRENEURIALE

Nous avons vu au chapitre précédent que l'introduction d'une ligne politique néolibérale dans les années 1980, suivant les conseils du FMI et les idées économiques de De Sotto (1989,2000) et centrée sur l'incorporation des populations défavorisées par le marché, avait, du moins dans un premier temps, encouragé la poursuite des amnisties pour le logement informel ainsi que la pénétration de l'infrastructure urbaine dans les quartiers précaires. Un changement a toutefois été introduit dans cet équilibre par le gouvernement dominé par le Parti de la Justice et du Développement (AKP) depuis 2002, dont un des éléments programmatiques centraux consistait en une politique volontariste de transformation urbaine. Les hypothèses poursuivies dans ce chapitre traiteront pour les habitants des quartiers précaires des conséquences de ce changement politique venu du centre. Nous affirmons premièrement que la reconfiguration des politiques urbaines réduit de manière importante la capacité des habitants des quartiers précaires, dont Şahintepe, à influencer la structure du champ urbain à travers les relations clientélistes, car le foncier n'est plus une monnaie d'échange courante dans la mobilisation électorale. Deuxièmement, la revendication des droits de propriété dans le nouveau cadre défini par ces politiques est rendue difficile suite à l'action menée par diverses autorités, allant du ministère national de l'Environnement et de l'Urbanisme jusqu'au quartier, en passant par les municipalités métropolitaine et d'arrondissement. Nous empruntons à Auyero et Swistun (2008 : 360) la notion de « *travail de confusion* » (*labor of confusion*) pour rendre compte de cette situation. Par celle-ci, ils entendent une situation où la confusion ou l'ignorance ne résultent pas des capacités individuelles, mais sont générées par le contexte dans lequel les acteurs vivent et travaillent. Dans ce contexte, un ensemble d'interventions « *multiples, contradictoires et incongrues* » de la part des autorités ou des experts professionnels (médecins dans leur cas, urbanistes dans le nôtre) résulte en une mécompréhension partagée.

Pour cette raison, les revendications des habitants au sujet du logement demeurent ambiguës, donnant lieu dans notre cas à deux réactions contemporaines et contradictoires : l'espoir et la méfiance. Pour développer et soutenir ces hypothèses, ce chapitre procède en trois sections. La première section analyse comment une transformation politique urbaine au niveau supérieur (national et métropolitain) sur le modèle de la ville entrepreneuriale donne lieu à un modèle plus contraignant de propriété foncière. La seconde considère l'interaction

de ce cadre avec les actions d'une nouvelle équipe municipale. Les décisions nationales ont comme premier effet de créer une situation d'incertitude au niveau de l'arrondissement ; celle-ci est aggravée par l'interaction des cadres nationaux avec des projets municipaux contenant des éléments d'incohérence avec règlements provenant de divers niveaux supérieurs. Dans la dernière sections, nous procédons à une première évaluation des effets « microscopiques » de ce travail de confusion sur le comportement électoral, mais aussi, et surtout, sur les représentations cognitives et normatives des habitants. Nos observations nous mènent au constat que, malgré la présence simultanée des discours de méfiance et d'espoir, c'est ce dernier qui semble prendre le dessus. Cette observation impose certaines explications. A cette fin, nous posons l'hypothèse que les résultats électoraux de 2014, contrairement à ceux de 2009, témoignent d'une augmentation de confiance dans l'équipe municipale et ses projets. Les raisons de cette confiance, par contre, ne sont pas évidentes. Nous ne pouvons poser, à ce stade, qu'une hypothèse négative : les effets observés ne peuvent se comprendre uniquement en fonction de la seule politique urbaine, de son imposition de manière autoritaire (*top-dow*) et de ses conséquences actuelles ou pressenties. Quelle que soit la réponse éventuelle, l'analyse de ce chapitre nous permet d'éliminer toute explication exclusivement « globale ». Il est évident que nous devrons, pour reprendre la formule de Tilly (1999), considérer l'intersection entre un plan abstrait promu par le centre et la vie sociale à petite échelle. Nous terminons donc cette analyse par la considération des nouvelles hypothèses qui feront l'objet des chapitres suivants et nous permettrons de mettre à jour les divers éléments qui, entre eux, permettent d'élucider l'énigme de l'évolution cognitive et normative des habitants.

2.1 Les nouvelles politiques urbaines et la ville entrepreneuriale

Nous avons vu dans le chapitre précédent que même avant le premier tournant néolibéral des années 1980, le logement cesse déjà d'être uniquement une nécessité sociale dont l'usage principal était de s'abriter. « *Les maisons informelles n'ont pas seulement une valeur d'usage, mais également une valeur d'exchange* » (Roy 2005 :148). Les habitants de Şahintepe, surtout les premiers arrivants, commencent à transformer leur *gecekondu* en *apartkondu,* immeubles informels qui leur permettent de financer l'expansion des besoins de leurs familles, et de profiter de la rente de situation. D'une part, les enfants devenus adultes s'établissent dans les immeubles agrandis de leurs familles. D'autre part, par une stratégie d'enrichissement du pauvre rendue possible par l'accès facile et rapide au terrain, les habitants peuvent construire un logement et vendre le reste du terrain ou encore louer les logements une fois construits

(Işık & Pınarcıoğlu 1999). Le tournant politique d'après 2002 introduit des éléments nouveaux dans cette dynamique. La nouveauté de cette politique n'est pas que les habitats informels soient traités comme un bien marchand, ce qui était déjà le cas ; elle résulte plutôt de la transformation à grande échelle des zones d'habitats informels par des projets d'aménagement, avec comme résultat le transfert de l'essentiel des bénéfices aux investisseurs, que ces derniers soient des institutions publiques telles que l'Administration du Logement Collectif (TOKİ), les municipalités métropolitaine ou d'arrondissement ou des acheteurs du secteur privé – pour la plupart des travailleurs hautement qualifiés. Cette nouvelle dynamique marchande a un effet important sur les réseaux d'échanges clientélistes. Dans l'ancienne situation, la monnaie d'échange politique est la légalisation, ou du moins la tolérance, du logement informel. Après l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002, et surtout après les réformes juridiques de 2004, évoquées au chapitre précédent et traitées de manière plus détaillée ci-dessous, cette monnaie se trouve de moins en moins utilisable. Nous avons vu au chapitre précédent que la fin de la tolérance ne suit pas de manière mécanique des changements de loi, nous avons vu un dernier épisode de tolérance à Şahintepe en 2009. Les maisons informelles étant néanmoins de moins en moins tolérées, les habitants des lieux informels n'auront plus la possibilité d'utiliser leur potentiel électoral pour négocier la tolérance de l'habitation sur place. En ce qui concerne les stratégies d'enrichissement, le bénéfice potentiel de la plus value foncière leur échappe, transféré aux investisseurs ou aux acheteurs. Ces derniers, dont l'économie nationale a désormais besoin, sont présents pour faire de la concurrence au niveau mondial. En résultent des projets de transformation urbaine avec pour but de les attirer. Pour les habitants de Şahintepe, la première et la plus immédiate circonstance de ces changements est l'incertitude concernant l'avenir. Comme nous l'avons indiqué en introduction, cette première section du chapitre examine les hypothèses complémentaires de la mise en place d'une nouvelle politique de transformation urbaine et la fin d'un certain modèle clientéliste.

2.1.1 Redéploiement néolibéral de l'Etat sur le champ urbain

L'évolution de la politique urbaine à Istanbul depuis le milieu du 20^{e} siècle suit une tendance qui se retrouve dans de nombreuses autres grandes villes des pays émergents. Dans un premier temps, l'explosion de la population due à l'exode rural est traitée avant tout par des politiques populistes dont le but est d'assurer à moindre coût la paix sociale tout en exploitant, dans la mesure du possible, la nouvelle population urbaine comme source de main d'œuvre et de consommation au service de la croissance économique nationale. La recherche

académique en géographie urbaine fait état d'un double tournant autour des années 1980. Un premier élément de ce tournant est la relative autonomisation par rapport au cadre national des très grandes villes, en concurrence de plus en plus directe les unes avec les autres dans l'économie mondialisée (Keyder, Oncü, 1994). A cette autonomisation s'ajoute, ici comme ailleurs, un « tournant » libéral. Pour les « villes globales » en devenir, cela se traduit par la fin du populisme (Keyder 2005), remplacé par des politiques orientées vers l'économie de l'offre ciblant le capital international : amélioration des infrastructures, renouvellement technologique, attraction de main d'œuvre plus qualifiée, reléguant ainsi les travailleurs non qualifiés au secteur précaire et informel.

Le néolibéralisme de cette époque préconise l'expansion des relations de marché (Larner : 2000) et peut être vu autant comme un régime post Etat providence de citoyenneté que comme la nouvelle forme de gouvernance de la politique économique. Smith (2002, 432, 433) souligne l'aspect géographique de ce tournant et son rôle dans la reproduction à l'échelle globale d'un certain modèle social et économique. Selon lui, dans les années 1970, la plupart des biens de consommation sont produits dans l'économie nationale pour la consommation ou l'exportation. Après la désindustrialisation des années 1970 et 1980, la définition nationale du lieu de production devient insignifiante, puisque la production est organisée à travers les frontières. Ainsi, la territorialisation de la production se trouve recentrée de plus en plus sur la métropole. Pour cette raison, l'adoption d'une ligne néolibérale a de l'influence au-delà du secteur industriel et encourage une transformation plus générale dans le rapport entre l'individu et la propriété. Selon Wacquant (2012 : 68), l'aspect « néo » est justement le redéploiement de l'Etat sur la fabrication des subjectivités, des relations sociales et des représentations collectives, qui confère une réalité concrète à la fiction des marchés. Cette notion de (re) fabrication des subjectivités - nous le verrons dans la dernière section de ce chapitre - joue un rôle central dans l'analyse de nos observations sur le terrain. A la première période néolibérale turque en 1980, marquée par un recul de l'Etat, succède, selon de nombreux observateurs, une seconde période, elle aussi libérale dans ses grandes tendances, mais incorporant un certain retour de la puissance publique (Türkün et al. 2014, Aksoy 2014). Comme le premier, ce second « tournant libéral » est une tendance internationale. Ainsi, selon Peck et Tickell (2002), la priorité du développement se transforme suite à un changement institutionnel et organisationnel. Il ne s'agit plus uniquement du « *retrait de l'Etat* » (*roll-back*) pour laisser place libre aux forces marchandes, typiques de la première période néolibérale, mais également d'un certain retour de l'Etat (*roll-out*). Harvey (1989) propose le terme de « *ville entrepreneuriale* » pour désigner la version urbaine de ce

modèle, dans laquelle la ville elle-même « *acquiert les caractéristiques de l'entreprise privée, notamment le profit, la publicité, la créativité et la prise de risque* » (Hull, Hubbard, 1998 : 2).

Pour Page (1995), les « *villes entrepreneuriales* » et les grands projets que favorisent leurs dirigeants (grands équipements, mise en valeur du patrimoine, événements sportifs ou culturels) peuvent être à la base d'une régénération politique centrée sur un sens partagé de l'identité civique. De la même manière, Pasotti (2010) explore l'évolution de la ville comme marque (*« political branding »*) au service des ambitions politiques d'une équipe dirigeante, mais aussi d'un renouveau de la politique citoyenne. Elle en conclut que le passage à l'élection directe des maires métropolitains permet une autonomisation de la ville par rapport aux partis politiques et à leurs pratiques clientélistes. En faisant appel aux émotions comme l'espoir, la fierté et la confiance parmi les électeurs, les nouveaux maires réussissent à s'identifier personnellement avec autorité et bonne gouvernance, devenant maire de tous les citoyens honnêtes. En privilégiant des projets visibles et d'une utilité évidente, par exemple les transports publics et la mise en valeur du patrimoine culturel et historique, ils soutiennent la mobilisation dans le contexte des élections. D'autres courants d'analyse adoptent une posture plus critique. Pour de nombreux chercheurs de tendance marxiste, cette transformation urbaine doit se voir essentiellement comme un projet de classe hégémonique réduisant la démocratie et le soutien social réel et misant sur des relations privilégiées avec les porteurs de capital international. Etroitement associées à cette posture, les politiques visant à encadrer les populations précaires, considérées comme réfractaires au nouvel ordre (Peck, Tickell, 2002). Les politiques urbaines rendues possibles par la démobilisation des couches populaires donnent généralement lieu à la réorganisation spatiale de la ville en augmentant et isolant les zones de pauvreté et d'inégalité (Harvey, 2005). Cette transformation néolibérale est ainsi l'inverse de ce que Lefebvre (2009 : 108), définit comme le droit à la ville qui « *ne peut se concevoir comme un simple droit de visite ou de retour vers les villes traditionnelles. Il ne peut se formuler que comme droit à la vie urbaine, transformée, renouvelée. Que le tissu urbain enserre la campagne et ce qui survit de vie paysanne, peu importe, pourvu que l'urbain, lieu de rencontre, priorité de valeur d'usage, inscription dans l'espace d'un temps promu au rang de bien suprême parmi les biens, trouve sa base morphologique, sa réalisation pratico-sensible. Ceci suppose une théorie intégrale de la ville et de la société urbaine, utilisant les ressources de la science et de l'art. Seule la classe ouvrière peut devenir l'agent, porteur ou support social de cette réalisation* ».

Il s'ensuit qu'en l'absence de progrès de ce genre, c'est avant tout aux agents et aux classes proches du capital international que profite la transformation urbaine néolibérale. Hall et Hubbard (1998 : 10) insistent sur la formation à cette fin de coalitions qui rassemblent partenaires publics et privés et forment un régime « *pluraliste élitiste* » nettement plus favorable au capital que la classe ouvrière. Mais ces coalitions doivent néanmoins tenir au public un discours d'intérêt général. Nous retrouvons en quelque sorte une vision critique de la « *politique de marque* » mise en avant par Pasotti (2010), revue plutôt en tant qu'élément d'une tentative hégémonique. Pour Swyngedouw *et al.* (2002), la constitution d'une coalition de ce type, menant les « *nouveau projets urbains* », peut engendrer des relations de type clientélistes, mais ces relations se forment à l'intérieur même de la coalition et sont typiquement occultées du grand public. Nous sommes donc très loin du gouvernement populiste par le clientélisme autour de la distribution des titres de propriété analysé au chapitre précédant (Öncü, 1988 ; Keyder, 2005). Sur ce point précis, ces visions critiques rejoignent celles de Pasotti (2010) qui, elle aussi, voit dans la défaite de machines politiques urbaines la fin du clientélisme comme instrument de contrôle des classes populaires. Nos recherches à Istanbul suggèrent que, s'il est prématuré d'annoncer la disparition générale du clientélisme comme forme de relation politique (question à laquelle nous reviendrons au chapitre 7), la dynamique clientéliste autour de la propriété foncière semble totalement éliminée par ce nouveau modèle (Keyder, 2005 ; Kuyucu et Ünsal 2010).

2.1.2 Istanbul : Ville entrepreneuriale

Lors de l'intervention militaire de 1980, la Turquie vit le passage d'une politique économique de substitution des importations à une économie de marché orientée vers l'exportation. Un élément important de ce tournant est une politique visant à transformer par la voie d'amnisties successives les zones de logements irréguliers – désignés, quelle que soit leur origine, comme *gecekondu* – en propriété commercialisable en accord avec la vision suggérée à cette époque par la banque mondiale et le FMI. La fondation économique et philosophique de cette approche a été avancée par De Sotto (1989, 2000), qui suggère que le problème de pauvreté peut être surmonté par la meilleure intégration des pauvres au marché, entre autres à travers la transformation de l'occupation précaire de logements en propriétés légalement reconnues. Selon ce point de vue, la légalisation de la propriété ouvre l'accès au système bancaire et compense la diminution des salaires par le partage de toute éventuelle plus-value foncière sur les propriétés légalisées. Bien que les amnisties n'aient existé que dans des années 1980, la tolérance des quartiers irréguliers persiste jusqu'au milieu des années

1990. Malgré certaines démolitions, il n'y a pas de politique systématique visant l'éradication du logement irrégulier. Au contraire, l'usage de l'électricité et de l'eau devient légal pour ces zones (Türkün et *al*., 2014).

Considérées dans leur ensemble, les politiques populistes des années 1950-80, celles de la première période néolibéralisme qui leur fait suite, peuvent se comprendre en termes d'échange informel mais effectif de la rente de situation foncière contre un soutien politique et une paix sociale. Cette dynamique permet aux premiers habitants de profiter du « *type distinct de marché* » (Roy, 2005 : 149) représenté par le secteur précaire s'inscrivant dans la dynamique désignée par Işık et Pınarcıoğlu (2001) comme une « *pauvreté à tour de rôle* ». Öncü (1988 : 44-45) note que les partis politiques de cette époque, empêchés par des interventions militaires répétées de développer des bases stables en tant que représentants des intérêts sociaux, trouvent dans le clientélisme un moyen de créer un rapport personnalisé avec l'électorat populaire. Pour les autorités publiques, la non application ciblée des lois et règlements fonciers présente un « budget » quasi inépuisable, même lors des crises budgétaires qui réduisent les ressources disponibles pour les distributions matérielles typiques des machines politiques urbaines. C'est ainsi que des vagues successives d'immigrants ont pu s'installer sur des terres publiques ou des terrains agricoles inconstructibles, d'abord dans une illégalité tolérée, et plus tard légalisée par des amnisties et des plans de zonage rétroactifs (Keyder, Öncü, 1994 : 396).

L'élection à la mairie d'Istanbul de Tayyip Erdoğan en 1994 semble annoncer la fin de cette époque ; un nouveau regard est porté sur les quartiers précaires et sur la ville, bien que dans sa campagne électorale municipale de 1994, Erdoğan se positionne contre les projets des villes globales et légitimite les *gecekondu* (Bora 1999 : 55). Tanıl Bora (1999 :56) a expliqué ce changement de positions contre les *gecekondu* grâce à deux facteurs. Premièrement, la bourgeoisie pro-islamique soutient les projets de villes globales ayant une rationalité économique. Deuxièmement, les projets des villes globales sont compatibles avec l'idéologie développementaliste du parti, qui a pour but de transformer la Turquie en une superpuissance Islamique[88]. L'équipe d'Erdoğan soutient l'idée de transformer Istanbul en tant que source d'accumulation de services et de secteurs de haute-technologie à très forte valeur ajoutée. Le but de la manœuvre est de créer une nouvelle hégémonie néo-ottomane dans la région en renforcent la position d'Istanbul dans l'économie mondiale. L'arrivée en 2002 au pouvoir national du même homme à la tête du parti nouvellement créer, l'AKP, renforce ce

[88] Nous détaillerons ce sujet dans le chapitre 5.

mouvement (Türkün et al 2014). Les partis dominants de la période précédente se servent toujours des politiques populistes de distribution de titres de propriété à fin électorale (Kuyucu et Ünsal (2010 : 1484). Le nouveau régime, dominé par l'AKP, estime ne pas avoir besoin de cet instrument, ce qui lui laisse les mains libres pour poursuivre jusqu'au bout les conséquences de ses choix politiques.

Il est pertinent, dans ce contexte, de s'interroger sur les raisons de la mise en avant par l'AKP des modèles de gestion néolibérale de la ville, au risque de voir s'éroder leurs soutiens électoraux dans les milieux pauvres notamment. Pour ce faire, un bref retour sur les origines historiques de cette ligne politique est utile. En ce qui concerne la dynamique partisane, il est important de noter que la transformation néolibérale qui suit le coup d'Etat militaire de 1980 crée des opportunités d'accumulation de capital pour les entrepreneurs anatoliens, surnommés « tigres anatoliens » (*Anadolu Kaplanları*). Il s'agit de petites et moyennes entreprises exportatrices dont les créateurs appartenaient à des réseaux islamiques, tels que les confréries, d'où émanent des réseaux économiques alternatifs. Ces nouveaux entrepreneurs donnent leur soutien au néolibéralisme qui vise à combler le vide créé par le recul de l'Etat. Leur sympathie envers le néolibéralisme ne peut s'expliquer seulement par le gain économique ; elle comprend aussi un désir de liberté d'expression dans le champ politique. En Turquie, le champ politique a longtemps été dirigé par l'idéologie kémaliste, centrée sur un étatisme et un nationalisme non compatibles avec la globalisation du marché. En même temps, l'idéologie kémaliste a longtemps exclue l'islamisme du champ politique. Ainsi, les acteurs islamistes voient dans le néolibéralisme une opportunité d'affaiblir le pouvoir hégémonique kémaliste. Cette force économique auquel a été donné le nom de « capital vert » a d'abord donné son soutien aux partis de droite comme le parti de la mère patrie ou le parti de la prospérité. La transformation néolibérale s'est ralentie dans les années 1990, pour diverses raisons : des gouvernements instables et souvent remplacés ne peuvent pas réaliser la privatisation, l'augmentation du rôle de l'armée suite aux problèmes avec les kurdes et l'incertitude d'orientation du mouvement islamiste. Dans ce contexte, l'AKP a émergé suite à la crise économique et financière liée aux déficits externes de 2001-2002, comme un parti de gouvernement dont les politiques s'inscrivent dans la continuité néolibérale en l'institutionnalisant (Uzgel 2013, Bedirhanoğlu 2013, Aksoy 2014), mais aussi en y apportant des modifications. Öniş (2010) constate que par rapport à leurs prédécesseurs, les gouvernements dirigés par Erdoğan après 2002 encouragent l'investissement international en Turquie, mais aussi un renforcement du pourvoir règlementaire de l'Etat. Cette nouvelle phase correspond au « *roll-out* » néolibéral définit par Peck et Tickell (2002) évoqué ci-

dessus. Dans ce sens, nous voyons dans les politiques urbaines une continuité des politiques d'encouragement du marché. Nous verrons dans les chapitres qui suivent comment cette politique à pu se faire tout en maintenant le soutient de l'AKP parmi les couches défavorisées de la société turque. Rappelons pour l'instant l'importance de celui-ci : le soutien de l'AKP ne vient pas uniquement des détenteurs de capital. L'AKP gagne aussi le vote populaire : les femmes de ménage, les groups qui travaillent dans l'agriculture et l'élevage, les employés du secteur privé et les chômeurs. Selon des recherches menées en 2007, ce parti obtient plus de 50% des voix dans les quartiers précaires, un niveau en avance de son soutien dans le pays de manière générale, et le double de son soutien à cette époque dans les grands ensembles où habitent les classes moyennes urbaines, qui était alors de 23,8% (Yıldırım 2013 : 79).

Nous traiterons en détail dans les chapitres suivants une série d'hypothèses visant à expliquer le maintien de ce soutien populaire. Nous pouvons noter dès maintenant que l'ampleur de ce tournant doit être nuancé. Après l'arrivée au pouvoir de l'AKP, les amnisties n'ont pas entièrement disparues. Pérouse (2005a : 135) nous fait remarquer que le gouvernement AKP procède à la vente de terrains publics à leurs occupants de fait. Plus récemment, une loi de 2012 prévoit la vente à leurs occupants de certains terrains dans des zones qui faisaient en principe partie de zones de forêts protégées, mais où avaient été construits des logements informels. Ces exemples, par contre, ne concernent que des lieux précis et relativement restreints. Même en prenant en compte ces exceptions, il est ainsi possible de poser l'hypothèse que la formalisation du régime de propriété après 2002 doit se comprendre non pas comme la prolongation de la stratégie d'intégration par le marché de la période précédente, mais comme une coupure nette avec ce premier modèle néolibéral ; son but annoncé n'est plus d'intégrer les populations précaires, mais de faciliter l'introduction du grand capital. Pour Pérouse (2013), dans ce contexte, la réforme des institutions foncières est incontournable et à considérer comme « *un des fondements du projet de promotion d'Istanbul sur le marché international de l'immobilier résidentiel et commercial, de la finance et du tourisme* ». La question pour nous est avant tout de comprendre les conséquences de cette ligne politique. Roy (2005) nous met en garde contre l'association trop facile d'informalité avec absence de l'Etat, car il s'agit d'être tout aussi prudent dans l'identification de la formalisation avec la légalité, et encore plus avec l'équité. Kuyucu (2014 : 620) démontre que toute formalisation d'aujourd'hui, ne peut que s'appuyer sur les ambigüités et inégalités héritées de la période du « *régime flexible de propriété* ». Ce nouveau regard sur les quartiers précaires – typique du « *roll-out* » évoqué par Peck et Tickell (2002) – peut se voir à travers

une série de réformes ayant pour but d'institutionnaliser la structure du marché de l'immobilier.

2.1.3 Eléments juridiques d'un nouveau système foncier

C'est dans un premier temps par une série de mesures juridiques que le gouvernement AKP se dote d'instruments pour mettre en œuvre le modèle de la ville entrepreneuriale. Prises dans leur ensemble, celles-ci visent à permettre une accélération de la transformation par la centralisation de procédures (Balaban 2013). Par ces réformes, le pouvoir libéralise la gestion de la ressource immobilière mais également, comme nous le verrons dans la section suivante, transforme les attentes des habitants. Les règles juridiques détaillées ci-dessous sont difficilement compréhensibles pour des personnes n'ayant pas de formation juridique. De plus, les articles de loi ne sont pas clairement définis. Les différents niveaux d'autorité enchevêtrés empêchent le recours institutionnel. Dans ce contexte, les pouvoirs de sanctions ne sont pas clairs pour les habitants, qui ne savent pas trop à quoi s'en tenir et à quelle institution s'adresser. De nombreuses réformes prises à la suite de la consolidation du gouvernement de l'AKP illustrent en même temps l'étendue de la vision transformatrice et sa complexité. Deux, en particulier, ont un impact direct sur la situation de notre quartier : suite à un tour d'horizon rapide de certaines autres réformes contemporaines, utiles pour comprendre le cadre d'action général de celles-ci, nous traitons plus en détails la criminalisation de la construction précaire et l'établissement de zones spéciales.

L'ouverture du marché foncier **:** La permission d'acheter des biens fonciers est donnée aux étrangers en 2003. Après un second changement en 2012, le principe de réciprocité qui veut que seuls les ressortissants de pays qui permettent aux Turcs d'acquérir des biens immobiliers chez eux ont le droit d'acheter en Turquie, est abandonné. Toute personne est libre de devenir propriétaire d'un bien immobilier en Turquie depuis le 18 mais 2012. Ce principe est un des fondements du projet de promotion d'Istanbul sur le marché international de l'immobilier résidentiel et commercial, de la finance et du tourisme (Pérouse 2013a).

Loi sur l'hypothèque : La loi est entrée en vigueur en 2007. En conséquence, les crédits de logement ont été élargis. L'obtention des crédits pour le logement est jusqu'alors faible, dans un pays où les taux d'intérêts sont très élevés. Un tel mécanisme de financement sous-développé est un sérieux obstacle à un régime urbain capitaliste. La nouvelle loi

institutionnalise le « *système hypothécaire* », qui devrait donner une impulsion majeure dans le secteur du financement au logement. Bien que ce soit un grand pas vers la libéralisation, une forte inflation et des taux d'intérêts élevés empêchent la plupart des citoyens à faible revenu de participer à des prêts hypothécaires. Ceux qui ne peuvent entrer sur le marché du crédit privé peuvent cependant obtenir un logement à travers TOKI, qui fournit des crédits subventionnés par l'Etat pour les consommateurs à faibles revenus (Kuyucu et Ünsal, 1485).

Pouvoirs des municipalités - Par l'article 73 de la loi de municipalité de 2005, la municipalité métropolitaine reçoit le pouvoir d'appliquer les projets de transformation sur tout son territoire. Pour les propriétés publiques, néanmoins, la municipalité doit solliciter l'accord du ministère de l'Environnement et de l'Urbanisme, qui formule à son tour une proposition qui doit être validée par le Conseil des Ministres.

Protection des lieux culturels - L'objectif de la loi no: 5366 de 2005, intitulée « rénovation pour la préservation et le réemploi des biens historiques et culturels immobiliers en délabrement de 2005 » est de permettre aux municipalités de reconstruire et de rénover des biens historiques et culturels immobiliers classés par le conseil de protection des biens culturels et naturels. Ces « zones de renouvellement » sont désignées par décision du conseil du ministère sur la proposition de l'autorité compétente. Les projets sont réalisés par la municipalité concernée. Les projets de rénovation sont prévus dans les quartiers historiques précaires tels que Fener Balat, Sulukule Yalı, Süleymaniye, *etc*. (İslam et Enlil 2010).

Création d'un nouveau ministère - En juillet 2011, Le ministère de l'environnement et de l'urbanisme est créé. Son premier titulaire est l'ancien directeur de TOKİ. Ce nouveau ministère a le droit de dresser, de confirmer et de faire établir des plans de développement. Sa décision est nécessaire pour approuver tout projet, à savoir « permis de construire » (yapı ruhsatı) et « utilisation du permis de construire » (yapı kullanma izin belgesi). Cette consolidation du pouvoir foncier dans un seul ministère rend possible une prise de décision plus rapide et centralisée.

La structure de l'Administration du logement social TOKİ (*Toplu Konut İdaresi*) a été modifiée. TOKİ a été fondée en 1984 par « la loi du logement social ». Entre les années 1984 et 2002, TOKİ se concentre sur le financement du logement principalement par l'intermédiaire des coopératives de construction du logement. Cependant après la loi n^{o} 4966 de 2003, la loi du logement social est révisée et s'ouvre à des partenariats avec le secteur

privé. En 2004, l'agence est placée sous la tutelle de l'administration du premier ministre – elle était rattachée jusqu'à cette époque au ministère des travaux publics. Avec les changements législatifs en 2003 et 2004, la Direction Générale du Foncier et du Cadastre, créée en 1969, est supprimée et tous ses terrains, équivalant à 64,5 millions m² sont transmis à TOKİ. Le Secrétariat Général du Logement est également suprimmé, et sa charge et son pouvoir transmises à TOKİ (Akın Özdemir 2010 p:90-91-92). De cette façon, TOKİ est devenu le plus grand propriétaire foncier d'Istanbul. En février 2011, l'article 4 de la loi n° 2985 est modifié. Avec ce changement, TOKİ reçoit le pouvoir de rédiger les plans de développement et de modifier leurs contenus et l'ampleur à la fois dans les zones désignées pour transformation de *gecekondu* ou autre habitat informel que dans les propriétés qui lui appartiennent. TOKİ peut construire par ses propres filières ou en association avec des entreprises. L'agence a aussi le pouvoir de mettre en place des partenariats avec des grandes entreprises de construction dans le cadre du système « Partage de revenu et développement de ressource ». Dans ces cas, une procédure d'adjudication détermine non seulement le partenaire retenu, mais également la manière dont la plus value sera partagée. Dans ce partenariat, TOKİ fournit le terrain et l'entreprise doit faire face aux coûts de construction. Typiquement, le partage des revenus se réalise en accordant au constructeur une proportion des logements une fois la construction terminée. Selon les informations fournies par l'agence, sa part des revenus sert à la construction de logements sociaux.[89]Aujourd'hui, TOKİ n'est pas seulement responsable de la construction de logements, elle l'est également de constructions touristiques et industrielles ainsi que d'infrastructures. Avec tous les changements évoqués ci-dessus, elle a un pouvoir de planification supérieur à celui des municipalités.

Suivant la logique des gouvernements britanniques des années 1980, les logements construits par TOKİ pour les couches sociales défavorisées sont vendus avec des plans de financement à long terme et de faibles mensualités (Keyder 2011, 56-58). Ceci doit néanmoins être relativisé. Pérouse (2013b : 181) note que dans le cas du quartier de Kayabaşı qu'il étudie en 2009, les ventes au groupe officiellement désigné « pauvre » ne représentent que 6,5%, des logements nouvellement construits et de nombreux bénéficiaires de cette catégorie se trouvent contraints d'abandonner les logements sociaux, du fait de leur incapacité à payer les mensualités. Cette tendance est loin d'être limitée à la Turquie. Selon Harvey (2013b: 62 - 63), éliminer la pauvreté du peuple des quartiers informels en distribuant des titres de propriété est une illusion. Car il n'est pas si difficile de convaincre les membres de la classe ouvrière, qui ne disposent pas d'un

[89] http://www.toki.gov.tr/kaynak-gelistirme-ve-gelir-paylasimi-projeleri

revenu sûr et qui éprouvent des difficultés financières, à vendre leurs biens, ce qui désavantage leur ascension économique. Ceci dit, cette réalité n'est pas l'élément le plus important pour notre analyse. Pour le cas qui nous concerne, TOKİ n'est pas en effet un acteur direct, car la zone concernée n'est pas sur le territoire qu'elle contrôle. Cela ne veut cependant pas dire que la transformation de cette agence est pour nous sans conséquences car, dans l'esprit des habitants, elle est devenue le symbole tangible d'un certain modèle de transformation urbaine, un modèle qui sera souvent évoqué pour expliquer les attentes de la transformation locale. Dans ce contexte, il est important de noter que si les missions initiales de TOKİ sont de consentir les crédits pour la transformation des *gecekondu* en logements sociaux et individuels, de développer l'architecture des villages et de subventionner les crédits, TOKİ a aussi, dès sa création, le pouvoir de construire des logements à but lucratif afin de générer des revenus pour la construction de logements sociaux. C'est surtout à ces ensembles, modernes et sécurisés, que certains habitants de notre quartier pensent quand ils rêvent, nous le verrons en fin de ce chapitre, d'un avenir où tout sera « *comme TOKİ* ».

Prises dans leur ensemble, ces diverses mesures forment un ensemble cohérent visant à renforcer les instruments à disposition des autorités pour une politique de transformation urbaine. Pour notre cas précis, néanmoins, elles n'ont qu'une importance secondaire, en tant qu'indicateurs de la tendance générale ou, en ce qui concerne TOKİ, elles ne sont que le symbole d'un avenir imaginé. Ceci n'est pas vrai pour les deux ensembles de mesures ci-dessous, comme nous le verrons dans les pages et les chapitres qui suivent. Celles-ci auront un impact direct et fondamental sur la vie, l'imagination et le comportement des habitants.

Criminalisation des gecekondu : Selon la loi pénale n° 5237, article 184, construire un *gecekondu* (y compris toutes les violations de permis de construire) est considéré comme un délit en 2004. Cela est passible d'un à cinq ans de prison. La même loi interdit de brancher l'électricité, l'eau ou le téléphone, ainsi que de poursuivre la moindre activité industrielle. Les sanctions de cette loi sont quelque peu assouplies par une décision de juin 2005[90]. Pour les édifices construits avant le 12 octobre 2004 (date de la publication de la loi pénale au journal officiel), la permission de se relier à l'eau et électricité est concédée de manière rétroactive. Pour les maisons construites après octobre 2004, par contre, tout accès à ces services publics est interdit. Cette décision aura un impact direct sur notre quartier, puisqu'elle laisse

[90] "Gecekonduya su ve elektrik affı", *sabah*, 28.12.2005, http://arsiv.sabah.com.tr/2005/12/28/eko101.html, consulté le 03.06.2015

définitivement sans accès aux services les maisons issues de la vague de construction de 2009 dont nous avons parlées au chapitre précédent. Nous verrons dans les chapitres suivants que la fin de cette interdiction devient une des demandes politiques récurrentes des habitants.

Ces décisions politiques s'inscrivent dans un durcissement plus général de la position officielle. Les discours divers venant des différentes autorités sur les *gecekondu* ont un sens parallèle avec la réalité de la criminalisation. Deux exemples de rhétorique illustrent cette tendance. Dans un discours de 2006, le premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan, traite les *gecekondu* de « tumeurs »[91] et leurs habitants d'occupants illégaux, et même « injustes » (Sabah 2006). Un second exemple nous vient de l'ancien président de TOKİ, pour qui les zones de *gecekondu* sont source de terrorisme. Selon lui, si l'on ne résout pas le problème des *gecekondu*, non seulement le terrorisme, mais aussi les problèmes de drogue, de santé et le regard « tordu » envers l'Etat (*devlete çarpık bakış*) ne seront jamais réglés[92]. Nous retrouvons ici un discours qui dépasse largement les frontières de la Turquie. Le remplacement des bidonvilles par des usages économiquement plus avantageux se justifie facilement par des arguments sécuritaires. Wong (2001) évoque une logique semblable à Singapour entre 1960 et 1970, Otiso (2005) note que dans les villes kenyanes, les opposants au gouvernement sont expulsés des bidonvilles de Nairobi et de Mombasa par l'application de la loi de planification. De manière plus générale, Wacquant (2010) analyse un langage et une perception contre les zones précaires qui sont dans un premier temps produits par les autorités et ensuite reproduits par les classes moyennes dans la vie quotidienne. Dans tous ces exemples, comme dans le nôtre, les zones précaires sont stigmatisées et perçues comme des lieux infernaux dans lesquels la violence et l'immoralité se normalisent, pour finir par être acceptées.

Ce discours, nous l'avons vu au chapitre précédent, n'est pas nouveau. Dès les années 1990, les quartiers de *gecekondu* sont perçus par la presse et les discours populaires comme le symbole de la résistance à l'ordre dominant. En rupture avec l'image positive du *gecekondu,* le terme « *varoş* » apparaît dans les discours journalistiques à cette époque. Le mot est emprunté à la langue hongroise et désigne la périphérie des métropoles, faisant référence aux quartiers situés en dehors des murs de la ville (Erman 2001 : 996). Par contre, dans l'utilisation actuelle de la langue turque, *varoş* représente le *gecekondu* des exclus sans

[91] "Şehiri Ur gibi sardılar, niye zavallı oluyorlar", *sabah,* 9.04.2006, http://arsiv.sabah.com.tr/2006/04/09/eko106.html., consultez le 22.03.2015.
[92] "Kentsel Dönüşümü Tamamlayamazsak Terörüde Bitiremeyiz." *Sabah,* 13.11.2007, http://arsiv.sabah.com.tr/2007/11/13/haber,4AA4DF6AB979476B878FDF60B19BD9F0.html., consulté le 22.03.2015

avenir, désespérés, enfermés dans une altérité sociale quasi irréductible et menaçante. Selon (Etöz 2000 : 51), le choix du terme étranger au lieu d'un terme local insiste sur le caractère étranger des exclus. Ce qui change avec l'arrivée au pouvoir national de l'AKP, c'est que ce discours sera de plus en plus traduit en action officielle dans un contexte où la stigmatisation sociale est mobilisée pour soutenir le développement économique.

Zones « à risque » et zones « de réserve » - La création de la loi n° 6306 sur « la transformation des zones à risques en cas de catastrophes naturelles » de 2012 est basée sur le danger sismique. Selon cette loi, le ministère de l'Environnement et de l'Urbanisme est chargé de « déterminer les principes et les méthodes d'amélioration, de liquidation et de renouvellement orientés vers la constitution d'espaces de vie sains et sécuritaires conformes aux normes scientifiques et esthétiques dans les zones à risques ». Il définit les « zones à haut risque » qui pourraient engendrer la perte de vies et de biens ainsi que les « bâtiments à risque », même s'ils se trouvent en dehors des zones définies. A cette fin, le ministère est autorisé à élaborer des cartes, des projets et des plans et à transférer des droits d'aménagement vers une autre zone ou à procéder à l'expropriation. Les municipalités métropolitaine et d'arrondissements perdent ainsi la main mise sur les projets de transformation urbaine dans ces zones, au profit du ministère et de TOKİ. Deux types de transformation sont envisageables.

- Transformation sur la base de l'édifice : le bâtiment peut être transformé s'ils risque d'être endommagé lors d'un éventuel tremblement de terre
- Transformation sur la base de l'espace : Selon cette loi, le ministère de l'Environnement et de l'Urbanisme peut désigner une zone entière comme « zones à risque de catastrophe » ; la totalité de la zone sera détruite en raison du risque sismique.

La responsabilité économique dans les zones et édifices à risques est laissée aux habitants. Ce sont eux qui doivent payer pour l'évaluation de la solidité de l'édifice, et le cas échéant, pour sa démolition ou sa transformation dans un délai déterminé par les autorités. Si les habitants ne font pas les transformations requises à temps, ils peuvent être expropriés. En outre, pour les zones ou pour les édifices à risques, l'approvisionnement en électricité, eau et gaz naturel peut être suspendu sur proposition du ministère, de TOKI ou de l'administration municipale (métropolitaine ou d'arrondissement) (Türkün et al 2014 :129-130).

La contrepartie des zones à risque sont les « zones de construction de la réserve » ou de manière plus directe, zones de relogement. Selon la définition faite par la loi n°6306, celles-ci

devraient servir au relogement éventuel des habitants des « zones à risques ». Quoi qu'il en soit, la zone de la construction de réserve est planifiée comme un nouvel espace de vie pour les gens délogés en raison d'un risque sismique. A court terme, cela se traduit par un gel de tout nouveau projet de construction dans ces zones, une interdiction qui s'applique en principe à la transformation ou à l'agrandissement de tout édifice existant. Cet élément de la loi, plus que tout autre, sera à la l'origine de confusions et d'incompréhensions à Şahintepe. Dans les zones « de réserves », ainsi que dans les zones « à risques », le ministère de l'Environnement et l'Urbanisme reçoit des droits extensifs sur la propriété : il peut contraindre les habitants à échanger des propriétés contre d'autres dans des lieux différents et, en dernier recours, si aucun accord n'est possible, peut procéder à l'expropriation immédiate « d'urgence ».

Prises dans leur ensemble, ces réformes dessinent clairement un programme de la seconde période néolibérale, celle du « *roll-out* ». Elles sont source d'incertitudes pour les habitants non seulement en centre-ville, où cela est déjà le cas, mais également dans les zones d'occupation irrégulière : les *gecekondu* ou les « lotissements pirates ». S'ajoute à l'incertitude ambiante le fait que l'AKP a acquis la réputation d'un parti agissant contre les quartiers précaires et leurs habitants par une politique de « transformation » se traduisant par la destruction de quelques 11.543 logements dans les quartiers de *gecekondu* (Kuyucu, Ünsal, 2010), suivie du déplacement des habitants : certains quartiers proches de Şahintepe, comme Ayazma, subissent ce sort. Nous avons pu constater directement les conséquences de cette politique dans nos travaux de terrain. En l'absence de connaissances précises, des rumeurs diverses courent sur l'avenir du quartier. Sur le terrain, les représentants des autorités publiques donnent des explications différentes, créant une situation dont la notion de « *travail de la confusion* » (Auyero et Swistun 2008) rend bien compte. A travers l'étude d'un quartier argentin marqué par une forte pollution environnementale liée à la présence d'industries « toxiques », ces chercheurs observent que « *l'incompréhension partagée* » (Auyero et Swistun 2008 :360) par les habitants des risques sanitaires n'était pas le résultat uniquement de la « *complexité intrinsèque du problème* » (Auyero et Swistun 2008 : 374) où même de leur indéniable « *destitution matérielle et symbolique* » (368), mais aussi du fait que les problèmes existaient depuis longtemps, permettant une habituation, et surtout suite à la production d'informations contradictoires par des acteurs puissants et légitimes, tel que le gouvernement, les patrons d'entreprises et les médecins. C'est ce dernier élément qu'ils désignent comme « *travail de confusion* », à savoir le rôle joué par les interventions sans cohérence ou coordination de la part d'acteurs dont les habitants dépendent pour s'informer.

Cette dynamique diffère du « *bricolage institutionnel* » (Offner, 2006) par ses fins. Hassenteufel (2008 : 137) évoque la possibilité que « *l'action publique peut ainsi s'apparenter à un bricolage aléatoire d'activités hétérogènes portées par des acteurs multiples, fragmentés et fluctuants* ». Il en résulte néanmoins un instrument d'action publique. Le « *travail de confusion* », par contre ne donne lieu à aucun instrument particulier. Dans le cas étudié par Auyero et Swiston (2008), comme dans le nôtre, « *l'incompréhension partagée* » du risque (lié à la pollution pour eux, à la démolition pour nous) est plutôt le résultat de l'habitude (qui tend à minimiser les risques qui existent depuis longtemps) et la disponibilité de l'information (qui donne l'avantage aux acteurs les mieux placés pour communiquer). Dans le cas de notre quartier, l'incompréhension est aggravée par une tendance contemporaine à la dégradation des rapports entre les groupes sociaux et religieux à l'intérieur du quartier, sujet que nous reprendrons en détail au chapitre 3, et qui rend plus difficile toute circulation d'information à l'intérieur du quartier. Si les origines de cette situation restent floues, de nombreux entretiens évoquent un changement d'ambiance autour de 2010 qui, du point de vue subjectif des habitants, rendrait désormais impossible toute mobilisation spontanée comme celle de 2009.

2.2 La municipalité de Başakşehir : la formalisation de l'informel

Exemple de « lotissement pirate » établi à la fin des années 1970 sur des terrains privés, Şahintepe connaît avec un certain retard l'effet des transformations politiques évoquées ci-dessus. Les habitants y détiennent des titres de propriété de type rural *(hisseli tapu*) : copropriété en indivision d'une grande parcelle ne donnant ni le droit de construire ni la preuve de résidence. Dans un contexte de tolérance associée à une absence de services ou d'infrastructure publics, c'est par marchandages successifs avec des dirigeants municipaux ou autres personnes politiquement ou économiquement influents que le quartier prend forme. 2009 marque un tournant décisif dans son destin. Le partage de la plus-value foncière par le biais des tolérances se trouve remis en cause après les élections, qui, comme nous l'avons analysé au chapitre précédent, voient la victoire électorale de l'AKP dans le cadre de Başakşehir, municipalité d'arrondissement nouvellement créée en 2008. Ceci se fait suite à une réforme administrative qui donne lieu à un remaniement général des frontières électorales de la métropole.

C'est donc cette toute nouvelle équipe municipale – la même qui avait dans un premier temps menacé la démolition du quartier et ensuite négocié un dernier compromis de

tolérance – qui procède après 2010 à la mise en place d'un ensemble de plans et de projets de développement. S'ensuit une succession de mesures confuses et contradictoires. Nous retrouvons ici le sens de l'analyse de Roy (2005 : 148-149) qui fait remarquer que la dichotomie formel/informel occulte la réalité des politiques urbaines, car l'informalité est un « *type distinct de marché* », produit des actions des autorités publiques. La formalisation ne peut donc pas être vue comme l'imposition du marché ou du pouvoir étatique là où avant ils n'existaient pas. Roy (2005) explique que « *la planification et l'appareil juridique de l'État ont le pouvoir de déterminer ce qui est informel et ce qui ne l'est pas, et de déterminer quelle forme d'informalité pourra se développer ou devra disparaître. Le pouvoir de l'Etat est reproduit par le biais de sa capacité à construire et reconstruire des catégories de légitimité et d'illégitimité... la légalisation de la propriété informelle n'est pas simplement une bureaucratie ou le problème technique, mais plutôt une lutte politique complexe* » (Roy, 2005 : 149-150).

2.2.1 Du plan de développement au plan « master »

Un premier plan de développement pour Şahintepe est envisagé en 2008 par l'ancienne municipalité de Küçükçekmece, mais n'est jamais mené à bien. Selon l'ancien député maire de Başakşehir responsable du plan pour la nouvelle équipe, Şenol Ercan, le plan de 2008 est créé sur le papier sans prendre en compte la condition réelle des habitants de Şahintepe – avis que partage l'actuel député maire aux mêmes fonctions[93]. Marquant bien le changement d'approche, avant de rédiger un nouveau plan de développement de 2011, la municipalité ouvre un bureau dans le *Bilgi Evi* « maison de l'information » du quartier afin de pouvoir déterminer les statuts des maisons.[94] Ils prennent des photos de tous les édifices et cherchent à comprendre si les habitants détiennent un titre. Pour ceux qui en détiennent, la municipalité veut connaître la surface du terrain, le nombre d'étages, la superficie en mètres carrés de la construction et le type de construction : ils veulent aussi savoir si les maisons sont en béton armé ou *yığma yapı* (construction n'ayant aucune système squelettique interne)[95]. Avant 2008, il n'y avait pas eu d'enquête préalable de ce genre. Selon Şenol Ercan, ceci s'explique

[93] Entretien, Şenol Ercan, ancien député maire de Başakşehir responsable du plan (pour la période 2009-2012), Halkalı, 05.02.2014, Entretien, Bedri Sinan Gül, député maire de Başakşehir responsable du plan, Municipalité de Başakşehir, 31.01.2014.

[94] La « maison de l'information » occupe un bâtiment sur la rue principale de quartier. En temps ordinaire, elle sert à des cours de soutien scolaire et d'enrichissement pour les enfants de 8 à 14 ans. Ce bâtiment construit par la municipalité en 2011 servait aussi de quartier général et de lieu de réception pour le maire lors de ses passages dans le quartier.

[95] Entretien, Şenol Ercan, ancien député maire de Başakşehir, responsable du plan (pour la période 2009-2012), Halkalı, 05.02.2014.

par la présence des pouvoirs de gauche. En effet, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, le quartier est dirigé avant 2004 par des municipalités de gauche, SHP ou DSP. A cette époque, du point de vue de cet informateur, le système consiste en « *jette un don, jette un étage - at bir bağış at bir kat*»[96], ce qui veut dire qu'en versant des pots de vin, les habitants peuvent construire. Cette explication doit être nuancée, car entre 2004 et 2009, l'ancienne municipalité est sous le contrôle d'une équipe conservatrice dominée par l'AKP. Le simple changement de direction partisane n'explique pas pour autant la nouvelle ligne. Nous retrouvons ici une des conclusions centrales du chapitre précédent : la politique locale est, en partie du moins, dominée par des enjeux et des équipes locales. Les variables nationales, aussi bien en ce qui concerne les conjonctures électorales que les caractéristiques des partis, ont, bien sûr, une influence : les options néolibérales en matière urbaine sont le produit de transformations nationales dans la ligne des principaux partis politiques, et de l'AKP en particulier. Les décisions règlementaires provenant du centre ont une influence évidente sur les choix locaux, même si les acteurs locaux se réapproprient, réinterprètent, contournent, *etc*. les décisions nationales. Nous devons insister néanmoins sur le fait que ces éléments ne sont pas à eux seuls déterminants. Le passage d'une équipe AKP à une autre dans le contexte d'une circonscription redessinée se révèle être un fait capital tout au long de notre analyse. Après une longue attente, un plan de zonage est établi à l'échelle de 1/1000 pour Şahintepe, et le quartier est divisé en parcelles par la municipalité d'arrondissement en 2011. Ce plan recouvre la zone incluse dans les cinq parcelles originelles dont il est question au chapitre précédent. Les zones sous le contrôle de TOKI ou désignées zone culturelle protégée ne sont pas concernées.

[96] *Ibid.*

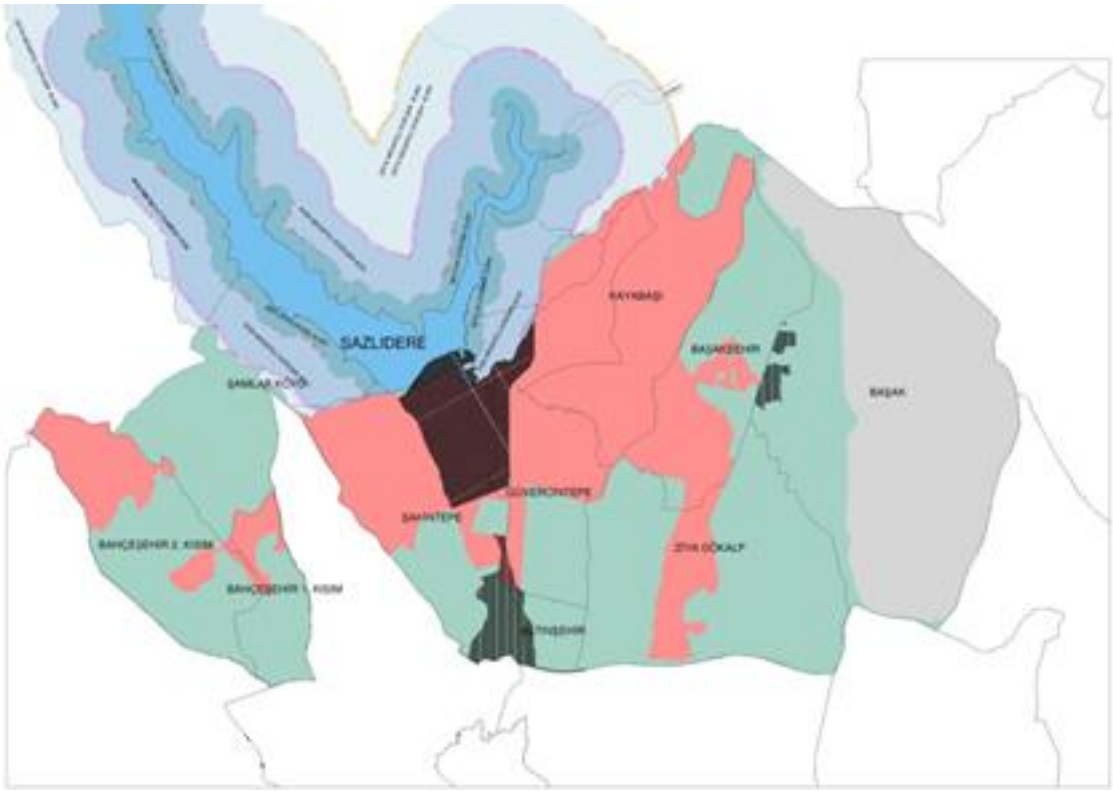


Figure 2-a : Etat de la planification et du développement en 2012

SOURCE : Direction du plan et du projet, municipalité de Başakşehir - juillet 2012[97]

Le 8 octobre 2010, le plan directeur à l'échelle 1/5000 est approuvé par la municipalité métropolitaine d'Istanbul. Après un an de travail, le plan de développement de Şahintepe à l'échelle 1/1000 est accepté le 11 mars 2011 par une majorité du conseil municipal de Başakşehir. Le 15 avril de cette même année, le plan et accepté à l'unanimité par le conseil municipal métropolitain d'Istanbul. Il est confirmé par le président de la municipalité métropolitaine par une décision datée du 3 juin 2011. Le plan est affiché à l'entrée de la mairie de Başakşehir le 17 juin 2011, puis modifié deux fois. Le premier plan modifié est affiché le 3 octobre 2011 et le second le 24 février 2012.

[97] Cité dans le plan stratégique de la Municipalité de l'arrondissement de Başakşehir pour la période 2011-2014, p : 60.



Figure 2-b : Plan de développement de Şahintepe à l'échelle 1/1000 de juin 2011

SOURCE : Serdar Bayraktar, membre du conseil municipal de la métropole Istanbul et membre du conseil municipal de l'arrondissement de Başakşehir pour la période 2009-2014[98]

Sur une étendue théorique de 1.156 hectares pour le quartier, le projet de zonage est limité à une superficie de 217 hectares, correspondant au terrain directement sous le contrôle de la municipalité, excluant les parties contrôlées par TOKİ et une zone culturelle protégée (site archéologique). Cette zone planifiée correspond aux cinq parcelles vendues en 1977. Le tableau ci-dessous nous montre la répartition inégale du terrain parmi ces parcelles. La première d'entre elles, de loin la plus importante, a une histoire particulière. Elle correspond au terrain acheté dans les années 1970 par Zihni Küçük (voir chapitre 1). Sur la superficie de sa parcelle, ce dernier récupère par son expropriation informelle un peu plus de six hectares en compensation de la voirie qu'il a fait faire – devenant pour ainsi dire propriétaire des rues. Lors de l'annonce du plan de zonage, plus de trente ans plus tard, il cherche à faire valoir ses droits, transformant une part en indivis de la totalité de la parcelle, en six hectares de terrain actuel. La municipalité en reprend une partie, mais quatre hectares et demi restent à trouver. Ceci explique en partie la différence pour cette seule parcelle entre la surface globale et le

[98] Une version détaillée du plan se trouve dans les annexes de cette these.

total des anciens titres détenus par les habitants. Le reste de la différence correspond à des édifices publics, tels que des écoles. Nous retrouvons ici une des justifications pour l'amputation de 42% de chaque terrain lors du passage des anciens aux nouveaux titres. Ce n'est pas le seul cas problématique ; pour la deuxième parcelle n° 1398, il s'agit du problème des reventes. L'ancien l'agent immobilier de cette parcelle, Hasan Pehlivan, vend deux fois le même terrain – revendant sa parcelle entière après l'avoir une première fois vendue par petit lots. Selon le député maire actuel, Bedri Sinan Gül, il y a toujours des habitants sans titres de propriété en main suite à ces ventes frauduleuses. La municipalité, pour sa part, ne prend en compte que les titres considérés comme légaux. [99]

TABLEAU 2-A

Les cinq parcelles constituantes du quartier de Şahintepe

Numéro de Parcelle	**Surface attitrée**	**Superficie totale**	**Propriétaires en 2014**
1371	1.681.916	1.669.724	5933
1398	50.000	50.000	136
1399	330.000	330.000	1271
1400	12.500	12.500	60
1401	100.000	100.000	463

SOURCE: Municipalité de Başakşehir: Département de Construction et d'Urbanisme, 13 mars 2014

Selon les données de l'Institut des statistiques de Turquie TUIK pour l'année 2012, dans le quartier, il y a 10.535 logements en plus de 1901 lieux de travail[100]. Le plan de développement porte ainsi sur 12436 unités. Selon le plan de développement de 2011, pour des terrains de superficie inférieure à 600 m^2, il faut trois mètres de retrait de chaque côté. Les maisons doivent être des duplex avec mur mitoyen. La hauteur ne doit pas dépasser 9,50 mètres, ce qui correspond à trois étages. Pour les terrains égaux ou supérieurs à 600 m^2, la superficie construite ne doit pas dépasser 35% de la superficie du terrain et la quantité de surface habitable est limitée en fonction d'une proportion entre la superficie du terrain et la surface de plancher qui augmente avec la taille du terrain : le coefficient d'occupation du sol, ou COS. Le tableau 2-B indique cette progression.

TABLEAU 2-B

[99] Entretien, Bedri Sinan Gül, maire adjoint de Başakşehir, responsable du plan, Municipalité de Başakşehir, 31.01.2014.

[100] Institut des statistiques de Turquie, Beşiktaş, 2014.

Superficie constructible pour terrains d'au moins 600 m^2

m^2	**Espace de construction (m^2)**	**COS***
600	1140	1,90
1000	1900	1,90
2000	3800	1,90
2001	4942	2,47
3000	7410	2,47
4000	9880	2,47
5000	12350	2,47
5001	13303	2,65
6000	15960	2,65

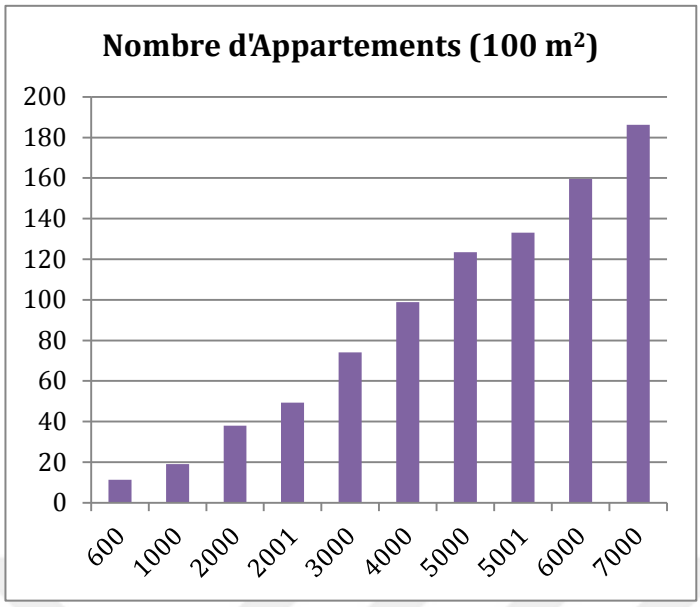
SOURCE : Tableau de l'auteur sur la base des notes explicatives du plan à l'échelle 1/1000

*Coefficient d'occupation du sol

Ce schéma progresse par paliers et offre des avantages évidents une fois les seuils de 2001 (augmentation de 30%) et 5001 (augmentation de 40%) de m^2 atteints. Ceci représente, il est important de le souligner, un changement radical d'échelle de grandeur par rapport à la situation actuelle, dans laquelle les parcelles dans le quartier sont généralement de taille beaucoup plus restreintes, autour de 200 m^2. Pour mieux comprendre ces chiffres, il est utile de calculer en termes d'appartements types de 100 m^2. Dans le tableau ci-dessous, nous pouvons voir la relation entre la superficie du terrain (axe horizontal) et le nombre indicatif d'appartements types de 100 m^2 (axe vertical).

TABLEAU 2-C

Rapport indicatif entre superficie et nombre d'appartements possibles



SOURCE : Tableau de l'auteur sur la base des notes explicatives du plan à l'échelle 1/1000

Selon le plan, la municipalité a divisé le quartier en 277 ilots. Ce plan n'interdit absolument pas la perpétuation de la construction d'immeubles sur parcelle individuelle, mais il encourage néanmoins le regroupement et le passage à une échelle supérieure de bâtiment. D'emblée, ce schéma rend beaucoup plus difficile une stratégie de développement souvent utilisée, et cela suite aux régularisations. Comme il est coûteux de transformer le foncier, les propriétaires préfèrent souvent rédiger un contrat de développement avec une entreprise de bâtiment en partageant les unités d'habitation des appartements à un taux allant jusqu'à 60%. Les entrepreneurs doivent offrir des ressources financières nécessaires, obtenir tous les permis nécessaires, acquérir le projet de construction et fournir la main d'œuvre et le matériel. Ce modèle est à la portée d'auto-entrepreneurs possédant une quantité limitée du capital, sans être propriétaires du terrain sur lequel ils construisent (Türker-Devecigil 2005 p:216-217). Dans la nouvelle configuration, il s'agirait plutôt de rassembler plusieurs propriétaires et une grande entreprise de bâtiment pour profiter pleinement des possibilités d'exploitation plus intenses offertes par les grands terrains. Selon Karayalçın (2010), la valeur de la propriété et les perspectives et la possibilité d'y réaliser une plus-value peuvent être manipulées par l'autorité politique en imposant ou en levant les restrictions sur l'utilisation du terrain. Ainsi, comme nous le voyons dans l'exemple de Şahintepe, la perspective de gain sur les opérations de construction n'est pas uniquement dépendante de la propriété foncière. Les autorités

locales ou centrales peuvent l'accorder, la refuser, ou la rediriger, simplement en manipulant le régime de réglementation.

2.2.2 La planification vue par les habitants

Dans nos entretiens et discussions informelles, aussi bien avec les habitants qu'avec les éminences du quartier, une observation est incontournable : la règlementation n'est pas compréhensible pour les habitants. L'annonce du plan donne surtout lieu à la confusion. Le président de l'association de jeunes du quartier Her Renk se souvient : « *personne ne comprend rien aux plans. C'est vrai, le plan a été affiché à la porte du Bureau du Muhtar. Tout le monde l'a regardé. Ils ont vu le plan de développement et se disent qu'ils peuvent construire maintenant. »... Le maire a expliqué le plan. Mais, personne ne comprenait. Cinq minutes après le discours du maire, tout le monde revenait à penser à tout ce qu'il pensait avant* ».[101]

Nous retrouvons ici un élément soulevé par Robert Darnton (1985: 3,4), qui nous fait remarquer que « l'homme de la rue » met en place une stratégie qui peut faire preuve d'une grande intelligence, mais qui s'exprime à travers des images d'objets concrets ou d'autres éléments proposés par sa culture plutôt que par des abstractions. Ainsi, les abstractions du plan avec toutes ses formules et schémas, si elles sont à la portée de certaines personnes directement intéressées – agents immobiliers ou entrepreneurs – ne sont pas compréhensibles pour beaucoup habitants n'ayant pas de position politique ou de situation professionnelle « suffisante » pour leur assurer cette compréhension. Les hommes politiques que nous avons rencontrés nous ont évoqué ce même état de fait. Les habitants, selon eux, posent toujours les mêmes questions très concrètes : combien d'étages ? Combien d'appartements ? Comme nous le verrons plus en détails au chapitre 4, le principal parti d'opposition, le CHP, tente de créer l'opposition en distribuant des brochures contre le plan. Un document officiel expliquant la mise en œuvre du plan est affiché deux fois dans le bureau du *Muhtar*. Au cours de la première période d'affichage s'étendant du 03.10 2011 au 03.11.2011, le nombre d'objections, selon nos interlocuteurs à la municipalité, s'élève à 666, tandis qu'au cours de la deuxième période du 24.02.2012 au 25.03.2012, il est de 245.[102] Parmi les raisons mises en

[101] Entretiens, Erdal Serindere, président de l'association de jeunes de Her Renk, Şahintepe, 4.03.2014.
[102] Municipalité de Başakşehir: Département de la Construction et de l'Urbanisme, 13.03.2014.

avant dans les pétitions que nous avons pu recueillir, dont toutes concernent la première période d'affichage, se trouvent plusieurs éléments récurrents[103] :

- Des incompatibilités (non précisées) sont évoquées entre le plan du quartier et le plan directeur à l'échelle de 1/5000[104].
- Les grands ensembles sont vus comme étant incompatibles avec le mode de vie des habitants.
- Trop d'espace est laissé aux écoles, par rapport aux vrais besoins du quartier.
- Aucun espace n'a été réservé pour la construction de nouveaux lieux de cultes alévis, les *cemevi*, contrairement aux mosquées sunnites.
- L'avis des entreprises ou autres organismes concernés par les nouvelles constructions sur le terrain public (autorités religieuses dans le cas des mosquées) devrait apparaître sur les plans, mais en fait ne s'y trouvent pas.
- Le plan ne tient pas compte d'un rapport d'expertise qui recommandait d'éloigner d'un terrain de sport l'emplacement d'une ligne électrique à haute tension.

Il ne faudrait néanmoins pas voir dans cette réaction un simple rejet de tout changement. Les sentiments exprimés par les habitants que nous avons rencontrés témoignent d'une évolution importante dans leur point de vue par rapport à ce que nous avions observé cinq ans auparavant. A la place d'un réflexe de défense de l'existant et de confrontation, le discours de 2014 s'inscrit de plus en plus dans une politique de compensation (Roy, 2009). Par contraste avec une logique qui prend comme point de départ des droits abstraits et absolus menant logiquement à la confrontation en leur défense, la politique de compensation serait basée sur un calcul de valeurs et d'intérêts relatifs, invitant à la négociation et au marchandage. Roy (2009) insiste sur le fait que ce second point de vue ne doit pas être assimilé à une situation dans laquelle les citoyens auraient abandonné la lutte contre la domination, mais peut être vu comme une politique d'inclusion produisant une subjectivité différente et parfois mieux adaptée à leurs besoins réels. Dans cette politique, nous pouvons voir en même temps un calcul stratégique et l'expression d'un point de vue moral. Ce nouveau point de vue n'est certes pas universel. Certains habitants cherchent avant tout à garder les maisons qu'ils ont construites eux-mêmes. Plus nombreux, par contre, sont ceux qui seraient prêts à s'adapter. Deux témoignages sont ici particulièrement parlants, le

[103] Nous avons eu en tout accès à 16 pétitions par l'intermédiaire de Deniz Bakir, avocat et fils d'un conseillé municipal. Père et fils sont membre du CHP.

[104] Cette objection a donné lieu à un procès, mais le tribunal compétant (9e Tribunal Administratif) n'a pas retenu cet argument. Par la décision 2013-520 le tribunal trouve que le plan est conforme à la loi et refuse son annulation.

premier d'ordre stratégique et le second plutôt moral. Önder Aras, président de l'association de Kars du village Hacıveli nous a expliqué pourquoi ce plan n'est pas applicable aux terrains en dessous de 600 m^2. Selon lui, il est évident que les terrains devront être réunis pour permettre des constructions plus grandes. *« Comment un entrepreneur peut-il exécuter lui-même la construction? Le propriétaire va-t-il s'installer dans cet immeuble à trois étages ou l'entrepreneur va-t-il faire valoir ses droits*[105]*? L'entrepreneur doit aussi tirer un bénéfice de l'opération. Sinon, pourquoi intervient-il à Şahintepe pour développer le quartier? »* Mustafa (propriétaire à Şahintepe) donne à ce même constat une dimension morale : « *J'ai un terrain de 200 m^2 dans la rue Aşkın Veysel. Le kurde dispose d'un bâtiment à trois étages à côté de mon terrain. Je n'ai aucun bâtiment construit sur mon terrain. Même si nous avons la même surface, comment puis-je demander la même quantité d'étages que lui ? »*[106] Les sentiments exprimés ici sont complexes ; nous laissons de côté la question des tensions ethniques, que nous reprendrons au chapitre 4. Ce que nous retenons ici, c'est ce que les deux hommes sont prêts à considérer comme normal. Pour Önder Aras, il est normal qu'un entrepreneur ne se déplace que s'il y trouve un intérêt économique ; pour Mustafa il est normal que son voisin reçoive une compensation pour son bâtiment, même si celui-ci a été construit sans permission officielle. Ces entretiens illustrent à quel point les habitants ne voient pas dans la construction informelle une injustice. Dans le contexte de la morale locale, ces constructions sont légitimes, car résultant d'actions prises en toute bonne foi, de l'achat des terrains à la rémunération des entrepreneurs. La construction des édifices crée de la valeur, et peut donc donner lieu à un profit et à une compensation. L'analyse de Kuyucu (2014) prend tout son sens. Selon lui, la création d'un régime formel dans les habitations informelles dépend des relations de pouvoir informel de propriété et de domination qui se sont développées sous le régime informel, désigné par Kuyucu comme « *régime flexible de propriété* ». Ce raisonnement correspond aux relations de propriété telles que nous les avons observées à Şahintepe ; nous avons vu au chapitre précédent que celles-ci sont complexes et flexibles, impliquant divers acteurs publics et privés et créant de nombreuses ambiguïtés à propos de l'occupation. Par contre, « *la certitude remplace l'ambigüité de la propriété en reproduisant les inégalités et asymétries préexistantes dans la distribution des ressources* » (Kuyucu, 2014 : 612).

[105] Entretien, Önder Aras, président de l'association de pays de la ville de Kars du village de Hacıveli, Altınşehir, 25.12.2013.
[106] Entretien, Mustafa, propriétaire de Şahintepe, Halkalı, 06.03.2013.

Le rôle des autorités municipales est ici de première importance. Contrairement au discours national refusant toute légitimité aux zones de *gecekondu*, elles font une évaluation de la valeur des terrains en incluant les édifices actuels construits sur des terrains qui, juridiquement, sont toujours considérés comme à usage agricole. Les dirigeants locaux n'acceptent pas le langage délégitimant les *gecekondu* ; ils évitent même l'emploi de ce mot. Bien au contraire, ils se sont adaptés aux exigences de la gestion bureaucratique en la réinterprétant selon leurs intérêts politiques locaux. Le maire, lors de la campagne électorale de 2014, reconnaît cette évolution dans ses idées. *« En 2009, je me suis promené ici en disant que j'allais démolir les constructions abusives faites pendant les élections, mais même celles-là je ne les ai pas démolies. Au contraire, j'essaie de voir comment je pourrais les sauver. Mais maintenant que je vous dis ça, ne pensez pas que vous pouvez sortir d'ici et vous remettre à construire. Cette fois je les détruirai vraiment.* »[107] Nous voyons bien dans ces paroles une distinction entre les constructions abusives réalisées en 2009 et les autres, plus récentes. Cela marque déjà une différence par rapport au discours émanant du niveau national qui traite les quartiers précaires, de manière générale, de « tumeurs » et de source d'insécurité. Le maire n'est pas le seul à tenir ce genre de propos. Selon Harun Karaca, député AKP pour la zone où se trouve le quartier, l'objectif principal du plan de développement est de transformer Şahintepe en quartier plus sûr, ce qui augmenterait la valeur du foncier (*212 Haber*, 2012)[108].

Parallèlement, ces discours contribuent au « travail de confusion », car ce que le maire ne dit pas, c'est que le quartier a été inclus dans un quartier dans la « zone de réserve » créée par la décision ministérielle de 2012 évoquée ci-dessus. Cette décision, que nous détaillerons ci-dessous, attribue aux autorités nationales – et non plus à la municipalité – le pouvoir de décider de ce qui sera ou non détruit. Le discours émanant des autorités municipales en 2014 occulte cette complication. Le plan de développement municipal se base sur l'occupation actuelle et l'attribution d'une valeur à chaque édifice, prenant en compte non seulement la superficie du terrain mais aussi la taille des bâtiments et la qualité des matériaux de construction. Cette décision pose une question d'ordre moral. Ainsi que nous l'avons vu dans l'entretien ci-dessus, les habitants qui n'ont pas bâti, c'est-à-dire qui ont obéi à la loi, se retrouvent finalement en position défavorisée par rapport à ceux qui ont construit un édifice illégal, malgré l'interdiction formelle. Une seconde source de

[107] Observation participante, petit-déjeuner de campagne électorale avec les associations de pays d'origine de la mer noire, Bilgievi, Şahintepe, 15.02.2014.
[108] "Başakşehir'de büyük dönüşüm başlıyor" *212haber*, 13.06.2012, http://www.212haber.com/basaksehirde-buyuk-donusum-basliyor-796h.htm, consulté le 13.07.2012

traitement inégal, selon les bruits qui circulent dans le quartier, est liée à la désignation de certaines parcelles pour la construction de nouveaux lieux publics, de mosquées ou d'écoles par exemple. Les habitants expropriés pour cette raison reçoivent en compensation des titres de propriété ailleurs dans le quartier. Selon l'ancien député maire chargé de la planification, Şenol Ercan, la municipalité cherche à cette fin une parcelle le plus près possible du terrain actuellement occupé[109] – ce qui est généralement contredit par les habitants qui se plaignent d'une perte de valeur de leur terrain, étant donné que ceux qui leur sont offerts sont situés dans des lieux plus éloignés, tandis que les terrains visés par les mairies, eux, se trouvaient sur les axes principaux. Ces propos nous fournissent des indices sur les critères de la morale locale à travers laquelle les habitants évaluent les transformations du quartier en fonction de catégories, valeurs, imaginaires (de la réussite sociale, de la bienséance, *etc*.) qui leur sont propres et qu'ils partagent au moins partiellement. Nous pouvons constater que ce n'est pas le principe de l'échange qui est vu ici comme problématique, mais la nature inéquitable de cet échange. Nous verrons à la fin de ce chapitre la version positive de ce même sentiment : quand les habitants réclament la « justice », il s'agira d'une justice définie par l'échange équitable.

Cependant, la plupart des habitants n'ont pas l'occasion d'intervenir sur la nature du plan ou de ses changements. La rédaction du plan est limitée à quelques participants actifs. Les réunions de décision ont lieu à huis clos, entre les autorités locales et certaines éminences du quartier. Les présidents des associations de pays sont particulièrement impliqués dans cette affaire. L'ancien président de l'association de la ville de Diyarbakır nous explique : « *Avant l'approbation du plan, nous avons eu deux réunions entre les présidents de l'Association de pays et avec les membres CHP du conseil général. Après ces réunions, nous sommes allés voir une entreprise d'ingénierie recommandée par des membres du CHP. L'entreprise nous a dit que ce plan de développement était le meilleur. Après, il y a eu une réunion au Cemevi avec les autorités municipales. Le maire nous a demandé, ainsi qu'aux membres du CHP, si nous avions une meilleure suggestion. Personne n'a donné d'autres suggestions. Tout le monde a accepté ; après la réunion, nous avons même mangé ensemble. »*[110]

[109] Entretien, Şenol Ercan, ancien député maire de Başakşehir responsable du plan (pour la période 2009-2012), Halkalı, 5.02.2014.
[110] Entretien, Seyithan Kırmızı, ancien président de l'association de pays de la ville de Diyarbakır (pour la période 2009-2013), Şahintepe, 20 mars, 2014.

Même parmi les participants à ces discussions, des différences d'intérêts sont parfois évidentes. Une réunion du 7 février 2011 au *bilgi evi,* la maison de l'information, nous en fournit un exemple car à cette occasion, Ali Bakır, ancien *Muhtar* du quartier et conseillé municipal CHP[111], fait savoir son refus de la désignation de sa propriété comme emplacement pour une d'école publique. Il intente sur ce point un procès qu'il gagne. Pour les habitants qui nous ont parlé de cette réunion, l'important est moins l'affaire traitée que la manière dont elle est conduite, en fait à huis clos. Il se trouve que nous avons vu avant cette réunion un des hommes qui doit y participer : le président de l'association de pays de Diyarbakır. Notre conversation se déroule dans son commerce, qui lui sert également de bureau. Quant il évoque la réunion qui se tient ce même jour, un homme qui nous écoute me confie *« ils travaillent comme le conseil du Muhtar. Ils organisent les réunions sans nous le dire ! De quoi vont-ils encore parler là-bas? »*[112] Le président attend que l'homme soit reparti avant de répondre. Son explication accepte sans problèmes l'inégalité constatée ci-dessus, et nous en dit beaucoup sur les relations de pouvoir entres les « éminences » et les simples habitants : *« La loi n'est pas égale pour tous. La communauté n'est pas encore capable de comprendre le processus. Le temps n'est pas encore venu de leur parler ».*[113]

2.2.3 De la « zone de développement de réserve » aux « projets géants »

Aux incertitudes liées au plan municipal de 2011, se sont rajoutées l'année suivante celles résultantes d'une série d'actions, elles-mêmes contradictoires, prises au niveau national. D'une logique locale de planification, la situation est passée à une logique de développement économique national, ou plus exactement à deux logiques nationales opposées. La première de ces logiques semble marquer l'arrêt de toute transformation, du moins à court terme. Le ministère de l'Environnement et de l'Urbanisme inclut Şahintepe dans la « zone de développement de réserve », zone dont l'existence est annoncée le 12 décembre 2012 avec la loi de la « transformation des zones à risques en cas de catastrophes ». Comme indiqué plus haut, cette loi désigne certains secteurs comme « zones de développement de réserve », où des bâtiments résidentiels neufs seront construits dans le but de reloger les habitants des « zones à risques ». Une première conséquence de cette désignation est que le plan de développement émis par la municipalité est suspendu par la

[111] Il sera de nouveau candidat à l'élection de *Muhtarlık* en 2014.
[112] Observation participante, discours homme d'affaires du quartier, Şahintepe, 07.02.2013.
[113] Entretien, Seyithan Kırmızı, ancien président de l'association de pays la ville de Diyarbakır (pour la période 2009-2013), Şahintepe, 07.02.2013.

notification du ministère de l'Environnement et de l'Urbanisme le 19 février 2013[114]. Le document envoyé par ce Ministère interdit en effet de faire de nouveaux plans de parcellisations à diverses échelles sur la base de la loi 6306 article 4, intitulée « limitation de disposition » *(tasarrufların kısıtlanması),* qui donne au ministère (ou TOKİ s'il est mandaté) le pouvoir d'arrêter toutes sortes d'opération de construction et de planification. Le 2 août de cette même année, une communication du ministère à la municipalité précise que la suspension du plan ne rend pas celui-ci caduque ; la municipalité peut continuer d'élaborer son plan mais par contre ne peut pas l'appliquer sur le terrain[115]. Dans ce contexte de transformation, les formes et la nature de l'action publique sont profondément modifiées. Par cette désignation, en effet, la question de la planification à Şahintepe sort du cadre local. Nous sommes faces à de multiples acteurs, chacun avec ses propres projets, bien que restant globalement dans une logique néolibérale.

L'intervention des niveaux supérieurs, en effet, ne s'arrête pas avec l'inclusion de Şahintepe dans la zone de réserve ; l'avenir du quartier va être réinterprété en relation avec de plus vastes finalités politiques en vue de l'expansion de l'économie turque. La logique de cette seconde intervention, contrairement à la première, est d'encourager le développement et la transformation. Il s'agit du projet géant « Canal Istanbul », nouvelle route maritime qui prendrait la forme d'un canal d'une longueur comprise entre 45 et 50 kilomètres, de 25 mètres de profondeur et de 150 mètres de large. Le « Canal Istanbul » relierait la mer Noire à la mer de Marmara. Ce projet est annoncé par le Premier Ministre dans son discours du 27 avril 2011 ; l'achèvement des travaux est annoncé pour 2023, date du centième anniversaire de la fondation de la république turque. L'idée de court-circuiter le Bosphore grâce à un canal artificiel était déjà envisagée par le sultan Soliman le Magnifique, au XVIe siècle, puis par Bülent Ecevit, premier ministre dans les années 1990. Ce *« second Bosphore »* permettrait de détourner une partie des navires qui traversent chaque jour l'étroit chenal naturel qui serpente au cœur d'Istanbul. Le nouveau canal pourrait voir transiter 160 navires par jour, y compris les plus gros gabarits. La géographie serait ainsi redessinée avec des milliers de logements et de bureaux. Selon diverses informations parues dans la presse de 2013, le canal pourrait être percé à hauteur d'Arnavutköy, à la lisière de Şahintepe[116]. Bien qu'aucun travail n'ait encore débuté, cette annonce a fait grimper les prix du foncier dans le quartier.

[114] Notification 19.02.2013 numero: 90869616-2607.
[115] Notification 2.08.2013 numero: 48201018-30512133.
[116] "Kanal Istanbul'a İlk Adım" *Sabah*, 13.04.2013, http://www.sabah.com.tr/yasam/2013/04/13/kanal-istanbula-ilk-adim, consulté le 03.01.2014

ENCADRÉ 1 : PRÉSENTATION DU KANAL ISTANBUL

Le film de présentation du Kanal Istanbul a été produit après les élections de 2014, et n'a ainsi pas d'influence directe sur notre terrain. Il est néanmoins intéressant comme exemple de la représentation faite par le gouvernement de ce projet. Ici nous découvrons qu'une nouvelle ville a été construite autour de la zone. On y trouve des édifices représentant les caractéristiques architecturales allemandes, américaines, chinoises, japonaises, françaises, brésiliennes, iraniennes, espagnoles, indiennes, thaïs et italiennes, censées accueillir des restaurants et sièges administratifs d'entreprises venant des pays en question. Des bazars ottomans sont présents dans cet espace ainsi que des mosquées dans chaque quartier, et une mosquée centrale ou *kulliye* au milieu de la rive orientale du Kanal. Les architectures modernes et traditionnelles sont juxtaposées : des bâtiments de quatorze étages, des petits immeubles de deux étages et des villas sont situées à proximité des transports, avec une autoroute de 8 voies et 10 ponts liant le deux rives du canal. Par le biais de constructions comme les reproductions des palais d'Istanbul, des maisons au bord de l'eau *etc*., le canal serra ouvert au tourisme.

- Ce filme est disponible sur YouTube
  <https ://www.youtube.com/143atch ?v=1ER2g2Ubd0Y>



Ces nouveaux projets ne réduisent pas l'incertitude quant à l'avenir du quartier, bien au contraire. Il ressort de la loi n° 6306 que les habitants de la zone à risques pourraient être déplacés sur la zone de réserve. Dans ce contexte, la zone de réserve devrait être planifiée comme zone pour la classe défavorisée. Mais il semble possible que ladite zone puisse également y être planifiée comme résidence pour les classes moyennes et supérieures, afin d'attirer des investisseurs et entreprises du secteur privé pour la construction de l'aéroport et sa gestion. En effet, le troisième aéroport et le canal Istanbul doivent être financés selon le model de BOT (Build - Operate - Transfer/ Construction, Exploitation et Transfer) par des

entreprises du secteur privé (Le Monde, 2011)[117]. Ce modèle veut qu'une entité privée reçoive une concession de la part du gouvernement du pays hôte afin de financer, construire et exploiter le projet pendant une certaine période. A la fin de la période de concession, le concessionnaire rétrocède le projet au gouvernement hôte, sans frais ou avec une rémunération limitée (Ho 2001:1).

Dans ce contexte, il est possible que cette zone soit redéveloppée plutôt en résidences pour les classes supérieures, avec l'objectif de rendre la zone attractive pour les investisseurs et de créer des projets à plus haute valeur ajoutée. La presse nationale en 2015 évoque l'éventuelle construction dans la zone de 300.000 nouveaux édifices.[118] Les conséquences pour le quartier de cette logique de transformation à grande échelle n'ont pas échappé à certains acteurs locaux. Lors de nos entretiens avec Mehmet Şahin l'ancien député maire chargé de l'aide sociale, ce dernier nous montre une version possible de ce que pourrait, selon lui, devenir le quartier.[119] Il envisage chaque îlot comme un ensemble de 96 appartements, répartis en huit immeubles de six étages et comprenant des parkings automobiles et des courts de tennis, tout cela dans le but d'attirer des investisseurs. Nous voyons ainsi que la loi ne précise pas clairement la finalité des changements, encore moins leur mise en œuvre. Il pourrait y avoir plusieurs projets différents susceptibles d'influencer l'avenir du quartier. Dans cette situation incertaine, il n'y a pas encore de permission de construction. Selon un entretien[120] en 2013 avec un fonctionnaire du ministère de l'Environnement et de l'Urbanisme, le Ministère aurait signé un protocole avec la municipalité d'arrondissement de Başakşehir et TOKI sur le développement de la zone à la construction de réserve. Néanmoins, aucun projet n'a été rendu public. L'élaboration d'un « plan master » pour toute la zone de réserve – évoqué dans la notification envoyée par le ministaire à la municipalté de 2 aout 2013 – était en cours lors de la campagne électorale de 2014. Les habitants se retrouvaient ainsi dans une situation d'incertitude au sens que nous avons évoqué dans l'introduction de cette thèse : « *une situation dans laquelle la probabilité d'événements est inconnue, ou même impossible à connaître* » (Heimer 1988) Ce qui semble certain est que les rêgles du jeu dans le champ urbain ont changées ; les solutions habituelles qui passaient

[117] "La Turquie lance le projet géant "canal Istanbul"" *le Monde,* 29.04.2011, http://www.lemonde.fr/planete/article/2011/04/29/la-turquie-lance-le-projet-geant-canal-istanbul_1514582_3244.html, consulté le 13.05.2013

[118] "Erdoğan hızlandırın dedi Kanal İstanbul'un ayrıntıları netleşti."*Hürriyet,* 25.02.2015 http://www.hurriyet.com.tr/ekonomi/28278580.asp, consulté le 15.05.2015

[119] Entretien, Mehmet Şahin, ancien député maire chargé de l'aide sociale (pour la période 2009-2012), Bakırköy, 21.01.2014.

[120] Entretien dont nous préservons l'anonymat, fonctionnaire, ministère de l'Environnement et de l'Urbanisme, Istanbul, 20.08.2013.

par les arrangements ponctuels, la tolérance de l'informel et l'enrichissement à travers le développement par parcelle n'ont plus cours. Les nouvelles rêgles, par contre, restent floue et, en grande partie inconnue.

2.2.4 L'incertitude accrue par la distribution des titres

Bien que le plan de développement soit suspendu, les titres de propriété sont distribués en fonction de ce dernier. Cette étape marque un tournant important qui va bien au-delà de la simple formalisation de l'existant et redéfinit le sens même de propriété. En effet, selon Krueckeberg (1995 : 305), « *la propriété doit être conçue non seulement comme une relation dyadique entre une personne et un bien, mais avant tout comme un ensemble de relations humaines définissant les droits des uns par rapport aux autres, entre le propriétaire d'un bien et les prétentions de l'autre sur ce même bien* ». Ce que nous voyons en œuvre avec la distribution des titres est une série de changements portés à ces relations, dont le point de départ reste néanmoins l'occupation de fait du terrain résultant du régime informel précédant (Kuyucu, 2014).

Les titres de propriété sont immatriculés le 21.02.2013 et distribués le 15 avril de la même année par la participation du Ministre de l'environnement et de l'urbanisme en personne – le même qui a suspendu le projet de développement. Cette présence est elle-même profondément ambiguë. Le ministre désire de manière évidente accorder une légitimité à cette action en marquant symboliquement son accord avec le plan de cadastre municipal et la décision de procéder en distribuant des titres. La distribution est faite selon des lois datant des années 1980,[121] qui permettent la régularisation a posteriori de la construction informelle et l'inscription des parcelles au cadastre – les mêmes qui forment la base juridique du plan de 2010 (Milliyet Emlak 2013)[122] – malgré le fait que ces textes soient en principe suspendus par celui établissant la zone de réserve, pour laquelle la présence du ministre n'a rien changé. Pour reprendre l'analyse de Auyero et Swistun (2008 : 373), nous sommes dans un registre « *d'interventions matérielles et symboliques simultanées et contradictoires, qui façonnent la perception des gens sur leur environnement* ».

[121] L'article 18 de la loi de construction numéro 3194 de 1985 prévoit la régularisation de la construction, mais garde en place la structure de la propriété. L'article supplémentaire 1 de la loi numéro : 2981/3290 de 1986 permet en plus aux municipalités de procéder à l'individualisation des titres de propriété et à l'enregistrement de parcelles personnelles au cadastre (Ergen, 2013 : 162).

[122] Les titres sont distribués selon l'article 18 de la loi de construction, numéro 3194 de 1985, qui prévoient la régularisation de la construction et la « mise en œuvre des règlements » (*Uygulama Yönetmeliği*) de l'article supplémentaire 1 de la loi numéro : 2981/3290 de 1986.

La mairie pose une réserve foncière de 42% pour chaque parcelle de terrain pour usage public. De cette superficie, 39,6% (*Düzenleme Ortaklık Payı*) « portion de partenariat pour l'aménagement » sont destinés à la construction de la voierie, des parcs et d'édifices nécessaires tels qu'écoles et lieux de cultes. A ce chiffre, la municipalité rajoute 2,4% (*Kamu Ortaklık Payı*) « portion de partenariat public » correspondant à des édifices supplémentaires désirables, tel que crèches ou cliniques. Ce principe, nous l'avons vu ci-dessus, a été longuement négocié par les autorités municipales avec les présidents d'associations en 2011, même si ce pourcentage a quelque peu augmenté en 2013. Selon Şenol Ercan[123], l'équipe municipale a parcouru les titres un à un ; la surface totale des titres est mise en rapport avec la surface du terrain. Selon lui, il y a 3,6 hectares d'écart entre les surfaces de titres et la surface actuelle. « *Il y a un titre, mais il n'y a pas de retour sur le terrain réel* »[124]. Cela signifie que le problème n'est pas seulement dû à la revente abusive de terrain tel qu'évoqué au chapitre précédent, mais aussi à des erreurs techniques telles l'oubli d'effacer ou de mettre un zéro de plus dans les registres du cadastre établis par l'ancienne municipalité lors des ventes initiales. Pour résoudre ce problème, selon Mehmet Şahin, la réserve foncière initialement prévue pour 38% de la superficie du quartier a été augmentée à 42%[125]. Ces négociations se tiennent en privé. La plupart des habitants prennent ainsi connaissance pour la première fois lors de la distribution des titres que leurs terrains seront coupés en deux, une partie réservée à la mairie et une partie libre à la construction. Dans ce contexte, les titres de propriété sont distribués aux habitants de Şahintepe et correspondent à 58% de la superficie qu'ils croyaient occuper précédemment. Cette partie serait éventuellement constructible si le moratorium lié à la zone de réserve était un jour levé[126]. L'amputation de 42% n'est pas compensée par une autorisation immédiate de reprendre les constructions individuelles.

Un problème supplémentaire pour les habitants est que la propriété tel qu'elle est définie par les nouveaux titres n'est toujours pas individuelle ; les habitants reçoivent des parts en indivis d'îlots. Ceux-ci sont plus petits que les cinq parcelles à l'origine du quartier, mais regroupent néanmoins plusieurs dizaines de propriétaires. Au dos des nouveaux titres de propriété est inscrite la liste de tous les copropriétaires de l'îlot en question, c'est-à-dire entre 20 et 30 personnes, sans préciser les modalités de partage de l'îlot entre eux. Ces titres, il est

[123] Entretien, Şenol Ercan, ancien député maire de Başakşehir responsable du plan (pour la période 2009-2012), Halkalı, 5.02.2014.
[124] *Ibid.*
[125] Entretien, Mehmet Şahin, ancien maire-adjoint (pour la période 2009-2012), candidat à la canditure de la municipilité de Başakşehir, Bakırköy, 14.02.2014.
[126] Municipalité de Başakşehir: Département de la Construction et de l'Urbanisme, 13.03.2014.

vrai, sont d'un point de vue juridique nettement différents de ceux que détenaient jusqu'alors certains habitants. Là où les anciens limitaient formellement le terrain à usage agricole, les nouveaux rendent en principe les terrains constructibles dans l'avenir proche (Ergen, 2013 : 229).

Que ce soit l'amputation des terrains et la mise en place de titres collectifs, l'une comme l'autre de ces décisions peuvent se justifier pour des raisons de rationalité technique. Nous sommes ici dans la logique évoquée par Briquet (1997 : 87) qui note que « *l'action publique a pour but d'établir la conformité entre la réalité locale et une norme méthodiquement définie à partir de critères socio-économiques. La réalisation de ces objectifs est à la charge des administrations bureaucratisées qui s'appuient pour ce faire sur la détention d'un savoir rationalisé et la mobilisation de savoir-faire technique* ». Dans notre cas, la norme en question est le produit des innovations règlementaires analysées dans ce chapitre, qui visent collectivement la transformation à terme de zones d'habitations informelles en quartiers urbains formels. De ces normes générales découlent les plans successifs produits pour le quartier. L'appréciation de ces mesures par les habitants, par contre, sera beaucoup plus politique que technique, et il nous reste à comprendre, pour reprendre la formule de Tilly (1999), l'intersection entre un plan abstrait promu par le centre et la vie sociale à petite échelle. Comme nous le verrons quand nous nous intéresserons au détail des campagnes électorales aux chapitres 4 (pour le CHP) et 5, 6, 7 (pour l'AKP), la question des titres et de leur interprétation a été à l'origine de questions et de controverses tout au long de cette période.

2.3 Dans le quartier : Entre crainte de démolition et espoir de transformation

La rationalité technique n'est pas la seule imaginable. La décision des autorités municipales de procéder à une distribution de titres de propriété s'est avérée politiquement risquée. Là où les divers plans et lois de zonage municipaux et métropolitains sont souvent difficiles à comprendre (nous reviendrons sur ce point au chapitre suivant), cette distribution est concrète et ses effets facilement compréhensibles. Des recherches antérieures (Karpat, 1975 : 116, Güneş-Ayata 1992) nous indiquent que depuis longtemps, la distribution des titres dans un milieu urbain précaire peut être à l'origine d'une mobilisation électorale. Il est aussi envisageable que des distributions de ce genre soient à l'origine d'actions collectives, telles que les manifestations, allant même jusqu'à la violence. La forme prise par les réactions

dépendra des circonstances locales ; c'est vers celles-ci que nous devons maintenant nous tourner.

2.3.1 Critiques et méfiances exprimées par les habitants

A Şahintepe, en 2014, la campagne électorale du CHP cherche à répandre l'idée que les nouveaux titres sont « faux ». Nous pouvons observer que ce discours est bien repris par de nombreux habitants dans les semaines qui précèdent les élections. Certains habitants se disent convaincus que les titres ne peuvent être valables, le nom du propriétaire ne figurant pas à la première page. On colporte également l'idée que certains présidents d'associations de pays auraient reçu des titres d'apparence plus officielle, avec des sceaux et des rubans. Voici ce que raconte le président de l'association de pays de la ville d'Ordu : « *Ce n'était pas pour tout le monde. Quelques-uns ont eu des titres. Ils sont allés à la municipalité et ont payé pour les avoir* »[127]. Ainsi, à Şahintepe, les acteurs proches de l'opposition visent à réduire l'influence de la municipalité en délégitimant les pratiques de formalisation de la propriété foncière. Comme nous le verrons aux chapitres 4, 6, ce discours est repris par les habitants et revient constamment dans les réunions électorales.

Plusieurs éléments supplémentaires liés au plan de développement donnent aussi lieu à de vives critiques parmi les habitants. Tout d'abord, la municipalité, en prélevant 42% de la superficie du quartier, devra démolir certaines maisons pour pouvoir élargir les rues, créer des espaces verts, construire une nouvelle école et installer des équipements culturels. Seuls quelques 1534 propriétaires seraient concernés si l'on s'en tient aux dires du maire[128] lors d'une réunion électorale. Selon le plan de 2011, en effet, ceux dont les logements sont démolis doivent être relogés dans des immeubles nouvellement construits par la municipalité de Başakşehir. Les dirigeants municipaux estiment que tout cela rendra le quartier plus attractif, et augmentera la valeur de toutes les propriétés. Ces assurances officielles sont loin d'être universellement convaincantes ; le parti de l'opposition et les éminences qui en sont proches font remarquer à chaque occasion que ce plan reste formellement suspendu suite à l'annonce de la zone de réserve.

La seconde question plus immédiate est le fait que les habitants se rendent compte que la municipalité est inscrite dans les nouveaux titres comme copropriétaire de chaque îlot.

[127] Entretien, Yücel Yıldırım, président de l'association de pays de la ville d'Ordu, Ikitelli, 29.12.2013.
[128] Observation participante, Şahintepe, Bilgievi, 15.02.2014.

Önder Aras, président de l'association de pays de la ville de Kars du village Hacıveli, nous fait remarquer le point suivant : « *Le plan qui désigne les parcelles de chacun n'a pas été soumis à tout le monde dans le contexte du plan de zonage. Avant, toutes les parcelles certifiées par le notaire figuraient sur le plan, mais les autres n'y étaient pas. Maintenant, elles y sont toutes, mais sont plus petites qu'avant, car la municipalité a pris une portion de chacune.*[129] » Le *Muhtar* du quartier explique qu'avant même la publication formelle du plan, et selon l'ancien système, la municipalité a racheté des parts de terrains correspondant à quelque 130 hectares qui seront ensuite distribués pour faire de la mairie un « actionnaire » de chacun des îlots : « *Selon le plan de développement à l'échelle de 1/1000, la municipalité est notre partenaire. Pourquoi? Afin de résoudre d'éventuels problèmes ? Si un consensus n'est pas atteint parmi les partenaires des îlots, la mairie interviendra. Ici, il y a une angoisse. Notre concitoyen nous demande : « j'ai 100 m^2, pourrais- je faire la construction moi-même ? Non, tu ne peux pas ! ». S'ils s'unissent sur une superficie de terre de 1000 m^2, ils peuvent faire la construction ou mandater un entrepreneur. A mon sens, aucun citoyen (les habitants de Şahintepe) ne peut construire un édifice dans la mesure de ses possibilités. C'est fini. Ainsi, engager un entrepreneur est plus rentable et avantageux. Pour les élections de 2014, ça peut inquiéter les habitants. S'ils ne peuvent pas s'unir afin de bâtir sur une superficie de 1000 m^2, la municipalité intervient. C'est-à-dire que tous les propriétaires d'un îlot doivent s'unir pour avoir le droit de reconstruire un seul immeuble plus grand à la place de maisons individuelles. Si même un des propriétaires refuse de participer, la municipalité peut prendre le contrôle du projet. La personne qui ne veut pas participer sera évincée par la municipalité* ».[130]

Nous retrouvons ici la notion relationnelle de la propriété évoquée par Krueckeberg (1995). La distribution encadrée des titres crée en effet une nouvelle dynamique de relations dans laquelle la municipalité s'impose en tant que participante et régulatrice du développement foncier qu'elle a elle-même régularisé. De cette façon, elle met en place tout un vaste ensemble de relations humaines. Au niveau politique, la logique du « *roll-out* » néolibéral, le renforcement du rôle réglementaire de l'Etat dans le contexte d'une économie de marché (Peck et Tickel, 2002), est ainsi appliquée au niveau du quartier comme elle l'a été au niveau métropolitain avec la zone de réserve et les grands projets d'aménagements. Pour nous, néanmoins, la question centrale demeure l'articulation de ces politiques avec le comportement et les mentalités au niveau local, que l'échelon soit municipal ou métropolitain.

[129] Entretien, Önder Aras, président de l'association de pays de la ville de Kars du village Hacıveli, Altınşehir, 2.11.2013.
[130] Entretien, *Muhtar*, Şahintepe ,office de la campagne électorale, Şahintepe, 30.12.2013.

Un nombre important d'habitants va au bout de la logique de refus et rejettent les nouveaux titres. Selon les chiffres de la municipalité, moins de la moitié des résidents éligibles (3227 sur 7936) ont officiellement prit possession des nouveaux titres[131] en mars 2014. Il est évident que si une telle proportion de résidents avait voté pour les partis d'opposition, l'élection aurait était catastrophique pour le parti au pouvoir.

2.3.2 Résultats du scrutin de 2014

La conjoncture nationale au printemps 2014 ne semble pas particulièrement favorable à l'AKP. L'année précédant les élections locales de 2014, en effet, deux événements au niveau national menacent la prédominance de l'AKP : les manifestations de Gezi Park et des accusations de corruption. Les manifestations de Gezi Park au mois de mai et juin 2014 débutent suite à un projet de développement commercial qui prévoit l'abattage des arbres du parc. Par la suite, les manifestations s'étendent à d'autres grandes villes de Turquie. La défense d'un lieu symbolique permet de fédérer des oppositions multiples. Selon Çarkoğlu, l'AKP comprend la menace de ces manifestations et y répond de manière agressive. Cela mène, comme l'on pouvait s'y attendre, à une polarisation de l'électorat. La résistance est dénoncée comme un complot mené par l'Occident contre la Turquie par un « cercle de trahison » (2014 p : 170). Le but du premier ministre est de diluer le mouvement contestataire et de l'éloigner de tout rapprochement avec les milieux conservateurs. Il souhaite donner ainsi l'image d'un conflit polarisé entre la base conservatrice de l'AKP et un vaste mouvement où se confondait le centre-gauche libéral d'une part et toutes les extrêmes gauches (mis à part la mouvance kurde) de l'autre.

Les scandales liés aux accusations de corruption, quant à eux, visent directement le gouvernement. Une première accusation, en décembre 2013, prend comme cible quatre ministres, leurs familles et les hommes d'affaires de leurs entourages. Suite à cette première affaire, un enregistrement téléphonique, rendu public le 24 février 2014, concerne une prétendue conversation entre le premier ministre et son fils Bilal. Recep Tayyip Erdoğan y recommanderait la dispersion d'énormes quantités d'argent liquide en des lieux très divers. Ces accusations viennent pour la plupart du mouvement Gülen, confrérie religieuse, longtemps comptée comme une proche alliée du gouvernement. Alors que l'opposition

[131] Direction du zonage et de la planification, municipalité de Başakşehir, 13.03.2014. Ce refus, il est important de le préciser, ne change rien à la mise en place du plan de zonage. Le nouveau régime de propriété rentre en vigueur, que les propriétaires aient pris possession ou non de leurs documents.

demandait sa démission, le premier ministre a réagi en dénonçant un faux découlant du complot dont il accuse le mouvement Gülen. Selon Çarkoğlu (2014 : 171), « *le mouvement Gülen est représenté non pas comme l'élément à part entière de la coalition conservatrice qu'il était une fois, mais plutôt en le traitant d'"Etat parallèle" en coalition avec l'Occident. Plutôt que d'attaquer de fait sa propre base de soutien en ciblant le mouvement Gülen, l'AKP a pu frapper et faire taire le mouvement en le peignant comme un réseau sans affinités idéologiques avec la coalition conservatrice de l'AKP. Les résultats des élections indiquent que cette stratégie de polarisation a été largement récompensée de succès, empêchant l'érosion du soutien électoral pour le gouvernement de l'AKP* ».

Sur notre terrain, nous avons constaté que ces accusations ne réduisent pas le soutien du gouvernement dans le milieu populaire pieux. Nous verrons en détail au chapitre 6 comment les militants de l'AKP œuvrent dans le quartier pour transformer ces problèmes potentiels en avantages électoraux, en invoquant le danger de « l'extrême gauche » nationale et d'un complot international contre la Turquie. Pour l'instant, il suffit de noter que ces évènements ont coincidés à Şahintepe avec une nette augmantation de la participation électorale et une victoire électorale de l'AKP.

TABLEAU 2-D

Résultats à Şahintepe des élections à la mairie d'arrondissement de Başakşehir 2009 et 2014

	2009		2014		EVOLUTION 2009-2014
Electeurs inscrits	20154		22983		⇧ 14%
Votant	15893		22983		⇧ 29%
Voix exprimées	15016		19148		⇧ 28%
Taux de participation	79%		89%		
	Votes totales	Pourcentage	Votes totales	Pourcentage	
AKP	4126	27%	8314	43%	⇧ 102%
CHP	5154	34%	6602	34%	⇧ 28%
Partis Pro-Kurdes (DTP-HDP)	2216	15%	2752	14%	⇧ 24%
Parti d'action nationaliste (MHP)	1263	8%	897	5%	⇩ -29%
Parti de la Félicité (SP)	1788	12%	308	2%	⇩ -83%
Autre	469	3%	275	1%	⇩ -41%

SOURCE: Commission électorale suprême ; « Système de Partage des Résultats des Urnes » <https://sonuc.ysk.gov.tr/module/GirisEkrani.jsf> consulté le 10 janvier 2015.

Contrairement au cas de 2009, l'AKP sort largement vainqueur du scrutin municipal de 2014 à l'échelle du quartier de Şahintepe. Les composantes de cette victoire nous offrent un point de départ pour l'analyse suivante. En effet, les principaux partis de l'opposition – le CHP (34% des votes valides aux deux élections) et les partis pro-kurdes (15% des votes valides en 2014 contre 14% en 2009) – se maintiennent à peu près aux mêmes niveaux qu'au scrutin précédent. Les données réunies au tableau 2-D indiquent que l'évolution de leurs votes suit presque exactement la tendance démographique du quartier. L'AKP, par contre, profite de l'augmentation du taux de participation (89% contre 79% cinq ans plus tôt) et surtout de l'effondrement des partis secondaires de la droite nationaliste et religieuse, le MHP et le SP. Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour expliquer cet augmentation du taux de participation. Parmi celles qui seront analysées dans les chapitres suivants, se trouve le

travail de mobilisation réalisé par l'organisation locale de l'AKP et l'enjeu représenté par les plans de développements. A ceux–ci, pourrait s'ajouter l'effet démobilisant pour certains partisans de l'AKP des menaces de démolition en 2009 et l'effet mobilisateur des événements de Gézi Park en 2014.

De cette façon, l'AKP double son volume de voix et passe de 27% des votes valides en 2009 à 43% en 2014. L'augmentation du taux de participation et l'avantage qu'en tire l'AKP laissent penser que le parti a réussi à mobiliser des résidents qui, à une autre époque, auraient été abstentionnistes. Peu d'électeurs, semble-t-il, franchissent les deux frontières électorales principales, à savoir le clivage idéologique entre droite et gauche et le clivage identitaire qui sépare les électeurs des partis pro-kurdes de tous les autres. Cette dynamique confirme l'observation de Kalaycıoğlu (2010 : 30-31), selon laquelle les électeurs turcs ont tendance à limiter leur choix partisans à un ensemble idéologique donné. A l'intérieur de l'électorat conservateur, la position de l'AKP devient dominante en 2014. Pour Kalaycıoğlu (2010), ceci doit s'expliquer par le calcul coût-bénéfice de la part des électeurs, mais sur ce point, nous devons constater que cette conclusion ne fait qu'ouvrir de nouvelles questions. Il s'agit ici de la définition même des coûts et des avantages, qui est en effet en cause tout au long de la campagne électorale, voire les années précédentes. Ce même auteur, nous l'avons vu au chapitre précédent, note que le mouvement électoral se fait surtout entre les partis situés à la droite idéologique. Cet argument correspond bien à l'évolution du vote AKP à l'échelle du quartier : ce parti retrouve en 2014 le niveau atteint aux élections législatives de 2007 (43% dans les deux cas). Pour le CHP, par contre, l'évolution est quelque peu différente. Le CHP en 2009 a nettement augmenté son score par rapport aux scrutins législatifs de 2007, passant de 25% à 34%, taux qui sera maintenu en 2014.[132] Ce que nous devrons expliquer dans le contexte des élections de 2014, ce n'est pas un recul absolu du CHP, mais plutôt son incapacité à maintenir son avance. L'AKP, par contre, récupère en 2014 les voix perdues en 2009 au profit soit des autres partis de droite, soit, peut-être, de l'abstention.

L'analyse de ces résultats électoraux est un élément central de notre recherche. Nous aurons souvent l'occasion d'y revenir dans les chapitres qui suivent aux divers discours officiels ; nous traiterons en détail aux chapitres 4, 5 et 6 les campagnes électorales menées par les principaux partis. Nous ne devons pas perdre de vue, par contre, que la problématique que cherchons tout au long de cette thèse à expliciter dépasse les limites des résultats électoraux. Il s'agit aussi de comprendre l'évolution des mentalités dont les résultats

[132] Les résultats de l'élection législative de 2007 proviennent du site officiel de TUİK.

électoraux sont des indicateurs. C'est avant tout en nous penchant sur les dires des habitants eux-mêmes que nous pouvons dans un premier temps appréhender l'évolution de leurs idées et surtout de leurs évaluations de la situation du quartier et du rapport entre celles-ci et leurs positions personnelles. En 2009, nous avons entendu de nombreux habitants de Şahintepe exprimer la peur d'être évacués de leur quartier. Un second thème de l'époque est la crainte de devoir modifier leur culture rurale[133]. Un changement de résidence, du moins le craignaient-ils, entraînerait des changements pour le pire dans les relations humaines. Même s'ils étaient relogés, ils s'imaginaient que les nouveaux logements prendraient la forme de « gratte-ciel », (*gökdelen*) comme ils le disaient, prenant comme exemple les grands ensembles d'immeubles de 20 à 25 étages construits par TOKI dans des quartiers voisins. Cela, pensaient-ils, marquerait la fin de la sociabilité dont ils avaient l'habitude. Un habitant nous déclare à cette époque: « *Je ne veux pas être une de ces personnes qui vivent dans un gratte-ciel et restent calmes même après la mort. Personne ne saurait que je suis mort jusqu'à ce que mon cadavre commence à puer* »[134]. Cette perspective d'habitation en gratte-ciel est globalement délégitimée dans les discours de Şahintepe en 2009. « *Nous ne sommes pas comme les habitants d'Ataköy (une des résidences connue de la classe moyenne supérieure) qui ne connaissent pas leur voisins* »[135]. Les analyses des chercheurs tels Erman (2012) et Uzunçarşılı-Baysal (2009) sur les anciens habitants de *gecekondu* démangeant pour habiter les grands ensembles de TOKİ semblent confirmer les soucis des habitants de Şahintepe. Selon ces recherches, les habitants s'adaptent mal à leur nouveau cadre de vie. Les grands ensembles de TOKİ ne sont pas organisés de manière à prendre en compte les besoins des habitants. Il n'y a pas, par exemple, de lieux de rassemblement pour les femmes. Dans les quartiers de *gecekondu*, elles pouvaient se retrouver devant leurs maisons ou se réunir chez les unes ou les autres pour cuisiner, faire ensemble le ménage. Les nouveaux appartements, par contre, sont équipés de cuisines américaines qui ne sont pas compatible avec leurs styles de vies car elles sont trop petites pour s'y réunir (Erman 2012 :43-44). Ces méfiances à propos des bâtiments de TOKİ semblent être majoritaires en 2009. Selon Mustafa Pala, agent immobilier et frère du *Muhtar* Mehmet Pala, ce dernier a recueilli en 2008 à la demande du maire 3500 signatures sur une pétition demandant la construction de grands ensembles et les a envoyées à la municipalité métropolitaine. Mais Mustafa lui-même nous dit avoir recueilli 4000 signatures dans une contre pétition en faveur de l'auto-construction par parcelle qu'il

[133] Des propos semblables ressortent des entretiens menés en 2011 dans ce même quartier par Ayşe Çavdar. Nous tenons à la remercier pour sa générosité dans le partage de ses entretiens.
[134] Veli, habitant de Şahintepe, Şahintepe, 29.03.2009.
[135] *Ibid.*

soumet à son tour à la municipalité métropolitaine d'Istanbul[136]. Mais aujourd'hui, selon ce même interlocuteur, les habitants ne croient plus aux effets négatifs des transformations[137]. Nos observations de terrain sont plus nuancées, mais vont dans le même sens. Le discours contre les transformations a toujours un écho dans le quartier, en 2014, mais est peu à peu remplacé par un autre discours, centré sur les possibilités d'enrichissement et l'amélioration du cadre de vie quotidienne. Pas davantage en 2014 qu'en 2009, on ne trouve de discours unanime évoquant un « *droit à la ville* » (Lefebvre, 2009, Harvey, 2013), ni de résistance à tout changement, contrairement aux conclusions de Yücel et Aksümer (2011) qui voient dans ce principe la base de mobilisation contre la transformation urbaine dans les quartiers précaires de Kazım Karabekir à Istanbul. Autour de ces deux périodes électorales, on entend des discours alarmistes ou d'espoir. Ce qui est frappant, toutefois, c'est la progression de ce dernier en 2014. A travers ces discours, nous apercevons une évolution dans la définition de la « *normalité* » de la vie quotidienne, au sens de Hibou (2011). Mener une vie « normale », avec tout ce que cela implique en termes d'imaginaire de la réussite sociale et de la bienséance, n'a plus le même sens qu'avant. Cette évolution s'inscrit dans une continuité au niveau de la moralité locale religieuse et sociale. Il ne s'agit pas de modifier le regard porté sur la religion ou les rôles respectifs des hommes et des femmes. Ce sont les images concrètes du logement et de l'organisation de l'espace urbain qui évoluent. Une accumulation de témoignages et d'impressions va dans ce sens. Un tour d'horizon initial de celles-ci nous permet de mieux poser, en conclusion de ce chapitre, les questions et hypothèses que nous poursuivrons dans les chapitres suivants. Nous nous basons ici essentiellement sur des témoignages de femmes, d'abord plus accessibles pour une chercheuse féminine, mais aussi comme nous le verrons aux chapitres 6 et 7, car elles forment un groupe de toute première importance dans la stratégie électorale de l'AKP.

Lors d'un repas informel en 2014 chez elle, une femme du quartier réunit ses voisines pour que nous puissions parler ensemble de leurs idées sur le quartier, sans la présence d'une figure de l'autorité et sans passer par le réseau d'un parti. Neufs femmes sont présentes, d'originaires de Kars, Ardahan, Iğdır[138]. L'hôtesse, comme ses voisines, ne font pas partie des réseaux politiques. Elles n'ont jamais reçu la visite de militantes de l'AKP. D'ordinaire, la maîtresse de maison invite uniquement les membres de sa famille ou de son voisinage, qui sont exclusivement ses compatriotes. La maison est modeste. Un seul poêle situé dans le salon chauffe toute la maison en hiver. En effet, cuisiner tous les jours dans une pièce

[136] Entretien, Mustafa Pala, agent immobilier, Şahintepe, 25.02.2014.
[137] *Ibid*
[138] Entretien collectif, déjeuner avec les habitantes, Şahintepe, 28.02.2014.

glaciale est pour beaucoup de ces femmes un élément particulièrement désagréable de leur vie quotidienne. La question du chauffage central, nous le verrons de nouveau aux chapitres 6 et 7, est donc au cœur de leurs revendications et de la volonté de transformation. Autour de repas, les unes et les autres partagent donc leurs idées sur ce qui va se passer dans le quartier. *« Je suis ici depuis 17 ans, et chaque année, ils disent que le quartier va être démoli. »* Une autre femme l'interrompt : *« Cela n'a jamais été aussi clair que cette année. »*. Cette menace, par contre, ne représente pas nécessairement pour elles une catastrophe. Elles expliquent les projets de construction et se réjouissent qu'ils comportent des parcs, des jardins et des fleurs aux croisements des rues. Une femme renchérit: *« Ils vont nous transformer comme TOKİ. »* Pour ces femmes, contrairement à certains autres habitants cités ci-dessus, cette évocation de TOKİ est positive au niveau esthétique, et même culturel. Pour les jeunes femmes, « TOKİ » évoque un cadre de fleurs et d'ordre mais également la fin d'une atmosphère de contrôle social par le commérage. Pour cette habitante du quartier depuis 17 ans, bien que née dans un quartier plus proche du centre, la modernisation du quartier le rendrait moins opprimant. *« Şahintepe nous a changé. Notre façon de parler, de nous habiller, tout a changé ».* Elle explique que dans le quartier tel qu'il existe maintenant, si elle s'habille plus chic que les autres femmes du quartier ou si elle dit bonjour à un inconnu, les commérages vont bon train ; tout comportement inhabituel est désapprouvé. Pour les femmes, il s'agit d'un fardeau supplémentaire. Implicitement, elle laisse penser qu'une transformation non seulement physique, mais également sociale du quartier serait désirable. Selon elle, dans les quartiers plus modernes, les fardeaux sont plus légers. Lors d'une autre rencontre avec deux femmes du quartier, une d'entre elles explique qu'elle veut échanger son *gecekondu* – c'est ainsi qu'elle dénomme elle-même sa maison sans confort – pour une maison de meilleure qualité. Son idée est de passer par un entrepreneur privé, pas par TOKİ, dans l'ancienne logique de la transformation par parcelles, mais dans son enthousiasme pour la transformation, elle rejoint les témoignages que nous avons pu lire ci-dessus. A son avis, « *si les constructeurs venaient, ils seraient débarrassés de la souffrance du gecekondu »*[139].

Ces femmes rencontrées au cours de nos diverses visites se rendent bien compte que certains aspects de la transformation risquent d'être problématiques. Une d'entre elles nous explique que sa famille a dû fermer son entreprise de quincaillerie car la vente de matériaux de construction est interdite. Toutefois, elle insiste sur le fait qu'elle est toujours sympathisante de l'AKP, parce que ce parti va créer un nouveau quartier et que les projets

[139] Entretien non structuré, Ayşe, habitante, Şahintepe, 03.01.2014.

seront réalisés[140]. Une autre nous explique que sa situation s'est détériorée, car son mari a perdu son travail et une autre encore ajoute que son appartement va être démoli et qu'elle va devoir s'endetter pour en acheter un autre. La question de l'endettement se trouve en effet au cœur des inquiétudes. Toutefois, il est possible de voir, dans ces réactions, une forme d'acceptation de la transformation, à en juger par les remarques d'une femme lors d'une de ces réunions : *« Entre deux villes* (c'est-à-dire entre les quartiers modernes de Başakşehir et Bahçeşehir, qui existent déjà) *elles (les autorités municipales) ne vont pas nous laisser comme au village. Nous avons compris qu'ils vont transformer. Mais il ne faut pas qu'ils nous endettent.*[141] *»* Quatre femmes, plus jeunes, nous racontent qu'elles ont un appartement et un magasin situés sur la zone archéologique. TOKI prévoit de donner de 50.000 à 60.000 TL pour chaque appartement. Elles ajoutent que TOKI va construire ailleurs des appartements d'une valeur de 300.000 TL et qu'elles devront s'endetter pour les acheter. Une femme marque toutefois son désaccord, en mettant « *Mais* » au début de chaque phrase, … « m*ais il (TOKİ) va planifier ici. … mais ce sera très joli, il y aura des fleurs, des jardins, des parcs, des ronds-points aux carrefours … ils vont faire des choses »*[142]. Sa conclusion personnelle est claire : *« Mes votes vont à l'AKP »*[143].

Tous ces éléments, des carrefours fleuris aux cuisines chauffées, ne sont pas de l'ordre de l'imaginaire mais existent dans des quartiers voisins, où elles ont des connaissances et parfois même de la famille. Cela leur permet d'exprimer leurs souhaits tout comme leurs craintes pour l'avenir en des termes très concrets. Nous retrouvons ici de nouveau l'argument de Darnton (1985 : 3,4), sur l'importance des images d'objets concrets plutôt que des abstractions philosophiques dans l'imagination populaire. Ainsi, le « politique du faire » (Goirand 1998), que nous avons évoqué au chapitre précédent dans le contexte de l'évolution historique du quartier, conserve toute son importance, bien qu'ici elle soit projetée dans l'avenir. Il y a toujours une dualité dans leurs impressions sur TOKİ, mêlant à la fois peur et espoir. En général, les jeunes femmes tiennent un discours plus positif sur la transformation et sur TOKİ que celui de leurs aînées. Même pour ces dernières, la question essentielle est celle de la justice de l'échange. Si les autorités leur donnaient ce qu'elles considèrent comme étant leur droit, à savoir un échange équitable de leurs anciennes maisons pour de nouveaux appartements, elles seraient d'accord avec le projet de transformation. Loin de la défense absolue de l'existant ou de la recherche de confrontation, il s'agit donc de l'acceptation d'une

[140] Entretien collectif, déjeuner avec les habitantes, Şahintepe, 28.02.2014.
[141] Observation participante, la réunion a domicile de l'AKP, 06.03.2014.
[142] Entretien collectif, déjeuner avec les habitantes, Şahintepe, 28.02.2014.
[143] *Ibid.*

politique de compensation (Roy, 2009) par laquelle le principe de changement est accepté, et seules les contreparties sont en question.

Ces propos de la part de toutes ces femmes, même si elles ne s'en rendaient pas toujours compte, faisaient écho au discours véhiculé par les militants de l'AKP. Dans les réunions féminines à domicile, tout comme dans beaucoup d'autres manifestations électorales en 2014, la réponse apportée aux incertitudes des habitants (hommes et femmes) sur la question foncière était « le Canal ! ». Autour de ce projet, qui n'est pas encore formellement planifié, encore moins en chantier, se construisait un discours d'enrichissement répété par tous les candidats, élus et représentants du parti. La phrase récurrente « *après le canal, les maisons vaudront 500.000 TL* » contenait en elle tout un programme, distinct du débat concret autour des titres, mais lié à ce dernier par les portes parole de l'AKP. Cela trouve un écho auprès des habitants, même pour ceux qui ne sont pas proches de l'AKP. Selon Önder Aras (le président d'association de pays de la ville de Kars du village de Hacıveli) " *Avrupa Konutları (l'un des plus connus parmi les quartiers sécurisés) va acheter cette zone. Il nous donnera des maisons en échange de notre terrain. Notre maison va nous coûter au moins 350.000 TL après cette transformation.* » [144] Face aux problèmes et contradictions du présent, leur ultime réponse était basée sur un rêve d'avenir.

Dans une autre réunion à domicile, une femme a dit qu'elle ne se sentait pas pleinement propriétaire de sa maison, du fait de l'incertitude qui planait sur le quartier. Elle ne pouvait même pas, dit-elle, enfoncer un clou. Elle dit avoir peur de faire quoique ce soit et que sa maison serait de toute manière démolie. Dans ce cas, elle préfèrerait qu'on lui donne un appartement contre un autre, de manière à ce que ce genre de problèmes disparaisse. Dans tous les discours, les femmes déclarent qu'elles sont pour le projet du Canal, dans l'espoir que leurs maisons prennent de la valeur. Pour beaucoup d'entre elles, cet espoir l'emportait sur les problèmes liés à l'amputation de leur terrain[145], la peur d'un endettement ou de l'expulsion. Ainsi, la militante qui animait une réunion à laquelle nous avons assistée insistait sur le fait quel les habitants de Şahintepe ne devraient pas vendre leurs maisons, car ils pourront être riches après la construction du Canal. Elle dit que les maisons ne se démolissent pas ; elles se renouvellent. Après la construction du Canal, leur maison va valoir 500.000TL, discours également répété pas le candidat au conseil municipal. Tout le monde n'était pas convaincu. Lors d'une réunion, une femme s'est tournée vers moi en disant : *Ici, ils vont tout démolir. Ils*

[144] Entretien, Önder Aras, président d'association de la ville de Kars du village de Hacıveli, Altınşehir, 04.09.2013.
[145] Observation participante, réunion à domicile de l'AKP, Şahintepe, 6.03.2014.

vont faire des gratte-ciels et c'est nous qui payerons. Les logements coûteront deux ou trois cent mille TL[146]. Cette réaction nous laisse comprendre que le discours de l'AKP n'était pas universellement et automatiquement accepté. Force est de constater, néanmoins, que l'entreprise politique du parti a abouti non seulement à un large succès électoral, mais aussi, et peut-être surtout, à une évolution des mentalités dont tous les propos cités ici sont autant de témoignages[147]. Comment expliquer ceci ? Lors de nos conversations avec les militants, les élites et avec les simples habitants du quartier, diverses interprétations nous ont été proposées, dont certains trouvent des échos dans des courants d'analyse sociologique – achat de voix, d'action collective, subjectivité, l'importance de l'économie à l'affiliation électorale, politique du faire … En les passant en revue dans les pages qui suivent, nous ne cherchons pas pour le moment à y apporter un quelconque jugement ou même une évaluation, mais plutôt de procéder à un tour d'horizon initial de ces explications, dans le but de formuler les hypothèses que nous poursuivrons ensuite dans les chapitres qui suivent ; la pluralité des points de vues étant elle-même une observation intéressante.

Un point de vue évident est celui du maire. Lors d'un entretien précédant les élections, Mevlüt Uysal nous a dit que la raison pour laquelle son parti avait perdu les élections de 2009 était qu'Aziz Yeniay (le maire de Küçükçekmece, commune à laquelle Şahintepe était lié avant 2008) n'avait pas investi dans le quartier. Mais maintenant, il dit « *j'ai fais des choses, et toutes les réactions négatives sont vaines* »[148]. Nous sommes ici dans le pur registre de la « *politique du faire* » (Goirand, 1998). Du point de vue du maire, le répertoire du faire, de l'efficacité et de l'amélioration des conditions de vie du quartier, est une stratégie mobilisatrice pour les la municipalité et le parti. Le soutien pour l'AKP serait donc ni plus ni moins que la juste récompense de sa bonne gestion des affaires publiques. Ce même constat de réalisations concrètes, par contre, peut donner lieu à une interprétation opposée. Un militant du CHP nous a expliqué pourquoi la municipalité investissait dans l'infrastructure du quartier, même si les démolitions étaient inévitables. Son analyse était d'un parfait cynisme : *« Afin d'être en possession des électeurs et de prendre les profits futurs, ils peuvent faire des investissements dans le quartier. »*[149] Pour ce partisan de l'opposition, les améliorations de l'infrastructure n'étaient que des leurres ; leur seul but étant de convaincre les habitants que le quartier ne serait pas détruit.

[146] Observation Participante, reunion à domicile de l'AKP, Şahintepe, 6.03.2014.
[147] Nous étudierons en détail cette entreprise politique de mobilisation et conviction au chapitre 6.
[148] Entretien, le maire du Başakşehir Mevlüt Uysal, Başakşehir, 11.03.2014.
[149] Entretien, Murat Bakır, président de la commission de coordination électorale du CHP à Şahintepe, Bahçeşehir, 04.04.2014.

D'autres explications possibles étaient mises en avant par les militants de l'opposition. Pour certains, le succès de l'AKP était attribuable simplement aux distributions matérielles. Dans un premier temps, cela pourrait ramener à l'institutionnalisation de ce que (Stokes 2004) désigne comme l' « *achat de voix* », mais pour les militants avec qui nous avons échangé, le problème va plus loin ; la distribution des aides matérielles encourage une croyance dans les promesses de la municipalité. Ayfer Dikbaş (ancienne présidente de la branche féminine CHP) a évoqué ce lien : « *Si tu amasses trois mois de provisions à la maison du citoyen, si tu dis au citoyen vote pour nous et les aides continueront. Prends la carte de soutien, elle sera rechargée de 100 TL par mois. Ce citoyen dira : 'Aii !, ce gouvernement prend soin de moi ! Je suis amoureux de Tayyip (Erdoğan) il a du charisme. Il est un remède à tous mes maux. Je vote pour mon ami quoique tu dises.' Je peux lui dire, ma sœur, ta maison va te filer entre les doigts. Mais elle me répond, même si ma maison était démolie, je pourrais trouver un endroit ou me refugier. Au moins, mes enfants ne restent pas affamés.' Elle termine en demandant 'pourquoi je voterais pour vous ?' Elle a raison…* »[150]. Deux militantes du CHP avec qui nous fait du porte-à-porte ont dit la même chose. Selon elles, les habitants de Şahintepe croient que Mevlut Uysal (le maire de Başakşehir) va leur donner une maison[151]. Selon cette analyse, les électeurs des milieux défavorisés font face à de fortes pressions pour voter en faveur d'une machine politique quand ils croient que leur accès futur aux biens et aux services dépend de leur bonne conduite aux urnes. Cette condition fait du clientélisme un moyen redoutablement efficace pour recueillir des voix parmi les démunis, en créant un « *type de contrôle sur le plan social et politique* » (Fox 1994).

Pour certains observateurs, les comportement des électeurs pouvaient sembler motivés uniquement par la loyauté. Ali Uğur, le président de l'association de pays de la ville de Tokat du village Karacaören, nous a affirmé que l'esprit des habitants, de son point de vue, était problématique. Ils ont expliqué les projets, mais les habitants continuent de soutenir l'AKP, à en croire la phrase prononcée par cet habitant : « *Si on (l'AKP) me demandait mon épouse, je la donnerais* ! »[152]. La loyauté va-t-elle jusque la ? Force est de constater que, dans le quartier, les accusations de corruptions dont ont fait l'objet divers membres du gouvernement, y compris le premier ministre Erdoğan, ne créent aucun soupçon ni contre lui, ni contre l'AKP. En fait, ils renforcent la loyauté des sympathisants AKP, en nourrissant la croyance dans un vaste complot contre le parti, son chef, et le pays tout entier. Les habitants du quartier

[150] Entretient, Ayfer Dikbaş, ancienne présidente de la branche féminine du CHP pour l'arrondissement de Başakşehir (pour la période 2009-2013), Bahçeşehir, 24.04.2014.
[151] Entretien, les militantes Güler Gügercioğlu et Ayşegül, Şahintepe, 24.03.2014.
[152] Entretien, Ali Uğur, président de l'association de pays de la ville de Tokat du village de Karacaören, Şahintepe, 09.02.2014

assurent les militants qu'ils ne tiennent pas compte de ces rumeurs de scandales. Leurs raisons, tels que nous les avons entendus, néanmoins, ne sont pas posées au niveau émotif pur, mais reprennent de manière plus diffuse la notion de « politique de faire » : nous avons entendu en réunion, par exemple, le proverbe « les arbres fruitiers ont été lapidés » (*meyve veren ağaç taşlanır*), c'est-à-dire que c'est quelque chose de productif qui est attaqué. Selon les partisans de l'AKP, « *l'homme (Erdoğan) fait. Les autres ne veulent pas qu'il fasse* ». Comme nous explique un président d'association de la région de la Mer Noire : « *Tayyip Erdoğan va vider le décret de Montreux en faisant le Canal Istanbul. Avec un nouveau Bosphore, la Turquie va gagner de l'argent, les autres devront payer quand les navires passent. Mais les pouvoirs internationaux ne le veulent pas.*[153] Nous verrons, quand nous traiterons au chapitre 5 du positionnement idéologique de l'AKP, à quel point ces propos reprennent la ligne du parti et le discours de ses militants.

L'enthousiasme pour la municipalité AKP et ses politiques, nous l'avons noté, n'étaient pas unanimes, et des craintes persistaient à propos de la pérennité du quartier. A la question « pourquoi n'y a-t-il pas comme en 2009 une mobilisation contre la démolition potentielle du quartier ? », plusieurs réponses sont proposées. Un ancien habitant du quartier, avocat et issu d'une famille influente et délégué du CHP, était de l'avis que les habitants ne prenaient pas au sérieux le danger. Selon lui, ils pensent que si démolition il y a, elle sera générale. Ils se disent que si tous les quartiers précaires doivent être démolis, ça ne sert à rien de prendre des précautions[154]. Pour Ali Uğur, le président de l'association de pays de la ville de Tokat du village Karacaören, le problème était que le danger n'était plus immédiat « *les gens n'ont pas encore vu qu'il va se passer quelque chose ici. Sans voir les engins de démolition, ils ne s'en rendent pas compte.* »[155] Derrière ce constat qui peut sembler évident, néanmoins, se trouve une question plus générale, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir au chapitre suivant. Neveu (2002 : 42) nous rappelle qu'« *une mobilisation ne nait pas de la seule existence d'un mécontentement. Celui-ci doit trouver un langage qui lui donne une sens, désigne adversaire, légitime la revendication par référence à des valeurs* ». Selon nos interlocuteurs, les habitants n'ont pas désigné un sens et un « adversaire », mais la raison de cette absence reste à élucider.

[153] Le 17 décembre est le jour où les accusations de corruption sont apparues. Entretient, le président de l'association du pays de la ville d'Ordu, Ikitelli, 29.12.2013.
[154] Entretien, Deniz Bakır, ancien habitant du quartier, avocat et issu de la famille de Bakır et délégué du CHP, Esenler,19.02.2014.
[155] Entretien, Ali Uğur, le président de l'association de pays de la ville de Tokat du village de Karacaören, Şahintepe, 9.02.2014.

Les élites économiques et politiques du quartier, selon le délégué du CHP cité ci-dessus, ont eux aussi des raisons de croire – ou du moins de faire semblant de croire – le discours de l'AKP. Pour eux, ce qui compte le plus est la stabilité. Il ajoute qu'ils ont peur de tout changement d'équipe municipale. Par exemple, à Güvercintepe, avant l'annonce de la zone de réserve, il y avait des permis de construction. Les maisons ont été démolies pour être renouvelées. Par contre, après l'annonce de la zone de réserve, qui a enlevé le pouvoir de planification à la municipalité pour l'attribuer au ministère, on a arrêté de distribuer des permissions de construction. Les constructeurs ont dû payer les loyers que les propriétaires auraient perçus si les maisons étaient habitées. Ainsi, les constructeurs ont peur de tout changement du pouvoir – aussi bien politique qu'administratif – qui remettrait en question les plans et décisions sur lesquels ils comptent[156]. Ce constat va dans le sens de l'analyse de Kalaycıoğlu (2008 : 229), pour qui les attentes de performance de l'économie ont un effet déterminant sur le soutien à l'AKP. Il a lié son analyse avec les conclusions plus générales de Easton (1965), qui conclue que certains électeurs développent leurs liens avec le parti politique quand ils pensent que celui-ci accroit leur intérêt économique.

Un dernier point de vue nous permet de renouer avec la question des mentalités et de leur construction – et reconstruction – évoquée au début de ce chapitre. Après les élections, la présidente de l'organisation du quartier de l'AKP habitant dans le quartier, nous explique que la croyance a été créée en évoquant l'existence d'une expérience scientifique : « *Ils ont enfermé des grenouilles dans une grande boîte fermée. Un côté de cette boite est fait en verre. Lorsque les grenouilles regardent à travers la vitre, elles voient l'autre côté et veulent y aller. Mais à chaque essai, elles se heurtent à la vitre. Après un certain temps, les chercheurs ont enlevé le verre, mais ils constatent que les grenouilles n'essaient même plus de sortir de la boîte. Şahintepe est exactement dans cette phase aujourd'hui. »*[157] A travers cette anecdote, cette femme, qui par ailleurs habitait dans une zone du quartier désignée comme réserve culturelle dans laquelle, elle le sait, les maisons seront démolis, laisse entendre que l'Etat – ou du moins le parti qui le domine – a appris aux habitants une certaine façon de se comporter, mais aussi de penser. Nous sommes ici au cœur de la construction de la subjectivité évoquée par Wacquant (2012 : 68). L'Etat a installé des règlements, des lois, des limites, des outils de pression mais aussi des attentes que les habitants ont désormais intériorisés. Les habitants ont appris à rêver d'un avenir meilleur, mais pas n'importe lequel.

[156] Entretien, Murat Çelikpençe, president de l'association de pays de la ville de Diyarbakır, Güvercintepe, 20.03.2014.
[157] Entretien, militant de l'AKP à que nous preservons l'anonymat, Şahintepe, 22.09.2014.

Que faire de toutes ces explications diverses ? Il serait facile de continuer à accumuler les différences d'opinions et de croyances : croyances dans un avenir meilleur où Şahintepe ressemblerait à un quartier bourgeois de l'arrondissement, attentes de gains personnels ; appels à un nationalisme nourri d'images historiques et de théories du complot ; accusations de comportements « intéressés » ou de corruption ; constats cyniques ou désespérés de la naïveté des habitants manipulés et enfin de l'habileté de leur manipulateurs. Une observation provisoire, néanmoins, semble émerger. Le contenu du discours de l'AKP n'explique pas plus, à lui seul, son succès aux élections de 2014 que le contenu du discours de l'opposition n'explique l'échec du CHP. L'évolution des discours comme celui du vote est un indicateur d'une transformation plus profonde des mentalités. Dans un cas comme dans l'autre, il nous incombe de porter une attention plus directe aux porteurs des divers discours pour chercher à mieux comprendre leur influence relative sur l'évolution incomplète, mais néanmoins importante, des mentalités que nos observations dans le présent chapitre mettent en lumière.

De manière générale, les observations, aussi bien des résultats électoraux que de l'évolution des discours, rapportées dans cette section reprennent de manière détaillée et explicite la problématique de cette thèse. Constater un changement dans les choix partisans et dans les discours invite à la recherche des raisons et des mécanismes qui les motivent. Notre tâche dans les chapitres qui suivent sera de rassembler et d'analyser les éléments permettant de les identifier et de les comprendre. L'hypothèse centrale qui structure cette démarche, rappelons le, est que l'appropriation cognitive et normative du programme néolibéral de transformation urbaine n'est pas une dynamique spontanée venue d'en bas, mais plutôt le résultat d'une entreprise de « pédagogie politique » mise en place par l'AKP, et rendue possible par les rôles multiples et quelque peu ambigus de ce parti.

2.4 Conclusion

Nous avons vu dans ce chapitre, comme dans le précédent, que l'analyse de la transformation politique urbaine au niveau national et métropolitain fournit un point de départ utile pour comprendre les dynamiques de transformation urbaine a Şahintepe. Néanmoins, cette approche, considérée seule, se révèle insuffisante. Déjà, nous l'avions vu au chapitre 1, les analyses générales centrées sur le populisme et le clientélisme ne suffisent pas, à elles seules, à rendre compte de nos observations sur le terrain. Ceci n'est que plus vrai pour l'époque traitée dans le présent chapitre. Les études néo-marxistes de la transformation urbaine néolibérale expliquent aussi bien les réformes juridiques que les décisions politiques à travers l'action d'une coalition des pouvoirs publiques en partenariat avec des entreprises privées pour attirer des ressources de financement extérieures, nouveaux investissements directs ou nouvelles ressources d'emplois. Ainsi, ces études prennent-elles les stratégies « top-down » pour explications suffisantes, sans avoir à considérer la pluralité des acteurs et les demandes diverses des agents. Dans ce contexte, le concept de coalition néolibérale a été critiqué par Barnett (2005), qui propose que les acteurs qui créent le consensus ne sont unitaires ni au « centre » ni à la « périphérie », et que la formation du consensus dépasse ainsi « *l'hégémonie* » ou la « *gouvernementalité de l'espace* ». Selon lui, les changements socioculturels provenant du niveau local (bottom-up) doivent être pris en considération. Le Galès et Harding (1998) indiquent que la globalisation ne détermine à elle seule pas les stratégies et les politiques publiques, et n'impose pas un modèle commun. Cette vision critique a pour nous l'avantage de formaliser un point de départ plus agnostique et mieux adapté à l'objet annoncé, en l'occurrence « *l'articulation* » (Briquet et Sawicki, 1989) ou « *l'intersection* » (Tilly, 1999) entres dynamiques globales et locales.

Certains éléments présentés dans ces deux premiers chapitres confirment ce point de vue de l'importance du croisement du global et du local. Dans ce chapitre, nous avons passé en revu une série de changements juridiques et de plans dans le contexte « global ». Nous avons ainsi pu constater ensuite que l'interaction entre l'action volontariste d'une nouvelle équipe municipale au niveau de l'arrondissement et les changements des règlements provenant des niveaux supérieurs (ministère) peut être interprétée comme un « *travail de confusion* » (Auyero, Swistun, 2008), mais que malgré (ou peut-être à cause de) cela, un discours qui légitime la transformation urbain est nait dans le quartier. Ce constat est important et sera abondement mobilisé dans les chapitres qui suivent, mais ne peut à lui seul rendre compte de l'évolution des comportements et des mentalités. En effet, nous avons vu

que pour toute l'incertitude qu'ils génèrent, un résultat évident des divers plans et projets est de réduire de manière importante la capacité des habitants des quartiers précaires, dont Şahintepe, à influencer la structure du champ urbain à travers les relations clientélistes. Le genre d'échanges et de marchandages évoqués au chapitre précédent n'a plus cours. Il ne s'en suit pas, en revanche, que l'articulation du niveau global avec la réalité locale devient moins importante. Bien au contraire ; il nous reste à déterminer les mécanismes précis à travers lesquels ce « *travail de confusion* » a donné lieu au renforcement d'un discours légitimant la transformation urbaine. Quel est alors le changement socioéconomique à l'échelle « *microscopique* » (Sawicki, 2000 : 152) ?

A la fin de ce chapitre, nous passons en revue diverses explications recueillies à travers nos entretiens, dans lesquelles nous trouvons des échos de la politique du faire, la subjectivité, le manque d'un sens l'action collective ou de l'achat de voix. Ces explications sont incompatibles les unes avec les autres et ne montrent pas le mécanisme de ce changement local. Certaines hypothèses issues de la littérature sur la transformation urbaine et la dynamique partisane en Turquie se trouvent elles aussi insuffisantes. Nous avons vu en conclusion du chapitre précédent que le volume des distributions matérielles en période préélectorale n'expliquait pas les retournements d'une élection à la prochaine. Nous pouvons ajouter à cette liste l'hypothèse de Şen et Türkmen (2014 : 182-183) selon laquelle les opinions sur les projets de transformation urbaine sont corrélées aux opinions idéologiques : ceux qui soutiennent les partis de centre-gauche sont plus sceptiques, tandis que ceux de droite sont plus disposés à soutenir ces projets. Une observation essentielle dans notre cas qui ressort de la comparaison des résultats électoraux de 2009 avec ceux de 2014 (tableau 2-D) est le rassemblement autour de l'AKP des électeurs conservateurs, ce qui laisse penser que le discours de l'AKP sur la transformation est devenu plus crédible à l'intérieur de cette famille politique. Qui plus est, nous avons vu, et nous aurons l'occasion de l'analyser plus en détails dans les chapitres à venir, que le discours de la « *logique de compensation* » que Roy (2009 : 173) décrit comme « *imprégnée de la moralité de collaboration, participation et médiation* » par rapport à la transformation est de plus en plus présent, même chez certains partisans du CHP. Il ressort également de nombreux entretiens et conversations, que nous présenterons en détails dans le cadre des réunions électorales aux chapitres 5 et 6, que les habitants sont eux-mêmes conscients d'être mal informés ; il n'est ainsi pas possible pour eux d'arriver par leurs propres moyens à une décision pleinement « rationnelle », car leur action ne correspond pas aux critères mêmes « faibles » de la rationalité, dont un élément essentiel est d'avoir des croyances claires et opérationnelles à propos des conditions et résultats de l'action envisagée

(Tsebelis, 1990 : 24-25). Dans le raisonnement de Tsebelis (1990), il n'est pas obligatoire, à ce stade, que les croyances soient validées par une réalité objective – cette étape supplémentaire correspondant au niveau « fort » de la rationalité. Ce qui ressort de nos observations, c'est que même à un niveau purement subjectif, les habitants sont conscients de ne pas être capables d'estimer les conséquences de leurs actions. Ils ne se trouvent donc pas dans une situation où « *les finalités sont établies et les règles d'interaction connues de tout agent interagissant* » (Tsebelis 1990 : 32). L'individualisme méthodologique de l'école des choix rationnels n'est donc pas, à lui seul, plus utile que l'approche « top-down » de l'analyse néo-marxiste des transformations urbaines.

Une hypothèse provisoire émane de ce constat : les habitants de Şahintepe, conscients de l'imperfection des renseignements dont ils disposent, cherchent, pour guider leur action, des conseils crédibles. Plus exactement, vers qui se tourneront-ils pour les obtenir ? Ceci nous mène de manière évidente à poser une série de questions centrées sur la confiance, la crédibilité, et de manière plus générale la légitimité de divers agents individuels et collectifs. Dans les chapitres qui suivent, nous chercherons d'abord à comprendre pourquoi certaines sources de renseignements ou de conseils – les éminences et associations du quartier, les experts divers, et surtout les partis politiques d'opposition – semblent moins crédibles, moins légitimes en 2014 qu'ils ne l'étaient cinq ans auparavant. Nous chercherons en particulier à comprendre, au chapitre 4, pourquoi la campagne du CHP n'a pas réussi à profiter de l'incertitude sur l'avenir du quartier et les mécontentements entrainés par la distribution de titres pour continuer sa progression électorale. Nos deux derniers chapitres reviendront sur cette question pour analyser la légitimité grandissante de l'AKP et du gouvernement municipal, cherchant ainsi à élucider les mécanismes précis qui ont permis, dans ce cas, non seulement la victoire électorale de l'AKP, mais l'appropriation par un nombre croissant d'habitants d'un discours et d'un point de vue compatible avec la transformation néolibérale planifiée.

Chapitre 3

CLIVAGES SOCIAUX ET DEMOBILISATION DES HABITANTS

3 CLIVAGES SOCIAUX ET DEMOBILISATION DES HABITANTS

Nous avons pu constater au chapitre précédent que, parmi les obstacles auxquels sont confrontés les habitants de Şahintepe dans le cadre des projets liés à la transformation urbaine, se trouvent la qualité et la circulation de l'information, obstacle qui est un élément important de l'incertitude ambiante. A ce problème d'information s'ajoutent de multiples divisions liées aussi bien à des questions identitaires qu'à des conflits d'intérêts entres habitants. Considérés dans leur ensemble, ces éléments représentent une barrière conséquente à toute action collective de la part des habitants. Dans le présent chapitre, nous détaillons de façon plus approfondie cette question, centrée autour de plusieurs hypothèses. La première part du constat que, dans le meilleur des cas, les habitants de Şahintepe auraient été mal préparés, par absence de capital culturel, pour interpréter les projets et règlements liés au projet de transformation urbaine. La complication technique et l'opacité de ceux-ci font en sorte qu'ils ne sont immédiatement accessibles qu'à des spécialistes. Les habitants, par manque d'éducation formelle et de connaissances juridiques, n'ont pas cette capacité, mais ils manquent également de connaissances plus générales ou des relations personnelles qui leurs permettraient aisément de combler ces lacunes. Du point de vue des habitants, donc, un premier problème était de se procurer suffisamment d'informations pour pouvoir se forger un avis et, éventuellement, décider quel comportement adopter. Cette tâche était rendue plus difficile par plusieurs éléments supplémentaires lies à l'articulation entre le global et le local dans ce cas particulier. Tout au long de ce chapitre, nous analysons des éléments du niveau global tel que les divisons identitaires, ou les projets métropolitains de transformation urbaine analysés au chapitre précédent, qui ont une influence sur les conditions de vie du quartier. Nous analysons également les institutions micro-locales influentes sur le problème urbain – celles qui pourraient éventuellement informer et mobiliser les habitants sur le sujet des politiques et transformations urbaines. Nous nous concentrons sur les associations de pays comme les entrepreneurs politiques plutôt que sur le *Muhtar,* dont nous détaillerons le rôle au chapitre 6.

Nous commençons dans une première section par une analyse de la situation sociale du quartier à l'époque des élections de 2009. Nous poserons ici la double hypothèse que les multiples clivages ethniques et religieux présents dans le quartier sont à l'origine d'un obstacle important à toute action collective. Nous pourrons constater dans ce contexte que l'existence des clivages divers doit être inscrite dans l'expérience et les actions des habitants eux-mêmes. Les effets de la migration et de l'installation en milieu urbain sont ici importants,

au même titre que les dynamiques d'intérêt qui mènent les groupes et individus à se renvoyer mutuellement l'attribution d'être « l'autre » responsable des divisions. Nous verrons qu'un effort pour surmonter ces clivages face aux menaces de démolitions de 2009 a eu comme effet inattendu de faire ressortir les conflits d'intérêts entres les diverses associations de pays. Une initiative qui, initialement, cherchait à dépasser les divisions les a ainsi renforcées. Dans la seconde section du chapitre, nous analysons l'évolution de la situation dans les années séparant les deux scrutins locaux de 2009 et 2014. Nous en rendons compte en articulant nos hypothèses autour de cinq registres de divisions :

- Le premier est une accentuation de la division entre groupes identitaires ethniques et religieux dans le quartier après 2010, qui fait en sorte que ces groupes tendent de plus en plus à devenir des entités étanches, sans aucun lien les unes avec les autres, ce qui rend plus difficile à la fois la circulation de l'information et l'action collective ;
- Les différences ethniques et religieuses à ce niveau ont comme résultat supplémentaire d'accentuer la nature inégale de la concurrence pour les ressources publiques et privées. Nous posons à ce sujet l'hypothèse que les efforts de coordination entre associations mis en place suite aux événements de 2009 ont aggravé les divisions en rendant ces différences plus visibles ;
- Un troisième registre de fragmentation se trouve à l'intérieur des organisations, au sein desquelles les membres se méfient de plus en plus de leurs propres présidents, perçus comme ayant des intérêts personnels différents. Notre hypothèse à ce sujet est que le changement de fonction des éminences locales contribue à rendre plus difficile la circulation d'informations sur l'action publique ;
- D'autres conflits d'intérêts concernent les individus plutôt que les associations. Au niveau le plus évident, les habitants détenteurs d'un droit de propriété du sol, même sans droit légal de construire, se trouvent dans une situation différente de ceux qui n'ont aucune preuve d'occupation. Cette différenciation a des conséquences sur la manière dont ces groupes formulent leurs intérêts. Pour les premiers, la négociation individuelle avec les autorités est une possibilité attractive, car ils ont des droits à faire valoir. Pour les derniers, en revanche, l'action collective peut sembler la seule stratégie possible. Nous retrouvons ici un des éléments mis en avant dans le cas turc par Kuyucu et Ünsal (2010), Kuyucu (2014) et Pérouse (2005), qui brisent la solidarité et empêchent l'action collective. Dans notre cas, ce conflit peut se trouver même au niveau purement individuel, car pour beaucoup d'habitants, une partie de leur propriété est semi-régularisée – la loi de 2004 permet le raccord à l'eau et l'électricité pour les maisons construite avant cette dâte – tandis que les maisons construite ou

agrandie lors de la vague de construction qui a entourée les élections de 2009 demeure précaire. Un conflit d'intérêts interne pour les habitants les plus démunis vient du risque de perdre leur accès aux politiques sociales gérées par la municipalité s'ils participent à des manifestations de défense de leurs habitations. Nous postulons que tous ces éléments de conflits rendent plus difficile la mobilisation et l'action collective ;

- Finalement, s'ajoutant à tous ces conflits et divisions, le changement de fonction des catégories professionnelles telles que les agents immobiliers et les avocats tend à délégitimer toute information venant de leur part, privant ainsi les habitants d'une source possible d'informations désintéressées.

3.1 Les clivages identitaires et les limites de la mobilisation

En 2009, nous l'avons vu au chapitre 1, les dirigeants des associations de pays à Şahintepe avaient mobilisé les habitants contre les tentatives de démolition et ont ensuite joué le rôle de négociateurs. En prenant ces événements comme point de départ de notre analyse, il s'agit de mieux comprendre leur importance et leurs limites. Pour ce faire, nous devons prendre en compte la manière dont la mobilisation a été organisée ; l'existence d'un mécontentement ne fait pas naitre, à lui seul, un mouvement social. La mobilisation doit trouver un langage qui lui donne un sens et désigne des adversaires ; la revendication doit être légitimée par référence à des valeurs (Neuveu 2002 :42). En 2009, les présidents d'association ont désigné comme adversaire l'équipe de « démolition » pour légitimer leur forme de protestation. Il s'agissait ainsi d'une mobilisation ponctuelle liée à une conjoncture particulière. De notre point de vue, ce mouvement collectif ne peut être compris comme une recherche d'un « *droit à la ville* » (Lefebvre 2009 ; Harvey 2003), conclusion à laquelle parviennent certains chercheurs dans le cas des revendications dans d'autres *gecekondu* stanbuliotes (Yücel et Aksümer 2011, Uzunçarşılı Baysal 2012). La mobilisation à Şahintepe procède plutôt d'une volonté de préserver le logement existant que d'une revendication d'un droit à le transformer. Notre cas est donc assez loin de celui analysé par Pérouse (2005a:135), avec les mobilisations collectives des *gecekondu* comme Küçükarmutlu, 1 Mayıs dans les années 1970, qui ont conduit au recul du gouvernement de l'époque. La mobilisation contestataire à Şahintepe est loin de créer un changement politique de la part des autorités. Si la confrontation immédiate se termine avec le compromis que nous avons analysé au chapitre précédent, ce qui change à moyen terme, c'est le comportement des habitants. Nous aborderons ce sujet plus en détails dans les chapitres suivants.

L'image d'unité a été abondamment utilisée par les présidents d'associations pour renforcer leurs propres positions et délégitimer l'action de l'Etat (représenté ici par les municipalités). Le président de l'association des ressortissants du village alévie de Karacaören dans la province de Tokat, Ali Uğur, nous a expliqué que : « *en 2009, il y a eu des démolitions à Güvercintepe. Toutes les associations de Şahintepe ont participé à la résistance. Après, il y a eu les menace de démolition à Şahintepe – tout le monde a également réagi – les associations ont rassemblé et motivé leurs membres – ils* (les présidents) *ont pensé réunir toutes les associations sous une même plateforme pour dire non aux démolitions. Nous sommes un seul poing !* »[158]. En fait, la mobilisation collective de 2009 est loin d'avoir marquer l'unité complète du quartier. Bien au contraire. Son analyse permet de mettre en exergue les clivages d'identités et d'intérêts existant à cette époque, et de mieux comprendre leur évolution dans les années suivantes. Dans cette première section du chapitre, nous partons d'une analyse des clivages ethniques et religieux dans la Turquie urbaine contemporaine pour mieux comprendre la dynamique locale que nous observons dans notre cas d'étude.

3.1.1 Migration urbaine et conflits identitaires

L'ouvrage de Sema Erder (1997) intitulé *Kentsel Gerilim*, « La Tension Urbaine », montre que l'intégration des quartiers informels dans la ville formelle produit une série de sous-tensions liées aux types de migration, lieux d'origine et générations. Une de ces sous-tensions est le type d'immigration ; les immigrants « forcés » des provinces kurdes ne sont pas aidés par l'Etat. Arrivés en ville, ils doivent faire face à la peur des habitants turcophones qui les soupçonnent d'être partisans du PKK. De plus, la fréquence des confrontations avec la police rend encore plus difficile leur intégration. Cela mène à une politisation rapide de cette population qui dépasse les frontières des associations de pays. Nous verrons ci-dessous que l'identification éthnique est à la fois une ressource de l'action collective de 2009 et un instrument de politisation et de participation à Şahintepe pour les groupes pro-kurdes.

Selon Lagroye et *ali* (2012 : 320), les *caractéristiques du groupe identitaire* mobilisées doit être analysées selon deux paramètres : celui des relations internes du groupe et celui des rapports que le groupe entretient avec d'autres. Dans ce sens, l'identité ethnique est loin d'être une catégorie raciale. Elle peut varier en fonction du temps et de la conjoncture.

[158] Entretien, Ali Uğur, le président de l'association de pays de la ville de Tokat du village de Karacaören, Şahintepe, 09.02.2014.

Elle peut aussi se renforcer suite à la fréquentation d'autres groupes. En d'autre termes, l'ethnicité est « *une forme de lien entre les individués et les représentants, une forme d'organisation sociale basée sur une attribution catégorielle qui classe les personnes en fonction de leur origine supposée et qui se trouve validée dans l'interaction sociale par la mise en œuvre des signes culturels socialement différenciateurs* » (Le Texier 2006 : 100). Les signes culturels autre que turc ont longtemps été niés par l'Etat turc, qui percevait les kurdes comme « candidats » à l'identité turque, et dont il fallait favoriser et faciliter l'assimilation (Yeğen2009). Ainsi, la politique de l'Etat turc est basée sur la non-reconnaissance et voit l'assimilation comme une solution. Il n'est pas question d'avoir une « connaissance » d'une ethnicité kurde distincte de celle des turcs. Les « kurdes », en tant qu'objet national, ne peuvent exister. Seul le PKK existe, en tant qu'ennemi et représentant des ennemis externes de la Turquie, mais surtout pas en tant que représentant légitime d'un groupe national. L'identification de la population d'origine kurde dans son ensemble avec le PKK mène à l'invention d'un racisme qui n'était pas présent à l'origine dans la politique assimilationniste de l'Etat turc et dans l'idéologie des partis nationalistes.

Suite aux mouvements de migrations urbaines dont nous avons analysé les causes et l'importance au chapitre 1, les villes turques ont été les témoins d'une nouvelle dynamique identitaire, définie par Saraçoğlu (2011) comme « *l'exclusion par la connaissance* ». Cette interaction est le produit de l'immigration forcée et du néolibéralisme. Nous avons évoqué au chapitre 1 le fait que, pendant l'époque de la substitution des importations, il y avait un grand besoin d'ouvriers en ville. La grande migration kurde vers les centres urbains dans les années 1990 coïncide avec la fin de ce modèle et son remplacement par une politique libérale qui ne produit plus autant d'emplois industriels et encadrés. Les nouveaux arrivés ne peuvent trouver de l'emploi que dans le secteur informel. Une autre conséquence du tournant néolibéral, nous l'avons vu, est qu'à cette même époque, la tolérance pour les quartiers informels diminue.

La notion d'exclusion par la connaissance est basée sur la distinction analytique de Robert Miles et Malcom Brown (2004 cité par Saraçoğlu 2011: 64) entre « *l'autre imaginé* » (*imagined other*) et « *l'autre vécu* » (*experienced other*), dans laquelle le « vécu » ne va pas jusqu'à l'intimité personnelle, mais comprend une fréquentation de groupe à groupe. Ainsi, cette nouvelle « *exclusion par la connaissance* » n'est créée ni par l'Etat, ni par les partis nationalistes. Elle est le produit des relations de la vie quotidienne en milieu urbain. Ce n'est pas la vie urbaine en tant que telle qui est en la cause ; la ville est seulement le lieu

où se rencontrent les groupes. (Saraçoğlu 2011 : 48-60) En raison des interactions dans la vie citadine, le groupe « kurde » est perçu comme homogène. Cette analyse de Saraçoğlu (Saraçoğlu 2011) cherche à comprendre la perception des classes moyennes urbaines, mais nous trouvons les mêmes particularités pour Şahintepe, où les autres groupes ethniques considèrent les kurdes comme un groupe à part ; ils sont alors exclus par des clichés humiliants. Le groupe ainsi créé est considéré de l'extérieur comme étant homogène et « autre ». (Saraçoğlu 2011 : 71). Dans l'analyse de Saraçoğlu (2011 : 102-132), cinq stéréotypes sur les kurdes ressortent :

- Ignorants ;
- « Diviseurs » (*bölücü*) – ils veulent diviser le pays – le PKK devient plus visible en ville ;
- Ils s'enrichissent par des moyens malhonnêtes ;
- Ils dégradent la vie dans la ville ;
- Ce sont des occupants.

A Şahintepe, nous avons observé que ce registre « diviseur » est bien présent. La différence confessionnelle des kurdes renforce cet état d'être « autrui » et « diviseur ». La majorité des groupes de « kurdes » à Şahintepe sont des sunnites, mais suivent l'école de *Shafi'i*, et ont pour cette raison des pratiques quotidiennes et de prière différentes de celles des écoles *Hanafi* de l'islam sunnite : par exemple, contrairement aux Hanafisi, les Shaf'is ne serrent pas les mains des femmes pour éviter de perturber les ablutions, ou, pendant la prière, les Hanafis retournent la tète en gauche tandis que les Shafi'is la retournent à droite. En raison de cette différence de pratiques religieuses, les mosquées ont été divisées à Şahintepe selon les groupes sectaires. Cette différence dans la pratique religieuse, ressentie dans la vie de tous les jours, alimente la production de l'autrui. La vision de « diviseur » a été renforcée par les mosquées des Shafi'i. Erdal Serindere, président de l'association de jeune *Her renk*, appartenant au groupe des Shafi'i nous explique : « *Il y a beaucoup de divisions à Şahintepe. Par exemple, je suis Shafi et nous avons une mosquée pour nous. Mais les autres l'identifient comme la mosquée des Kurdes, comme la mosquée des diviseurs. Mais je ne fais pas la prière comme les autres* ».[159]

L'évocation de cette différence religieuse sert à rappeler que la division ethnique et linguistique entre populations turcophones et kurdophones n'est pas le seul clivage identitaire de première importance dans les quartiers précaires. A Şahintepe, les résidents ne sont pas

[159] Entretien, Erdal Serindere, président de l'association de jeunes *Her renk*, Şahintepe, 04.03.2014.

seulement répartis entre Shafi'is et Hanefis. Il y a aussi une population importante d'Alévis et un groupe shiite, qui se réclame du sixieme *imam* Cafer-i Sadık, de l'école de Caferi dont les membres appartiennent au groupe Azérie. Ces deux groupes ont leurs propres lieux de culte: une mosquée shiite *Zaynebiye* pour les Azéris et deux *cemevis* pour les groupes alévis. Le plus connu des *Cemevis* de Şahintepe ne sert que le groupe Alevi originaire du village de Karacaören de la ville de Tokat. Même au sein de ce groupe, est apparu un clivage avec l'émergence d'un groupe qui voulait construire un nouveau *Cemevi* dans l'objectif de rassembler tous les Alevis du quartier.[160] Toutes ces divisions de groupes religieux à Şahintepe créent une fragmentation des lieux de sociabilité, ce qui empêche l'interaction quotidienne des habitants et l'élargissement de leurs réseaux d'interconnaissances. L'identification religieuse est encore plus diversifiée chez les confréries sunnites, qui pratiquent une forme différente de l'Islam. Il y a des *tarîqats* actives dans Şahintepe tels que le mouvement de Nourdjou, de Nakshibendi, de *Süleymacılar*, *etc.* Chaque mouvement a été divisé sous forme de *tarîqat*. Avec des maisons à Şahintepe, ils sont capables d'unir leurs fidèles. Contrairement à la croyance populaire, ils ne se cachent pas. Ils sont visibles dans les rues grâce au panneau extérieur qu'ils ont organisé pour faire connaitre leur fondation caritative. De façon similaire aux organisations des partis politiques (dont nous parlerons aux chapitres suivants), les fidèles des confréries sont mobilisés en ordre dispersé par l'intermédiaire de leurs représentants dans le quartier.[161]

Nous allons voir dans les pages suivantes que cette définition par les habitants de « l'autre » rend beaucoup plus difficile toute unité de l'action collective. Ainsi, nous pouvons supposer que « *les habitants développent le réflexe d'autoprotection envers autrui vivant dans le même quartier. Cela génère la peur entre les voisins. La politique de la peur peut permettre de légitimer, aux yeux des habitants partageant le même statut social, l'arrestation ou même l'évacuation des autres habitants. Cette politique qui fonctionne en ajoutant différences culturelles et préjugés ethniques rompt la réaction commune* » (Erkilet 2013, 140). Tous ces facteurs contribuent à la fragmentation, mais aussi à la mauvaise circulation des ressources d'informations. Comme Eriklet (2013) l'a montré, ceci est une des raisons de la naissance d'une politique de méfiance qui légitime des pratiques publiques dans la politique d'incertitude. Nous allons voir que cette situation a été aggravée après 2009 par l'émergence de clivages supplémentaires. Les paragraphes suivants nous

[160] Entretien non structuré, İbrahim Dilekçi, président de l'association de Cemevi de Şahintepe, Şahintepe, 23.02.2014

[161] Entretien, Seyithan Kırmızı, ancient président de l'association de la ville de Diyarbakır (pour la période 2009-2014), Şahintepe, 07.02.2013.

montrent les raisons de ces clivages et leur influence sur les flux d'information qui empêchent l'unification autour d'une cause, en rendant difficile pour les habitants le recueil d'information autre que par leurs proches, et la recherche d'un intérêt plus général.

Le lieu d'origine est un des éléments les plus importants dans la formation de l'identité personnelle dans le quartier. Selon les données du département des relations publiques de la municipalité de Başakşehir, il existe à Şahintepe vingt-deux associations, établies sur des bases diverses : lieu d'origine, lieu de culte, groupements générationnels. Sur ces vingt-deux associations, dix-sept sont constituées sur la base du lieu d'origine ; neuf sur un village précis et les autres sur des bases plus larges telle qu'une ville.[162] La solidarité entre les ressortissants d'un village est plus solide que pour les villes, car ils se sont déjà connus dans le village dont le lieu habitation urbain devient une reproduction. Les rassemblements basés sur une ville ont des relations plus lâches, car l'interconnaissance et la réciprocité doivent, dans la plupart des cas, s'établir après l'arrivée. Une des raisons pour la division de certaines villes en associations de villages est la différence religieuse. En effet, les associations de villages peuvent servir de marqueur pour les différences ethniques et confessionnelles. Aucune association ne réunit des habitants sunnites et alévis. Pour reprendre un exemple souvent évoqué, les habitants originaires de la ville de Tokat – collectivement le groupe d'origine le plus nombreux dans le quartier – se répartissent en plusieurs associations de villages divisées selon les lignes confessionnelles.[163] L'identification avec le « pays » devient donc autant une ligne de démarcation qu'un instrument de regroupement. En se considérant, les uns et les autres comme « nous » et « eux », les habitants renforcent leur liens avec ceux qu'ils considèrent comme proches, mais en même temps s'éloignent de tous les autres. Un autre type d'association est lié aux lieux de culte. Ces associations rassemblent les fidèles des mosquées ou *cemevi*. Selon toujours le document que nous avons obtenu de la municipalité de Başakşehir, il existe trois associations de ce type : deux sur les *cemevi* des alevi et l'autre, sunnite, autour d'une mosquée. Néanmoins, les données recueillies par la municipalité présentent certaines lacunes ; nous avons pu constater l'existence de plusieurs associations de mosquées non répertoriées officiellement. Un dernier type d'associations documentées est celles inter- générationnelles. Dans un quartier où les lieux de sociabilité publics sont absents, comme expliqué au chapitre 1, les jeunes cherchent à créer des

[162] Dans le découpage administratif turc, la ville englobe non seulement le centre urbain, mais les villages. Les villes sont divisées en arrondissements, eux-mêmes divisés en quartiers, et le village. Le pays tout entier est ainsi divisé en 81 villes.

[163] Nous devons noter que l'inverse n'est pas vrai : l'unité religieuse ne garantit pas l'unité des associations. L'exemple de la ville d'Ordu nous montre une division au sein d'une population sunnite basée sur des enjeux de pouvoir.

associations pour avoir un espace de sociabilité, mais aussi pour être mieux placés pour recevoir des ressources publiques ou privées. Le nombre d'associations est fluctuant ; de nouvelles associations, souvent éphémères, sont ainsi créées juste avant les élections, dans l'espoir de profiter de cette conjoncture pour percevoir des ressources.

Pour revenir aux associations de pays, de loin les groupes les plus importants pour notre démarche dans ce chapitre, elles ont une salle de réunion communale, propriété de l'association. Elles sont le point à partir duquel des réseaux économiques, politiques et sociaux fusionnent, donnant lieu à un moyen de communication avec le système politico-institutionnel (Hersant and Toumarhine 2005). Leurs activités diffèrent selon leur budget. Les activités les plus fréquentes consistent à aider à trouver des bourses pour les étudiants, et à distribuer de l'aide financière aux nécessiteux. Leur budget est constitué par les cotisations des membres ou par des organisations des repas de Ramadan et des soirées de compatriotes pour lesquelles les associations peuvent vendre les billets d'entrée ou recueillir des dons de la part des partis politiques. En regroupant les immigrants autour de différentes activités, les associations de pays servent aussi de base pour la formation d'un nouveau type d'identité, un sentiment d'appartenance à un groupe imaginé, à un groupe constitué après les interactions dans la ville. Elles entretiennent un « *savoir local par lequel tout un ensemble de rituels de savoir–faire, mais aussi une cosmologie, une histoire et une mémoire sont transmis et réinventés au besoin* » (Le Ray 2005 : paragraphe 7). Les différents registres d'investissement du pays d'origine offrent aux membres les moyens de produire un sens de la localité au sein de leur espace de résidence. « *La subjectivité locale qui est entretenue rendra plus sensible à certains problèmes et certains mode d'action, jouant en cela un rôle déterminant dans la sélection des causes pour lesquelles les associations et leurs membres, individuellement, en famille ou au sein de leurs réseaux de socialisation, seront prêt à s'investir* » (Le Ray 2005 : paragraphe 8). Rien n'oblige, par contre, à ce que ces subjectivités soient identiques d'une association aux autres. Nous pouvons poser l'hypothèse que chaque réseau a évolué et a sa propre solution aux problèmes liés à la vie urbaine : établir des routines de contacts, des valeurs et des perceptions partagées et une réserve de connaissances politiques ou économiques afin d'aider à surmonter les nouveaux problèmes. Aussi bien les forces que les limites de l'action collective des associations de pays étaient visibles dans la mobilisation de 2009, sur laquelle nous revenons maintenant.

3.1.2 La mobilisation de 2009 et ses limites

Un élément essentiel pour comprendre les événements de 2009 et le double rôle des dirigeants. Ils sont en même temps meneurs d'une confrontation et ouverts à la négociation avec les autorités. Ce double rôle nous rappelle l'analyse d'Erder (2006 : 74-75), qui observe dans la population issue de l'immigration interne installée à Istanbul dans les années 1990, que les dirigeants politiques des quartiers informels devaient cumuler deux éléments de pouvoir : la capacité de mobiliser les habitants pour soutenir les demandes collectives et la capacité de créer des liens politiques leur permettant d'entrer en contact avec l'autorité publique au niveau local, ainsi qu'avec les organisation partisanes. La participation à cette mobilisation, aussi bien au niveau des dirigeants que des habitants, était inégale. L'alliance de deux groupes, d'une part les associations nationalistes kurdes et d'autre part les associations alévies de Tokat (village de Karacaören) est particulièrement centrale, car elle fédère deux groupes importants dans la politique du quartier. D'autres groupes, y compris certains groupes turcophones sunnites se joignent à eux. Néanmoins, la mobilisation ne rassemble pas toutes les forces du quartier. Certains groupes comme l'association de pays de la ville Ordu, connue pour leur soutien d'une politique nationaliste turc, n'ont pas participé à la mobilisation contre la destruction de *gecekondu*. Le sens qu'ils attribuent à ce mouvement n'était pas compatible aux principes des groupes ayant une vision nationaliste turque. Nous pouvons l'expliquer par le terme de Mathieu (2012 :17) « *autoréférence* » : « *le fait qu'ils éprouvent le sentiment que la pratique à laquelle ils participent obéit à des principes et vise des enjeux distincts de ceux qui gouvernent d'autres domaines sociaux* » (*Ibid*.). Ainsi l'« autoréférence » de certains groupes ne permet pas ce mode d'action. Le président de l'association de pays de la ville de la Mer Noire nous a expliqué que « *certains groupes jetaient des pierres aux équipes de police venues pour la démolition après les élection de 2009. Nous ne nous sommes pas joins à eux. Nous ne jetons jamais de pierres sur notre police ».*[164]

Il est important de souligner que, malgré la violence évidente lors de ces manifestations, celle-ci ne va pas de soi pour tous les groupes concernés – même ceux qui ont accepté de manifester. Auyero et Joseph (2007 : 4), dans la lignée de Geertz (2001) et Tilly (1995), nous rappellent que les « *répertoires d'actions collectives* » comprennent non seulement des moyens (*means*) mais des significations (*meanings*), et qu'à un moment historique donné pour un groupe déterminé, ce répertoire peut se limiter à un nombre restreint

[164] Entretien, Yücel Yıldırım, président de l'association de pays de la ville d'Ordu, Şahintepe, 03.06.2012 .

d'actions possibles. Les manifestations violences n'appartiennent pas de manière générale au répertoire d'actions des groupes alévis (Massicard 2005a : 97). Nous observons à cette occasion l'usage de ce type de répertoire d'action par les groupes alevis, surtout les habitants originaires du village de Karacaören de Tokat en alliance avec les groupes pro-kurdes. Cette vision de l'unité a été soulignée par les présidents pro-kurdes pendant divers entretiens. Dans ce sens, Bayram Satılmış, président de l'association de jeune de *Her Renk* engagée dans la mobilisation nous a indiqué que : *« en 2009, tout le monde est ensemble pour lutter contre les démolitions. L'association de Diyarbakır est en avant-garde, mais tout le monde réagit ensemble, sans encadrement d'un parti politique. Il s'agit de défendre les maisons.* [165]*»*

Ces discours et références croisés sont de première importance pour comprendre la dynamique contestataire et ses limites. Selon Mathieu (2012 :21), « *les mouvements sociaux ne se déploient jamais de manière isolée mais sont pris dans des rapports de nature et d'intensité variables avec d'autre mouvements qui influencent leur pratique* ». Cette « *dimension interactive* » (Mathieu, 2012) fait en sorte que les mouvements sociaux gardent ainsi le souvenir des luttes et des divisions préexistantes, ce qui peut limiter leur rassemblement autour des enjeux contemporains. Dans notre cas, il n'est pas possible de dégager un ensemble d'opinions commun sur la politique urbaine. Dans cette optique, contrairement à l'analyse de Pérouse (2005a :128), nous ne pouvons observer un « *art du faible* » (Certeau 1990, cité par Pérouse 2005a), c'est–à-dire une co-représentation, une coproduction et une co-fabrication du monde social qu'ils habitent. Au contraire, la démarche identitaire des groupes empêche l'unité complète de l'action. Le président de l'organisation du quartier de BDP (le parti de la paix et de la démocratie- le parti pro-kurde), Mehmet Şirin Demir[166], nous explique:

« En ce qui concerne notre parti, la dernière fois (lors des manifestations de 2009 contre la démolition), la seule masse qui résiste contre eux, c'était nous. La police nous à dit « Pourquoi êtes-vous ici ? En quoi cela vous regarde ? » Nous leur avons répondu : « C'est faux de nous dire cela, l'immeuble que vous avez démoli appartient à notre groupe. La première personne dont la maison a été démolie à Şahintepe était un de nos membres. »

C.A. : *je croyais que ce n'était qu'une démolition symbolique*

[165] Entretien, Bayram Satılmış, ancient president de l'assocition de jeunes Her renk, Şahintepe, 09.02.2014.
[166] Mehmet Şirin, président de l'organisation du quartier du parti de la paix et de la démocratie, BDP, Şahintepe, 22.03.2014.

« Si la démolition n'a été que symbolique. C'est parce que notre groupe les a empêchés de démolir. Notre groupe s'est rassemblé sur le lieu et il y a eu une confrontation violente avec la police. Il avait des jets de pierre contre des bombes à gaz. La police nous demandait, « en quoi cela vous regarde ? Peu importe où l'on va, c'est vous qu'on trouve en face de nous ». Nous leur avons répondu que c'est notre groupe, nos membres, nos gens dont vous avez démoli les maisons. Ici il y avait une résistance et ils ont reculé. Il y avait une autre démolition à Bayramtepe et nos membres sont allés là-bas et il y a eu confrontation ».

Les évènements de 2009, pour toutes leurs limites, marquent le dernier épisode d'action collective contre la démolition. Une explication aisée de cette mobilisation serait l'absence de nouvelles tentatives de démolition, mais nous verrons dans les pages qui suivent qu'elle est loin d'être la seule. Les clivages mis à jour par ces événements persistent et ont, dans certains cas, été aggravés. Parallèlement, des conflits liés directement aux plans successifs de zonage et de transformation vont compliquer encore plus le problème de l'action collective dans le quartier.

3.2 De 2009 à 2014 – Cinq Registres de Fragmentation

La mobilisation de 2009 était, comme nous avons pu le constaté, loin de faire l'unanimité dans le quartier. Selon nos observations durant les années suivantes, il semblerait que même ce niveau incomplet d'action collective devient plus difficile à atteindre par la suite. Pour comprendre cette évolution, nous devons écarter toute explication mono-causale. Les sources de divisions analysées ci-dessus persistent ; de nouvelles s'y ajoutent, mais c'est dans leurs effets conjoints que nous trouvons l'explication principale de l'énigme centrale de ce chapitre : l'absence de mobilisation contre les plans successifs de transformation. Un élément qui prendra de plus en plus d'importance dans notre analyse est la dynamique interne des organisations. Mathieu (2012 : 60) fait remarquer que « *les groupes ne marchent pas comme un seul homme, du fait que le sens et le rythme de leur marche sont en grande partie dépendants de leur composition interne et de la dynamique des relations entre leurs différentes composantes* ». Dans notre cas, cette question de « *composition interne* » doit s'analyser à plusieurs niveaux : celui du quartier tout entier, celui des associations et celui des individus. Notre hypothèse, dans cette seconde section, est que c'est l'accumulation de conflits d'identités et d'intérêts à tous ces niveaux qui empêche la circulation de l'information et la mobilisation des habitants contre les projets de transformation du

quartier. Comme indiqué dans l'introduction, nous articulons ainsi notre analyse de cette évolution autour de cinq registres de division.

3.2.1 Les relations ethniques et religieuses se dégradent

Nous avons pu constater ci-dessus que la fragmentation identitaire du milieu politique à Şahintepe s'articule autour de deux facteurs socio-culturels : l'ethnicité et la religion. Les premières divisions se trouvent entre « kurdes » et « turcs » et crée deux blocs qui permettent à leurs membres de produire de la solidarité en construisant des symboles et des significations propres. L'autre clivage que nous avons observé oppose, dans le contexte de ce quartier, des groupes religieux ; les plus importants sont les Sunnites et les Alevis, d'autres existent. Les nombreuses réclamations des registres identitaires éloignent les habitants les uns des autres. Ce type de réclamation a un lien étroit avec la politique nationale, qui rejette toute mobilisation particulariste remettant en cause une identité turque unique, sortant après le coup d'Etat de 1980, qui réaffirme une identité nationale unitaire. Malgré cela, les mobilisations identitaires se sont développées grâce à une interdépendance et même un mimétisme entre la mobilisation pro-kurde, l'islam politique, le nationalisme turc, le mouvement alévi et la profération d'autres mouvements identitaires (Massicard 2005a). A Şahintepe, l'action des mouvements identitaires empêche l'unification autour d'une cause, non seulement suite à des confrontations directes entre groupes, mais également en entretenant la diversité des modes d'action envers les autorités publiques.

Le point d'inflexion dans cette évolution est un événement de 2010 à Şahintepe. En décembre de cette année, le *Cemevi*, désigné Tokat Karacaören Köyü Kültür ve Dayanışma Derneği Veli Baba, qui est le lieu de culte de l'association de pays de Tokat du village de Karacaören, a été lapidé par un groupe d'hommes masqués, avec comme résultat des fenêtres brisées et autres dégâts matériels.[167] Suite aux premiers jets de pierre, les groupes concernés (les habitants originaires du village de Tokat Karacaören et les habitants qui soutiennent les politiques pro-kurdes) se sont mobilisés, et la violence a pris le dessus avec une contre-attaque par les hommes de Tokat contre l'association (kurdophone) de pays de la ville de Van et l'association pro-kurde ŞAH-DER « association de Şahintepe pour faire connaitre l'environnement, l'éducation et la culture » (*şahintepe çevre eğitim ve kültürü tanıtma*

[167] Selon un rapport de l'association non gouvernementale *İnsan hakları derneği İHD* (organisation des droits humains) du 28 décembre 2010, une centaine de personnes auraient participer à cette première manifestation. <http://www.ihd.org.tr/sahintepe-karacaoren-velibaba-cemevine-yapilan-saldiri-olayi-ile-ilgili-arastirma-ve-inceleme-raporu/>

derneği. Les éminences locales (les présidents des associations, les dirigeants religieux, le *Muhtar* et les responsables au niveau de l'arrondissement) ont tenté de résoudre le problème en cherchant à contrôler leurs propres membres pour empêcher des événements plus graves comme la contre-lapidation d'une mosquée sunnite[168].

Les faits de cette lapidation sont controversés, même dans le quartier. Tout le monde n'est pas d'accord sur ce qui s'est réellement passé. Il est ainsi trompeur d'en présenter un compte rendu basé sur un point de vue particulier, comme s'il s'agissait d'un récit objectif. Une interprétation mise en avant par la presse nationaliste et les habitants de cette même tendance est que cette manifestation est le symbole d'une contestation contre une vision unitaire de l'Etat turc. Selon ce récit, repris par la presse de tendance nationaliste, l'origine de la confrontation était un drapeau turc pendu à la fenêtre de la *Cemevi*[169], dont les manifestants auraient réclamé qu'on l'enlève. Partant du symbole du drapeau, ce groupe aurait ainsi contesté la vision de l'unité ethnique et territoriale du pays. La présence du drapeau, en revanche, a été niée par d'autres acteurs, dont le président de l'association du *Cemevi* en question et des habitants kurdophones cités dans la presse et dans le rapport de l'association *İHD*. Un autre point de vue, véhiculé par d'autres journaux, en particulier *Birgun et*[170] *Sol-Portal*[171], niait l'importance ou même l'existence du drapeau pour mettre en avant l'hypothèse d'une provocation délibérée de la part de la police. Dans cette version des faits, celle-ci aurait été prévenue à l'avance, mais aurait choisi de ne pas intervenir. Une autre version de ce récit irait jusqu'à dire que les manifestants étaient eux-mêmes des policiers en civil. La police, selon cette version des faits, agissait dans les intérêts de TOKI, qui cherchait ainsi à légitimer l'éventuelle expulsion de tous les habitants du quartier pour libérer de la place pour un grand projet immobilier, sous prétexte que la situation sécuritaire était devenue ingérable. Une autre interprétation prenant comme point de départ la situation immobilière veut qu'il ne s'agisse pas d'un conflit identitaire mais plutôt d'une dispute autour de problèmes immobiliers. Les deux groupes auraient revendiqué un même terrain, et la violence aurait été déclenchée par ce conflit d'intérêt.[172]

---

[168] Selon Ömer Taha, les groupes d'Alevi ont reçu des messages sur leurs téléphones pour lapider les mosquées sunnites. Entretien, Ömer Lütfü Tama, directeur des relations publiques et de presse de la municipalité de Başakşehir, Municipalité de Başakşehir, 26.02.2014.

[169] "Başakşehir'de tehlikeli kışkırtma… cemevi taşlandı." *Milliyet*, 27.12.2010, http://www.milliyet.com.tr/basaksehir-de-tehlikeli-kiskirtma-cemevi-taslandi-/gundem/gundemdetay/27.12.2010/1331360/default.htm consulté le 13.05.2014.

[170] "Cemevi Saldırısı sivil işi mi?" *Birgün, 03.01.2011,* http://www.birgun.net/haber-detay/cemevi-saldirisi-sivil-isi-mi-56609.html consulté le 13.05.2014

[171] "Başakşehir Şahintepe'de Tehlikeli Provakosyon", *sol portal*, 27.12.2010, http://haber.sol.org.tr/devlet-ve-siyaset/basaksehir-sahintepede-tehlikeli-provokasyon-haberi-37373, consulté le 05.04.2015

[172] Conversation, Ayşe Çavdar, chercheuse et journaliste, L'Université de Boğaziçi, 16.01.2014.

Comment interpréter ces points de vue divers ? Ce qui est évident, c'est qu'une confrontation qui, dans les faits, opposait deux groupes relativement étroits, l'association de Tokat Karacaören et un groupe particulier de kurdes, a été très rapidement réinterprétée par les habitants, suivant les lignes de « l'exclusion par la connaissance » évoquée ci-dessus, pour en faire un conflit entre « les urdes » d'une part et « les alévis » d'autre part. L'identification du groupe homogène « autre », à savoir les « kurdes », a été renforcée par cette attaque. Selon nos entretiens, suite à cette confrontation, les disputes deviennent plus « communautaires ». L'ancien président de l'association de Her Renk Gençliği nous explique : « *Une nouvelle période commence après 2010 et l'affaire du Cemevi. Les tensions et les disputes deviennent plus communautaires, même si elles ont des origines personnelles, comme par exemple des disputes pour des filles ou autour du trafic de drogue* »[173]. La division entre groupes constitués fait en sorte qu'ils tendent de plus en plus à devenir des huis-clos en empêchant la perméabilité de l'information sur l'action publique. Cela résulte en une délégitimation du mode d'action de certains habitants. Cela n'empêche pas seulement d'obtenir de l'information, mais également de produire des ressources symboliques nécessaires à l'action collective.

Quoi qu'il en soit, les événements autour du *Cemevi* illustrent la dynamique évoquée par Pérouse (2005a : 144), pour qui « *l'espace de la mobilisation change de dimension, de structure et de fonctionnement interne. Il cesse d'être un territoire unique et circonscrit et devient un réseau, impliquant plusieurs nœuds en interaction permanente entre lesquels circulent hommes et informations* ». En fait, la transformation va plus loin. Cette structure en « nœuds » distincts mais communicants est évidente dans notre cas en 2009, mais des événements autour de la lapidation du *Cemevi* interviennent pour empêcher de plus en plus la circulation de l'information objective entre les groupes, lui substituant des rumeurs et des commérages à usage interne. Selon un président d'association de pays qui a demandé à rester anonyme, par exemple, cette attaque a été provoquée : « *Le président de Van nous a dit que le président de l'association de Tokat incitait ses membres à l'attaque* ».

Le clivage construit entre les groupes par les étiquettes du type « kurdes » et « alevis turcs » devient plus visible au fil de temps, à travers diverses confrontations. Par exemple, en 2012, les festivals du Ramadan[174] qui ont lieu à Şahintepe ont été annulés à cause de la

[173] Entretien, Bayram Satılmış, ancient president de l'assocition de Her renk, Şahintepe, 09.02.2014.
[174] Ce festival a été organisé avec la participation des associations, qui organisent à tour de rôle des soirées publiques de concerts ou se produisent des artistes qui chantent des chansons traditionnelles de leurs régions et

confrontation entre le groupe alevi de Tokat et les kurdes. La cause de cette confrontation nous a été expliquée sous deux versions différentes : la première est liée au symbolisme du drapeau. Des groupes soutenant le mouvement nationaliste kurde ne voulaient pas que le drapeau turc soit présent. Les associations des régions de la Mer Noire ont fortement réagit à ce qu'elles ont considéré comme une provocation, ce qui a donné lieu à des tensions entre les deux groupes. Une deuxième interprétation nous vient de la part des présidents kurdes. Pour eux, le commerce de la drogue, et en particulier les bagarres entre les trafiquants de drogue, a été mis en avant comme raison. Quelle que soit la vraie raison, dans la presse nationale et dans la mémoire collective des habitants, la situation nous a été expliquée, comme dans le cas de la lapidation du *cemevi*, comme un conflit entre les groupes « kurdes » et « alevis turcs ». Un résultat de ces événements a été la fermeture d'une association pro-kurde ŞAH-DER[175], que nous avons déjà vu comme cible d'une des contres attaques suite à la lapidation du *Cemevi*, et dont l'objectif est de produire un lieu de reproduction du mouvement nationaliste kurde et d'encourager la conscience d'une série de valeurs et de principes moraux en faisant apprendre aux membres le folklore, le langage et la musique kurde. En plus de son rôle dans la création d'un courant culturel kurde, cette association était un acteur politique local important. Cette association a recouru à la force physique, protestant contre la politique turque ou la politique locale ou essayant d'empêcher la destruction, afin de défendre les maisons de Şahintepe. Cette association essaie de légitimer le PKK en créant une visibilité dans le quartier, affichant les symboles du PKK au siège de l'association et pendant les manifestations auxquelles elle participe.

Les définitions indigènes des catégories ethniques, tout comme les répertoires d'action collective, se construisent ainsi dans les interactions banales quotidiennes autour des symboles utilisés. A l'engagement du mouvement nationaliste Kurde répond l'engagement des mouvements nationalistes turcs, créant ainsi des « *tensions urbaines* » (Erder 2006) parmi les habitants. Ce type de tension est à l'origine de la « *politique de la peur* » (Eriklet 2013), qui rend illégitime toute mobilisation pour des causes locales comme les plans de développement. Le président de l'association de pays de la ville Van nous explique: *« Après les manifestations de Gezi, les personnes originaires de Tokat ainsi que les membres d'une organisation d'extrême gauche veulent s'opposer au plan de développement afin de défendre les maisons de Şahintepe. Nous n'avons pas donné à nos membres la permission de participer. Nous n'avons pas participé. Les personnes de Tokat nous ont dit que nous les avions trahis. Je leur ai répondu*

vendent des produits de leurs villes d'origines. Pour ces soirées, les associations obtiennent l'aide financière (4000 TL par soirée) de la municipalité.

[175] Entretien, président de Şah-Der, Şeref Kılıç, Şahintepe, 25.07.2012

que vous nous trahissez depuis 30 ans ».[176] Le président de l'association de Diyarbakır confirme qu'ils n'ont pas soutenu le groupe de Tokat en expliquant: « *Après que douze soldats aient été tués en action contre le PKK, Ali Bakır* (membre de l'association de Tokat et un ancien membre CHP du conseil municipal), *a pris le drapeau national et a défilé avec son association. Ils criaient « "bâtards (piç) d'APO » dans la rue. S'ils se comportent comme cela, nous ne les soutiendrons pas* ». Les symboles ethniques sont également à l'origine de fragmentations parmi les manifestants : « *Les jeunes de l'association de Tokat Karacaören on défilé après les manifestations de Gezi Parc. Les autres factions de gauche (plateforme de la classe révolutionnaire indépendante) n'étaient pas satisfaites quand nous avons débuté le défilé en chantant l'hymne nationale. Ils n'ont pas voulu se joindre à nous. En conséquence, nous nous sommes séparés*. »[177]

Au-delà des moments de confrontation et de manifestation, ce durcissement de la fragmentation entre les groupes se trouve également dans la vie quotidienne du quartier. Le groupe de Tokat alevi et kurdes ont été définis par les habitants dans leurs interactions de tous les jours, mais les barrières identitaires ne s'arrêtent pas là, bien au contraire ; elles se généralisent. Le président de l'association kurdophone de Van nous à évoqué comme une chose normale le fait que « *les gens d'Ordu ne veulent pas de nous, et nous n'allons pas à la soirée d'Ordu*».[178] Nous retrouvons les mêmes comportements au niveau individuel. Une habitante nous explique sa raison de ne pas inviter ses voisines au déjeuner, et, ce faisant, nous donne un éclairage sur cette reproduction des catégories ethniques : « *Je n'invite chez moi que mes compatriotes. Les gens qui habitent juste derrière sont de Tokat, leur religion (Alévie) est différente de la nôtre. A côté, il y a des kurdes. Ils sont sales …* » [179] La multiplicité et la complexité des clivages constituent donc en cela des obstacles supplémentaires à toute action collective.

Selon Elias et Scotson (1997 : 227), les gens nouent des relations quand ils font des affaires, travaillent, célèbrent le culte ou jouent les uns avec les autres. Ils établissent aussi des relations quand ils vivent ensemble au même endroit, quand ils emménagent dans la même localité. L'interdépendance ne peut ainsi pas être construite en absence de lieux de sociabilité.

[176] Entretien, Ramazan Baykara, president de l'association de pays de la ville de Van et president de la platforme, Şahintepe, 12.10.2013.
[177] Entretien, Seyithan Kırmızı, ancien president de pays de la ville de Diyarbakır et platforme (pour la période de 2009-2013), Şahintepe, 20.03.2014.
[178] Entretien, Ramazan Baykara, president de l'association de pays de la ville de Van et president de la platforme, Şahintepe, 06.02.2013.
[179] Entretient collectif, le dejeuner avec les femmes du quartier, Şahintepe, 28.02.2014.

Dans notre cas, ni la mosquée, ni le *cemevi* ne joue ce rôle de créateur de réseau d'interdépendance des groupes religieux en dehors de la sociabilité ethnique. En conséquence, cela augmente les préjugés contre « l'autre », empêchant ainsi toutes interactions quotidiennes avec eux.

La notion du « cadrage » (Goffman 1994) est utile pour rendre compte de nos observations. Il s'agit d'un enjeu mobilisateur attirant les croyances, les émotions ou les désirs des individus mobilisables, et donc d'un outil qui leur permet de comprendre et d'organiser des enjeux plus ou moins complexes. Il prend la forme de symboles, de métaphores, de slogans, d'histoires structurant l'action d'individus qui les élaborent souvent en réponse à d'autres cadres qu'ils contestent (Le Texier 2006 :147-148). Ce qui est important ici, c'est que le cadre d'un groupe peut l'empêcher de s'engager dans la mobilisation. Dans ce sens, l'analyse empirique nous montre que l'expérience vécue de « l'autre » suite aux conflits passés en revue dans ce cas ne permet pas de produire des ressources symboliques communes pour tous les habitants du quartier. L'usage des systèmes symboliques différents ne permet pas l'unification autour d'une cause. Dans ce contexte, la défense de la propriété ne constitue pas un « *cadre de référence* », au sens de Le Texier (2006), suffisant pour assurer l'action collective. Bien au contraire, les cadres particuliers créés par les espaces et les lieux de socialisation fragmentés empêchent l'émergence d'un sentiment d'appartenance au quartier, vu comme lieu de résidence.

3.2.1.1 La différence dans l'accès aux ressources : unification inachevée de la plateforme

Suite à l'action collective inachevée en 2009, et malgré les tensions ethniques évoquées ci-dessus, après la tentative de démolition faite par les municipalités en 2009, les associations ont tenté de se réunir de manière plus structurée. Au départ, cinquante deux associations de trois quartiers voisins – Güvercintepe, Ziyagökalp et Şahintepe – se sont réunies[180]. A cause du coût de transport, ils ont décidé de créer cette entité à Şahintepe avec treize associations, consolidant leurs activités dans une « plateforme » plus générale des quartiers. La participation des associations ne se réalise de façon simultanée. Celle des associations de jeunes n'a été possible qu'après la permission des associations de pays adultes. L'objectif de ce rassemblement était de mettre en commun les ressources et de créer

[180] Entretien, Seyithan Kırmızı, ancien président de l'association de pays de la ville Dıyarbakır et de plateforme (pour la période 2009-2013), Şahintepe a l'époque, 31.05.2012.

une structure institutionnelle permettant une influence collective au-delà de leurs capacités individuelles. Toutefois, cette révision dans la structure des associations de *hemşehri* n'a pas changé les rapports de force dans le quartier. Lorsqu'un président d'association de pays devient le porte-parole de la plateforme, ses relations avec les organisations officielles ne sont pas toujours renforcées. Cela dépend de sa légitimité personnelle vis-à-vis des autorités formelles ou des habitants du quartier, de par sa position de courtier. La plateforme en tant que telle n'a que peu de ressources distinctes, ce qui limite son pouvoir, et donc sa portée. Il existait dans un premier temps un budget distinct pour la plateforme, provenant de contributions des associations membres, mais celui-ci a été suspendu. Selon le président actuel de la plateforme, cela ne les empêche pas de travailler ensemble. « *Nous avions 8.000TL de budget. L'ancien président de la plateforme nous a proposé de partager l'argent entre les associations. Maintenant, nous n'avons pas de budget et nous ne pouvons pas réaliser d'activités* ». [181] Selon Ömer Lütfü Tama,[182] le directeur des relations publiques et de presse de la municipalité de Başakşehir, les dépenses de toutes les réunions de la plateforme ont été financées par la municipalité, tout comme le lieu de rassemblement et les repas.

Pour sa part, la plateforme transfère des ressource municipales aux habitants sous forme de d'emplois, de bourses d'études (110 bourses distribuées en 2012)[183] ou de suppléments de revenus en espèces ou en nature. Les nouveaux types d'emplois, même ceux qui n'ont pas de vision programmatique pour éradiquer le chômage à Şahintepe, peuvent donner lieu à des négociations avec la municipalité, comme nous pouvons voir dans l'exemple suivant : « *L'année dernière (en 2011), dans tout l'arrondissement, İŞKUR ouvre un contingent de 500 emplois. Il s'agit d'emplois rémunérés au salaire minimum et avec la sécurité sociale pendant trois mois. Mais ce contingent n'est pas rempli. Suite à cela, la municipalité va donner à la plateforme cent emplois. Nous pensons créer des opportunités pour les femmes qui ne contribuent pas aux revenus de leurs familles. Selon les normes de ce quartier, avoir un revenu donne le droit à la parole. En tant que plateforme, nous avons organisé une activité intitulée " balaye devant ta porte, prends ton salaire". Pendant trois mois, elles ont balayé devant leurs portes et elles ont obtenu un salaire d'environ de 550 TL, avec les cotisations de sécurité sociale. Ici, la municipalité nous a aidés. Quel était le but? De*

[181] Entretien, Ramazan Baykara, president de l'association de pays de la ville de Van et president de la platforme, Şahintepe 12.10.2013.
[182] Ömer Lütfü Tama, directeur des relations publiques et de presse de la municipalité de Başakşehir, Başakşehir, 26.02.2014.
[183] Entretien, Seyithan Kırmızı, président de l'association de pays de la ville Dıyarbakır et de plateforme (pour la période 2009-2013), Şahintepe, 31.05.2012.

ne pas envoyer le contingent vide. Nous remercions la municipalité. »[184]. Ce soutien de la part de la municipalité est ambigu dans ses effets. Certes, il permet pendant un certain temps à la plateforme d'exister et d'agir. Néanmoins, cette dépendance financière envers la municipalité les empêche de créer un espace à part entière pour leur collectivité.

Deux éléments supplémentaires sont importants pour comprendre les limites de cette initiative d'unification. Tout d'abbord, la prise de décisions par la plateforme n'est pas faite avec les habitants. Les réunions entre les présidents sont réalisées en secret et les décisions sont cachées aux habitants. Nous reviendrons à ce problème ci dessous. Ici, nous devons avant tout noter que même pour les participants, ce type des réunions n'alimente pas nécessairement un mode d'action unifié au sein de la plateforme. Ceci s'explique au moin en partie par la différence entre les assiations en ce qui concerne l'accès aux ressources publiques et privées. Nous verrons dans les paragraphes qui suivent l'ampleur de ce problème. La participation à la plateforme ne le rêgle pas ; elle accroit plutôt la visibilité des différences. En obtenant des ressources de la municipalité, la sous-préfecture d'arrondissement (*Kaymakamlık*), les partis politiques et le secteur privé, les associations augmentent leur puissance potentielle relative. La création de ressources est donc très importante pour les présidents d'associations de pays, car le financement externe donne aux associations les moyens d'être puissantes aux yeux de leurs membres.

En cas de diminution des ressources, les associations perdent leurs membres, qui attendent de leurs présidents qu'ils rendent des services locaux ou personnels. Cette perte est importante, car leur capacité à maintenir leur puissance aux yeux des acteurs politiques officiels dépend justement du nombre des membres. Malgré le fait que les ressources publiques devraient en principe être distribuées à tous de manière impartiale et équitable, nous entendons dans de multiples entretiens que cette distribution est fortement influencée par les appartenances partisanes. Cette différence d'accès aux ressources publiques pose problème pour la collectivité du quartier. Les associations deviennent des rivales pour acquérir les ressources publiques. Contrairement à l'analyse de Goirand (1998), qui explique qu'au Brésil, chaque petit courtier est lié à un patron différent dans le cadre de réseaux clientélistes, notre analyse empirique affirme que cette rivalité renforce la dépendance envers l'AKP et accentue du même coup les clivages.

Un premier élément de différenciation est l'appartenance religieuse des groupes, qui

[184] *Ibid.*

engendre des différences dans leur niveau d'accès aux administrations publiques. Les groupes sunnites ont un accès plus facile que les alévis aux ressources publiques. Les groupes sunnites créent des organisations sous formes d'associations de pays ou de mosquées, qui servent ensuite à trouver des solutions pour la vie quotidienne. Ces associations s'étendent ; les partis politiques et les administrations les acceptent comme interlocuteurs. Les institutions supra-locales entrent en relation avec elles. Les alévis ne s'intègrent pas de cette manière. Ils prennent ainsi plus conscience de leurs différences ; (Erder 1997) évoque ainsi la « *redécouverte* » de l'identité séparée alévie à travers leurs relations souvent difficiles avec les administrations, ce qui les conduit à trouver des solutions alternatives aux problèmes de leurs ressortissants plutôt du côté du secteur privé. Les associations, dans la mesure de leurs moyens et de leurs relations, ont donc tout intérêt à se rapprocher des partis. Le président de la branche de jeunes de l'AKP pour l'arrondissement nous explique la ligne des associations : *« Bien que la raison de l'établissement des associations n'ait pas été idéologique au début, après elles constituent des listes idéologiques pour l'élection des présidents. Cela crée une différence de l'approche aux partis politiques parmi les associations du pays. Par exemple : A Güvercintepe, il y a des différences d'affinité entre l'association d'Adıyaman et l'association de Muş pour l'AKP. De cette façon, il y a différentes approches associatives envers l'AKP. Mais, a Şahintepe, les associations sont plutôt divisées selon leur confession entre alevis et sunnites, et l'affinité politique se construit autour de ce clivage*[185] *».* De manière semblable, le président d'association de Gülgençlik nous a affirmé que les associations se rapprochent des partis et font à l'occasion, pour eux, des travaux de campagne : coller des affiches AKP pendant un pique-nique de l'association (sunnite) de Tokat Uzunözköyü, par exemple, ce qui est en principe interdit par la loi[186].

Etant donné que toutes les associations n'ont pas les mêmes ressources partisanes, la discrimination dans la distribution de l'aide entre les associations donne lieu à la polarisation. Les extraits d'entretiens fournis ci-dessous illustrent cette différence : les deux premiers proviennent de l'association de pays de la ville de Tokat du village Karacören, ouvertement proche du CHP, et le dernier d'une association de pays de la ville Ordu, ville de la région de la Mer Noire sunnite, constituée par des membres soutenant l'AKP[187].

[185] Entretien, Furkan Leventoğlu, président de la branche des jeunes de l'AKP pour l'arrondissement de Başakşehir, quartier général de la section de l'AKP de Başakşehir, 21.02.2014.
[186] Entretien, Cafer Yazar, president de l'association de jeunes Gülgençlik, Şahintepe, 23.02.2013
[187] Ce troisième extrait d'entretient, particulièrement riche en information, sera reprit aux chapitres suivant pour en exploiter d'autres aspets.

- « *La municipalité distribuait la bourse d'études universitaire par le biais de Muhtar. Mais nous n'étions pas au courant. Notre ancienne présidente a été mise au courant en entendant la conversation entre le Muhtar et un autre président de hemşehri. »*

- *« Pendant la fête du sacrifice chez les musulmans, le sacrifice a été mangé ensemble par les membres sous le toit de l'association. Pour cette occasion, nous avons demandé vingt tables et deux cent chaises à la mairie. Elle a refusé, pour manque de budget ».*[188]

- *« Grâce à l'organisation de l'AKP, nous obtenons les aides nécessaires par la mairie. Nous les distribuons aux nécessiteux. Nous avons des gens dans l'organisation du parti. Nous avons fourni deux personnes à l'organisation de quartier de l'AKP. Nous précisons nos besoins à nos amis. Ils prennent alors les mesures nécessaires pour les examiner, et, si nécessaire, fournissent les aides. Pendant la composition de l'organisation du quartier, le parti a demandé aux associations de donner des personnes pour travailler dans l'organisation. C'est-à-dire, des assistants. Ainsi firent toutes les associations en général. Nous avons suggéré deux personnes. Il existe actuellement deux personnes. Il n'y en a même plus. Mais, il y a deux personnes actives. Le parti au pouvoir a fait* [i.e. a distribué des aides] *seulement car ils ont le pouvoir ».*[189]

L'enracinement de l'AKP dans la société civile est une des sources de différence dans l'accès aux ressources publiques qui anime les conflits entres patrons et rompt ainsi les réseaux de solidarité en diminuant les chances de négociation des associations entre elles. Cela donne lieu au renforcement des réseaux de l'AKP en tant que seule entité qui peut « faire ». Par conséquent les associations deviennent de plus en plus dépendantes aux réseaux du parti. Il existe bien d'autres possibilités pour obtenir des ressources matérielles en dehors des différents corps publics et des réseaux de l'AKP, tels que les autres partis politiques et le secteur privé. La différence est que ces derniers n'ont pas de prise sur le champ urbain. Ils ne peuvent ainsi pas augmenter leur influence sur les politiques urbaines. La différence dans la capacité des diverses associations à recueillir des ressources sert ainsi à augmenter la visibilité aux yeux du quartier et de leurs propres membres de la fragmentation au sein du quartier.

L'accès aux ressources privées fournit néanmoins un élément supplémentaire à l'origine de la fragmentation au sein de la plateforme et des associations de manière plus

[188] Entretien, Kadir Savaş, president de l'association de pays de la ville de Tokat du village de Karacaören, Şahintepe, 27.12.2012
[189] Entretien, Yücel Yıldırım, president de l'association de pays de la ville d'Ordu, Şahintepe, 03.06.2012.

générale. Les présidents d'association sont à peu près tous engagés professionnellement dans le secteur de la construction, en tant qu'excavateurs ou entrepreneurs du bâtiment (ils sont considérés comme appartenant à des professions libérales), mais leur capital relationnel est toutefois variable. La capacité de mobiliser dans le secteur privé dépend de ce capital. L'association de pays de la ville de Tokat du village de Karacaören (alévie) a peut-être moins facilement accès au pouvoir officiel municipal ; en revanche, elle a un vrai pouvoir économique à travers non seulement le capital relationnel de son président, mais également celui de plusieurs autres membres de l'association. Elle est connue comme la plus riche à Şahintepe. Cette richesse créée par la mobilisation des hommes d'affaires qui font également des contributions à l'association, permet à celle-ci d'offrir des bourses pour l'éducation des jeunes et de distribuer des aides aux pauvres. Cette association donne ainsi trente bourses financées par des hommes d'affaires. Ils ont également des projets pour leur village d'origine, comme l'installation d'une canalisation d'eau et la construction d'un lieu de réunion pour les obsèques.

De plus, la plupart des associations font partie des grandes fédérations des associations de leurs pays. Nous pouvons suggérer que leur point de vue politique, et même leur vocabulaire, sont produits de plus en plus à ce niveau. Les responsables des fédérations ou des fondations qui reunissent les associations viennent en visite dans les associations locales et peuvent leur apporter des ressources supplémentaires comme avantages matériels ce qui devient un autre élément de différentiation entre les associations.[190]. Certaines associations ont des réseaux plus importants et mieux structurés que d'autres, et certains de ces réseaux ont accès à davantage de ressources que d'autres.

Les différences dans la capacité d'accès aux ressources publiques et privées contribuent de cette manière à rendre visible les clivages au sein de la plateforme et entre les associations de manière plus générale. Nous observons à cet égard un renforcement mutuel des divisions identitaires d'une part, et des conflits d'intérêts d'autre part. Si, comme nous l'avons analysé ci-dessus, l'accès inégal aux ressources trouve ses origines dans la question identitaire, ses effets se traduisent de manière concrète dans la vie quotidienne. Le constat d'une concurrence inégale pour des ressources importantes et rares ranime et envenime les tensions identitaires entre les groupes. Nous pouvons suggérer que tous ces clivages entre associations influencent le comportement des membres ne pouvant accéder aux ressources

[190] Observation participante, visite de Müjdat Çelik, president de la foundation de culture et solidarité des associations de Van, à l'association de pays de la ville de Van de Şahintepe pour l'activité *d'aşure*, Şahintepe, 24.11.2013.

comme leurs voisins, membres d'autres associations. En résulte des relations d'interconnaissances difficiles, chacun se retranchant avec ses proches et ne rentrant pas en relation avec d'autres habitants. Cette fragmentation sociale très prononcée est ainsi un élément supplémentaire contribuant à la difficulté dans la circulation de l'information.

La logique d'accès différenciée aux ressources a également des conséquences pour le fonctionnement interne des associations. Celui-ci est important, car une des raisons de l'hétérogénéité que nous avons constatée, étroitement liée à la question de l'appartenance identitaire analysée ci-dessus, est la capacité variable des têtes d'associations à titre individuel à accéder aux ressources publiques et privées. Ce constat nous mène à considérer la question de la définition du rôle et de la position sociale des présidents d'association. Peut-on les qualifier de « notables » de Şahintepe ? Briquet (1997 : 140) indique, dans le cas de la Corse, que la notabilité doit beaucoup à la détention de ressource matérielles et symboliques rares et dépend de la situation de classe du notable, mais qu'elle procède également de la capacité de ceux-ci à s'insérer dans les réseaux du pouvoir territorial et à contrôler les circuits de définition entre l'espace local et les institutions étatiques. En adaptant l'approche de Briquet (1997) à la Turquie, Massicard (2004 : 104) définit le notable dans le contexte turc comme « *un individu caractérisé par son prestige et ayant un accès privilégié à des ressources spécifiques, à travers ses relations avec les centres de pouvoir* ». Selon elle, le savoir faire notabiliaire turc repose surtout sur *« la capacité de négociation et de détournement des règles bureaucratiques, utilisation à des fins personnalisées de ressources collectives* ». (Massicard, 2004 : 126) Les présidents d'association de pays que nous avons observés peuvent distribuer les ressources qu'ils réussissent à se procurer, mais n'ont aucun pouvoir de contournement des règles. De plus, l'estime des présidents ne vient pas de l'appartenance familiale où d'un capital culturel, mais plutôt d'une ressource positionnelle – la fonction de président elle-même – qui n'est pas stable. « *Cette ressource constitue un moyen privilégié d'agir et le pouvoir de continuer d'agir* » (Floderer 2012 : 47). La gestion des associations, permettant une « centralité positionnelle » (Auyero 2001 : 96), assure aux présidents d'occuper une position stratégique à la fois pour solliciter des ressources publiques et pour être eux-mêmes sollicités afin de distribuer ces ressources. Toutefois, les associations changent souvent de président, même si les mêmes figures se remplacent les unes après les autres dans le quartier. Dans certains exemples, nous observons qu'en l'absence de cette ressource positionnelle, avoir un capital économique relativement important ne suffit pas pour créer la reconnaissance. Un ancien président, par exemple, nous a indiqué qu'il est devenu « inconnu » après avoir

quitté sa position présidentielle[191]. Ainsi, les présidents d'associations de pays ne peuvent être considérés comme des notables. Nous préférons les appeler plutôt « éminence locales » (*ileri gelenler*), afin justement de souligner leur importance précaire.

Cette distinction entre « notable » et « éminence » prend tout son sens dès lors que nous considérons le rôle des présidents dans la distribution des ressources matérielles à leurs membres. Les questions sur lesquelles les présidents maintiennent une capacité d'action se trouvent maintenant plutôt dans la recherche de solutions aux problèmes familiaux (comment résoudre une dispute familiale…) ou matériaux comme l'emploi, les bourses d'études,… C'est généralement auprès des services municipaux ou ceux de la sous-préfectorale que les dirigeants expriment leurs demandes. Ceci à comme effet non pas l'élimination des circuits préexistants de clientélisme, mais plutôt leur transformation. Nous retrouvons ici l'hypothèse que nous soutenons tout au long de cette thèse, selon laquelle le fonctionnement au quotidien des réseaux d'entraide sociale continue comme avant d'être un travail de courtier, mais avec une différence ; les courtiers sont devenus plus dépendants du réseau de l'AKP, même si certains ont différentes ressources partisanes.

Ainsi, chacun mobilise-t-il les intermédiaires qu'il connaît le mieux, et avec qui il entretient les liens les plus forts. L'intermédiation peut être construite directement par le maire, mais également par les membres de l'équipe municipale ou l'organisation de l'AKP. Dans ce sens, nous pouvons identifier deux types de présidents. Le premier type comprend ceux qui se convertissent en « *acteur clé du réseau de soutien partisan du courant politique auquel appartient leur supérieur*» (Floderer, 2012 : 43). Dans le second type, nous trouvons des présidents qui évitent un lien politique clair avec un seul parti, même s'ils se sentent proche de l'un d'eux. Ils ne s'engagent pas dans un réseau d'intermédiation stable avec un seul parti, mais tentent plutôt de mobiliser des ressources provenant de divers acteurs. La capacité de tisser des liens avec les autorités publiques varie en fonction du profil des présidents (Floderer, 2012). Etre proche du réseau de l'AKP, comme nous l'avons vu ci-dessus, apporte un avantage. Mais ce n'est pas le seul. Le capital social et symbolique, et le respect ou la réputation pour honnêteté personnelle peuvent également contribuer à établir des liens avec les autorités. Dans les relations avec ses membres, le capital social et symbolique d'un président joue un rôle important, voire décisif. La plupart des présidents sont des hommes d'affaires (tous les interviewés, sauf deux – l'un est retraité, l'autre estemployé

[191] Entretien, Seyithan Kırmızı, ancien président de l'association de pays de la ville de Dıyarbakır et de plateforme, Şahintepe, 20.03.2014.

municipal), ce qui leur procure un capital économique et social. Par contre, les présidents d'associations de pays ne sont pas des personnes instruites[192]. La légitimation de leurs positions n'est donc pas attribuable à un quelconque capital culturel La reconnaissance des membres envers les présidents est plutôt générée par leur capacité à satisfaire les besoins des habitants. La capacité à « faire » (Goirand 1998) assure la légitimité de leurs positions. Ainsi, nous allons établir qu'ils vont perdre une partie importante de leur légitimité vis-à-vis de leurs membres, suite à un déclin de leurs capacités à rendre des services liés à l'urbanisation, ce qui constituait une attente forte de la part des habitants dans les premières années du quartier (voir chapitre 1).

Dans une certaine mesure, ce rôle des présidents renforce le problème de l'accès inégal que nous avons analysé ci-dessus au niveau collectif. Bien que les ressources matérielles soient transférées personnellement par les présidents, ces derniers n'en sont pas à l'origine. Les autorités municipales et l'organisation de l'AKP, comme nous l'avons vu, en deviennent la source principale. Même si les présidents d'associations de pays présentent un aspect apolitique, leurs engagements partisans sont pour cette raison de plus en plus importants quant à leurs capacités à réunir les ressources dont leurs membres ont besoin. Les présidents d'associations ne s'approchent pas des partis différents de leurs propres idéologies. Par exemple, l'association de pays de la ville de Van n'invite pas à ses réunions des représentants du MHP (Parti d'action nationaliste – parti d'extrême droite nationaliste), du fait de ses origines kurdes[193]. Ainsi, les présidents s'éloignent-ils naturellement des ressources des autres partis. La capacité de transmettre le service change aussi en fonction de la multipositonnalité des présidents d'associations. Dans le quartier, les présidents d'associations détiennent différentes positions politiques : présidents de l'organisation de quartier de parti (AKP ou CHP), membres de la branche jeune de l'organisation de l'AKP, membres du conseil exécutif du conseil municipal. Cela crée un avantage pour les membres d'associations, dont les présidents ont un lien organique avec l'AKP. D'autre part, les gouvernements locaux ou les partis politiques, dont l'accès aux habitants est facilité par ces « éminences », contactent les habitants de Şahintepe. Selon le secrétaire général du conseil de la ville de Başakşehir (*Başakşehir Kent Konseyi*), Zeki Ertürk[194], les présidents des associations de pays, les imams et les pères des alevis sont utilisés comme médiateurs pour représenter les pauvres ou les personnes nécessiteuses. Puisque la création des nouveaux réseaux est coûteuse pour les organisations municipales, ils continuent d'utiliser des réseaux préétablis.

[192] La plusparts d'eux n'ont pas poursuivit d'études aprés l'école primaire.
[193] Entretien, Ramazan Baykara, president de l'association de Van et de plateforme, Şahintepe, 12.09.2013.
[194] Entretien ,Zeki Ertürk, le secrétaire général du conseil de la ville de Başakşehir, Şahintepe, 03.06.2012.

Cette tendance renforce de manière évidente les inégalités. Qu'il s'agisse ainsi de l'identité ethnique ou religieuse de l'association, ou du capital relationnel de son président, l'accès inégal aux ressources semble être une constante de la situation observée.

3.2.2 Conflits d'intérêts à l'intérieur des associations

Au delà de l'accès différentié aux ressources, un problème généralisé pour les associations se trouve dans l'évolution du rapport entre les présidents et leurs membres. Ce changement, à son tour, est étroitement lié à l'évolution de la situation urbaine. Les éminences, nous l'avons vu, jouent avant tout un rôle de coutier : celui qui « *met en relation ou arrange un échange entre deux parties qui ne sont pas en contact* » (Métard 1976 : 113). Dans ce cas, le capital relationnel joue un rôle fondamental. Pour Şahintepe, les présidents d'associations de pays assurent l'interface entre leur *hemşehri* et les autorités (Pérouse 2005). Le but étant d'accéder à des ressources mais aussi à l'information, et à faire en sorte que les membres du groupe en bénéficient. Les présidents d'associations de pays se chargent de « résoudre les problèmes quotidiens » de leurs membres (Auyero 1999, 2000). Si cette fonction perdure dans ses formes, elle a, en revanche, été transformée dans son contenu, ce qui pose des problèmes d'influence et de légitimité des présidents. En 2014, les problèmes quotidiens ne se trouvaient plus, comme dans les premières années du quartier, dans la réalisation des projets collectifs tels que le raccordement au système d'égouts. Dans le contexte actuel, dominé par l'interdiction de tous travaux suite à la désignation de la zone de réserve (voir chapitre 2), tout projet de ce genre est impossible – les habitants, comme nous l'a précisé une femme du quartier, n'ont « *même pas le droit d'enfoncer un clou* »[195]. Ce qui est certain, c'est que toute question liée à l'urbanisme doit désormais passer par les autorités publiques ; les présidents n'ont plus comme avant les possibilités de négocier pour leurs membres des tolérances collectives, individuelles et occasionnelles.

Dans notre discussion de la différence dans l'accès aux ressources publiques et privées, nous avons jusqu'à présent supposé que les présidents, même s'ils sont transformés en relais d'un pouvoir national à forte tendance hégémonique, contribuent à la légitimation de ce pouvoir, ainsi qu'à leur propre légitimation, aux yeux de leurs membres, en agissant pour le bien collectif de ces mêmes membres. Ces éléments de légitimation sont désormais menacés. Nous avons vu ci-dessus que la nouvelle configuration du champ urbain ne permet pas aux présidents d'agir sur l'urbain comme auparavant. Un problème complémentaire est lié

[195] Observation participante, réunion à domicle de l'AKP, Şahintepe, 06.03.2014.

à l'information. Le nouveau mode d'action urbaine ne permet plus aux associations de réaliser une « *concentration de l'information* » (Auyero 2001 : 96) pour en faire profiter l'ensemble de leurs membres. La politique d'incertitude liée aux relations ambiguës analysées au chapitre précédent entre les plans de développements locaux et la « zone de réserve » annoncée par le ministère nuit à l'élément central de la fonction d'intermédiaire : la transmission d'information. Pour toutes ces raisons, les présidents ont perdu, aux yeux des habitants, une grande partie de la légitimité acquise en rendant des services urbains. En matière d'urbanisme, ils ont perdu l'influence sur les réseaux stratégiques qui leur permettaient d'accéder à des ressources que d'autres ne parvenaient pas à obtenir. Ils ne sont alors pas en mesure d'exercer une influence, ou même d'informer leurs membres, sur les questions liées à la zone de réserve.

Sur les questions concernant le plan de développement du quartier établi au niveau municipal, leur accès à l'information reste meilleur, mais un autre problème se pose. Les présidents ne sont plus en mesure, nous l'avons vu ci-dessus, d'intervenir sur les questions urbaines au nom de leurs membres, pour apporter des solutions collectives. Ils peuvent toujours, par contre, essayer de tirer des avantages personnels de leurs liens privilégiés avec la municipalité. Là ou avant, pour reprendre un idiome consacré de la politique turque, ils « *mangeaient, mais ils travaillent* » (*adamlar yiyor ama çalışıyor*) (*i.e.* ils se servaient eux-mêmes, mais ils travaillaient également pour le peuple) ; désormais, l'impression générale qui prévaut est qu'ils « mangent » toujours, mais ne font plus rien pour les autres. Suite à tous ces changements, les perceptions et productions de sens associées au travail d'intermédiation ont changé. Au lieu d'un registre de « dévouement », les présidents sont considérés de plus en plus comme intéressés individuellement. Cette transformation touche le cœur de leur légitimité. De manière semblable aux conclusions de Mastropaolo (1998) dans le cas de l'Italie, les présidents d'associations de Şahintepe « *entrent en politique pour des raisons individuelles et opportunistes, plutôt que par conviction politique et sens du devoir commun. Cette classe ne joue pas seulement un rôle en tant qu'entités exécutives dans le quartier, mais ils s'engagent également dans un rôle d'activistes intermédiaires entre les partis, les administrations locales et les intervenants dans le quartier* » (Mastropaolo 1998 pp.212-213). Toutefois, les rapports politiques entre les présidents et leurs membres deviennent légitimes quand ils sont contenus dans le registre de « dévouement » qui conduit à occulter la dimension matérielle de l'échange clientéliste au profit de son caractère d'obligation morale (Briquet 1999). L'échange politique devrait être perçu comme un devoir moral désintéressé. Lorsque l'échange est vu comme intéressé, la légitimité des courtiers est alors remise en

cause.

Ce conflit d'intérêts est devenu plus visible suite aux plans de zonage et de transformations de 2011. Plus ou moins par définition, les éminences du quartier se recrutaient parmi les premiers arrivés, ceux qui avaient pu tirer le plus d'avantage de la dynamique de la « *pauvreté à tour de rôle* » (Işık and Pınarcıoğlu 2001), profitant du régime informel de propriété pour élargir leurs propres possessions. Ils avaient bâti pour vendre ou louer à ceux arrivés plus tard. La majorité des présidents des associations de pays sont auto entrepreneurs dans le bâtiment. Dans ce contexte, le plan de zonage est très important pour eux, non seulement en tant qu'habitants de Şahintepe, mais également comme développeurs potentiels qui recherche le profit à tout prix. Leur objectif pourrait être soit de construire eux-mêmes le quartier de nouveau ou de figurer parmi les propriétaires qui profitent le plus de cette transformation. C'est un fait : ils essaient d'accumuler autant de ressources que possible afin d'accéder au pouvoir. Ils se rassemblent et négocient avec la gestion municipale. L'ancien président d'association de pays de la ville de Diyarbakır nous explique : « *J'ai une bonne relation avec la municipalité de Diyarbakir. Par conséquent, j'ai pris la rénovation de Suriçi. J'ai fait la même offre à la municipalité de Başakşehir afin de développer Şahintepe avec mon entreprise. Cependant, la municipalité n'a pas accepté. Ils le donneront à leurs hommes* ».[196] Il faut retenir de ces remarques que cet interlocuteur, même s'il était déçu des résultats de sa démarche, ne trouvait rien à redire du système dans lequel il s'inscrivait et prenait part. Il lui semblait normal, en fin de compte, que la municipalité confie le travail à « leurs hommes ».

Suivant cette logique, à Şahintepe, les réunions entre les présidents d'associations et les représentants de la municipalité se tenaient à huis clos. Seuls certains présidents y étaient invités.[197] Si cette logique pouvait leur sembler normale, par contre, elle s'est avérée de moins en moins acceptable pour les habitants. Ceux parmi eux qui avaient par hasard connaissance de ces réunions ont réagi violemment contre cette exclusion. Le 7 février 2013, la maison d'information a été le témoin du refus du plan de développement établi par la municipalité entre les présidents de d'association de pays, le *Muhtar* du quartier et les autorités municipales. Le but de cette réunion nous a été indiqué comme le refus du plan de développement par Ali Bakır, qui fait un procès pour protester sa mise en œuvre en raison du fait qu'il s'oppose à l'inclusion de son terrain dans le site accordé à la construction d'une

[196] Entretien, Seyithan Kırmızı, ancien président de l'association de pays de la ville de Dıyarbakır et de plateforme, Şahintepe (pour la periode 2009-2013), 05.02 2013.
[197] A une de ces réunions a participé un ancien minstre de l'urbanisme et l'environnement.

école. *« Il y avait le terrain d'Ali Bakır là-bas. Son terrain va à l'école dans le plan. A la fin de la réunion, ils ont modifié la place de l'école et redonné son terrain à Bakır*[198] *».* Ce type de discussion sur le plan de développement est particulièrement important pour les habitants étant donné que le déplacement d'un édifice public vers une autre parcelle à Şahintepe changera l'intérêt des autres habitants. Les habitants de Şahintepe n'ont pas été invités à participer à la discussion. Nous avons déjà eu l'ocasion de noter la colère de certains habitants face à cette exclusion : *« Ils travaillent comme le conseil du Muhtar. Ils planifient la réunion sans nous le dire ! Qu'est-ce qu'ils disent là-bas ? »*[199] La même situation vue par les éminences ne produit pas la même conclusion. Nous l'avons vu : ce que l'habitant trouve problématique, les présidents le considèrent comme normal. L'ancien président de l'association de la ville de Diyarbakır a expliqué pourquoi ils ont été contraints de réaliser des réunions fermées : *« La loi n'est pas égale pour tous. La communauté n'est pas encore capable de comprendre le processus. Nous ne devrions pas encore leur parler».*[200]

Il en était déjà de même pour la production du plan de développement de 2011. Selon le président de l'association de Diyarbakır, président de la plateforme de cette époque, le plan de développement a été produit suite à une série de négociations avec la municipalité[201]. La division par bloc et le pourcentage de découpage ont été négociés par les responsables de la municipalité, y compris le maire et les membres du conseil municipal. De même, les membres CHP du conseil municipal ont amené certains présidents d'associations consulter une entreprise de planification et d'ingénierie urbaine, afin qu'ils puissent évaluer le plan de développement de 2011. Après avoir consulté, les présidents d'associations de pays qui participaient à la plateforme ont accepté le plan de développement avec les titres collectifs et le découpage pour l'usage public – à cette époque 38% de chaque parcelle, augmentés par la suite à 42%.

Ces discussions et négociations n'ont pas été partagées avec les habitants, et leur avis n'a pas été sollicité.[202] Le projet, une fois abouti, leur a été présenté comme un fait accompli. Les dirigeants locaux ont cherché à limiter la circulation de renseignements qui, dans ce contexte particulier, devenaient en eux-mêmes des biens marchands et personnalisables

[198] Entretien , Önder Aras, président de l'association de pays de la ville de Kars du village de Hacıveli, Altınşehir, 04.09.2013.
[199] Observation participante, habitante, Şahintepe, 07.02.2013.
[200] Entretien, Seyithan Kırmızı, président de l'association de pays de la ville de Dıyarbakır et de plateforme, Şahintepe (pour la periode 2009-2013), 07.02.2013.
[201] Entretien, Seyithan Kırmızı, président de l'association de pays de la ville de Dıyarbakır et de plateforme, Şahintepe (pour la periode 2009-2013, 20.03.2014
[202] *Ibid*.

(*excludable*). Ce faisant, ils ont sapé leur position vis-à-vis des habitants et ont mis en péril leur propre légitimité, ainsi que celle de leurs associations. Erder (2000 : 200) remarque que lorsque les migrants urbains s'organisent dans un premier temps en associations de pays, la relation de compatriotes (*hemşehrilik*) dépassait les frontières de la famille pour inclure d'une part des relations plus larges et plus généreuses, et d'autre part des exemples larges et indirects de secours mutuel. Le changement que nous observons en 2014 peut se comprendre ainsi : là où, dans la vision des autres, ces hommes avaient jadis un statut d'intermédiaires à qui il était possible de faire confiance pour les négociations ils deviennent désormais des gens dont il faut se méfier. La règle de la réciprocité est brisée, car les présidents ne peuvent plus rendre des services dans le champ urbain et sont désormais perçus comme des profiteurs. Parmi les commentaires que nous avons entendus, ceux-ci étaient frappants :

- Un habitant, originaire de Bitlis, et âgé de 40 ans : *« Le Muhtar et les associations de pays nous ont trahit pour de l'argent »*[203].
- Le président d'association de pays de la ville de Van : « *Les gens nous disent que les présidents et les associations les ont trahis pour de l'argent* »[204].
- Le président d'une autre association de pays de la ville de Diyarbakır : « *Les gens disent qu'un des présidents a prit 1,5 milliards de Lires* (500 milions d'euros) *de la municipalité.* »[205].

Comme nous l'avons vu au Chaptire 2, les commérages circulaient également à propos des titres de propriété « avec des rubans » que seul certains auraient eus. De manière générale, le commérage a été utilisé par les habitants pour contester et réduire la légitimité des présidents d'associations. C'est par le commérage « *que la communauté locale est informée, de manière plus ou moins précise, des services rendus ou des obligations qui lient des individus particuliers ; c'est à travers lui que le non-respect des règles de la réciprocité peut être sanctionné* » (Briquet 1990 : 39). Cette perte de légitimité des présidents ne fait qu'accroitre leur dépendance envers les autorités municipales et les laisse vulnérables en cas de désaccord avec la mairie, réduisant encore plus leur rôle de courtier. Un président nous a résumé la situation ainsi en évoquant un autre président, dont nous préservons l'anonymat : « *Il a appelé le maire de Başakşehir pour lui dire que ses membres lui mettait la pression. Il se sentait pris entre eux et les autorités. Il voulait savoir ce qu'il devait leur dire à*

[203]Entretien, Hamit, habitant, Şahintepe, 09.02.2014.
[204]Entretien, Ramazan Baykara president de l'association de la ville de Van, Şahintepe, 16.02. 2014.
[205] Entretien, Seyithan Kırmızı, ancient president de l'association de la ville de Diyarbakır et de plateforme(pour la periode 2009-2013, 20.03.2013. Aux taux de change de 2014, cela repésente la somme de 500 milions d'euros.

propos des projets de transformation urbaine. Le maire lui a répondu qu'il devait s'en sortir tout seul. Je ne veux pas finir comme lui ».

Pour résumer, nous pouvons dire que la raison du manque de confiance envers les associations doit être analysé et explicité au travers d'une accumulation de plusieurs causes. A la capacité réduite d'agir sur le champ urbain reconfiguré, s'ajoutent les accusations de comportement intéressé. Les présidents ne peuvent ni procurer les services urbains ni apporter de l'information sur les projets de transformations à venir. De cette manière, ils ont perdu aux yeux des habitants une grande partie de leur légitimité, obtenue en rendant des services urbains. Deuxièmement, le nouveau mode d'action urbaine ne permet pas aux associations de « *concentrer l'information* » (Auyero 2001 : 96). Comme nous l'avons expliqué, après l'annonce de la zone de réserve, il s'agit d'un manque de connaissances. Même si les présidents posent des questions, ils ne peuvent pas obtenir les bonnes informations. Ni les réseaux du CHP, ni les réseaux des autres partis ne peuvent les informer, de sorte que l'incertitude relative aux projets persiste. Même les présidents ayant un bon accès aux autorités publiques, comme la municipalité et la sous-préfecture, sont loin d'avoir un accès au ministère. La politique d'incertitude nuit à l'élément central de la fonction d'intermédiaire, à savoir la transmission de l'information. Ils ont perdu leur influence sur les réseaux stratégiques qui permettent d'accéder à des ressources que d'autres ne parviennent pas à obtenir.

3.2.3 Conflits d'intérêts au niveau individuel

Au delà des tensions internes au sein des associations, nous observons un ensemble de conflits d'intérêt au niveau des individus eux-mêmes. En effet la situation légale n'est pas la même pour tous. Certains habitants avaient acquis leur terrain de manière totalement informelle et n'ont ainsi aucun titre de propriété écrit. Kuyucu (2014) explique comment les autorités du quartier voisin d'Ayazma ont profité de cette situation pour s'en servir de prétexte afin de justifier un traitement différencié des habitants, jouant ainsi sur les conflits d'intérêts pour empêcher toute résistance collective à la destruction du quartier et au déplacement forcé de sa population. Le Texier (2006 :140) indique, dans le cas des *barrios* mexicains de San Diego, que la différentiation entre locataires et propriétaires présente des conséquences sur la manière dont ces groups formulent leurs intérêts et s'organisent pour la défense de leurs quartiers, au regard de la menace de « nettoyage » de l'espace urbain.

Il s'agit de la différence d'intérêts parmi les habitants en fonction du statut de détention du droit du sol. Nous avons vu que, dans le meilleur des cas, les habitants de Şahintepe avaient des titres en indivis de type agricole qui ne n'autorisaient pas, en principe, la construction. Cela ne veut pas dire qu'ils se trouvaient tous dans la même position. Certains avaient consolidé leur position initiale en recevant la permission officielle de raccorder leurs maisons aux réseaux d'eau et d'électricité et en obtenant pour ces services des abonnements conformes. A l'inverse, d'autres qui avaient acheté leur propriété lors de transactions informelles avec des agents immobiliers n'avaient aucun titre, même s'ils avaient ultérieurement réussi à se faire raccorder officiellement à l'eau et à l'électricité. Pour d'autres, finalement, certaines maisons construites illégalement, sur des terrains appartenant à TOKI par exemple, n'ont jamais était régularisés, même pour l'eau et l'électricité. Pour les premiers, la détention de droits du sol, même sans droits de construction, formait une base sur laquelle les négociations avec les autorités étaient rendues possibles. Si la transformation du quartier entraine des démolitions, ces habitants peuvent espérer faire valoir des droits au relogement, ou autre compensation. Pour ceux n'ayant peu ou aucune preuve de possession légale, en revanche, la position dans une éventuelle négociation de ce genre semblait beaucoup plus faible, et l'action collective allant jusqu'à la confrontation avec les autorités était peut-être la seule stratégie envisageable. Cette hypothèse se retrouve dans différents travaux expliquant le manque d'action collective (Pérouse 2005a, Kuyucu et Ünsal 2010). Même si les problèmes liés à la qualité et à la circulation de l'information analysés ci-dessus pouvaient être surmontés, cette différence d'intérêts, et donc de stratégie, persisterait. Dans notre cas de recherche, la perspective de démolition est toujours probable. Ce que nous pouvons constater au travers de nos observations, néanmoins, c'est que ceux qui se trouvent sur des bases juridiques plus solides se montrent plutôt indifférents au sort de ceux qui n'en ont aucune – ceux dont les maisons se trouvent sur des parcelles appartenant à TOKİ, par exemple. Quoi qu'il arrive, nous avons souvent entendue dire, « *ceux-là seront, de toute façon, déplacés* ».

Nous retrouverons au dernier chapitre de cette thèse un problème semblable lié à l'accès à la politique sociale que nous pouvons résumer ici de la manière suivante. En 2013, le *Muhtar* de Güvercintepe (quartier précaire de Başakşehir proche de Şahintepe) a tenté d'organiser une grande manifestation commune contre les projets de transformation urbaine, aussi bien les plans locaux que l'annonce de la zone « réserve de développement » pour les quartiers de Güvercintepe, Altınşehir et Şahintepe. Premièrement, il a fait une conférence de presse devant son bureau, annonçant que si les autorité ne trouvaient pas de solution à propos

des plans de développements, il irait déposer une « couronne noire »[206] devant la municipalité, suivie d'une manifestation d'occupation devant la municipalité de trente minutes. Selon notre observation, très peu d'habitants (autour de quarante) ont participé à ces deux événements. Seulement vingt associations ont participé pour tous les quartiers précaires ; pour Şahintepe seules deux associations connues comme étant alliées du CHP ont participé : l'association de pays de la ville Tokat du village de Karacaören et l'association de pays de Kars Ardahan Iğdır. Même pour celles qui ont accepté, la mobilisation de leurs membres a été très faible. Selon le président de l'association de pays de la ville Kars village de Hacıveli , l'absence de la mobilisation des membres peut s'expliquer par le fait que les gens craignaient de se faire repérer dans une contestation de ce genre. La « police des municipalités d'arrondissements » (*zabıta*) les prendrait en photo, et ils risqueraient ensuite de perdre les aides sociales que leur accordait la municipalité[207]. Nous retrouvons ici l'analyse d'Olson (1965), pour qui il s'agit d'un comportement de « *passager clandestin* » (*free rider*) dans lequel l'intérêt personnel consiste à laisser aux autres la prise de risques et à supporter les coûts de l'action collective – ce qui nuit bien sûr à l'ampleur et à l'efficacité de l'action collective en question.

Un dernier conflit se situe au niveau individuel. Comme indiqué au chapitre 2, la construction informelle réalisée pendant les élections de 2009 a donné lieu à une différentiation dans le statut des logements. La plupart des logements qui existaient avant cette date avaient été intégrés au système officiel en étant raccordés au réseau municipal d'eau et d'électricité. Les nouvelles constructions, par contre, en étaient exclues. Cela donnait lieu à des conflits d'intérêts entres les propriétaires de situations diverses, mais aussi pour un propriétaire ayant agrandi une maison existante en 2009, dont une partie du bien serait ainsi « officielle » et une autre toujours juridiquement précaire. Pour formaliser leurs nouveaux biens, sans risquer de perdre l'ancien, l'intérêt des propriétaires passe plutôt par une compensation individuelle, plutôt qu'une action collective de confrontation, plus incertaine par nature.

Tous ces conflits d'intérêts individuels, qu'ils concernent plusieurs personnes ou des individualités, doivent être vus comme des barrières au type d'unité de vision et de volonté qui peut permettre une action collective efficace. En dressant les habitants les uns contre les

[206] Ce symbole, une couronne sans fleurs recouverte de tissu noir, fait partie du répertoire d'action des manifestations turques, toutes tendances confondues. Il signifie un avertissement et une contestation.
[207] Entretien, Önder Aras, président de l'association de la ville de Kars du village de Hacıveli, Altınşehir, 30.11.2013.

autres, ou peut-être encore plus en semant le doute sur la meilleure stratégie à suivre face à un conflit d'intérêt personnel, nous pouvons penser qu'ils auront comme effet d'encourager surtout la passivité, en suivant le principe dans le doute, s'abstenir. Cette situation, comme toutes les autres analysées dans ce chapitre, était à l'avantage objectif de ceux qui désiraient éloigner toute possibilité d'action collective de contestation ou encore plus de confrontation, en l'occurrence les autorité municipales et le parti dominant, l'AKP. L'objectif semble atteint.

3.2.4 La délégitimisation des figures d'autorité : les agents immobiliers et les avocats

Dans le contexte de défiance généralisée évoqué précédemment, et dont les dirigeants politiques et les éminences du quartier sortaient avec une crédibilité et une légitimité diminuées, nous pourrions penser qu'une stratégie alternative aurait pu être celle d'un appel à des professionnels ou experts indépendants, dont le statut servirait de garantie. Les quelques efforts réalisés en ce sens ont été difficiles.

Un agent immobilier local, Mustafa Pala, frère de l'ancien *Muhtar* que nous avons vu au Chapitre 2 en train de faire circuler une pétition contre le plan de développement de 2008, a cherché en 2013 et 2014 à convaincre les résidents que le nouveau plan de développement ne pourrait être appliqué en raison de la suspension de toute construction privée dans la zone de réserve. Pour mobiliser l'opposition, il a distribué des copies d'un plan indiquant le périmètre de la zone de réserve, qu'il a également envoyées aux représentants des partis d'opposition pour qu'ils s'en servent dans leurs campagnes électorales.[208] Cet effort de mobilisation n'a pas abouti pour plusieurs raisons. Sa notoriété personnelle et son positionnement politique bien connu – il a été délégué de CHP – ont sans doute contribués. Nous retournerons à cette question à la fin de cette section. Au delà de la personnalité, par contre, nous avons pu constater que les dirigeants politiques de la municipalité ont fait ressortir les abus des agents immobiliers dans le passé, afin de ternir la crédibilité de la profession toute entière. Les agents immobiliers, selon ce discours officiel, étaient à l'origine des injustices dans la division initiale du terrain à l'époque de l'établissement du quartier.

Le succès de ce discours nous en dit long sur l'évolution de la position économique et sociale de ce groupe professionnel, qui, désormais, est de plus en plus perçu comme motivé par des intérêts purement personnels. Nous avons vu au chapitre 1, des témoignages

[208] Observation participante, visite du candidat du parti d'indépendante de la Turquie, *Bağımsız Türkiye Partisi*, BTP, Şahintepe, 23.02.2014.

permettent de comprendre la manière dont étaient perçus les agents immobiliers dans les années 1980 : « *ağa* », généreux pour les uns, mais « intéressés » et abusant des clients ignorants de la loi et des conditions urbaines pour les autres. Dans tous ces souvenirs, il est évident que la transaction immobilière dépassait le simple échange marchand impersonnel pour participer largement au registre du don et du contre don, qui entraine des sentiments de confiance, de reconnaissance et de réciprocité. Les agents dont on garde un bon souvenir, ceux qu'on appelait « *ağa* », faisaient pour ainsi dire don du terrain dont avait besoin les nouveaux arrivants et leur « faisaient confiance » pour un éventuel paiement étalé dans le temps. Les témoignages négatifs de cette époque que nous avons recueillis renforcent cette notion : le reproche fait à un agent qui exigeait un paiement immédiat pour indiquer à un acheteur l'emplacement de sa parcelle est justement que l'aspect mercantile de l'échange est trop visible. Nous sommes ici dans la logique mise en avant par Bourdieu (2000), pour qui « *l'expérience vécue de la pratique de l'échange ; c'est que le fonctionnement de l'échange de don suppose la méconnaissance du mécanisme objectif de l'échange, celle-la même que la restitution immédiate dévoile brutalement : l'intervalle de temps qui sépare le don et le contre don est ce qui permet de percevoir comme irréversible une structure d'échange toujours menacée d'apparaître comme réversible, c'est–à-dire comme à la fois obligée et intéressée* » (Bourdieu, 2000 : 339). Comme Bourdieu (2000) le souligne, la manière dont est réalisée l'acte modifie complètement le sens et la perception du don. Bien que la manière du don puisse créer une illégitimité de certains agents immobiliers dans la transaction foncière, cela ne résultait pas en une perte d'importance et de prestige social des agents immobiliers sur le court terme. Cette résilience est attribuable au fait que les agents immobiliers du quartier, dans les années 1970 et 1980, étaient la plupart du temps eux-mêmes des propriétaires fonciers, ayant acquis de grandes parcelles de terrains agricoles, pour ensuite les diviser et les revendre. Cette possession d'une ressource necessaire et rare leur conférait un pouvoir économique important, qui se traduisait facilement en ressource symbolique (Bourdieu 1990). Le terrain, une fois vendu, ne leur conférait plus les attributions d'un patron traditionnel, avec beaucoup moins de pouvoir économique et de prestige. Ayata (1992 : 73) suggère qu'un patron en possession de ressources essentielles se trouve dans une position plus forte que celui qui ne peut agir que comme simple courtier. C'est précisément la situation dans laquelle se trouvent les agents immobiliers de nos jours. S'ajoute à cette perte de prestige personnel le changement de contexte politique analysé aux chapitres précédents : la fin de l'usage à fins populistes du foncier par le gouvernement (Keyder 2005, Kuyucu and Ünsal 2010). Les pratiques telles que celles évoquées dans les entretiens relatifs aux transactions immobilières étaient à l'époque informelles mais tolérées ; elles ont depuis été légalisées et rendues

criminelles. Même si le nouveau système foncier repose sur les répartitions de terrains hérités de l'ancien système, dit « *système flexible de propriété* » par Kuyucu (2014), les hommes responsables de sa création se trouvent largement discrédités.

Les avocats consistaient le second groupe professionnel qui aurait pu servir d'autorité, avec des connaissances importantes à apporter. Mais ce groupe manque lui aussi de prestige et de crédibilité. A Şahintepe, un groupe d'avocats indépendants a ainsi proposé aux éminences du quartier tel que le *Muhtar*, les présidents d'associations et les dirigeants de mosquées, d'organiser un procès contre la municipalité. L'ancien président d'une association de pays de la ville Diyarbakır nous a raconté la suite : « *Il y a 6400 propriétaires ici. Les avocats voulaient que chacun signe et donne 3000 TL (1000 Euro) pour enclencher un procès. S'ils avaient gagné le procès, ils auraient pu ainsi gagner beaucoup d'argent (dix-huit millions de TL – six millions d'euro). Ils visaient là leur propre intérêt, et non pas le nôtre »*[209]. Cette proposition a été refusée par les éminences, sans consultation des habitants. Même si certaines associations ont fait appel à des avocats, leurs membres n'ont pas voulu les écouter, du fait de leurs appétits financiers. Cette demande de paiement, avant même que le service ne soit rendu, et qui pouvait sembler normale pour les avocats, ne l'était pas pour les habitants, dont les attentes et les réactions étaient en grande partie formées par ce que Rutten (2007) désigne comme « *habitus clientéliste* ». Dans ce contexte, le fonctionnement au quotidien des réseaux clientélistes de résolution de problèmes produit un ensemble de disposition chez ceux qui reçoivent les faveurs quotidiennes des patrons. Dans notre cas, nous pouvons affirmer que, dans l'habitus clientéliste des habitants, ne se trouvait aucune disposition de recours à un procès judiciaire. Ceci allait à l'encontre de la manière dont ils avaient toujours réglé leurs problèmes dans un système d'échange et de réciprocité. Ce système privilégie et légitime les démarches faites dans le « registre de dévouement » désintéressé, qui était absent des relations avec les avocats. L'attribution de l'étiquette « intéressé », nous l'avons déjà vu avec les présidents d'associations, constitue un trait de caractère négatif, socialement défavorisant. Surtout, cette attribution met en doute la véracité du discours tenu par la personne en question. Selon un avocat, ancien résident du quartier, Deniz Bakır, tous les avocats passent désormais pour des menteurs aux yeux du public.[210] Après l'annonce du plan de 2011, cet avocat avait fait des discours pour l'association de pays

[209] Entretien, Seyithan Kırmızı, Seyithan Kırmızı, ancient president de l'association de la ville de Diyarbakır et de palteforme (pour la période de 2009-2013) , Şahintepe, 5.02.2013.
[210] Entretien, Deniz Bakır, ancien habitant du quartier, avocat et issu de la famille de Bakır et délégué du CHP, Esenler,19.02.2014

de Malatya à propos de l'application du plan de zonage, mais il se souvenait que personne ne l'écoutait.

Un élément supplémentaire joue dans les deux exemples évoqués dans cette section : celui de la politisation. Au-delà du soupçon lié à leur intéressement personnel, les conseils des l'agent immobilier et des avocats n'étaient pas pris en compte, car ils étaient aussi perçus comme politisés. Nous avons vu qu'une des raisons expliquant le manque d'intérêt des habitants aux déclarations et analyses de ces hommes tient dans leur engagement dans les réseaux partisans du CHP, mais le problème va plus loin. Dans ce contexte, comme nous le détaillerons au chapitre 6, l'étiquette « faire de la politique » a été utilisée pour transmette une vision essentiellement négative d'opposition inconsidérée à toute forme d'ordre et de pouvoir. Ce terme s'oppose à la notion de service, où se trouve le registre de dévouement désintéressé à une cause collective. Selon le *Muhtar*, « *chaque parti a envoyé un avocat, et ils se sont tous contredits. La loi en Turquie sur la préemption de terrain (DOP) est la même partout, mais ce n'est pas ce qu'a dit l'avocat envoyé par le CHP. Eux, ont dit que ce n'était que 10%. Comment cela peut-il être possible ?* »[211] La réponse implicite à cette question était que les avocats mentaient, car ils étaient « politisés ».

Le *Muhtar* lui même, cela mérite d'être répété, n'était pas neutre sur cette question. Il travaillait, comme nous le verrons en plus en détails au chapitre 6, avec les autorités municipales et défendait publiquement leur plan de transformation. Ce double rôle d'arbitre et de partie intéressée nous permet de revenir sur les propos de Auyero et Swiston (2008: 359), qui notent que « *la confiance ou la méfiance des gens envers les organisations (gouvernement compris) et les experts chargés de produire l'information sur le risque, envers ceux qui ont la responsabilité de protéger le public, et envers ceux qui produisent le risque, sont directement responsables de la perception du risque* ». Ce qui complique la situation dans notre cas, c'est que les risques liés à la transformation urbaine sont produits par un ensemble d'acteurs institutionnels (municipalités d'arrondissement et métropolitaine, ministères …) liés entre eux par les réseaux de l'AKP qui sont, du moins en principe, eux-mêmes responsables d'informer et de protéger le public. Ainsi, la perception du risque est-elle définie en grande partie par les réseaux de l'AKP, qui ont une capacité importante de mise en cause de la légitimité de tout acteur opposé au plan de développement. L'accusation d'être « politisé » fait partie de ce répertoire de délégitimisation.

[211] Entretien, *Muhtar*, Şahintepe, 30.12.2012.

3.3 Conclusion

L'énigme centrale qui a émergé du chapitre précédent concernait le retournement dans le comportement électoral, mais surtout l'appréciation cognitive les principes des projets de transformation urbaine par les habitants de Şahintepe. Dans ce chapitre, nous avons abordé un premier aspect de cette question : les causes de l'absence de mobilisation collective. Pourquoi les habitants de Şahintepe ne se sont-ils pas mobilisés de manière collective contre les projets urbains après 2009 ? Le mécontentement à ce sujet était toujours présent, et nous retrouverons son expression dans les chapitres suivants, mais il ne donne plus lieu à des mobilisations et confrontations. Quelle est alors la différence entre la situation de 2009 et celle de 2014 ? Afin de pouvoir expliquer ce changement, nous avons débuté par l'analyse de la mobilisation de 2009, en soulignant son importance, ainsi que ses limites, qui tiennent dans son incapacité à mobiliser tous les habitants contre la démolition. Cette insuffisance ne peut s'expliquer qu'à travers de sa « *dimension interactive* » (Mathieu 2012). La mobilisation de 2009 doit être comprise dans le cadre de son environnement politique, social et économique. C'est pour cela que certains modes d'action ne sont pas acceptés, même dans le contexte d'une insatisfaction face à l'état actuel des choses. Choisir de mobiliser différents répertoires d'actions ne crée pas forcément l'unité au sein du quartier. Au contraire, cela aboutit à une « *politique de peur* » (Erikler 2013) qui légitime plutôt l'action publique répressive envers les manifestants. Néanmoins, même si l'unité de tous des habitants ne peut être réalisée dans les formes de protestation, une grande partie d'entre eux se mobilise contre les équipes de démolition en 2009. Nous avons pu constater lors de ces événements que d'importantes alliances entre différents groupes identitaires structurent et sous-tendent la vie sociale du quartier.

Dans les cinq ans qui suivent, même si les mécontentements envers les projets urbains persistent, les habitants ne peuvent toujours pas se réunir autour d'une cause commune et fédératrice pour : « sauver leurs logements ». Nous avons constaté cinq registres qui rendent plus difficiles une mobilisation collective contre les projets urbains. Le premier est l'accentuation des clivages identitaires dans le quartier. Après les événements de la lapidation de *Cemevi* et ses suites, Şahintepe a cessé d'être un espace constitué de « *nœuds* » (Pérouse, 2005) entre lesquels les hommes et l'information circulent. Le quartier est plutôt devenu une accumulation de huis clos limitant la circulation de l'information. Une conséquence de ces divisions identitaires se retrouve dans un second registre : la nature inégale de la concurrence pour les ressources publiques et privées divisent entres elles les associations de pays, qui

forment depuis l'établissement du quartier les lieux privilégiés de l'action collective. Nous retrouvons de manière systématique que l'accès aux ressources publiques, en particulier, est plus facile pour les organisations sunnites turcophones que pour les associations alévies ou kurdophones. La « plateforme » établie par les plus importantes associations pour coordonner leurs actions a, en fin de compte, contribuée à aggraver les clivages entre elles, en rendant ces différences plus visibles. Un troisième registre de fragmentation se trouve à l'intérieur même des associations de pays, au sein desquelles les membres estiment comme étant de moins en moins légitimes les activités de leurs courtiers, à savoir les présidents d'associations. Les nouvelles règlementations urbaines ne permettent plus aux courtiers d'apporter le changement ou d'opérer une « concentration d'information » dans le champ urbain. Cela les empêche de mener une « politique du faire » en rendant des services centrés autour des problématiques urbaines. Ils ne peuvent dès lors plus se positionner dans le « registre du dévouement ». Le fait qu'ils préservent néanmoins un accès privilégié aux autorités municipales, et s'en servent parfois pour satisfaire leurs intérêts personnels, pose un problème supplémentaire pour les présidents et autres « éminences » du quartier. Un comportement qui était accepté lorsque ces hommes étaient en position de rendre des services à leurs membres, devient ainsi le terreau de soupçons laissant penser qu'ils agissent désormais de manière « intéressée », plutôt que « dévouée ». Un quatrième registre est celui des conflits d'intérêts individuels. La différence de statuts du sol entre les habitants détenteurs d'un droit de propriété du sol – même sans droit de construire – et ceux qui n'ont aucune preuve d'occupation donne lieu à des conflits d'intérêts importants. La manière divergente dont ces deux groupes formulent leurs intérêts ne brise pas seulement la mobilisation collective, mais constitue également un élément supplémentaire empêchant la bonne circulation de l'information. La question des droits de propriété est à l'origine d'un autre conflit d'intérêts individuels. Pour certains habitants, une partie de leur propriété est régularisée, tandis que le reste – ce qu'ils ont construit ou agrandi après 2009, demeure informel. Un autre conflit d'intérêts interne pour les habitants les plus démunis se trouve dans le risque de perdre leur accès aux politiques sociales gérées par la municipalité, dès lors qu'ils participent à des manifestations en défense de leurs habitations. Nous verrons au chapitre 7 que la peur de la perte sociale n'est toutefois pas la seule explication de ce comportement. L'échange matériel créant des réciprocités est une autre réponse à cette question. L'élément de peur analysé dans ce chapitre est néanmoins bien présent. Finalement, le cinquième registre prend en compte le fait que, suite aux changements règlementaires intervenus dans le champ urbain, le changement de fonction des catégories professionnelles tel que les agents immobiliers et les avocats a eu tendance à délégitimer toute information venant de leur part, privant ainsi les

habitants d'une source possible d'informations. Les cinq registres analysés dans les pages précédentes nous permettent donc de mieux comprendre pourquoi les informations sur l'urbanisation ne peuvent pas circuler au sein du quartier et comment ce manque d'information a été accentué d'une part par des clivages ethniques et religieux et, d'autre part, par des conflits d'intérêts visant à empêcher l'action collective face au changement.

L'intervention inefficace des agents immobiliers et des avocats évoquée en fin de ce chapitre ouvre plusieurs pistes supplémentaires que nous suivrons dans les chapitres à venir : il s'agit d'une part de l'ancrage dans le quotidien, et d'autre part de la question de la « politisation » des débats ou des personnes. Nous reviendrons sur les exemples introduits dans le présent chapitre pour poser les termes de ces questions.

S'ajoutant aux éléments de discrédit évoqués dans ce chapitre, se trouve le fait que ces acteurs ne sont pas intégrés dans la vie quotidienne des habitants du quartier. Ce manque d'intégration est important pour au moins deux raisons distinctes : la perception du risque, et la confiance envers les interlocuteurs possibles. Pour la première, il est important de noter que la perception du risque est étroitement liée aux interactions quotidiennes. Auyero et Swiston (2008) montrent à cet effet que « *l'heuristique cognitive dont les gens se servent pour choisir et assimiler l'information est ancrée de manière relationnelle dans les routines quotidiennes* ». Ils désignent cette tendance comme un « *ancrage relationnel* » (*relational anchoring*) permettant d'expliquer le rôle des routines et des relations pour évaluer les risques. Selon eux, en périodes d'incertitude, les gens cherchent dans les routines dans laquelle les interactions ont été incluses les moyens de surmonter un moment d'incertitude et de retrouver la sécurité du quotidien. Par conséquent, les routines habituelles, ancrées dans les relations quotidiennes, peuvent jouer un rôle cognitif en diminuant les perceptions des risques. L'exemple sur lequel Auyero et Swiston (2008) basent leur analyse est un environnement toxique ; ils montrent en quoi l'interaction quotidienne des gens avec cet environnement peut avoir comme effet la diminution de leur compréhension du danger par un effet d'habituation. Notre objet d'étude peut sembler loin de leur problématique, mais un rapprochement est toutefois possible. Nous voulons comprendre comment l'idée de transformation a été appropriée par les habitants. Nous avons constaté au chapitre précédent que les habitants évaluent les transformations du quartier en fonction de la « moralité vernaculaire », c'est–à-dire les catégories et valeurs telles que la réussite sociale, ou la bienséance, qui leur sont propres et qu'ils partagent au moins partiellement. Nous verrons par la suite que pour influencer ces catégories, l'action sur la durée est essentielle, ainsi qu'un

profond ancrage social. La redéfinition du risque par l'habituation passe ici par l'exercice de ce que Padioleau (1982) désigne comme la « pédagogie politique », et dont il sera question aux chapitres suivants.

La démonstration proposée dans ce chapitre nous montre ce qui n'est pas (ou n'est plus) possible en ce qui concerne l'organisation d'une opposition aux projets urbains. Aussi bien l'action collective organisée au niveau du quartier, que l'intervention ponctuelle de professionnels extérieurs, nous semblent vouées à l'échec, pour les raisons analysées précédemment. Il ne s'en suit pas, néanmoins, que toute contestation soit désormais impossible. Dans les chapitres qui suivent, nous nous proposons de démontrer l'hypothèse que, dans un espace fragmenté par des divisions identitaires et des conflits d'intérêts, les partis politiques sont les acteurs les mieux placés non seulement pour modifier la perception de risques, mais également pour formuler les demandes concernant l'objet défini comme risqué. En vue de notre discussion ci-dessus à propos du discrédit de la politisation, cette hypothèse peut paraitre surprenante. Nous maintenons néanmoins que les partis sont les acteurs les mieux placés pour jouer ce rôle. Par leur potentiel d'ancrage dans la vie quotidienne et par la politique vernaculaire, les partis ont la possibilité de devenir familiers, tout en se situant au-dessus des clivages locaux empêchant l'action collective spontanée. En s'encastrant dans les lieux de sociabilité et en rendant des services tangibles et récurrents, les partis politiques peuvent également endosser le « *registre de dévouement* » (Briquet 1990,1999) et éviter ainsi l'étiquette de « politisation » des problèmes. Tout cela, bien sûr, n'est qu'au niveau des possibilités. Il reste à voir dans quelle mesure les partis tels qu'ils existent dans ce cas particulier réussissent à réaliser ce potentiel. Nous verrons dans le chapitre suivant que l'effort du parti politique d'opposition (CHP) ne réussit ni à forger une perception de risque, ni à instaurer une coalition contre les projets municipaux et métropolitains des gouvernements AKP. Dans les trois derniers chapitres de cette thèse, nous détaillerons également comment l'AKP réussi à définir les risques de manière à élargir le consentement à ces mêmes projets.

Chapitre 4

FAIBLESSE DE L'OFFRE PARTISANE D'OPPOSITION

4 FAIBLESSE DE L'OFFRE PARTISANE D'OPPOSITION

Nous avons analysé au chapitre précédent l'intensification des nombreux clivages d'intérêts, et surtout d'identités, qui divisent le quartier, rendant plus difficile qu'auparavant l'action collective contre les projets d'aménagements. Cette difficulté, néanmoins, n'est pas une fatalité ; l'action partisane pourrait être une manière de la surmonter. Parmi les fonctions classiques des partis politiques se trouve justement celle de rassembler et de mobiliser, créant un nouveau type d'identité, autour du sentiment d'appartenance à une communauté imaginée (Güneş-Ayata, 1994: 22). Le CHP, nous l'avons vu au chapitre 1, avait profité d'un tel mouvement en 2009. De nouveau, en 2014, il a concentré sa campagne électorale à Şahintepe sur la menace de démolition et d'évacuation du quartier suite aux projets d'aménagement. Force est de constater, néanmoins, que les résultats électoraux n'ont pas été à la hauteur de ses ambitions. Notre exploration de ce résultat nous mènera parfois à prendre en considération des éléments relevant de l'organisation ou des dynamiques politiques de niveaux supérieurs : l'arrondissement, voire la Turquie toute entière. Nous ne devons pas perdre de vue, néanmoins, que l'objet de ces travaux se situe au niveau micro-local. Nos choix empiriques, comme analytiques, demeurent ainsi informés de manière systématique par ce fait, que l'on retrouvera par exemple dans l'importance donnée au rôle joué par certaines associations de pays particulièrement influentes sur la politique interne du CHP dans le quartier. Une justification supplémentaire de ce choix est qu'il se trouve que les dynamiques internes du CHP donnent au quartier un poids important dans l'arrondissement, du fait de la présence d'associations de pays particulièrement influentes dans le petit monde des membres du parti. En effet, le CHP, contrairement à l'AKP, a relativement peu de membres encartés, et ceux-ci, comme nous le verrons dans ce chapitre, se recrutent essentiellement dans les milieux associatifs.

Dans le quartier, précisément, certains indices laissaient penser, avant même les élections, que la tentative de rassemblement autour de la question foncière ne donnait pas les résultats escomptés. Les données présentées au tableau 4-A sont issues d'un sondage effectué dans le quartier par des militants du CHP lors des dernières semaines de la campagne électorale de 2014.[212] L'objectif de ce sondage était de recueillir des renseignements sur les habitants et leurs besoins, mais aussi et surtout de créer une mobilisation électorale pour le CHP. Cette stratégie du porte-à-porte avait déjà été utilisée dans les années 1990 par le Parti

[212] Nous reviendrons dans la seconde section de ce chapitre sur d'autres aspects de ce sondage, désigné « balayage des rues » (*sokak taraması*) par le CHP, auquel nous avons participé avec une équipe de militantes.

de la Prospérité (*Refah*), pour qui cet outil était « *utilisé consciemment pour déterminer l'attente clientéliste des électeurs* » (Wedel, 2001, 146). De manière semblable ici, les catégories représentées sur le tableau ci-dessous sont les réponses proposées de manière spontanée par les habitants à des questions ouvertes posées en fin d'entretien : « *De quoi avez-vous besoin de la part du CHP ; avez-vous des opinions supplémentaires ?* ».[213] Dans ce premier tableau, nous avons rassemblé ces réponses en 11 grandes catégories, regroupant dans une seule catégorie indifférenciée les expressions d'opinions politiques que nous détaillons ci-dessous (voir tableau 4-H). Les réponses ainsi recueillies sont intéressantes dans leur contenu, mais surtout dans leur silence (regroupé ici dans la catégorie « pas de réponse ») – l'une comme l'autre étant plutôt mauvais augure pour le parti.

TABLEAU 4-A

Demandes et opinions exprimés lors de l'enquête porte-à-porte du CHP en mars 2014

DEMANDE ET OPINION SUPPLEMENTAIRE DECLARE	NOMBRE
Demande d'aide sociale	12
Demande d'emploi	28
Demande de sécurité	10
Demande de services publics	47
Demande d'aides matérielles	183
Demande d'infrastructures	56
Demande du droit de propriété	57
Expression d'opinions politiques	84
Demande de visite de maison	17
Pas de réponse	1625
Autre	6
TOTAL	**2125**

SOURCE: Murat Bakır[214] avril 2014

Parmi les enquêtés répondant, le plus grand nombre concerne la demande d'aides personnelles : emploi, aides matérielles, aides sociales ou demande de visite de maison.

[213] Observation participante, porte a porte, Şahintepe, 24.03.2014.
[214] Membre de la coordination de la section CHP de Başakşehir et président de la section CHP du quartier.

Intéressantes au niveau démographique et social, ces réponses ne seraient utiles pour la politique que dans la mesure où le CHP était en mesure d'y répondre. Ici, le concept de la « *politique du faire* » défendu par Goirand (1998, 112) pour les électeurs de favelas de Rio de Janeiro, prend tout son sens. Cet auteur constate que « *le vote est donné pour son engagement à faire quelque chose. Ainsi, l'élection, en mettant les habitants des quartiers défavorisés en position de force pour une courte période, est pour eux l'occasion d'exiger la satisfaction de leur demande* ». A Şahintepe comme ailleurs, les électeurs veulent voir concrètement ce qu'ils peuvent obtenir. En ce qui concerne les demandes de services sociaux – assurance maladie, retraites, *etc.* – il peut arriver que des élus du parti minoritaire intercèdent auprès des autorités, mais il n'en reste pas moins que beaucoup de demandes ne sont actionnables qu'en cas de victoire.

Les perspectives d'une telle victoire sont justement mises en doute par d'autres aspects de ces mêmes réponses. Sans doute la donnée la plus frappante – et la plus inquiétante pour le CHP – se trouve dans ce qui n'est pas dit. Tout d'abord, 76% des enquêtés n'ont rien proposé en réponse à cette question, et 17% ont préféré déclarer leurs opinions politiques au lieu de faire des demandes. Parmi les réponses données, 11% seulement concernent le droit de propriété (catégories dans laquelle se trouvent des demandes pour améliorer leurs maisons, défense du logement, titres de propriété, transformation urbaine, plan de développement). On pourrait penser que le problème de la transformation du quartier qui se trouvait au cœur de la vie du quartier et, comme nous le verrons ci-dessous dans la deuxième section de ce chapitre, était un élément central de la rhétorique de campagne du CHP, aurait dû générer beaucoup plus de demandes de ce type. Bien au contraire, les résultats de l'enquête nous font penser que les habitants ne reprennent pas de manière spontanée ce message. Pourquoi ? Faut-il voir dans ce chiffre une réticence ou une peur d'afficher leurs opinions, politiques ou autres, aux militants du CHP, ou une déclaration cryptique de soutien pour un autre parti ? Cette question nous conduit à une autre, plus générale : quelles sont les conditions de succès pour un parti en Turquie contemporaine, et dans quelle mesure le CHP serait-il en posture de les remplir ? Le message du parti n'a-t-il pas été approprié par les résidents, à cause des conditions de la campagne locale telles que la démobilisation des militants, l'insuffisance de l'enracinement dans les lieux de sociabilité ou encore la fragmentation entre candidats rivaux ? Faut-il, à l'inverse, chercher des réponses dans le rapport des forces partisanes au niveau national ? Un tour d'horizon de l'offre partisane et de son évolution dans les dernières décennies apporte quelques premiers éléments.

L'histoire de l'offre partisane turque depuis l'avènement d'un système multi-partisans dans les années 1950 nous offre une image quelque peu déroutante, avec une succession de partis aux noms plus poétiques que descriptifs les uns que les autres, fusionnant et se succédant, interdits suite à des coups d'Etat militaires pour, dans certains cas, réapparaitre quelques années plus tard (Rubin and Heper, 2002). Suite au retour à la vie partisane après le coup d'Etat militaire de 1980, les composants principaux du système de parti se trouvaient répartis en trois catégories. Le parti de la mère patrie (ANAP[215]) et le parti de la juste voie (DYP[216]) occupaient l'espace politique de centre-droite. Le parti social-démocrate populaire (SHP[217]), le parti républicain du peuple (CHP)[218] et le parti démocratique de la gauche (DSP[219]) appartenaient à la gauche social-démocrate. Finalement, le parti de la prospérité (RP[220]), le parti de la vertu (FP[221]) et le parti du mouvement nationaliste (MHP[222]) représentaient le courant islamiste et nationaliste de l'extrême droite. Cette période a connu un régime parlementaire caractérisé par l'instabilité des coalitions et des gouvernements. En l'absence d'un parti, ou même d'une alliance stable majoritaire, la Turquie était gouvernée par une série de coalitions et de gouvernements minoritaires.

L'élection de 2002 a mis fin à cette période en soulignant la poursuite d'une tendance amorcée concernant l'érosion des soutiens populaires pour les deux principaux partis de centre-droite de la Turquie, l'ANAP et le DYP, ainsi que pour le parti centre-gauche DSP. Cette érosion du soutien populaire est en partie le résultat de facteurs spécifiques aux divers partis comme la condition de santé du dirigeant du parti DSP ou les accusations de corruption à l'encontre des dirigeants des partis de centre-droite ANAP et DYP. Un problème plus général pour tous les partis liés, de près ou de loin, à la coalition gouvernante est la profonde crise économique que traverse la Turquie en 2001. Le parti islamiste modéré AKP, dont il sera question en détails dans les chapitres suivants, entre dans la vie politique à ce moment : ce parti recueille aux élections générales de 2002 34,2% des voix et 363 sièges parlementaires sur 550 (66% des sièges) et constitue ainsi la majorité la plus importante depuis 1987.

[215] *Anavatan partisi*, le parti de la mère patrie est un parti politique turc de centre droite de tendance libérale fondé en 1983 par Turgut Özal.
[216] *Doğru Yol Partisi*, le parti de la juste voie est un parti politique turc de centre-droite de tendance conservateur fondé en 1983 et longtemps dirigé par Süleyman Demirel.
[217] *Sosyal Demokrat Halkçı Partisi*, le parti social-démocrate populiste fondé en 1985 et dissout en 1995, en fusionnant avec le CHP.
[218] Le CHP, (re)fondé au début des années 1990 par Deniz Baykal, reprend le nom du parti historique d'Atatürk et Ismet Inönü, mais ne doit pas être confondu avec ce dernier.
[219] *Demokratik Sol Parti*, le parti démocratique de la gauche fondé en 1985, longtemps dirigé par Bülent Ecevit.
[220] *Refah Partisi*, Parti de la prosperité, fondé en 1983, dissout en 1998 et dirigé par Necmettin Erbakan.
[221] *Fazilet Partisi*, Parti de la Vertu est un parti islamiste fondé en 1997 comme succeur du RP dissous en 2001.
[222] *Milliyetçi Hareket Partisi,* le parti du mouvement nationaliste est (re)fondé en 1983 sous le nom de *muhafazakar parti*, le parti conservateur. Ils ont repris le nom de parti du mouvement nationaliste en 1993, dirigé par Alparslan Türkeş.

Véritable séisme politique, cette élection se distingue des précédentes par une volatilité électorale proche de 50%. Encore plus frappante, la volatilité inter bloc – électeurs ayant franchi la ligne séparant les partis de gauche de ceux de droite – est estimée par Sayarı (2007) à 15,5%.

Öniş (2010 : 259) met en avant trois éléments pour expliquer le succès de l'AKP ; celles-ci fournissent autant d'indices pour notre recherche des conditions générales du succès partisan. Le premier de ces éléments est que l'AKP a réussi à établir une alliance interclasse : il est soutenu par ceux trouvant des avantages économiques dans les processus de globalisation ainsi que par les couches défavorisées. S'ajoutent à ceci la bonne performance des municipalités islamistes à l'époque des partis de prospérité (*Refah*) et de vertu (*Fazilet*) et l'insuccès des partis de centre-droite et gauche à résoudre les problèmes de la corruption et de la faible croissance économique. Dans la mesure où ces éléments de victoire seraient accessibles à d'autres partis, le CHP semblerait être la seule formation partisane actuellement en mesure d'en profiter. En effet, le CHP se trouve être le seul parti avec l'AKP à réussir à remporter des sièges au Parlement en 2002 ; il devient ainsi le pilier principal de l'opposition politique et le principal rival parlementaire de l'AKP. Cette situation, qui se confirme aux élections suivantes, n'est pas sans poser des problèmes pour ce parti. Malgré son succès relatif, les faiblesses du CHP au niveau national sont évidentes. Selon Öniş (2010), l'AKP en 2002 était plus proche d'une vision de la « troisième voie », tandis que le CHP apparaissait, par comparaison, plus conservateur et introverti. L'histoire récente du CHP peut expliquer, en partie, ce constat. Bien qu'issu du centre-gauche social-démocrate, le parti refondé par Baykal en 1992 privilégiait dans les années 1990 une ligne politique franchement nationaliste, surtout sur la question kurde. Le succès électoral après 2002 et l'élargissement conséquent de la base de soutien du CHP génère une fragmentation croissante. Cette tendance est accentuée durant la décennie 2000 par la lutte interne entre Baykal et Önder Sav (secrétaire général du CHP). Ce n'est qu'en 2010 que le départ inattendu des deux chefs historiques permet à un congrès exceptionnel du parti de choisir librement un nouveau dirigeant (Özbudun 2000 : 83)[223].

[223] En mai 2010, une vidéo a été diffusée sur Internet, qui aurait documenté une relation entre Deniz Baykal et Nesrin Baytok, membre du Parlement représentant Ankara. Trois jours après cette diffusion, Baykal a annoncé sa démission. La sortie d'Önder Sav est liée a un autre problème. Le procureur général (attorney general) Abdurrahman Yalçınkaya avait envoyé une note officielle que le CHP devait appliquer à la charte des partis de 2008. Cependant, Önder Sav réussit à la bloquer. Après la découverte de cette obstruction, Gürsel Tekin a remplacé Sav au poste de Secrétaire Général, ce qui a écarté du centre du pouvoir Sav et ses proches au sein du parti.

C'est consécutivement à ces événements que Kemal Kılıçdaroğlu est élu président du CHP. Sous sa direction, la formation du « nouveau CHP » est annoncée. Le CHP prend comme slogan « le CHP pour tous » (*herkes için CHP*) et cherche à envoyer des signaux forts : il prend ses distances par rapport à la tendance nationaliste de Baykal, son ambivalence sur le problème kurde et son opposition à l'entrée dans l'Union Européenne. Cette nouvelle ligne critique également les cadres âgés du parti, l'élitisme et le désengagement envers les couches urbaines défavorisées (Uysal 2011: 134). Kömürcü (2011) met néanmoins en doute l'importance réelle de ce changement, notant qu'au delà du nouveau discours, l'idéologie du parti et sa base sociale demeurent inchangées. Le parti reste donc loin du modèle social-démocrate qu'il revendique. Uysal (2011) définit le nouveau CHP par la combinaison de deux modèles différents. L'orientation intellectuelle et organisationnelle symbolisée par le slogan « CHP pour tous » se rapproche du modèle du parti attrape-tout , alors que le financement du parti est adapté du modèle du parti-cartel.

Ces modèles abstraits, certes, ne peuvent s'appliquer que partiellement au CHP. Selon Kirchheimer (1990), le parti attrape-tout abandonne tout effort d'encadrement intellectuel ou moral des masses pour se focaliser sur la concurrence électorale ; c'est le « *parti-entreprise* » (Sawicki, 2001) par excellence. Un certain flou idéologique lui est utile, puisque toute prise de position trop marquée risque d'être contre-productive dans la quête de rassembler le plus de voix électorales possibles. Il en résulte « *un type de parti interclassiste cherchant à rassembler sur la base d'enjeux consensuels* » (Offerlé 2012: 43). Le parti « *cartel* », pour sa part, peut être compris selon Katz et Mair (1995 : 17) comme l'interpénétration de l'Etat et du parti, ainsi que la collusion entre les partis. Le parti devient quasiment une agence de l'Etat financée par les crédits publics (Offerlé 2012: 43). Les limites de ces modèles nous sont rappelées par Sawicki (2001 : 7, 8), pour qui cette représentation est loin de correspondre à toutes les réalités des partis politiques. La médiatisation des campagnes électorales, en particulier, ne rend pas inutiles les militants ; bien au contraire, la mobilisation d'adhérents et de militants demeurent stratégiques, dans certains cas comme celui du parti travailliste britannique, ou ceux des partis français et allemands (2001 : 7-8). Lagroye *et ali*. (2012 : 312-314) notent l'utilité des réseaux militants comme « *ressource stratégique* », y compris dans des cas comme celui des USA, où les partis disposent de moyens financiers importants.

Nos recherches, de manière semblable, nous conduisent à contester les hypothèses d'une « déterritorialisation » des partis politiques, en montrant l'importance des réseaux militants et des liens avec les groupes locaux. Si les membres sont importants, néanmoins, les

notables le sont tout autant, et nous verrons que certains parmi eux s'appliquent avant tout à contrôler et limiter le nombre d'adhérents. Nous pouvons donc constater, à l'instar d'Özbudun (2000 : 87), que le CHP rassemble des éléments des partis de cartel (importance du financement public), des partis « attrape-tout » (la rhétorique émanant du niveau national, que nous retrouverons chez le candidat à la mairie une fois celui-ci désigné) et des partis de cadre (importance des notables, courtiers et autres « éminences locales »). Ce sont ces derniers éléments qui sont le plus en évidence lors de la première phase de la campagne, celle de la sélection interne du candidat.

L'analyse au niveau national, en effet, fait apparaître une situation qui, si elle fournit la toile de fond incontournable au développement de la politique locale et micro-locale qui nous intéresse ici, n'est pour cette dernière qu'un guide imparfait, incomplet et parfois trompeur. Le jeu politique au niveau du quartier et de l'arrondissement, nous le verrons, entretient avec le niveau national des relations complexes et souvent opaques. Force est de constater, en premier lieu, que la dynamique de rassemblement qui se trouve au cœur du programme national du « nouveau CHP » de Kılıçdaroğlu a été très difficile à traduire au niveau local. Nous la verrons à l'œuvre pour l'AKP dans les chapitres suivants ; pour autant, le rassemblement a posé beaucoup plus de problèmes pour son principal rival. Ce constat fournit la ligne directrice du présent chapitre. Pourquoi les partis d'opposition n'ont-ils pas saisi, comme ils l'avaient fait en 2009, l'occasion offerte par les multiples ambiguïtés des projets locaux et métropolitains portés par l'AKP pour forger une alliance contre le parti au pouvoir ?

Nous proposons dans ce chapitre l'hypothèse que l'hégémonie constatée de l'AKP résulte au moins partiellement de l'absence d'une offre partisane concurrente suffisamment forte et structurée. Pour évaluer cette hypothèse, une première section du présent chapitre analyse la précampagne et les investitures qui en résultent. En second lieu, nous examinons l'organisation partisane et la campagne électorale du CHP, prenant en compte ses efforts de construire une coalition anti-AKP avec d'autres partis. Ce dernier point nous amènera à porter notre attention sur d'autres partis d'opposition : les parti pro-kurdes et, dans une moindre mesure, les partis de la droite nationaliste. Pour cette section de nos travaux, notre méthodologie s'est basée premièrement sur des entretiens approfondis avec les candidats à la candidature CHP pour la mairie d'arrondissement et avec certains présidents d'associations, deuxièmement sur le rapport critique sur le déroulement de l'élection primaire au sein du CHP produit par Kemal Aydın (un des candidats CHP à la candidature) et envoyé par ses

soins au quartier général du parti à Ankara, et troisièmement sur une enquête réalisée par le CHP au sein des habitants de Şahintepe.

4.1 La campagne pour les élections primaires : divisions internes au sein du CHP

Lors des élections locales de 2009 et 2014, étaient élus le *Muhtar* de quartier, le conseil municipal de la mairie d'arrondissement et le maire de cette dernière, ainsi que le maire de la municipalité métropolitaine d'Istanbul. Parmi ses scrutins, celui qui concentre l'énergie des partis comme l'attention des citoyens est l'élection du maire et le conseil d'arrondissement d'arrondissement. Très fortement personnalisée autour de candidats pour la plupart bien connus des habitants, cette élection est également un enjeu capital pour les partis, car la mainmise sur le gouvernement municipal ouvre la porte à la maitrise de ressources considérables (budget, emplois publics, pouvoir règlementaire,…). C'est donc sur cette élection que s'est focalisée notre recherche.

La première étape de cette élection pour le CHP était une précampagne interne au parti visant la sélection du candidat officiel. Comprendre cette précampagne est nécessaire pour décrypter la campagne électorale du parti au niveau du quartier. Un premier élément important est purement formel : il s'agit des procédures retenues pour la désignation du candidat. L'analyse du déroulement et des résultats de ce scrutin interne représente une première étape dans l'évaluation de l'hypothèse formulée ci-dessus. Un premier élément contribuant à l'absence « d'offre partisane forte et structurée » est fourni par le comportement des candidats à la candidature pour la mairie d'arrondissement de Başakşehir : ceux-ci se positionnent autant, sinon plus, contre leurs rivaux au sein du parti que contre le parti adverse. Ce constat doit être considéré à la fois comme cause et effet de la fragmentation notée au chapitre précédent. Dans le contexte dont nous avons rendu compte, il semble raisonnable que l'attention portée par les candidats au « *réseau largement extérieur aux cénacles partisans* » (Sawicki 1998 : 247) soit passée avant tout par les associations de pays. Force est de constater, néanmoins, que la manière dont ceci a été fait a eu comme résultat de renforcer les divisions déjà existantes, rendant plus difficile l'implantation du parti sur le terrain et la diversification de sa base vers des alliés locaux issus de différentes couches sociales. Il a été également plus difficile pour le CHP de rendre des services réguliers en dehors du cercle étroit des associations qui lui étaient absolument fidèles. Notre hypothèse est que ces lacunes ont eu pour conséquence d'éloigner tout effort de cohérence idéologique et de rendre

impossible une entreprise de « *pédagogie politique* » telle que nous avons définis ce terme dans l'introduction de cette thèse.

Le recours à l'élection primaire n'a été remis en place par le CHP qu'après l'arrivée à la tête du parti de Kılıçdaroğlu ; sous la présidence de Baykal, les dirigeants nationaux et locaux désignaient le plus souvent directement les candidats locaux et nationaux (Kemahlıoğlu, 2005 ; Turan, 2011). Selon Turan, ces pratiques incitaient les candidats à créer une relation plutôt avec les dirigeants du parti qu'avec des organisations locales, diminuant le rôle des ces dernières. Cette dépendance des candidats potentiels envers le président du parti a créé un « manque de liens avec les électeurs » (Turan, 2011 : 569). Avec l'arrivé de Kılıçdaroğlu, un effort de renouvèlement politique au sein du CHP a été observé. C'est dans ce contexte que, pour les élections parlementaires de 2011, le parti a organisé des élections primaires dans 29 villes et a déclaré qu'elles seraient dorénavant la règle (Kömürcü 2011). Le parti a ainsi décidé d'inclure des élections primaires (*ön seçim*) parmi les procédures de désignation des candidats à la mairie, à l'occasion des élections municipales de 2014.

Le parti lui-même qualifie ce scrutin non pas « d'élection » mais « d'enquête auprès des membres », (üyelere dayalı eğilim yoklaması) pour une raison juridique : le scrutin est contrôlé par le parti lui-même et non pas par le système judiciaire national.[224] Le scrutin lui-même, en revanche, prend les formes d'une élection. Les membres du parti déposent le jour donné des bulletins dans des urnes. La ligne officielle du parti est que ce scrutin est de nature indicative ; il ne désigne pas directement le candidat, mais ne serrait qu'un élément – parmi d'autres – informant de la décision finale prise par les dirigeants du parti incorporant également des recherches sur l'opinion publique, et des enquêtes réalisées par le quartier général du CHP à Ankara[225]. D'autres interprétations, néanmoins, demeurent possibles. Le jour du scrutin, tout l'appareil symbolique de l'élection se trouve bien présent, avec des urnes et des bulletins pour les candidats. Parmi les candidats, nous verrons que certains sont prêts à accorder au scrutin un rôle déterminant, tandis que d'autres se fient à la ligne officielle du parti, celle de « l'enquête » indicative. En fin de compte, si nous gardons dans un souci de simplicité le terme « élection primaire » tout au long de cette section, c'est avant tout pour différencier clairement cet exercice de la procédure très différente de « l'enquête » locale menée par l'AKP, et dont il sera question au chapitre suivant. Cette désignation fournie

[224] Voir, par exemple, le site officiel du CHP à Başakşehir , http://www.chpbasaksehir.org/haberler/134-egilim_yoklamasi_tamamlandi

[225] "CHP'liler 26 yıl sonra sandık başında.", *Ntvmsnbc*, 1.12.2013, http://www.ntvmsnbc.com/id/25483115/ , consulté le 1.09.2014

également la grille de lecture la plus fidèle sur la manière dont les événements se sont déroulés et ont été perçus par les militants et les candidats.

Selon Kömürcü (2011 : 8), l'élection primaire limitée aux membres dument inscrits du parti est un outil important pour que les divers segments de la société puissent montrer leurs attentes envers le parti, qui deviendrait ainsi un meilleur reflet de la société dans toute sa complexité. Les élections primaires pourraient également dynamiser le parti en impliquant plus directement dans son travail les syndicats, les chambres professionnelles, les ONG, les jeunes et les femmes. Cette mise en place d'élections primaires serait ainsi en cohérence avec la stratégie globale prônée par la nouvelle direction du parti, visant à créer une alliance entre les nouvelles classes moyennes et les électeurs précaires, en intégrant mieux ces derniers à la vie du parti.[226] Une vision quelque peu différente nous est fournie par les travaux de Lefebvbre (2011 : 135) sur le PS français, dans lesquels il met en avant l'hypothèse que la sélection des candidats par les militants (avant qu'elle ne soit remplacée par des primaires ouvertes) constituait une des gratifications les plus puissantes du militantisme ; elle fondait et rassurait le « nous » et valorisait individuellement chaque adhérent. Valorisation de la base ou ouverture à des nouveaux groupes ? En fait, notre hypothèse, pour cette sous-section, est que les élections internes fermées à Şahintepe ne parviennent à aucun de ces résultats. Bien au contraire, elles transforment la simple rivalité pour un poste en un conflit à l'intérieur du parti, divisant dans un premier temps les membres et militants et, à terme, même les électeurs potentiels ; une dynamique qui rappelle celle des luttes de courants idéologiques et des candidatures dissidentes mises en avant par Sawicki (1992 : 7). Le choix d'un candidat à la mairie, loin de contribuer à l'ouverture ou au rassemblement, a mis avant tout en évidence les conflits internes du CHP. Ainsi, la précampagne des candidats aux élections internes a contribué à empêcher une mobilisation en mesure de rallier efficacement des électeurs, et donc de proposer une offre alternative, programmatique et efficace, à l'AKP. C'est tout le contraire de la ligne mise en avant par la direction nationale du parti, centrée sur le rassemblement et l'ouverture, évoquée ci-dessus. Loin de mettre en avant la capacité générale d'attraction du parti, le comportement des candidats retrouve les registres anciens du contrôle interne de l'appareil, de la dépendance envers les groupes constitués et du clientélisme traditionnel.

[226] "Yeni Orta Sınıf Varoş İttifakı", *Milliyet*, 25.05.2010, http://www.milliyet.com.tr/yeni-orta-sinif-ile-varosa-cagri/devrim-sevimay/siyaset/yazardetayarsiv/25.05.2010/1242233/default.htm, consulté le 03.09.2014

4.1.1 Sélection du candidat : une campagne de proximité

L'annonce des élections primaires a été publiée dans la presse le 8 mai 2013[227], et la procédure a été appliquée à 17 des arrondissements d'Istanbul le 1er décembre 2013. Selon Oğuz Kaan Salıcı, le président du CHP pour la ville d'Istanbul, les membres inscrits avant le 30 juin étaient éligibles lors des élections internes[228]. Ce qui à suivi dans l'arrondissement de Başakşehir, et dont nous avons observé le déroulement dans notre terrain local, est devenu un véritable feuilleton politique riche en personnalités fortes, en intrigues et en rebondissements, dont le déroulement nous renseigne sur les dynamiques politiques et sociales du quartier. En période préélectorale, en effet, les rivalités internes au sein du CHP sont visibles dans le quartier, même pour un regard extérieur. Les affiches collées aux fenêtres des maisons soutenant l'un ou l'autre des candidats à l'élection primaire se voyaient partout. Des simples citoyens aux présidents d'associations de pays, les habitants du quartier, du moins ceux qui soutiennent le CHP, sont entrés dans cette « guerre de familles ». Ils n'ont pas hésité à montrer leur alliance avec l'un ou l'autre des candidats. Les rumeurs sur la capacité des candidats à récolter des voix ont été répandues parmi les habitants du quartier et étaient facilement observables. Dans les pages qui suivent, nous regardons premièrement les biographies des candidats pour passer ensuite aux résultats et à l'analyse des élections. Nous traitons cette question en deux sous-sections : tout d'abord les problèmes d'inscription, et ensuite l'importance des ressources associatives.

4.1.1.1 Les candidats CHP

Les candidats à la candidature du CHP pour la mairie d'arrondissement étaient au nombre de six - Özgür Karabat, Kemal Aydın, İsmail Çinçin, Leyla Yılmaz, Ahmet Fethi Oral et Şefik Ok – sans compter Adnan Bulut, qui s'est retiré la semaine précédant les élections internes[229]. Parmi ces candidats, quatre ont une importance particulière pour l'analyse qui suit. Quelques éléments biographiques et sociologiques nous aideront à les situer. En plus de leur ambitions et personnalités individuelles, ces candidats mobilisent des ressources et font preuve de positionnements sociaux très différents.

---

[227] "Yerel medya sana gün doğuyor! CHP'de 'Eğilim Yoklaması' geliyor!", *İlk Haber,* 9.06.2013 http://ilkhabergazetesi.tv/yerel-medya-sana-gun-doguyor-chpde-egilim-yoklamasi-geliyor/ , consulté le 05.06.2014.

[228] "CHP Temayül sonuçlarını açıkladı", *Yenişafak*, 4.12.2013 http://yenisafak.com.tr/Secim2014-haber/chp-temayul-sonuclarini-acikladi-4.12.2013-589571, consulté le 05.06.2014. – Cette date est légalement problématique, au regard de l'article 8 du règlement intérieur du parti qui semble indiquer un délai plus long.

[229] "İlk Raund Karabat'ın", *Parola Bahçeşehir"*, 2.12.2013 http://www.parolabahcesehir.com/haber-837-ILK-RAUND-KARABAT-in.html , consulté le 07.07.2014.

D'origine alévie[230], Özgür Karabat, est l'ancien président de la section CHP pour l'arrondissement de Başakşehir, poste qu'il a occupé de février 2009 à juillet 2013[231]. Sa position dans l'appareil du parti local lui apporte d'importantes ressources partisanes et organisationnelles. Fort de cette expérience militante, il connait bien l'organisation et a construit lui-même ses modes de fonctionnement lors de la campagne électorale de 2009. A cet engagement partisan s'ajoute un important engagement associatif dû à ses liens avec l'association *Tokat Zile Karacaören Derneği* (l'association alévie de *hemşehri* pour la région de Tokat) par l'intermédiaire de Bektaş Ulusan[232]. Ceci lui fournit une ressource sociale de première importance au sein du quartier, surtout parmi les habitants alévis, une population localement influente et solidement acquise au CHP (voir les sections suivantes).

İsmail Çiçin présente un profil très différent. Urbaniste de formation, il est propriétaire d'une entreprise nommée « l'Urbain, la Structure et la Planification » (*Kent Yapı Planlama).* Sa multipositionnalité d'expert et de militant dépasse le cadre de sa propre entreprise ; il a été à divers moments de sa carrière conseiller politique pour les maires et témoin expert auprès des tribunaux, ainsi que planificateur d'environnement (*Çevre Düzeni planları*) à l'échelle de 1/100.000 pour le Ministère de l'Environnement et de l'Urbanisme. Il est ancien dirigeant de la chambre d'urbanisme d'Istanbul, y ayant occupé les fonctions de président adjoint, comptable et membre du comité exécutif. Ces ressources professionnelles jouent dans sa campagne électorale un rôle important de légitimation par la compétence et l'expertise. Bien qu'il ait toutefois certaines ressources partisanes, ayant participé à la commission de jeunesse du parti SHP à Bakırköy en 1987, et ayant officié en tant que président de la commission de jeunesse et président adjoint de la section CHP pour l'arrondissement de Bağcılar, il n'est pas connu dans l'organisation de Başakşehir. Ses ressources sociales locales demeurent donc faibles.

Leyla Yılmaz est ancienne directrice d'une banque privée et ancien cadre d'une société privée. Elle est témoin expert auprès de la Cours de justice. Elle a aussi un passé de militante, ayant débuté sa vie politique à Başakşehir en tant que présidente fondatrice de la branche féminine du CHP. Bien que cette multipositionnalité lui ait valu une cote positive,

[230] "Regroupement des membres de l'islam hétérodoxe". Son appartenance alévie a généré des rumeurs dans le quartier, qui en disent long sur l'incompréhension persistante entres les différentes appartenances religieuses. Les habitants viennent et demandent aux responsables du quartier « *Est-ce vrai que Özgür Karabat va réduire le Ramadan à 10 jours ?* » (entretien, Murat Bakir, Bahçeşehir, 4.04.2014).
[231] "Özgür Karabat kimdir?, 10.02.2014, http://emlakkulisi.com/ozgur-karabat-kimdir/231250, consulté le 09.07.2014.
[232] Son lieutenant politique et parent par alliance, qui est aussi membre du conseil municipal de l'arrondissement.

son style et ses ressources partisanes limitées aux réseaux féminins pourraient jouer un rôle négatif parmi les électeurs. Elle a travaillé sous Özgür Karabat, mais a du s'éloigner de l'organisation pendant cinq ans, à cause d'un problème de santé. Cette longue absence lui a coûté un certain oubli au sein de l'organisation du parti, et elle n'est pas entrée dans les réseaux d'associations de compatriotes.

Kemal Aydın, finalement, a joué dans l'élection un rôle très particulier. Il est l'ancien maire de Bahçeşehir, un *belde* incorporé en 2008 dans l'arrondissement alors nouvellement créé de Başakşehir. Il est membre originel du parti centre-droite ANAP. Faisant preuve d'un certain pragmatisme, il se tourne vers le CHP quand l'ANAP décline dans l'opinion publique. Ce comportement n'est pas inconnu dans le contexte turc ; dans ses recherches sur la campagne électorale à Adana, Massicard (à apparaitre) met en avant le fait que les candidats « éligibles » peuvent relativement facilement changer de parti. Selon elle, cette pratique courante ne semble pas vraiment être sanctionnée par l'électorat et ne signifie pas une rupture avec toute logique partisane. Ce qui reste rare, par contre, c'est la figure de l'indépendant, ceci à cause des risque de perdre les avantages associés aux étiquettes partisans en termes d'électorat, d'infrastructures et d'accès aux ressources au niveau national : subventions, postes honorifique, accès dans les ministères, responsabilités parlementaires (voir aussi Sawicki 1992 : 15-16). Bien qu'il dispose de puissants réseaux d'influence et d'une assise électorale personnelle à Başakşehir, le redécoupage administratif de 2008, en modifiant la circonscription au niveau de l'arrondissement, a créé deux principaux désavantages pour Aydın. Premièrement, il n'a pas de ressources partisanes ou de culture militante à l'intérieur du CHP ; deuxièmement, il a du se faire connaître dans des quartiers où il était inconnu, car son mandat n'inclut pas Şahintepe. Il est assisté dans cette tâche, comme nous le verrons ci-dessous, par des liens personnels avec des individus influents. Aydın, finalement, estime pouvoir se prévaloir de certains soutiens au quartier général du CHP à Ankara. Nous verrons dans les pages qui suivent, néanmoins, que cette ressource partisane par le haut s'avère moins déterminante qu'il ne l'imaginait.

Pris dans leur ensemble, ces candidats ont des caractéristiques et des capitaux personnels différents, tels que capacité d'expertise, réseau de relations sociales, relations personnelles avec des personnes reconnues comme socialement influentes, mandats électifs acquis en dehors des partis (Offerlé, 2012 : 47). A Karabat, l'homme de l'appareil local, s'opposent trois candidats qui, d'une manière ou d'une autre, cherchent à se prévaloir d'une légitimité externe. Çiçin, fort de son expertise dans le secteur technique, d'une importance

évidente pour la municipalité : l'urbanisme. Yılmaz, par ses connaissances professionnelles et son passé de militante. Aydın, par ses alliances au sommet de l'appareil d'Etat et son passé politique. Chacun à sa façon annonce ainsi sa capacité à élargir le périmètre électoral du CHP en lui apportant un électorat non acquis d'avance. Mais avant de tenter de rassembler aux élections générales, il convient d'abord de recevoir l'investiture du parti et cela, nous le verrons, implique d'être fin tacticien. Nous aborderons dans les développements qui suivent les résultats des élections, puis les analyses – et revendications – proposées par les uns et les autres qui, dans leur ensemble, nous permettront de saisir les différentes tactiques utilisées par les candidats et de faire un point plus général sur les ressources et les capacités du CHP.

4.1.1.2 Résultats de l'élection primaire

Le scrutin a eu lieu dans l'école primaire de Şair Erdem Beyazıt, dans la deuxième circonscription de Başakşehir. Il s'est déroulé de 8 heures à 17 heures. Selon les chiffres publiés sur le site Internet de CHP[233], 1773 des 2954 membres ont voté aux élections primaires. La mobilisation est de 60%. Les votes valides sont au nombre de 1749, soit 59,2% des membres inscrits. Le taux d'abstention atteint donc 40%, avec 1181 non votants. Ce choix de lieu a été critiqué dans la presse, ainsi que dans le rapport de Kemal Aydın[234], comme étant à l'origine de cette abstention, dans la mesure où il était trop éloigné pour motiver les électeurs potentiels à se déplacer. D'après Combes (2011 :333-334), « *la localisation du bureau de vote est l'enjeu d'âpres négociations entre groupes et courants politiques. Chacun souhaite d'installer dans la zone ou le quartier dans lequel il est le mieux implanté* ». En effet, ce lieu était plus proche des quartiers défavorisés de l'arrondissement que des quartiers bourgeois traditionnellement kémalistes – et plutôt loin de l'ancienne circonscription de Kemal Aydın.

[233] "Eğilim Yoklaması Tamamlandı." La présidence de la section de l'arrondissement de Başakşehir du CHP, http://www.chpbasaksehir.org/haberler/134-egilim_yoklamasi_tamamlandi, Consulté 05.04.2014.
[234] C'est suite à sa défaite aux élections primaires que Kemal Aydın a envoyé un rapport détaillé sur la situation à la direction du parti à Başakşehir. Cet appel dénonçant un traitement inéquitable est allé jusqu'au quartier général du CHP à Ankara. Dans ce rapport, il informe le quartier général du CHP de ce qu'il estime être des « dysfonctionnements » du système d'inscription.

TABLEAU 4-B

Situation des votes aux élections primaires du CHP pour la sélection du candidat à la mairie, 2014

Situation des votes	Nombre	Pourcentage par rapport au nombre de membres inscrits
Votes utilisés	1773	60%
Votes valides	1749	59,20%
Votes invalides[235]	24	0,08%
Non votants	1181	40%
Membres inscrits	**2954**	**100%**

SOURCE : la présidence de la section de l'arrondissement de Başakşehir du CHP, décembre, 2013

Les candidats à l'investiture du CHP pour la mairie d'arrondissement de Başakşehir et les résultats de ce scrutin sont présentés au tableau suivant :

TABLEAU 4-C

Répartition des votes par candidat aux élections primaires du CHP pour la sélection du candidat à la mairie, 2014

Candidats à l'investiture	Répartition des votes	Pourcentage des votes valides
Özgür Karabat	1173	66,15%
Kemal Aydın	438	24,70%
Şefik Ok	69	3,84%
İsmail Çiçin	42	2,39%
Leyla Yılmaz	14	0,79%
Ahmet Fethi Oral	13	0,78%
Adnan Bulut	24	1,35%
Les votes invalides	-	-
Votes totaux	**1773**	**100%**

SOURCE : Présidence de la section de l'arrondissement de Başakşehir du CHP, décembre 2013

[235] Pour des raisons d'ordre technique, certains votes ne sont pas validés.

Selon les résultats des élections, 66,15% des voix sont allé à Karabat, et 24,70% à Aydın. Les autres candidats se sont partagés les 7,80% des voix restantes. Plusieurs éléments de ces résultats peuvent sembler surprenants ou ont été contestés par les participants eux-mêmes. Ils feront l'objet des développements suivants. Parmi ceux-ci : la majorité écrasante de Karabat est-elle représentative de l'électorat CHP, de manière plus large ? Comment Aydın, inscrit à peine huit jours avant les élections, est-il arrivé second sans avoir eu le temps de faire campagne ? Cela s'explique-t-il par le succès qu'il a connu à la mairie de Bahçeşehir, ou faut-il chercher d'autres facteurs d'explications ? Comment expliquer, finalement, le très faible résultat de Çiçin, bien qu'il ait été initialement soutenu par d'importantes associations? Pour répondre à ces questions, il sera important avant tout d'étudier les points de vue et les explications fournies par les protagonistes eux-mêmes. Cette étude nous permettra de mieux cerner les représentations de leur rôle, les perceptions du quartier et des électeurs. C'est ainsi que nous pourrons mettre en valeur les divisions internes et les conflits au sein du CHP . Ces divisions et conflits, nous le verrons, constituent deux des raisons principales de son affaiblissement électoral local.

4.1.2 Histoires de campagne

Chaque candidat propose une analyse et une explication du déroulement de la sélection. Nous aborderons le point de vue de Karabat, le gagnant, dans la seconde moitié de ce chapitre. Nous nous concentrons ici sur les perdants, car c'est leur discours qui se trouve à la base des rumeurs dans le quartier qui, comme nous le verrons ci-dessous, sont à l'origine de sérieux problèmes pour le CHP lors de l'élection générale.

4.1.2.1 Importance de la maîtrise de la liste d'inscription

Pour expliquer sa défaite, Aydın met en avant ce qu'il appelle les « dysfonctionnements »[236] du système d'inscription des membres du parti –ainsi que des électeurs potentiels pour l'élection interne. En premier lieu, se trouve la difficulté d'inscription – un sujet récurrent dans nos discussions, aussi bien avec les candidats qu'avec d'anciens ou actuels militants du CHP. Bien que le rapport de Kemal Aydın souligne la chute du rythme de recrutement de membres, le tableau 4-D présente la répartition des inscriptions selon les périodes. Les destinataires du rapport, initiés aux détails de la vie interne du parti, ne

[236] Entretien, Kemal Aydın, candidat à la candidature du CHP pour la mairie d'arrondissement de Başakşehir, Bahçeşehir, 08.02.2014.

pouvaient pas manquer de savoir que, dans l'arrondissement nouvellement créé de Başakşehir, la première période « avant Karabat » n'a duré que quelques mois, tandis que la seconde, la présidence de Karabat, s'étale sur cinq ans.

TABLEAU 4-D

Inscriptions de membres au CHP selon les périodes

	Nombre de membres	
Membres inscrits avant la présidence d'Özgür Karabat	1622	55%
Membres inscrits pendant la présidence d'Özgür Karabat	1332	45%
Membres totaux :	**2954**	**100%**

SOURCE : Rapport de Kemal Aydın, obtenu en février 2014

Un premier problème est d'ordre technique. Il n'est pas possible de s'inscrire au bureau électoral du CHP à Şahintepe. Les personnes désirant adhérer au parti doivent ainsi aller à la présidence de l'arrondissement dans laquelle se trouve le *Muhtarlik* (quartier) où ils sont inscrits sur les listes électorales. Pour ce faire, il leur faut présenter un justificatif de domicile, deux photographies, une photocopie de leur carte d'identité et payer la cotisation partisane versée à la présidence d'arrondissement, qui peut varier de 12 à 120 TL par an (soit approximativement 4 à 45 euros). Il leur faut également une référence d'un membre actuel du parti (Règlement interne CHP 2013). Le comité exécutif de l'arrondissement a ainsi le pouvoir de refuser ou d'accepter toute demande d'adhésion. Depuis 2012, une pré-candidature peut éventuellement se faire via Internet, mais pour l'inscription définitive, il faut tout de même se déplacer. Toute cette procédure demande donc du temps et de l'argent, mais aussi des efforts ou une certaine connaissance informatique Güneş Ayata (2010). Un problème supplémentaire tient dans le fait de savoir qui est, où qui n'est pas membre dument inscrit. La liste d'adhésion des membres (*üyelik kaydı*) n'est pas conservée correctement et les membres ne sont pas contraints à payer régulièrement leurs cotisations – ce qui facilite le maintien sur les listes de personnes qui ne sont plus actives au sein du parti. Ceci avait déjà était observé dans les années 1970 par Sayarı (1976) ; les observations récentes de Bayraktar et Altan (2013) sur le fonctionnement interne du CHP laissent penser que cette situation

perdure. Le résultat – faisant abstraction pour un instant de tout dysfonctionnement possible ou détournement de ce système – est un parti avec très peu de militants encartés. Si cela permet, du moins en principe, de s'assurer de leur qualité, beaucoup de membres ordinaires du parti voyaient dans ce nombre restreint une faiblesse face à l'AKP, selon les dires d'un membre du CHP à Şahintepe : *« l'AKP a plus de 10.000 membres, tandis que nous en comptons à peine 3.000 à Başakşehir »*[237].

Si ce système d'inscription des membres est souvent critiqué par les candidats, tous n'en tirent pas les mêmes conclusions. Pour Leyla Yılmaz (seule femme du CHP candidate à la marie et présidente fondatrice de la branche féminine), l'inscription des nouveaux membres n'est pas difficile ; le manque d'inscription serait, selon elle, lié à la paresse des candidats, qui ne font pas l'effort pas d'inscrire les nouveaux membres[238]. Pour d'autres, le problème est d'ordre politique. Certains de nos interlocuteurs évoquent la possibilité que les dirigeants du parti refusent d'inscrire les potentiels partisans de leurs rivaux. Dans les faits, et sans invoquer la « paresse », nous pouvons avancer au moins deux raisons qui tendent à limiter les efforts de recrutement. Pour les personnes ayant candidaté tardivement, le coût de recrutement de nouveaux membres est élevé. Pour Karabat, qui était déjà en place, le contrôle qu'il exerce sur une majorité des membres actuels n'offre pas d'incitation à en ajouter de nouveaux.

Un second problème est celui du contrôle de la liste d'inscription. Selon le rapport de Kemal Aydın, sur les 2954 membres, il n'a été possible d'en joindre que 1516 personnellement pendant la campagne, tandis qu'il a été impossible de trouver les coordonnées de 1438 individus. D'ailleurs, toujours selon Aydın, des personnes ayant changé de domicile et n'habitant plus dans la circonscription – ou même étant décédées – et devant à ce titre être radiées da la liste électorale, sont apparues. Cette situation n'est pas nouvelle. Elle remonte peut-être aux années 1970. Suite au congrès du parti en 1976, il est décidé que les élections primaires de 1981 seraient limitées aux membres inscrits au parti. Sur ce, les délégués du CHP auraient « *inscrit toutes leur familles, y compris leur enfants et leurs pères décédés* », afin de ne pas perdre le pouvoir politique (Güneş Ayata 1992 : 97). Bayraktar et Altan (2013) soulignent la continuité de ce type de pratique jusqu'à aujourd'hui. Pour Kemal Aydın, les difficultés administratives ne sont qu'un indicateur d'un problème plus vaste pour le parti. Selon lui, ceux qui cherchent à mobiliser les personnes pour s'inscrire au parti ne peuvent pas le faire. Lui-même n'a pas réussi à faire inscrire ses partisans avant les élections

[237] Entretien, membre de CHP dont nous préservons l'anonymat, Şahintepe, 24.03.2014.
[238] Entretien, Leyla Yılmaz, candidat à la candidature du CHP pour la mairie d'arrondissement de Başakşehir et présidente fondatrice de la branche féminine, Bahçeşehir, 14.02.2014.

primaires. *« Dans l'arrondissement, le nombre des électeurs est de 220.000. Comment un parti avec 1700-1800 membres pourrait devenir le parti au pouvoir ?... sur1700 membres, 300 originaires du village de Karacaören ont été inscrits… Le chiffre réel n'est pas de 1700 membres*[239]. Pour illustrer ses propos, notre interlocuteur propose un exemple : « *Imaginez-vous essayant de travailler pour le CHP. Vous allez à l'arrondissement de Başakşehir en disant moi, je suis Ceren ARK, je réalise un doctorat à la Sorbonne. Vous dites que vous avez une bonne communication avec le peuple et les 5000 personnes avec qui vous êtes en contact veulent s'inscrire au parti. Qu'ils s'inscrivent s'ils le peuvent. »* Il voulait biens sur dire par ceci, que d'inscrire ces personnes serait impossible[240].

A ma question de savoir comment s'inscrivent les personnes, il me répond que beaucoup aimeraient s'inscrire, mais sont refusés par les dirigeants de parti. « *Le système d'adhésion au CHP est ainsi. Le MHP fonctionne de façon identique. Sinon, comment les politiciens que l'on n'aime pas peuvent-ils conserver leurs mandats ? Pour cette raison, le parti ne peut pas grandir. Mais pourquoi l'AKP a-t-il réussi ? Il inscrit même les gens pendant qu'ils font leur marché. Il a 9,5 millions de membres. Les électeurs font confiance. Tu (Kemal Kılıçdaroğlu) dis que tu es démocrate, tu cris pour inviter tout le monde, mais tu ne peux pas les inscrire. Comment Kemal Aydın … sur un pied d'égalité* (il ne finit pas sa phrase*). Moi, maintenant, si je sors dans la rue, 30.000 personnes viendront et signeront le formulaire d'adhésion. Ils veulent s'inscrire au parti, mais le sceau est dans la main d'Özgür Karabat. Les membres sont des personnes qui sont ses proches, ses supporteurs… Özgür Karabat récolte les voix pour des raisons ethniques et sectaires. Sa tante, son oncle et tous ses proches sont inscrits. Quand leur enfant est candidat, comment peuvent-ils me donner leur vote ? Si Kılıçdaroğlu participait à cette élection, il serait deuxième ? Si Atatürk participait, il serait deuxième. Pour cette raison, c'est une liste fasciste ! »* [241].

Dans son rapport, il a fait une comparaison entre les lieux d'origines des électeurs de Başakşehir et des membres du CHP. Il revendique un décalage entre les lieux d'origines des électeurs et des membres, certains lieux d'origines étant surreprésentés. Le tableau 4-E illustre ses propos :

[239] Certains noms sur la liste des inscrits sont faux ; il correspondent à des personnes ayant déménagé, ou même décédées. Entretien, Kemal Aydın, candidat à la candidature du CHP pour la mairie d'arrondissement de Başakşehir, Bahçeşehir, 08.02.2014.
[240] *Ibid*.
[241] *Ibid*.

TABLEAU 4-E

Distribution démographique des membres du CHP de l'arrondissement de Başakşehir

VILLE	**ELECTEURS**	**POURCENTAGE DES ELECTEURS [1]**	**NOMBRE DES MEMBRES DU CHP**	**POURCENTAGE DES MEMBRES DU CHP[2]**
İSTANBUL	22.937	11,3%	438	1,9%
TOKAT	12.455	6,2%	601	4,8%
MALATYA	9.700	4,8%	140	1,4%
SİVAS	7.534	3,7%	187	2,5%
BİTLİS	6.093	3,0%	21	0,3%
GİRESUN	6.079	3,0%	19	0,3%
ADIYAMAN	5.980	3,0%	42	0,7%
ERZURUM	5.951	2,9%	21	0,4%
IĞDIR	5.656	2,8%	85	1,5%
ORDU	5.500	2,7%	25	0,5%
SAMSUN	5.222	2,6%	21	0,4%
TRABZON	5.040	2,5%	21	0,4%
KASTAMAONU	5.010	2,5%	15	0,3%
MUŞ	4.108	2,0%	19	0,5%
VAN	3.992	2,0%	0	0,0%
KARS	3.796	1,9%	70	1,8%
SİNOP	3.606	1,8%	20	0,6%
ARDAHAN	3.464	1,7%	123	3,6%
AUTRE	80.169	39,6%	1.086	1,4%
TOTAL	**202.292**	**1,00**	**2.954**	**1,46%**

SOURCE : Conseil électoral de l'arrondissement de Başakşehir (30 octobre 2013), reproduit dans le rapport de Kemal Aydın, obtenu en avril 2014

[1] colonne 1 / 202.292
[2] colonne 3 / colonne 1

En se basant sur le tableau ci-dessus, on met en évidence que les membres originaires de Tokat représentent 20,3% des membres du parti. Dans l'arrondissement de Başakşehir, en revanche, ils ne représentent que 6,2% de la population. Leur poids dans le parti est donc plus

de trois fois supérieur à leur importance démographique dans l'arrondissement. C'est ce calcul que met en avant Aydın. De plus, le rapport maintient que 413 des membres sont nés à Tokat Zile (arrondissement de Tokat), ce qui correspond à 14% des membres. Dans ce contexte, l'association de pay de la ville Tokat du village de Karacaören, qui se trouve à Şahintepe, est considérée comme un facteur important de mobilisation dans la désignation des candidats. L'accent mis sur le rôle de cette association ne doit rien au hasard ; le fait est qu'elle est connue comme étant « la forteresse d' Özgür Karabat », du fait de ces liens familiaux. Nous pouvons voir ici le résultat de croisement de plusieurs registres : famille, origine et parti. Leur recoupement dans ce cas particulier nous permet d'expliquer l'hyper mobilisation de ce groupe par rapport aux autres associations. Nous avons en effet observé pendant la campagne électorale le soutien ouvert de cette organisation à ce candidat. Selon le rapport d'Aydın, le taux de participation à l'élection primaire des membres originaires de Tokat est de 95%, tandis que la participation des membres non originaires de Tokat serait de 45%. Cette mobilisation des « proches » d'Özgür Karabat a également été évoquée en termes semblables par d'autres candidats, Çiçin et Oral.

La question des lieux d'origines, néanmoins, ne dit pas tout ; certains alliés de Kemal Aydın dans le quartier appartiennent eux aussi au village de Karacaören. Son allié, Ali Bakır (ancien *Muhtar*, membre du conseil municipal de 2009-2014 et candidat au poste de *Muhtar* en 2014) et son fils, Deniz (délégué de la province d'Istanbul), sont eux aussi membres de cette association. Cette famille, très connue et respectée à Şahintepe, n'hésite pas à afficher son alliance avec Kemal Aydın ou à faire la campagne électorale à ses côtés. Malgré la revendication d'Aydın dans son rapport, il n'est pas aisé de savoir combien de membres du parti originaires de Tokat et du village de Karacaören ont été mobilisés au nom d'Aydın ou de Karabat. De plus, nous ne devons pas oublier, comme l'indique Sawicki (1998 : 247) pour la France, que « *l'adhésion au parti correspond très rarement à un engagement initial au sein d'une section locale, mais plutôt à la formalisation d'une insertion dans un réseau largement extérieur aux cénacles partisans* ». Dans le contexte de notre étude, l'élément central de ces réseaux externe est sans aucun doute les associations de pays. Au-delà du simple répertoire des origines géographiques, il est donc important de s'intéresser aux associations en tant que telles ; la section suivante analyse leur rôle dans la mobilisation.

4.1.2.2 Un vote collectif : le rôle des associations

Comment devient-on le candidat du CHP ? En observant cette précampagne, il est devenu évident que l'accès aux électeurs – en l'occurrence les membres dument inscrits au parti, qui seuls ont droit de vote aux élections primaires – passe en premier lieu par l'accord des « éminences » locales (*ileri gelenler*)[242], mais qu'il peut être réalisé de différentes manières : relations personnelles, solidarité de groupe ou échange politique ou matériel. Dans ce contexte, les dirigeants qui ont potentiellement un pouvoir de mobilisation, comme le *Muhtar*, les dirigeants religieux et les commercent (*esnaf)* ont été sollicités pour obtenir leur appui (pour les détails, voir chapitre 3)[243]. Même ces contacts préliminaires pouvaient donner lieu à des marchandages politiques. Certains dirigeants religieux, par exemple, auraient été démarchés par Kemal Aydın, avec des promesses d'inscrire leurs candidats sur la liste du CHP pour le conseil municipal[244].

De la même façon, les associations de pays reconnues comme proches du CHP ont été attirées dans la campagne électorale. Sans mobilisation des ressources associatives, être élu se révèle difficile. La politique passe par des liens interpersonnels tissés au sein des lieux de sociabilité extra-partisans. Ainsi, les associations comme Kars, Tokat Zile Karacaören ou Tunceli (les deux dernières associations étant connues pour attirer une population alévie) ont reçu de nombreuses visites de la part des candidats[245]. Selon Ayfer Dikbaş, présidente de la branche féminine dans la période 2009-2014, ces associations ont permis au parti d'avoir accès aux habitants[246], compte tenu du fait que les alevis ont longtemps soutenu le CHP et sa vision laïque de la société, en opposition aux règles sunnites mises en avant par les partis islamiques. Pour sa part, Güneş Ayata (2010: 236) désigne les habitants originaires de Kars comme la « *forteresse du CHP* ». Néanmoins, nos observations nous permettent d'avancer l'idée que cette forteresse se fissurerait actuellement, en raison des divisions partisanes en son

[242] Les éminences locales ont moins un comportement de patron que de courtier. Si leur position dans le quartier ressemble par certains aspets à la « notabilité » tel que l'analyse (Briquet 1997 : 140), procèdant de la capacité à s'insérer dans les réseaux de pouvoir et de contrôler des circuits de médiation entre l'espace local et les institutions étatiques, nous avons vu chapitre 3 à quel point cette capacité est partielle et extrêmement variable d'un individu à un autre.

[243] Entretien, İsmail Çinçin, candidat à la candidature du CHP pour la mairie d'arrondissement de Başakşehir, Bahçeşehir, 27.12.2013.

[244] Entretien, Deniz Bakır, ancien president de la branche des jeunes et délégué actuel du CHP, Esenler, 19.02.2014. Il nous a montré des photos de Kemal Aydın avec les dirigeants religieux, ce qui, pour lui, était une preuve de la capacité de ce candidat à attirer divers soutiens.

[245] Observations participants, 25.10.2013 et 30.11.2013, Altınşehir. Ces réunions se faisaient normalement pour les hommes uniquement, mais dans certains cas, les candidats amenaient avec eux une collaboratrice, qui faisait une réunion avec les femmes. Nous étions la seule femme présente aux réunions masculines, en qualité de chercheuse.

[246] Entretien, Ayfer Dikbaş, ancienne présidente de la branche féminine (pour la période 2009-2013), Bahçeşehir, 18.02.2014.

sein. Parmi les membres des associations de pays présents aux réunions durant lesquelles venaient parler les candidats aux élections internes du CHP, se trouvaient certains ouvertement partisans d'autres partis. La concurrence entres candidats CHP, se passait, pour ainsi dire, en public, et a pu éventuellement avoir une influence sur la manière dont était perçu le parti, au-delà des rangs de ses partisans.

Le déroulement des réunions suivait un ordre prévisible. Les candidats viennent avec leurs équipes et se présentent. Qu'ont-ils fait jusqu'à maintenant ? Quel est leur métier ? Comment leur métier ou leur expérience pourrait aider les habitants ? Ils doivent ainsi nouer des contacts et tisser des liens de solidarité avec les habitants qui dépassent le seul registre politique. Au cœur des questions, celle de savoir en quoi les candidats sont différents les uns des autres? Pour y répondre, ils distribuent de nombreuses brochures. Dans les réunions que nous avons observées, les questions des membres des associations de pays étaient les suivantes : « *Que pourriez-vous faire si vous gagnez l'élection ici ?* » ; « *Si le CHP perd la municipalité métropolitaine, que pouvez-vous faire en gagnant la municipalité de Başakşehir ?* ». Ces questions renvoient aux problèmes locaux, dont les plus importants sont liés au plan de développement et aux destructions et reconstructions qui les accompagnent. De manière générale, les candidats expliquent leur vision de la transformation urbaine, qui demeure le sujet central des réunions. Ils parlent également des problèmes locaux comme l'arrivé des réfugiés syriens, et leur impact sur les services municipaux, les écoles par exemple. Les membres des associations de pays, pour leur part, n'hésitent pas à émettre des demandes précises qui dépassent parfois le cadre de la politique : *« Si vous devenez maire, pourriez-vous nous donner un emplacement pour construire une salle de réunion pour les cérémonies de condoléances*[247] *? »* Dans ce contexte, les réunions avec les candidats à l'élection primaire sont, d'une certaine manière, des terrains d'essais politiques, préparant le terrain pour des entreprises plus importantes en cas de victoire électorale. Pour cela, les membres des associations veulent voir les candidats en personne et s'entretenir avec eux. Ces réunions servent donc avant tout à connaître les candidats, à les juger et les évaluer. Cette recherche de proximité fonctionne dans les deux sens. Les réunions permettent aux hommes politiques d'avoir des informations sur les quartiers et de savoir quels sont les problèmes, ce que fait le parti au pouvoir, quels sont les effets des politiques et des pratiques de la municipalité sur les habitants et leurs problèmes. Par contre, selon Ahmet Fethi Oral originaire de Malatya, l'accès aux associations de pays pouvait être difficile dans le cas où

[247] Il s'agit d'un édifice plus grand que leur lieu de réunion ordinaire, puisque ces cérémonies ont vocation à réunir la communauté entière, la famille, les amis et les proches du défunt.

elles soutenaient l'un des autres candidats, en l'occurrence, Özgür Karabat. Les membres des associations pourraient donc se dresser contre un candidat qu'ils ne soutiennent pas ou qui n'est pas leur compatriote. Selon Ahmet Fethi Oral, les membres d'association de Kars Ardahan Iğdır à Altınşehir ne l'ont pas écouté et continuent de jouer au rami turc[248]. Le président-adjoint de cette association lui a dit que les membres des associations supportent seulement les candidats compatriotes – preuve supplémentaire, s'il en fallait, des clivages interethniques mis en évidence au chapitre précédant.[249]

Mais être le compatriote d'une association ne garantit pas pour autant son soutien automatique, comme le prouvent les propos d'İsmail Çiçin, originaire de Kars *: « Longtemps, je ne pouvais pas entrer à Şahintepe. Je suis allé voir le frère imam (Imam Abi) chez lui. Mais je ne pouvais pas entrer à l'association de Kars – Ardahan – Iğdır parce que les amis là-bas soutiennent mon concurrent (Özgür Karabat). Les habitants me disent qu'ils vont m'appeler aujourd'hui ou demain»*[250]. Cependant, malgré le lien qu'il réussit à créer avec les associations, cela ne lui garantit pas la possibilité de surmonter l'opposition des sympathisants d'*Özgür Karabat.* En effet, il explique que ces derniers l'ont amené à une maison où se trouvent seulement des femmes. Dans un quartier traditionnel comme Şahintepe, le fait qu'un seul homme se retrouve en présence de femmes peut créer des commérages au sein du quartier et participer à sa dévalorisation.

Nous avons constaté au chapitre précédent que les associations de pays étaient le plus souvent marquées politiquement. Il est devenu évident – nous en verrons d'autres exemples – que dans le cas du CHP, celles-ci ne sont pas seulement divisées selon les partis, mais également selon la fragmentation interne du parti. Un deuxième point frappant est le fait que ce sont les associations en tant que telles, la plupart du temps par l'intermédiaire de leurs présidents, et non pas les électeurs à titre individuel, qui sont ciblées pendant les campagnes dans le cadre, ne l'oublions pas, d'une élection primaire limitée aux membres inscrits au parti – un électorat comme nous le verrons ci-dessous extrêmement circonscrit. C'est avant tout par l'intermédiaire des éminences de quartier – les présidents d'associations en premier lieu – que les candidats cherchent à accumuler des voix. Sur ce point, nos observations font preuve d'un certain décalage avec celles de Massicard (2013) sur l'organisation du CHP dans la ville

[248] Ce jeu, appelé Okey en turc, se joue avec des tuiles. C'est un passe-temps trés apprecié dans les *kahvehane* (cafés), autour d'un thé.
[249] Entretien, Ahmet Fethi Oral, candidat à la candidature du CHP pour la mairie d'arrondissement de Başakşehir, Bahçeşehir 31.12.2013.
[250] Entretien, İsmail Çiçin, candidat à la candidature du CHP pour la mairie d'arrondissement de Başakşehir, Bahçeşehir, 27.12.2013.

d'Adana. Selon Massicard (2013 : 72), les électeurs du CHP dans cette ville ne se mobilisent pas en groupes de solidarité pré-constitués. Au contraire, l'adhésion au parti se fait à titre individuel, et c'est une fois à l'intérieur du parti que les membres se réunissent de nouveau en groupes ethniques ou religieux. En revanche, dans le cas de Başakşehir, surtout dans la mobilisation des membres, plusieurs associations préexistantes ont joué un rôle important. Les candidats et les partis cherchent à les mobiliser collectivement et il est attendu que les membres d'une association donnée voteront massivement – du moins lors des élections primaires. A Şahintepe, le CHP, dans son ensemble, ne semble pas réussir la création d'une identité prédominante et autonome centrée sur le parti. Notre recherche propose un autre point de vue, partant de l'observation que son soutien politique dépend avant tout d'alliances et d'identités préexistantes et n'est pas à la base de nouvelles identités. Ce sont donc ces premières qui se sont trouvées essentielles à la réussite aux élections primaires. Nous verrons au chapitre suivant une dynamique très différente dans le cas de l'AKP.

4.1.2.3 Les éminences locales et le clientélisme électoral

Nous avons déjà eu l'occasion de noter le rôle prédominant des présidents d'associations dans le positionnement partisan (et infra-partisan) de ces dernières. Ce rôle donne parfois lieu à des occasions d'échanges, dont certains n'hésitent pas à profiter. Parfois, ces échanges demeurent dans la sphère politique, et ne semblent pas poser de problèmes, comme l'indiquent ces propos du président d'association de pays de la ville Kars du village Hacıveli : *« Si Kemal Aydın arrive en première place, il va m'inscrire sur la liste CHP comme candidat pour le conseil municipal…*[251] *».* La légitimité des échanges, néanmoins, n'est pas universellement admise, surtout une fois qu'ils portent sur des objets matériels. Un exemple illustre cette situation. Selon İsmail Çiçin :*« Un président d'association me téléphone et me dit qu'il a une requête pour moi. Je lui demande de me l'exposer. Il me répond qu'ils ont une dette d'impôts dont ils n'ont payé qu'une partie et que l'autre reste impayée. Il me demande mon aide*[252] *».*

Par la suite, le candidat nous a expliqué que, s'il avait été originaire de cette même région, il se serait peut-être considéré comme « membre naturel » de l'association, et de ce fait, aurait compris cette attitude. Mais puisque ce n'était pas le cas, il trouvait que ce

[251] Entretien non structuré, Önder Aras, président d'association de pays de la ville de Kars du village de Hacıveli, Altınşehir, 5.12.2013.
[252] Entretien, İsmail Çinçin, candidat à la candidature du CHP pour la mairie d'arrondissement de Başakşehir, Bahçeşehir, 27.12.2013.

comportement s'expliquait par opportunisme électoral. Certains échanges seraient donc plus légitimes que d'autres. Le même constat peut être fait pour les distributions matérielles de manière plus large. Comme l'a noté Combes (2011 : 334) dans le cas du PRD (Parti de la Révolution Démocratique) au Mexique, « *les candidats peuvent avoir recours à des financements externes au parti où peuvent mettre à profit leur position et leurs postes dans l'appareil* ». Mais d'ou viennent ces aides ?

« La distribution de matériel a été faite par l'association (de Kars) au nom d'Özgür. J'ai dit l'association, je m'excuse, c'est-à-dire l'association et le parti. Ils ont demandé à un homme d'affaires proche du CHP de financer l'envoi des colis. Il a accepté de le faire au nom du CHP. Mais finalement, les militants du CHP, les mêmes qui sont actifs dans l'association, ont distribué les colis au nom d'Özgür. Dans l'association du village de Karacaören de Tokat Zile qui se trouve à Şahintepe, les riches de cette association ont récolté de l'argent entre eux et également distribué des colis au nom d'Özgür. Nous savons toutefois qu'Özgür n'est pas en bonne santé économique et n'aurait pu le faire par ses propres moyens. »[253]

L'importance de cette histoire, du point de vue de celui qui nous l'a relatée, est que ce qui aurait dû se faire au nom et au profit du parti a été détourné par un candidat à l'élection primaire. Pour Çiçin, cette dépendance de Karabat envers les ressources financière fournies par des personnalités extérieures représente un échange matériel en l'absence de référence à la moralité implicite de la situation, ce qui les rend illégitimes. Il a souligné son refus de participer à ce genre de distribution, à cause précisément de cela. L'analyse de Vannetzel (2007 : 65) relative aux frères musulmans en Égypte a montré que la légitimité des liens clientélistes est conditionnée par des considérations pratiques (autonomie des ressources ; insertion dans des structures de sociabilité politique ; durabilité des échanges) et symboliques (occultation de la dimension matérielle de la relation ; référence à un code moral islamique perçu comme «allant de soi » pour des islamistes ; sublimation du service et du vote comme actes de lutte pour un idéal social alternatif). Ces configurations créent un effet de légitimation des distributions pour les frères, alors que pour le Parti National Démocratique (PND), elles créent tout le contraire. Ce que nous constatons dans notre cas est une forte différence d'appréciation parmi les candidats sur la question de savoir où se situe cette frontière de la légitimité. Un dernier élément de complication vient du fait que ceux qui veulent se montrer généreux n'en ont pas toujours forcément les moyens.

[253] *Ibid.*

« Pour la soirée de l'association de hemşehri de Kars, d'Ardahan et d'Iğdır à Şahintepe, Ayhan Geygel, originaire de Kars (membre du conseil de CHP proche Özgür Karabat), a dit au président d'acheter 100 oies. Il a garanti le paiement au nom du CHP. [254] *»*

Pour ce faire, le président emprunte de l'argent, (fort probablement à certains membres de l'association). Mais le parti – ou plus exactement les proches de Karabat – ne l'a pas remboursé, ce qui le met dans une position difficile. Face à la colère de ses membres, il ne pouvait pas se présenter face à eux. Les membres des associations ne voulaient pas l'accepter avant qu'il n'honore ses dettes[255]. Il ne pouvait donc pas réellement agir en tant que président. Néanmoins, le président de l'association de Kars d'un autre quartier lui a recommandé de ne pas démissionner en période électorale ; les candidats cherchant le soutien de l'association donnerait encore de l'argent – qui pourrait être utilisée pour rembourser la dette. Cet épisode illustre un principe plus général : la multiplicité des patrons et leur concurrence sur la distribution peuvent créer des ruptures au sein des mêmes groupes politiques et sociaux. Quant elles tournent court, comme dans ce cas, des actions censées augmenter la crédibilité des dirigeants risquent finalement de leur coûter cher – autant sur le plan politique que financier. Dans ce contexte, la dynamique de « parti cadre » employant le marchandage quand il en a les moyens, décrite par Sayarı (1976 : 188) il y a presque 40 ans, reste en grande partie d'actualité pour le « nouveau CHP ». Loin d'être confiné au village rural, ou à la société préindustrielle, la dynamique d'échange politique demeure « normale », même si elle n'est pas universellement acceptée dans un contexte urbain et industrialisé. Le retour à la pratique des élections internes en 2014 offre aux membres du parti une occasion supplémentaire de profiter de la saison électorale par marchandage. Nous verrons dans la seconde section de ce chapitre, néanmoins, que cette dynamique, si elle s'avère incontournable pour les élections primaires, ne sera pas sans poser problème plus tard. Le marchandage ouvre une porte aux candidats possédant des ressources ciblées et facilement mobilisables. Il n'est pas évident, toutefois, que c'est ce candidat qui serait le plus apte à rassembler les différentes couches sociales de la circonscription.

Un dernier exemple illustre un autre aspect de la dynamique clientéliste ; il nous permet de considérer l'effet de l'intervention d'un patron influent et de mieux comprendre les limites des ressources professionnelles et des relations entre compatriotes. Il s'agit d'un épisode qui a mis fin à tout espoir de victoire pour İsmail Çiçin. Nous avons vu ci-dessus que

[254] Entretien, président de l'association de pays de la ville de Kars du village de Hacıveli, Altınşehir, 15.02.2014.
[255] *Ibid.*

cet homme cherchait à tirer un profit politique de ses ressources professionnelles, son métier d'urbaniste lui permettant de jouer un rôle utile pour les habitants de Şahintepe. Il s'est ainsi rendu dans diverses associations pour expliquer les plans et projets de transformation, soulignant les problèmes que ceux-ci pourraient générer pour le quartier. Ses propos critiques sur la planification pourraient accréditer sa volonté de faire la ville et l'importance de la politique du faire (Zaki 2008). Türkün (2014) observe que, dans des quartiers similaires, les électeurs se situant idéologiquement à gauche auraient tendance à voir de manière négative les projets de transformation urbaine du gouvernement. Dans ce contexte, le discours d'İsmail Çiçin était fait pour plaire à un public de militants CHP qui, *a priori* serait déjà plutôt de l'avis que les projets de transformation urbaine mis en avant par le gouvernement auraient des effets négatifs sur Şahintepe. Il ne se distingue pas vraiment, par contre, de ce que disent les autres candidats CHP. Il n'est ainsi pas évident que la légitimité professionnelle de Çiçin lui ait réellement permis de se différencier de ses rivaux. Cette approche, néanmoins, semble remporter un certain succès. Le nombre de personnes qui ont assisté à ses réunions a augmenté au fur et à mesure de la campagne, pour atteindre, selon le candidat, plus d'une centaine de personnes. Mais cette progression s'avère trompeuse. Malgré sa qualité professionnelle, il est arrivé en troisième place dans l'élection primaire. Selon İsmail Çiçin, qui parle de nouveau à la troisième personne, ce résultat s'explique par des manœuvres internes de dernière minute :*« Où les votes d'Ismail sont-ils allés ? Deux candidats sérieux étaient en lice. Kemal Aydın est apparu une semaine avant. Il a balayé tous les votes d'Ismail. Comment a-t-il fait ? Que s'est-il passé en une soirée ? Selon ce que j'entends, Gürbüz Çapan (le maire d'Esenyurt) a dit que les voix ne doivent pas être dispersées dans les associations ; elles doivent se concentrer sur Kemal Aydın »*[256].

La nuit précédant l'élection primaire, les membres auraient ainsi été appelés par Gürbüz Çapan – l'ancien maire d'Esenyurt, originaire de Kars et proche ami de Kemal Aydın. Si nous accordons une assez forte crédibilité à cette explication, c'est qu'elle recoupe plusieurs autres éléments. Il n'y a aucun doute, tout d'abord, que Çapan est une figure politique ayant beaucoup d'influence sur la population originaire de Kars. Nous l'avons observé pendant les nuits des associations de pays. Il est venu à cette manifestation et fait des discours, même s'il n'est pas habitant de l'arrondissement, ni même un candidat pour l'arrondissement. Aydın, de son coté, nous a parlé de Çapan comme d'un ami qui l'aurait aidé avec l'électorat de Kars. Selon Çiçin, donc, Çapan a demandé à ses compatriotes de recueillir

[256] Entretien, İsmail Çiçin, candidat à la candidature du CHP pour la mairie d'arrondissement de Başakşehir, Bahçeşehir, 27.12.2013.

les voix pour Kemal Aydın, privant ainsi Ismail Çiçin des voix qui étaient censées lui revenir, étant lui-même originaire de Kars. Mais pourquoi les électeurs écoutent-ils Gürbüz Çapan ? Pourquoi a-t-il eu un tel poids sur les habitants originaires de Kars ? Çiçin nous a proposé une explication :*« Permettez-moi de dire, ce n'est pas que Gürbüz Çapan soit très intelligent. Ce que cet homme dit est la vérité, et c'est pour cette raison qu'on devrait l'écouter. Qui est-il? Il a fait de la politique depuis des années, mais il n'est rien devenu ... Il ne voit pas la politique comme un outil de réflexion et de production sur la société. Il envisage la politique comme un soutien. Ceux qui reçoivent une aide quelconque le soutiennent. Quand ils ont une angoisse, Gürbüz Çapan les aide. Il aide matériellement et moralement : quand il y a un malade, il aide »*[257].

Nous sommes ici dans le répertoire de réciprocité fondé sur les services, dont Briquet (1997 : 23) nous dit qu'elle « *apparaît ainsi comme une obligation morale qui se dit volontiers dans les termes l'amitié, de la fidélité ou de la reconnaissance comme une contrainte culturellement intériorisée relevant par là à la fois de l'ordre de l'évidence et de celui de la normalité* ». Si l'amitié n'est pas évidente dans ce cas, la fidélité et la reconnaissance jouent de manière évidente en faveur de Çapan. Pour Çiçin, ce comportement n'est pas exceptionnel ou répréhensible en soit ; lors de nôtre conversation, il multiplie d'ailleurs les exemples. Il semble trouver normal, ou du moins compréhensible, l'influence de Gürbüz Çapan, basée sur toute une vie de services rendus. Ce qui le choque, par contre, c'est l'attitude déloyale des membres de l'association. Selon İsmail Çiçin, les membres de l'association de pays de Kars, d'Iğdır et d'Ardahan lui disaient avant l'élection « *tu es notre honneur* (*namus*) » et que ne pas donner son vote à un compatriote serait commettre une immoralité. S'il n'y avait pas eu cette intervention de dernière minute, il aurait au moins, selon lui, réussi à avoir 300 votes. Ce nombre de voix lui aurait permis, pense-il, d'être désigné comme le candidat d'officiel par les dirigeants du parti. Après tout, il n'avait pas de passé politique ; un tel résultat en aurait dit beaucoup sur son pouvoir d'attraction. Mais là se trouve justement son point de faiblesse, à savoir le manque de passé politique. La « loyauté » des membres de l'association a été accordée plutôt à l'homme ayant souvent rendu service, plutôt qu'à leur compatriote.

Et l'histoire ne s'arrête pas là. Çiçin[258] nous raconte la suite en disant que Çapan avait affirmé que Çiçin travaillerait de toute façon avec Aydın, comme s'il était l'allié de Kemal

[257] *Ibid.*
[258] *Ibid.*

Aydın. Les responsables de la campagne électorale de Kemal Aydın ont voulu faire croire que Çiçin serait avec lui dans le but de recueillir le vote potentiel des habitants originaires de Kars, ainsi que ceux qui pourraient croire en l'importance du métier de Çiçin (urbaniste) comme un métier apte à trouver des solutions aux problèmes. Bien que Kemal Aydın lui ai téléphoné pour bénéficier de ses connaissances des projets urbains, il ne lui a jamais dit qu'il le considérait comme un allié politique et qu'il voulait entrer dans les élections locales avec lui. Un appel téléphonique de la part de Gürbüz Çapan, pouvant être défini comme le patron traditionnel, l'a ainsi condamné à une position inéquitable et trompeuse. Önder Aras, président de l'association de pays de la ville Kars du village Hacıveli nous a tenu des propos semblables. Il a expliqué que, bien que Çiçin soit un expert, sa capacité n'est pas suffisante pour mener une campagne électorale. Çiçin n'a pas de connexions avec les dirigeants du CHP et des personnes influentes, et ne pourrait donc pas recueillir beaucoup de voix dans le quartier. Quand à ses capacités professionnelles, elles seraient utilisées une fois Kemal Aydın ayant gagné son élection[259]. Loin d'être un point fort de sa candidature, les compétences professionnelles de Çiçin s'avèrent même être une faiblesse ; les électeurs sont facilement convaincus que ses connaissances seront de toute manière à la disposition de l'éventuel candidat, qui qu'il soit.

Cette manœuvre, si elle « ruiné » Çiçin en lui faisant perdre de nombreuses voix, n'a pas entièrement profité à son rival. Bien que Gürbüz Çapan ait une influence sur la population originaire de Kars, il ne parvient pas à mobiliser tous les membres du CHP originaires de Kars pour Kemal Aydın. Aussi, ce dernier a-t-il reçu le soutien d'une partie des habitants de Kars, mais nous a indiqué que l'équipe d'Ayhan Geygel (membre du conseil municipal originaire de Kars, proche d'Özgür Karabat) ne le soutenait même pas, illustrant ainsi la fragmentation au sein des habitants provenant de Kars basée sur la diversité des patrons et des services qu'ils proposent. En d'autres termes, « *le clientélisme s'organise autour d'une compétition entre les patrons candidats* » Goirand (1998, 115).

4.1.3 Conséquences de l'élection primaires

Dans cette section, nous avons constaté que les candidats cherchent avant tout à mobiliser trois types de ressources partisantes : la maîtrise de la liste électorale, les ressources associatives et le capital social personnel. Des trois, la première s'avère être de loin la plus

[259] Entretien, Önder Aras, président de l'association de pay de la ville de Kars du village de Hacıveli, Altınşehir, 25.12.2013.

importante. Nous avons vu, avec l'histoire de Çiçin et son effacement, la faiblesse relative du capital social personnel, en l'occurrence les compétences professionnelles. En ce qui concerne les ressources associatives, cette même histoire et, en particulier, l'intervention de Gürbüz Çapan, nous fait comprendre que celles-ci ne sont vraiment efficaces que si elles coexistent avec les services rendus dans le contexte d'échanges clientélistes. La maîtrise de la liste électorale, en revanche, assure la victoire de Karabat. Sur certains aspects, cette situation rappelle celle mise en avant par Lefebvre (2005 :130) dans le cas du Parti Socialiste Français, où : « *les élus qui contrôlent les sections locales cherchent à maitriser les électorats militants dont dépend leur réélection, oscillant dans leur politique de recrutement militant entre des stratégies malthusiennes ou clientélistes (limiter le recrutement ou contrôler les militants* ». Dans ce contexte, le rôle établi de leadership dans l'organisation du parti local confère à Karabat un avantage important en lui facilitant l'accès aux ressources clientélistes et aux canaux de médiation, qu'il peut ensuite utiliser pour renforcer son autorité sur les membres du CHP, et surtout en lui assurant la maîtrise de la mise en place de la liste des membres officiels du parti. Il maîtrise ainsi les canaux de sélection des candidats par l'appareil, éloignant toute possibilité de dissidence et d'émergence de nouvelles élites.

Nous sommes ici très loin de la stratégie d'ouverture et de rassemblement mis en avant par la direction nationale du CHP suite à l'avènement de Kemal Kılıçdaroğlu, telle que nous l'avons évoquée dans l'introduction de ce chapitre, stratégie qui justifie le choix des élections primaires. Dans les faits, sinon dans la rhétorique des dirigeants nationaux, la situation observée se rapproche de certains aspects de celle analysée en Amérique latine par Levitsky (2007), lorsque ce dernier observe que les changements économiques internationaux donnent lieu à des scenarios de bifurcation sociale, dans lesquels une partie des travailleurs tendent vers la « white-colarisation », tandis que d'autres sont poussés vers les secteurs informels. Auprès de ces derniers, les relations clientélistes se montrent souvent plus efficaces que des idéologies ou des stratégies « attrape-tout » reposant sur une organisation électorale professionnelle axée sur les médias. La conclusion de cet auteur est telle que « *non seulement le clientélisme a survécu à la mise en œuvre des réformes orientées vers le marché dans une grande partie de la région, mais, dans bien des cas, il a facilité la mise en œuvre de ces réformes* » (Levitsky 2007, 210). Néanmoins, le clientélisme pourrait aliéner les classes moyennes, par crainte de la corruption et de l'inefficacité des machines politiques. Donc, la stratégie optimale consiste-t-elle à combiner le clientélisme envers les précaires avec un appel programmatique axé sur les medias au niveau national (Magaloni et al 2007 cité par Levitsky 2007).

Cette stratégie où le clientélisme en milieu précaire côtoie une stratégie « attrape tout » dans les secteurs plus aisées rend bien compte de ce qu'ont tenté de faire les candidats à l'investiture que nous avons observés. Dans le cas du CHP, néanmoins, le succès de cette stratégie s'est avéré limité, car chacun des candidats l'a mobilisée contre les autres, au détriment de toute unité partisane. Ainsi, jouant sur son capital social, Aydın a mobilisé les ressources d'un patron traditionnel (Gürbüz Çapan) pour entrer tardivement dans la concurrence – une stratégie en contradiction apparente avec l'image d'ouverture et de rassemblement qu'il a voulu donner de lui-même. La même observation vaut pour İsmail Çiçin ; malgré son effort de mettre en avant ses compétences professionnelles, lui aussi s'est vu contraint de jouer le jeu du marchandage et de la distribution. En principe, il n'est pas impossible qu'une stratégie de ce genre réussisse aussi bien en Turquie que dans les cas analysés par Levitsky (2007); nous verrons dans les chapitres suivants que l'AKP en tire un profit remarquable. Pour le CHP, dans notre cas, le bilan objectif est en revanche globalement négatif.

Dans les conditions de fragmentation qui sont celles du quartier – même au sein de la partie de l'électorat potentiellement favorable au CHP – nous constatons, à l'instar de Goirand (1998, 115), que « *le clientélisme s'organise autour d'une compétition entre les patrons candidats* ». Ceci à entrainé pour le CHP une série de conséquences problématiques. La concurrence intense et personnalisée à ainsi encouragé la circulation de rumeurs désobligeantes à propos de tous les candidats – rumeurs, nous le verrons ci-dessous, qui continueront à poser des problèmes pour Karabat, une fois celui-ci devenu candidat à l'élection générale. La politique de distribution elle-même en sort délégitimée pour plusieurs raisons. Quand elle se trouve en décalage avec le code moral « allant de soi », comme certaines des distributions faites au nom de Karabat, par exemple, cette stratégie peut mener à la délégitimation des distributions matérielles. Nous trouverons d'autres exemples de ce problème dans la seconde section de ce chapitre. Même lorsqu'elle atteint ses buts à court terme, cette compétition et la multiplicité des patrons donne à leurs clients un pouvoir de négociation en échange de leurs votes et, en même temps, joue un rôle de dévaluation des ressources militantes du parti en tant que tel – justement les ressources, nous le verrons, dont Karabat aurait eu besoin pour mobiliser ses partisans pour l'élection générale. Ce constat peut en fait être généralisé. La victoire de Karabat, nous l'avons vu, était attribuable beaucoup plus à sa maîtrise de l'appareil du parti et des procédures d'inscription qu'a son habileté dans le jeu de la distribution matérielle. C'est avant tout en faisant en sorte que les membres d'associations qui le soutenaient occupent une place prépondérante dans la liste des électeurs

autorisés qu'il gagne. Ce resserrement des rangs du parti officiel pour assurer la domination des fidèles ne peut que renforcer sa dépendance envers les groupes constitués en dehors de lui, dès qu'il s'agit de tenter de rassemblerun électorat plus vaste. Nous retrouvons ici une des observations de Lefebvre (2011), même si les procédures très fermées du CHP sembleraient être aux antipodes des primaires ouvertes organisées par le PS français. Dans un cas comme dans l'autre, la ressource clé est dominée par un oligarchie très attachée à son pouvoir ; le parti perd ainsi son investissement idéologique et les militants ne peuvent pas encadrer les membres populaires. « *Les primaires démonétisent la conception du parti entendu comme creuset politique, lieu d'élaboration collective, de délibération, d'éducation et de mobilisation* » (Lefebvre, 2011 : 139). Nos observations à propos de la sélection du candidat et des élections primaires débouchent sur une nouvelle hypothèse que nous pourrons évaluer dans la seconde section de ce chapitre, consacrée à l'organisation des élections générales. L'enjeu des primaires ayant mis en avant les stratégies traditionnelles, les dirigeants du CHP à Şahintepe se sont retrouvés incapable d'encadrer idéologiquement les militants, qui, à leur tour, ont eu le plus grand mal à politiser les autres segments des quartiers, qu'il s'agisse de la question urbaine ou autres.

Pour certains fidèles du parti, cette situation traduit des doutes d'ordre plus général. Leyla Yılmaz, que nous avons vu moins critique sur les problèmes techniques d'inscription que ses principaux rivaux à la candidature, nous a proposé une vision désabusée de la dynamique interne du CHP. Au sein du parti, selon elle, la méritocratie ne fonctionne pas. La qualité ne permet pas aux candidats de progresser. « *Nous n'avons pas encore résolu nos problèmes au sein du parti. Il existe des problèmes dans le système. Vous pouvez arriver jusqu'à un certain point avec votre propre connaissance et expérience, mais, au-delà, vous ne devez pas changer le système* »[260]. Ahmet Fethi Oral (le candidat à la candidature de la mairie) a défini la même situation par la phrase lapidaire : *« la médiocrité est organisée »*[261] (*Niteliksizlik örgütlüdür*). Cette organisation empêche, à son avis, toute ascension au sein du parti. C'est bien cette organisation, néanmoins, qui a assuré la victoire de Karabat aux élections internes, faisant de lui le candidat officiel du CHP pour l'élection municipale. Nos constats à propos des élections primaires se traduisent ainsi par une reformulation de l'hypothèse de départ, qui était que les divisions internes du quartier posaient un obstacle au rassemblement autour d'enjeux collectifs que le CHP s'est avéré incapable de surmonter en

[260] Entretien, Leyla Yılmaz, candidat à la candidature du CHP pour la mairie d'arrondissement de Başakşehir, Bahçeşehir, 14.02.2014.
[261] Entretien avec Ahmet Fethi Oral, candidat à la candidature du CHP pour la mairie d'arrondissement de Başakşehir, Bahçeşehir, 31.12.2013.

élargissant les bases de son soutien électoral. Nous pouvons maintenant ajouter que la stratégie gagnante aux élections internes du parti à profité de cette fragmentation et, se faisant, l'a sans doute aggravée. Un défi électoral initialement difficile le devient ainsi encore plus.

4.2 Préparer l'élection générale : une tentative de surmonter la fragmentation

Dans la seconde section de ce chapitre, nous analyserons les stratégies mises en place par l'équipe électorale du CHP autour de son candidat à la mairie, Özgür Karabat, pour surmonter les obstacles énumérés dans la conclusion de la première section. Une question principale sera de comprendre pourquoi cette fragmentation perdure après les primaires, alors qu'il pourrait y avoir une « réunification » du parti autour du candidat ayant remporté la primaire. Cette question est particulièrement importante car, de manière générale, la situation électorale n'était pas sans espoir pour le CHP. Nous avons eu l'occasion de constater lors des chapitres précédents que des éléments de mécontentement autour de la question foncière étaient bien présents dans le quartier, créant une situation potentiellement favorable à un parti d'opposition. Le CHP, comme nous l'avons vu au chapitre 1, avait profité de ces éléments cinq ans auparavant. Les résultats des élections laissent toutefois penser que cela n'a pas été possible en 2014. Notre regard sur les stratégies électorales ne peut ainsi se faire qu'en conséquence de ce recul que nous donne le temps ; nous analysons les stratégies électorales du CHP, sachant que celles-ci ont en grande partie échoué. Il convient d'insister sur le fait que les stratégies et le discours gagnant en 2009 semblent avoir perdu de leur efficacité cinq ans plus tard. Le fil conducteur de toute cette seconde section sera précisément l'analyse de cet échec. L'hypothèse générale que nous poursuivrons est que la faiblesse essentielle du CHP telle que nous avons pu l'observer réside avant tout dans son incapacité à surmonter une série de divisions. Parmi celles-ci, nous avons déjà pu observer dans le contexte de la campagne aux élections primaires l'importance des divisions parmi les associations de pays qui forment le cœur du soutient électoral du CHP. Les développements qui suivent mettront en lumière des divisions organisationnelles, religieuses et ethniques.

Dans un premier temps, nous analysons les efforts de Özgür Karabat pour surmonter la fragmentation de son électorat potentiel en s'appuyant sur un programme électoral fortement médiatisé et axé sur un message central se voulant fédérateur : « *lutter contre la démolition et l'évacuation du quartier* ». Ce message cherche d'abord à rassembler les électeurs du CHP et, dans un second temps, à élargir le potentiel électoral du candidat au-delà du périmètre traditionnel du soutien au CHP. Nous nous attacherons ensuite aux

transformations successives de la structure militante opérée par Karabat et aux efforts de cette organisation pour prendre en main simultanément le contact direct avec les électeurs et l'organisation des distributions matérielles préélectorales. Par rapport à ces éléments, nous proposerons une série d'hypothèses complémentaires. Les plus générales concernent d'une part la difficulté d'inciter les électeurs à franchir la ligne de clivage droite-gauche et, d'autre part, l'inefficacité de la distribution ponctuelle comme instrument d'élargissement du à la faible dimension morale et symbolique de cet effort, qui n'a pas engendré de véritables rapports de réciprocité et d'échanges au-delà du cercle des électeurs déjà fidèles (une dynamique déjà constatée en 2009).

D'autres hypothèses seront également examinées :

- Le rétrécissement de l'organisation militante et sa réticence à rentrer dans les réseaux religieux a empêché l'implantation profonde du parti dans des réseaux de sociabilité informels ;
- La fracture religieuse entre sunnites et alévis et l'identification du CHP avec le second groupe limite sérieusement l'attractivité du CHP parmi les sunnites, problème aggravé par l'identité alévie de Karabat ;
- Un effort pour attirer vers le CHP une partie des voix des habitants d'origine kurde, finalement, échoue, car il ne réussit pas à surmonter l'obstacle de la politique identitaire.

4.2.1 Surmonter les divisions par le discours et l'organisation

Dans ses discours électoraux, Karabat insiste sur le fait que les candidats du CHP pour le conseil municipal ont été choisis en fonction des besoins locaux. Ceci se traduit par un rôle très visible pour les associations de pays. Dans les réunions auxquelles nous avons assistées, l'importance de ce sentiment d'appartenance au lieu d'origine a continuellement été soulignée. Ce n'est pas une identité qui disparait au cours du temps ; elle se reproduit également au sein de la vie politique[262]. La dynamique politique elle-même renforce ce sentiment. Le candidat à la mairie, comme ceux au conseil municipal, multiplie les visites aux associations de pays ; mais cette foi, il cherche à les voir toutes – y compris celles qui n'étaient pas traditionnellement fidèles au CHP. Les ressources associatives sont toujours centrales dans le cadre de l'élection générale, mais ne jouent plus exactement le même rôle

[262] Observation particiante, réunion de cafe de CHP, Altınşehir, 14.03.2014.

qu'au moment des élections internes. Des échanges de type clientélistes nous ont été rapportés – proposition d'une place sur la liste électorale du parti pour le conseil municipal, par exemple – mais ne représentent, dans cette deuxième phase électorale, qu'une stratégie parmi d'autres. De manière plus générale, la démarche du candidat peut s'interpréter comme un effort de réduire sa dépendance envers un nombre restreint d'organisations. Aussi bien par sa rhétorique que par les réorganisations successives de son organisation électorale, Karabat laisse comprendre que sa stratégie dans le quartier comme dans l'arrondissement repose avant tout sur le rassemblement. Dans les sections qui suivent, nous observerons les éléments – et les limites – de cette stratégie.

4.2.1.1 Rhétorique de campagne : Karabat contre la démolition

Au delà de l'évocation de l'appartenance, le thème dominant de toutes les manifestations électorales du CHP était la « menace de démolition ». Ce choix s'explique assez facilement, si nous prenons en compte le contexte aussi bien national que local. A ces deux niveaux, le CHP doit faire coexister un courant mis en avant par Kemal Kılıçdaroğlu, son leader national, qui cherche à positionner le parti au centre–gauche, tout en mettant en avant son ouverture avec des slogans du type « embraser les peuples » et les stratégies de « l'engagement face à face », avec la ligne qui était celle de son prédécesseur Deniz Baykal, beaucoup plus nationaliste (Uysal 2011 : 134). Si Karabat est plutôt typique du premier de ces courants, le second est localement bien présent. Nous en avons vu (au chapitre 3) dans les manifestations nationalistes et ouvertement antikurdes de certaines président d'associations de pays. On le retrouve dans la personne et le passé politique de Kemal Aydın, dont il s'agit maintenant de récupérer les électeurs. Une focalisation étroite sur une question d'intérêt locale autour de laquelle des rassemblements avaient déjà eu lieu dans le passé est ainsi un choix stratégique assez facile à comprendre. Pour passer des principes aux promesses concrètes, les représentants du CHP expliquent comment ils vont transformer le quartier, comment ils peuvent créer une offre programmatique alternative. Ils expliquent comment les parlementaires du CHP ont mené une action en cour suprême pour faire arrêter les dispositions (*hüküm*) de la loi n° 6306 intitulée « transformation des zones à risques de catastrophes ».

Dans ses discours, Özgür Karabat se présente comme un homme à la fois compétent et rassurant, le « frère » de Şahintepe, personnage en même temps familier et puissant qui peut protéger les habitants du danger qui les menace. Le danger, c'est avant tout, comme en 2009,

la démolition du quartier. Le choix de cette thématique ne doit rien au hasard. Lors d'une réunion interne avec l'organisation de CHP dans le quartier, des membres du parti habitant Şahintepe ont indiqué que leurs voisins dans le quartier étaient particulièrement inquiets des projets de transformation. « Si le parti insiste dans sa campagne électorale sur ce sujet, disaient-ils, il est très probable que nous ramasserons toutes les voix partout du quartier »[263]. Pour faire valoir la réalité du danger, Karabat cherche à dévaloriser les militants de l'AKP, en particulier le président de la section AKP du quartier qui l'accuse de diffamation au sujet de la « démolition ». En réponse, dans les réunions des associations, Karabat montre les décisions de démolition de TOKI pour le site archéologique (voir chapitre 2), les présentant comment une réalité qui devrait faire honte au président de l'AKP[264]. D'après Karabat, les municipalités ont des pouvoirs dont elles pourraient se servir pour arrêter la démolition. Les mairies d'arrondissements n'ont peut-être pas l'autorité juridique finale, mais elles ne sont pas pour autant impuissantes : « *La décision de démolition est annoncée aux municipalités d'arrondissements et les polices municipales appliquent la décision. Si j'étais le maire, aucun de mes policiers ne démoliraient aucune maison* »[265]. Dans un petit déjeuner organisé pour les femmes, il ajoute : « *Vous vous demandez si vous pourriez rester à Şahintepe, si vous seriez séparées de vos voisines. Aucune grand mère ne sera séparée de ses petits enfants, aucun père de ses enfants et aucune femme de sa voisine* »[266] (*Başakşehirtimes* 2014).

Au-delà du discours sur la menace de démolition, la campagne de Karabat évite soigneusement les sujets potentiellement clivants. Il n'y a pas de discours sur la défense du modèle kémaliste du laïcisme ou sur la menace islamiste. Ici, Karabat s'aligne sur la stratégie du parti national, la ligne attrape-tout du « nouveau CHP », qui cherche avant tout à dépasser le clivage religieux, tel que l'a énoncé Kemal Kılıçdaroğlu, président du parti depuis 2010. Si les propositions économiques sont plutôt celles du centre-gauche, elles sont faites dans un registre de soutien aux pauvres, jamais de mise en accusation des entreprises, du capital ou encore moins des politiques du gouvernement national. Il n'est jamais question de lutte de classes. Karabat propose la convocation d'une grande assemblée consultative de mille personnes, un « parlement du peuple » ; le doublement des aides sociales et surtout la carte de soutien, dont nous parlerons en détail au chapitre 7; la création de Başakşehir comme un centre-ville en construisant la place de Mevlana, des forêts, des parcs et des villages urbains

[263] Observation participante, reunion de l'organisation du CHP avec Özgür Karabat, la salle de marriage de Karagöz de Şahintepe, 08.02.2014, Şahintepe.
[264] Observation participante, reunion avec l'association de pays de la ville Kars du village de Hacıveli, Altınşehir, 14.03.2014.
[265] "Şahintepe ve Altınşehir'linin umudu Özgür Karabat", *Başakşehirtimes*, 21.02.2014.
[266] "Şahintepe ve Altınşehir'linin umudu Özgür Karabat", *Başakşehirtimes*, 21.02.2014.

(kent köyler). Il promet aussi de faire visiter aux femmes les cinq villes importantes de Turquie, *etc*. Le candidat cherche avant tout à être un personnage rassurant. Le slogan central d'Özgür Karabat, « la promesse de frère, il est le frère de tout le monde », était basée sur l'argument selon lequel le candidat est proche des habitants, une personne de confiance, un membre d'une grande famille, celle de l'arrondissement de Basaksehir. Ce slogan qui vise à unifier et à supprimer les différences reprend le slogan général du CHP pour les élections de 2014 : « le pouvoir unifiant de la Turquie *» (Türkiye'nin Birleştirici Gücü)*. Au delà de toutes ces promesses, ces positionnements et ces mots d'ordres, un sujet domine néanmoins les réunions à Şahintepe : l'opposition à la démolition. Les slogans électoraux suivent cette logique :

« Özgür Karabat contre la démolition ! »

« Özgür Karabat ne voit pas les habitants de Şahintepe comme des « occupants » (işgalci) »

Selon Karabat :

« Les habitants ont peur de la transformation urbaine. Les citoyens ont peur d'être délogés. Mais ils ne pensent pas qu'ils peuvent l'empêcher et aller contre la logique implacable selon laquelle elles (les autorités) viennent, elles font et elles nous renvoient. Nous essayons de surmonter cette peur »[267].

Dans ce contexte, la campagne électorale parle de surmonter cette « peur ». L'essentiel est là : rester dans son propre quartier et maîtriser sa transformation. Il n'est pas question d'aller plus loin vers un discours qui revendiquerait un « droit à la ville » plus général et encore moins de revendiquer « *que seule la classe ouvrière peut devenir l'agent, porteur et supporteur de cette réalisation* » (Lefebvre, 2013 : 108). Dans les réunions électorales de Sarıgül (le candidat de la marie métropolitaine d'Istanbul de CHP), les petites brochures qui sont distribuées spécialement à Şahintepe sont concentrées toujours sur le même problème de la démolition. Voici ce qu'on peut y lire :

*« Il [*Karabat*] va distribuer les titres et va faire les plans de développement »*[268].

[267] Entretien, Özgür Karabat, candidat du CHP à la maire de Başakşehir, Başakşehir, 22.02.2014.
[268] Observation Participante, meeting de Mustafa Sarıgül, Şahintepe, 24.03.2014.

« Pour dire non à l'expropriation injuste sous le nom de la zone de la réserve : Özgür Karabat (il est notre frère à tous)».

« Pour les titres de propriété individuelle et développée : Özgür Karabat (il est notre frère à tous) ».

A l'envers de ces brochures se trouvent des articles rédigés de manière poétique qui expliquent les « 12 promesses du frère »[269] : Celles-ci vont des simples promesses d'effort *« Il va travailler 19 heures sans cesser »* à un populisme extrêmement prudent *« Je ne ferai pas avec les titres de propriété des pauvres un mezze pour les riches[270]».* Si ce dernier marque bien la division entre le peuple et un « autre » économique et social, nous sommes néanmoins très loin d'un appel à la confrontation. Sur ces brochures, la menace de la démolition est très présente et symbolisée par la « carte de démolition » juxtaposée à la photographie d'un bulldozer.



Photo 4-a : Brochure de campagne d'Özgür Karabat distribuée à Şahintepe

« Ils viennent pour démolir : Nous ne voulons pas laisser démolir notre quartier, nous ne voulons pas laisser démolir notre maison », Photo personnelle de l'auteur, Mars 2014

[269] Pour des exemples des promesses et brochures de CHP pour 2014, voir l'annexe.
[270] L'expression de Karabat "içki masasına meze olmak" – être des *mezze* sur une table de boissons (alcoolisées) – est un idiome courant qui veut dire ne pas être important, se faire "manger" par les autres, puisque les *mezze* sont des petits plats que l'on mange en buvant.

Avec la brochure, il y a une lettre destinée à chaque électeur. Dans celle-ci, Karabat promet de distribuer des titres de propriété individuels (plutôt que les titres collectifs que nous avons vu au chapitre 2) et, de manière plus vague, de résoudre les problèmes liés à a planification urbaine. Tous ces discours laisseraient penser que le programme du CHP s'oppose absolument à la démolition. La réalité est cependant plus nuancée. Les représentants du parti ne sont pas contre la transformation du quartier. Ils expliquent qu'ils veulent une « transformation en place » (*yerinde dönüşüm*), qui ne causerait pas l'expropriation des habitants. Ce discours, nous le verrons, n'est pas si différent de celui de l'AKP. Mais est-il crédible ? Certains indices recueillis lors de nos observations participantes permettent d'en douter.

Lors d'une réunion du CHP dans une association de pays, les membres ont écouté Özgür Karabat et ont déclaré leur soutien envers lui, malgré les rumeurs disant qu'il n'avait pas la même capacité d'action que Kemal Aydın. Karabat a prononcé son discours habituel soulignant la menace de démolition et appelant les habitants à soutenir le CHP afin de sauver leurs maisons. Les membres de l'association l'ont applaudi en disant à haute voix qu'ils ne comprenaient pas comment les habitants pouvaient voter AKP. Toutefois, des indices permettaient de penser que ce soutient public n'était que de la politesse, et les discours selon lesquels les démolitions pourraient être évitées n'étaient pas pris au sérieux. En effet, lors de cette réunion, un des membres m'a touché le pied et fait un clin d'œil pour me montrer ses sympathies envers l'AKP. Pendant un petit déjeuner entre les membres d'une association de pays et un candidat au conseil municipal, le sujet de la démolition a été ouvert par les membres de l'association, bien que ces derniers ne soient pas très désireux de poser des questions. Le candidat a promis que s'il était élu, il pourrait les soutenir non pas en leur donnant de l'argent mais en créant les conditions et la pratique d'un meilleur développement. « *Vous pouvez acheter un lieu, et nous pouvons supporter la construction en donnant les permissions de développement ».* Mais à la fin des réunions, le président de l'association a tourné son dos à toutes ces propositions et dit *: « Personne ne pourrait me détourner de l'AKP ».* Le président adjoint a fait une critique similaire : *« Personne ne change d'avis. Tout le monde a (déjà) pris une décision »*[271]. Nous verrons aux chapitres suivants les fondements de cette loyauté envers l'AKP. Ce qui est important ici, c'est de noter que la rhétorique ne suffit pas à elle seule à la surmonter. Le CHP a déployé des efforts considérables pour une meilleure organisation de terrain capable d'améliorer l'ancrage politique du parti et le contact

[271] Observation participante, Petit déjeuner à l'association de Malatya avec les candidats CHP au conseil municipal : Abdulhadi Akmugan et Erdoğan Dulkadir, Şahintepe, 23.03.2014.

direct avec les habitants. C'est à cet effort que nous nous consacrons dans le paragraphe suivant.

4.2.1.2 Le modèle de « l'implantation capillaire » et son abandon

Nous traitons dans ce paragraphe une première tentative d'organisation du CHP dans l'arrondissement nouvellement créé. Notre hypothèse est que l'approche basée sur l'enracinement du parti dans les lieux de sociabilité, désignée comme une « implantation capillaire » par les responsables du CHP, est un des éléments qui a contribué au succès électoral de 2009, surtout en disséminant de manière efficace les doutes sur l'avenir du quartier et la fiabilité de l'AKP sur ce sujet. Les chiffres électoraux présentés au chapitre 2 nous laissent penser que ces doutes ont dépassé le périmètre des électeurs du CHP pour contribuer à l'éclatement des voix parmi les partis de droite, au détriment de l'AKP. Nous retrouvons dans cette dynamique l'analyse de Kalaycıoğlu (2010 : 30, 31) sur l'électorat turc : si les électeurs ne franchissent que rarement la ligne de clivage entre droite et gauche, ils peuvent très bien changer leur vote à l'intérieur de l'une de ces familles politiques en fonction d'un calcul d'intérêts. Malgré le succès électoral de 2009, et pour des raisons que nous discuterons ci-dessous, l'approche par « implantation capillaire » a ensuite été abandonnée par le CHP. Dans cette perspective, un regard rétrospectif sur l'établissement de l'organisation dans l'arrondissement nouvellement créé en 2009 nous offre une possibilité de regard comparatif. Avec ce recul, nous pouvons voir, dans un premier temps, un effort visant à créer une structure militante ancrée dans la société mais, ultérieurement, l'abandon de cette stratégie par le CHP et les conséquences de ce changement.

Apres l'établissement juridique de l'arrondissement de Başakşehir en 2008, la présidence de la section du CHP s'est formée à l'échelle de l'arrondissement. Durant ces quelques années d'existence – elle a été créée pour préparer l'élection de 2009 – cette organisation a connu plusieurs remaniements, aussi bien au niveau du personnel de direction qu'au niveau de ses méthodes. Nous aurons l'occasion dans les chapitres suivants de constater le contraste avec la relative stabilité de l'organisation de l'AKP sur ces mêmes années. Dans les deux cas, l'histoire de la branche féminine, que nous avons pu observer de manière particulièrement détaillée, peut nous aider à saisir l'évolution d'ordre plus général dans l'organisation du parti à l'échelle de l'arrondissement – nous verrons celle de l'AKP au chapitre 6. En ce qui concerne le CHP, selon Leyla Yılmaz, la fondatrice et ancienne présidente de la branche féminine, l'organisation s'est fait connaître tout d'abord avec une

réunion à Şahintepe, puis s'est ensuite élargie par le bouche à oreille. Juste avant les élections locales de 2009, le CHP n'avait pas de membres féminins. La situation était même telle qu'à cette époque « *il n'y avait pas de femmes. C'était gênant* ». Rajoutant à cette difficulté, le candidat officiel du parti n'était pas encore désigné. *« Notre candidat n'était pas clair au début, nous n'avions pas notre brochure, nous n'étions pas certains de ce que nous allions faire »*[272]. En l'absence d'une ligne de discours claire, elle a débuté par un travail d'écoute ; pour ce faire, elle a essayé de compenser le manque de militantes féminines par les réseaux masculins du parti. Elle a trouvé des membres volontaires féminins par l'intermédiaire des hommes partisans qui allaient voir des femmes parmi leurs réseaux d'interconnaissances pour leur demander de travailler avec le parti. Selon elle, ce recrutement initial ne suivait pas les lignes des associations de pays, dans la mesure où les femmes socialisent dans des formes traditionnelles, comme le voisinage. Selon Ayfer Dikbaş, qui a succédé à Leyla Yılmaz à la présidence de la branche féminine, le rôle des associations est devenu plus important une fois la branche féminine mise en place. Les associations invitent les représentantes de l'organisation du parti à leurs réunions, permettant aux responsables des partis d'élargir leur cercle d'interconnaissances. *« Aussitôt qu'on avait dit bonjour, on a demandé officiellement à une femme de nous inviter à sa maison pour boire du thé et discuter. Trois jours plus tard, elle nous invite chez elle. Je dis que je ne veux pas être seule et propose aux voisins de venir aussi. Elles acceptent, et ainsi, trois personnes deviennent cinq, cinq deviennent dix ,… »*[273].

La motivation est l'outil le plus important pour trouver des volontaires. Pour attirer d'autres femmes au parti, les responsables organisaient plusieurs activités, principalement des visites et des repas avec les membres. Cela créait un esprit de groupe, *« parce que vous êtes apprécié(e) et qu'une tâche collective vous est confiée ».* Nous retrouvons ici les propos de Gaxie (1977) sur le militantisme pour le parti de cadre. Leyla Yılmaz évoque ainsi la possibilité de donner des responsabilités et l'occasion d'exercer des fonctions de représentation ; autant de moyens de faire acquérir aux militants un capital symbolique, leur permettant de bénéficier des attentions et de la considération des citoyens. Un deuxième aspect de cette explication évoque l'ensemble des pratiques sociales à travers lesquelles le parti qui fournit les occasions de loisir et de détente favorise les relations, les contacts et les échanges. Ainsi, dans un contexte marqué par un manque de capital culturel, le parti donne une certaine éducation à ses membres originaires des classes défavorisées. Les contacts avec

[272] Leyla Yılmaz, fondatrice et ancienne présidente de la branche féminine et candidat à la candidature du CHP pour la mairie d'arrondissement de Başakşehir, Bahçeşehir, 14.02.2014.
[273] Ayfer Dikbaş, ancienne présidente de la branche féminine (pour le période de 2009-2014), Bahçeşehir,18.02.2014.

les membres favorisent des formations de capital culturel et peuvent, à la limite, constituer sa source unique pour ceux dépourvus de tout autre capital social (Gaxie 1977 : 130-138). A travers l'organisation du parti, s'est donc créé, parmi les femmes, un ensemble de rétributions symboliques les fidélisant au parti. Leyla Yılmaz nous explique comment elle trouve les premiers membres pour le parti : *« J'ai fait ma première réunion à Şahintepe et ai demandé à une de nos amies d'appeler ses voisines chez elle au nom de mon organisation, en leur disant que les militantes du parti de l'arrondissement viendraient les écouter et prendre un thé ; c'est tout »* [274].

Cette citation fait écho au constat de Worsley (1970 :222), selon qui se trouvent toujours des myriades de réseaux informels derrière l'organisation formelle, comme celle des partis politiques. Ne tenant pas compte du niveau d'éducation[275], elles ont établi leur organisation en prenant au hasard une personne pour Şahintepe, deux personnes pour Altınşehir, *etc*. Cette dynamique a été désignée sous le terme d'organisation « capillaire » (*kılcal damar*) par le quartier général du CHP. Leyla Yılmaz[276] nous a expliqué avec enthousiasme le début de son travail en 2009 : *« Maintenant, toutes nos voisines sont venues à nos réunions. Nous avons fait une première réunion à Şahintepe. Nous, trois femmes, membres de la direction de la branche féminine, avions notre papier et notre plume en mains. Nous leur avons demandé quels étaient leurs problèmes. Et aussitôt, une avalanche de plaintes s'est abattue sur nous (bir dokun bin ah işit*[277]*) Nous nous sommes mises à écrire, en permanence, parce que cela nous enrichissait et nous permettrait de mieux répondre à leurs problèmes lors de la réunion suivante. On débutait là quelque chose de nouveau. Nous étions très enthousiastes lors de notre première réunion. Immédiatement après, nous avons choisi de nommer nos militantes responsables du quartier. Chaque rue a une responsable. On leur disait « Tu vas faire une réunion, tu (nous) appelles et nous viendrons.*

Je peux dire, ma chère, que nous avons initié le mouvement des femmes dans le parti républicain du peuple. C'est-à-dire que le mouvement des femmes a vraiment été lancé à cette époque. Des femmes auxquelles nous ne nous attendions pas, originaires de l'est, du sud-est,

[274] Leyla Yılmaz, est fondatrice et ancienne présidente de la branche féminine et candidat à la candidature du CHP pour la mairie d'arrondissement de Başakşehir, Bahçeşehir, 14.02.2014.
[275] Selon Gaxie (1977: 136), « *Les partis peuvent d'ailleurs compenser partiellement les mécanismes scolaires d'élimination des membres des classes défavorisées, constituer des adjuvants à l'autodidactisme et contribuer alors aux tentatives d'accumulation de capital culturel de leurs membres. De la même façon, la possibilité de côtoyer des dirigeants ou des titulaires de postes officiels fait rejaillir sur les militants une partie du prestige social attaché à ses fonctions* ».
[276] *Ibid*.
[277] Cela signifie littéralement « d'un coup, sort mille soupirs ».

en particulier des femmes voilées, ont énormément travaillé avec nous par vagues successives. Avant, quand nous avions une réunion simple, par exemple de province, seulement dix à vingt personnes y assistaient. Cette année, le 7 Mars, sera célébrée la journée des femmes. Les responsables du parti à l'échelle de l'arrondissement m'ont demandé combien de femmes je pourrais solliciter. Cinq bus, ai-je répondu !!. Plus de 250 femmes étaient présentes.[278]*Avec la présidente du quartier, chaque rue ou chaque ensemble d'immeubles sécurisés comme Başakşehir, Bahçeşehir avait sa responsable. D'où le nom de capillaire donné par le quartier général* (du CHP à Ankara)*, alors que nous avions déjà commencé à travailler de cette manière. J'étais triste, car nous avions initié tout ceci, puis ce nom de capillaire a été imposé. Maintenant, il (le travail d'implantation capillaire) ne se fait plus … je ne sais pas. Mais bien sûr, l'organisation s'établit de toute façon de cette manière, grâce au réseau ».*

Cette stratégie d'implantation « capillaire » du parti par le biais des réseaux d'interconnaissances (ici féminins) et une politique basée sur la résolution des problèmes plus que sur la question de l'identification partisane. Nous pouvons toutefois noter que l'un n'empêche pas l'autre. Bien au contraire, la résolution des problèmes peut très bien nourrir l'identification partisane. Cette pratique n'a pas été inventée par le CHP ; elle correspond en partie au modèle du parti de la prospérité (*Refah*) vingt ans avant, désigné comme « *politique vernaculaire* » par White (2007). Malgré ces ressemblances, surtout l'importance des relations dyadiques, nos observations en 2009[279] laissent penser que le modèle n'est pas identique. Beaucoup plus que les partis islamiques, les militantes CHP se positionnent en décalage volontaire avec les valeurs traditionnelles, parlant de l'héritage kémaliste et d'une vision des droits de femmes différente de celle de l'Islam traditionnel. Le répertoire d'action qui en suit ne respecte pas exactement les normes ou valeurs existantes, mais au contraire cherche à les modifier dans le sens d'un positionnement plus progressiste que celui de l'AKP sur la position des femmes, en insistant notamment sur leurs droits. Selon Emine Akkaya,[280] le CHP, en tant que parti d'opposition, a réussit à gagner la sympathie des habitants du quartier en organisant différentes activités utiles, comme des tests ophtalmologiques *(göz tarama)* ou encore des panels sur l'hygiène gynécologique pour les femmes. Les militants du parti cherchent ainsi à résoudre certains problèmes qui persistaient jusque-là, faute de moyens ou, dans le cas des questions gynécologiques, du fait de barrières culturelles. D'après Akkaya,

[278] Elles venaient de Şahintepe, d'Altınşehir et de Ziyagökalp, autrement dit des quartiers auto-construits de Başakşehir.
[279] Observation participant, réunions à domicile de CHP, mars 2009.
[280] Entretien, Emine Akkaya, ancienne présidente-adjointe du CHP a l'échelle de l'arrondissement, également ancienne membre du comité executif pour l'arrondissement de Başakşehir, Bahçeşehir, 18.02.2014.

la culture turque rend problématique toute discussion relative aux problèmes de santé gynécologique, parce que liés à l'intimité féminine. Avec sa connotation socio-culturelle, dans le code moral lié à l'honneur (*namus*), l'organe génital ne peut pas être considéré comme un simple problème hygiénique. Même en cas de problèmes médicaux potentiellement graves, il faut protéger l'honneur. Ainsi, le parti organise-t-il des journées de contrôle en amenant spécialement pour l'occasion des docteurs féminins, afin que les habitantes se soumettent à un examen médical approfondi, en toute sérénité.

Un autre moyen de gagner la sympathie des femmes consiste dans l'organisation de réunions à domicile associée à des distributions matérielles. Ce sont les mêmes militantes qui visitent les mêmes maisons afin de mettre en place ou de renforcer une familiarité et une proximité entre électrices. Comme les équipes électorales évoquées par Zaki (2009 : 62) au Maroc, les militants CHP de cette époque cherchaient à « *quadriller l'espace* » pour mieux se prévaloir d'une « *légitimité locale* ». Pendant ces réunions, elles demandent si les foyers ont des besoins particuliers, s'ils doivent s'occuper d'handicapés ou de malades au sein de leur famille. Le cas échéant, le parti aide les nécessiteux. D'après Akkaya, les gens demandent ce que le CHP va leur donner. Les femmes lui disent que l'AKP distribue des tasses de café. Ainsi, distribuent-elles aussi des cadeaux, pour créer un lien et une attractivité électorale[281]. Ayfer Dikbaş nous a raconté des histoires semblables. Dans un cas, malgré le fait que les hôtes de cette maison ne veulent pas que le CHP pénètre dans leur foyer, elle explique que pendant la campagne électorale, elle est allée rendre visite à la famille d'un malade à Şahintepe en disant qu'elle allait être le remède pour leur malade. Elle justifie ces types d'usage comme une obligation dans le cadre de la concurrence électorale : *« moi aussi j'ai utilisé les distributions matérielles, j'ai utilisé beaucoup d'autres techniques, comme eux. Si l'AKP le fait, moi aussi je dois le faire »*[282]. Dans ce contexte, nous ne constatons pas l'utilisation du mot « clientélisme » comme forme de « *délégitimisation de l'adversaire* » ou de « *travail d'étiquetage* », tel que le souligne Briquet (1998) dans le cas de la France de la 3e République, ou Vommaro (2012) en Argentine. Même s'il y a des critiques implicites et récurrentes sur les distributions matérielles – notamment le fait que l'AKP aurait été le premier à utilisé cette stratégie – de nombreux membres du CHP nous ont parlé ouvertement des distributions comme d'un instrument visant à gagner les élections.[283] Ayfer Dikbaş différencie ces pratiques de celles de l'AKP, sur la base d'un critère essentiel : elle n'utilise

[281] *Ibid*.
[282] Ayfer Dikbaş, ancienne présidente de la branche féminine (pour le période de 2009-2014), Bahçeşehir, 18.02.2014.
[283] L'idée selon laquelle l'AKP aurait inventé le système de distribution matérielle lié aux élections n'est pas un argument plausible, compte tenu de la longue histoire du clientélisme en Turquie (Sayarı, 2014).

jamais *«la religion pour tromper les gens »*[284]. Cette pratique diffère de celle de son processeur, Leyla Yılmaz. Selon cette dernière, après la remarque de certaines militantes anciennement membres de l'AKP, elle avait pris l'habitude, après tous les réunions à domicile, de faire « jurer sur le Coran » les électeurs, afin de solidifier leur engagement au parti. Ainsi, on constate qu'en 2009, la religion a été utilisée comme une stratégie mobilisatrice pour les femmes.

Cette stratégie d'implantation basée sur des relations d'interconnaissances et l'instrumentalisation des valeurs religieuses ressemble fort à celle de l'AKP, que nous détaillerons au chapitre 6, non seulement par son ancrage sociale, mais également par la structure qu'elle impose avec les présidents de quartiers et une organisation principale (masculine) renforcée par les branches féminines et de jeunesse descendant jusqu'au niveau de la rue. Ce sont ces éléments, pénétration dans les lieux de vie et de sociabilité, ouverture au milieu religieux, qui nous permettent de penser que le message du CHP de cette époque, que nous pouvons qualifier de politique de défense centrée localement sur la menace de démolition du quartier, a pu dépasser les limites de l'électorat de ce parti. En désignant l'AKP comme la principale source du danger de démolition, le discours du CHP a donné lieu chez certains électeurs de droite à une réévaluation de leurs intérêts (Kalaycıoğlu, 2010) défavorables à l'AKP. Nous pouvons supposer que certains de ces électeurs, même si un vote pour le CHP restait impensable, ont préféré accorder leur voix aux partis religieux et nationalistes (SP et MHP), qui eux aussi avaient pris position contre les projets de transformation urbaine. Les faibles moyens des ces deux partis ne leur permettaient pas de faire eux-mêmes un effort conséquent de campagne au niveau local, ce qui n'a pas changé de 2009 à 2014. La différence, c'est qu'en 2009, le CHP a, en quelque sorte, fait leur travail de mobilisation, ce qui expliquerait leur réussite électorale relative cette année, et leur effondrement cinq ans plus tard (voir tableau 2-D ; chapitre 2).

Après 2009, cette stratégie a été profondément modifiée. Ceci s'est justifié dans un premier temps comme une augmentation des efforts suite à l'élection de 2009 – scrutin, rappelons-le, où la victoire relative du CHP au niveau du quartier n'avait pas empêché sa défaite au niveau de l'arrondissement. Ce scrutin a été suivi d'une série de défaites. A l'élection législative de 2011, le résultat de l'AKP avait augmenté de vingt points dans le quartier, pour atteindre 47%, tandis que le CHP retombait quant à lui à 27%. L'organisation du CHP au niveau du quartier a attribué cette perte de terrain à un trop faible ancrage social,

[284] Ayfer Dikbaş, ancienne présidente de la branche féminine (pour le période 2009-2014), Bahçeşehir, 18.02.2014.

et a cherché en conséquence à renforcer sa présence sur le terrain en augmentant de manière significative le nombre de militants. Şeref Aydın[285] (un des responsables CHP pour le quartier après 2009) et son équipe ont proposé de construire, afin de pénétrer dans le quartier de manière plus efficace, une organisation qui chercherait à incorporer des effectifs plus nombreux, tout en incluant les anciens militants. La figure d'Aydın est importante pour comprendre ce qui s'est passé. Il est l'ancien candidat du conseil municipal pour le parti démocratique de la gauche (DSP) appartenant à la gauche social-démocrate pour les élections de 2014. Il était l'un des anciens agents immobiliers du quartier. Il possède un niveau d'éducation relativement élevé : il est diplômé de lycée et a participé à des programmes de certification des agents immobiliers à l'université d'Aydın. Tout cela lui donne localement un profil « d'éminence » riche en ressources politiques, ce qui peut nous aider à comprendre l'influence qu'il a eue pendant un certain temps au sein du parti.

Şerif Aydın a proposé un nouveau modèle organisationnel à Özgür Karabat à l'époque où ce dernier était le président de la section d'arrondissement du CHP. Özgür Karabat a approuvé ce système défini de la manière suivante : le quartier était divisé en dix sous-parties dans lesquelles ont été nommés des présidents à la tête de l'organisation principale, des branches féminines et des jeunes, tous liés au président du quartier et à son conseil d'administration de six personnes. Chaque président de sous-partie avait deux adjoints aidés par une équipe de dix personnes ; ces équipes devaient établir et maintenir le contact avec les habitants situés dans leur zone de responsabilité. Il y avait ainsi trente-neuf personnes dans chaque partie et au moins 397 militants dans le quartier tout entier. A ces personnes se rajoutaient « les responsables de rues », des résidents du quartier chargés de faire circuler l'information dans les deux sens, informant leurs voisins sur les activités du parti à l'échelle de rue, et leur supérieur dans l'organisation militante des conditions locales. Dans la nouvelle organisation comme dans l'ancienne, la « *gratification symbolique* », une « *rétribution offerte par l'exercice des responsabilités* » (Offerlé 2012 : 73), plus que les avantages matériels, a été utilisée pour que le militantisme puisse attirer les agents sociaux qui pourraient consacrer une partie de leur temps au service du parti. Selon Gaxie (1977: 132), l'existence des postes représentants des rendements symboliques différents est la condition d'une progression des satisfactions offertes par un parti, et représente la rémunération la plus soutenue et durable pour les efforts que certains lui consacrent. Les propos de Şerif Aydın représentent une traduction pratique de ces principes : « *le parti ne pouvait pas distribuer de l'argent à tous ses militants, tandis que la motivation pouvait être créée en leur donnant le titre de président* ».

[285] Malgré son nom, il n'est pas parent de Kemal Aydın.

Mais parmi quel groupe seraient choisis ces nouveaux présidents ? Beaucoup, il semblerait, étaient des militants nouvellement recrutés – dont il fallait justement encourager la motivation. L'importance de cette rétribution symbolique explique peut être le fait, plusieurs fois évoqué en conversation avec des militants, que les anciens militants ont été réticents à travailler dans le nouveau système. Il semble raisonnable de penser que, pour eux, celui-ci représentait une déchéance aussi bien de responsabilité que de gratification, et aurait peut-être été vécu comme un abaissement social. C'est peut-être cette réticence qui a incitée Özgür Karabat à continuer à travailler d'après l'ancien système, de manière à ce que le nouveau ne puisse se mettre en place et que le quartier se retrouve avec moins de militants que prévu, comme nous allons le décrire à présent.[286] Si la destruction de cet ordonnancement provoque souvent les dérèglements que constituent les démissions, les oppositions internes ou les scissions, c'est bien que le maintien de l'ordre partisan dépend de l'aptitude de l'organisation à assurer la mobilité de ses cadres et à ajuster la demande et l'offre de rétributions (Gaxie 1977: 132). Ainsi, le retournement de l'ancien système a-t-il créé des conflits entre certains nouveaux présidents et les anciens – conflits allant dans quelques cas jusqu'à la violence physique. Le fonctionnement harmonieux du parti dépend de sa hiérarchie. La promotion trop rapide aux postes postérieurs de l'organisation risque toujours de créer des scissions ou des « *tendances oppositionnelles* » (Gaxie, 1977 : 132). Bien que le CHP, comme nous l'avons vu ci-dessus, ne corresponde pas dans tous ses aspects au parti de masse traditionnel au sens de Gaxie (1977), cette dynamique militante s'y apparente.

4.2.1.3 Conflits entres militants et dernière réorganisation

Même après la mise en place de la nouvelle organisation, le problème des conflits internes entres militants a persisté. Ceci a donné lieu à une ultime réorganisation de l'appareil local du parti, qui a pris une forme nettement plus restreinte. Du point de vue de Karabat, ceci la rend plus facile à contrôler, mais nous verrons que sa présence et son efficacité sur le terrain s'en retrouvent amoindries. Dans ce paragraphe, notre hypothèse est que le rétrécissement de l'organisation militante a affaibli l'implantation du parti dans des réseaux d'interconnaissances jouant un rôle important dans la vie de ce quartier où, par manque de lieux publics, les formes de sociabilité traditionnelles conservent plus que jamais toute leur importance. Parmi les effets contribuant à cet affaiblissement, nous analysons d'abord les conflits entres militants, et en particulier la difficile intégration de militants rémunérés. Nous

[286] Entretien, Şeref Aydın, Vice président du quartier pour le CHP (pour le période 2013-14),Şahintepe, 23.03.2014.

observerons ensuite une série de problèmes liés au contact avec les habitants, et en particulier les femmes. Cet affaiblissement de l'implantation a eu comme effet de diminuer la capacité du CHP de diffuser son message de « politique de défense » du quartier au-delà du périmètre de ses partisans. Il est ainsi devenu plus difficile qu'en 2009 de jouer sur les divisions potentielles du vote conservateur pour limiter la position hégémonique de l'AKP.

Tout au long de nos entretiens et conversations, nous avons entendu des exemples de conflits entre militants. Les accusations d'être espion de l'AKP ont souvent été entendues pendant les campagnes électorales. Dans ces catégorisations et accusations, nous pouvons voir un effort parmi les militants de se délégitimer les uns les autres. Cette délégitimisation au sein de l'organisation ne met pas en danger la hiérarchie interne et les positions du pouvoir. Elle ne pouvait être faite qu'en fonction des positions dans la hiérarchie de l'organisation ; les accusations ne pouvaient viser que des personnes placées plus bas ou au même niveau dans l'organisation. Les effets, néanmoins, se sont fait ressentir à tous les niveaux. Dans l'organisation féminine, la position de certaines militantes a ainsi été modifiée, du fait de l'existence de ces rumeurs. Ayfer Dikbaç explique que ce bruit a été crée pendant sa présidence aussi : *« Durant ma présidence, j'ai beaucoup entendu dire « cette femme est une espionne de l'AKP ». Avant que notre président général (Kılıçdaroğlu) dise de rentrer en contact avec les habitants sympathisants de l'AKP, du BDP et du SDP, nous le faisions déjà. En une journée, si nous pénétrions dans dix maisons de sympathisants de l'AKP, ils (les autres partisans du CHP) traitaient toutes les femmes qui travaillent à coté de moi de partisanes de l'AKP. Seulement, à moi, ils ne le disent pas. Pourquoi? Parce que j'ai un titre. Au nom de la branche féminine, j'ai donné des missions aux militantes. Je leur disais de trouver dix maisons de sympathisants de l'AKP et cinq maisons de sympathisant du MHP. On est dans l'obligation d'entrer dans ces domiciles. Mais alors, ils* (les autres militants) *faisaient des commérages.* »[287]

Faisant abstraction des questions sociologiques déjà évoquées, Murat Bakır (le délégué CHP de la province d'Istanbul) attribue cette rupture au manque de culture d'obéissance *(biat kültürü)*. Le problème, selon lui, est que les présidents de divisions n'écoutaient pas le président du quartier, voire les ignoraient. La méritocratie ne guide pas la sélection des candidats. Afin de surmonter cette situation, Özgür Karabat a appelé le président de division avant de venir à Şahintepe, sans en informer le président du quartier ne respectant

[287] Ayfer Dikbaş, ancienne présidente de la branche féminine (pour la période de 2009-2014), Bahçeşehir, 18.02.2014.

pas la hiérarchie, causant ainsi la mise à l'écart du président du quartier. Cette manœuvre, selon les militants avec qui nous avons échangé, aurait tourné court pour Özgür Karabat, car certains militants, se sentant lésés, ont quitté l'organisation. Cette nouvelle perte de militants possédant des connaissances et une légitimité locale contribue à l'échec de l'implantation du CHP dans le quartier, surtout face à une organisation AKP qui, nous le verrons au chapitre 6, est profondément encastrée dans les réseaux de la vie quotidienne locale (au moin dans le milieu sunnite).

Suite aux problèmes évoqués ci-dessus, la composition de l'organisation a été de nouveau modifiée, mais ce changement a créé des problèmes supplémentaires en introduisant une nouvelle ligne de fracture entre deux groupes de militants : les bénévoles et ceux qui, désormais, sont rémunérés. Voulant rassembler l'organisation qui s'était dispersée, Murat Bakır est venu du centre de coordination pour assumer la présidence dans le quartier. Un nouveau système, le troisième en cinq ans, a donc été mis en place. Les branches féminines et des jeunes ont été supprimées, ainsi que les responsables de rues. Une nouvelle organisation de taille réduite a été réunie sous un même toit à l'échelle du quartier. Désormais, trente-cinq personnes seulement travaillent dans l'organisation du parti ; vingt sont volontaires et quinze sont des jeunes que l'on pourrait qualifier de « *mercenaires politiques* », tels des agents extérieurs du parti travaillant contre rémunérations financières au moment des élections (Gaxie 1977 :124). Des crédits téléphoniques leur sont offerts et de l'argent de poche leur est distribué. Selon Gaxie (1977 : 125), ce type de recrutement de militants est rationnel, étant donné que les dirigeants de parti ne doivent pas consacrer leur temps et leur énergie à la création d'une organisation complexe et permanente qui ne serrait vraiment utile qu'à de rares occasions. Néanmoins, nos observations nous mènent à la conclusion que dans ce cas cet amalgame de militantes « d'esprit moral » (*moral-minded)* et « d'esprit professionnel » (*professional minded*) (Bruter et Harrison 2009, Panebianco 1988) ou, pour reprendre le vocabulaire de (Gaxie, 1977), des « *commis de l'entreprise de conquête de pouvoir* » d'une part et de « *mercenaires* » d'autre part, a créé des fractures supplémentaires au sein des militants. Les militants bénévoles, animés par la défense d'une cause – en l'occurrence, la protection de leur quartier – se sont plaints de l'insuffisance de capacité de travail des jeunes. « *Nous ne sommes pas payés, mais on travaille plus que les jeunes* »[288] m'ont-ils dit lors de mes visites au bureau électoral avant les élections locales. Si la dissolution de l'ancien système met en exergue les tensions liées aux différentes positions hiérarchiques, les

[288] Conversation, Ayşegül, Cevdet et Güler, Militants de l'organisation du CHP de Şahintepe, Şahintepe, 24.03.2014.

nouvelles plaintes manifestent quant à elles un autre type mécontentement lié à la qualité du travail. En cherchant à rendre l'organisation plus efficace, cette ultime réorganisation l'a de nouveau divisée. Ce qui relève plus de l'insuffisance de capacité reprochée aux « mercenaires » se traduit en termes d'affaiblissement de la stratégie d'ancrage social dont nous avons constaté l'importance en 2009. Pour les jeunes recrues du parti –du moins selon ce que nous en disaient les anciens – une porte fermée marquait la fin de tout effort de contact avec une famille d'électeurs ; il n'y avait aucun effort de réalisé pour surmonter un refus initial. Dans d'autres cas, il semblerait que la visite d'une rue se limitait à la visite d'une seule maison. Ces rumeurs sont des preuves supplémentaires de divisions internes parmi les militants, mais aussi, de manière plus générale, des éléments d'une dégradation de la légitimité de l'action partisane du CHP au sein du quartier.

D'autres éléments de la nouvelle organisation ont également rendu plus difficiles les contacts avec les habitants. Dans la nouvelle organisation, les réunions masculines et féminines ne sont désormais plus séparées. Les hommes, néanmoins, poursuivent les activités de campagne comme les réunions dans les associations de pays, accompagnés du candidat officiel, et parfois du candidat au conseil municipal, les petits déjeuners, les visites aux dirigeants des communautés religieuses et d'associations de pays et aux commerçants, figures influentes au sein du quartier. Malgré le contact établi avec ces individus dans l'espoir d'attirer les votes, le nouveau système, en particulier, ne permet pas d'accéder directement aux électeurs féminins. En supprimant la branche féminine dans son rôle de réseau d'interconnaissances, cette stratégie de campagne électorale a certainement affaibli l'ancrage social. Les réunions à domicile ont été organisées de manière mixte (hommes et femmes ensemble), sans respecter les normes et valeurs sunnites qui auraient exigé que soient organisées des visites séparant hommes et femmes, respectant ainsi la séparation des sexes et de l'espace. Nous avons observé au chapitre 1 à quel point ce principe gouverne la géographie sociale du quartier, et nous verrons au chapitre 6 à quel point la démarche de l'organisation AKP le respecte. Le choix du CHP d'agir autrement peut se concevoir comme une conséquence de l'orientation laïque de sa tradition et de certains de ses militants, mais aussi dans les origines alévies de beaucoup d'entres eux. La pratique de ce groupe se différencie de l'Islam sunnite, entre autres, par une plus grande mixité hommes-femmes, lors du culte religieux, mais également dans la vie quotidienne. Pour des militants issus de cette tradition, la pratique des équipes mixtes de militants était donc plus acceptable. Pour la majorité sunnite du quartier, en revanche, force est de constater que cette manière d'organiser les réunions a

considérablement réduit l'efficacité de l'organisation et sa capacité d'accéder à tous les éléments de la population.

Un effet direct de ces nouvelles pratiques a été de rendre plus difficile le contact entre les militants CHP et les femmes – contact que nous présenterons en revanche comme un point fort de la stratégie de l'AKP. Ce contact est particulièrement important, dans la mesure où les problèmes et les attentes des femmes sont différents des ceux des hommes. Dans un contexte économiquement fort modeste, et un mode de vie relativement conservateur, la vie des femmes reste plus concentrée sur les problèmes familiaux et sur les besoins des enfants. A ces problèmes fondamentaux peuvent s'ajouter des violences conjugales, qui ne sont pas évoquées en présence d'hommes. Pour ces femmes, la vie en zone urbaine n'a pas, ou du moins pas encore, transformé la perception erronée de leur place inférieure qu'elles occupent dans la hiérarchie des sexes. La recherche sur les femmes hispaniques vivant au barrio mexicain de San Diego (Le Texier 2006 : 142) nous montre la différence entre leur expérience migratoire et celle des femmes de Şahintepe. A San Diego, l'autorité patriarcale est préservée, mais transformée ; ce changement de circonstances permet aux femmes de remettre en cause leur statut et leur rôle au sein de la famille. Le changement a été expliqué par leur engagement sur le marché du travail, ainsi que par les réseaux informels auxquels les femmes participent. Cependant, à Şahintepe nous avons observé pleinement une intériorisation de la hiérarchie des sexes qui pourrait être expliquée par la faible présence des femmes sur le marché du travail. Pour les militantes, la différence d'attente entre hommes et femmes va de soi et s'explique par le fait que les besoins familiaux passent devant la recherche de pouvoir politique, comme nous l'explique Leyla Yılmaz : *«Les hommes voient le vote comme un intérêt politique, ce qui n'est pas le cas des femmes, qui ne font pas ce genre de calcul et ne cherchent pas à gravir les marches ».* Les vraies questions, selon elle, sont plutôt : *« Que vont devenir mes enfants ? Que vont-ils faire ? Est-ce que mon mari rentrera à la maison sans travail ? Est-ce que le dîner va être cuit correctement ? Tu vois, c'est différent pour les femmes là-bas* (dans les quartiers populaires). *Elles portent le fardeau de la vie quotidienne. »* [289]

Néanmoins, le problème de la catégorisation politique, ou d'accorder un sens au politique, persiste. Comme l'indique Le Texier (2006), le capital social et la compétence sociale pourraient investir une mobilisation collective. Nous verrons au chapitre suivant le rôle des femmes en tant que militante et soutien électoral de l'AKP. L'ancrage du CHP, néanmoins, était basé sur des relations interpersonnelles qui ont été mises de coté avec la

[289] Entretien, Leyla Yılmaz, fondatrice et ancienne présidente de la branche féminine, Başakşehir, 14.02.2014.

nouvelle organisation. Suite à la suppression des visites des maisons entre femmes, Özgür Karabat, en qualité de candidat à la mairie d'arrondissement, a effectué des visites mixtes. Bien que les visites d'Özgür Karabat aient été appréciées par les habitants de Şahintepe, elles ne compensaient pas les manques et les faiblesses de l'organisation féminine.

Dans une toute dernière phase, l'organisation de quartier a entièrement cessé ses activités de proximité afin de se consacrer exclusivement à des distributions de brochures et au travail d'affichage qui accompagnent les meetings, ainsi qu'à l'enquête à laquelle nous allons consacrer notre analyse ci-dessous. Ce choix tactique peut se comprendre, mais demeure néanmoins contesté. Selon Levitsky (2007 : 209), les activités essentiellement médiatiques de ce genre, qui s'apparentent à la stratégie d'un parti de type « attrape-tout » ne sont pas compatibles avec le milieu des employés précaires dans le contexte de l'économie informelle et du chômage à grande échelle. Dans ce contexte, une stratégie fondée sur les interactions dyadiques et l'échange particulariste reste une approche plus performante.

4.2.2 Limites de la stratégie de mobilisation élargie

Par sa rhétorique et ses réorganisations successives de l'organisation, Özgür Karabat a tenté de dépasser les limites de son soutien personnel, telle que celles-ci avaient été vues lors des élections primaires, afin de mobiliser un électorat plus vaste. Nous avons déjà constaté certaines des limites de cette stratégie. Dans les pages qui suivent, nous analysons trois éléments complémentaires qui contribuent à mieux comprendre les faits centraux que nous cherchons à élucider, à savoir la victoire électorale de l'AKP et l'appropriation par les habitants de son discours plutôt que celui du CHP. Nous verrons dans les chapitres qui suivent les actions prises par l'AKP qui ont contribué à ce double succès. Ici, il s'agit de poursuivre notre réflexion sur les obstacles auxquels Karabat et son parti se sont heurtés lors de leur tentative d'élargissement de l'électorat CHP. A cette fin, nous évoquerons la persistance du clivage religieux, la faible portée des efforts de démarchage direct des électeurs et de la distribution matérielle, et enfin l'importance de la question identitaire concernant en particulier la population d'origine kurde.

4.2.2.1 Le faible ancrage social dans la sphère religieuse sunnite

Les organisations religieuses sunnites dans le quartier telles que les associations des mosquées et les écoles coraniques sont des associations des sociétés civiles que l'on retrouve

avec leurs membres et leurs rassemblements. Les réseaux religieux créent des milieux de sociabilité et « *procurent de l'ascendance sociale, de la solidarité sociale et de l'influence politique pour les migrants issus de l'exode rural qui arrivent dans les villes métropolitaines afin de trouver des emplois, ainsi qu'un meilleur accès aux services sociaux comme l'éducation et la santé* » (Kalaycıoğlu 2007 : 278). Les communautés religieuses ont ainsi accumulé des compétences, des connaissances et de l'efficacité en matière de motivation politique et d'utilisation des ressources politiques influençant des décisions politiques (Kalaycıoğlu 2007 : 291). Cette importance locale est très compatible avec la position des mouvements islamiques, qui deviennent le centre de la culture et de la participation politique, avec ses valeurs et symboles (Göle 1996 : 38). Nous constatons que le CHP ne s'implante pas dans ces réseaux de sociabilité religieuse sunnit, ce qui affaiblit son ancrage social au sein du quartier. D'une certaine façon, ceci n'est pas surprenant – le parti est, après tout, fortement identifié, autant dans sa tradition historique que dans ses incarnations les plus récentes, avec une vision laïque de la société. Des efforts ont néanmoins été réalisés – rappelons la fierté évidente de Leyla Yılmaz quand elle évoquait la présence de femmes voilées à ses réunions. Mais cet effort s'est avéré largement insuffisant. Dans les réunions de l'AKP, les exclusions des espaces publiques que les femmes voilées ont subies pendant les périodes de pouvoir du CHP ont été mobilisées (voir chapitre 6). Ce souvenir met en question la légitimité des nouveaux efforts de CHP pour s'ouvrir à la vie religieuse. Contrairement au positionnement de l'AKP, Özgür Karabat, lui-même d'origine alévie, préfère ne pas faire de réunions de campagne électorale dans les associations de mosquées, même s'il fait un effort pour faire la prière avec la communauté sunnite[290]. Un constat semblable peut être réalisé au sujet de l'organisation féminine du CHP, même avant sa dissolution. La militante Güler[291] du CHP nous a indiqué qu'elles n'ont jamais effectué de visites électorales dans le domaine proprement religieux : réunions de lecture du Coran dans les maisons, par exemple, ou cours de Coran pour les femmes, exprimant d'ailleurs sa surprise qu'une telle question lui soit posée. Dans son cas précis, elle nous a expliqué que ce point de vue personnel s'expliquait par son identité alévie, mais il n'en reste pas moins que la pratique qu'elle nous a décrite était générale. Nous verrons aux chapitres 6 et 7 le pendant de cette analyse dans l'usage systématique fait par l'AKP non seulement des lieux de pratique et de sociabilité religieuse comme points de contacts avec les habitants, mais également des associations religieuses – écoles coraniques, confréries – comme relais de transmission de son message partisan.

[290] Entretien, Özgür Karabat, Başakşehir, 22.01.2014.

[291] Entretien, Güler Gügercioğlu, militante de CHP, Şahintepe, 24.03.2014. Epouse d'un épicier dans le quartier, ce qui, dans ce contexte, représente un capital social et économique conséquent. Sa demeure se trouve dans la « zone de protection » ; sa démolition est certaine, ce qui lui donne une raison bien précise de militer pour le parti et pour cette « cause » dans un registre « *moral minded* » (Bruter and Harrison 2009, Panebianco 1988.

L'identité confessionnelle de Özgür Karabat, alevie comme certaines militantes, a compliqué sa position au sein de quartier. Nous rappelons ici que les Alévis sont un groupe non-sunnite. Ils ne suivent pas la règle de la prière cinq fois par jour (*namaz*). Ils n'ont pas de mosquées. Ils utilisent plutôt le *cemevi* (maison de réunions) comme lieu de culte. Leurs chefs religieux sont les *dedes*, et non les imams, et leurs responsables religieux ne sont pas officiellement désignés, contrairement aux imams. Leur pratique du jeûne lors du *Ramadam* est différente. Leur caractéristique la plus importante consiste dans leurs pratiques moins rigides. Les relations de genres au sein de la pratique religieuse diffèrent de celle de sunnites : les hommes et les femmes se réunissent pour leurs cérémonies religieuses, alors qu'elles sont séparées dans le culte sunnite. Les femmes jouent également un rôle actif dans les cérémonies religieuses, et les sanctuaires des saintes femmes jouent un rôle important dans la culture alévie. Les femmes alévies ne sont généralement pas voilées et interagissent plus librement dans l'espace public (Şen 2010). Cette différence de normes et de valeurs par rapport aux sunnites a certainement démobilisé certains électeurs sunnites potentiellement bienveillants envers le CHP. Ce problème est sans doute particulièrement aigue dans un contexte comme le nôtre. Kalaycıoğlu (1997) fait état d'une corrélation entre la religiosité et la durée et le type d'éducation. Le manque d'éducation séculaire est positivement corrélé avec la religiosité parmi la population en âge de voter. Comme les habitants de Şahintepe ont un niveau d'éducation formelle relativement faible, la compréhension et la tolérance des différences religieuses sont donc limitées. Dans ce contexte, les rumeurs circulent dans le quartier. Les habitants viennent et demandent aux responsables du quartier du CHP : « *Est-il vrai que Özgür Karabat va réduire la durée du Ramadan à 10 jours ?* »[292] .

Selon Massicard (2005 : 98), l'alévité faisait « *l'objet d'une stigmatisation sociale très forte* ». Les sunnites ne la reconnaissent pas comme appartenant à l'Islam. Dans l'autre sens, l'essor des partis islamistes vers la fin de l'année 1980 (que nous analysons au chapitre 5) ont généré une réaction de la part des alévis à un activisme sunnite qu'il considèrent comme une menace, certains ayant commencé a s'organiser ouvertement après avoir longtemps caché leur affiliation religieuse (Massicard, 2005 : 94). Dans ce contexte, les rumeurs et dénonciations qui circulent dans le parti ne se limitent pas au seul statut de candidat. Le facteur religieux est également devenu un enjeu et un élément de division au sein du parti, et même parmi les militants, pour qui être alevi ou sunnite est considéré comme un point de différenciation. Le clivage socio-culturel lié à la religion est donc présent parmi les militants tout comme dans la

[292] Murat Bakır, président de la commission de coordination électorale du CHP à Şahintepe, Bahçeşehir, 04.04.2014.

société, où la religiosité antérieurement acquise sert à une « *auto-compréhension de soi et à une définition par autrui* » (Le Texier 2006 : 152). Etant donné le contexte social analysé aux chapitres 1 et 3, dans lesquels l'identification religieuse apparait comme un élément central et potentiellement source de division, cette pertinence déstabilisante du facteur religieux n'est, somme toute, pas surprenante. L'acculturation religieuse est le produit d'une longue histoire familiale et d'un apprentissage personnel qui peut être considéré comme faisant partie intégrante de la socialisation, tant primaire que secondaire (Fretel 2004:78). La pertinence politique de ce clivage ne fait que rajouter à sa pertinence dans un contexte partisan. Ainsi, selon Kalaycıoğlu (2010), le facteur religieux détermine le positionnement idéologique des électeurs en Turquie. Les clivages socioculturels, selon cette lecture, seraient en grande partie déterminés par le positionnement religieux (sunnite contre alevi dans notre cas), qui contribue puissamment à constituer le positionnement des électeurs eux-mêmes. Les traits culturels du groupe procèdent toujours d'un façonnage et d'une transformation dans la mémoire collective du groupe qui transmet et s'interprète au cours de temps. Ainsi la dénomination, l'apposition et le choix d'identité font-ils partie simultanément d'une internalisation et d'une remise en question des rapports de pouvoir (Le Texier 2006 :158). Ce contexte nous aide à comprendre le sens de remarques comme celle-ci : *« Dans mon congrès, dans le congrès de femmes, j'ai entendu qu'elles disent que je suis sunnite, et donc elles disent aux autres de ne pas voter pour moi car je ne suis pas alévi, et donc pas des leurs. Pourtant, ces personnes qui sont à l'origine de ces commérages sont mes collaborateurs.* »[293]

Cette situation, générale à la société turque, pose un problème particulier pour le CHP, dans la mesure où ce parti, contrairement à la plupart de ses contemporains, cherche justement à se positionner au niveau national comme un parti dont l'attraction franchirait les clivages socio-culturels. Dans la mesure où le CHP est considéré par ses propres militants comme le « parti alévi », cet effort de positionnement au dessus des clivages religieux – le « CHP pour tous » ne peut être perçu que comme un échec. Ce problème, notons-le, ne se pose pas pour l'AKP qui, lui, revendique ouvertement son identification comme parti des sunnites pieux. Il s'agit ainsi d'une des principales différences entre les deux partis même si, comme nous le verrons ci-dessous, le discours de Karabat contient un aspect moralisateur important. Néanmoins, le refus d'être présent dans le milieu sunnite laisse le champ libre à l'AKP. Nous verrons au chapitre 6 l'importance pour l'AKP de cet accès privilège.

[293] Ayfer Dikbaş, ancienne présidente de la branche féminine (pour la période de 2009-2014), Bahçeşehir,18.02.2014.

Dans un effort de compensation pour cette présence relativement faible dans la sphère religieuse sunnite, Karabat cherche à élargir la question morale. Dans ses discours, il mettait en avant la notion de gouvernance juste qui irait au-delà des pratiques religieuses : « gouverner avec justice pendant une heure équivaut à un an de prière » (*1 saat adaletle yönetmek, 1 yıllık ibadete bedeldir*)[294]. Il définit l'injustice comme le développement inégal des quartiers de Başakşehir et appelle à fournir un service égal pour tous les quartiers et toutes les rues. Néanmoins, cette pratique n'est pas compatible avec le code moral des habitants sunnites, qui risquent de le prendre pour du mépris de la pratique religieuse sunnite. Ce type de discours est très lié aux normes et valeurs alévies qui soulignent généralement la valeur d'un comportement correct, plus que d'une pratique religieuse plus rigide (Şen 2010). Le choix de faire des visites à domicile avec des groupes mixtes de militants, de la même manière, est beaucoup plus compatible avec les normes alévies qu'avec le comportement et les valeurs sunnites.

Une exception à cette absence des milieux sunnites mérite d'être notée, mais, en fin de compte, elle renforce les hypothèses formulées ci-dessus. Certaines maisons de confrérie sunnites ont fait l'objet de visites régulières dans l'espoir de mettre en place des accords visant à faire voter leurs fidèles pour le CHP.[295] Selon Murat Bakır, l'organisation CHP du quartier avait réussi à passer des accords avec la confrérie de Gülen, désormais en lutte ouverte avec Erdoğan et accusée par lui de se comporter en « Etat parallèle », obtenant de cette dernière son soutien[296]. Cet accord n'a toutefois pas été respecté. Bakır nous a dit que si le CHP avait réellement bénéficié du soutien de la confrérie, le résultat électoral aurait été bien différent, car il considère que le poids électoral des fidèles de Gülen est conséquent dans le quartier.[297] Compte tenu de l'ampleur, voire même de la violence du conflit entre cette confrérie et le gouvernement, il est surprenant que cet accord n'ait pas donné de meilleurs résultats – et cela en dit beaucoup sur l'attractivité très limité du CHP dans les milieux sunnites pieux. Il nous semble qu'un candidat alévi, même soutenu par une confrérie sunnite, n'est pas envisageable pour beaucoup d'habitants. Malgré tous les efforts déployés, force est de constater que la stratégie d'élection de Karabat n'a pas réussi à traduire son message dans les normes et les codes sunnites. Le manque de mobilisation des réseaux religieux sunnites

[294] "Şahintepe ve Altınşehir'linin umudu Özgür Karabat", *Başakşehirtimes*, 21.02.2014.
[295] Nous aurons l'occasion, au chapitre 6, d'évoquer l'implantation dans le quartier des confréries sunnites et leur rôle dans la vie religieuse et dans la sociabilité du quartier. Les maisons de confréries dans le quartier sont des lieux où les fidèles de la confrérie se rassemblent pour des activités religieuses, des conférences et conversations (*sohbet*) sur des sujets variés, y compris politiques.
[296] Le fond du désaccord entre cette confrérie et l'AKP est abordée au chapitre suivant
[297] Murat Bakır, président de la commission de coordination électorale du CHP à Şahintepe, Bahçeşehir, 04.04.2014.

par le CHP confirme l'énorme avantage de l'AKP dans cet aspect de la vie sociale, et a été un handicap incontestable pour Karabat. Nous retrouverons cette question au chapitre suivant, en se plaçant du point de vue de l'AKP.

4.2.2.2 Le porte-à-porte : démarchage et distribution de biens matériels

A Şahintepe, la relation électorale ne peut jamais passer uniquement par les registres de l'offre programmatique ou les promesses. « *La campagne électorale est un moment d'interaction, de concertation de participation et de dialogue* » (Lefebvre 2001 : 192). L'innovation principale après le rétrécissement de l'organisation initiale a été de mettre en place un dispositif de porte-à-porte (intitulé par le CHP *sokak taraması)*[298]. Ce dispositif ponctuel peut être considéré comme la suite logique du choix du CHP d'abandonner sa stratégie d'implantation au cœur des réseaux sociaux informels ; il marque une différenciation non seulement avec l'idéologie, mais également avec la pratique de l'AKP qui, nous le verrons au chapitre suivant, préfère assurer une présence plus régulière de ses militants sur le terrain. Dans chaque rue, les militants du CHP ont fait du porte-à-porte, évitant les maisons occupées par les Syriens. Talpin et Balkacem (2014), dans leur analyse du porte-à-porte fait par le PS en France et durant la campagne d'Obama aux USA, qualifient cet outil politique de « *remède à la désaffiliation politique* ». Face au désintérêt croissant des populations pour la politique, cet instrument crée une proximité avec les électeurs défavorisés. Alors même que Şahintepe n'a jamais été marqué par une abstention forte[299], nous pouvons supposer que cette stratégie a été utilisée afin de créer une proximité avec les électeurs et de transmettre une connaissance sur les problèmes urbains. A elle seule, cette stratégie de présence physique ponctuelle sur un territoire, comme le suggère les exemples des pays occidentaux (le PS en France, le parti démocrate aux Etats-Unis), ne transforme pas la campagne électorale impersonnelle en contact direct. Notre hypothèse est que la campagne porte-à-porte n'a pas créé de mobilisation électorale efficace en faveur du CHP, car elle était déconnectée des réseaux sociaux informels – à la différence de l'AKP, profondément encastré dans des réseaux d'interconnaissances. Le CHP a investi dans le porte-à-porte pour se rapprocher des habitants, mais cette méthode ne peut avoir un effet important qu'en conjonction avec un fort ancrage social et une reprise répétitive (Talpin et Balkacem 2014). Ainsi, nous supposons que cette méthode ne résulte pas d'un élargissement de la base électorale du parti.

[298] Observation participante, porte-à-porte du CHP dans des rues Zafer et Bereket, 24.03.2014.
[299] Rappelons que le taux d'abstention aux élections municipales précédents de 2009 était de 21%, alors qu'il est de 11% en 2014 (Conseil supérieur des élections).

Le porte-à-porte demande une équipe et la mobilisation d'une énergie organisationnelle considérable. Le jour de l'enquête, le chef de l'organisation définit les rues pour chaque équipe de deux militants. Cette pratique a été faite seulement une fois par foyer, à la différence des Etats-Unis où, selon Talpin et Balkacem (2014 : 209), les électeurs ciblés étaient contactés plusieurs fois, donnant lieu à une pression non négligeable. Dans l'équipe militante, une personne distribue la brochure et l'autre fait l'enquête, de manière très chaleureuse, au cas où les militants soient proches des habitants[300]. La plupart des militants sont familiers et connaissent les habitants qu'ils rencontrent sur le terrain. La facilité d'ancrage apportée par les ressources d'interconnaissances dont bénéficient les enquêteurs facilite l'interaction mais aussi, nous le verrons, permet parfois aux enquêteurs de comprendre ce que les habitants ne disent qu'à demi-mots. Les interactions avec les habitants considérés comme proches de l'autre parti ne durent pas longtemps. Néanmoins, pendant le porte-à-porte que nous avons observé, les réactions des habitants envers les militants CHP étaient positives. Les habitants étaient bienveillants – même ceux qui soutenaient l'AKP. Ils ouvrent la porte et parlent avec les militants. Toutefois, ce n'est pas toujours le cas. Des militantes m'ont dit qu'il y a des rues d'où elles sont expulsées par les habitants. Le porte-à-porte n'est pas seulement limité à la distribution des tracts et aux discours politiques. Il y a aussi une enquête menée par les militants contenant des questions sur le profil démographique et l'état de santé de la famille, leurs informations de communication, le nombre d'électeurs dans le foyer, l'orientation des habitants à propos de CHP et, éventuellement, leurs doléances envers le parti. Certaines des personnes démarchées se sont montrer réticentes et n'ont pas voulu donner leur numéro de téléphone ou indiquer leurs choix partisans, en disant qu'elles savaient pour qui elles allaient voter, sans pour autant dire le nom du candidat ou du parti. Comme nous l'avons noté précédemment, cela n'empêchait pas, dans de nombreux cas, les militantes que nous avons accompagnées d'attribuer elles-mêmes à ces habitants qu'elles connaissaient des préférences politiques et de les noter sur leurs fiches d'enquête. Le fichier ou ont été réuni les résultats du porte-à-porte fait état de 2115 maisons visitées par les militants. Selon les résidents interrogés, cela représenterait 7648 électeurs. Les représentants du parti notent les rues et les numéros de porte des habitants. Ils demandent les orientations des résidents par rapport au CHP en posant la question suivante : « Que pensez-vous du CHP ? : 1) je ne vote jamais pour le CHP ; 2) je vote pour CHP, 3) je suis indécis(e) ».

[300] Dans certains cas, elles ont été invitées à entrer dans les maisons de personnes qu'elles connaissaient, bien que les habitants n'étaient visiblement pas partisans du CHP. La visite est vite devenue plus amicale que politique, les femmes de la maison nous ont montré le tricotage et les dentelles qu'elles faisaient.

TABLEAU 4-F

Orientations des habitants de Şahintepe par rapport au CHP – réponses à l'enquête porte-à-porte du CHP de mars 2014

Orientations des habitants par rapport au CHP	Réponses des enquêtés
Jamais CHP	1194
Pour CHP	3577
Indécis	2867
Inconnu	10
TOTAL	**7648**

SOURCE : Murat Bakır, avril 2014[301]

Selon ces réponses, 47% des habitants ont déclaré qu'ils voteront pour le CHP. 37% des habitants sont indécis, tandis que 16% disent qu'ils ne voteront jamais pour le CHP. Ces réponses semblent être, au premier abord, un résultat positif pour le CHP, mais une analyse plus détaillée remet cette conclusion en question. En effet, une personne par maison a réellement été interrogée, et sa réponse a été multipliée par le nombre d'électeurs déclarés dans la maison. Le très grand nombre d'indécis pose aussi des interrogations. S'agit-il de vrais indécis, ou de personnes ne voulant pas dire leurs opinions aux militants du CHP ? A la lumière des résultats électoraux, il semble que la seconde possibilité soit la plus probable. Qui plus est, il est évident que l'échantillon représenté par cette enquête n'est pas statistiquement représentatif des intentions de votes dans le quartier – surestimant l'attractivité du CHP.

Les militants ont également posé des questions sur le profil démographique des familles, à savoir le nombre d'enfants âgés entre 0 et 6 ans et entre 6 et 18 ans, la présence de personnes handicapés ou âgées. Ils demandaient aussi si les habitants voulaient signaler des demandes ou opinions supplémentaires, sujet que nous avons évoqué en introduction de ce chapitre. Cependant, ces types de demandes liées à la vie quotidienne ou aux problèmes avec la municipalité laissent peu de place à la discussion et à la politique autour du problème d'urbanisme. Les militants distribuent les tracts de Karabat mettant en avant le danger de démolition, mais comme nous l'avons déjà constaté, ceux-ci ne donnent pas beaucoup de détails, d'explications ou d'informations techniques. Nous constaterons au chapitre suivant la

[301] Murat Bakır, président de la commission de coordination électorale du CHP à Şahintepe, Bahçeşehir, 04.04.2014.

différence sur ce point avec le discours du candidat AKP. Les enquêtes n'ont pas toujours été correctement remplies par les enquêteurs. Dans certains cas, ces derniers ont seulement fait une enquête dans une maison au lieu d'interroger les habitants de toute la rue. Dans leur description des pratiques de porte-à-porte aux Etats-Unis, Talpin et Balkacem (2014 : 209 – citant Nielson, 2012) notent que si les militants disposent d'une « partition » (*script*) qu'ils doivent suivre, la variabilité est aussi la règle. Ce que nous avons vu lors du porte-à-porte du CHP se rapproche de ce résultat, dans le contexte d'un encadrement un peu moins strict. Les militantes n'avaient pas de partition, mais une liste de questions précises à poser. Néanmoins, nous avons observé pendant notre participation que celles-ci n'étaient pas toujours suivies à la lettre, et que les réponses des habitants, encore une fois, étaient parfois interprétés en fonction de ce que savait l'enquêteur en se basant sur ses réseaux d'interconnaissances – une réponse « indécise » était ainsi parfois notée comme « jamais CHP ». De la même façon, la prise de notes traduit le zèle relatif et le degré d'interprétation des enquêteurs.

Malgré ces imperfections, l'enquête offre – pour le chercheur tout comme pour les dirigeants du parti – des informations précieuses sur la tendance générale des habitants, que nous avons regroupées selon des catégories assez larges. Les sentiments de mécontentement sont de diverses natures. Quelques répondants expriment des sentiments strictement personnalisés, visant directement Uysal ou Karabat ; d'autres se déclarent mécontents avec le gouvernement municipal ou national, ou déclarent leur antipathie envers l'AKP. Malgré les différentes réponses confondues, seules 41 personnes ont cru utile d'exprimer leur opinion négativement, et ceci face à des militants du CHP à priori favorables à ce genre de sentiment.

TABLEAU 4-G

Opinions politiques des habitants exprimés lors de l'enquête porte-à-porte du CHP de mars 2014

OPINIONS POLITIQUES	**84**
Anti-AKP	**13**
Anti-CHP	**6**
Anti-Uysal	**1**
Soutien à un autre parti	**2**
Indécis	**9**
Mécontentement envers le gouvernement	**13**
Mécontentement envers la municipalité	**14**
Pro-AKP	**16**
Pro-CHP	**6**
Problème des réfugiés syriens	**1**
Soutien Karabat	**1**
Soutien Uysal	**1**
Autre	**1**

SOURCE : Murat Bakır, avril 2014

Un silence est frappant. Il n'y a aucune évocation, ni dans le fichier ni lors de nos observations, des scandales ou de la corruption dont le gouvernent national se trouvait accusé. Les scandales ne créent donc pas un effet de mobilisation électorale contre l'AKP, pour qui le charisme du premier ministre a longtemps été une des armes électorales les plus redoutables. Cette démobilisation par rapport aux accusations de corruption est frappante, si l'on se remémore l'élection de 2002, qui provoqua l'érosion des soutiens populaires pour les deux principaux partis de centre-droite de la Turquie, l'ANAP et le DYP. Cette érosion du soutien, en effet, était en partie le résultat des accusations de corruption contre les dirigeants des partis de centre-droite (Sayarı 2007).

Les militants à qui nous avons posé des questions sur le but ultime de leur démarche nous ont proposé plusieurs réponses différentes – la même personne évoquant parfois plusieurs de ces réponses. La finalité la plus évidente était celle du porte-à-porte classique : déterminer les opinions politiques et les intentions de votes des habitants et, si possible, peser

sur l'opinion des indécis. Les propos de Murat Bakır illustrent cette première démarche : « *Nous sommes des habitants de Şahintepe. On connait des électeurs qui votent toujours pour nous. En plus, on signale les électeurs qui nous font des promesses. Le nombre de votes qu'on devrait obtenir dans les rues devient précis. Après les résultats des élections, on voit ceux qui votent pour nous* »[302]. Les militants voulaient également vérifier si les électeurs étaient correctement enregistrés sur les listes électorales, autrement dit, contrôler si avaient été rajoutées des personnes résidant dans d'autres quartiers, afin de gonfler artificiellement l'électorat AKP. Néanmoins, l'enregistrement des syriens sur les listes n'a pas été contrôlé par les militants, malgré la peur des sympathisants du CHP de les voir voter pour l'AKP, dans le cas où le gouvernement leur accorderait, de manière plus ou moins légale, la nationalité turque. Un second but, selon les militants, était de repérer les personnes défavorisées pour que, dans le cas où Özgür Karabat soit élu, ce dernier puisse les aider.

Un troisième but, moins public mais pas pour autant entièrement occulté, était l'évaluation des besoins des habitants en vue de la distribution préélectorale de biens matériels. Il s'agit d'une pratique que nous avions déjà observée en 2009, qui semble faire partie de la vie politique ordinaire du quartier et être encastrée dans ses codes moraux, dont nous verrons ci-dessous des exemples concrets. Ces codes, nous l'avons déjà constaté, acceptent le principe des distributions électorales, mais cela ne veut pas dire que toutes les distributions sont les bienvenues – souvenons-nous de l'exemple des brosses à dents en 2009, ou des problèmes posés par certaines distributions faites par Karabat, dont nous avons parlé en début de chapitre. A travers leurs réseaux d'interconnaissances, les militants connaissent les besoins, les maladies et l'orientation des habitants. Néanmoins, le résultat de ces interactions n'est pas toujours le même. Dans nos observations et entretiens, nous avons pu noter plusieurs cas de figure possibles. Quatre exemples les illustrent ; nous les présentons d'abord l'un après l'autre, avant d'en proposer une analyse croisée.

Pendant le porte-à-porte que nous avons suivi, nous sommes entrés dans la maison d'un couple âgé[303]. Leur maison est modeste et ouvertement ornée d'images d'Ali, le neveu du prophète Mahomet, un personnage central dans le culte alévi. L'homme était paralysé, attaché au lit à cause de sa maladie. La militante, comme toujours, a d'abord demandé à la femme ses orientations partisanes. Celle-ci leur a indiqué que la famille a toujours voté CHP.

[302] Murat Bakır, président de la commission de coordination électorale du CHP à Şahintepe, Bahçeşehir, 04.04.2014.

[303] Observation participante, porte-à-porte de CHP, Şahintepe, 24.03.2014.

Ensuite, ils ont parlé de la menace de démolition du quartier et de l'importance d'être unifiés dans le quartier. Ils ont aussi expliqué leur situation personnelle difficile : ils n'avaient pas accès à l'aide publique, et leurs enfants ne les aidaient pas. Apres cette conversation de dix minutes, la militante a parlé avec la femme du foyer en chuchotant. Une fois ressortie, elle nous à expliqué cette dernière conversation : la famille a besoin d'aide, et ils auront droit à un des colis de provisions distribué la nuit par le CHP par l'intermédiaire de l'épicerie appartenant au mari de la militante. Ces nouveaux colis, elle nous l'a expliqué, seraient plus conséquents que ceux distribués pendant le Ramadan. Pendant le Ramadan, l'association de *hemşehri* de Kars et le délégué du CHP a dit que 280 colis remplis de provisions (légumineux secs, pâte de tomate, huile, etc.) avaient été distribués par la section du CHP de Başakşehir. La distribution de colis a été ciblée sur les partisans AKP et BDP. Selon les militants du CHP, cette distribution a offensé les partisans du CHP. Qu'il s'agisse d'une décision venant de la direction du parti ou d'un choix personnel des militants, il semblerait que la distribution préélectorale devait être faite de manière plus large.

Un deuxième cas fait apparaître un élément de complication supplémentaire. Lors du porte-à-porte, nous avons rencontré une femme qui nous à expliqué que, bien qu'elle soit inscrite comme membre de l'AKP, elle désirait néanmoins montrer son affinité au CHP en remerciement de l'aide reçue dans le passé : *« Permet-moi de dire dès le départ qu'elles m'ont inscrite à l'AKP pour que je puisse bénéficier de l'aide. Je me suis même plainte que pour obtenir cette aide, je devais m'inscrire au parti. Que dieu bénisse Özgür Karabat. Quand nous avons été malades, Monsieur Özgür nous a trouvé du sang. J'ai payé les frais de transport pour mon garçon ; désormais, c'est Monsieur Özgür qui les paye. Mon vote appartient donc au CHP »*[304].

Dans la subjectivité de cette femme, cette pression qui fait partie (nous le verrons dans les chapitres suivants) des pratiques clientélistes des militants AKP, les rendent illégitimes. Sa reconnaissance personnelle à Karabat, et peut-être même l'affinité partisane, n'empêchaient pas un usage très instrumentaliste des opportunités politiques. S'il était possible de recevoir des aides des deux camps, elle serait prête à le faire, tout en soutenant par son vote celui qui correspondait à son code moral. Ce type de comportement est loin d'être unique à notre cas ; il se retrouve chez les électeurs béninois étudiés par Banégas (1998). Nous pouvons également évoquer l'analyse de Schedler (cité par Combes et Vommoro, 2015) dans le cas du

[304] *Ibid*. Un regard different sur cette extrait de l'entretien sera proté au chapitre 7.

Mexique où, depuis la crise d'hégémonie du PRI, les citoyens refusent de « vendre » leurs votes, même contre de l'argent.

Une histoire relatée par la militante Ayşegül, avec qui nous avons participé à l'enquête, met en lumière une troisième possibilité. Il s'agit d'une habitante qui était atteinte d'un cancer du sang et n'avait pas demandé d'aide au parti, bien qu'elle soit nécessiteuse. « *Si elle le voulait, le parti pourrait l'aider. Mais elle ne le dit pas* »[305]. La militante a exprimé sa surprise et en a conclu que la femme en question devait être partisane de l'AKP. Dans certains cas, donc, il semblerait que l'affinité partisane ou la peur de perdre les aides régulières provenant du parti au pouvoir conduise certaines personnes à refuser l'aide du parti d'opposition. Dans un dernier cas, c'est une demande d'aide de la part d'un habitant qui a été considérée comme illégitime. Murat Bakır[306], président de l'organisation CHP du quartier, nous a dit avoir vu une famille de Şahintepe avec seize voix. Afin de canaliser ses votes sur le CHP, la dette de leur voiture (16.000 TL) a été proposée au marchandage. Le chef de famille fait sous-entendre qu'en contrepartie de leurs votes, chaque membre de la famille voudrait recevoir 1000 TL. Bien que ce marchandage n'ait pas abouti, il représente pour Murat Bakır un exemple d'un type de pratique qu'il estime illégitime, sans doute parce que le paiement est trop explicite, et qu'il ne correspond pas avec la pratique acceptée d'aide aux nécessiteux.

Considérées dans leur ensemble, ces observations nous permettent de mieux comprendre la dynamique des distributions matérielles et leurs limites. Dans une certaine mesure, les pratiques observées pourraient ressembler aux stratégies que la littérature académique sur les choix rationnels désigne comme l'achat de voix - *vote buying / turn out buying*. Cet échange synchronique de biens matériels contre un soutien électoral peut être ciblé pour influencer les électeurs faiblement opposés ou indifférents (Stokes, 2005), ou encore comme un instrument de mobilisation d'électeurs favorables mais potentiellement passifs (Nichter, 2008 : 18). Nos observations nous portent à prendre quelques distances par rapport à ce positionnement. Les pratiques de distributions matérielles, nous le constatons, se situent dans un contexte où l'acceptation de certaines transactions (mais pas d'autres) est légitime dans le code moral des militants comme des habitants. Dans l'esprit des militants, il s'agit d'une hiérarchisation morale. Certaines transactions sont vues comme honorables, du fait de la mission d'assistance enracinée dans une certaine économie morale. L'exemple du

[305] Conversaton, Ayşegül, militante de CHP, Şahintepe, 24.03.2014.
[306] Murat Bakır, président de la commission de coordination électorale du CHP à Şahintepe, Bahçeşehir, 04.04.2014.

couple âgé ayant besoin d'aide et l'ayant acceptée est ainsi considéré comme pleinement légitime dans le cadre des règles tacites culturelles et du code moral et religieux des militants qui conditionne la distribution. D'autres habitants, en revanche, sont disqualifiés du fait de leurs comportements, en contradiction avec ce même code moral. C'est le cas de la famille désirant une aide pour payer sa voiture. La distinction ici semble être entre les demandes d'aide légitimées par le besoin et la « vente du vote - *vote selling* » (Stokes, 2004) par intérêt personnel pur. Cette instrumentalisation du vote par laquelle l'électeur cherche ouvertement à « *tirer profit de la concurrence politique* » (Banegas, 1998, 82) est ici considérée comme illégitime. Dans le cas d'une personne vraiment nécessiteuse, une demande de ce genre serait considérée comme légitime dans le contexte du devoir d'entraide, d'où la surprise exprimée par la militante Ayşegül face au refus de la femme atteinte du cancer de demander de l'aide. Un cas sans doute plus ordinaire est celui de la femme qui revendique son attachement au CHP et sa reconnaissance personnelle à Karabat, tout en acceptant d'adhérer au parti adverse pour percevoir des aides, un comportement que les militantes CHP semblaient considérer comme normal et légitime. Ce raisonnement nous rappelle encore une fois celui des électeurs béninois évoqué par Banégas (1998) qui, dans un contexte de politique clientéliste, sont prêts à tirer profit des distributions d'argent faites par tous les candidats, mais réservent leurs votes pour celui qui mérite leur respect, avant tout en faisant preuve de respect envers soi-même. La différence ici est, que du point de vue subjectif des militants, ce dernier comportement est légitime là où le premier ne l'était pas. L'explication semble être l'usage auquel serait destiné le « profit » tiré de la distribution clientéliste. Dans le contexte turc, d'une manière semblable à ce que nous montre Vannetzel (2007 : 65) en Egypte, le cadre du service et les rapports sociaux dans lesquels il est encastré est dominant, légitimant ainsi l'activité politique. Nous retrouvons ici l'analyse de Briquet (1997, 23), qui situe les échanges clientélistes dans le contexte d'une « *contrainte culturellement intériorisée relevant à la fois de l'ordre de l'évidence et de celui de la normalité* ». Il ne s'en suit pas que les contraintes culturelles ou les rapports sociaux soient identiques dans tous ces cas. Ce qui est évident, par contre, c'est que l'échange clientéliste et ses limites dans un cas donné ne peuvent se comprendre qu'en prenant en compte les codes relevant de la culture dans lequel elle se trouve.

Les distributions matérielles, donc, continuent de faire partie du répertoire d'action des partis politiques en 2014, comme elles l'ont fait en Turquie depuis fort longtemps (Sayarı, 2014). Nous avons vu dans la première section de ce chapitre des pratiques semblables lors des élections primaires, et avons constaté l'utilisation massive en 2009 de ce genre de tactique. Rien, pour l'instant ne suggère néanmoins une remise en cause des hypothèses

formulées dans ces cas précédents. Les distributions, quand elles s'inscrivent dans les codes et pratiques morales, ne sont pas vues comme illégitimes, et ne doivent pas être occultées autrement que pour protéger la pudeur et la dignité de certains destinataires. Le fait pour une famille de recevoir un colis de provisions peut être une preuve quelque peu gênante de besoin, mais du point de vue des partis (CHP et AKP) la réputation « d'aider les pauvres » n'a rien de dégradant. Au contraire, la distribution ostentatoire fait partie de la constitution de l'autorité politique et permet, pour reprendre une formule de Bourdieu (1990 : 123), la reconversion du capital économique en capital symbolique – dans notre cas les fonds propres mais aussi les contributions de partisans ou d'entreprises et les fonds publics deviennent source d'autorité socialement légitime, reconnue et acceptée par ceux qui la subisse.

Rien ne laisse penser, en revanche, que cette stratégie, à elle seule, permette d'élargir le soutien électoral d'un parti. Plusieurs raisons nous mènent à cette conclusion. Nous avons vu par les exemples cités ci-dessus que la politique de distribution n'est pas mécanique dans sa mise en œuvre, mais dépend en grande partie de l'appréciation subjective des militants sur le terrain. Ceux-ci, en appliquant à leurs activités partisanes le code moral lié à leurs habitus, orientent les distributions selon des critères de besoin plutôt que d'intérêt politique. Nous aborderons aux chapitres suivants un comportement semblable de la part des militants AKP. A un niveau plus objectif et général, nous constatons que l'effort déployé en distribution ne se traduit pas automatiquement en voix gagnées. Nous avons déjà fait ce constat (chapitre 1) dans le cas des distributions massives réalisées dans le quartier par l'AKP en 2009, sans pour autant empêcher sa défaite locale. Dans la première section du présent chapitre, nous avons vu que le contrôle des listes d'inscription, et non l'ampleur des distributions, à été décisif lors des élections primaires. Dans le cas de l'élection générale, ce ne sont pas les 280 colis distribués lors du Ramadan ou même le nombre, probablement supérieur, de colis distribués avant les élections qui ont permis au CHP d'élargir de manière conséquente son électorat.

4.2.2.3 Les Kurdes et l'importance de la politique identitaire

Prise dans sa totalité, et malgré le faible ancrage social évoqué ci-dessus, la situation électorale en 2014 demeurait intéressante pour le CHP au niveau du quartier. Plus exactement, les élections étaient loin d'être gagnées d'avance par l'AKP. Le règlement péremptoire de la question foncière par la municipalité, nous l'avons vu au chapitre 2, était loin de faire l'unanimité parmi les habitants. De plus, les scandales au niveau national laissaient espérer un affaiblissement du potentiel charismatique de l'AKP. Pour rassembler une majorité apte à

profiter de cette conjoncture, il fallait faire appel à des soutiens au-delà du périmètre traditionnel du CHP. En plus de la difficile réconciliation interne, il a donc fallu que Karabat et son équipe cherchent des alliances de circonstances. Une possibilité est apparue avec la formation d'un nouveau mouvement issu de la population kurde. Cependant, cette cible n'a été atteinte. L'histoire de cet échec forme le dernier sujet traité dans ce chapitre.

Nous avons vu au chapitre 3 comment, et à quel point, la lutte politique du quartier s'articule autour du clivage ethnique kurdes contre turcs. Ce clivage, et l'exclusion qui en suit, contribuent à la promotion d'une identité non seulement ethnique, mais également partisane, pour les habitants kurdes. Notre hypothèse est que ni le discours d'Özgür Karabat sur la menace de démolition ni les efforts des médiations avec les présidents d'association de pays connus comme kurdes ne permettent d'élargir la base électorale du CHP. Nous avons constaté lors du chapitre précédent que toute discussion des rapports sociaux dans le quartier entre la population d'origine kurde et les autres résidents doit prendre en compte la question identitaire. Cela s'avère tout aussi vrai pour les rapports politiques. L'identité, nous l'avons vu, est créée par un sentiment d'appartenance à une collectivité en revendiquant une identité propre (nous) contre l'autre (eux). La formation de l'identité et les pratiques quotidiennes sont toujours relationnelles, se référant à « l'autre négatif » (*negative other* » (Devji 1992 cité par Navaro-Yahsin 1999 : 74). Dans le cas turc, un tournant important est marqué par le coup d'Etat de 1980, qui entraine la reformulation de l'idéologie officielle appuyée sur une conception restrictive de la citoyenneté se fondant sur l'islam et la turcité. Cette citoyenneté, basée sur la synthèse turco-islamique, entraine une certaine exclusion pour les kurdes, comme pour les alévis et les sympathisants de la gauche (Meeker 2002, cité par Massicard 2005 : 91). Contrairement aux deux derniers groupes, nous avons vu aux chapitres 1 et 3 que les kurdes ont dû aussi faire face à une immigration forcée, qui elle aussi a eu comme résultat de renforcer la politique de d'identité. Celle ci, en effet, joue un rôle particulièrement important quand il s'agit des demandes liées aux mouvements de lutte pour la reconnaissance par les migrants « forcés » arrivant dans les centres urbains entre 1984 et 1999, et plus particulièrement après 1990, des régions de l'est et du sud. Ces migrantes ont dû quitter leurs foyers, car le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a engagé la lutte armée contre l'Etat en 1984, et les forces de sécurité turques ont intensifié leur combat contre le PKK dans le cadre de l'état d'urgence décrété en 1987[307]. Şahintepe, comme les autres bidonvilles, a accueilli un grand nombre de migrants forcés. Ces derniers, de par les circonstances, n'ont pas

[307] Les habitants de plusieurs communes rurales, notamment entre 1992 et 1994, 820 villages et 2345 hameaux en province (Yüksener 2007b: 147), ont été évacués pendant l'état d'urgence.

trouvé en arrivant dans les quartiers précaires des villes les réseaux familiaux ou de compatriotes déjà établis leur permettant de trouver un travail ou un abri dans les bidonvilles. Dans ce cas, ce groupe, qui devient subitement solitaire et pauvre, peut faire preuve, pour s'adapter à la ville, d'importantes différences politiques par rapport aux groupes de migrants arrivés par le mécanisme de la migration en chaine. La stabilité du vote pour les partis pro-kurdes, au niveau du quartier comme de l'arrondissement dans les années 2000, témoigne de cette spécificité.

Néanmoins, Wedel (2001) suggère que les alliances entre acteurs et hommes politiques sont souvent plus faciles au niveau local, où les mobilisations à la base dépassent dans certains cas les groupes confessionnels ou d'appartenance. Ce constat est repris par Massicard (2005 : 106). Selon elle, les partis peuvent endosser « la carte communautaire » au niveau local. Les partis et les acteurs sociaux peuvent y faire des alliances avec les « identitaires », de manière non publique et non argumentée. Cette logique est très dépendante de la configuration locale ; les circonstances liées aux élections municipales de 2014 semblaient offrir une occasion. La grande peur de l'AKP pendant la période électorale était de voir surgir une alliance entre le CHP et les partis pro-kurdes, coalisés autour de la personne de Özgür Karabat. Pendant un certain temps, beaucoup y ont cru. Selon un membre de la direction locale de l'AKP, les enquêtes de l'AKP réalisées juste onze jours avant des élections, donnaient entre 37 et 43% de votes favorables à l'AKP, tandis que le CHP recevait de 32 à 36%[308]. Ainsi, le potentiel du vote kurde aurait pu influencer le résultat des élections et mettre en danger l'AKP. Toutefois, l'alliance, n'était pas évidente. Non seulement le clivage ethnique est un facteur important lié à l'attitude politique dans la société turque (Kalaycıoğlu 2008), mais nous avons eu, au chapitre 3, l'occasion de constater qu'à Şahintepe, la tendance nationaliste du CHP au sein de l'organisation du quartier est bien représentée, en particulier au sein de l'association de pay de la ville Tokat du village Hacıveli, exclusivement alévie, et dont l'un des membres était également au conseil municipal du CHP. Certains des dirigeants kurdes se rappellent des défilés « patriotiques » organisés en brandissant le drapeau turc dans les rues du quartier, mélangeant expression de soutien à l'armée turque et injures envers les kurdes. De manière plus générale, les revendications particularistes ne sont pas considérées comme légitimes au sein des membres du CHP, dans un contexte multiculturalisme. Elles sont plutôt illégitimes, qualifiées de « diviseur » (*bölücü*), et ainsi en contradiction avec la valeur suprême de l'unité de la nation. De même, les acteurs locaux rendent plus difficile cette tension en réutilisant les symboles de légitimité,

[308]Entretien telephonique non structure, nous préservons l'anonymat de l'enqueteur, 19.03.2014.

comme le drapeau dans notre exemple. « *Ainsi, l'unité est récupérée par différents acteurs pour tenter d'imposer leur vision et leur division du monde* » (Massicard 2005 : 100). Ici, la distinction analytique proposée par Miles (2004 : 64) entre « *imagined other* » et « *experienced other* » fournit une vision particulièrement importante.

Malgré le clivage ethnique au sein du quartier que nous avons traité dans le chapitre 3, un sujet potentiel d'accord existait. Selon les bruits, à cause du plan de développement, certains kurdes auraient conclu des alliances avec le CHP. De nombreux interlocuteurs nous ont dit que l'association de Bitlis, en particulier, aurait conclu un accord par lequel les dirigeants s'engageaient à mobiliser leurs membres et compatriotes, y compris leurs familles, pour Özgür Karabat. Pendant le porte-à-porte du CHP, les habitants originaires de Bitlis nous avaient indiqué que les partisans du parti pro-kurdes HDP voteraient pour Özgür Karabat seulement pour cette élection d'arrondissement, tandis qu'aux élections du maire d'Istanbul, ils voteraient pour le candidat officiel du HDP (Sırrı Süreya Önder). Un dirigeant d'association kurde nous a maintenus, en revanche, qu'un accord local ne serait pas suffisant pour assurer le soutien des kurdes. L'ancien maire adjoint Mehmet Şahin nous a fait part de difficultés rencontrées pour mobiliser des électeurs kurdes. Selon lui, sans la permission de l'organisation, les habitants ne peuvent même pas sortir de leurs maisons : « *Il y avait un électeur qui nous a téléphoné pendant les élections de 2012 pour la constitution. Il voulait voter pour nous (l'AKP), mais n'a pas pu. Il nous a téléphoné et indiqué qu'il y avait des hommes armés qui interdisaient aux habitants de sortir de leurs maisons pour aller voter.* »[309] Ainsi au-delà des dirigeants d'associations, dans le quartier, la politique Kurde et ses acteurs principaux, comme celle des partis pro-kurdes et PKK, ont plus d'influence sur les décisions des électeurs kurdes. *« Les électeurs kurdes se rapprochent idéologiquement du CHP. On a entendu dire qu'il y aurait une alliance. S'il y a un soutien de la part de la « base », nous suivrons. Mais, il n'y a pas de tel accord ».*[310] Sans prendre en compte l'implantation du PKK, les dirigeants du CHP cherchent parfois à montrer que certaines « éminences » (*ileri gelenler*) kurdes sont leurs alliés. Un ancien président d'association de Diyarbakir a d'ailleurs confirmé l'alliance de l'association de Bitlis avec le CHP qui, toutefois selon lui, ne peut pas mobiliser la base, comme l'illustre l'anecdote suivante : le jour des obsèques d'un kurde, le président de l'association de Bitlis a invité le président de l'association de Diyarbakır dans sa voiture, où se trouvaient également des représentants du CHP, reconnaissables à leurs cravates rouges (le rouge est le symbole du parti). Ensemble, ils se sont rendus à la maison du

[309] Entretien, Mehmet Şahin, ancien maire-adjoint (pour la période 2009-2012), candidat à la canditure de la municipilité de Başakşehir, Bakırköy, 14.02.2014.
[310] Entretien, un president d'association de pays dont nous avons gardé l'anonymat.

défunt. Il lui a semblé que cette mise en scène, qui l'a considérablement dérangée, avait été organisée pour donner l'impression que lui aussi appartenait au CHP.[311] Cependant, ces pratiques ne renforcent pas l'image du CHP ; bien au contraire, elles desservent la position du président d'association. Sa réticence à être vu comme allié du CHP est également partagée par d'autres présidents d'associations.

Nous pouvons voir dans cet échec de la tentative d'un rapprochement avec les partis et associations pro-kurdes un exemple des limites plus générales de la stratégie du CHP en 2014. Cinq ans auparavant, ce parti avait réalisé un bon résultat électoral, mais avait surtout réussi à maîtriser les termes du débat politique, le focalisant autour de la question de la défense du quartier, sapant ainsi les soutiens de l'AKP à l'intérieur de son propre électorat. Nous pouvons y voir un exercice de pouvoir politique, tel que le défini Foucault, qui consiste non pas à imposer directement une discipline, mais plutôt à structurer le champ des actions possibles pour augmenter la probabilité de certaines actions plutôt que d'autres (Hoy, 2003). C'est ce pouvoir, au sens étendu du terme, dont le CHP ne fait plus preuve en 2014. Si son propre électorat lui reste largement fidèle, toute tentative d'élargir la sphère de son influence, en s'assurant le ralliement d'une partie de l'électorat pro-kurde, par exemple, se solde par un échec électoral, mais aussi cognitif. Le résultat de l'élection nous démontre le premier aspect – avec le maintien de l'électorat pro-kurde et le retour vers l'AKP de l'électorat conservateur. Nous verrons aux chapitres suivants comment l'AKP réussi à prendre le contrôle du registre cognitif.

4.3. Conclusion

Nous ne cherchons pas, ainsi, dans notre discussion du jeu partisan à l'échelle locale et micro-locale, à déterminer les buts ultimes des partis politiques turcs à l'échelle nationale, encore moins à théoriser l'action partisane de manière générale. Ce chapitre propose d'autres questions : pourquoi, dans un contexte qui, auparavant, était marqué par une concurrence assez fluide, les partis d'opposition n'ont-ils pas saisi l'occasion offerte par les multiples ambiguïtés des projets locaux comme métropolitains portés par l'AKP ? Pourquoi n'ont-ils pas réussi à créer la confiance leur permettant de rassembler les électeurs divers ?

[311] Entretien, Seyithan Kırmızı, ancien président de l'association de pays de la ville Diyarbakır, Şahintepe 20.03.2014.

Les observations empiriques autour desquelles nous avons organisé ce chapitre nous fournissent des éléments de réponses à ces questions, dont certaines nous permettent une montée prudente en généralité, sur la base de la littérature académique sur la vie partisane turque évoquée dans l'introduction de ce chapitre. Trois conclusions principales émergent ; chacune sera traitée dans les pages qui suivent. Il s'agit des conséquences des élections primaires sur la campagne à l'élection générale, du faible ancrage du CHP dans la vie quotidienne du quartier, et des limites de son message électoral.

Selon Uysal (2011), à l'échelle nationale, le CHP a essayé, depuis les années 2010, d'être un parti « attrape-tout » *(catch-all party)* pour qui l'idéologie n'aurait pas un rôle central. Mais cette tentative n'a pas réussi (Uysal 2013). Nos observations à Şahintepe vont dans ce même sens. Il serait tentant de voir dans la lutte envenimée entre Karabat (issu du ÖDP social-démocrate) et Aydın (qui met volontiers en avant son passé à l'ANAP, parti du centre-droite nationaliste) un écho de la division interne qui divise le « nouveau CHP », entre courants sociaux-démocrate et nationalistes (Çınar 2013). Il est vrai que, lors de l'élection générale, Karabat a tenu un discours plutôt « de gauche », parlant d'augmentation des aides sociales et d'assemblés des citoyens, tandis qu'Aydın, pendant sa brève campagne pour les élections primaires, a mis en avant son passé partisan de la droite conservatrice et religieuse et n'a pas hésité à afficher ses liens avec des dirigeants religieux, des élus ou et des présidents d'associations dont les positions nationalistes étaient bien connues.[312] Il ne faut néanmoins pas imaginer l'élection primaire comme un scrutin essentiellement idéologique dans la ligne gauche/droite. Le discours et le comportement des deux hommes et de leurs proches dans la campagne devraient nous mettre en garde contre cette conclusion. Dans la mesure où les candidats ont produit un discours idéologique, celui-ci s'apparentait à un populisme modéré : la défense du quartier dans sa forme actuelle contre toute tentative de destruction – dessein prêté à l'équipe de l'AKP. Ce discours s'articulait avec la pratique clientéliste liée à la politique locale, mais tout cela ne semble pas avoir été déterminant pour les élections primaires. Le fait décisif, nous l'avons vu, est la maitrise par Karabat de l'appareil local du parti, et en particulier de la liste d'inscription. Karabat a également profité de sa meilleure implantation dans certains groupes et certaines associations surreprésentés parmi les membres votants du parti. Dans la mesure où Aydın était, selon les bruits qui circulaient dans le quartier, « l'homme d'Ankara » (*i.e.* le choix des dirigeants nationaux du parti), cela n'a pas suffi pour assurer son succès local. Rien n'empêche de penser que Karabat, lui aussi, avait des

[312] Ce sujet, et de manière plus générale le rôle de la famille Bakır dans la vie politique du quartier, est détaillé au chapitre précédent, dans le contexte de l'analyse des divisions internes du quartier.

soutiens au niveau supérieur du parti. Ce qui semble évident, en revanche, c'est que le candidat local n'a pas simplement été imposé d'en haut.

Cette observation annonce la suivante ; la stratégie qui a assuré la victoire de Karabat aux élections primaires annonce sa défaite à l'élection générale. A l'échelle locale, nous l'avons vu, les élections primaires donnent lieu à un resserrement des réseaux déjà établis. Les dirigeants locaux du CHP ne cherchent pas à augmenter le nombre de membres du parti, mais bien l'inverse. La stratégie électorale de Karabat était de s'appuyer sur les fractures sociales préexistantes pour éliminer son rival principal, Kemal Aydın. Aydın, de son coté, a tenté de surmonter cette stratégie fermée par son passé partisan de droite, ses relations dans les cercles religieux ou nationalistes, et surtout par le clientélisme traditionnel. Toutefois, ceci ne semble pas décisif. Les ressources essentielles consistant plutôt dans le contrôle de l'appareil local du parti. A ce jeu, nous l'avons vu, Karabat gagne.

Une fois Karabat confirmé en tant que candidat officiel à la mairie, sa stratégie électorale a été modifiée pour élargir sa base électorale. En conséquence de cet impératif, la défense de l'habitat est choisie comme thème potentiellement central. Néanmoins, ce thème n'est pas devenu fédérateur en 2014 et n'a pas réussi à diviser l'électorat conservateur, comme cela avait été le cas en 2009. Une des raisons qui explique ce changement tient dans la faiblesse de l'ancrage de l'organisation du parti dans les réseaux d'interconnaissances – faible par rapport aux efforts de l'AKP, tel que nous les verrons dans les chapitres suivants, mais faible aussi par rapport à l'effort déployé par le CHP en 2009, à l'époque de modèle de l'« *implantation capillaire* », évoqué ci-dessus. Selon Vaner (1985 : 7, cité par Massicard 2007), « *l'étude des partis politiques turcs sous l'angle de leur organisation ne fournit pas véritablement la clé d'analyse pour leur différenciation* », car le cadre juridique des partis politiques impose à tous les partis un modèle organisationnel standardisé. Ces propos sont sans doute à relativiser. Bien que les partis reposent sur un modèle organisationnel très semblable sur le papier, les pratiques montrent un degré non négligeable de différenciation (Massicard 2005). Le travail de White (2007) sur le parti de la Prospérité (*Refah*) est un exemple frappant de cette différenciation. Elle montre que les réseaux d'interconnaissances ne sont pas affectés par l'interdiction des partis islamistes, et que l'organisation du parti ne vise pas seulement les « cadres institutionnels ». Nous avons vu l'effort déployé après 2009 par le CHP pour construire une organisation sur ce modèle, mais dans les conditions analysées ci-dessus, ceux-ci ont été abandonnés pour laisser place à une organisation réduite et en grande partie déconnectée. La démobilisation du réseau féminin, en particulier, et la constitution

d'équipes mixtes, ont sérieusement affaibli la capacité d'enracinement de l'organisation CHP dans les formes de sociabilité informelles féminines.

L'importance de ce constat réside dans l'observation que l'organisation qui s'appuie sur les réseaux d'interconnaissances pourrait fonctionner pour diffuser ses visions à l'échelle du quartier et dans la vie quotidienne. Nous verrons au chapitre suivant les avantages qu'apportent ce type de réseaux à l'AKP ; nous avons constaté dans le présent les problèmes posés au CHP par son absence. Dans la mesure où l'hypothèse de Huckfeldt (1986, 1) selon laquelle « *l'interaction sociale personnalisée dans l'environnement est une source importante d'information et de direction politique* » s'applique à notre cas, l'enracinement d'un parti dans les différentes formes de sociabilité informelles influence la perception des électeurs et la formation des opinions politiques à travers les discussions de voisinages. Sans cette pénétration, comme dans le cas du CHP à Şahintepe, la vision pour l'avenir du parti ne peut se reproduire dans de la société. La vision de Karabat et sa volonté de faire ont, en fin de compte, été restreintes dans l'entourage de ses sympathisants, sans parvenir à pénétrer dans d'autres parties de la société. Nous avons vu en quoi la forte identification du CHP avec le groupe alévi, incarné par Karabat, et l'absence de l'organisation du parti dans les réseaux liés aux mosquées ou à la vie quotidienne sunnite, ont contribué à ce faible ancrage. La constitution d'équipes mixtes à la place d'une branche féminine a peut-être contribué à cette stigmatisation et au faible ancrage du CHP, en accord avec les pratiques alévies, mais inacceptable dans un milieu pieux sunnite. L'échec de toute alliance avec la population kurde – dont les dirigeants n'ont sans doute pas apprécié l'affiliation très visible au CHP d'un candidat en principe non partisan au poste de *Muhtar,* qui n'était autre que l'homme qui avait organisé quelques années auparavant les défilés anti-kurdes évoqués ci-dessus – témoigne elle aussi des limites peut-être inhérentes de cette stratégie de dépassement des frontières.

Le porte-à-porte du CHP a servi, en plus d'un ultime effort de démarchage des habitants en vue d'élargir sa base électorale, à faire une enquête servant à organiser une distribution matérielle préélectorale. Celle-ci, nous l'avons vu, était plutôt compatible avec les codes moraux du quartier et, à quelques exceptions près, n'a pas été perçue comme un effort illégitime « d'achat de voix ». Néanmoins, Combes (2012 : 152) nous rappelle que « la matérialité de l'échange ne garantit en rien l'issue du vote ». Ce n'est que lorsque le fonctionnement au quotidien du réseau clientéliste ayant pour but la résolution de problèmes produit un ensemble de dispositions, un « *habitus clientéliste* » parmi ceux qui reçoivent la faveur quotidienne de la part du patron (Rutten, 2007), que le résultat peut être efficace. Les

services réguliers de ces réseaux de clientèles sont plus importants que chaque acte singulier d'échange.

Le CHP à Şahintepe n'était pas – où peut-être n'était plus – en mesure de rendre ces services réguliers, en dehors d'un cercle étroit d'associations qui lui étaient absolument fidèles. Une raison importante de ceci sera détaillée au chapitre 7. Il s'agit de la maîtrise de plus en plus totale par la municipalité et l'AKP des ressources permettant de dispenser ces services. Ce que nous avons vu dans le présent chapitre, c'est que le parti n'a pas pu diversifier ses alliés locaux. La frontière des échanges réellement possibles a coïncidé avec des fractures sociales préexistantes. Parmi les alliés acquis, le rapport clientéliste s'énonce effectivement en termes d'amitié, de fidélité ou de reconnaissance, et masque la dimension matérielle du rapport de clientèle ou le code culturel à l'intérieur duquel il s'inscrit. Dans ce contexte, la réciprocité joue un rôle central, car elle apparaît comme une obligation morale ou un devoir d'honneur qui permet de transformer la « domination sociale » en « accord social » (Briquet 1997). Mais le CHP a réussi à créer ce genre de relations seulement dans une sphère très limitée. Ceci ne lui a pas servi à gagner la confiance des différentes couches sociales pour élargir son soutien. Nous retrouvons ici les conséquences du choix organisationnel fait par le parti (et fortement contesté par Kemal Aydın) de limiter le plus possible aux alliés certaines de ses actions régulières et sa réciprocité.

Un dernier élément à noter est que l'absence de discours fédérateur sur l'avenir[313] a laissé le CHP plus impuissant à l'échelle locale. Déjà, à l'époque de sa refondation par Baykal dans les années 2000, Turan (2009: 575) a noté l'inhabilité du CHP à développer des idées et des programmes répondant aux nouveaux besoins des électeurs, ainsi qu'à étendre son attraction à de nouveaux publics. Nos observations suggèrent que ceci est toujours d'actualité. Ateş et Konuralp (2013) proposent une analyse psychanalytique du projet hégémonique de l'AKP, vu comme un désir de retour symbolique à la petite enfance nationale, par l'évocation de la « nouvelle Turquie » à l'image d'un nouvel empire ottoman restauré. Cette image tirée d'un passé plus ou moins imaginaire s'inscrit dans une vision de construction collective d'un avenir. Ils constatent que, face à cette vision, le CHP contemporain n'a pas réussi à proposer un projet alternatif convaincant. Son discours laïque et nationaliste évoque les années 1930,

[313] Selon Uysal (2013), pendant la période Baykal, le discours du CHP est fortement nationaliste. Les militants sont formés et socialisés à ce point de vue. Les cadres issus de cette période ont la plus grande difficulté à construire un nouveau langage à ce sujet. Le parti ne peut pas faire le même discours dans l'est kurde et au centre du pays, à l'ouest. A Şahintepe, ce double discours devient impossible, de par de la proximité des communautés. Chacun est informé de ce qui est dit aux autres. C'est cette absence de discours fédérateur sur l'avenir qui laisse au CHP local la seule défense de l'habitat existant comme thème potentiellement fédérateur.

mais perdure dans un registre axé sur la défensive. Jusqu'à présent, le tournant social-démocrate du « nouveau CHP » après 2010 ne parvient pas à relever ce défi. Nous trouvons ainsi un reflet de ces visions contrastées dans le discours local des partis.

L'AKP devient en même temps le parti d'un renouveau des traditions, surtout religieuses, et d'un avenir glorieux : le rêve d'enrichissement lié aux grands projets de transformation urbaine, et en particulier au Canal Istanbul, sujets que nous aborderons en détail dans le chapitre suivant. Le discours conservateur du CHP et de ses partisans, par contre, se focalise sur la défense de l'existant et la peur de tout changement qui mettrait en cause les acquis. Néanmoins, ce discours est problématique. Nous avons vu au chapitre 2 qu'au niveau métropolitain le vote en faveur du plan de développement était unanime. Le discours de Mevlut Uysal (maire sortant et candidat AKP à sa propre succession) que nous analyserons au chapitre 6 rappelle se fait. Ces contradictions apparentes dans le discours local du CHP rappellent l'analyse plus générales de Bahadır Türk (2013) qui remarque que le premier ministre se présente volontiers comme un « maître », tandis que le CHP et son président Kılıçdaroğlu sont présentés comme des « apprentis ». Cette image du CHP, en grande partie la création d'AKP, est d'une grande utilité pour le parti au pouvoir. L'AKP crée, en quelque sorte, le rival idéal dont il a besoin pour exister. Le CHP, pour sa part, ne parvient pas à dépasser cette image créée à son issu. Au niveau local comme national, il n'arrive à dépasser cette image, ni par l'organisation ni par les discours électoraux.

Ces constats à propos du CHP se transforment en autant de questions et de pistes à suivre que nous aborderons dans les chapitres suivants lorsque nous poserons notre regard sur son rival heureux, l'AKP. En effet, noter les limites et les insuffisances de l'un n'équivaut pas à un constat automatique de réussite de l'autre. Il reste à voir si, ou dans quelle mesure, l'AKP a réussi à mettre en place une organisation plus performante, en surmontant en même temps ses propres divisions internes et la fragmentation du quartier, et a produit un discours sur l'avenir plus attirant que celui du CHP. Même dans la mesure où ces éléments peuvent être déterminés, la démonstration de ses capacités reste à faire. Celle-ci, nous le verrons au chapitre 7, nous amènera à introduire des éléments supplémentaires liés à l'expérience et à l'usage du pouvoir. Ce n'est qu'en les ajoutant à l'analyse de l'organisation partisane et de sa stratégie qu'émergera une réponse convaincante à la question de crédibilité.

Chapitre 5

AKP : IDEOLOGIE ET ORGANISATION

5 AKP : IDEOLOGIE ET ORGANISATION

Nous considérons dans ce chapitre les deux premiers éléments nécessaires pour la pédagogie politique : une ligne idéologique et une organisation capable de la faire connaître et respecter. Dans les deux cas, le contraste avec ce que nous avons vu dans le chapitre précédent lors de notre analyse du CHP est instructif. Nous avons noté, en effet, que parmi les faiblesses du parti kémaliste se trouvaient le fait que le parti lui-même est divisé quant à son idéologie de base, avec une tendance sociale-démocrate en conflit avec une ligne plus nationaliste. Ce flou idéologique lui permet une certaine ouverture, recrutant comme nous l'avons vu précédemment des candidats issus des anciens partis de la droite nationaliste, tel l'ANAP. Mais cette même imprécision s'est avérée problématique pour la mobilisation électorale. Le cas de l'AKP, tel que nous l'analysons dans ce chapitre est très différent. Nous verrons que le parti lui-même refuse la qualification « idéologique », mais qu'une analyse de sa position laisse voir une ligne néolibérale claire et cohérente, marquant une différence importante non seulement avec le CHP, mais également avec les anciens partis islamistes.

La capacité de l'AKP à énoncer cette idéologie et à en faire l'objet d'une entreprise pédagogique dépend du second sujet traité dans ce chapitre : son organisation interne. Contrairement à la fragmentation et à la forte personnalisation que nous avons constatés dans le cas du CHP, l'AKP tel que nous l'analysons au niveau local offre au monde l'image d'une organisation cohérente et unifiée. Qu'il s'agisse du choix des candidats, du recrutement des militants, ou de l'organisation de la campagne électorale sur le terrain, tout conflit interne est occulté au point d'être invisible pour les électeurs. Le résultat de cette dynamique se concrétise dans une organisation à l'intérieur de laquelle les individus que nous avons pu observer, des militant recrutés dans le quartier jusqu'aux d'élus de l'arrondissement, s'accommodent sans réelles difficultés de décisions prises par la direction du parti, tout en continuant leur travail de militants. Pris dans leur ensemble, ces éléments nous permettent de poser l'hypothèse selon laquelle le parti possède pleinement les éléments idéologiques et organisationnels nécessaires à la pédagogie politique, le plaçant ainsi en position de profiter pleinement de son ancrage social et de son accès aux ressources publiques, thèmes des deux chapitres suivants.

5.1 Le néolibéralisme au cœur du programme de l'AKP

Parmi les éléments proposés dans l'introduction de cette thèse comme étant individuellement nécessaire et collectivement suffisant à une entreprise de pédagogie politique menée par un parti, la plus évidente est sans doute le contenu : ce qui est enseigné. Pour Padioleau (1982) dans le cas du PCF, il semblait aller de soi que le contenu de cet enseignement se trouve dans l'apprentissage des « catégories idéologiques » proposées par le communisme français de cette époque. Est-il possible de trouver l'équivalent pour l'AKP tel que nous l'avons observé dans notre cas ? Avant de proposer une réponse à cette question, ou même une hypothèse, nous nous attardons un instant sur l'importance du cas et du terrain. En effet, notre propos dans cette section, tout comme dans la thèse de manière générale, n'est pas de faire une analyse globale de l'AKP au niveau national. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce fait lorsque nous abordons la question de l'organisation interne du parti. L'objet de nos recherches est bien le parti tel qu'il existe au niveau local, en contact direct et étroit avec les habitants des quartiers précaires, premiers sujets de notre enquête. En ce qui concerne les idées ou représentations mises en avant par l'AKP, il s'agit donc de celles qui ont une réalité à ce niveau. Nous ne cherchons pas, bien sûr, à imposer une coupure artificielle entre le local et le global, ou à prétendre que ce premier existe dans un d'état d'isolation par rapport au second. En matière de programme et de représentation, tout comme d'organisation, le parti local est une émanation du parti national, mais une émanation partielle. Dans l'éventail des idées et des représentations revendiquées à un moment ou à un autre par l'AKP, certaines seulement l'étaient dans les quartiers précaires à l'époque où nous y enquêtons.

Ce resserrement nous permet de mettre en avant une hypothèse qui, nous le verrons, va à l'encontre de certaines conclusions de chercheurs turcs et étrangers à propos de l'AKP. Dans le contexte de notre cas, il est possible de distinguer un ensemble d'idées dans le discours et les projets de ce parti qui correspondent à ce que Heywood (2010 : 71), suivant les idées de Seliger (1976), désigne comme une définition « sociale-scientifique », ou neutre de l'idéologie, par laquelle il entend un système d'idées qui :

- produit une vision du monde permettant d'évaluer l'ordre existant ;
- propose un modèle et une vision d'une bonne société future ;
- explique comment le changement politique peut et doit être accompli.

De manière similaire, Eccleshal *et ali.* (1984 : 7) soulignent que toute idéologie propose une image de la société actuelle et un programme politique. A cette notion centrale, Funderburk et

Thobaben (1989 : 1) ajoutent qu'une idéologie est un système de croyance politique dont le but essentiel est de mobiliser pour l'action. Considéré dans ce sens, le mot « idéologie » se distingue de tout système philosophique purement personnel ou religieux, et le changement attendu et préparé est bien un changement politique, donc un changement touchant à l'exercice du pouvoir. Rien n'oblige, par contre, à ce que le changement attendu et préparé soit révolutionnaire ou même particulièrement novateur. La « bonne société future » peut très bien être représentée comme un retour à un passé idéalisé, élément commun de nombreux systèmes conservateurs. L'insistance sur la préparation du changement, finalement, distingue ce point de vue de celui de Marx qui, dans *L'idéologie Allemande,* réserve le terme pour les seules idées de la classe dominante dont la finalité est d'assurer la continuité de sa domination. La neutralité mise en avant par Heywood (2010) fait en sorte que l'Idéologie, dans ce sens, perd sa connotation souvent péjorative – connotation que nous retrouverons par contre souvent ci-dessous dans le discours des acteurs eux-mêmes.

Dans les développements qui suivent, nous proposons une double hypothèse : Tout d'abord, si la « démocratie conservatrice » dont se réclame officiellement l'AKP ne peut être considérée en tant que telle comme ligne idéologique, il n'en découle pas que le parti lui-même serait, comme le mettent en avant certains de ses portes paroles, un parti sans idéologie. Bien au contraire, dans ses relations avec les habitants du quartier dans lequel nous enquêtons, le modèle et la vision d'une « bonne société future » que propose l'AKP et qui forme l'essentiel de sa démarche pédagogique se trouvent dans la vision néolibérale dont il a été question tout au long de cette thèse, et en particulier de l'application de ce modèle néolibéral à la question de la transformation urbaine. Nous proposons ensuite que d'autres éléments du positionnement idéologique de l'AKP, en particulier sur les questions nationales et religieuses peuvent, dans ce contexte, être considérés avant tout comme un discours dont la finalité est de soutenir et de légitimer le néolibéralisme, qui contient la réelle œuvre transformatrice de l'AKP. Il ne s'agit ni dans le discours du parti ni dans notre propre analyse d'une distinction artificielle entre la sphère économique et le reste de la vie sociale. Bien au contraire, comme nous le verrons tout au long de ce chapitre et du suivant, nos observations dans ce cas soutiennent la proposition faite par de nombreux auteurs post-structuralistes qu'une des particularités du néolibéralisme est justement que cette idéologie cherche à façonner la société toute entière à l'image du marché et de l'entreprise. Cette seconde hypothèse ne nous empêche pas de situer l'AKP dans la lignée historique des partis islamistes turcs. Déjà, dans les années 1990, le parti de la prospérité (*Refah*) se positionnait dans un courant « développementaliste » centré sur l'industrialisation et surtout l'incorporation de la Turquie,

et d'Istanbul avant tout, dans l'économie moderne des technologies et de l'information. Erdoğan, membre à l'époque de ce parti et maire d'Istanbul depuis 1994, s'identifie clairement avec cette ligne mettant en avant le projet d'Istanbul ville globale, dans lequel la logique de rationalité économique devient dominant et transforme la pensée du gouvernement municipal, qui considère désormais la ville comme une entreprise. (Bora, 1999 : 55)

Pour évaluer cette double hypothèse, nous procédons en plusieurs étapes : la première retrace les origines des partis islamistes en Turquie avant la création de l'AKP. Notre but ici est de retracer la généalogie de ce parti, mais surtout de souligner les conditions particulières de sa création et les différences importantes entre l'AKP et tous ses prédécesseurs. Une seconde sous-section dessine les grands traits des idées mises en avant par l'AKP de manière générale et pose à ce niveau la question de savoir si le parti peut être considéré comme « idéologique ». Nous en arrivons finalement à nos observations de terrain à Şahintepe, qui démontrent la présence et la centralité de l'idéologie néolibérale comme ligne directrice dans le discours, mais également dans l'action des élus et des militants de l'AKP.

5.1.1 L'AKP et sa généalogie politique

Un point de départ évident pour retracer l'héritage idéologique de l'AKP est de le situer dans le courant politique turc qui, tout au long du 20e siècle, s'oppose au kémalisme au nom, du moins en partie, d'un rejet de la vision laïque de ce dernier. Si la Turquie est de manière évidente une société et une culture profondément marquée par l'Islam, néanmoins, l'Islamisme présente un objet plus difficile à saisir. Il faut tout d'abord assumer pleinement une contradiction apparente. D'une part, la religion est longtemps demeurée un aspect déterminant de la vie politique turque, même si elle sort elle-même transformée de cette interaction (Bulaç 2003: 12). Il n'en demeure pas moins qu'un des héritages principaux de l'établissement de la République turque au 20e siècle a longtemps été une définition strictement laïque de la sphère publique. Il en suit de cette définition structurelle une alternance entre répression et résurgence de l'Islam politique qui marque toute la seconde moitié du 20e siècle turc.

Dans un premier temps, l'Islamisme politique est surtout défini par ses ennemis. Keyder (2003 : 91-93) fait remarquer que la République turque nouvellement fondée appuie sa légitimité avant tout sur les deux piliers que sont le nationalisme turc et la modernisation selon le modèle occidental. Dans ce contexte, la tradition islamique, identifiée au passé

ottoman, est considérée comme le contraire de l'idéal de l'Etat-nation en devenir. L'histoire officielle de la « lutte nationale » pour la construction de la République et des réformes qui l'accompagnent élimine toute référence à la religion. Dans cette idéologie, l'Islamisme est établi comme le contraire même de « l'occidentalisation » tant désirée par les kémalistes. Dans la mesure où un Islamisme subsiste pendant cette période, il s'agit plus d'une philosophie critique qu'une offre partisane. Gencel Sezgin (2013 p : 77) définit l'Islamisme comme « *un engagement politique à travers le déploiement, l'articulation et l'interprétation des sources, traditions, et symboles islamiques de manière innovante dans le but de former et de soutenir un acteur ou une action collective dans un contexte donné ».* L'Islamisme, en effet, représente une critique permanente de l'occidentalisation ; contre la corruption de la civilisation européenne, il met en avant l'authenticité et la différence turque, présentées non pas comme un programme réactionnaire mais bien comme un modèle alternatif de la modernité (Keyder 2003 pp.93-94, Gülalp 2003a pp.39-40). Le programme Islamiste, dans ce contexte, n'est pas limité à la question de la relation entre Etat et religion, ni même à l'encouragement de la pratique religieuse ; il propose plutôt un code culturel, un cadre de référence et un vocabulaire pour une communauté humaine partageant un mode de vie particulier (Gülalp 2003b pp.383). Absent de la vie partisane proprement dite, l'Islamisme politique demeure ainsi présent dans la sphère politique définie de manière plus large. L'introduction du multipartisme après 1950 permettra progressivement son retour de manière plus ouverte.

Un tournant important dans ce retour est la restauration du gouvernement civil en 1961. Suivi de l'adoption d'une constitution libérale et parlementaire, cet événement ouvre une première période fertile pour une expression politique plus pluraliste (Karpat 1975 : 95). Le premier parti ouvertement islamiste est le MNP (*Milli Nizam Partisi*), le Parti de l'Ordre National, fondé en 1970 par Necmettin Erbakan avec le soutien de plusieurs groupes soufis (*Tarikat*). Ce passage d'un Islamisme comme philosophie critique à un Islamisme comme élément structurant de l'offre partisane n'est pas évident et appelle une explication. Au-delà de l'idée souvent répétée que l'émergence de l'Islamisme ouvertement politique représente un retour en force de la périphérie anatolienne traditionnelle contre le centre urbain modernisant, Gencel Sezgin (2013) propose une analyse plus nuancée de la création du MNP, distinguant de manière plus fine les principaux acteurs concernés. Parmi ceux-ci, les dirigeants initiaux du parti, Islamistes de tendance, font néanmoins partie de l'élite politique nationale, mais s'y sentent marginalisés. La création d'un parti politique leur semble le meilleur moyen de consolider leur place au centre de la vie politique et d'exercer une influence sur la distribution

des ressources matérielles et symboliques. Les électeurs et militants initialement ciblés sont eux aussi actifs dans la vie politique au sein du parti. Essentiellement des hommes jeunes issus de métiers techniques, qui formaient par rapport au milieu dirigeant en province – dominé par des réseaux professionnels, familiaux ou de quartier – la « périphérie de la périphérie », non pas à cause de leur pratique religieuse, mais plus simplement pour des raisons générationnelles et institutionnelles. Pour eux aussi, un nouveau parti offre des perspectives intéressantes. Un an après la fondation du MNP, ce parti est dissout par ordre de la cour constitutionnelle, sous pression de l'armée. Un deuxième parti, le MSP, *Milli Selamet Partisi*, le Parti du Salut National, voit le jour l'année suivante. Il est représenté au parlement entre 1973 et 1980 et participe à trois différents gouvernements de coalition. Il survit jusqu'au coup d'Etat de 1980, suite auquel tous les partis politiques sont interdits (Çınar and Duran 2008). A la déclaration du programme du MSP pour les élections locales de 1973, priorité a été donnée aux couches défavorisées. Le parti déclare qu'il veut aider les pauvres en redistribuant des terres urbaines et en améliorant l'infrastructure de *gecekondu*. Dans cette même déclaration peut se voir de manière générale une position nationaliste et conservatrice, qui deviendra par la suite un modèle pour des partis d'opposition. (Doğan 2007, p :82)

Avec le rétablissement de la vie politique dans les années 1980, les dirigeants de l'ancien MSP fondent un nouveau parti, le RP (*Refah Partisi*), le Parti de la Prospérité (ou du « bien-être ») en 1983. C'est avec le RP que l'Islam politique devient un acteur majeur de la vie partisane turque. Selon Ayata (1996, p : 52), « *le RP s'intègre bien dans la catégorie du mouvement islamique organisé qui opère en tant que parti politique. C'est une organisation basée sur des sujets individuels fortement politisés ; elle s'appuie sur un message politique et idéologique pour mobiliser le soutien autour d'un objet central, l'établissement d'un Etat et d'une société islamique ».* Le parti connaît des premiers succès aux élections municipales de 1984 et surtout en 1989, date à laquelle il passe la barre des 100 municipalités. Les élections municipales de 1989 sont particulièrement importantes, car elles marquent un tournant dans l'organisation du parti. La campagne électorale dans l'arrondissement de Beyoğlu sert de terrain d'essai. Pour la première fois, les femmes ont participé activement à la campagne électorale. Sous l'impulsion de Tayyip Erdoğan, alors candidat du RP pour la mairie de Beyoğlu, les militants du parti ont également été présents dans des lieux où il semblait impensable de trouver des « Islamistes », dans les bars où l'on consomme de l'alcool, par exemple. Jusque dans leur apparence, on note des modifications : Erdoğan insiste sur la cravate pour les hommes. Toutes ces innovations ont un but commun : permettre au parti de s'enraciner dans la société civile toute entière.

Les résultats ne se font pas attendre. Dès 1989, le parti est passé à Beyoğlu de 4,1% à 21,7% des voix[314]. Ces pratiques ont incontestablement contribué à la réussite des élections municipales de 1994; le RP prend ainsi le contrôle de 327 municipalités, y compris celles d'Ankara et surtout d'Istanbul (Akinci 1999 p : 78), où Recep Tayyip Erdoğan est élu maire de la ville avec 23% des voix (Bora 1999 p : 48). A l'échelle nationale, le RP est crédité de 19% des voix, un net bond en avant par rapport aux 9,9% des élections législatives du 20 octobre 1991 (Ayata 1996 p : 40). La crise économique de 1994 a joué une rôle important (Doğan p :78). Les élections législatives de 1995 donnent lieu à une coalition entre le RP et le DYP, le parti de la juste voie. Le RP a également réussi à attirer les voix des sympathisants des autres partis, surtout les déçus du système partisan, en mettant en avant des candidats susceptibles de trouver des solutions aux problèmes urbains. Il a gagné un soutien conséquent en attirant même les voix de certains électeurs se définissant comme « laïques » et considérant la sharia comme dangereuse. En atteignant les couches populaires de l'électorat, le RP gagne une dimension autre qu'islamiste grâce à son image de prétendant crédible au pouvoir (Kentel 1995 p : 3).

Le RP, tout comme ses prédécesseurs, met en avant une « vision nationaliste » *(milli görüş*). Celle-ci n'est pas un mouvement clandestin. Bien au contraire ; il s'agit d'une pensée politique légitime qui fonctionne dans le système partisan turc. L'innovation idéologique principale du RP est la notion de « l'ordre juste ». Inspiré en partie par la gauche non marxiste (Tuğal 2011), le but affiché de ce programme était de réduire les inégalités socio-économiques. Selon cette doctrine, qui comportait des différences importantes avec celle du MSP, dont la politique économique favorisait une industrie lourde, l'Etat devait reculer dans le domaine économique et appuyer les petits entrepreneurs et l'ouverture internationale (Gülalp 2003a : 63-64). Cette vision était donc loin d'être anticapitaliste. Le programme économique du parti, publié en 1994, s'ouvrait par la phrase : « *L'ordre juste est le véritable ordre favorable au secteur privé* » (Tuğal, 2011 : 65). Ce programme ne suggérait en aucun cas un retrait de l'Etat . Bien au contraire, sa mise en œuvre aurait nécessité des contrôles étatiques importants (Özbudun 2006 : 545). Le programme de l'ordre juste s'oppose en revanche nettement au capitalisme monopoliste. Sur les brochures électorales de RP, les thèmes clés mis en avant proposent la paix intérieure, l'équité entre les régions de Turquie, la liberté religieuse, l'impartialité ethnique, le respect du travail, la finance sans intérêts ou encore la fin de la corruption (Gülalp 2003a : 63-64). A l'intérieur du parti, la fraction

[314] "Kasımpaşalı Tayyip Nasıl Tayyip Erdoğan oldu", *Hürriyet*, 03.09.2014, http://dosyalar.hurriyet.com.tr/tayyiperdogan/tayyip.asp, consulté le 03.09.2014,

identifiée avec une génération de « jeunes technocrates », dont le chef de file est Recep Tayyip Erdoğan, réussi à infléchir cette ligne dans un sens proche du projet de ville globale, considérant Istanbul comme une source d'accumulation capitaliste dans les secteurs de la haute technologie et des services. (Bora, 1999 : 56) En politique étrangère, le RP préconisait une politique essentiellement tiers-mondiste, passant par des liens resserrés avec les autres pays islamiques, un marché commun islamique, une OTAN islamique, une UNESCO islamique et une unité monétaire islamique. Le discours de politique étrangère de la RP contenait souvent des éléments anti-américains, anti-européens, antisionistes, voire même antisémites. Le RP s'est fortement opposé à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, qu'il décrit comme un « club chrétien » (Özbudun 2006 : 545).

Dans ses relations avec les électeurs, le RP a fortement misé sur des relations de face à face , en mettant en place la stratégie qualifiée par White (2007) de « politique vernaculaire », que nous évoquerons dans la troisième section de ce chapitre. Il mobilise également ses électeurs à travers des réseaux d'interconnaissances. Les droits humains et citoyens sont mis en avant comme une responsabilité religieuse. Il demande aux habitants d'être responsables de leurs voisins, ou aux hommes d'affaires de prendre la responsabilité de leurs ouvriers (White 2007 : 73). Ainsi, le parti a construit un principe d'entraide basé sur des sensibilités locales, le local étant au centre des projets du parti. La ligne politique de « l'ordre juste » refuse toute notion de conflit de classe, cherchant même à dépasser la notion de classe. Tuğal, (2011 : 65) en arrive à la conclusion que l'ordre juste n'a jamais vraiment réussi à dépasser une certaine incohérence entres ses éléments religieux d'une part, et néolibéraux d'autre part. Selon lui, « *les activistes islamistes et les intellectuels pieux n'ont jamais vraiment pris leur propre modèle au sérieux, et personne n'a cherché à résoudre les contradictions internes. Ils supposaient tous que la partie de l'économie sous contrôle de l'Etat trouverait la juste voie une fois guidée par des fonctionnaires pieux* ». Dans les municipalités qu'il contrôle, en revanche, le RP mène une politique que Doğan (2007 : 86, 87) qualifie de néolibérale : réduction des emplois publics, remplacement des fonctionnaires par des sous-traitants et privatisation de certains services publics. Leur politique sociale passe par une coopération avec les fondations caritatives, plus ou moins marquées religieusement selon le lieu et les choix politiques des maires. Les municipalités gérées par le RP se lancent aussi dans le soutien à la culture traditionnelle, par les aides aux mosquées, par exemple, ou l'organisation de fêtes populaires autour de la cérémonie de circoncision.

La Cour constitutionnelle ordonne la dissolution du RP en janvier 1998, les juges considérant que ce parti menace le caractère « laïque, kémaliste, nationaliste et démocratique » de la constitution. L'ancien Premier Ministre Erbakan et cinq députés sont interdits de toute activité politique pendant cinq ans. A peine quelques mois plus tard, un nouveau parti, le parti de la vertu FP (*Fazilet Partisi*) devient la nouvelle structure des anciens du RP, mais encore une fois, ce parti se voit interdit pour atteinte à la laïcité. Suite à cette nouvelle interdiction, une fracture apparait parmi les dirigeants du FP. Deux groupes distincts émergent. Le premier, nommé « réformateur » (*yenilikçiler*), va constituer l'équipe dirigeante de l'AKP. L'autre, « traditionaliste » (*gelenekçiler*), suit la ligne établie par Necmettin Erbakan lors du congrès du parti en 2000 pour la course à la direction du FP[315]. Selon Dağı (2010 : 124), cette fracture ne résulte pas seulement d'une volonté de prendre la direction du mouvement de vision nationaliste, mais symbolise également une séparation idéologique. Quand l'organisation de nouveaux partis devient possible, certains, proche des idées de Necmettin Erbakan, créent le SP (*Saadet Partisi*), « le Parti du Bonheur », qui se veut être dans la lignée des précédents partis islamistes. Une génération relativement plus jeune crée un second parti : l'AKP, dont Erdoğan émerge rapidement comme le dirigeant principal (Çarkoğlu, Kalaycıoğlu 2007 : 26).

5.1.2 l'AKP: un parti avant tout néolibéral

Les avis sur la définition idéologique de l'AKP, nous le verrons, sont divers. Selon Özbudun (2006 : 547), « *politiquement, l'AKP est un mouvement de masse rassemblant des électeurs de l'ancien centre droit, d'un certaine frange du centre gauche et des islamistes modérés, le tout constituant quatre courants idéologiques : conservatisme, nationalisme, islamisme et démocratie. Sociologiquement, la coalition de l'AKP est basée sur le soutien d'une grande partie de la population rurale, les artisans et les petits commerçants urbains, les habitants de Gecekondu et la bourgeoisie islamiste en ascension rapide* ». Dès sa création, l'AKP refuse l'étiquette « islamiste », pour revendiquer l'étiquette plus rassurante de parti démocratique conservateur. Selon Dağı (2010 : 123), cela montre un retrait de l'Islam politique au profit de l'Islam social et économique. C'est-à-dire que l'Islam a été utilisé par l'AKP comme un instrument identitaire pour construire des réseaux sociaux et économiques afin de faciliter le fonctionnement des forces du marché. Ce qui est certain, c'est que depuis sa fondation, l'AKP a ciblé un groupe religieux précis, les Sunnites, au détriment des

[315] Les reformeurs ont mis en avant le candidat Abdullah Gül en l'absence d'Erdoğan, placé en prison suite à un poème qu'il avait lu en public et considéré par les autorité comme une « incitation à la haine et à l'hostilité ».

minorités hétérodoxes comme les Alevis. La visibilité croissante, et revendiquée, de cette division au sein du pays n'a fait qu'accroître l'attractivité de l'AKP pour les Sunnites,[316] renforcée en celà par les bonnes relations entretenues par l'AKP avec les divers cercles islamiques et confréries (sunnites). En jouant la carte de l'identité religieuse, l'AKP a également connu un certain succès auprès de l'électorat Kurde sunnite (Çarkoğlu, Kalaycıoğlu 2007: 27).

Comme dans le cas de beaucoup de partis conservateurs, les porte-paroles de l'AKP refusent systématiquement toute étiquette idéologique. Le contexte historique récent renforce ce rejet. En effet, le souvenir des années 1970, époque à laquelle un conflit idéologique donna lieu à un niveau de violence qui mena le pays au bord de la guerre civile, demeure très vivant dans l'esprit collectif. Le résultat est une délégitimisation non pas de l'Etat, dont beaucoup est attendu, mais de la politique (Massicard, 2004 : 110). Nous retrouvons ce point de vue dans les propos de Yalçın Akdoğan (2010 : 59-65), ancien conseiller principal d'Erdoğan et premier ministre adjoint depuis Août 2014, qui écrit que la position de l'AKP est la « *démocratie conservatrice* ». Ce n'est pas une position révolutionnaire, car il s'agit d'un changement incrémental qui, à terme, doit amener une transformation évolutionnaire, progressive et naturelle de la société, pensée comme le contraire de l'ingénierie sociale « top-down ». Autrement dit, selon son porte-parole, le conservatisme de l'AKP ne cherche pas à empêcher le changement, mais préconise le changement dans le sens du développement et du progrès. L'AKP met l'accent sur un conservatisme moderne et ouvert permettant l'innovation, à la place du conservatisme du passé, construit sur le statu quo. Selon Akdoğan, il s'agit d'un équivalent du conservatisme anglo-américain, élaboré toutefois selon les spécificités socio-culturelles turques. (Akdoğan 2010 : 61). L'AKP, dans cette vision officielle, n'est donc pas un parti idéologique, mais un mouvement modéré plaçant au centre de sa démarche le service humain (2010 : 64). Dans le contexte turc, ce terme est significatif. Massicard (2004 : 110) nous rappelle que la notion de service (*hizmet*), qui évoque le dévouement désintéressé au profit d'une cause consensuelle, s'oppose régulièrement à la politique (*siyaset*), identifiée au conflit et à la division. Dans cette logique, l'Etat ne doit pas imposer un dogme idéologique et s'y emprisonner. En se recentrant sur ses tâches principales, l'Etat doit être limité, mais dynamique, et doit rendre service au peuple telle une institution définie, contrôlée et formée par les citoyens. De manière semblable, Yavuz (2010 : 17) cite le maire de l'arrondissement

[316] La visibilité de ces différences repose sur de nombreux éléments. Tout d'abord, les préjugés dont souffrent depuis longtemps les Alevis. L'urbanisation n'a fait qu'intensifier les différences en les rendant plus apparentes chez des populations habitant désormais à proximité les unes des autres. Les demandes de la part des groupes Alevis d'un partage plus équitable des ressources municipales, ainsi que leur soutien pour les partis de la gauche laïque, fournit autant d'éléments supplémentaires de fracture et de division.

de Pendik, Erol Kaya. Cet homme défend l'idée selon laquelle l'AKP ressemble à un "supermarché" où les gens se réunissent afin de pourvoir à leurs nécessités, mais qui ne construit pas à lui seul une identité. Pour les électeurs, selon Özbudun (2006 : 550), ce n'est pas, de toute manière, l'idéologie portée par l'AKP qui compte, mais plutôt la personnalité du leader et la performance du parti. En ce sens, la notion de « démocratie conservatrice» a été plutôt destinée à la réflexion des intellectuels et des décideurs politiques étrangers.

Que devons-nous penser de cette prise de position anti- idéologique ? Tout d'abord, nous devons noter, avec Geertz (1973 : 193), que le terme idéologie lui-même est devenu « idéologisé ». Pour beaucoup de citoyens comme de chefs de courants politiques, le principe semble être : « *j'ai une philosophie sociale, vous avez des opinions politiques … il a une idéologie* ». Heywood (2011) nous rappelle que l'étiquette « idéologie » est souvent utilisée pour délégitimer un adversaire. Ainsi, selon cet auteur Marx qualifie ses propres idées de « scientifiques », réservant « idéologie » pour désigner les idées des classes dominantes. De manière semblable, pour Arendt, l'idéologie n'est qu'un outil de domination et de contrôle social qui assure la soumission. Les libéraux nient le terme en ce qui les concerne, et les conservateurs diront qu'ils suivent une politique pragmatique et non idéologique. Heywood (2011), néanmoins, maintien que tous ces courants, y compris le néolibéralisme, sont porteurs de valeurs politiques, et peuvent donc être qualifiés d'idéologie. Il s'agit du système de croyance servant de base à l'action et guidant les activités politiques. C'est un ensemble d'idées qui se soutiennent mutuellement et qui inspirent l'action. Au cœur de cette action transformatrice, pour l'AKP, se trouve le néolibéralisme. Il semble donc qu'à la lumière de ce que nous avons vu précédemment et des observations de notre terrain, présentées en détail dans les sections suivantes, que l'Islam, le nationalisme et l'étiquette « démocratie conservatrice » doivent être considérés comme autant d'éléments secondaires dont le but est avant tout de soutenir et de légitimer un programme néolibéral. Comme nous le verrons ci-dessous, l'Islam a surtout été utilisé par l'AKP pour assurer son ancrage dans les réseaux sociaux, que ceux-ci soit préexistants ou nouvellement créés. Nous traiterons de cette question dans la troisième section de ce chapitre. Il sera également question de l'Islam au chapitre suivant, lorsque nous analyserons l'appropriation concrète du néolibéralisme à travers un nouveau modèle de politique sociale.

La rhétorique nationaliste, pour sa part, joue le double rôle de légitimation supplémentaire des grands projets urbains et de source de délégitimisation pour les critiques du gouvernement, facilement assimilés à des ennemis externes de la nation. Quant à la

« démocratie conservatrice » et à la pratique du service mise en avant par les porte-paroles du parti, elle semble se résumer dans les faits à une « politique du faire » à grande échelle. S'ensuit-il alors le fait que ce parti n'a aucune ligne idéologique évidente ? Nous proposons à cette question une réponse négative. Dans le tournant néolibéral de l'AKP, marqué même par rapport aux gouvernements des années 1990, nous observons une évolution et un véritable projet de société. Un dernier retour en arrière permet de mettre celui-ci en exergue. Au niveau économique, l'évolution de la Turquie depuis les années 1970 représente une longue marche vers le libéralisme. Gülalp (2003b) remarque que si le MSP des années 1970 représente plutôt les intérêts des petites entreprises provinciales, des artisans et des commerçants, le RP, sur la décennie suivante, ajoute à cette base un soutien urbain basé sur les travailleurs marginaux, sur les étudiants, mais également sur une classe moyenne professionnelle. Chacun de ces groupes, à sa façon, profite de l'ouverture de l'économie qui marque cette époque. Le résultat initial est une position quelque peu contradictoire pour le RP, qui soutient les entreprises et une économie tournée vers l'exportation mais qui, parallèlement, propose le modèle de « l'ordre juste » où se retrouvent les méfiances islamiques mais également populistes envers le capitalisme (Tuğal, 2011). Ce conflit n'est résolu en faveur d'un libéralisme sans complexes qu'avec la création de l'AKP.

Dans ce contexte nous pouvons comprendre que des chercheurs n'arrivent pas tous à la même conclusion sur la question du caractère idéologique ou non de d'AKP. Özbudun, (2006) marque la distinction avec le *Refah* qui, pour lui, était un parti avec des attaches idéologiques fortes et l'AKP, dont les membres n'ont pas les mêmes motivations idéologiques. Süer (2011) analyse quant à lui l'AKP comme étant essentiellement un parti cartel sans idéologie particulière. Pour Dağı (2010) et Yavuz (2010), la légitimité de l'AKP vient avant tout du service rendu. La politique nationale s'appuie ainsi sur la politique locale, s'appliquant à régler les problèmes de la vie quotidienne. Le parti, de ce point de vue, est un instrument pour Erdoğan, considéré comme le chef d'un parti pragmatique et non idéologique. Sözen (2010 : 317) parvient à la conclusion que dans la politique féminine au sein de l'organisation du parti, le discours « conservateur démocrate » ne fournit pas une organisation idéologique, mais plutôt une référence culturelle. Yavuz (2010 : 9) précise que l'AKP n'est pas un parti identitaire, islamique ou autre. Dans la mesure où l'AKP possède une idéologie, celle-ci se trouve dans ses références à la période classique ottomane. Nous retrouvons dans ces différentes analyses la tendance mise en avant par Heywood (2011) consistant à réserver le terme idéologie aux idées que l'on oppose. Ainsi, Yavuz (2010 : 9) avance comme élément de son argument contre toute identification idéologique de l'AKP le

fait qu'il s'agit d'un parti cherchant à rendre service au peuple et à intégrer la Turquie à l'économie mondiale néolibérale. Observant la même réalité d'un point de vue différent, Bedirhanoğlu (2013) part de la position que le néolibéralisme est une idéologie et identifie donc l'AKP comme parti idéologique néolibéral.

Au-delà de ce débat sur le sens du terme idéologie, nous retrouvons chez ces auteurs un consensus déjà constaté au chapitre 2 parmi les chercheurs en géographie urbaine, selon lequel la politique mise en œuvre par l'AKP depuis son arrivée au pouvoir peut être qualifiée de néolibérale. Sans toutefois dire que le néolibéralisme suffit à lui seul à définir les politiques de ce parti, il s'agit d'un courant d'idées particulièrement pertinent, aussi bien dans le milieu social et économique dans lequel nous enquêtons, que dans le contexte qui est le nôtre de réflexion sur les éléments nécessaires à la pédagogie politique. En effet, le projet néolibéral passe par un nouveau rapport de pouvoir autour de la propriété, mais va plus loin pour englober, au moins implicitement, un regard transformé sur la société et le rôle de l'individu : ce nouveau rôle doit être appris. Foucault (2004 :137), dans la naissance de la Biopolitique, indique que le néolibéralisme ne doit pas être vu comme le libéralisme d'Adam Smith, qui cherchait à libérer un espace pour le marché dans la vie politique. Selon Foucault (2004), le néolibéralisme a comme but de régler l'exercice global du pouvoir politique sur les principes d'une économie du marché. « *Il s'agit donc non pas de libérer une place vide, mais de rapporter, de référer, de projeter sur un art général de gouverner les principes formels d'une économie de marché* ». Ainsi, Foucault (2004) indique que le problème du néolibéralisme repose sur la manière de faire de toute politique un élément du projet néolibéral. Ce projet passe nécessairement par la production de connaissances et leur diffusion parmi les sujets que l'on veut ainsi contribuer à rendre gouvernable. Selon Wacquant (2012 : 68) l'enjeu du projet néolibéral est la fabrication des subjectivités, des relations sociales et des représentations collectives donnant une réalité concrète à la fiction des marchés. Dans cette optique, Roy (2009 : 160), dans son étude de l'action citoyenne à Mumbai et Beyrouth, insiste pour sa part sur l'importance de cette production de connaissances comme une des « technologies servant à gouverner » (*technologies of governing*) essentielles à tout projet visant non seulement la soumission mais la participation des classes sociales les plus démunies. Un aspect essentiel de la démarche pédagogique de l'AKP est d'encourager un passage parmi les habitants d'une politique de confrontation vers une « politique de négociation » et de « compensation », compatible avec la vision néolibérale.

Ce changement de politique, qui témoigne d'une transformation profonde du point de vue cognitif et normatif, correspond bien à ce que nous observons sur notre terrain de recherche. Le contenu de la pédagogie menée par l'AKP nous semble donc assez clair. Il s'agit de convaincre les habitants d'accepter un rapport à la propriété – et, de manière plus générale, au marché – compatible avec l'entreprise de transformation urbaine à grande échelle qui est celle du gouvernement AKP, au niveau local comme métropolitain. Pour reprendre les catégories de Heywood (2011), cela passe tout d'abord par une évaluation de l'ordre existant. Tout comme Roy (2009), nous pouvons noter dans le nôtre un passage d'un point de vue, toujours évident en 2009, ou l'existant était considéré avant tout comme un ensemble de droits à défendre, à une nouvelle appréciation de cette même réalité, dans laquelle la propriété devient de plus en plus une valeur d'échange dans une négociation autour de la compensation. Du point de vue du projet néolibéral, ce glissement à la fois cognitif et normatif est de première importance, car il rend possible la réalisation d'un modèle de « bonne société future » dans laquelle Istanbul reprend sa place comme « ville globale » (Keyder 1999). Pour y parvenir, la pédagogie du parti explique comment le changement politique peut et doit être accompli ; une procédure selon laquelle les grands projets urbains occupent un rôle central. L'attribution du qualificatif « idéologique » à ce projet, nous l'avons vu, dépend donc avant tout du parti pris et de l'optique « idéologique » de l'observateur. Foucault, lui même ne présente pas le libéralisme comme une idéologie mais plutôt « comme une pratique, c'est à dire comme une manière de faire orienté vers des objectifs et se régulant par une réflexion continue. » (Foucault, 2004 : 324) Notre objet n'est pas de rentrer dans ce débat. Ce qui nous semble acquis, en revanche, c'est le fait que ce projet met en avant l'image d'une « bonne société future » et passe par la construction et la diffusion de connaissances. Dans les sections suivantes, nous abordons la capacité, unique dans ce milieu particulier, de l'AKP de mener à bien cette entreprise pédagogique. Une première étape consistant à analyser comment se traduit le message néolibéral sur le terrain des quartiers précaires.

5.1.3 La construction des connaissances à Şahintepe

Un élément central dans l'entreprise de construction des connaissances que nous attribuons à l'AKP est la formation des formateurs, en l'occurrence les militants du parti. Selon Özbudun (2006 : 553), une caractéristique rapprochant l'AKP du modèle de parti de masse est l'accent mis à l'intérieur du parti sur l'apprentissage de la doctrine. « *En 2005, des séminaires de formation de deux jours ont été organisés dans 17 localités différentes, et un séminaire national a réuni à Ankara trois membres de chaque province. La finalité de ces*

séances était de former des formateurs, avec le but affiché et revendiqué de pouvoir, à terme, former 300.000 militants actifs. Les séminaires traitaient des sujets tels que l'organisation et l'idéologie du parti, le système électoral, l'économie et la politique étrangère. En période électorale, des formations supplémentaires sont organisées pour les militants servant d'observateurs aux bureaux de vote. » Après 2008, et sur l'ordre de Tayyip Erdoğan, les séminaires pouvaient être organisés sur demandes de l'organisation de la ville ou de l'arrondissement[317]. Dans ce contexte, des séminaires ont eu lieu dans l'arrondissement de Başakşehir. Un séminaire a été organisé en 2011 sur la démocratisation, l'économie et la loi[318] et un autre en 2012 sur la thématique de « la Turquie, pays leader » (*Lider Ülke Türkiye II*)[319].Sur cette base, nous analysons dans les développements qui suivent tout d'abord l'usage fait des registres nationaliste, populiste et religieux, et ensuite la place centrale de la logique de compensation comme nouvelle définition de la « *normalité* », au sens de Hibou (2011).

La prochaine étape, que nous avons pu observer directement à Şahintepe, est la diffusion de cette connaissance parmi les habitants. Dans ce contexte social très particulier, nous avons posé l'hypothèse selon laquelle le positionnement du parti sur les registres nationalistes et religieux doit se comprendre avant tout comme un service de son entreprise pédagogique autour de la transformation néolibérale, permettant de présenter celle-ci comme une grande entreprise populaire à laquelle les habitants étaient directement associés. Suivant la logique de Roy (2009), nous pouvons distinguer dans cette politique d'inclusion (au néolibéralisme) deux registres distincts : la mobilisation politique (prenant dans notre cas un sens partisan et électoraliste), et l'apprentissage pratique d'une politique de compensation.

5.1.3.1 Populisme, nationalisme, religion

Dans le premier de ces registres, l'AKP mobilise ce que Roy (2009 : 163) désigne comme une « infrastructure de médiation populiste » au centre de laquelle se trouve la notion de « nous, le peuple ». Selon celle-ci, les organisations produisent des sujets et un espace gouvernable « souvent présenté comme impossible à distinguer de la population ». L'aspect distinct de notre cas est que l'organisation s'identifiant avec le peuple et servant

[317] « Ak parti siyaset akademisi », http://www.siyasetakademisi.org/index.php/genel/
[318] "Siyaset Akademisi Başakşehir'de başlıyor" Başakşehir, *09.02.2011,* http://www.istanbultimes.com.tr/siyaset/siyaset-akademisi-basaksehir-de-basliyor-h6687.html , consulté le: 05.07.2015
[319] "11. Dönem siyaset akademisi kayıtları başlıyor" *Başakşehirtimes*, 27.02.2012, http://www.basaksehirtimes.com/siyaset/11donem-siyaset-akademisi-kayitlari-basliyor-h1053.html consulté le 08.07.2015

d'intermédiaire entre lui et l'Etat n'est pas une association civique mais un parti politique. Dans le contexte des cas étudiés par Roy (2009 : 163), nous sommes nettement plus proches de celui du Hezbollah, qui détient le pouvoir effectif dans les zones libanaises sous son contrôle, que du SPARC, association non-gouvernementale située à Mumbai. Le populisme prend ainsi dans notre cas son plein sens, car c'est un parti et le régime qu'il contrôle qui s'associent au peuple. Dans ses interactions avec les habitants de Şahintepe, l'AKP crée et exploite ce registre de médiation populaire « nous, la peuple » en créant des catégories d'amis et d'ennemis. De cette manière, l'organisation, comme son chef, le premier ministre Erdoğan, entre dans la vie quotidienne en facilitant la production et la circulation de la connaissance. Dans les développements qui suivent, nous observerons que l'organisation de terrain joue un rôle à la fois important et ambiguë. « *Les régimes de « gouvernement de terrain » en même temps résistent et se conforment à ce qui peut être perçu comme les formes de réglementation venues « d'en haut », celles-ci émanant de l'État ou des institutions internationales* » Roy (2009 : 160). Dans le cas des associations civiques étudiées par Roy (2009 : 160), ce double enjeu se comprend aisément. Il peut sembler plus surprenant de faire le même constat d'un parti politique dont les chefs occupent les plus hautes positions de l'Etat aussi bien au niveau national que municipal. Le parallèle est néanmoins pertinent. Nous aurons l'occasion à nombreuse reprises de noter que si l'AKP et ses représentants agissent souvent au nom de l'Etat au point de se confondre avec l'Etat, le parti maintient néanmoins la capacité d'agir parfois comme s'il était une force d'opposition, avec « nous le peuple », contre un Etat distant et bureaucratisé. Le deuxième registre est celui d'une technologie plus pratique de production de connaissances. Ici, il s'agit d'aller au-delà de l'identification du « peuple » et de ses « ennemis » pour parvenir à l'apprentissage des politiques « néolibérales » à travers une politique de compensation.

Nous aborderons plus en détails au chapitre suivant sur ce registre, mais le lien entre les deux est clair : la « politique de compensation » dans la vie quotidienne, ou éventuellement dans le futur proche des habitants, est étroitement associée à un discours portant sur la richesse et la grandeur du pays. Pendant les petits déjeuners électoraux de l'AKP, lors de réunions à domicile ou d'association de compatriotes, les militants du parti répètent aux habitants de Şahintepe que la prospérité du pays a un lien direct avec leur propre prospérité. Il est intéressant de noter que ce discours est plus central dans les réunions destinées aux femmes. S'il n'est pas pour autant absent des réunions masculines, celles-ci sont toutefois plus ciblées sur le niveau local, l'apprentissage du néolibéralisme se focalisant pour les hommes sur les effets concrets et immédiats des projets de transformation. C'est dans

les discours destinés aux femmes que sont le plus évoqués les avantages à venir à plus long terme, tels la promesse économique pour elles comme pour la Turquie, incarnés notamment par le Kanal Istanbul et les obstacles qui pourraient ralentir ce projet. C'est ici que l'usage du nationalisme devient évident. Un élément récurrent dans ces discours était le statut historique des détroits turcs (Bosphore et Dardanelles) hérité de la défaite de l'Empire Ottoman durant la première guerre mondiale – situation présentée comme humiliante pour la Turquie, même un siècle plus tard. Le cœur de cette humiliation réside dans le Traité de Lausanne de 1923 signé par la jeune République turque nouvellement créée. Ce traité plaça les détroits sous le contrôle d'une commission internationale. Signée pour une durée de cent ans, la convention arrive précisément à terme en 2023. Dans le discours de l'AKP, cette date sera l'occasion pour la Turquie de gagner beaucoup d'argent, avec les projets du Canal, en facturant le transit, puisque le libre passage des navires ne sera plus garanti par traité. Saydam (2013) souligne toutefois que le régime instauré pour le Bosphore par le Traité de Lausanne ne dura que 13 ans, remplacé en 1936 par la Convention de Montreux, qui réaffirma la souveraineté turque sur les détroits, tout en garantissant sans limite de date le libre passage de tout navire civil. Il n'est donc pas du tout évident, selon lui, que les navires accepteraient de payer pour le passage d'un canal dédoublant le Bosphore resté libre à la circulation. Ce détail ne figure pas dans le discours militant du parti, qui a fait de 2023 une date symbolique de toute première importance. Les discours nationaliste, populiste et néolibéral se renforcent mutuellement. Selon eux, ce sont les ennemis du pays qui cherchent à empêcher les habitants de s'enrichir. Le programme de l'AKP, en revanche, y veille, en employant les mêmes stratégies économiques que pour les grands projets de prestige, comme le Canal. Dans les deux cas, c'est l'intervention du capital privé qui sera décisive, et qui permettra aux habitants de réaliser une plus-value sur leurs biens. L'inclusion passe donc encore une fois par la définition du « nous » populiste face aux ennemis extérieurs, et se concrétise par l'appropriation d'une politique de compensation. La délégitimisation des opposants passe par la légitimation des projets, en donnant aux grands chantiers de transformation, en surtout celui du canal, le statut de « notre » œuvre « qu'ils » veulent nous enlever ou spolier. Nous devons ici souligner à quel point ce discours se situe aux antipodes de l'analyse mise en avant par les géographes urbains de tendance néo-marxiste dont nous avons vu les conclusions au chapitre 2. Pour ces auteurs, la transformation urbaine est l'œuvre d'une coalition dominante agissant pour son propre gain, et ne peut se réaliser qu'au détriment des classes populaires. Dans le contexte turc, de nombreux observateurs sont parvenus à la conclusion que les grands projets de transformation urbaine, et le Canal en particulier, et un projet relevant de la « mégalomanie » (Pérouse, 2013) du gouvernement et plus particulièrement de son chef, et contre les intérêts

des classes populaires urbaines. Dans la rhétorique de l'AKP, c'est bien évidemment tout le contraire. Elle réussit ainsi à transformer le canal en projet populiste, dont le risque de perte est une atteinte à la souveraineté et la prospérité du peuple turc tout entier. Nous retrouvons avec ce discours l'analyse de Ateş et Konuralp (2013), qui souligne l'importance de l'évocation de la « nouvelle Turquie » à l'image d'un nouvel empire ottoman. Cette image, tirée d'un passé plus ou moins imaginaire, s'inscrit désormais dans une vision de construction collective d'un avenir glorieux.

L'autre élément clé mobilisé en soutien du projet néolibéral est le soutien de l'AKP à la pratique religieuse. Nous aurons l'occasion d'analyser en détails le fonctionnement et l'importance de ce registre lors de notre analyse de l'activité militante ci-dessous, mais les grandes lignes de cette stratégie sont d'ores et déjà aisées à poser. Un point de départ utile est une analyse portée par Kalaycıoğlu (2008 : 300) du positionnement populiste de l'AKP. Ce parti, selon lui, parle volontiers au nom du peuple tout entier, mais dans les faits, le public auquel il s'adresse peut être défini comme « *ceux qui tiennent une image de la bonne société construite autour de la tradition et la religion* » par opposition à « *ceux qui tiennent une image de la bonne société construite autour du raisonnement humain et de la science* ». Cet auteur qualifie de *Kulturkampf* (combat de culture) ce clivage dans la société turque et insiste particulièrement sur son rôle déterminant parmi les éléments à travers lesquels les électeurs forment leur identité partisane. L'AKP se situant bien évidemment solidement du côté « tradition et religion » de ce clivage.

Cette identification religieuse est particulièrement prégnante dans la périphérie d'Istanbul, où se trouve notre terrain d'enquête. Kalaycıoğlu (2007) propose deux explications à cela. Tout d'abord, depuis les années 1980, les réseaux sunnites fournissent pour les habitants des quartiers précaires des canaux pour l'avancement économique, la solidarité sociale et la participation politique. En plus, cet auteur suggère que si la socialisation des premiers arrivants était basée sur les dynamiques traditionnelles –famille, proches – pour ceux qui sont nés ou ont été élevés en ville, les dynamiques sont différentes. Les familles et l'Etat se renvoient la responsabilité de l'éducation – en fait, l'éducation se fait par, la télévision, le travail ou de manière plus générale « la rue », ce qui rend difficile la communication entre les différentes générations. Pour dépasser cet état de fait, les parents se tournent alors vers la religion, la « peur de Dieu ». Les radicaux sunnites – écoles coraniques, mosquées,… – deviennent alors des options pour éduquer les jeunes. Nous verrons dans notre exploration de l'activité militante que ce positionnement et les politiques concrètes qui en

suivent – soutient aux fondations religieuses et ouverture de l'espace public aux femmes voilées, pour citer deux des plus importantes réalisations– est d'une très grande utilité aussi bien pour définir la ligne et l'identité idéologique du parti que pour lui ouvrir l'accès à des réseaux sociaux devenus autant de points de départs pour son entreprise de pédagogie politique. C'est celle-ci, à savoir la pédagogie néolibérale, qui occupe dans notre analyse la place principale, car elle correspond à l'innovation principale de l'AKP par rapport à ses prédécesseurs. Le registre religieux, tout comme le registre nationaliste, en renforçant l'identité populiste de l'AKP, soutient cette entreprise centrale et facilite la construction de connaissances essentielles à la création de sujets néolibéraux.

Cette construction de connaissances très particulière porte tous ses fruits à la suite des évènements de 2013, qui ont vu des manifestations anti-gouvernement à Gezi Parc au printemps, suivies d'accusations de corruption personnelle dans les plus hautes strates de l'Etat en décembre. Voici la preuve que les ennemis du gouvernement, qui sont par définition ceux du peuple, sont partout. Nous trouvons cette explication par les ennemis dans les brochures distribuées par l'AKP à Şahintepe intitulées « tout le monde doit connaître les vérité : les évènements de Gezi et les opérations de 17 décembre » (*herkes bu gerçekleri bilmeli : Gezi olayları ve 17 aralık Operasyonu*). Dans ce livret, le parti explique que tous ces problèmes trouvent leur origine dans les manœuvres des pouvoirs internationaux qui « ne peuvent pas supporter la libération et la richesse du peuple », en l'occurrence les réussites de la nouvelle Turquie à travers les projets comme le Canal Istanbul, le troisième pont sur le Bosphore et un nouveau projet de centrale nucléaire. La brochure évoque une réunion organisée en février 2013 à Washington par l'*American Enterprise Institue*, « *qui a des racines en Israël* ». Avec le soutien de Donald Rumsfled, Paul Wolfowitz, John Bolton, William Kristol et Douglas Feith, selon cette brochure, aurait été mis en place un plan afin de « *confondre la Turquie* », de « *politiser le peuple pour déstabiliser le régime* » (p :19). L'exercice de délégitimisation ne s'arrête pas avec les ennemis externes : le CHP est en effet accusé d'être allié avec les pouvoirs internationaux essayant de nuire à la prospérité et à la grandeur future de la Turquie. Avec cette dernière étape, nous voyons que le discours nationaliste instrumentalisé sert non seulement à légitimer les projets urbains mais en même temps à délégitimiser l'opposition politique.

Ce retournement rhétorique est d'autant plus efficace que, dans nos observations, les accusations de corruption contre Erdoğan n'ont aucune crédibilité et aucune prise auprès des habitants. En fait, ils renforcent la loyauté des sympathisants AKP, en nourrissant la croyance

dans un vaste complot contre le parti, son chef, et le pays tout entier. Les habitants du quartier assurent les militants qu'ils ne tiennent pas compte des rumeurs de scandales. Ils répètent le proverbe « *les arbres fruitiers ont été lapidés* » (meyve veren ağaç taşlanır), voulant en cela dire que c'est quelque chose de productif qui est injustement attaqué. Selon eux, « *l'homme (Erdoğan) fait. Les autres ne veulent pas qu'il fasse* » Nous verrons au chapitre suivant que le parti utilise abondamment une « *politique du faire* » au niveau du quartier ; ici cette logique se trouve élargie au niveau national et projetée dans le temps. Le « *faire* » passé et futur est exalté à la fois par les militants et les habitants. Comme nous explique un président d'association : « *Tayyip Erdoğan va vider le décret de Montreux en faisant le Canal Istanbul. Avec un nouveau Bosphore, la Turquie va gagner de l'argent, les autres devront payer quand les navires passent. Mais les pouvoirs internationaux ne le veulent pas. J'espère que les problèmes sont entre Gülen et Erdoğan. Leur relation pourrait s'arranger, étant donné que Gülen est un homme religieux, savant. Si c'est un complot international, la Turquie va rester dans une position très difficile. Je ne sais pas s'ils pourront faire une transformation urbaine après le 17 décembre*[320] ». La crainte de cet homme n'étaient pas que les accusations puissent être vraies, mais qu'elle empêchent une transformation considérée désormais comme un bien commun. Le chevauchement entre le discours populiste d'amis et d'ennemis, le nationalisme qui désigne de préférence des ennemis étrangers, et le néolibéralisme qui pose comme enjeu essentiel les grand projets de transformation qu'il importe à tout prix de défendre, se retrouve tout entier dans ces quelques phrases. La légitimité de ces dernières semble désormais aller de soi.

Il nous reste maintenant à voir comment ce message a été transmis, et jusqu'à quel point il a été accepté. Mais l'analyse proposée dans cette section nous semble soutenir l'hypothèse assez forte de l'existence d'une ligne programmatique, en même temps cognitive et normative, qui correspond bien à la définition proposée par Heywood (2011) d'idéologie politique, avec en son cœur une position néolibérale. L'élément normatif de cette démarche devient évident en prêtant attention aux discours, même critiques, des habitants eux-mêmes. Il est frappant de constater que la grande majorité des discussions dans les réunions électorales, mais également en dehors de tout cadre organisé, se focalise autour du montant des compensations, ce qui laisse penser que les principes – libéraux – de compensation et d'échange sont désormais acquis. Lors de conversations privées, nous avons souvent eu l'occasion de constater que lorsque les habitants réclamaient la « justice », ils entendaient par là un juste prix en échange pour leurs logements existants. Comme dans les cas analysés par

[320] le 17 décembre est le jour où les accusation des corruption sont apparue.

Roy (2009), la politique de compensation devenait le point de départ pour analyser la situation.

5.1.3.2 De la « normalisation » à la « politique de compensation »

Selon l'analyse de Hibou (2011 : 25), « *la recherche d'un vie normale, le besoin de vivre conformément aux règles établies de la vie en société* » comptent parmi les ressorts les plus importants de l'acception ou de l'accommodation à un gouvernement, surtout après une période perturbée. La légitimité de régime se réalise en grande partie par une participation à une économie politique permettant au peuple l'espoir de voir ses besoins ordinaires et ses désirs satisfaits. Les exemples qu'elle cite portent surtout sur des gouvernements autoritaires ou même totalitaires succédant à des périodes de perturbations révolutionnaires ou de guerre. Il nous semble néanmoins possible d'utiliser la notion de normalité, dans ce sens, pour notre cas. Nous pouvons penser, en effet, que les habitants des *gecekondu* sortent d'une période particulièrement perturbée, marquée d'abord par la migration interne puis par la marginalité dans la ville. L'évaluation du « bien » et du « normal », ajoute Hibou (2011), ne se fait pas de manière absolue, mais par la référence aux autres, par comparaison avec ses voisins ou avec des situations jugées similaires. Nos observations et conversations nous mènent à la conclusion que ce que les habitants de Şahintepe désirent avant tout, c'est un mode de vie semblable à celui qu'ils peuvent observer dans les quartiers bourgeois à proximité, c'est-à-dire une vie définie avant tout par l'accès aux biens de consommation et à un « logement digne » (Hibou, 2011 : 35). Les conversations que nous avons évoquées au Chapitre 3 témoignent de ce désir d'en finir avec les maisons non-chauffées et les rues boueuses, pour avoir un quartier avec des parcs et des rues fleuries. Mais comment y parvenir ? Longtemps, nous l'avons vu aux chapitres 1 et 2, la réponse dans les quartiers précaires passait par les échanges clientélistes autour du terrain et du logement, par l'auto-construction et la « pauvreté à tour de rôle », et par la défense parfois violente des logements existants le plus souvent illégaux considérés comme des droits acquis. Un élément essentiel de l'œuvre pédagogique de l'AKP à Şahintepe dans les cinq ans séparant les élections de 2009 et de 2014 a été l'introduction d'un nouveau récit de normalisation en accord avec l'idéologie du néolibéralisme que nous avons identifié comme élément central dans la démarche de l'AKP. Dans un contexte tel que celui de Şahintepe, cela passe avant tout par le nouveau modèle foncier que nous avons vu au chapitre 2, où les grandes entreprises et avant tout, TOKI, L'Administration du logement collectif, deviennent les acteurs centraux. Dans ce nouvel état

d'esprit, la normalisation est ainsi en partie construite par l'action de l'Etat, mais elle comprend également un changement dans les stratégies et les comportements des habitants.

Nous avons évoqué au chapitre 2 un repas informel durant lequel une femme du quartier a réuni ses voisines pour que nous puissions parler ensemble de leurs idées sur le quartier, ceci sans la présence d'une figure d'autorité et sans passer par le réseau d'un parti. Neufs femmes du quartier étaient présentes, toutes originaires de Kars-Ardahan-Iğdır[321]. L'hôtesse et ses voisines ne faisaient pas partie de réseaux politiques. Pour ces femmes, la menace de démolition du quartier ne représentait pas une catastrophe. Bien au contraire : *« Ils vont nous transformer comme le fait TOKİ ».* Ainsi TOKİ – qui pour de nombreux chercheurs en géographie urbaine représente la domination de l'Etat contre les intérêts de la population défavorisée – a pour ces femmes une toute autre signification : l'accès à un vie « normale » permettant de faire face aux problèmes d'infrastructures et de surmonter des difficultés, d'obtenir une maison dans de bonnes conditions de vie, ouvrant ainsi le champ à de nombreuses opportunités sociales. La justice, dans ce contexte, se défini en terme libéraux, comme un échange équitable ou une compensation suffisante.

La pédagogie néolibérale dépasse les limites du discours. Il ne faut pas oublier que « *les normes ne prennent sens que dans leur exercice concret, dans l'expérience individuelle* » (Hibou 2011 : 33). Dans ce contexte, une certaine contestation devient elle-même preuve d'acceptation d'une nouvelle logique. Hibou (2011 : 34) donne l'exemple des grèves et protestations du bassin de Gafsa dans le sud tunisien qui, dans son analyse, ne délégitiment pas le régime mais constituent plutôt une forme de négociation et d'acceptation par appropriation de la situation politique. Dans ce sens, nous n'avons observé dans notre terrain que les formes de négociations et d'acceptation. C'est en référence à cette catégorie que nous proposons de comprendre, par exemple, les questions posées dans quasiment toutes les réunions électorales autour des détails du plan de zonage du quartier. De même, certaine craintes émergent de voir les prix des nouveaux logements trop élevés : quatre femmes me racontent qu'elles ont un appartement et un magasin situés sur la zone archéologique. TOKİ prévoit de donner 50.000-60.000 TL pour chaque appartement. Elles ajoutent que TOKİ va construire ailleurs des appartements d'une valeur de 300.000 TL et qu'elles devront s'endetter pour les acheter[322]. La question n'est plus celle du principe de l'échange, mais du niveau de compensation. La logique est identique, dès lors qu'il s'agit des installations domestiques.

[321] Entretien collectif, habitantes, Şahintepe, 28.02.2014.
[322] Entretiens collective, habitantes, Şahintepe, 28.02.2014.

Dans toutes les maisons du quartier, la présence d'un poêle unique dans le salon pose problème. Cuisiner tous les jours dans une pièce glaciale est pour beaucoup de ces femmes un élément particulièrement désagréable de leur vie quotidienne. La question du chauffage central est donc au cœur de leurs revendications. Tous ces éléments, des carrefours fleuris aux cuisines chauffées ne sont pas de l'ordre de l'imaginaire mais existent dans des quartiers voisins, des quartiers où elles ont des connaissances et parfois même de la famille. Cela leur permet donc d'exprimer leurs souhaits pour l'avenir en des termes très concrets[323]. Hibou (2011 : 31) souligne que la légitimité n'est pas une et indivisible. Elle apparaît au contraire fragmentée, fluctuante et largement circonstancielle, sensible au temps, avec ses effets d'accoutumance et de transformation des valeurs dominantes, autrement dit des critères d'appréciation de la légitimité elle-même. Cela nous permet de donner une explication. Car la légitimité de transformation a été créée au fil du temps par des pouvoirs relationnels. Ainsi, la normalité est également changeante. Lors d'une autre rencontre avec deux femmes du quartier, l'une d'entre elles explique qu'elle veut échanger son *gecekondu* – c'est ainsi qu'elle qualifie elle-même sa maison rudimentaire sans confort – pour une maison de meilleure qualité. « *Si les constructeurs venaient, nous serions débarrassés de la souffrance du gecekondu »*[324]. Des logements pour lesquels les habitants s'était mobilisés et étaient prêts à affronter la police en 2009, était maintenant définie comme « souffrance ».

Plusieurs aspects de ces conversations sont de première importance pour notre enquête. Ils répondent à certaines questions et en suggèrent d'autres. Tout d'abord, nous retrouvons avec ses sentiments le concept de « politique de compensation » de Roy (2009) qui devient ainsi un instrument de « normalité ». La recherche de la « normalité » peut se comprendre comme « *la maîtrise d'un système fonctionnant, en l'occurrence d'une économie politique dont les citoyens pensent connaître les rouages et les façons adéquates de se comporter pour vivre et en tirer profit* » (Hibou 2011 : 31). En proposant une vision particulière de la normalité, l'AKP et ses militants vont ainsi à l'encontre du sentiment d'incertitude que nous avons évoqué aux chapitres 1 et 2. Cette assurance est un point fort de la pédagogie. Mais comment ce message est-il parvenu jusqu'à ces femmes qui, nous l'avons noté, n'étaient pas directement politisées? A cette question, nous proposerons dans les pages qui suivent deux réponses. L'une d'entre elles, qui sera reprise au chapitre 7, passe par une pédagogie tacite reposant en grande partie sur l'apprentissage du marché dans la vie

[323] Nous retrouvons ici un élément soulevé par Robert Darnton (1984: 3,4), qui fait remarquer que "l'homme de la rue" met en place une stratégie pouvant faire preuve d'une grande intelligence, mais qui s'exprime à travers des images d'objets concrets plutôt que des abstractions philosophiques.
[324] Entretien non structuré, Ayşe, habitante, Şahintepe, 03.01.2014

quotidienne. Nous verrons que les nouvelles pratiques clientélistes centrées sur la politique sociale auxquelles participe l'AKP jouent désormais un rôle central dans cette entreprise pédagogique. Si, au premier regard, celle-ci ne semble pas avoir un rapport évident avec les questions foncières que nous traitons ci-dessus, nous verrons que, bien au contraire, les liens sont importants. Les petites attentions de tous les jours contribuent à préparer les mentalités aux grandes décisions sur le logement ou le cadre de vie.

Avant d'en arriver là, nous nous intéressons dans les sections suivantes de ce chapitre et le prochain aux d'autres éléments permettant une pédagogie par le discours qui dépasse les limites des individus activement politisés. Celle-ci, nous le verrons, passe par l'activité quotidienne des militants et, en temps de campagne électorale, des candidats qui répètent toute la journée la même leçon. Le contenu de cette « leçon » semble clair. L'appropriation de l'idéologie néolibérale passe avant tout par des éléments concrets : maisons chauffées, quartier salubre et agréable, échange « juste » de *gecekondu* contre appartement moderne. L'apport essentiel des militants et de leur pédagogie explicite est le lien entre les attentes des habitants et les grands projets de transformation désirés par le gouvernement : le Kanal Istanbul avant tout, mais également divers plans de zonage et projets de transformations municipaux. Cette leçon est ensuite reprise de bouche à oreille, pour finir par se propager à tous les habitants. C'est ainsi qu'elle redéfinit la normalité. Dans les sections suivantes de ce chapitre, nous nous intéressons à une seconde condition nécessaire de cette pédagogie : la structure interne de l'AKP et sa culture militante.

5.2 Fonctionnement Interne de l'AKP

Analysant l'AKP de manière générale, Ayan (2010 : 210) en arrive à la conclusion que l'AKP est un parti autoritaire de type hégémonique, car « *la majorité fait preuve de consentement à sa domination par une minorité* ». Nos observations de terrain confirment ce constat et nous mènent à l'hypothèse que les répertoires de mobilisation et de pédagogie politique de l'AKP ont d'autant plus de chances d'être efficaces qu'ils sont portés et diffusés par un appareil partisan cohérent et efficace dont nous allons maintenant décrire la structure et le fonctionnement. La procédure de sélection du candidat AKP à la mairie d'arrondissement, par laquelle nous commençons cette analyse, nous offre un premier aperçu du fonctionnement du parti. Contrairement au cas du CHP, analysé au chapitre 4, cet exercice donne lieu à un choix sans ambiguïté de candidat, qui permet au parti de créer une dynamique en mesure de mobiliser efficacement des électeurs autour d'une offre programmatique sans la distraction

d'un conflit de personnalités. Cette procédure permet à l'AKP de dégager l'image d'un parti discipliné et cohérant au sein du quartier, même si, comme nous le verrons, il existe des factions au sein de l'organisation de l'AKP. Notre hypothèse est qu'étant donné que les factions au sein du parti sont occultées par système de sélection du candidat, le parti gagne en crédibilité et donc en éligibilité en projetant l'image d'un rassemblement unitaire et cohérent, ce qui permet de mener à bien son entreprise de pédagogie politique autour de son programme néolibéral. La conduite quotidienne de cette pédagogie est avant tout de la responsabilité des militants du parti, est c'est donc vers eux que nous portons ensuite notre attention. Nous nous intéresserons à leurs identités, leurs motivations, leur encadrement, et enfin aux activités plus larges du parti en temps électoral.

5.2.1 Désigner le candidat officiel de l'AKP : la victoire du troisième homme

Dans sa discussion du communisme municipal français, Padioleau (1982 : 219) cite un maire communiste : « *on ne décide pas personnellement d'être candidat. C'est le Parti qui décide, et c'est très bien ainsi*. » Le parti, nous explique l'auteur, garde « à sa disposition » les mandats électoraux dans les communes qu'il contrôle. Si la situation que nous allons maintenant analyser n'atteint pas tout à fait ce niveau de contrôle centralisé[325], elle s'en rapproche toutefois plus que les procédures conflictuelles et personnalisées analysées au chapitre précédent dans le cas du CHP. Si plusieurs individus ont pu décider de leur propre initiative de se porter candidat à la mairie de Başakşehir, nous verrons que c'est bien l'appareil du parti qui, en fin de compte, a pris la décision finale. Les six candidats officiellement désignés pour les élections municipales de 2014 étaient Fatih Bolcan, Mehmet Şahin, Mevlüt Uysal, Niyazi Akyıldız, Özlem Erol, et Yavuz Selim Tuncer[326]. Parmi eux, trois ont une importance particulière pour l'analyse qui suit. Voici quelques éléments biographiques les concernant.

[325] Dans le cas analysé par Padioleau, le candidat est désigné dans un premier temps par les instances nationales et ensuite « entériné » par les sections et cellules locales. Nous verrons dans le cas de l'AKP que l'intervention du centre ne vient qu'après une désignation initiale des candidats au niveau local.

[326] "Ak Partide Yarış Kızıştı", *parola bahçeşehir*, 17.11.2013, http://www.parolabahcesehir.com/haber-805-AKPARTIDE-YARIS-KIZISTI.html, consulté le 03.09.2014

5.2.1.1 Biographies des candidats

Mevlüt Uysal est avocat, ce qui s'avère être à double tranchant lors des élections. D'une part, sa ressource professionelle lui apporte une légitimité du fait de son savoir juridique sur l'évolution de loi urbaine. Dans un autre contexte, en revanche, sa profession est source de délégitimisation pour les habitants Alevi, dans la mesure où il est un des avocats ayant défendu les individus accusés d'assassinat lors des évènements de Madımak[327]. Il est l'ancien président de la section de l'AKP pour l'arrondissement de Küçükçekmece, dont Şahintepe faisait partie entre 2001 et 2007. Cela lui apporte d'importantes ressources partisanes et organisationnelles, ainsi qu'une connaissance des problèmes des quartiers précaires. Il a quitté cette position pour se porter candidat à l'élection législative de 2007, mais n'a pas été élu. Il est élu maire de Başakşehir en 2009 ; à travers ce mandat, il dispose de puissants réseaux d'influence ainsi que d'une assise électorale personnelle à Şahintepe. Il a les avantages associés à l'étiquette partisane et institutionnelle en termes d'électorat, d'infrastructure et d'accès aux ressources au niveau national et local : subventions, accès aux ministères, responsabilités parlementaires, ainsi que le registre du « faire » que nous allons traité en grande ampleur lui apportent une reconnaissance sociale.

Mehmet Şahin est un pharmacien originaire de Tokat. Il est membre du conseil municipal d'Istanbul, ainsi que du conseil municipal de Başakşehir. Il a été entre 2009 et 2012 maire adjoint de l'arrondissement de Başakşehir mais, en octobre 2012, a été privé par Uysal de ce poste. La carrière politique de cet homme illustre le contrôle maintenu par l'AKP sur les mandats locaux. Selon nos entretiens avec lui, lors de l'établissement de l'arrondissement de Başakşehir, Aziz Babuşçu (le président de l'AKP pour la ville d'Istanbul) l'a appelé dans son bureau et lui a proposé d'être le président de la section AKP pour l'arrondissement de Başakşehir. Mehmet Şahin a refusé cette proposition en disant que les présidents des sections du parti correspondant aux arrondissements supprimés par les réformes de 2008 devraient être prioritaires pour les postes de président. Ainsi, Aziz Babuşçu a donné cette tâche à Ahmet Selim Köroğlu, l'ancien président de la section pour l'arrondissement d'Eminönü. Juste avant l'élection de 2009, Ahmet Selim Köroğlu et Mevlut Uysal ont appelé Mehmet Şahin et lui ont dit qu'il serait maire adjoint, ce qu'il a accepté sans difficulté aucune. A cet engagement

[327] Le massacre de Sivas (*Madimak Olaylari, Sivas Katliami*) a eu lieu le 2 juillet 1993 à Sivas, une ville du centre de la Turquie. Les intellectuels se sont retrouvés pour célébrer la vie du poète alévie du 16e siècle Pir Sultan Abdal. La foule a mis le feu l'hôtel de Madımak en criant des slogans islamistes. 37 personnes, dont 33 intellectuels alévis ont été brulés vifs. "Les événements de Sivas ont été suivis par une série de déclarations émanant d'islamistes, que certains alévis ont considérées comme insultantes, conduisant nombre d'entre eux à considérer les islamistes comme les pires ennemis" (Massicard 2005 p:120).

institutionnel s'ajoute une importante liaison associative due à ses liens avec l'association *Tokat Uzun Öz Derneği* (l'association sunnite de pays pour la région de Tokat). Jusqu'à sa marginalisation au sein de l'organisation municipale, son cumul de mandats et ses liaisons lui ont apporté des ressources matérielles et sociales. Ces relations lui ont permis de créer des relations clientélistes au sein du groupe de Tokat sunnites, portant, selon les propos de militants AKP, sur certains besoins essentiels, en particulier l'emploi.

Özlem Erol est ingénieure, diplômée d'une université prestigieuse de Turquie :l'Université Technique de l'Istanbul. Elle y a fait ses études en tant que femme couverte à une époque où l'interdiction de l'entrée des femmes voilées à l'université était toujours en vigueur. Bien que cela lui apporte une ressource politique au sein des femmes islamiques, sa condition de femme rend très difficile l'accès aux postes de responsabilités de haut niveau. Seul un très petit nombre de femmes ont des mandats d'élues.[328] Selon l'étude d'Edibe Sözen (2010), dans le partage des rôles politiques, les femmes dans l'organisation de l'AKP choisissent le rôle « de remplacement» au lieu de celui « de différenciation ». La culture partisane de l'AKP étant basée sur le principe que la réussite de l'homme est plus importante que celle de la femme. Les militantes ne revendiquent pas l'égalité et la différenciation, mais mettent plutôt en avant la nécessite sociale de trouver les solutions aux problèmes des femmes. Ayata et Tütüncü (2008) soulignent que la direction de l'AKP place les femmes dans le contexte de la patriarchie religieuse, et que le rôle des femmes est considéré dans le contexte de la famille et de la maternité. Ainsi, les femmes n'ont qu'un impact mineur sur la question de la représentation ou sur le changement de rhétorique et de programme du parti. Elles ne sont pas proches des positions de pouvoir au sein de la structure organisationnelle. Dans ce contexte, la candidature d'Erol ne pouvait pas créer de conscience de différenciation, du fait même de l'intériorisation des hiérarchies sexuelles par l'organisation.

5.2.1.2 Les enquêtes sur les candidats

La constitution de l'AKP prévoit trois méthodes différentes pour évaluer les candidats : les élections internes, l'enquête dans l'organisation (*Teşkilat/temeyül yoklaması*) et l'enquête centrale. L'enquête dans l'organisation est appliquée lorsque le comité central du parti demande l'opinion des membres de l'organisation locale sur le choix du candidat. Cette

[328] Deux femmes ont obtenu des mandats de maire en 2014: pour la ville Gaziantep, Fatma Şahin ; pour l'arrondissement Meram de Konya, Fatma Toru (le première femme voilée).

opinion n'est qu'indicative ; la décision finale étant prise par le centre. Selon le règlement interne de l'AKP (Règlement 2013 p :74), cette enquête locale (*Teşkilat/temeyül yoklaması*) est limitée à certains membres de l'organisation d'arrondissement du parti habitant dans l'arrondissement[329]. L'enquête centrale, pour sa part, n'est pas ouverte aux opinions des branches locales, mais ne sollicite l'avis que des instances centrales du parti. Afin de déterminer leurs candidats officiels, la direction nationale de l'AKP a choisi les méthodes des enquêtes locales et centrales pour les élections de 2014, et leur a ajouté un sondage public. Sur les 202292 électeurs de l'arrondissement de Başakşehir, 1200 électeurs ont été enquêtés. Ensuite, les « éminences » locales (*kanaat önderleri*) ont été consultées[330]. Les résultats de ces enquêtes et sondages sont ensuite directement transmis au quartier général du parti à Ankara, sans être publiés. Tayyip Erdoğan et son équipe de neuf personnes évaluent les résultats ; la décision finale est prise par cette équipe. Cette procédure centralisée est en accord avec les propos de Ayan (2010 : 198), qui observe que les élites de l'AKP n'ont pas à réprimer les opinions de membres du parti, car ceux-ci sont « *indifférents* » à la structure de pouvoir. Des incitations positives, tels que des avantages matériels, le sens de solidarité et l'importance accordée à l'objet visé servent à consolider le pouvoir. En outre, l'enquête locale laisse penser aux membres qu'ils sont impliqués dans le processus de décision même si ce n'est pas le cas. Ayan (2010: 210) en arrive à la conclusion que l'AKP est un parti autoritaire de type hégémonique, car « *la majorité fait preuve de consentement à sa domination par une minorité* » Cette analyse, que nous allons expliquer de manière plus détaillée dans les sections suivantes, prend tous son sens pour notre cas ; elle nous aide à comprendre les résultats de l'enquête locale de l'arrondissement de Başakşehir.

Pour l'organisation de Başakşehir, l36 membres de parti ont été interrogés concernant la performance de Mevlut Uysal[331] et sur leurs candidats préférés pour le mandat de maire métropolitain, ainsi que pour la mairie d'arrondissement[332]. Ce choix ne se limite pas aux

[329] Participent de droit à cette enquête : les fondateurs du parti, les ministres ou ancien ministres, les présidents de la section AKP et les membres du conseil d'administration pour l'arrondissement et la ville, les présidents et les conseils d'administration des branches féminine et jeunesse du parti de ville et d'arrondissement, les délégués aux congrès de l'AKP pour la ville et l'arrondissement et les délégués au « grand congrès de la ville », les représentants de quartier du parti, les membres du conseil municipal, les membres du conseil de discipline de la ville, les maires AKP actuels et anciens de ville et d'arrondissement, les membres des conseils municipaux et provinciaux, les *muhtars* membres de l'AKP, les parlementaire actuels et anciens et toute autre personne désignée par le règlement électoral comme électeurs.

[330] Entretien, Mehmet Şahin, ancien maire-adjoint (pour la période 2009-2012), candidat à la canditure de la municipilité de Başakşehir, Bakırköy, 14.02.2014.

[331] "Temayülde üçüncü olmuş bir kişiye mecbur değil" *Başakşehirtimes,* 28.04.2014, http://www.istanbultimes.com.tr/ilceler/basaksehir/basaksehir-temayulde-3olmus-bir-kisiye-mecbur-degil-h26501.html, consulté le 29.08.2014.

[332] "AK PARTİ'de temmayül yoklaması", *Akşam*, 27.10.2013, http://www.aksam.com.tr/siyaset/ak-partide-temayul-yoklamasi/haber-255909, consulté le 03.09.2010

candidats officiels. Les électeurs peuvent désigner librement le candidat qu'ils préfèrent, même si celui-ci ne figure pas sur la liste des candidats officiels[333]. Nous allons voir ci-dessous premièrement les questions et les réponses sur la performance de Mevlut Uysal et deuxièmement les résultats de l'enquête de l'organisation de l'arrondissement à Başakşehir.

- Comment estimez-vous le travail de Mevlut Uysal concernant les services municipaux ?
Très réussi : 21 votes
Réussi : 33 votes
Raté (sans succès) : 65 votes

- Comment estimez-vous le travail de Mevlut Uysal concernant les relations publiques ?
Très réussi : 20 votes
Réussi : 20 votes
Raté : 78 votes

- Comment estimez-vous les relations de Mevlut Uysal avec l'organisation du parti ?
Très bonnes : 20 votes
Bonnes : 20 votes
Mauvaises : 75 votes

- Comment estimez-vous sa capacité à représenter le parti ?
Très réussie : 21 votes
Réussie : 25 votes
Mauvaise : 70 votes

- Mevlut Uysal doit-il encore être le candidat du parti ?
Oui : 40 votes
Non : 76 votes

Selon cette enquête locale, Mevlut Uysal a été perçu comme un candidat qui ne réussit ni à établir une bonne relation au sein de l'organisation et du public, ni à de rendre les services municipaux de manière efficace. Pour ces raisons, 56% des électeurs ne voulaient pas le retrouver comme candidat à la mairie. Parmi les candidats préférés de l'organisation, comme

[333] "Ak Parti İstanbul'da Temayyül Yoklamaları gerçekleştirdi.", *Haber 3*, 27.10.2013, http://www.haber3.com/ak-parti-istanbulda-temayul-yoklamalari-gerceklestirdi-haberi-2272537h.htm, consulté le 03.09.2013

nous pouvons le voir dans le tableau 5-A ci-dessous, Mehmet Şahin arrive en tête, alors que Mevlut Uysal se retrouve en troisième position. Le deuxième est Halis Dalkılıç[334], apparu dans les listes de préférence des membres bien qu'il ne soit pas un des candidats officiels de l'AKP.

TABLEAU 5-A

Enquête interne sur les candidatures à la mairie de Başakşehir faite par l'AKP

CANDIDAT	VOTES FAVORABLES
Mehmet Şahin	49
Halis Dalkılıç	30
Mevlut Uysal	21
Özlem Erol	8
Diğer	3

SOURCE : Başakşehir Times, 28 avril 2014[335]

Ces chiffes nous laissent penser que l'organisation locale de l'AKP n'était pas satisfaite de la performance de Mevlut Uysal et aurait préféré un changement de candidat. Selon Mehmet Şahin, le sondage public mené au sein de l'arrondissement montrait la même tendance que l'enquête locale de l'organisation. Selon lui, 45% des enquêtés auraient préféré voir Mehmet Şahin comme candidat, alors que 20% des enquêtés ont choisi Mevlut Uysal. Mehmet Şahin[336] nous a expliqué qu'il n'est pas devenu le candidat officiel afin de préserver

[334] C'est un membre du conseil municipal d'Istanbul ainsi qu'un membre du conseil municipal de Başakşehir pendant la période 2009-2014. Il est actuellement le président adjoint de l'organisation du parti pour Istanbul (*il başkanı yardımcısı*) et le président provincial de l'unité organisationnelle (*AKP istanbul il teşkilatlanma başkanı*).

[335] "Temayülde üçüncü olmuş bir kişiye mecbur değil" *Başakşehirtimes,* 28.04.2014, http://www.istanbultimes.com.tr/ilceler/basaksehir/basaksehir-temayulde-3olmus-bir-kisiye-mecbur-degil-h26501.html, consulté le 3.09.2014

[336] Lors de l'entretien, bien que Şahin ait émis des critiques à l'encontre de Mevlüt Uysal, il continue de le nommer « chef » *(reis)*. Il ne cesse de lui montrer du respect en présence d'une autre personne. Ce type de comportement est fort différent de celui du candidat de CHP Kemal Aydın, qui n'a cessé, lors de l'entretien, sachant pertinemment que notre conversation était enregistrée, de tenir des propos désobligeants sur Karabat–. Şahin n'a pas voulu être enregistré. Une fois notre conversation commencée, il a demandé que l'enregistreur soit éteint. Même en sachant qu'il n'était pas enregistré, il n'y avait aucun écho dans ses propos des divisions du quartier. Le ton était toujours respectueux. Une interprétation possible de cette réticence serait qu'il y a une relation hiérarchique entre Şahin et Uysal, contrairement à la situation entre Karabat et Aydın, mais le contexte nous suggère que les raisonsvont au-delà. Ce comportement s'explique de manière plus générale par la politique interne de l'AKP dans la gestion des carrières de ses élus. Il est entendu que des places seront trouvées pour les candidats qui ne réussissent pas ici. A l'inverse, une fois un candidat éliminé de la course locale, il n'en est plus question. Un président d'association de *hemşehri* a dit « il n'est plus présent dans la vie politique de l'arrondissement. » La différence avec la persistance tenace de Kemal Aydın du côté du CHP était frappante.

l'unité organisationnelle. Selon lui, le 17-25 décembre 2013, lorsque les scandales liés au gouvernement national sont apparus dans la presse, il aurait pu apparaitre une rupture dans l'organisation du parti. Pour éviter tout risque de rupture, le parti a décidé de garder tous les maires sortants en place, bien qu'il était initialement prévu d'en remplacer neuf. Finalement, quatre maires seulement ont été remplacés, laissant leur mandat de leur propre volonté. Mevlüt Uysal ne s'étant pas démis volontairement, il est donc maintenu. Comment expliquer le maintien d'un personnage qui semble pourtant contesté au sein même de son parti ? Quels sont les effets sur les militants ? Contrairement au cas du CHP, ne pas être choisi ne semble pas créer de problème pour les candidats de l'AKP. Şahin explique que l'AKP est *« un parti de cadre (kadro partisi) où, quand ta tâche se termine à un endroit, une autre tâche commence ailleurs ».* En l'occurrence, nous savons maintenant que Şahin a été proposé par l'AKP comme candidat aux élections parlementaires de 2015 dans sa ville natale de Tokat. L'autre candidate dont nous avons parlé, Özlem Erol, est, quant à elle, devenue membre du conseil municipal de Küçükçekmece.

5.2.2 Les militants et la culture militante

De manière plus générale, le comportement que nous avons observé parmi les candidats est représentatif d'une tendance plus vaste à l'intérieur du parti, qui concerne les militants de quartier tout autant que les responsables et candidats, et qui explique aussi bien l'obéissance des candidats que l'acceptation par les militants et membres du parti du choix d'un candidat qui n'était pas le favori local. Le milieu et la culture militante, néanmoins, ne se limite pas à l'obéissance. Un second élément critique se trouve dans leur recrutement et leur ancrage social. Tout comme certains éléments de son idéologie, cet aspect de la culture militante de l'AKP est en partie un héritage des partis islamistes de la fin du 20^{e} siècle. Nous poursuivons dans cette seconde section du chapitre l'hypothèse qu'un élément important de l'efficacité pédagogique de l'AKP se trouve dans la synthèse réalisée par ce parti de deux styles d'organisation : d'une part le modèle d'action militante hérité d'une époque où les partis islamistes ne pouvaient compter sur l'accès aux média, et risquaient régulièrement l'interdiction ; d'autre part le modèle contemporain d'un parti hégémonique représentant l'Etat et ayant pleinement accès aux ressources publiques. Il nous faut donc débuter par un rapide retour historique avant d'analyser en détails le monde contemporain des militants tel que nous avons pu l'observer directement.

Observant le RP des années 1990, Ayata (1996 : 52) précise que l'activité militante de ce parti offre à sa base trois éléments essentiels : une idéologie claire, un soutien matériel direct, et surtout un contact sympathique et empathique avec des militants issus du même milieu social que les électeurs qu'ils visent. La réussite du RP est expliquée par Sayarı (1996) par le mécontentement contre les partis laïcs du centre-droit et centre-gauche, mais aussi par l'efficacité et la discipline de son organisation à l'échelle locale et par l'accroissement du rôle et de la visibilité de l'Islam. L'organisation locale se trouve donc au centre de l'explication du succès du RP. Ce parti mobilise à son époque le plus grand nombre de militants bénévoles parmi tous les partis politiques turcs. L'organisation de base du RP est dotée de cadres fidèles, hommes et femmes, qui travaillent avec un zèle missionnaire et bénéficient d'une technologie de pointe, tels des ordinateurs avec des données précises concernant les électeurs. Bien organisés en unités de cellules dans chaque quartier, ils visitent chaque rue et groupe des maisons et rassemblent des informations sur chaque électeur et famille. Suivant les renseignements rassemblés, ils évaluent les situations et cherchent des solutions à chaque problème. Pour pénétrer la société, l'arme la plus efficace du parti consiste en des activistes féminines, apparues pour la première fois lors de la période du RP. Selon le travail de White (2007) à Ümraniye, le parti encourage ses militants à s'enraciner dans des réseaux informels en mobilisant ses codes culturels, en généralisant les relations de réciprocité et de face à face pour répandre ses idées politiques. La personnalisation d'un message politique constitue un certain style de mobilisation massive afin d'activer individuellement la population. Ainsi, le caractère informel du parti résiste à toutes les interdictions. C'est ce modèle d'organisation, à la création duquel Erdoğan a lui-même contribué lorsqu'il il était membre du RP, qui a été repris et amélioré par l'AKP. Nous verrons au chapitre suivant que le rôle des militants, leur ancrage social est pénétration dans les lieux de sociabilité, est central dans l'action de l'AKP. Il est important, également, de bien cerner ces hommes et ces femmes. Qui sont-ils ? ; Quelles sont les raisons de leur mobilisation initiale et de leur engagement dans la durée ? ; Comment sont-ils organisés et encadrés ?

5.2.2.1 Pourquoi devenir militant ?

Sawicki et Siméant (2010 : e92) remarquent que les carrières d'activistes sont déterminées par trajectoires individuelles et collectives ; des exemples de notre terrain d'enquête illustrent et confirment ce propos. Ces exemples servent également à illustrer des caractéristiques du milieu, en particulier le rôle des idées et des évènements, tels que la religion ou la sociabilité.

Bien qu'elle soit une habitante de Şahintepe, le niveau économique de la militante Birsen[337] est plus élevé que la plupart des habitants du quartier. Avant d'être militante du parti, elle tenait un restaurant. Son mari (décédé) l'a motivée à travailler pour le parti, qu'elle a donc rejoint suivant ses encouragements. Aujourd'hui, l'activité militante est devenue une partie importante de sa vie. Dans ce contexte, l'analyse de Wedel (2001) pour le RP prend tout son sens pour l'organisation de l'AKP a Şahintepe. Les hommes encouragent la participation politique des femmes, car cela ne les empêche pas de maintenir le contrôle et le pouvoir sur elles. Dans le contexte du système de parti politique turc dans lequel les votes de délégués sont importants, la participation active des femmes peut augmenter le pouvoir des hommes au sein du parti, en supposant que ces derniers déterminent le vote des premières (Weidel 2001 : 153). De plus, Birsen, dans les entretiens que nous avons conduits avec elle, nous a expliqué son histoire difficile. Elle lisait le Coran en fermant les rideaux pour que les autres ne la voient pas faire ses prières. Pour cette femme, l'essentiel était la défense de ce qu'elle considère comme les gains en matière de liberté religieuse apportés par le gouvernement AKP. Nous retrouvons ici un positionnement contre une vision laïque de la modernité évoquée par Wedel (2001) dans le cas du parti Refah RP des années 1990. Selon Wedel (2001), les femmes des *gecekondu* ont choisi ce parti car le régime kémaliste leur a donné une expérience négative de socialisation au quotidien. L'interdiction de porter le voile dans l'espace publique comme les universités et autres institutions publiques les désavantageait par rapport aux femmes laïques. Cela créait une différence entre les sexes, et était devenu un sujet d'actualité repris par les médias (Wedel 2001). Apres l'arrivé de Tayyip Erdoğan, les femmes religieuses ont gagné de la visibilité dans espace public. Maintenant, elles peuvent étudier à l'université ou travailler dans les institutions publiques tout en étant couvertes.

La militante Çiğdem[338] nous a expliqué que le mouvement de *Gezi* lui a donné l'impulsion de travailler pour le parti. Quand elle a vu qu'il y avait une contestation contre le gouvernement et l'Etat, elle a décidé de sortir de son « *quartier sécurisé* »[339] pour aller au contact du peuple. Il faut rappeler que pendant les manifestations de Gezi, la presse proche du gouvernement a affirmé que les manifestants de Gezi, présentés avant tout comme les groupes

[337] Entretien, Birsen Ayvaz, presidente de la branche féminine de l'organisation de Şahintepe 2, Şahintepe, 22.09.2014.
[338] Entretien non structuré, Çiğdem Karadeniz, militante de l'organisation du quartier de l'AKP qui est également la presidente adjointe de la fondation de *Bilim ve İnsan,* Şahintepe, 3.03.2014.
[339] *Ibid*.

laïques, avaient battu une femme couverte à Kabataş, à cause de son voile,[340] ou même étaient entrés dans une mosquée avec les chaussures pour y boire des bières. Même si d'autres organes de presse ont démentis ces dires, nous avons observé qu'elles ont été maintenues dans la presse pro-gouvernementale. Le *Kulturcampf* défini par Kalaycıoğlu (2014), que nous avons déjà évoqué, était à cette occasion assourdissant ; nous avons entendu des échos de ces deux affirmations à Şahintepe. Dans ce contexte, Çiğdem nous a expliqué que les mouvements de Gezi créaient un danger non seulement pour le pouvoir de Tayyip Erdoğan, mais également et surtout pour ce qu'elle considère comme les gains en matière de liberté religieuse apportés par le gouvernement AKP. Cette défense du droit de pratique contre un mouvement perçu comme non seulement laïque mais anti-religieux est un élément de ressemblance avec les militants des Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et de la Confédération française des Travailleurs Chrétiens (CFTC). Dans tous ces cas, l'explication de l'engagement militant repose « *non pas sur l'expérience individuelle, mais sur une souffrance partagée ancrée dans une histoire collective largement partagée* » Sawicki et Siméant (2010 : e92). Pour cette militante, le parti et son programme politique représentent avant tout l'attente de vivre dans des meilleures conditions. Dans ce contexte, les transformations de l'espace urbain sont comprises à travers l'expérience d'autres transformations positives quotidiennes. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, cela renforce une vision d'unité pour les militantes. Cette image unitaire se rajoute aux directives venant du centre dans le but d'encadrer et d'harmoniser l'action militante pendant la campagne électorale, dont il sera question dans la section suivante, pour occulter toute division interne du parti.

Une dernière trajectoire est illustrée par les militantes Lale[341] et Banu, anciennes partisanes du SP. Toutes les deux ont travaillé pendant les élections de 2009 pour le SP. Mais après les élections de 2009, les responsables du SP au niveau de l'arrondissement n'ont pas entretenu les liens, de sorte qu'elles ont décidé de rejoindre l'AKP. Ce choix valide la conclusion de Kalaycıoğlu (2014) à propos des électeurs, lorsqu'il affirme qu'il est relativement facile de passer d'un parti à un autre à l'intérieur d'une même famille politique. A ceci, nous pouvons rajouter la notion de sociabilité. Dans ce cas, le manque d'affiliation sociale du SP pousse les militantes vers l'AKP. Un élément supplémentaire nous vient de la notion de capital militant, défini par Matonti et Poupeau (2004:8) comme « *capital de*

[340] « Başbakan Erdoğan'ın yerlerde sürüklediler dediği anne stara konuştu » star gündem, 13.06.2013, http://haber.star.com.tr/guncel/basbakan-erdoganin-yerlerde-surukleliler-dedigi-anne-stara-konustu/haber-762093, consulté le 16.04. 2014

[341] Entretien non structuré, Lale, militante de l'organisation du quartier de l'AKP, Şahintepe, 07.03.2014

fonction né de l'autorité reconnue par le groupe et à ce titre instable : incorporer sous forme de techniques de dispositions à agir, intervenir ou tout simplement obéir, il recouvre un ensemble de savoirs et de savoir-faire mobilisable lors des actions collectives ». Ce capital, une fois acquis, apporte une fonction et un statut ; l'action militante en elle-même devient valorisante au-delà de l'adhésion à une organisation particulière. Le choix de l'organisation peut ainsi dépendre des incitations offertes par les unes et les autres. Nous avons vu (Ayan, 2010) que les incitations offertes par l'AKP sont particulièrement importantes. Dans ce contexte, nous pouvons comprendre le passage de ces militantes d'un parti peu organisé à un autre, qui semble mieux intégré et qui donne de meilleures possibilités de sociabilité ainsi que des incitations matérielles pour l'avenir. Sur un point important, en revanche, l'adhésion à l'AKP pourrait être perçue comme surprenante ; la militante Lale, comme la plupart des habitants de Şahintepe, risque de perdre son logement car sa famille a continué de faire des constructions illégales pendant la période électorale de 2009. Comment expliquer cette contradiction apparente ? Encore une fois, l'apparence de cohérence humaine et idéologique s'avère quelque peu trompeuse ; il se peut que cette femme et sa famille poursuivent, consciemment ou non, une stratégie personnelle en contradiction avec son engagement politique. Mais ceci n'est pas la seule réponse possible. Nous pouvons supposer que, même si AKP est perçu comme un menace de démolition, l'attente des rémunérations sociales et matérielles du militantisme a une valeur suffisante pour justifier l'engagement. Une autre possibilité est que la logique de négociation et de compensation sur la question foncière permette à cette militante de rationaliser ses engagements divers en créant l'attente que toute démolition donnera lieu à une possibilité d'échange profitable.

5.2.2.2 Rôles et rétributions des militants

Devenir militant est une chose, le rester en est une autre. Sawicki et Siméant (2010 : e83-e84) mettent en garde contre toute confusion entre la mobilisation et le « dévouement ». A la question de l'action militante dans la durée, l'analyse d'Ayan fournit une piste d'explication par son analyse des incitations positives liées au militantisme dans l'AKP. Nos contacts avec les militants du quartier nous laissent penser que pour beaucoup d'entre eux les motivations notées dans notre discussion de la mobilisation sont sincères, mais n'expliquent pas tout pour autant. Comme nous l'avons déjà noté, Ayan (2010) argumente que l'AKP est un parti autoritaire de type hégémonique qui s'assure de l'obéissance volontaire des membres et militants en distribuant des incitations positives tel que les avantages matériels et la solidarité autour d'une cause, consolidant ainsi son autorité au sein de l'organisation. Il ne

faut pas oublier dans ce contexte que l'AKP reçoit la plus grande part des financements provenant des subventions de l'état. Il alloue 30% de son budget aux organisations locales du parti, ce qui crée des incitations matérielles importantes. Selon Ayan (2010), celles-ci constituent la base des réseaux clientélistes en Turquie, en renforçant l'autoritarisme au sein des structures du parti. Elle a défini ces incitations selon les termes de Panebianco (1988) comme des avantages organisationnels concrets que ne distribuent les dirigeants du parti qu'à certains militants dans des quantités variables. Elle indique qu'en Turquie, les incitations matérielles sont généralement distribuées aux dirigeants locaux de l'organisation de l'arrondissement du parti. Selon la présidente de l'organisation du quartier, les militantes ne sont pas payées. Elles peuvent néanmoins être rémunérées autrement. Le parti donne parfois aux militantes une carte de paiement pour le supermarché BIM[342]. Après les élections, certaines militantes ont eu un séjour gratuit dans un grand hôtel appartenant à Mevlüt Uysal dans la ville de Yalova. Les militantes s'aident aussi entre elles ; celles provenant d'un milieu plus aisé contribuent au soutien matériel de leurs collègues plus modestes, à l'instar d'une militante qui a donné ses anciennes chaussures. Un autre exemple témoigne de cette entraide officieuse. La militante Birsen a annoncé qu'elle avait un travail avec Çiğdem, voulant dire qu'elle allait accompagner Çiğdem pour la distribution d'aide au nom d'une fondation. La militante Banu[343] a pris la parole en disant « *donne m'en aussi !* ». Dans cet échange implicite, nous constatons que les militantes du quartier possédant un niveau économique plus modeste n'hésitent pas à chercher des avantages, alors que les militantes économiquement plus aisées agissent plutôt par mission morale ou religieuse. Ainsi, ce que nous pouvons ajouter à l'analyse d'Ayan (2010), c'est que les incitations matérielles ne sont pas distribuées seulement par le parti, mais aussi par les militantes entres elles.

Ayan (2010) indique que le parti doit avoir également recours à d'autres types d'incitations, car l'usage des incitations matérielles est coûteux. La technique d'enquête est un exemple d'incitation solidaire au sens d'une participation aux décisions internes ; les membres du parti se sentent plus impliqués dans ses décisions et pensent que leurs opinions sont appréciées, peu importe la réelle influence des enquêtes. La solidarité peut aussi exister à plus large échelle, dans l'occasion offerte par la direction du parti aux membres locaux de faire partie d'une entreprise visant à « servir le pays », dans le sens de porter secours aux personnes dans le besoin. Parallèlement à une analyse similaire de Marie Cartier citée par

[342] BİM a été créé en 1995. Le groupe fait figure de *leader* turc du *discount*, avec 3242 magasins sur tout le territoire turc (Pérouse, Morvan et Martin 2013). Bien qu'il n'apparaisse nulle part sur les documents officiels de la société (http://www.bim.com.tr/Categories/637/ortaklik_yapisi.aspx), les rumeurs an niveau national veulent que le fils de Erdogan en soit un partenaire.

[343] Observation Participante, dejeuner avec les militantes, Şahintepe, 03.04.2014

Fillieule *et ali.* (2009 :515), nous pouvons noté pour les militantes que nous avons rencontrées que « *leur socialisation militante produit des dispositions à apprécier un métier permettant de rendre service aux autres* ». La présidente de l'organisation de Şahintepe 2, Birsen, nous a indiqué que le sentiment d'utilité envers les personnes défavorisées joue un rôle important dans l'adhésion de l'organisation[344]. L'organisation du quartier a pris les coordonnés des personnes dans le besoin et informe les différents acteurs susceptibles de les aider. Parmi eux se trouvent la municipalité, les fondations, des entreprises ou des personnes à titre individuel[345].

Ces aides sont fournies non seulement aux électeurs mais également aux réfugiés syriens. Cet exemple nous permet non seulement de mieux comprendre les motivation des militants, mais également de voir encore une fois les liens multiples entre l'organisation du parti et la municipalité ou encore des organismes caritatifs. A leur arrivée, les syriens n'avaient aucun logement et dormaient dans les champs. La municipalité leur a trouvé des logements et leur a fourni des appareils électro-ménagers, ainsi que du charbon, mais certaines militantes de l'AKP sont allées plus loin. En raison du fait que les militantes ne parlent pas arabe, elles ont trouvé des interprètes locaux pour pouvoir communiquer et inventorier les types de besoins. Les réponses étaient changeantes et allaient par exemple de simples accessoires à des meubles. La présidente de l'organisation de Şahintepe 2, Birsen a visité les maisons des refugiés syriens[346] pour la fondation de *Bilim ve İnsan* (la science et l'humanité)[347]. Elle voit 30 foyers syriens chaque semaine, leur apporte des provisions. L'importance de ces pratiques, au-delà de leur portée politique internationale, est de créer un sentiment de devoir moral et religieux parmi les militantes de l'organisation. Toutefois, ce sentiment d'aide ne se limite pas à la protection de leurs frères religieux mais sert aussi leur propre nation selon les propos d'une militante : « *Les habitantes nous demandent pourquoi nous aidons les Syriens plutôt qu'elles. Mais si on laisse l'étranger affamé, que dieu nous protège (mazallah), on ne sait jamais ce qu'il va faire*[348] ». Nous pouvons voir une certaine similitude avec l'analyse de Fretel (2004 :78) concernant les militants catholiques de l'UDF quand il observe que c'est dans « *les actions bénévoles, dans l'aide à autrui que chacun a pu*

[344] Birsen Ayvaz, entretien non-structuré, presidente de la branche féminine de l'organisation de Şahintepe 2, Şahintepe, 03.03.2014.
[345] Ce sujet sera traité de manière plus détaillée au chapitre 7.
[346] Observation Participante, visites des maison syriennes, Şahintepe, 07.03.2014.
[347] Le president de cette fondation est Turan Kıratlı. Il était également député AKP pour les années 2007-2011. Pour plus de détails, *cf.* http://bilimveinsanvakfi.org.tr/baskanimiz. Il est connu pour appartenir à la confrérie Süleymancı.
[348] Entretien non structuré, Çiğdem Karadeniz, militante de l'organisation du quartier de l'AKP qui est également la presidente adjointe de la fondation de *Bilim ve İnsan*, Şahintepe, 03.03.2014.

bricoler sa religiosité et se saisir à jamais de la dimension expérientielle qui concerne la communication avec la divinité » que ceux-ci inscrivent leur action politique. Nous retrouvons de nouveau l'analyse d'Ayan (2010) de « l'incitation solidaire », qui incite les militants à se considérer comme non seulement au service d'une organisation partisane, mais également au « service de leur pays ». Pour les militants catholiques de l'UDF, le sentiment de « se rendre agréable à Dieu » joue ce rôle d'incitation à la solidarité sociale, pareillement au sentiment de *Zekat*, à savoir le devoir de chaque musulman d'aider les pauvres. Ce sentiment liant l'action politique, sociale et religieuse, il nous semble, se trouve parmi les militants de l'AKP et leur permet de mieux dépasser les questions de choix de candidats pour voir dans l'engagement politique avant tout l'occasion de bien agir.

Au-delà des incitations matérielles et du sens du devoir solidaire, les occasions de sociabilité offertes par le parti jouent un rôle important. Birsen, la présidente de l'organisation de Şahintepe 2, nous dit qu'elle devrait logiquement quitter l'organisation du quartier parce qu'elle habite loin de la zone dont elle est responsable, ce qui lui impose des trajets longs et fatigants. Néanmoins, dit-elle, ses pieds la mènent toujours à Şahintepe, car l'énergie de l'organisation est très attirante[349]. Les militantes continuent de se rassembler entre elles après leur travail électoral pour manger ensemble ou simplement discuter. Ce n'est pas seulement qu'elles aiment appartenir à l'AKP, mais elles prennent aussi plaisir à se retrouver avec leur cercle d'amies. Fillieule *et ali.* (2009 :504) notent que les réseaux de camaraderie rendent le désengagement difficile ; selon ces auteurs, lorsque les militantes deviennent des compagnons de lutte, ils partagent des moments de sociabilité, réunis égalitairement lors de certains moments privilégiés, partagent les difficultés, les conversations et les repas. Cela renforce la loyauté envers l'organisation et augmente la motivation des membres. Dans la hiérarchie des motivations, néanmoins, ce sentiment de sociabilité est subordonné au caractère autoritaire et hégémonique de l'AKP. Celui-ci s'assure non seulement de l'obéissance des militants dans le cadre de la sélection des candidats, mais aussi pour les changements dans l'organisation du quartier lui-même. La militante Çiğdem a été mise à l'écart de l'organisation du quartier mais reste active dans la distribution d'aides au nom de sa fondation pendant la campagne électorale[350]. Bien que cela ait créé une grande tristesse dans l'organisation, personne ne s'est plaint à l'organisation de l'arrondissement. Son départ m'a été expliqué comme une décision prise à un haut niveau, où il a été décidé de la remplacer. Malgré le départ de Çiğdem,

[349] Entretien non structuré, Birsen Ayvaz, presidente de l'organisation de Şahintepe 2, Şahintepe, 06.03.2014.
[350] Les raisons de cette mise à l'écart n'ont jamais étaient officiellement expliquées. Selon Birsen, il s'agirait d'une trop grande familiarité avec les militants masculins de l'arrondissement, avec qui elle s'était souvent fait prendre en photo.

appréciée des militantes, notre interlocutrice a insisté sur le fait que sa remplaçante sait très bien faire les discours politiques. Ainsi, ce changement a créé un mécontentement, mais pas une grande déception envers le parti. Nous pouvons voir au travers de cet exemple que l'AKP n'est pas un parti parfaitement unifié au sens de la discipline autour d'une cause idéologique. Mais les militants sont indifférents des décisions venant de plus haut. Cela crée une image d'union et de cohérence qui occulte les problèmes au sein du parti. Vu de l'extérieur, le message transmis est l'unité. Cette unité apparente est renforcée par une structure organisationnelle que nous étudions dans la section suivante.

5.2.3 Recrutement des membres du parti

L'AKP comprend un très grand nombre – estimé à plus de sept millions – de membres inscrits[351]. Tous, il est évident, ne participent pas de manière directe à l'activité militante du parti, mais l'accumulation du plus grand nombre d'inscrits est pour l'AKP, contrairement à ce que nous avons vu pour le CHP, de grande importance. A Başakşehir, l'AKP a 40.000 membres inscrits. La branche des jeunes totalise à elle seule 8000 membres, parmi lesquels 2000 participent activement au travail du parti[352]. Selon l'analyse d'Özbudun (2006 : 552), l'AKP peut approcher le modèle du parti de masse avec ses adhérents, même si, selon lui, les partis turcs partagent également certaines caractéristiques d'autres types de parti – cadre, attrape tout, cartel – avec de fortes spécificités clientélistes. Nous ne cherchons pas à entrer dans le débat sur le positionnement de l'AKP dans le modèle des partis. Il suffit ici de noter que l'inscription des membres est très utile au parti, dans le sens où elle lui permet de pénétrer dans la société civile dont ils font partie, comme nous allons le voir par la suite. Dans le cadre de ce milieu élargi d'adhérents, les militants deviennent « compagnons de lutte » de tous les jours. Ils se réunissent sur un pied d'égalité, partagent les moments difficiles mais aussi de sociabilité, conversations et repas. « *Les moments de sociabilité renforcent la loyauté envers l'organisation, en procédant à l'égalisation symbolique des participants* » (Fillieule *et ali* 2009 : 504-504). Par leur présence quotidienne dans la vie du quartier, ces membres du parti créent aussi un lien d'appartenance inédit. Cela leur permet de créer une relation de réciprocité entre le parti et ses électeurs. Dans ce contexte, tout contact entre militants et habitants devient une occasion d'inscrire des nouveaux membres au parti, qu'il s'agisse d'un contexte ouvertement politique comme les réunions électorales ou des « visites de maison »

[351]"Ak Parti üye sayısında fark attı", *Hürriyet Gündem*, 13.02.2014, http://www.hurriyet.com.tr/gundem/22588205.asp, consulté le 05.09.2014.
[352] Entretien, Furkan Levendoğlu, president de la branche jeune de la section de Başakşehir, Başakşehir, 21.02.2014.

en soutien des actions sociales et caritatives dont il sera question au chapitre 6. Cette dynamique est encore plus évidente pendant la campagne électorale ; les militants rivalisent entre eux pour afficher un maximum d'inscrits pour se faire bien voir auprès de la présidence de l'arrondissement de l'AKP.

Cette pénétration systématique de la société civile, et la course aux plus grand nombre possible de membres, il faut le noter, remettent parfois en cause la légitimité de l'inscription. Premièrement, la facilité avec laquelle l'AKP pénètre les institutions publiques a parfois été considéré comme contraire à la concurrence démocratique. Deuxièmement, les procédures d'adhésion fournissent parfois des arguments à ces concurrents quand ceux-ci cherchent à remettre en cause sa légitimité. L'ancien président d'une association de jeunesse du quartier, proche du parti pro-kurde, nous a évoqué les procédures d'enregistrement qui ont eu lieu devant une *Bilgievi* (espace de soutien scolaire gratuit pour les étudiantes de 8 à 14 ans) : « *Le Bilgievi est une école politique ! Lors d'un programme pour la journée de la femme auquel j'ai participé et emmené ma mère et ma femme, j'ai constaté qu'à l'entrée, les militantes AKP faisaient remplir un formulaire d'adhésion au parti. Il y avait Çiçek Büyükbaş (la plus connue des militantes féminines du parti) et son équipe. Elles inscrivaient les gens au parti alors qu'ils étaient venus dans le but d'assister à une conférence. Moi, j'ai réagi ! Je leur ai demandé ce qu'elles faisaient et leur ai dit qui si elles enregistraient des membres, il fallait inviter les autres partis pour qu'ils puissent aussi faire des inscriptions ».*[353] Dans ce même registre contestataire, Murat Bakır, président de la commission de coordination électorale du CHP à Şahintepe, nous a raconté que son épouse, elle aussi membre du CHP, aurait appris à sa grande surprise qu'elle était membre de l'AKP[354]. De ce fait, elle ne pouvait pas se réinscrire au CHP, puisqu'il est juridiquement interdit d'appartenir à deux partis en même temps. Bakır s'est alors rendu à la présidence de l'arrondissement de Başakşehir de l'AKP et leur a demandé de voir le formulaire d'adhésion signé par sa femme. Les responsables du parti l'ont cherché mais ne l'ont pas trouvé. Bakır avait une explication : « des militants de l'AKP auraient trouvé les coordonnés de sa femme sur la liste des parents d'élèves du *Bilgievi* où ses enfants se rendaient, et l'auraient inscrite sans son accord »[355]. D'après Bakır, cette pratique est courante : ils recueillent les informations concernant l'identité des habitants auprès des institutions publiques comme le bureau de *Muhtar* ou le *bilgievi* et inscrivent leur

[353] Entretien, Bayram Satılmış, ancien president d'association de jeunes: Her Renk, Şahintepe 09.02.2014.
[354] Entretien, Murat Bakır, président de la commission de coordination électorale du CHP à Şahintepe, Bahçeşehir, 04.04.2014.
[355] *Ibid.*

nom sur les listes afin de gonfler les listes d'inscription[356]. Malgré ces exemples, la stratégie d'inscrire le plus de membres possible a néanmoins plusieurs justifications du point de vue de la stratégie politique de l'AKP : celle de créer une identité AKP, de créer des militants potentiels ou des alliés ouverts, et de pénétrer le plus profondément possible au sein des réseaux informels de la société. Elle témoigne également de la forte capacité de mobilisation au sein du parti. Cette stratégie agressive permet également au parti de gagner beaucoup de temps dans l'organisation des campagnes électorales. Comme nous allons voir dans les paragraphes suivants, le parti recrute les membres déjà inscrits pour les comités électoraux établis pour chaque bureau électoral, ceci afin de parvenir aux électeurs inscrits à ce lieu de vote précis. C'est cette activité et son organisation de manière plus générale que nous examinons dans la suite.

5.2.4 L'organisation du parti au niveau du quartier

Nous avons déjà eu l'occasion de voir les aspects idéologiques de l'encadrement des militants dans la première section de ce chapitre. D'autres éléments de cet encadrement concernent l'activité pratique des militants. L'AKP attribue une importance particulière à l'organisation des campagnes électorales. Un livret intitulé « guide des élections » préparé par le Bureau central du parti est destiné à informer tous les militants et les candidats de la campagne pour les élections locales de 2014. Le guide donne des conseils pratiques sur la façon d'organiser la campagne. Ainsi, il convient de souligner que seulement le matériel de campagne standardisé autorisé par le centre du parti peut être utilisé par des organisations locales, en faisant allusion au caractère hautement centralisé de la campagne. Dans le guide, il est souligné que « *au sein de l'AKP, ce ne sont pas les personnes qui sont importantes, mais les principes*». Ainsi, le centre recommande-t-il de porter le même type de vêtements, d'utiliser le même type de matériel de campagne, avec les mêmes slogans et couleurs, afin d'empêcher toute différence entre candidats. De même, les militants doivent préparer en avance les réponses aux questions potentielles, en veillant à respecter les idées fortes du parti. Si jamais les participants à une réunion posent des questions techniques auxquelles un militant n'a pas la réponse, il (ou elle) doit la noter, chercher une réponse, et refaire une réunion avec les mêmes personnes afin d'apporter la réponse. Le guide décline les qualités du parfait militant, qui doit :

- montrer une attitude chaleureuse et aimable envers les électeurs ;

[356] *Ibid.*

- s'abstenir d'entrer dans d'inutiles débats avec les électeurs ou les militants d'autres partis ;
- être déterminé, sans devenir agressif, en transmettant les messages du parti ;
- s'abstenir de rabaisser les autres partis ou leurs candidats ;
- distribuer du matériel promotionnel différent pour différentes catégories d'électeurs et pour maintenir des contacts étroits avec les organisations non-gouvernementales locales ;
- participer aux occasions de vie populaires comme les mariages, enterrements ou matchs de football ;
- utiliser les réseaux sociaux d'Internet, tout en évitant d'entrer dans d'inutiles débats.

Dans ce guide, nous voyons que l'AKP demande aux militants travaillant dans les bureaux électoraux du parti d'enregistrer les visiteurs, en notant leur âge, profession et niveau d'éducation. Il faut leur demander leur besoins et leurs idées. Afin de répondre à leur question et de maintenir la communication, les militants doivent leur demander leur numéro de téléphones et e-mail. [357]

Avoir une organisation de quartier structurée permet au parti de multiplier ses chances de pénétrer dans les différents groupes sociaux. Nous traitons dans cette sous-section seulement des aspects techniques de l'organisation. Les activités des organisations seront expliquées dans les sections suivantes. Le parti maintient une infrastructure permanente au niveau du quartier, malgré le fait que « la loi des partis politiques » ne permette pas, en principe, d'organisation partisane à un niveau inférieur à celui de la municipalité. Ainsi, il n'y a pas d'unité organisationnelle légale au niveau du quartier. Cependant, les partis contournent cette interdiction en nommant informellement des représentants de quartier ou même un « comité représentatif » (Hale et Ozbudun 2010 : 44). L'infrastructure du parti au niveau du quartier est centrée sur une équipe de 11 personnes (dans le langage militant, 10+1, pour souligner la distinction entre un dirigeant et les autres membres de l'équipe). Chacun membre de ces équipes est doublé par un suppléant appelé à le remplacer en cas de défaillance. Bien que les responsables du parti au niveau de l'arrondissement soient élus, les présidents du quartier (hommes, femmes et jeunes) sont nommés par les responsables au niveau supérieur suite à des propositions de « personnes de confiance ». Du côté du parti, des critères de choix existent. Pour les simples membres, le parti inscrit tous ceux qui en font la demande, mais pour la désignation des responsables la capacité d'organisation, la situation économique et au

[357] "Ak Parti'den Seçim Kılavuzu" , *Hürriyet*, 19.02.2014, http://www.hurriyet.com.tr/ak-partiden-secim-kilavuzu-25845157, consulté le 01.03.2015

minimum l'alphabétisme jouent un rôle important.[358]. Par ailleurs, ces personnes de confiance ne sont pas obligatoirement des militants du parti, mais peuvent être un « ami ». Ce qui est attendu de la personne nommée, c'est de travailler avec une grande volonté. Il faut une personne qui s'engage du fond du cœur avec le parti, qui, « *comme Tayyip Erdoğan, travaille avec toute son âme*»[359]. Comme dans le cas des hommes politiques corses qu'analyse Briquet (1990 : 33), l'activité politique est présentée comme un devoir moral et même un sacrifice dans un registre de « dévouement ».

La taille de l'équipe peut varier en fonction de la grandeur du quartier. Ainsi, le quartier peut être divisé en deux ou trois sous-parties, chacune avec son équipe d'administration et son président. C'est le cas de Şahintepe, divisé en deux parties : Şahintepe 1 et Şahintepe 2. Le nombre de militants par équipe est décidé par le quartier général d'Ankara, qui en informe chaque branche de la section d'arrondissement. La règle générale du parti est d'établir une administration de « 10+1 » personnes pour 30 bureaux de votes–« urnes » dans l'usage local[360]. En 2014, par exemple, il y a à Şahintepe 2 équipes pour 73 urnes . Cette pratique de décision à l'échelle nationale, qui descend jusqu'au niveau du quartier, est très différente de celle du CHP. Au CHP, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, la structure locale du parti peut être changée selon les propositions des membres, bien que la décision appartienne au président de la section d'arrondissement. Cela peut donner lieu, comme nous l'avons vu à Şahintepe, à des changements successifs d'organisation au sein du quartier. Une telle flexibilité serait impossible pour une section de l'AKP.

Cette structure est deux fois répliquée, pour les femmes et les jeunes, ceux-ci étant subordonnés au corps principal masculin. Les critères que nous avons décrits ci-dessus sont valables pour les présidents des branches des jeunes et femmes. Selon Furkan Leventoğlu, président de la branche des jeunes au niveau de l'arrondissement, la nécessité de diviser la structure en sous-parties s'explique par le fait que le parti doit répondre aux besoins provenant de tous les segments de la population[361]. Il ajoute qu'un membre se trouvant dans la structure principale et qui a donc plus de 30 ans ne sait pas se servir d'un iPad, alors que les jeunes surfent d'un site à un autre facilement. Le parti crée donc une structure en divisant les branches. En outre, la capacité de faire campagne diffère selon les sexes et les générations. Le recrutement et le rôle actif des femmes et des jeunes aident le parti à mener une campagne

[358] Entretien, Furkan Leventoğlu, président de la branche jeune de la section de Başakşehir, Başakşehir, 21.02.2014.
[359] *Ibid.*
[360] *Ibid.*
[361] *Ibid.*

électorale plus active et continue. Cela s'explique, selon la présidente féminine du quartier, par le fait que les hommes travaillent pendant la journée alors que les femmes sont plus flexibles et capables d'arranger leurs travaux de ménages[362].

Le rôle important joué par les femmes dans l'organisation de terrain de l'AKP est un des éléments frappants de celle-ci – nous aurons souvent l'occasion de les voir en action dans les pages qui suivent. Déjà à l'époque du RP, Wedel (2001 :185) concluait que la structure de l'organisation apportait aux femmes de *gecekondu* une occasion d'avoir une activité publique et politique. Nos observations confirment que ceci est également vrai pour l'AKP contemporain. Toutefois, cette activité n'apporte pas de pouvoir de décision à la branche féminine au niveau local, comme national. Dans le quartier comme ailleurs, l'organisation principale, *i.e.* masculine, est en position supérieure ; c'est le frère ainé *(ağabey)* et toutes les autres branches doivent suivre ses décisions. Les militantes ne sont pas proches des positions de pouvoir au sein de la structure organisationnelle (Ayata et Tütüncü 2008). Nous retrouvons ici les conclusions d'Edibe Sözen (2010). Selon elle, dans le partage des rôles politiques, les femmes dans l'organisation de l'AKP choisissent « *le rôle de remplacement*» au lieu du « *rôle de différenciation* ». C'est à dire que la culture partisane de l'AKP est basée sur le principe que la réussite de l'homme est plus importante que celle de la femme. Les militantes s'occupent plutôt des questions sociales, et en particulier des problèmes des femmes. Nous avons noté ci-dessus que dans le fonctionnement interne de l'AKP la participation active des femmes sert effectivement à augmenter le pouvoir des hommes. Si la participation des femmes est ainsi perçue comme ne posant aucun danger à la domination masculine, elle apporte en revanche des avantages importants pour la mobilisation électorale. Ce militantisme actif permet au parti de pénétrer les réseaux sociaux préconstitués comme ceux des groupes de sociabilité de voisinage féminins pour y faire les campagnes électorales. La séparation des espaces selon le sexe, exclut les femmes de l'espace masculin, mais les femmes constituent un espace publique féminin particulier. Les détails des espaces publics masculins et féminins seront expliqués dans les sections suivantes. En insistant sur le rôle des militantes et des espaces sociaux féminins, notre propos n'est pas d'évaluer l'ascension politique des femmes. Nous cherchons plutôt a souligné que l'inscription dans des groupes de sociabilité peut contribuer aux changement politique. Fillieule *et ali.* (2009 : 506) font la démonstration de ce principe par l'exemple de la commune de Paris en 1871 qui, selon eux, était en partie le résultat des liens de sociabilité tissés auparavant dans les milieux socialistes. Dans le contexte de notre enquête, la situation n'est bien sûr pas révolutionnaire ; les lieux de sociabilité

[362] *Ibid.*

informels qui précèdent l'existence de l'AKP contribuent néanmoins à son implantation et à son ancrage.

Ce profond ancrage est à la base de la stratégie de mobilisation de l'AKP. Les présidents de quartiers préparent l'organisation des réunions de maisons. Les responsables au niveau de l'arrondissement demandent à un président de quartier de trouver des maisons pour des réunions. Une fois les maisons trouvées, une personnalité venant d'un niveau supérieur est chargée des visites. Cela peut être un élu ou un responsable du parti. En pleine période électorale, jusqu'à mille réunions de ce genre peuvent avoir lieu chaque jour dans l'arrondissement, mobilisant les efforts de 400-500 militants. Une équipe de trois à cinq militants peut, en général, animer cinq réunions mais cela peut monter jusqu'à dix réunions par jour. Lors des grandes manifestations, comme l'organisation du transport pour un grand meeting politique en dehors du quartier, le seul responsable est le président de l'organisation « principale », c'est-à-dire masculine. C'est lui qui coordonne les différentes branches.

A l'échelle du quartier, il existe, au-delà du président et des « équipes », des responsables de rues sur le style des « *precinct captains* » des machines américaines classiques, malgré une différence d'échelle (Bonnet, 2010 : 13). Il est important de noter que la portée de ce type organisationnel dépasse largement le terrain américain exploré par Bonnet. Allum (1995), s'appuyant sur le cas italien, montre que l'évolution politique des démocraties modernes peut aboutir à une professionnalisation de la vie politique et à la création de machines politiques par des partis recherchant une position « inter-classistes » cherchant à mobiliser des électeurs d'origine sociale, professionnelle, voire ethnique différentes. La machine politique est en ce sens une forme mixte, alliant les caractéristiques d'un parti de notable et celle d'un parti de masse. Auyero (1999 : 302), dans ses descriptions de la politique dans les quartiers précaires argentins, propose un exemple différent de ce type d'organisation illustrant les échanges clientélistes, avec le personnage de « Mathilde » dans le rôle de « *precinct captain* ». Ce que nous voyons avec l'AKP est ainsi une variation d'un modèle bien établi ; dans ce cas, la structure pyramidale (Alum 1995) typique des machines est établie et agit en soutien d'un programme politique transformateur, dont nous avons vu ci-dessus le fondement dans l'idéologie néolibérale. La force organisationnelle parti se rajoute à celle du clientélisme afin de « *réduire les incertitudes de l'échange social électoral* » Padioleau (1982 : 210). Dans ce contexte, le rôle des responsables locaux de l'organisation est de toute première importance.

Il s'agit de résidents pour lesquels la zone de responsabilité correspond au cadre de vie quotidien. Les responsables des rues peuvent être plus d'une personne, parfois deux ou trois. Ils sont ainsi présents sur le terrain de manière continue, y compris hors période électorale, restant à l'écoute des habitants et servant d'intermédiaires entre les habitants et les responsables du parti. Ils tiennent informés les représentants du parti des activités locales telles que les lectures du Coran ou du *Mevlud* (le poème masnavi) expliquant la naissance du Prophète, les épisodes de sa vie, ses miracles), les mariages, les naissances ou les funérailles. Pour chaque occasion, les militants apportent des cadeaux aux habitants, ou pourvoient à leurs besoins dans les moments difficiles. Par exemple, à l'occasion de funérailles, le parti fournit le repas funéraire qui peut nourrir jusqu'à 100 personnes[363]. Les formes que prend le rituel politique produit des modes de sociabilité constitués en dehors de la politique et mobilise des registres ou interviennent d'autres types de rapports sociaux, notamment de l'amitié et la reconnaissance (Briquet 1990 : 26-27). Dans ce contexte, « *la reconnaissance permet de qualifier les relations qui se nouent à l'intérieur de réseaux de soutien et de solidarité qui lient les individus et les groupes familiaux autour d'un sentiment d'appartenance politique commune* » (Briquet 1990). Le registre de la reconnaissance peut « *occulter la dimension matérielle de l'échange clientéliste au profit de son caractère d'obligation morale* » (Briquet 1990 :38). Dans ce sens, le discours de l'ancien maire-adjoint prend tous sont sens. Selon lui, « *lier les cœurs des habitants* »[364] est très important pour la réussite électorale. L'acte de lier les cœurs implique des activités diverses : frapper aux portes, résoudre les soucis des habitants et surtout et toujours leur montrer du respect. Il nous explique qu'à cette fin, il laisse son portable ouvert même la nuit pour que les personnes puissent le joindre en cas de nécessité. Il participe aux funérailles et aux mariages pour que les gens ne les oublient pas. Il nous a cité à cette fin le proverbe : « *Si tu n'as pas mis le pied dans le champ, tu n'as pas de droits sur la moisson* ». Ce type de conduite est important pour renfoncer les relations interpersonnelles qui peuvent transformer l'acte du vote en devoir réciproque. Par ce comportement, l'échange politique essaie de se présenter comme un devoir moral désintéressé. Ainsi, ces événements de la vie quotidienne représentent pour les représentants du parti les occasions les plus importantes de se rapprocher des habitants en partageant aussi bien les heures de crise que les moments de joie. Ce sont précisément ces types d'ancrage dans la vie quotidienne que nous abordons dans les sections suivantes.

[363] Entretien, Birsen Ayvaz, présidente de la branche feminine de l'organisation de Şahintepe 2, Şahintepe, 22.09.2014.
[364] Entretien, Mehmet Şahin, ancien maire-adjoint (pour la periode 2009-2012), candidat à la canditure de la municipilité de Başakşehir, Bakırköy, 14.02.2014.

Le registre de réciprocité sert également à identifier les sympathisants et ceux qui feraient office d'« espions » pour un autre parti. Selon la présidente féminine, des habitants lui auraient dit qu'une femme travaillant pour l'AKP était en fait une espionne du CHP. Elle continue toutefois à la faire travailler en mettant à côté d'elle des personnes fidèles à l'organisation. Cet épisode illustre une grande différence avec la pratique du CHP. Dans le CHP, les commérages au sujet de l'espionnage créet des ruptures au sein de l'organisation. Au contraire, dans le cas de l'AKP, la femme soupçonnée d'être espionne a simplement été éloignée ou peut, comme dans l'exemple ci-dessus, continuer à travailler, mais sous observation. Cela donne une image de la puissance de l'organisation. L'afflux d'informations récoltées par les responsables des rues, ou les simples membres, et recueillies par la direction supérieure permet un contrôle stratégique de la structure organisationnelle tout en évitant les conflits internes.

Il ne faut donc pas penser que l'AKP à accès à tous les coins du quartier ; il y a des endroits où les représentants du parti ne peuvent pas entrer pour militer. Selon le président d'arrondissement de la branche des jeunes, « la rue après Sonevler », par exemple, « appartient » au DHKP/C[365], et l'organisation du parti ne peut y entrer[366]. Néanmoins, sa motivation évidente est d'avoir des membres dans le plus de rues possible. Cela lui donne accès aux informations quotidiennes et aux réseaux informels, permettant au parti de partager pleinement la vie du quartier et d'y être une présence familière et fiable.

Selon Birsen[367], la présidente de la branche féminine de Şahintepe 2, une autre structure nommée « comité des urnes de vote » (*sandık kurulu*) a été nouvellement établie dans le but d'avoir accès au plus grand nombre d'électeurs possible pendant la campagne électorale. Cette équipe n'est pas pérenne comme celle de l'organisation du quartier mais œuvre pendant la campagne électorale. Les présidents du quartier forment une équipe de neuf personnes issues de la liste électorale de l'urne en question. Le jour de l'élection, cette équipe fournit le président des urnes et les observateurs ; elle est aussi présente pendant la campagne électorale. Elle transmet les besoins des électeurs à l'organisation principale du quartier. Selon Birsen[368], le but est de créer une équipe composée de 9 à 11 personnes, mais la plupart

[365] Le Parti Populaire Révolutionnaire - Front de Libération (DHKP-C) : organisation d'extrême gauche considérée comme terroriste par le gouvernement Turc.
[366] Entretien non structuré, Furkan Leventoğlu, president de la branche jeune de la section de Başakşehir, Başakşehir, 11.03.2014.
[367] Entretien, Birsen Ayvaz, présidente de la branche feminine de l'organisation de Şahintepe 2, Şahintepe, 22.09.2014.
[368] *Ibid.*

du temps, ils ne peuvent pas réunir autant de personnes. Généralement, l'équipe ne compte que 3 à 5 personnes. Cela s'explique par le fait que les élections ont lieu le dimanche. Certains des hommes travaillent, et ceux qui ne travaillent pas ce jour-là ne veulent pas libérer de temps pour les élections. De même, beaucoup de femmes ne peuvent laisser leur mari ou leurs enfants le dimanche. Ainsi, les tâches familiales ou professionnelles constituent un frein au travail partisan.

5.2.5 Le jour de l'élection

Les partis et leurs militants sont partout présents le jour des élections. Nous pouvons y voir en même temps le fruit de leurs travaux d'organisation et de mobilisation et, en même

ENCADRÉ 2 : Description d'un lieu de vote à Şahintepe

Le jour de l'élection à Şahintepe est autant animé qu'un jour de mariage. Les habitants sortent pour se retrouver autour des deux écoles où se trouvent les bureaux de votes. Les enfants viennent avec leurs familles. Ainsi, les lieux de scrutin sont très peuplés. C'est une nette différence que nous pouvons remarquer avec d'autres lieux de vote dans les quartiers aisés. S'ajoute à cette atmosphère l'organisation plutôt informelle de l'élection pour le *muhtar* en même temps que celle pour le maire et le conseil municipal. Contrairement aux élections officiellement partisanes (maire, conseil municipal, etc.) celle du *muhtar* est en grande partie organisée localement ; c'est aux candidats eux-mêmes de fournir les bulletins de vote. A l'entrée de l'école que nous avons observée en 2014, les bulletins pour l'élection du *muhtar* étaient distribués par diverses personnes dans une atmosphère rappellant celle d'un marché en plein air. Les noms des candidats de *muhtar* sont criés et les distributeurs de bulletins tentent de mettre les bulletins dans les mains des passants. Le résultat est que les rues autour de l'école deviennent toutes blanches, car les électeurs ont tendance à jeter tout de suite les bulletins correspondant aux candidats qu'ils ne soutiennent pas. Il se trouve que cette effervescente dans la distribution des bulletins avait une raison particulière à Şahintepe. Lors des dernières élections, en 2009, les bulletins pour certains candidats de *muhtar* avaient était enlevés du bureau de vote. Cette fois, tous les candidats cherchaient à se prémunir contre une telle éventualité en distribuant leurs bulletins à l'avance.

L'entrée de l'école est difficile, non seulement à cause de ces distributions, mais également parce que les responsables des partis se trouvent dans la cour de récréation afin de demander aux habitants leur choix. Si on leur répond « *tous mes vœux de bonheur* » (*hayırlı olsun)* , cela implique que l'électeur en question n'a pas voté pour le parti demandé. L'activité des responsables ne se limite pas à une enquête au sujet des résultats des élections. Ainsi, en 2014, le CHP a installé dans la cour une table d'informations ou les électeurs peuvent vérifier à quelle urne ils sont inscrits et même parler avec les responsables des partis. Cela peut parfois permettre de constater les alliances qui se sont formées durant la campagne. Le jour de l'élection, nous avons observé un président d'association que nous connaissions pour l'avoir interviewé, comme proche d'un parti pro-kurde assis à côté du CHP, affichant ainsi officiellement son soutien.

Comme la cour, l'intérieur de l'école est tout aussi surpeuplé. Dans les couloirs de l'école, nous avons observé les présidents d'association travaillant pour leur candidat de *muhtar*. Il y a de longues files d'attente devant les urnes, pleines de bruit et de poussière. Les bulletins de *muhtar* sont partout dans les couloirs de l'école. Strictement, cela n'est pas autorisé, mais dans l'atmosphère quelque peu chaotique, les gens trouvent cela normal. Les bruits peuvent provenir des simples conversations ainsi que des disputes politiques dans le bureau. Nous avons observé une telle dispute interrompue par l'arrivée de la police.

temps, apprécier les éléments informels qui persistent au cœur de la vie politique. La présence des militants est une obligation légale ; tous les partis doivent être représentés sur chaque lieu de vote. Le plus important, par contre, n'est pas là. Pour les partis, il s'agit d'une occasion pour afficher très publiquement leur force et leur unité. Par ailleurs, un parti représenté par une nombreuse équipe militante peut, comme nous le verrons plus bas, avoir des possibilités d'influencer les résultats. Nous avons constaté que le jour de l'élection, les militants de l'AKP étaient encadrés par des représentants venant des échelons supérieurs du parti. Une équipe venant de l'arrondissement passe durant la journée pour contrôler l'activité des militants locaux.

Cette atmosphère complexe fait naitre une opportunité d'orientation des opinions dont profitent tous les partis. La force de l'AKP dans cette situation provient des éléments que nous avons pu observer tout au long de ce chapitre : unité et discipline, ancrage dans la société et la culture locale, et force du nombre. La présidente de la branche féminine du Şahintepe 2 de l'AKP[369] nous a expliqué l'importance de ce dernier élément : être présent sur les lieux de vote avec le plus de personnes possibles, selon elle, est important pour plusieurs raisons. La plus évidente est d'essayer jusqu'à la dernière minute de convaincre les électeurs. Cette pratique n'est pas spécifique à l'AKP. Selon, Birsen, la présidente de la branche féminine de Şahintepe 2, le parti pro-kurde parle avec les électeurs kurdes en langue kurde. Les militants de l'AKP ont contesté ce comportement car ne comprennant pas le kurde. Ce même type de contestation nous avait déjà été expliqué en 2009 par un militant de MHP, pour qui il s'agissait d'une orientation des électeurs kurdes. Selon un militant dont nous avons préservé l'anonymat, un autre avantage d'une présence massive le jour du scrutin est peut-être moins avouable, mais notre interlocutrice nous en a parlé ouvertement. Il s'agit de juger de la validité des bulletins lors du dépouillage. Si tous les observateurs sont sympathisants de l'AKP, quelques bulletins comportant des « *petites erreurs techniques* » pourront être comptés. Par exemple, les bulletins pour le *Muhtar* et ceux pour les candidats à l'élection municipale doivent être mis dans des enveloppes différentes, faute de quoi le vote est invalidé[370]. Dans le cas où tous les observateurs sont sympathisants de l'AKP, ils peuvent ignorer de telles erreurs. Etre présent est donc important, et le plus nombreux possible. L'organisation mais également la culture des militants que nous avons analysés dans ce chapitre nous permettent de comprendre pourquoi l'AKP est en mesure de relever ce défi.

[369] *Ibid.*
[370] La Commission électorale suprème a annulé les bulletins de vote dans les arrondissement Büyükçekmece et Silivri. Pour en savoir plus voir : "Muhtar pusulalı mavi zarf geçersiz sayılacak", Milliyet, 05.04.2014, http://www.milliyet.com.tr/muhtar-pusulali-mavi-zarf-gecersiz/gundem/detay/1862408/default.htm, consulté 17.07.2014.

5.3 Conclusion

Les éléments idéologiques et organisationnels analysés dans ce chapitre présentent un contraste frappant avec l'état du CHP analysé au chapitre précédent. Nous avons pu constater pour ce dernier qu'une division profonde séparait le courant social-démocrate et nationaliste de ce parti. La posture idéologique de l'AKP, par contre, se sert d'un attrait populiste, basé sur le nationalisme et surtout le soutient pour l'Islam sunnite, pour soutenir une idéologie et une pratique néolibérale dont nous voyons un exemple dans le modèle de « ville globale » et les projets de transformations qui en suivent. Les éléments familiers et largement partagés de la religion et du nationalisme facilitent l'acceptation populaire du néolibéralisme. La véritable explication du succès de cette ligne idéologique, néanmoins, ne se trouve pas uniquement dans son contenu intellectuel ou même sa puissance rhétorique. A la cohérence du discours, nous devons ajouter les capacités d'organisation, dont nous avons vu certains premiers aspects dans ce chapitre.

La nature « autoritaire de type hégémonique » (Ayan, 2010) de l'organisation de l'AKP dont nous avons pu vérifier les conséquences à l'échelle locale prend toute son importance quand elle se trouve comparée à la fragmentation et la forte personnalisation observées chez le parti kémaliste. Cette organisation et cette discipline sont déployées sur le terrain électoral et social dans toute sa complexité. La discipline et la structure sont cadrées par le haut. Cette structuration – loin de la démocratie au sein du parti – produit une culture et un fonctionnement interne différents de ceux du CHP, où les responsables locaux produisent eux-mêmes la structure, au risque de créer une cacophonie au sein de l'organisation. Force est de constater que le modèle de l'AKP, centré sur la loyauté, est une réussite.

Encore plus important, peut-être, est l'héritage organisationnel des partis islamistes. Il s'agit d'un modèle d'organisation dont les origines se trouvent dans la précarité juridique où se sont longtemps trouvés les partis islamistes, sous la menace perpétuelle d'interdiction. Turam (2007) constate que l'incertitude des canaux officiels a encouragé l'émergence de relations alternatives entre la base islamiste et l'Etat Relations basées avant tout dans la vie quotidienne où les acteurs islamistes des années 1980 et 1990 ont forgé un vocabulaire de mots et d'action permettant la pensée et l'action politique, démarche que White (2007) qualifie de « *politique vernaculaire* ». Un élément important de l'organisation de l'AKP tel que nous l'avons vu dans ce chapitre est que ce parti, qui détient sans partage le pouvoir politique depuis une douzaine d'années, a néanmoins maintenu en place un modèle

organisationnel forgé dans la précarité d'une époque où la menace d'interdiction était réelle et constante. Au-delà de tout positionnement idéologique, ce fait émerge comme un élément central de toute analyse du comportement, et du succès de l'AKP. Ainsi, l'héritage d'une marginalisation qui jadis avait poussé les partis islamistes à déployer leur discours hors des réseaux formels, permet aujourd'hui à l'AKP de cumuler le pouvoir de l'Etat et l'ancrage dans les réseaux informels d'interconnaissance pour gagner les élections à toutes les échelles. La sélection et la culture des militants de l'AKP assurent un meilleur enracinement dans les réseaux de sociabilité informels, permettant ainsi au parti de diffuser un raisonnement partisan commun. Parmi les militants que nous avons rencontrés, nombreux sont eux-mêmes habitants de Şahintepe et ont souffert de ce qu'ils considèrent comme une règlementation injuste contre la pratique religieuse – la question du voile n'étant que le cas le plus évident. Nous verrons aux chapitres suivants ces militants et cette culture en action.

Chapitre 6

DE LA POLITIQUE VERNACULAIRE À LA PEDAGOGIE POLITIQUE

6 DE LA POLITIQUE VERNACULAIRE À LA PEDAGOGIE POLITIQUE

Au chapitre précédent, nous avons analysé deux conditions nécessaires à la pédagogie politique. Nous avons pu identifier le contenu idéologique du message mis en avant par l'AKP avec le courant néolibéral, et apprécier les moyens humains déployés par le parti. Dans ce chapitre, nous nous consacrons à l'analyse de cette organisation en action. Cet angle de vue nous permet de comprendre deux éléments essentiels. Il s'agit tout d'abord de l'ancrage social de l'AKP qui ouvre à ses porte-paroles l'accès aux espaces de sociabilité publics comme privés. C'est à l'intérieur de ces espaces que nous avons pu observer la traduction pratique de la ligne idéologique néolibérale en programme concret. En période électorale, les initiatives se multiplient, et nous pouvons voir l'AKP tirer un maximum d'avantage de son profond ancrage social et de sa maîtrise de la politique vernaculaire pour mener à bien son entreprise de pédagogie politique. Certaines de ses activités électorales suivent un modèle semblable à celui que nous avons vu au chapitre 4 pour le cas du CHP. D'autres, par contre, témoignent de la présence de ressources politiques et sociales particulières dont bénéficie l'AKP, et en particulier sa capacité à pénétrer dans de nombreux lieux de sociabilité non politiques du quartier.

Pour rendre compte de cette capacité particulière, nous retrouvons la notion de la « politique vernaculaire » développé par White (2007) pour expliquer l'ancrage du parti *Refah* dans les années 1990. La démarche ainsi désignée est basée sur les valeurs, les relations et les réseaux locaux, personnels et communautaires, mis en rapport avec la politique nationale (White 2007:56). La politique vernaculaire implique un engagement dans les réseaux de proximité (voisinage, familiaux), les valeurs et les normes locales (réciprocité, confiance, obligation mutuelle, hiérarchie des sexes et de l'âge) (*Ibid*). Dans le même quartier, les militantes du parti occultent les différences de statuts et d'intérêts dans les réseaux quotidiens personnalisés en agissant à travers les réseaux horizontaux (White 2007 :197). Ainsi, ce que construit le processus politique ce n'est pas une relation étroite avec les militants et le parti, mais plutôt un ensemble de relations généralisées entres militants de différents niveaux et les citoyens. Cette démarche est différente de celle des partis centralisés qui amènent leurs projets de manière « top-down ». Le parti *Refah* fusionne ses projets avec les solidarités et les sensibilités locales d'une part et les projets locaux d'autre part (White, 2007 :197). A la lumière de ces discussions, nous développons l'hypothèse que l'AKP a, en grande partie, hérité de la démarche analysée par White (2007). Les relations

politiques dans le quartier sont structurées à partir de réseaux sociaux, préexistants ou construits à cette fin. Les relations sociales prennent ainsi pour les habitants une signification politique. Dans ce sens, les usages politiques des espaces et des relations privées permettent à la politique vernaculaire et à la pédagogie politique dans le quartier de créer une compréhension particulière de la politique urbaine.

Un aspect de la sociabilité que nous avons plusieurs fois noté dans nos travaux est que l'espace social est fortement genré (« *gendered »)*; les hommes et les femmes ne se retrouvent pas socialement dans les mêmes lieux. Si, pour les premiers, les lieux essentiels de la sociabilité sont les cafés et les associations de pays (qui souvent partagent des locaux), les autres se retrouvent surtout dans les maisons. Les hommes comme les femmes fréquentent les mosquées et autres lieux religieux mais, ici encore, les occasions de travail politique se concrétisent la plupart du temps dans des contextes où seuls les hommes ou les femmes sont présents séparément, mais rarement ensemble. Le principe même de la politique vernaculaire veut que les espaces politiques respectent ces normes sociales. Dans cette section du chapitre, nous allons ainsi distinguer l'usage politique des espaces masculins et féminins. C'est dans ce cadre plus vaste que l'action et l'organisation locale du parti dont nous avons décrit les contours au chapitre précédent prend tout son sens. L'ancrage social renforcé par les liens clientélistes (dont il sera question au chapitre suivant) est un instrument de contrôle politique. Tout comme dans les cas français étudiés par Lefèbvre (2005), le but est de « *couvrir l'ensemble de la zone de manière systématique, planifiée et méthodique* » pour « *affirmer une force collective et mettre en scène une hégémonie locale* ». Ces pratiques politiques quotidiennes mobilisant les « *dimensions morales et symboliques de la politique de réciprocité et d'échange* » (Combes et Vommoro, 2012) créent un véritable « pouvoir pastoral » visant à discipliner la procédure électorale. L'objectif est bien d'éviter tout risque de « dérapage » électoral, ainsi qu'idéologique, à travers un « *maillage serré du territoire* » (Lefèbvre 2005).

Le travail politique ne se limite pas à la simple présence sur le terrain. L'accès sert avant tout à transmettre le programme politique du parti. Faire circuler l'information est ici un moyen de « *domestiquer la logique du pouvoir* » (Roger, 2010). Le choix des électeurs est ainsi assimilé à une reproduction idéologique, et le travail du parti est essentiellement pédagogique. Cette pédagogie prend une importance toute particulière lorsque le milieu dans lequel elle s'exerce n'est pas déjà fortement idéologisé. Nous nous trouvons dans une situation semblable à celle décrite par Gaxie (1977 : 125, 126), où, en raison de la faible

maîtrise idéologique des électeurs en général, et même des adhérents des partis de masse, « l'attachement à la cause » et la satisfaction de défendre ses idées ne peuvent que constituer un faible mobile d'adhésion à un parti. Il s'oppose pour cette raison à tous les modèles qui voient l'adhésion partisane comme la seule matérialisation d'une croyance politique. Il fait apparaitre combien le passage par les institutions sociales telles que les partis politiques peut apporter un « capital scolaire de substitution ». Nos observations de terrain confirment cette conclusion pour notre cas. Nous verrons dans ce chapitre à quel point la pratique de la « politique vernaculaire » facilite la transmission de ce « capital scolaire de substitution » et transforme cette transmission en pédagogie politique au service de la ligne néolibérale de l'AKP.

L'enjeu essentiel de ce travail pédagogique porte sur la transformation du régime de propriété désirée par le pouvoir AKP. Le sens de « propriété », dans ce contexte, se trouve dans un registre sociologique et politique plutôt que formalisme juridique. Un point de départ particulièrement utile pour comprendre cette sociologie politique de la propriété dans notre cas se trouve dans un groupe de travail partant du constat que la propriété ne doit pas être perçue comme un lien dyadique entre une chose et une personne, mais plutôt comme un lien entre les acteurs sociaux concernés par la question (Krukeberg 2007, Lund 2011). Dans cette vision sociologique, la propriété se distingue essentiellement de la simple possession momentanée, ou même d'un accès à long terme, en vertu de sa reconnaissance par d'autres par le biais de la société ou de gouvernement, par coutume, convention ou loi (MacPherson 1978; Rose 1994; Sikor and Lund 2009). La question se complique dans le cas où « *plusieurs ordres normatifs peuvent être appliqués pour légitimer une revendication particulière, et que plusieurs groupes et institutions sont en concurrence pour déterminer qui aura le droit de régler tout contentieux ou d'établir des précédents* » (Lund, 2011 : 73). Le passage d'un régime populiste et informel de propriété à un régime compatible avec la logique néolibérale nous semble poser précisément ce problème. Pour reprendre une formulation de Pérouse (2008 : 1), le résultat est la remise en cause de la légalité mais surtout de la légitimité de la possession par les autorités « *détentrices et créatrices de la norme* ». Là où Pérouse (2008) s'intéresse surtout au discours cherchant à résister ou à remettre en cause ce changement, nous cherchons en revanche avant tout à comprendre le discours dont l'intention est de le justifier.

Mesurons bien l'ampleur de la transition. Nous avons vu au chapitre 2 qu'une dynamique dont les éléments centraux étaient les ventes informelles, l'auto-construction, le

clientélisme et la tolérance ex-post avait produit dans les quartiers précaires un régime de propriété qui, s'il n'était pas précisément en accord avec le droit officiel, n'en était pas pour autant dépourvu de règles reconnues. Pendant toute une génération, le *gecekondu* a servi non seulement de logement, mais également d'assurance sociale, évitant à ses habitant le fardeau des loyers, et de base de la richesse personnelle et, pour certains, de vecteur d'ascension économique et sociale. Ce système a été remis en cause par le tournant néolibéral des gouvernements successifs après 1980 et surtout après l'arrivé au pouvoir de l'AKP en 2002. Le nouveau régime de propriété a comme fondation sociologique l'échange. L'achat et la vente de terrains et de logements existaient déjà dans l'ancien régime; ce qui a changé, c'est l'échelle et les acteurs des opérations immobilières. Les habitants eux-mêmes ne sont plus dans une situation d'entrepreneur, au sens qu'ils n'ont plus la capacité de « *maitriser eux-mêmes les décisions, de diriger la construction et de récupérer les plus–values éventuelles* » (Mukhija, 2003 : 142 cité par Balaban 2011 : 2175). Ce rôle appartient désormais aux grandes entreprises de construction et aux agences d'Etat comme TOKİ. Du point de vue des habitants, la transformation, si elle à lieu, devient obligatoire. Le nouveau régime correspond au « roll-out » de Peck et Tickell (2002), tel que nous l'avons analysé au chapitre 2. Le rôle accru de l'Etat nous ramène à la définition générale du néolibéralisme comme instrument de gouvernement proposée par Foucault (2004), que nous avons déjà mis en avant comme clé de lecture pour le programme de l'AKP. Selon Foucault (2004 :137), « *Il s'agit donc non pas de libérer une place vide, mais de rapporter, de référer, de projeter sur un art général de gouverner les principes formels d'une économie de marché* ». Dans ce contexte, Pérouse (2008 : 10, 11) observe que la mise en place du nouveau régime passe souvent par la délégitimisation de l'ancien. Dans les exemples analysés par cet auteur, les droits de propriété hérités de l'époque informelle – et que les détenteurs imaginaient être acquis indéfiniment – ont été annulés. L'illégalité, selon lui, peut être « créée » ou « décrétée ». La conséquence immédiate de ce changement, nous l'avons vu au chapitre 2, a été l'incertitude. Ce que nous avons constaté lors de nos observations pendant la campagne électorale de 2014 laisse penser qu'une nouvelle conception de la propriété émergeait dans les esprits. Celle-ci passe par une formalisation des titres de propriété, mais ce n'est que son aspect le plus évident. Au cœur du nouveau régime, se situe une notion des intérêts adaptée à la nouvelle situation. Celle-ci repose non plus sur la défense d'un bien précis et concret –sa maison– mais sur la valeur abstraite d'un bien en termes d'échange marchand. Il s'agit donc de justifier aux yeux des habitants ce que Roy (2009) désigne comme la « politique de compensation ». Nous devons noter, finalement, que cette pratique n'est pas automatiquement dépourvue d'élément moral. Les habitants, nous le verrons, réclament systématiquement « la justice ». Ici encore, les

termes de référence ont évolué. Roy (2009 : 266) note l'abandon d'une posture dont le point de départ est la défense de droits considérés comme absolus et revendiqués par la confrontation avec l'Etat, posture que nous avons observée dans notre cas en 2009. La justice, dans le nouveau régime, passe par le marché. En empruntant pour l'occasion le vocabulaire analytique de Walzer (1984), nous pouvons dire que ce que nous observons de la part des habitants consiste en un glissement d'une notion de justice distributive basée sur le mérite ou le besoin vers une notion basée sur le libre échange. De plus en plus, dans nos observations, lorsqu'ils réclament la justice, les habitants sous-entendent un bon prix pour leurs biens immobiliers.

6.1 Les réunions masculines

Au cœur de la pédagogie politique de l'AKP dans les réunions avec les hommes se trouve la situation transformée du régime de propriété. Cette transformation, nous devons insister, n'est pas complète. Comme dans les cas analysés par Kuyucu (2014), nous pouvons voir l'influence de l'ancien régime de propriété informelle sur le régime actuel. La dernière vague de construction informelle de 2009 (voir chapitre 1) est à l'origine de nombreux conflits d'intérêts persistants, car beaucoup d'habitants possèdent des maisons dont une partie seulement (construite avant 2004) a été régularisée. La perspective de régularisation générale avec la distribution des titres place ces hommes dans une situation délicate, dans laquelle une trop forte opposition aux projets de zonage risque de remettre en cause la tolérance de fait et la régularisation éventuelle des constructions de 2009. Cette situation donne lieu à une dynamique qui ressemble à celles que nous avons analysées au chapitre 3, où les conflits d'intérêts autour de la propriété formaient un obstacle important à toute mobilisation. Il est également possible de constater l'influence du passé en ce qui concerne la culture politique. Nous verrons dans les pages qui suivent des exemples dans lesquels la politique de l'engagement mutuel personnalisé demeure le registre le plus pertinent. L'innovation principale de 2014 n'est donc pas la disparition totale de la réciprocité, mais plutôt l'effort de la part des responsables de l'AKP, le maire en premier lieu, de dépasser cette situation par un discours pédagogique néolibéral volontairement tourné vers les bienfaits des projets de transformation menés non plus à l'échelle des parcelles individuelles par les habitants eux-mêmes, mais pour le quartier tout entier par TOKİ ou autres grandes entreprises proches du pouvoir politique. Les discours et conversations que nous avons observés, et que nous analysons dans les pages qui suivent, contiennent ainsi un mélange de ces trois registres :

questions liées à la propriété informelle, politique personnalisée, justification du tournant néolibéral.

Les lieux privilégiés pour ces discours et conversations n'étaient pas les grands meetings politiques en plein air que faisait l'AKP – tout comme le CHP – mais plutôt des réunions plus confidentielles. Dans un premier temps, nous ferons l'inventaire des lieux pour aborder ensuite la question du contenu des réunions. Il est important de rappeler ici certaines limites concernant l'accès au terrain, détaillées au début de cette thèse. Nous analyserons dans les pages qui suivent diverses manifestations électorales ou politiques que nous avons pu observer. Le fait que nous n'ayons pas pu assister à certaines manifestations s'explique par des interdits culturels ou religieux. Pas question en effet pour une femme, par exemple, d'être présente lors des cours coraniques réservés aux hommes dans les mosquées ou confréries. Dans d'autres cas, la multiplication des manifestations au même moment et la difficulté d'être invitée à tous ces événements posaient problème. Parmi ces manifestations se trouvent l'inauguration de nouvelles associations ou des réunions d'hommes originaires de la même région, mais sans association de *hemşehri* constituée. Ces réunions se déroulent dans le bureau électoral de l'AKP. Nous avons noté ci-dessus, finalement, la présence des représentants du parti dans des lieux plus confidentiels tels que mariages, funérailles, visites aux personnes de retour du pèlerinage de la Mecque. Si l'observation directe de ces événements n'était en général pas possible, nous en avons eu un retour dans nos conversations avec les militants et les habitants.

6.1.1 Les Lieux de sociabilité masculins

Nous avons observé ci-dessus que les grandes manifestations politiques et les efforts publicitaires font partie de toute campagne électorale, mais dans les quartiers tels que le nôtre, il semble bien que la politique se fasse toujours, pour l'essentiel, par le biais du face-à-face. Il s'agit donc de trouver les électeurs là où ils se regroupent naturellement. Bien qu'aujourd'hui les pratiques électorales incluent des réunions à domicile réservées aux hommes, le « café » (*kahvehane*) – d'ou les femmes sont socialement, sinon formellement, exclues – est toujours le lieu le plus important de socialisation masculine. Dans le quartier, ceux-ci sont souvent établis sur les bases d'une association de pays, ceci ne signifiant pas qu'une personne originaire d'un autre lieu ne puisse fréquenter l'association. Ainsi, un homme originaire de la ville d'Iğdır peut facilement fréquenter le café rassemblant les individus originaires de la ville de Tokat pour y lire les journaux ou parler politique, assis aux tables rangées autour du poêle.

Pour tous les partis, ce lieu de socialisation naturel est devenu le plus utilisé pour les réunions électorales.

Si les réunions dans les cafés sont un élément commun à tous les partis, certains autres lieux de réunions témoignent des ressources, tant sociales que politiques, particulières dont bénéficie l'AKP. Les réunions avec les fidèles des mosquées à l'occasion de prières sont une autre occasion de rassembler des habitants. Ceci est vrai même dans un contexte de diversité des lieux de prière : division entre Sunnites et Alévis, mais également entre les différentes écoles sunnites, dont les *hanéfi* et *Shafi'i*, qui sont les plus présentes dans le quartier, et entre mosquées fréquentées par les habitants kurdes et turcophones. Les représentants de l'AKP sont présents dans tous ces lieux, y compris les mosquées fréquentées par les kurdes et, dans une moindre mesure, dans les *cemevi* (lieux de prière alévis). Dans une des réunions de mosque[371], les fidèles de la mosquée se sont rassemblés avant la prière pour entendre les paroles du maire. Le maire a évoqué les problèmes du quartier. En plus des questions sur l'avenir du quartier, que nous traitons en détail ci-dessous, il y avait aussi, comme toujours, des requêtes personnelles – telles des demandes de visite médicale. En somme, il s'agissait d'une conversation politique ordinaire, qui suivait les grandes lignes résumées ci-dessous. L'important n'est pas le discours mais son contexte : la facilité de l'ancrage de l'AKP et de ses représentants dans ces milieux religieux.

ENCADRÉ 3: Une réunion électorale à l'association de pays d'Ordu

D'autres réunions ont lieu dans les locaux des associations, bien que certaines d'entre elles, du fait de l'incertitude et de l'inquiétude, ou seulement de l'idéologie partisane de leurs membres, soient opposées aux plans de transformations successifs mis en avant par la municipalité. La préparation d'une de ces réunions montrait bien cette ambivalence. Avant l'arrivée du maire, le président de l'association recommandait à ses membres de ne pas le critiquer. Il a même décidé de ne pas inviter certains membres dont l'opposition connue était trop prononcée. En dépit de son opposition, l'assistance était particulièrement excitée. Le président de l'association a fait plusieurs fois nettoyer et parfumer le lieu de réunion. Pendant la réunion, il y a eu plus de questions et une participation plus importante comparativement aux visites réalisées par d'autres partis. Il n'est pas évident que le maire ait réussi à répondre à toutes les critiques – après la réunion, les membres et le président d'association ne cessaient de critiquer le maire et le plan de développement – mais l'empressement du président et son souci de faire en sorte que tout se passe bien témoignent de l'importance de l'événement, d'un certain respect et des intérêts mutuels.

[371] Observation participante, mosquée d'Iskender Esme, Şahintepe, 15.02.2014.

Il y a aussi des visites à domicile auxquelles participent le maire et d'autres représentants de l'AKP. Les maisons visitées sont celles des personnes avisées (*kanaat önderleri*), les éminences du quartier, sympathisantes de l'AKP. Selon notre observation, être sympathisant n'empêche pas de continuer à contester tel ou tel élément du programme de transformation du quartier. L'énervement du maire est parfois évident face à ce type de contestation : nous l'avons ainsi entendu dire : « *si ma base a des hésitations envers des projets que nous avons expliqués plusieurs fois, le problème est à chercher du coté de ma base*[372] ». Ce mouvement d'humeur passé, néanmoins, la raison de ces visites était évidente. Il ne s'agissait pas uniquement d'essayer de convaincre les hommes, mais également de les rassurer en leur montrant respect et écoute.



Photo 6-a : Réunion masculine à domicile avec le maire

Photo personnelle de l'auteure, mars 2014

[372] Observation participante, réunion de maison pour les hommes avec la participation du maire, Şahintepe, 02.03.2014.

6.1.2 Questions et réponses : vers un nouveau rapport à la propriété

Tous ces outils électoraux visant à recueillir les votes des électeurs masculins se ressemblent en ce qui concerne aussi bien le fond que la forme. Les questions posées et les réponses données sont semblables, avec seulement de petites différences d'une réunion à une autre. Il est donc possible de résumer ces réunions d'hommes en clarifiant le type de questions posées et de réponses obtenues. Les lieux de sociabilité où se tiennent les réunions politiques correspondent précisément aux réseaux sociaux qui soutenaient et légitimaient l'ancien régime de propriété. C'est précisément dans ces lieux que les porte-paroles de l'AKP ont déployé leur entreprise pédagogique le plus directement. Ces réunions, de fait, servent de lieux d'apprentissage pour les hommes du quartier. Par analogie avec l'analyse des relations clientélistes réalisée par Briquet (1999 : 18, 19), nous pourrions dire que, dans ce contexte, les habitants se « *procurent des instruments autonomes d'interprétation de leur existence* » dans un contexte qui leur « *offre la possibilité de s'accommoder à la domination, en cherchant à orienter à leur profit les ressources dont disposent ceux qui les dominent* ».

Deux premières questions étaient de loin les plus fréquentes :

- Pourquoi avoir réduit de 42% les terrains avec les nouveaux titres ?
- Pourquoi avoir distribué des titres de propriétés collectifs et non pas individuels ?

Sur la première de ces questions, nous devons tout d'abord noter que la manière dont elle est posée ne remet pas en cause le principe que la municipalité a le droit de préemption pour l'usage public. Ce qui est contesté, c'est l'ampleur de celle-ci. A cette question, le maire répond qu'il en est de même à l'échelle de la ville toute entière. Ce serait la règle à laquelle tout le monde doit se plier. En fait, cette règle est moins universelle que le discours du maire pourrait le laisser penser : les 42% en question sont un maximum, et non une obligation. Certains des habitants étaient informés de cette distinction, à en juger par la réponse ironique donnée par un habitant lors d'une réunion de l'association de pays de la ville de Çorum du village ikizli : « *Donc, cela* (toutes ces critiques) *doit sûrement être en raison de notre ignorance ! Nous savons juste que selon la loi, il existe un découpage de moins de 40% ».* Une autre réponse à cette même question faisait référence aux conditions particulières des origines du quartier : « *Lors des premières ventes de terrain à Şahintepe, il n'y a pas eu de lotissement formel. Les agents immobiliers ont fait un découpage de manière informelle, ont défini des lieux pour des écoles, des mosquées, etc. et c'est pour cela qu'ils ont prélevé 25% dans la part de chaque personne. Par exemple, ils vendaient 230 m^2 mais ils donnaient la permission de construire sur seulement 200 m^2. Et vous avez obéit ! Mais les lieux qui sont*

prélevés de votre parcelle en raison de la future construction des lieux publics ont été revendus à d'autres personnes. Par exemple : dans la parcelle 1371, il y a 1680 hectares pour 6200 partenaires. Quand tu additionnes la surface des parcelles selon les titres de propriété, ça fait plus que la surface réelle de tout Şahintepe [373] *».* Cette explication du maire fait référence à la situation des années 1980, évoquée en détails dans le chapitre 1. Le cas qu'il évoque est celui de Zihni Küçük, un des promoteurs immobiliers et ancien maire de Bağcılar, qui avait divisé le quartier en parcelles. Cet homme a en effet construit à ses frais la première école du quartier – une action d'évergétisme en même temps généreuse et intéressée, dans la mesure où cela participe à augmenter la valeur des terrains. Quand à la seconde question – pourquoi des titres collectifs – la réponse d'usage est que ce problème est le résultat du précédent. L'imprécision des titres « informels » provoque le débordement de certaines maisons sur la propriété voisine. Dans le cas d'une distribution de titres individuels, cela pourrait causer des problèmes, surtout après la diminution des parcelles de 42%. Le maire répond donc que la création des titres collectifs évitera des conflits autour de cette question.

Derrière ces réponses, nous pouvons percevoir en même temps une dissimulation de la part du maire et une appropriation tacite du nouveau régime de la part des habitants. Il est frappant dans nos observations de nombreuses réunions de ce type que le maire ne fasse jamais référence au fait que le quartier a été inclus dans la « zone de réserve » (voir chapitre 2) qui, si nous considérons strictement les textes officiels, interdit toute construction. La question de savoir comment se feraient les projets de constructions avec les nouveaux titres collectifs n'a donc pas de sens, tant que l'interdit lié à la zone de réserve demeure– et de cela, le maire ne parle jamais. Derrière cette dissimulation, néanmoins, se trouve une vérité. La manière dont les hommes posent leurs questions, leur insistance sur l'ampleur de la préemption pour usage public, nous montre sinon l'unanimité autour du nouveau régime, mais une forte tendance selon laquelle de plus en plus d'habitants ont compris que le véritable enjeu n'est plus, comme par le passé, d'avoir un droit d'occupation sur un terrain précis pour y construire sa maison, dont on espère peut-être tirer profit ultérieurement. Ce qui compte avant tout désormais, c'est un chiffre : combiens de mètres carrés de terrain aura-t-on *in fine* ? Ce chiffre est d'autant plus important dans une situation ou l'auto-construction, même collective, devient impossible, car représentant une valeur marchande. C'est cette valeur marchande qui devient importante, à laquelle il est essentiel d'assurer un « droit exécutoire »

[373] Observation participante, petit-déjeuner avec des présidents des associations de la région de la mère noire, 15.02.2014.

(*enforceable right*) soutenu par l'autorité publique » (Lund, 2011 : 72). Que ce droit à une quantité précise de terrain soit désormais reconnu par les autorités et garanti par la loi est essentiel, car il ne s'agit plus, comme avant, de faire valoir ses droits face à des voisins ou éventuellement des autorités publiques de proximité, à l'échelle du quartier ou de la municipalité ; il s'agit fort probablement d'avoir à traiter avec TOKİ, un ministère ou éventuellement une grande entreprise – interlocuteurs distants et puissants. Par la force des choses, donc, la municipalité et les habitants se trouvent dans une situation correspondant à celles décrites par Roy (2009), à laquelle nous avons fréquemment fait référence. La politique est nécessairement inclusive et elle est centrée sur une logique de compensation. Il s'agit de moins en moins de se battre pour préserver « sa » maison, mais de s'assurer, le cas échéant, de la meilleure compensation possible.

La réponse du maire à d'autres questions récurrentes fait encore une fois preuve d'une présentation sélective des éléments factuels, mais l'effet global est de renforcer les tendances ici identifiées. A la question « *Şahintepe va-t-il être démoli ?* », les réponses du maire étaient ambiguës. Parfois, il se basait sur le plan de zonage local du quartier de 2011 – celui-là même qui avait été suspendu par les décisions ministérielles de l'année suivante. Dans d'autres cas, ses réponses évoquaient la situation attendue après le canal. Du point de vue du maire, cela n'était pas contradictoire. Pour le prouver, il fait état de ses connaissances internes – et absolument invérifiables – des projets d'urbanismes à venir. Dans toutes ses affirmations concernant l'avenir, le maire revient systématiquement sur le projet du canal. Celui-ci, selon lui, n'entrainerait pas de grandes démolitions dans le quartier et, dans la mesure où le canal et les aménagements qui l'accompagnent (déplacements d'autoroutes) entraineraient des expropriations, celles-ci seraient richement compensées par le gouvernement, soit en paiement direct, soit par des échanges avec les logements construits par TOKI. De toute façon, il répète qu'il serait impossible de démolir tout le quartier et d'expulser une si grande population. Il ajoute que, de toute façon, puisque les habitants disposent d'un droit de possession, avec les anciens comme avec les nouveaux titres, les expropriations ne pourraient se faire que pour des raisons d'intérêt public : des rues ou des espaces verts, par exemple. Pas question, comme le prétend le parti d'opposition, d'exproprier les pauvres pour donner aux riches. Lors d'une réunion, le maire défend les présidents de l'association qui ont été accusés par les habitants de Şahintepe : « *Selon les rumeurs, le président Ramazan Baykara* (le président de l'association de pays de la ville de Van) *et le maire trahissent le peuple. Ne vous inquiétez pas ! Personne ne pourra démolir tant que nous sommes encore ici. Personne ne*

pourra vous faire sortir. »[374] Finalement, le maire fait remarquer que TOKİ est déjà propriétaire de beaucoup de terrains dans et autour du quartier. Lorsque de nouvelles constructions auront lieu, ces terrains seront prioritaires puisque moins cher. Pour toutes ces raisons, le maire estime qu'il peut continuer à se baser sur le plan de 2011, quitte à légèrement le modifier.

Souvent, les participants aux réunions insistaient : « *Combien de maisons seront démolies ?* » ; « *Que vont devenir les habitants qui ont perdu leur maison ?* » A ces questions, les réponses évoquaient de manière explicite la logique de compensation. Une première réponse concernait le risque sismique. Les démolitions, explique le maire, seront décidées selon les conditions du bâtiment ; si l'immeuble répond aux normes de construction et résiste au risque sismique l'habitant pourra demeurer dans sa maison. Quant au plan de développement du quartier, le maire répond qu'il prévoit la destruction de 1534 immeubles en raison de l'élargissement des rues et des bâtiments publics. La perte causée par la destruction de certaines maisons sera compensée par la construction de nouvelles dans les zones appartenant à la municipalité de Başakşehir. Selon l'estimation de la valeur des maisons faites par la municipalité, si la valeur de la maison ne correspond pas à celle de la future maison, l'habitant devra s'endetter. Une dernière vague de démolitions concerne la protection d'un site archéologique. Il s'agirait dans ce cas de démolir 637 logements et 82 lieux de travail, ce qui serait compensé dans les constructions de TOKİ à *Isparta Kule* situé dans le même arrondissement. Ces diverses réponses, dont certaines renvoient au plan de développement de 2011 suspendu par l'annonce de la zone de réserve, ne sont pas sans ambigüités et contradictions, mais l'intention du maire est évidente : il s'agit d'abord de construire une histoire plausible et rassurante, et surtout d'insister sur le fait que, quoi qu'il arrive, les habitants recevrons une juste compensation.

En ce qui concerne une autre série de questions fréquentes, les réponses s'accordent mal avec une lecture objective des textes. A la question, « *quand commenceront les constructions ?* » le maire répond que cela sera possible dès que le tracé définitif du Kanal Istanbul sera déclaré – réponse faisant totalement abstraction du problème de la zone de réserve. Dans le cas de l'incertitude, l'explication de canal sert avant tout à visualiser et à concrétiser les projets à venir. Nous retrouverons ici l'analyse de Darnton (1985), selon laquelle les gens pensent avant tout à travers de choses concrètes. La stratégie du maire est claire : au lieu d'expliquer les lois compliquées qui n'ont pas de sens pour son public, il

[374] Observation participante, réunion de café a l'association de pays de Van, Şahintepe, 2.03.2014.

explique le programme avec des images. La stratégie de l'AKP dans l'arrondissement a été basée sur la création d'un futur autour de l'image du canal. Ce discours recoupe le registre populiste évoqué au chapitre précédent ; l'ambiguïté dans les plans précis est occultée en insistant sur le sentiment de « nous » et en désignant « l'autre », de sorte que tout ennemi du projet devient par définition ennemi du peuple. De manière semblable, les réponses à la question « *pourquoi la municipalité est-elle devenue partenaire ?* » supposent que la construction recommencera. Le maire explique que cela a été fait pour empêcher les rapports de domination et protéger les personnes défavorisées. Si les habitants décident de s'unifier dans la construction, la municipalité pourra vendre sa part. Il justifie son propos en disant qu'il existe beaucoup de problèmes de voisinage dans le quartier. Nous pouvons voir dans ce discours un parfait exemple du principe « roll out » du néolibéralisme. L'intervention publique dans les relations de propriété est vue comme nécessaire à la régulation des relations entre habitants. Parallèlement, néanmoins, nous voyons le maire, et par extension l'AKP, à la recherche, via ce discours pédagogique, du ralliement actif des habitants aux idées et aux politiques du parti. Ceci n'est pas, en fin de compte, surprenant. Tilly (1999 : 344) rappelle que même dans les conditions où la distribution de pouvoir est radicalement asymétrique, les ressources de connaissance locale que détiennent les acteurs réputés faibles font en sorte que l'exercice du pouvoir doit être négocié. Foucault (1975 : 34, 35) ne dit pas autre chose quand il écrit que le pouvoir n'est jamais acquis une fois pour toute, et doit ainsi être considéré comme une stratégie et non pas comme une propriété. Que le point de départ analytique soit celui du gouvernement, de la transformation urbaine ou du clientélisme, l'importance du « consensus » (Hall, Hubbard, 1998) ou du « consentement » (Briquet, 1999) semble généralement admise comme condition de toute domination durable. La finalité de la stratégie pédagogique déployée par l'AKP n'est donc, au final, rien d'autre que la production de cet accord.

Parmi les questions posées, certaines fournissent des informations sur la perception par les habitants du titre de propriété. D'après les informations obtenues par la direction d'urbanisme et développement *(imar ve şehircilik müdürlüğü)* de la municipalité de Başakşehir, parmi les 7636 habitants, 4709 n'ont pas reçu de nouveaux titres de propriétés.[375] Les habitants se trouvaient face à un dilemme. En acceptant de prendre le nouveau titre de propriété, ils pensent se retrouver devant le fait accompli de la perte d'une partie de leur terrain. Mais en refusant les nouveaux titres, ils craignaient que leurs terrains acquièrent un

[375] Municipalité de Başakşehir: Département de la Construction et de l'Urbanisme, 13.03.2014.

statut informel, risquant ainsi de perdre certains droits de propriété. Le maire a répondu qu'ils pouvaient payer la taxe selon leur ancien titre. Mais, dans ce cas, les habitants devront s'acquitter d'une somme plus importante (du fait d'un terrain imposable plus grand). Le souci ici est évident, et nous retrouvons la centralité maintenant généralement acceptée des droits ouvrant la possibilité de compensation. A toutes ces questions, les réponses du maire sont justifiées par sa connaissance de la loi et l'intention de calmer les habitants. Il a expliqué comment les faux titres seraient impossibles à réaliser ; qu'une personne qui falsifierait un document serait passible d'une peine allant de deux à cinq ans d'emprisonnement. Comment l'organe officiel qui distribue les titres (*tapu müdürlüğü*) pourrait-il être accusé d'imposture ? Malgré sa ressource professionnelle, ces phrases n'ont pas toujours été acceptées par les habitants. Lors d'une des réunions auxquelles nous avons assistée, un homme a pris la parole après l'explication du maire : « *Le maire nous dit de ne pas mettre le chauffage central mais d'utiliser le poêle. Car il y aura un changement, et nous dépenserons beaucoup d'argent. Nous vivons ici de manière temporaire. Moi, je suis allé demander un lieu pour ouvrir un « Cemevi ». Mais le maire a refusé, et il ne nous a pas donné de lieu.*[376] » Pour cet homme, ces deux éléments d'apparence très différente sont autant de preuves que le quartier est voué à disparaître. Le maire à une explication très différente, dans laquelle le soutien – ou non – à la construction d'un nouveau lieu de prière est lié à une toute autre logique que celle de la perpétuité – ou non – du quartier. « *Je n'ai même pas donné de lieu à des habitants pour construire une mosquée. Il y a Rıza qui a construit un Cemevi. Nous l'avons beaucoup aidé. Mais, quand le préfet d'Istanbul est venu à Şahintepe, Rıza a dit que nous ne l'avons pas aidé. Il a fait de la politique ! Et maintenant nous ne l'aidons pas, et toi non plus*[377] *!* ». Nous voyons que, dans la logique du maire, la revendication du droit à un lieu public doit se reposer sur l'instauration dans la durée d'un ensemble de dettes morales et d'obligations collectives garantissant la permanence des engagements mutuels. Nous retrouvons ici le registre de réciprocité noté au début de cette section. Pour le maire, il ne semble y avoir aucune contradiction entre cet exemple de l'ancienne politique personnalisée typique de l'époque de la construction informelle et le nouveau régime de régularisation néolibéral. Ce genre d'exemple ne sert pas à remettre en cause les projets urbains, mais plutôt à contester la légitimité d'un groupe social dont le code culturel est basé sur la reconnaissance.

Le maire traite de manière différente le problème des équipements. Dans ce cas, il s'agit souvent de la formalisation des logements construits de manière illégale en 2009. Les

[376] Observation participante, les réunions de café de l'association de pays de Çorum du village ikizler, Şahintepe, 02.03.2014.
[377] *Ibid.*

habitants qui ont construit ou agrandi leurs maisons (en ajoutant un étage supplémentaire au dessus de leur bâtiment, par exemple) ne peuvent pas se raccorder aux abonnements d'électricité et d'eau. Si les habitants se branchent informellement, TEDAŞ – Societe Anonyme De Distribution D'electricite Turque – vient et coupe l'électricité. Selon Mevlut Uysal, les bâtiments construits après 2004 par les habitants ne peuvent pas se brancher aux abonnements d'électricité et d'eau. Pour les maisons construites avant cette date, en revanche, il n'y a, du moins en principe, aucun problème. Le propriétaire doit montrer à la municipalité un procès verbal qui montre l'existence de la maison avant 2004, par exemple le rapport officiel, la décision de démolition, ou encore la punition du temps de la municipalité de Küçükçekmece. S'il a un abonnement pris avant ou s'il n'a aucun des documents cités, l'habitant doit montrer les photographies prises par les satellites. Sinon, la municipalité ne peut pas donner une telle permission ; car s'il la donnait, il s'agirait d'une falsification de document. Cette distinction par rapport à 2004 rappelle la légitimation de certaines constructions et la délégitimisation d'autres, que nous pouvons rapprocher par analogie de la diversification du type de propriété mis en avant par Kuyucu et Ünsal (2010). Ce type de diversification génère des divisions au sein du quartier. Ainsi, les gens dont les maisons sont légitimes, par cette définition, ne peuvent pas soutenir les revendications autour des nouvelles constructions, par peur de perdre le reste. Même pour les situations « illégitimes », la stratégie de compensation et la promesse d'inclusion aux champs urbain n'est pas entièrement absente. Mevlut Uysal a évoqué un projet de législation qui se ferait après les élections de 2014. Le parti, selon lui, essaierait de faire voter une amnistie pour les bâtiments construits après 2004. A présent, le maire évoquait les vertus de la prudence. Ainsi, l'amnistie a-t-elle été instrumentalisée. Cela augmente ainsi la volonté de négociation, plutôt que de contestation, parmi les habitants.

A la question : « *Le quartier est branché au gaz naturel : les habitants pourront-ils l'avoir dans leur maison ?* », il répond, « *Oui, tu peux le faire mais, ne mets pas le chauffage central. Utilise le poêle, on ne veut pas dépenser le trésor national en vain. C'est pour cette raison, qu'après les élections, des permissions seront accordées pour faire l'isolation et la consolation des toits de sorte que rien ne soit construit au-dessous, et ne perdre donc de la chaleur ! »*[378] Il est permis de supposer que les participants à cette réunion et à beaucoup d'autres semblables n'étaient pas dupes ; ils comprenaient parfaitement qu'il s'agissait de bien autre chose que la dilapidation du « *trésor national* ». Malgré les assurances du maire sur l'ampleur limitée des destructions à venir, l'acharnement sur l'acquisition de droits

[378] Observation participante, les réunions de café de l'association de pays d'Ordu, Şahintepe, 02.03.2014.

juridiquement valables sur une quantité précise de terrain nous montre bien les nouvelles priorités des habitants. Ces discussions, mêmes si elles étaient parfois conflictuelles, nous fournissent en fin de compte un élément de confirmation non seulement du contenu et du succès de la pédagogie politique de l'AKP, mais également de l'évolution de sa propre ligne politique à l'échelle locale. Les registres de réciprocité et de propriété informelle, nous avons pu le noter, n'ont pas entièrement disparu. Nous sommes bien loin, néanmoins, des menaces en 2009 de la part de Mevlut Uysal de « détruire Şahintepe » ou de la mobilisation des habitants cette même année pour défendre le quartier existant. Les uns comme les autres, cinq ans plus tard, se projetaient dans un avenir où tout aller changer – et où ce changement était au moins potentiellement positif. L'enjeu portait désormais sur la question de comment mieux se positionner pour en profiter, par le biais des échanges et de la compensation. Il serait difficile d'imaginer un meilleur exemple de la logique de marché érigée en instrument de gouvernement.

6.2 Les réunions électorales féminines

Tandis que, pour les hommes, l'accès s'effectue par les réseaux associatifs, il est d'ordre plus informel pour les femmes, et se réalise souvent à travers les relations de voisinage. Les ressources en information des femmes sont limitées par rapport aux hommes. Elles dépendent, pour s'informer, de leurs maris, de la télévision et des informations recueillies dans les lieux de sociabilité quotidienne. Les femmes ne se réunissent pas dans les associations de pays. Les relations de compatriotes sont limitées à l'entourage familial. Ainsi, les relations féminines au quotidien sont-elles plus horizontales et moins hiérarchiques que celles des hommes. Il n'en résulte pas pour autant que les femmes soient sans influence. Waterbury (1977 : 333) note que grâce à des réseaux horizontaux, « *la personne impuissante peut trouver la possible d'atteindre certaines de ses fins par intérêt, se mettant sur un pied d'égalité avec tous les autres citoyens, ou par groupe d'intérêt, par une sorte de groupes ethniques ou corporatifs* ». La stratégie de l'AKP ne sous-estime pas ce rôle potentiel des femmes. Dans un contexte social marqué par l'absence d'éminences féminines servant d'intermédiaires et par l'exclusion des femmes de la plupart des espaces publics, l'effort du parti est de lier le contact par le bas avec le plus grand nombre de femmes possible. L'ancrage social du parti ne peut pas, dans le cas des femmes, passer par les associations ; il doit se construire en utilisant les réseaux familiaux et de voisinage, en réunissant les femmes chez elles ou dans des lieux socialement accessibles comme le bureau du parti ou les lieux religieux. Ce contact avec les habitantes est le plus souvent assuré par des militantes du parti,

et se trouve au cœur du dispositif de l'AKP. Nous constatons ici un contraste de stratégie avec le CHP, évoqué au chapitre précédent, qui à choisit de supprimer sa branche féminine. La stratégie initiée par Tayyip Erdoğan à l'époque où il était candidat local a été renforcée depuis les années 1990. Nous n'avons pas observé de figures féminines qui s'imposent comme « leaders » ou interlocutrices privilégiées du parti, mais elles ne sont pas pour autant sans importance politique. Les militantes du parti, pour leur part, en sont convaincues. Une militante que nous avons rencontrée en 2009, expliquait que, dans les rapports hommes-femmes, le pouvoir essentiel repose sur la femme. *« Même si la femme semble faible, Dieu lui donne un pouvoir durable. »*[379] Le potentiel politique des femmes repose en grande partie sur leur disponibilité. Comme beaucoup de femmes du quartier ne travaillent pas en dehors de la maison, il est plus facile pour elles d'adapter leur travail en fonction des visites des militantes du parti.

Lors de ces réunions, les femmes apprennent le programme du parti, connaissent les candidats et se réunissent avec les responsables de la municipalité. Ces réunions sont appréciées des femmes, tout comme les réunions masculines le sont par les hommes. Nous avons noté que, de manière générale, les habitants préféraient se tourner vers les partis pour s'informer ; Özlem Taş, directrice de communication de l'AKP pour l'arrondissement en 2009[380], nous a expliqué que, selon elle, les habitants trouvaient les institutions publiques trop éloignées. Les partis étaient plus proches d'eux, et plus accessibles. Comme nous allons voir ci-dessous, les réunions servent en grande partie à poser les mêmes questions – et à recevoir les mêmes réponses – que lors des réunions masculines : question sur la propriété, des lois et parfois le changement urbain. Pour l'observateur, cette répétition elle-même est frappante, surtout en ce qui concerne la cohérence des réponses proposées : les exemples et explications que nous avons analysés dans les interventions du maire dans la sections précédentes sont reprises de manière quasiment identique par d'autres – qu'il s'agisse d'élus, de candidats ou de militantes venues de l'arrondissement ou du quartier. Un autre élément que nous retrouverons dans les divers types de réunions féminines est la convergence de plusieurs lignes d'argumentation convergentes. La première est directe et passe avant tout par la construction d'une vision partagée d'une vie meilleure dans l'avenir proche. Comme nous l'avons constaté avec les hommes, cette vision est une traduction concrète de l'idéologie néolibérale de l'AKP, adaptée à la situation urbaine. Elle passe par une redéfinition de la « normalité » et par l'appropriation des logiques d'inclusion et de compensation et d'une

[379] Observation participantes, réunion à domicile de l'AKP, 20.03.2009, Şahintepe.
[380] Entretien, Özlem Taş, directrice de communication de l'AKP pour l'arrondissement en 2009, Başakşehir, mars.2009.

notion de propriété – et de justice – basée sur la valeur d'échange plutôt que sur la défense de la situation actuelle. Une seconde ligne d'argumentation est indirecte et repose sur les éléments idéologiques identifiés dans la première section de ce chapitre comme secondaires. Nous verrons en particulier à quel point le populisme, le nationalisme et la religion sont mobilisés pour soutenir et légitimer la pédagogie néolibérale. Encore plus, peut-être, que dans les réunions masculines, ces éléments sont systématiquement déployés pour soutenir la proposition selon laquelle le parti est une organisation méritant la confiance des électeurs – confiance au sens de Tilly (2005 : 12), c'est-à-dire une relation consistant à accepter de confier des résultats (*outcomes*) importants à autrui, les mettant en risque en cas de dysfonctionnement, d'erreurs ou d'échec. C'est en grande partie en s'identifiant avec « nous, le peuple », avec le renouveau nationaliste et surtout avec la liberté religieuse que les responsables et militantes de l'AKP cherchent à convaincre les femmes de faire confiance aux parti et à ses promesses en ce qui concerne les projets urbains. Dans les pages qui suivent, nous considérons les deux types de réunions principales : celles ayant lieu dans les maisons et les grandes réunions organisées dans le bureau électoral du parti. Nous réservons pour la section suivante un troisième type de réunions, celles ayant lieu dans des contextes explicitement religieux.

6.2.1 Les réunions à domicile

Dans ses efforts de mobilisation et de pédagogie envers les femmes, la stratégie de l'AKP est en grande partie basée sur l'usage politique des espaces et relations privées ; c'est ainsi que nous observons une multiplication des « réunions à domicile ». La branche féminine du parti visite les maisons pour compenser l'exclusion des femmes de l'espace publique et rejoindre les électrices potentielles. Selon les militantes du parti, les réunions à domicile ne sont pas limitées aux périodes électorales. Elles continuent de les faire avec moins de fréquence. Un indice de l'attractivité de ces événements est que, malgré cela, certaines femmes se plaignaient de n'avoir pas eu de visite à leur maison[381]. En période électorale, les militants qui viennent de l'arrondissement et les candidats au conseil municipal sont venus pour les rejoindre. Contrairement aux habitudes sociales générales, les candidats masculins au conseil municipal peuvent participer à ces réunions de femmes.

Les moments de sociabilité créent une égalité entre les participants, occultant, au moins en partie, les différences sociales dues à la position et au prestige. Cela crée des liens

[381] Observation participante, réunion à domicile de l'AKP, Şahintepe, 06.03.2014.

entre les participants (Fillieule et ali 2009 : 505). Ici, nous retrouvons l'analyse de White (2007 : 279), selon laquelle l'équipe de l'AKP, de manière semblable à l'équipe de *Refah,* transforme son message idéologique en un message encadré par des codes culturels, un message transmissible personnellement, un message vecteur d'engagements mutuels de confiance et de réciprocité entre voisins ou avec les militants du parti, considérant les habitants comme des voisins. Tout comme dans les dynamiques observées en Argentine par Auyero (1999 ; 32), cette stratégie présuppose que la proximité humaine et sociale des représentants du pouvoir encouragera les habitants à évaluer de manière positive la politique locale et, de manière plus générale, à comprendre l'histoire de leur quartier au regard de l'influence déterminante de l'État. Ainsi nous pourrions supposer que ces types de démarches rendent vivantes des relations sociales servant à l'acquisition d'un ensemble cognitif et normatif dans lequel se trouvent des idées mais aussi des comportements. A ces éléments cognitifs, se rajoute la confiance. Nous avons vu dans la définition de Tilly que celle-ci concerne avant tout l'avenir. Elle peut être construite, par contre, par référence au passé, basé sur les actions passées. Vannetzel (2007) fait cette démonstration dans le cas des Frères Musulmans ; nous observons de manière semblable que l'expérience particulière passée qu'un électeur potentiel a eu de l'AKP ou d'un de ses représentants contribue à la création d'une confiance présente envers le parti en général.

Nous avons eu l'occasion d'observer une première fois les réunions électorales à domicile lors des élections municipales de 2009. Une description des pratiques de cette époque permet de mesurer les différences cinq ans plus tard. Initialement, les réunions avaient lieu tous les quinze jours, mais à l'approche des élections de 2009, le rythme s'est accéléré jusqu'à cinq ou six réunions par jour. Il s'agit des liens forts entre enjeux matériels du quotidien et discours politiques. Pour les femmes, comme pour les hommes, l'intérêt des électeurs pour la politique réside avant tout dans sa capacité à trouver la solution à des problèmes concrets : titres de propriété, infrastructure, etc. En 2009, comme en 2014, lors des réunions à domicile, les femmes demandaient si les maisons seraient détruites. Les militantes leurs répondaient que seules les maisons construites dans l'illégalité après 2005 seraient détruites, les autres n'étant pas concernées. Une autre plainte souvent entendue concernait le manque de ramassage d'ordures ou de containers pour les ordures. L'état des rues fournissait aussi un sujet très répandu de mécontentement. Beaucoup de rues n'étaient que des chemins de terre et devenaient par temps pluvieux des véritables bourbiers, ce qui rendait particulièrement difficile tout déplacement hors des maisons et donnait une surcharge de travail aux femmes qui devaient nettoyer la boue. Les représentantes du parti écoutaient toutes

ces requêtes et répondaient le plus souvent possible que des solutions seraient mises en place immédiatement. La « politique du faire » (Goirand, 1998) a été un répertoire de mobilisation pour les électeurs, certes, mais les limites du possible ont aussi été évoquées et transmises par les militantes du parti : pour certaines questions, par exemple, elles ont expliqué qu'il s'agissait d'un plan de zonage effectué par la municipalité de Küçükçekmece, dont dépendait le quartier jusqu'en 2009, et que la municipalité ne pouvait rien y faire. Ce type de demandes et de réponses, que nous observons de nouveau en 2014 avec un contenu quelque peu diffèrent, témoigne du fait que les habitants attendent des représentants du parti qu'ils apportent des solutions aux problèmes quotidiens rencontrés dans le champs urbain. Nous pouvons comprendre que compte tenu de la difficulté d'avoir accès aux autorités publiques, les militantes servent d'intermédiaires entre les habitantes et les autorités. Nous ne pouvons pas dire que l'espace urbain a été produit par des relations entre les militantes et les habitantes, mais les habitantes confèrent une signification aux actions publiques à travers leurs relations avec les militantes. Les militants ayant aussi subi les effets de la transformation urbaine, parlent aux habitantes. « *Moi, contrairement à vous, ma maison reste dans la zone de protection. Et je sais que ma maison sera certainement détruite. Mais le maire m'a expliqué les projets à venir. Nous allons nous installer à Şahintepe dans de meilleures conditions* »[382]. Ce type d'intervention peut être réalisé même présence des responsables de la municipalité.

Les interactions observées en 2009 suggéraient que, pour ces femmes, l'appartenance à des réseaux de sociabilité était considérée comme un moyen privilégié d'accéder aux ressources publiques. En 2009, nous avons observé que quasiment toutes les femmes qui assistaient aux réunions demandaient des emplois pour leurs maris et enfants. Özlem Erol, présidente de la branche féminine de l'AKP en 2009[383], les prenait à part pour obtenir des renseignements. En général, elle leur disait qu'elle ne pouvait pas répondre directement à leurs demandes et leur conseillait d'envoyer un CV directement au parti. Elle assurait que toutes les demandes seraient considérées, et disait aux femmes de ne pas se faire de souci. Le parti, selon elle, était en relation avec les entreprises de la zone industrielle ; ainsi elle assurait que les gens du quartier seraient embauchés après une période de formation. Elle leur donnait, au moins oralement, sa garantie. Les demandes des femmes du quartier n'étaient pas limitées aux questions politiques ou à l'accès aux ressources publiques. Les habitantes cherchaient souvent à trouver des solutions à leurs problèmes personnels via le parti, comme

[382] Observation participante, discours de Birsen, présidente de la branche féminine de Şahintepe 2, dans une école coranique. Şahintepe, 07.03.2014.
[383] Observation participante, réunion à domicile de l'AKP, Şahintepe, 20.03.2009.

par exemple se procurer des lentilles pour des problèmes sévères de vues. Özlem Erol, cité ci-dessus, et Özlem Taş, directrice de communication, affirmaient que la politique de l'AKP était de répondre aux demandes des gens du quartier. Toute demande qui ne pouvait pas être satisfaite au niveau du quartier, selon elles, serait traitée au niveau de l'arrondissement[384].

Ces échanges appartenaient au registre classique de ce que Rutten (2007) désigne « l'habitus clientéliste », dans lequel le fonctionnement au quotidien du réseau clientéliste de résolution de problèmes produit un ensemble de dispositions parmi ceux qui reçoivent la faveur quotidienne de la part du patron et du courtier. Les services réguliers de ces réseaux sont plus importants que chaque acte singulier d'échange. Dans cette perspective, la perception, l'évaluation et l'action sont renforcées par des actions symboliques de la part des patrons et des courtiers qui peuvent être vues dans leur discours publics en accentuant leur amour du service pour leurs suiveurs. (Rutten 2007) Dans cette dynamique, le moyen de trouver les solutions aux problèmes quotidiens est le point central du fonctionnement de la domination. La domination durable ne pouvant se construire que sur le consentement de ceux qui la subissent, cet échange de service est un des moyens d'obtenir ce consentement, lorsqu'aux yeux des dominés, la domination est perçue « *comme un service que leur rendent les dominants, dont le pouvoir paraît alors si légitime qu'il semble aux dominés de leur devoir de servir ceux qui les servent* » (Briquet 1999 : 9). Les militants assumaient parfaitement cette obligation de rendre service. La présidente responsable de l'organisation féminine du parti au niveau de l'arrondissement, avec qui nous avions assisté à des réunions en 2009, nous a expliqué : « *Nous serons informés des besoins de chacun, et nous aurons leur date de naissance. Nos militants vont aller dans chaque rue pour savoir qui vit dans le quartier, et s'ils ont besoin d'emploi ou de nourriture »*[385]. Afin de créer cet habitus clientéliste, les militantes recueillent des renseignements sur les habitants, comme leur état civil, et sur leurs besoins sociaux. Lors des réunions, un cahier bleu servait pour retranscrire le nom, le numéro de téléphone et le numéro inscrit sur la carte d'identité de chaque participante[386]. Ce type d'enquête permet de comprendre comment se poursuit la mobilisation interne des habitantes.

Cinq ans plus tard, lors de la campagne électorale de 2014, les représentants de l'AKP étaient de manière encore plus évidente porte-paroles d'un parti au pouvoir, de l'équipe ayant

[384] Entretien, Özlem Taş, directrice de communication de l'AKP en 2009 et membre du conseil municipale en 2014, Başakşehir, mars 2009.
[385] Entretien, Mehtap Polat, présidente responsable de l'organisation féminine du parti au niveau de l'arrondissement de Başakşehir, Başakşehir, mars 2009.
[386] Observation participante, réunion à domicile de l'AKP en 2009, Şahintepe, mars 2009.

pendant les cinq années de la dernière mandature exercé les responsabilités publiques au niveau municipal. Cela présentait des avantages indéniables, dont il sera question au chapitre suivant. Certains problèmes évoqués en 2009 ont été réglés de manière définitive. Le ramassage des ordures, par exemple, se fait désormais de manière régulière. Beaucoup de rues ont été goudronnées, et la question de la boue n'est plus omniprésente. La question de l'emploi ne semble plus être évoquée par les femmes, même si, nous le verrons, certaines militantes l'introduisent de manière spontanée[387]. Etre au pouvoir, par contre, pose aussi des problèmes. Beaucoup plus qu'en 2009, les représentants du parti doivent expliquer et justifier les politiques de la municipalité – surtout sur les questions foncières. Les problèmes quotidiens n'ont pas disparu des conversations, mais dans les discours et les réponses des représentants du parti, militantes ou élus, la description et justification de l'avenir voulu par l'AKP et son équipe municipale à travers ses projets de transformation urbaine prennent désormais une place beaucoup plus importante.

La durée des réunions en 2014 varie entre trente minutes et une heure. Une équipe de trois à cinq militantes va à la rencontre d'une dizaine de femmes. Elles apportent à chaque réunion du thé et du sucre comme cadeau de courtoisie. La maîtresse de maison (qui peut aussi être une responsable de rue ou une sympathisante) mobilise les femmes de son réseau d'interconnaissances généralement limité à la famille ou au voisinage. Elle met ce réseau de proximité au service du parti. Nous constatons que les participantes à la réunion ne sont pas toujours sympathisantes du parti. Les sympathisantes des partis d'opposition peuvent participer et exprimer leurs opinions aux militantes et même aux responsables de la municipalité. De cette façon, le parti rencontre les oppositions et donne des réponses en face à face.

A la différence des réunions de 2009, les réponses aux sujets des questions foncières sont plus systématiques et mieux travaillées. Les résultats de l'encadrement et la formation des militants évoqués ci-dessus sont évidents, dans la cohérence de la pédagogie politique. Lors de ces réunions, des représentantes du parti décrivent les projets de l'AKP et répondent aux questions sur les problèmes d'infrastructure et les projets de transformation urbaine. Tout comme dans les réunions masculines, la plupart des plaintes portent sur le découpage de chaque terrain suite aux nouveaux titres. Les incompréhensions sur ce sujet étaient visibles dans tous les discours, même chez les sympathisants. Ils demandaient si leurs maisons

[387] Ce constat recoupe une observation de Leyla Yılmaz, ancienne présidente de la branche féminine du CHP, qui constate elle aussi que là où les femmes en 2009 demandaient souvent des emplois pour leurs familles, elles ont plutôt tendance 5 ans plus tard à demander des aides matérielles.

seraient démolies, s'ils allaient être déplacé. Toutefois, il était possible de voir dans ces réactions une part d'acceptation de la transformation à en juger par les paroles prononcées par une femme lors d'une de ces réunions : *« Entre deux villes* (C'est à dire entre les quartiers modernes qui existent déjà) *ils ne vont pas nous laisser pas comme au village. Nous avons compris qu'ils vont transformer. Mais il ne faut pas qu'ils nous fassent nous endetter.*[388] *»*

Les réponses à ces questions venant des divers responsables du parti, des militantes venues de l'organisation de l'arrondissement jusqu'aux candidats au conseil municipal, est que Şahintepe a été placé dans la zone de réserve du fait du Kanal Istanbul. Lorsque la désignation de « zone de réserve » sera levée, tous les projets seront mis en œuvre. Tous les intervenants insistent sur le fait que les habitants de Şahintepe ne devraient pas vendre leurs maisons, car ils pourront être riches après la construction du Canal. Les maisons, dans la logique de ce discours, ne se démolissent pas : elles se renouvellent. Après la construction du Canal, leurs maisons vont valoir 500.000TL (166.666 Euros)

Suite à ces discours, les femmes dans les réunions auxquelles nous avons assistées déclaraient systématiquement leur soutien pour le projet du Canal, dans l'espoir notamment que leurs maisons se valorisent. L'essentiel de leurs revendications portait sur l'amputation de leur terrain[389], sur la peur de l'endettement ou de la déplacement. La politique de compensation a été très significative dans toutes ces réunions, même dans les discours des femmes. Une habitante de quartier, lors d'une réunion à domicile, a dit qu'elle ne se sentait pas pleinement propriétaire de sa maison, du fait de l'incertitude qui pesait sur le quartier. Elle ne peut même pas, dit-elle, enfoncer un clou. Elle était prête, par contre, à envisager un échange : « *Si la municipalité me donnait un appartement contre la mienne, il n'y aurait pas de soucis* ».[390] Cet exemple parmi d'autres entendus lors de ces réunions marque la distance intellectuelle parcourue en cinq ans. En envisageant cet échange, la femme se projetait implicitement non seulement dans l'avenir mais également dans la dynamique décisionnelle. Elle se voit comme un sujet actif exprimant un choix, mais celui-ci ne passe pas par un échange personnalisé avec un patron particulier comme un *ağa* de l'ancienne époque ou les agents immobiliers que nous avons vus dans les années fondatrices du quartier. La politique de compensation, comme l'a noté Roy (2009), est un politique d'inclusion, mais le partenaire est désormais un acteur institutionnel : la municipalité. Par ce type de négociation, les

[388] Observation participante, réunion à domicile de l'AKP, Şahintepe, 06.03.2014.
[389] *Ibid*.
[390] Observation participante, réunion à domicile de l'AKP , Şahintepe, 20.03.2014.

habitants marquent leur appropriation du nouveau système de propriété en acceptant le rôle de l'Etat en tant que promoteur de leur zone.

Même si la négociation autour des logements joue un rôle important, ce n'est pas le seul sujet abordé. La « politique du faire » est également présente. Il s'agit des demande d'infrastructure liées aux difficultés de la vie quotidienne : le marché est trop éloigné et difficile d'accès – il faudrait le dédoubler ou fournir un moyen de transport pour s'y rendre ; les rues n'ont pas de trottoirs, l'accès aux transports urbains est trop éloigné. Les militantes connaissent par cœur ce discours, et l'évoquent souvent même avant les participantes. Mais comme nous le détaillerons au chapitre 7, cela n'explique pas la raison de la mobilisation pour AKP. L'expression d'une habitante pendant une de ces réunions nous donne un avant-gout de ce problème : « *vous avez fait les canalisations, mais à quoi me servent-elles ?* ».[391]

Un élément constant de ces réunions, déjà observé en 2009, est l'importance accordée à la collection d'informations. Les militantes profitent des réunions pour continuer le travail de recrutement de nouveaux membres du parti. Elles demandent la carte d'identité de la maîtresse de maison et des femmes qui veulent s'inscrire au parti. Les méthodes d'enquêtes, en revanche, sont plus sophistiquées qu'en 2009 et requièrent beaucoup plus de détails. Les cahiers bleus ont disparu, remplacés par un « *Formulaire d'Enquête des Réunions de Maison de la Branche Féminine du Parti AK de l'arrondissement de Başakşehir dans la ville d'Istanbul* » (Ak Parti İstanbul İl Kadın Kolları Başakşehir İlçe Ev Sohbetleri Anket Formu). Dans les enquêtes, les militantes demandent :

- Le numéro d'identité
- Le nom et prénom
- L'adresse
- Le nombre de personnes dans le ménage
- Le nombre de votants
- L'existence d'une assurance
- L'existence d'handicapé
- Le statut, locataire ou propriétaire
- L'adhésion ou non à l'AKP

[391] Observation participante, réunion à domicile de l'AKP, Şahintepe, 06.03.2014.

ENCADRÉ 4 : Un petit déjeuner électoral



Photo 6-b : Femmes et leurs enfants lors d'un petit déjeuner électoral

Photo personnelle de l'auteur, mars 2014

Les petits déjeuners sont des occasions bruyantes et festives. Il est normal d'y voir les mêmes visages régulièrement. De nombreux enfants sont présents avec leurs mères. A cause du bruit, les militantes ont du mal à se faire entendre par les électrices potentielles. Bien que le nom de cette activité soit le petit déjeuner, le repas est pris au milieu de la journée. En période électorale, les réunions de ce genre ont lieu une fois par semaine, tous les jeudis. Les petits déjeuners des femmes sont modestes. Les militantes de l'AKP distribuent des « feuilletés au fromage » (*börek)* et parfois du *baklava*, ce qui est fort peu pour un petit déjeuner traditionnel turc. Ce type de réunions sert à construire des liens entre les femmes sur le modèle des relations de voisinage ; le parti devient alors comme un voisin qui ouvre sa porte et offre un repas, entretenant une relation de proximité et de réciprocité. Il est évident que certaines convives ne sont pas présentes uniquement pour la politique ; l'occasion de sociabilité est également appréciée. Beaucoup des participantes sont visiblement des personnes modestes. Des femmes demandent à prendre des *börek* pour les ramener à leurs enfants. Les représentantes du parti ne leur permettent pas d'emmener les *börek* à la maison, car le repas est limité aux réunions. Suite à ces interdits, j'ai vu des femmes cesser de manger leur portion et l'emballer pour la ramener chez elles aux enfants.

Le succès de cette demande d'adhésion n'est pas total. Sans surprise, les femmes qui demeurent réticentes à l'inscription sont celles qui font le plus de critiques. Ceci n'est pas vécu par les militantes comme en échec. Bien au contraire ; encore une fois, le but de cette opération est avant tout de connaître le quartier de la façon la plus fine possible, au-delà des sympathisants déjà acquis du parti. Il s'agit de faire de la mobilisation électorale, mais aussi d'évaluer les services à rendre. Cette logique se retrouve dans les réunions publiques.

6.2.2 Les petits déjeuners dans les bureaux électoraux

Une exception à la nature plutôt confidentielle des réunions féminines était le repas hebdomadaire offert aux femmes au bureau électoral de l'AKP. Celui-ci, comme nous le verrons, remplissait plusieurs fonctions, allant de la sociabilité à la pédagogie.

Un élément important des petits déjeuneurs consistait dans le discours politique. C'est lors de réunions de ce genre que nous avons entendu les discours nationalistes évoqués ci-dessus dans notre discussion de l'idéologie de l'AKP. Mobilisant à la fois les registres populistes et nationalistes, les militantes circulent dans la salle, expliquant aux habitantes de Şahintepe en quoi la prospérité du pays est liée à leur prospérité personnelle. Le discours de militants relie les enjeux et problèmes locaux aux problématiques nationales.

Lors d'un de ces petits déjeuners[392], une militante AKP est venue de l'arrondissement afin d'éclairer les habitantes sur le projet de Canal et sur les accusations de corruption qui l'entourent.[393] Selon cette militante, la raison de l'échec est à chercher du côté international. D'après elle, à une autre époque, l'Angleterre avait essayé d'exploiter la Turquie, mais maintenant, avec les oléoducs venant d'Iraq, les turcs sont auto-suffisants en pétrole. Face à cette possibilité, selon elle, les pouvoirs internationaux veulent empêcher la croissance du pays. Ils ont fait la même chose à d'autres chefs de gouvernement – Özal dans les années 1980 et Menderes dans les 1950 et 1960. Dans ce contexte de guerre qualifiée de « tout ou rien », l'élection ne se joue pas seulement à l'échelle locale mais à l'échelle nationale. Dans la rhétorique de l'AKP, cela devient même un élément supplémentaire de légitimation. Leurs arguments expliquent que les diverses accusations de corruption qui ont été portées contre le gouvernement ne sont en réalité que les mensonges des ennemis du pays. Les militantes expliquent que les accusations de corruption ne sont qu'une mystification pour distraire les citoyens turcs. En ce qui concerne les grands projets eux-mêmes, il ne peut pas y avoir eu de corruption, explique la militante, car le système de B.O.T a été utilisé pour tous les financements.[394] Ce système est expliqué aux femmes de la manière suivante : l'Etat a

[392] Observation participant, petit déjeuner dans le bureau de l'AKP, Şahintepe, 06.03.2014.
[393] Le premier ministre et certains de ses proches ont été acusés en décembre 2013 de corruption dans une affaire où certains des investisseurs de ces projets étaient impliqués. Voir ci-dessus.
[394] Selon le modèle B.O.T (Build – Operate - Transfer/ Construction, Exploitation et Transfer), une entité privée reçoit une concession de la part du gouvernement du pays hôte afin de financer, construire et exploiter le projet pendant une certaine période. À la fin de la période de concession, le concessionnaire rétrocède le projet au gouvernement hôte, sans frais ou avec une rémunération limitée (Ho 2001:1) Dans ce contexte, si l'objectif était de rendre la zone attractive pour les investisseurs, il pourrait être plus rationnel de concevoir cette zone pour la classe supérieure, afin de créer des capacités pour avoir des revenus et de l'investissement.

indiqué le lieu au secteur privé, le secteur privé l'exploite pour un temps défini puis le transmet. Il n'y a aucun lien d'argent. La logique néolibérale des partenariats publics – privés, souvent considérée par ses critiques comme un instrument de marginalisation des classes populaires, se retrouve ici en tant qu'élément de légitimation des projets de transformation face à ces mêmes classes populaires. Il ne peut pas y avoir de fraude, puisque tout passe par le marché. La définition et la redéfinition de la normalité évoquée par Hibou (2011 : 59) sont ici à l'œuvre ; le marché – et l'intervention massive du secteur privé dans les travaux publics – devient la norme et, en même temps, la source de prospérité et de légitimation. La démonstration logique de la militante peut se poursuivre : puisque les dirigeants turcs sont innocents, l'accusation ne peut être que l'œuvre d'un ennemi puissant. Ceux-ci sont désignés d'avance ; le souvenir historique de la guerre d'indépendance et de la domination externe fait partie du sens commun, offrant au parti un langage partagé avec la population, « *conforme au valeurs que cette dernière défend* » (Hibou 2011 : 60). On voit encore une fois tout naturellement le rôle des forces obscures internationales dans le discours : les téléphones cryptés d'Erdoğan ont été écoutés en 3 lieux : New York, l'Angleterre et … un baron juif habitant sur les rives du Bosphore ![395]

Un autre élément récurrent dans ces discours était le statut historique des détroits turcs (Bosphore et Dardanelles) hérité de la défaite de l'Empire Ottoman durant la première guerre mondiale – situation présentée comme humiliante pour la Turquie, même un siècle plus tard. Au cœur de cette affaire, le Traité de Lausanne de 1923 que la militante qualifie de « décret de Lausanne ». Signé par la jeune république turque, ce traité place les détroits sous le contrôle d'une commission internationale. Ce régime ne dure que treize ans, remplacé en 1923 par la convention de Montreux, qui a réaffirmée la souveraineté turque sur les détroits, tout en garantissant le libre passage de tout navire civil. Signée pour une durée de cent ans, la convention arrive justement à terme en 2023. Dans le discours de la militante AKP, cela sera l'occasion pour la Turquie de gagner beaucoup d'argent avec les projets du Canal, en faisant payer le transit, puisque le libre passage des navires ne sera plus garanti. C'est pour cela que cette militante insiste sur le fait que les habitants de Şahintepe ne devraient pas vendre leurs maisons, car ils pourront être riches après la construction du Canal. Les maisons, proclame-t-elle, ne se démolissent pas, elles se renouvellent. Après la construction du Canal, leur maison vaudra 500.000TL[396]. Nous constatons ici à l'oeuvre l'« infrastructure de médiation populiste » (*infrastructure of populist mediation*) (Roy, 2009). Dans ses interactions avec les

[395] *Ibid*.
[396] Observation participant, petit déjeuner dans le bureau de l'AKP, Şahintepe, 27.03.2014.

habitants de Şahintepe, l'AKP crée et exploite cette infrastructure de médiation populaire, « nous, la peuple », en créant des catégories d'amis et d'ennemis, « des acteurs étrangers ». L'identification de l'ennemi et du « nous » est directement liée à la politique de compensation. Cette politique de compensation a été renforcée avec des dons d'aujourd'hui.

A la pédagogie politique des militantes est ainsi associée une activité complémentaire de distribution matérielle. En plus de la nourriture, des cadeaux sont parfois distribués, par exemple le café avec ses tasses[397]. Mais dans le bâtiment, il y a une pièce où se trouvent des vêtements de seconde main qui sont distribués aux femmes. Ces vêtements sont distribués aux refugiées syriennes en général, mais ils peuvent aussi servir aux habitants particulièrement démunis. Nous avons vu au chapitre précédent que l'aide aux nécessiteux permet la constitution d'un *habitus militant* chez les militants (Fretel 2004). Le registre de « servir le peuple », nous l'avons vu ci-dessus, est une des incitations régulièrement mises en avant par les observateurs de la culture militante de l'AKP. Prenant ici cette question du point de vue des habitants plutôt que des militants, nous pouvons observer comment cette activité permet de présenter le parti comme répondant aux attentes des électeurs. Nous retrouvons la dynamique évoquée par Padioleau (1982, 213), qui rappelle que « *le Parti Communiste aide volontiers les citoyens par l'intermédiaire de ses militants à surmonter les tracas de la vie quotidienne »,* et que cette présence utile des militants dans la vie de tous les jours et un des fondements essentiels de la pédagogie politique du parti. L'AKP agit sur le terrain comme une agence d'aide, un canal pour résoudre les problèmes. Ces aides servent de légitimation supplémentaire pour le parti aux yeux des habitants, tout comme des militantes.

Comme nous l'avons déjà constaté dans le cas des réunions masculines, certaines des requêtes laissaient apparaitre le fait que les participantes pensent que le parti est en mesure d'apporter des solutions à leurs problèmes personnels. Par exemple, une femme a dit à la présidente de la branche féminine du quartier de l'AKP qu'elle avait reçu la promesse du maire de résoudre son problème d'oreille. Selon la militante Lale, de manière plus générale, les soucis des femmes ne se limitent pas au problème de développement. « *Les femmes doivent également penser à ce qu'elles peuvent ramener à la maison ce jour-là. Les femmes voient ce qu'elles rapportent à la maison comme profit* »[398]. Quand les militants distribuent le

[397] Ce choix de cadeau ne doit rien au hasard. Le café et son partage a une signification importante dans l'idiome turc : « une tasse de café donne une considération pour quarante ans » (*bir fincan kahvenin kırk yıl hatırı var*). Ces types de cadeaux ont été distribués également pendant la période du parti de *Refah* (Wedel, 1994).
[398] Entretien non-structuré, Lale, la militante de l'AKP, Şahintepe, 07.03.2014.

café et les ballons[399] pour la campagne électorale, les habitantes demandent si ce matériel promotionnel du parti est distribué gratuitement. Les scènes les plus frappantes étaient de voir les femmes attendre pour demander des visites de maisons[400] et de l'aide de la part des militantes du parti. Les militantes de partis inscrivent les demandeurs en tant que membres du parti. Les femmes laissent leur numéro de téléphone et leur adresse, puis attendent que les militantes du parti leur rendent visite. Toutes les demandes de visites de maisons sont notées par les militantes pour organiser le calendrier des visites.



Photo 6-c : Inscription à l'AKP lors d'un petit déjeuner électoral
Photo personnelle de l'auteur, mars 2014

Les militants du parti sont parfaitement conscients de l'importance de cette activité : *« Avant, les responsables des rues trouvaient les maisons où tenir des réunions. Mais maintenant, les femmes viennent et inscrivent leur nom pour que les militants puissent leur rendre visite »*[401]. Selon nos observations, les femmes qui reçoivent des visites sont des visages familiers des petits déjeuners. Mais on observe toujours qu'en cas de besoin, les militantes du quartier ou de l'arrondissement appellent les responsables des rues pour trouver une maison où organiser une réunion électorale.

[399] Une photo des objets distribués peut trouver en annex.
[400] Nous reviendrons plus en détails sur les visites de maison dans le chapitre 7
[401] Entretien non structuré, Çiğdem Karadeniz, Şahintepe, 03.03.2014.

6.2.3 Visites des réunions religieuses

Le but du parti, nous l'avons vu, est de rentrer en contact avec le plus de femmes possible pour expliquer les projets urbains. Ainsi, tous les lieux de rassemblement des femmes sont potentiellement importants. Les femmes se rassemblent dans le quartier à l'occasion de sociabilité de voisinage ou religieuse ; la relative facilitée avec laquelle les représentantes de l'AKP peuvent être présentes dans ces réunions est, pour ce parti, un avantage important. Il y a différents types de réunions religieuses pour les femmes. Des cours sont proposés par des écoles coraniques établies, ainsi que par les confréries religieuses (*tarîqa*). Certaines femmes se rassemblent dans leurs propres maisons pour lire le Coran. Toutes ces réunions sont ciblées par les militantes de l'AKP. Ce sont autant d'occasions pour elles de pénétrer les réseaux sociaux féminins. Dans ces types de réunions, la ségrégation des femmes et des hommes est très prononcée. Contrairement à certains cas liés au contexte électoral, les militantes féminines ne peuvent pas participer aux réunions masculines, et inversement. Notre hypothèse est que la ressource professionnelle et positionnelle des représentantes du parti a été utilisée dans les réunions religieuses pour légitimer les projets urbains de manière semblable à celle du maire dans les réunions masculines. Par ailleurs, aux efforts de la part de l'opposition pour mettre en doute la légitimité des projets urbains a répondu le témoignage du vécu des militantes à l'échelle du quartier. Celles-ci peuvent aisément se mettre dans une relation d'égalité avec les habitantes, car partageant leur quotidien. Leur soutien au parti prend ainsi une signification toute particulière. Troisièmement, la laïcité officielle a longtemps été vécue par ces femmes pieuses comme une persécution. La notion de « souffrance partagée ancrée dans une histoire collective », que (Sawicki et Siméant, 2010) considèrent comme un lien créé à l'intérieur du milieu militant est ici élargi et utilisé comme instrument de mobilisation plus large destiné à légitimer le programme urbain. Tout cela est fait dans le but de contester la légitimité des opposants, mais également de renforcer la légitimité des actions du parti. Ainsi, l'ancrage du parti permet de faire revivre toutes les histoires collectives sur lesquelles peuvent se construire de nouvelles significations.

Nous verrons dans les pages qui suivent deux déclinaisons différentes de cet ancrage dans les milieux religieux. La première concerne les visites aux écoles coraniques et la deuxième les visites des réunions religieuses plus confidentielles dans le domiciles et confréries. Les visites aux écoles coraniques jouent pour les femmes un rôle semblable à celui des réunions de *kahve* pour les hommes ; les responsables de la municipalité rejoignent les

habitantes afin de donner des informations au sujet des politiques urbaines. De plus, le soutien des enseignantes contribue à mobiliser le soutien électoral, mais également cognitif pour l'AKP et ses politiques. Dans ce contexte, les ressources professionnelles et positionnelles des représentantes du parti sont prédominantes. Dans les réunions plus restreintes, par contre, les expériences personnelles des militantes à l'échelle du quartier et leurs témoignages en tant que femmes pieuses et pratiquantes d'une « souffrance partagée ancrée dans une histoire collective » face aux politiques laïques des anciens gouvernements ont été déployées pour légitimer la politique urbaine. De manière générale, nous pouvons considérer dans ces rencontres entre habitantes et militantes et responsables du parti d'une part et habitantes et municipalité d'autre part, une autre base possible pour la pédagogie politique. Nous analyserons dans notre cas au chapitre suivant, du rôle des militants dans les demandes de services municipaux, nous voyons ici une autre manière de rendre service (en soutenant l'activité religieuse) et surtout de mettre en contact habitants et militants dans un contexte favorisant la construction d'un climat de confiance.

6.2.3.1 Les écoles coraniques

Parmi les stratégies d'ancrage de l'AKP depuis son arrivé au pouvoir, se trouve la coopération active avec les fondations caritatives liées à l'Islam sunnite. Nous verrons au chapitre suivant l'impact majeur qu'a cette stratégie sur la distribution des aides sociales. Ici, nous nous intéressons aux aspects plus directement religieux de cette stratégie. Parmi les activités encouragées et soutenues par le pouvoir AKP, se trouve l'établissement par les fondations d'écoles coraniques dans lesquelles sont dispensés des cours religieux pour femmes et enfants. Ces établissements, que fréquentent un grand nombre de femmes dans les quartiers tels que le nôtre, servent à renforcer les réseaux de l'AKP dans la société civile et surtout auprès des femmes. Dans une conversation avec l'ancien député-maire, celui-ci insiste sur l'importance du pouvoir étatique dans cette dynamique : « *La Fondation de charité » (vakıflar) ne peut pas entrer dans les endroits où l'État n'existe pas. S'il y a un manque de sécurité, les fondations de charité religieuses ont de la difficulté à exister. Les fondations caritatives sont venues depuis deux ou trois ans à Şahintepe. Afin de normaliser la vie de quartier, nous les encourageons à travailler dans le quartier. Les immigrants ont de mauvais souvenirs de l'État. Certains de leurs villages ont été brûlés, ou bien ils ont été forcés d'émigrer ici. Nous savons tous les mauvais souvenirs qu'ils ont à ce sujet. Ils ne font pas confiance à l'État. La Fondation de charité peut être le pont entre le peuple et l'Etat. J'ai un*

lien organique avec la fondation de Sufa. Je leur dis d'y aller et de faire leurs activités »[402]. La symbiose entre le parti, la puissance publique et les fondations est ainsi pleinement évidente. Si les dernières profitent de la protection et de l'ordre public établi par l'Etat, l'AKP peut profiter d'un point d'entrée privilégié pour ses activités politiques. Cela représente pour le parti un avantage indéniable par rapport à tous ses concurrents.

Cette symbiose entre les écoles coraniques et l'AKP se rapproche de la dynamique analysée dans la notion de « système d'action » par Lagroye *et ali.* (2012 : 276-277), dans lequel un « *ensemble de groupements et d'associations qui contribuent, chacun à sa manière et selon ses logiques de fonctionnement propres, à la construction d'un groupe de référence* ». Le groupe de référence, dans notre cas, peut se comprendre de manière très large, en reprenant le registre populiste que nous avons déjà analysé précédemment. Dans sa communication officielle, le parti parle au nom de « nous, le peuple ». Derrière cette revendication, néanmoins, le groupe ciblé est clairement celui des turcs de confession sunnite et de tendance socialement conservatrice. Il s'agit donc d'un « *groupement susceptible d'être mobilisé épisodiquement* » Lagroye *et ali.* (2012 : 275), mais qui n'est pas pour autant sans définition ou frontières : les sectes hétérodoxes et les non-croyants sont clairement exclus. Le « nous » correspond bien au camp conservateur et religieux dans le *Kulturkampf* turc évoqué par Kalaycıoğlu (2008), dont nous avons parlé dans notre description de l'idéologie de l'AKP.

En temps de campagne électorale, les écoles coraniques offrent des lieux idéaux pour trouver des groupes de femmes rassemblées. Les militantes de la branche féminine de Şahintepe y organisent ainsi des visites auxquelles elles assistent en compagnie d'élues ou de responsables du parti qui, pour leur part, sont à la recherche de ce genre d'occasion pour pénétrer dans ce milieu. Les responsables de rue, ou même de simples militantes du parti, informent les responsables de l'organisation du quartier de la tenue de ces réunions. Celle-ci parlent avec les organisatrices – enseignante d'école coranique ou maitresse de maison – pour leur demander la permission d'assister aux réunions. Tout cela demande un effort considérable d'organisation et témoigne encore une fois de l'importance et de la solidité de l'organisation du parti à l'échelle du quartier, telle que nous l'avons analysé au chapitre précédant.

Dans la vie du quartier, les écoles coraniques servent avant tout de lieux où les femmes peuvent se réunir pour suivre un enseignement religieux. Les femmes se rassemblent

[402] Entretien, Mehmet Şahin, ancien maire-adjoint (pour la période 2009-2012), candidat à la canditure de la municipilité de Başakşehir, Bakırköy, 14.02.2014.

avec une enseignante pour lire le Coran et les livres d'instruction religieuse (*diyanet*), tels que « mon service divin » *(ibadetim)* ou « ma morale » *(ahlakım),* produits par la direction des affaires religieuses. Les femmes apprennent aussi comment prononcer les versets de Coran en Arabe. Des cours sont aussi proposés pour les enfants. Il s'agit pour les femmes, parallèlement, d'un des rares lieux de sociabilité possibles en dehors du cadre domestique et d'une occasion pour combler des lacunes d'enseignement et acquérir le capital symbolique qu'apporte la connaissance religieuse. Savoir prononcer les versets du Coran en Arabe et bien les interpréter est une distinction qui apporte le prestige, l'honneur et surtout la reconnaissance sociale – reconnaissance entre femmes mais aussi de la part de leurs époux et familles.

Le jour ou nous avons participé à ces visites, un membre du conseil municipal – devenue maire adjointe après les élections – Hatice Demiralay, faisait les visites avec Ayşe Cevizli , fonctionnaire municipale au département des services sociaux, et trois militantes du parti habitant dans le quartier. Un *tarîqat* avait refusé de les recevoir, mais l'organisation a trouvé immédiatement un autre cours pour emmener les élites de l'arrondissement. La participation de Hatice Demiralay pouvait être interprétée de deux manières. Premièrement, le fait qu'elle soit une femme lui permet de pénétrer dans les communautés religieuses féminines, mais en même temps, sa ressource professionnelle (avocate) a été utilisée afin de légitimiser les changements urbains.

Tous ensembles ou en petits groupes, les femmes présentes pour les leçons coraniques posaient des questions aux représentantes du parti. Leurs questions étaient les mêmes que celles entendues à chaque occasion :

- Pour quoi avoir découpé 42% des terrains ?
- Pour quoi les titres ne sont pas individuels ?
- Pourquoi la municipalité est-elle devenue partenaire ?
- Şahintepe va-t-il être démoli ?
- Si la démolition se réalise, les habitants vont-ils être obligés de s'endetter ?
- Les maisons construites pendant les élections de 2009 vont-elles êtres pénalisées financièrement, et comment surmonter cette amende ?
- Qu'est-ce que les habitants doivent faire pour brancher l'électricité et le gaz naturel ?

Les réponses offertes par les militantes à ces questions, elles aussi, étaient les mêmes que celle proposées par le maire, ou d'autres représentants du parti. Il était évident que toutes les femmes dans le public n'étaient pas convaincues par ces réponses. Pour les militantes du quartier, les femmes qui contestent étaient nécessairement des « militantes CHP » ; c'était la

seule explication possible de leur comportement. Faut-il en conclure que les militantes, habitantes de Şahintepe, étaient toutes convaincues par les pratiques de développement ? En leur parlant personnellement, nous comprenons qu'elles ont des inquiétudes assez semblables à celles des habitantes. Les conclusions qu'elles en tirent, en revanche, sont formées par le discours officiel du parti. Une fois sortie d'une visite d'école coranique, une des militantes nous a dit que les habitantes avaient raison ; elle aussi n'a pas très bien compris ce découpage de 42 %. Elle a immédiatement suivi cette remarque, par contre, en prononçant la phrase : « *le doigt coupé par la loi de la Sharia ne souffre pas* » *(şeriatın kestiği parmak acımaz*)[403]. C'est à dire, selon elle, qu'il y a des lois qui limitent les comportements des gens qui doivent obéir à ce que la loi commande. Mais ce discours d'obéissance n'est pas leur seule raison de s'engager dans le parti et de suivre sa ligne politique. Tout comme dans la dynamique de sélection de candidats évoquée par Ayan (2010), « l'indifférence » à un revers immédiat est étroitement lié à des incitations matérielles et à des compensations attendues. Une autre militante qui participait à cette même journée nous a dit qu'elle allait perdre sa maison située dans des zones archéologiques protégées qui excluaient toutes constructions, mais qu'elle ne faisait pas pour autant moins confiance au parti. Elle dit aux habitants de croire dans le parti, en expliquant son propre cas : *« je vais perdre ma maison, mais le maire m'a expliqué que je ne vais pas subir d'injustice (mağdur) »*[404]. En fait, elle s'attend à être compensée pour sa perte. Nous retrouvons aussi dans ces réunions religieuses, tout comme dans les réunions à domicile, l'usage de la politique de compensation comme politique d'inclusion ; le parti produit le même discours dans différents lieux de sociabilité, et les militantes sont d'autant plus convaincantes qu'elles sont elles-mêmes concernées par les politiques en question. Les responsables de la municipalité semblaient prendre cela autrement, en considérant que les réunions politiques sont dans tous les cas fréquentées par des mécontents. Finalement, le succès de ce genre de visite dépasse les résultats immédiats. Les militantes Birsen et Emine nous ont indiqué que les enseignantes des écoles coraniques feraient un discours aux femmes pour les convaincre de voter pour l'AKP aux élections locales.[405] L'essentiel est sans doute là : l'accès facile et privilégié de l'AKP et de ses représentant aux lieux religieux (sunnites) constitue pour ce parti un avantage important et indéniable, offrant ainsi un point d'entrée supplémentaire pour son entreprise de pédagogie politique.

[403] Entretien non structuré, Lale militante de l'AKP, Şahintepe, 07.03.2014.
[404] Observation participante, discours de Birsen, présidente de la branche féminine de Şahintepe 2, à l'ecole couranique. Şahintepe, 07.03.2014.
[405] Entretien non structuré, Emine et Birsen, militantes de l'AKP. Şahintepe, 27.03.2014.

ENCADRE 5 : Visite à une école coranique



Photo 6-d : Visite à une école coranique.

Photo personnelle de l'auteur, mars 2014

Je suis arrivée avec les représentantes du parti pendant que la leçon était en cours. Puisqu'il n'y a qu'une seule enseignante, elle fait le tour de la classe, travaillant avec les femmes à tour de rôle pendant qu'elles lisent le Coran entre elles, regroupée en petits cercles. Après un moment, l'enseignante a présenté les deux responsables du parti. Ceci a donné lieu à une certaine tension. Une des femmes présente ne voulait pas que les représentantes fassent de discours. Elle a commencé à parler, en ressortant les questions typiques des réunions politiques, les formulant en accusations : « *Vous allez détruire les maisons ! Les titres que vous avez distribués sont faux ! Moi, j'ai demandé a l'avocat et il m'a dit que le titre avec trente personnes1 ne peut pas être vrai ; il est faux !* » Elle a essayé d'interdire la parole aux responsables de la municipalité et aux militantes AKP. Hatice Demiralay, avocate, a essayé d'expliquer qu'un titre ne pouvait pas être « faux », mais la femme lui a coupé la parole : « *Ici, c'est le cours de Coran, pourquoi faites-vous de la politique ? Nous, en tant que femmes, nous ne voulons pas entendre la politique ».*

En fin de compte, l'élément le plus intéressant de cette tentative de délégitimisation consiste dans le fait que sont les autres femmes présentes, et non les représentantes du parti, qui essayaient de faire taire la contestataire. Finalement, c'est l'enseignante qui l'a prise à part pour lui faire reprendre sa lecture du Coran. Mais la femme en question a refusé de se taire. Elle a commencé à lire à haute voix le Coran, en disant que dans le lieu où le Coran est lu, on ne peut parler et que les partisanes devaient sortir. Bien que les militantes habitant Şahintepe aient essayé de calmer la femme, elles n'ont pas réussi à la faire taire, et finalement la réunion politique n'a pas pu continuer. Le comportement des militantes rappelait celui de certains militants masculins observés dans les réunions de café. Beaucoup plus que les responsables du parti ou de la municipalité venus de l'extérieur, elles s'en prenaient directement aux troubles faits. Les militantes, issues du quartier, se posent ainsi en protectrices de leurs « invitées » venus de l'extérieur.



Photo 6-e : La femme lisant le Coran pour interdire la parole aux responsables du parti. L'enseignante, avec le foulard rouge, est à coté d'elle, la militante de l'AKP debout devant elle.

6.2.3.2 Les réunions religieuses à domicile et dans les confréries

Le registre de souffrance collective partagée (Sawicki et Siméant, 2009), en particulier autour de la question du voile, se voit de manière plus évidente lors des réunions plus restreintes telles que celles organisées par les femmes entre elles pour lire le Coran, ou par les confréries. Nous sommes ici dans un milieu, comme celui décrit par Fretel (2004 : 80) dans le cas des militants catholiques de l'Union pour la Démocratie Française (UDF), dans lequel les militants comme les habitantes réunies « ont baigné et baignent encore dans une ambiance religieuse » qui crée pour elles une forte identité partagée. Cette identité et cette expérience forgent entre militantes et habitantes un lien qui renforce la confiance que les dernières accordent aux premières. Les militantes AKP peuvent ainsi facilement pénétrer dans ce monde religieux, car elles aussi sont pratiquantes et connaissent bien le contexte religieux. Elles font preuve d'un important capital culturel qui, dans ce contexte, ne sert pas à la distinction mais plutôt à l'intégration. Elles partagent non seulement les croyances, mais également les connaissances techniques liées aux questions religieuses. Dans une réunion à domicile, par exemple, la militante de l'organisation de l'arrondissement que nous accompagnons à demander à la maîtresse de maison quels sont les préceptes qu'elle suit pour la lecture du Coran. La maîtresse de maison a répondu avec fierté que c'était ceux de la confrérie de Mahmut Efendi[406]. En effet, la militante Çiğdem nous a fait remarquer que 80% des membres de cette confrérie soutiennent l'AKP. Ce profond ancrage social crée les conditions idéales pour la poursuite de la politique vernaculaire, dont la finalité est de mettre en rapport la politique nationale avec les valeurs, les relations et les réseaux locaux, personnels et communautaires (White 2007:56). En l'occurrence, nous le verrons, un des éléments de politique nationale systématiquement mis en avant est la politique de transformation urbaine.

Les réunions à domicile peuvent avoir lieu les vendredis, alors qualifiés de vendredis du Coran *(Kuran Cumaları)*, mais aussi un autre jour de la semaine. L'ambiance est celle d'une réunion entre voisines ou amies (le jour féminin - *kadın günü*) ; elles se retrouvent autour de la table pour un repas. L'hôtesse appelle son cercle d'amies pour organiser cette journée. Les femmes mangent et parlent de leurs problèmes. Elles se reçoivent à tour de rôle. Après la lecture du Coran, des gâteaux et des *börek* sont servis aux invitées. Outre leur fonction religieuse, ces réunions servent à montrer le talent des femmes à leur cercle, la manière dont elles lisent le Coran ou font la cuisine. C'est un lieu d'apprentissage aussi bien

[406] Observation participante, réunion religieuse à domicile, Şahintepe 06.03.2014.

social que politique. Les femmes qui ne peuvent pas participer à ce type d'activité sont exclues de l'information. Elles ne peuvent pas se tenir informées des nouvelles du quartier, aussi bien personnelles que politiques, à l'instar d'une habitante qui s'est plainte à nous du fait qu'en raison d'un problème cardiaque, elle ne peut pas participer à la lecture de Coran[407].

Quand la conversation prend une tournure politique, la vie religieuse elle-même fournit le sujet des remarques. Birsen, explique que les femmes qui portent le voile ont gagné une liberté après l'arrivé de l'AKP. Avant, les réunions religieuses se déroulaient dans les maisons dans la crainte et l'insécurité. Elles fermaient les rideaux pour que leurs pratiques religieuses ne soient pas visibles. De la même manière, elles participaient au cours de Coran en secret. Mais maintenant, elles vivent leurs religions ouvertement, en tranquillité. Elles peuvent se réunir à la maison ou aller aux cours sans aucun problème. Bien plus, il y a eu beaucoup d'amélioration avec l'arrivée de l'AKP. Quand douze femmes se rassemblent, elles peuvent maintenant demander une enseignante (*Hodja*), et peuvent suivre des cours de Coran. Pour Birsen, le voile est très important. Elle a défendu son droit de porter le voile, même avec son mari. Son mari ne veut pas qu'elle porte un voile. Ainsi, elle a passé deux années la tête découverte. Toutefois, s'opposant à la volonté de son mari, elle a recouvert sa tête en insistant sur le fait que la ressemblance avec les «*nonnes* et sœurs chrétiennes »[408] était très importante.

Leur accord sur la religion n'empêche pas les femmes de continuer à faire des critiques sur le développement du quartier. Une militante, Lale, a coupé la parole aux femmes en leur demandant : « *alors, tu vas voter pour le CHP ?* » Elles lui ont répondu « *non, jamais !* ». La militante Birsen a pris la parole, leur rappelant de ne pas oublier ce qu'elles ont vécu sous les autres gouvernements. Ce dernier échange permet de résumer l'importance de ce genre de réunion et de souligner un avantage important de l'AKP par rapport à ses rivaux. A une question sur le zonage du quartier, la militante a répondu en parlant de la liberté religieuse. Cette capacité à jouer en même temps sur plusieurs registres n'est certes pas unique à l'AKP. Les militants du CHP évoquent la défense de la laïcité et la « menace islamiste » ; les partis pro-kurdes mettent en avant les questions d'identité et d'appartenance. Dans l'ambiance pieuse et conservatrice qui caractérise une grande partie du quartier, néanmoins, l'ancrage des militants et des militantes de l'AKP aux lieux de vie religieuse, et leur discours tout aussi naturel sur la liberté religieuse sont des avantages de premier ordre. Nous avons observé un échange quasiment identique lors d'une visite à une confrérie sunnite,

[407] Entretien non structuré, Fatma habitante, Şahintepe, 03.01.2014.
[408] Entretien non-structuré, Birsen, présidente de la branche féminine de Şahintepe 2, Şahintepe, 07.03.2014.

dont nous proposons une description dans l'encadré ci-dessous. Après la cérémonie religieuse, la militante a prononcé un discours sur les élections et le parti. Elle explique aux femmes pourquoi elles doivent voter pour l'AKP. « *Pour vivre notre voile en liberté, nous devons voter pour l'AKP* »[409]. Les femmes répètent en disant « *oui* ». Certaines femmes qui n'étaient pas satisfaites concernant la pratique de développement urbain ont été critiques. Mais le sujet a vite été recadré sur la protection du voile. Encore une fois, nous observons l'importance de l'expérience de souffrance partagée ancrée dans une histoire collective largement partagée (Sawicki et Simeant, 2010). Dans notre cas, cette expérience joue un rôle de créateur de confiance entre militantes et, par extension, envers les politiques urbaines que celles-ci défendent.

ENCADRÉ 6 : Visite d'une confrérie

Avec la présidente de la branche féminine de l'organisation de Şahintepe, nous avons rendu visite à la branche d'Uşşakiye de la tarîqat de Halveti. Leur centre se trouve à Kasımpaşa, mais il y a une branche à Şahintepe. Son nom plus connu est la tarîqat d' İpekyolu *(ipekyolu cemaati).* Bien que le fondateur soit Pir Hüsamettin, İbrahim İpek est la personne qui a contribué à faire connaitre du public la tarîqat. Après sa mort, il a été remplacé par Fatih Nurullah. Afin d'augmenter le nombre des disciples *(mürit),* Nurullah ouvre les *zikir* à des non-membres, organise des pique-niques et des célébrations publiques (Hürriyet 2006)1. *Zikir* (l'invocation) est un terme que l'on retrouve fréquemment dans le Coran. Son sens pourrait se comprendre de deux façons différentes : l'un consiste à commémorer *Allah* (Dieu) avec la langue, l'autre avec le cœur (Zaman 2013)1 .

La cérémonie avait déjà commencé quand nous sommes entrées dans l'appartement. Nous nous sommes assises juste devant la porte, pour ne pas déranger les femmes qui priaient. Les femmes chantaient *« Hû »*, ce qui veut dire « il » en arabe. Ce « il » répété signifiait « *Allah* ». Le but de cet exercice est de se débarrasser du corps et commencer à exister dans *Allah*. Cette cérémonie est suivie de prières. Lors de la cérémonie religieuse, la militante tient ma main et fait elle-même la prière avec les yeux fermés. Avant de rentrer dans cette confrérie, la militante m'avait avertie sur leur façon de faire la prière. Elle avait déjà visité cette confrérie à Kasımpaşa, dans son lieu central. Leur façon de faire *zikir* lui avait semblé un peu bizarre et l'avait même choquée au premier abord. Mais cette cérémonie n'avait rien d'« effrayant » par rapport à la cérémonie dont elle nous avait raconté le déroulement.

[409] Observation participante, visite à la confrérie sunnite d'ipekyolu, Şahintepe, 27.03.2014.

6.3 Au-delà des militants : un système d'action élargi pour l'AKP

L'influence et les capacités d'action de l'AKP dépassent largement le périmètre de ses militants. Une des forces du parti dans le contexte dans lequel nous avons enquêté est sa capacité à incorporer dans un système d'action au sens suggéré par Lagroye *et ali*. (2012, 276-277). « *On peut appeler « système d'action » l'ensemble des groupements et des associations qui contribuent chacun à sa manière, et selon ses logiques de fonctionnement propres, à la construction d'un groupe de référence*. » Le groupe de référence, dans nôtre cas est définit par le discours populiste de l'AKP, que nous avons analysé au chapitre précédent, mais aussi par son comportement réel. Le parti, nous l'avons vu, parle volontier au nom de « nous le peuple » mais son ancrage et son action se trouve de fait dans la portion sunnite et turcophone du peuple. C'est justement ici, à l'échèlle du quartier, que nous pouvons repérer les groupements et les associations qui participent à son système d'action. Il s'agit avant tout des associations de pays sunnites et turcophones ainsi que les associations de mosquée et autre groupes religieux sunnites. Nous trouvons aussi certaines associations de jeunes issues de cette même population.

Ce système est concurencé par ceux que cherchent a organiser le CHP autour d'une vision un peut différente du peuple – sans références religieuses – ou les associations kurdes autour d'une identité nationale revendiquée, mais il a la particularité d'être nettement plus intégré et subordonné aux intérêts d'un parti que ne l'étaient les associations que nous avons vues dans notre étude des groupes pro-kurdes ou même du CHP. Si nous avons observé que la position du parti kémaliste était quelque peu affaiblie par sa dépendance excessive à des associations et leurs dirigeants, le contraire est vrai pour l'AKP. Nous pouvons proposer l'hypothèse que l'intégration d'un grand nombre d'associations et d'éminences du quartier dans un système d'action coordonné et sous la direction du parti est pour l'AKP un élément important de son influence et de sa capacité de pénétration et de mobilisation de la société locale. L'AKP partage avec le PCF, proposé comme exemple par Lagroye (2012 : 278) un rôle « prédominant » à l'intérieur de son système marqué dans un cas comme dans l'autre par la forte présence de militants du parti dans diverses organisations, y compris dans des positions de responsabilité. Il reste vrai que cette prédominance n'équivaut pas assimilation. Nous avons vu au chapitre 3 que les associations de pays, même celle très proche de l'AKP sont amener à privilégier dans certains cas leurs propres intérêts. L'importance pour le parti de ce système élargi n'en est pas moin centrale.

Nous avons vu tout au long de cette thèse le rôle des associations de pays et leurs présidents dans la vie du quartier. Dans les années de formation du quartier, ces hommes et ces groupes jouaient un rôle de courtiers dans les relations clientélistes (chapitres 1 et 2) ; leur influence a été remise en cause dans l'atmosphère d'incertitude initialement produite par les plans successifs de transformation que nous avons traités dans le chapitre 2. L'inclusion d'un nombre croissant de ces éminences et des associations qu'ils dirigent dans le système d'action de l'AKP augmente les ressources à leurs dispositions, tout en réduisant leur autonomie. Dans le système politique mis en place par l'AKP, les « éminences locales » tel que nous avons défini ce terme au chapitre 3 servent essentiellement d'intermédiaires entre le parti et la société locale – de « courroies de transmissions » pour reprendre la description du système communiste évoqué par Lagroye (2012 : 278). Ils fournissent au parti une manière supplémentaire de pénétrer les réseaux informels de la vie quotidienne par l'ancrage des organisations elles-mêmes dans la vie locale. Par cet ancrage dans la société civile, le parti peut ainsi continuer sa pédagogie politique urbaine via les éminences politiques. L'activité politique de ces derniers dépasse la défense des l'intérêt situés à l'intérieur du quartier et a contribué à transformer les idées aux habitants de Şahintepe sur le parti et ses politiques. Dans les sous-sections qui suivent, nous analysons en plus de détails le rôle de ces divers acteurs : d'abord le *Muhtar* et ensuite les associations.

6.3.1 Le rôle du *Muhtar*

Si le *Muhtar* et son conseil ne nonstituent pas un groupement au même sens que les associations de pays ou de mosquées, il nous semble néanmoins utile de l'inclure dans cette analyse des soutiens de fait à l'AKP dans le quartier. Notre hypothèse est que le *Muhtar* joue avant tout un rôle de transmission d'information. Cela renforce la position dominante du parti et multiplie les occasions de pédagogie politique. Nous avons vu au chapitre 1 que le *Muhtar* du quartier, bien qu'élu par les habitants, est considéré dans le droit turc comme fonctionnaire de l'Etat et obligatoirement non partisan (Massicard 2013a : 8). Faute d'interaction directe des habitants avec les niveaux d'autorité publique supérieure, le *Muhtar* possède dans le quartier un important capital symbolique en tant que seul représentant de l'Etat accessible au quotidien. Pour les habitants, l'homme qui tient ce rôle est souvent perçu comme quelqu'un à qui l'on peut demander tout ce qui relève de l'autorité publique. Son rôle dans la résolution des problèmes lui vaut respect et autorité ; c'est quelqu'un que l'on sollicite volontiers. Un changement important par rapport à la situation que nous avions observée en 2009, par contre, est que le *Muhtar* n'assure plus lui-même la

distribution des aides en nature tel que le charbon. Ceci élimine une source potentielle de conflits d'intérêt qui, nous l'avons vu au chapitre 1, était reprochée au *Muhtar* de l'époque, Mehmet Pala. En 2014, il est évident, aussi bien par observation que par recueil des avis des habitants, que le *Muhtar* actuel se comporte comme un allié de l'équipe municipale et de l'AKP, mais ceci ne semble pas lui poser problème. Bien au contraire, il a la réputation de se servir des contacts privilégiés qu'il maintient avec la municipalité pour faire fonction d'intermédiaire utile pour tous les habitants du quartier, même ceux proches des partis d'opposition. Sa réélection en 2014 témoigne de son ancrage local. De manière officieuse, donc, cet homme et son conseil (*ihtiyar heyeti*)[410] contribuent à générer de « *multiples interactions qui assurent l'insertion des partis dans vie sociale* » (Lagroye *et ali.*, 2012 : 212) et contribuent ainsi à l'ancrage dans la vie quotidienne de l'AKP. Particulièrement important dans le contexte des hypothèses que nous développons dans ce chapitre, ces interactions dans le quartier et dans différents lieux de sociabilité servent à disséminer un certain point de vu cognitif et normatif ; le *Muhtar* est un contributeur actif et efficace à l'entreprise de pédagogie politique de l'AKP. Un exemple que nous avons observé pendant la campagne électorale d'Erol Çapan, candidat à sa propre succession en tant que *Muhtar*, illustre ce propos. Il prend le relais du discours de l'AKP, même si son propre mandat n'est pas directement lié au changement urbain. Lors d'une des réunions à laquelle nous avons assistées, il disait : « *Qui que ce soit qui vous dise que Şahintepe sera démoli, ne le croyiez pas. Quand nous avons renouvelé l'école primaire, ils ont dit beaucoup de choses. Mais maintenant, regardez, nous avons une nouvelle école.* »[411] Pendant cette réunion, les militantes de l'AKP (qui se présentés ainsi) ne sont pas seulement visibles et actives en demandant d'ouvrir leur maison aux habitants pour les réunions à domicile, mais elles ont également pris la parole pour dire qu'après la construction du Kanal Istanbul, les propriétés du quartier vont prendre beaucoup de valeur. Le soutien politique est réciproque : Çiçek Büyükbaş, membre supléante de la commission de gestion de la branche féminine, bien connue a Şahintepe, qui a, pour un temps, fait parti du conseil du *Muhtar*, nous a déclaré qu'elle rendait beaucoup de services avec via le parti. Comme elle aime beaucoup ce quartier, elle va continuer de le faire. Si elle le faisait avec Erol, ils pourraient en faire plus[412].

[410] Le conseil du *muhtar*, en traduction litérale, « conseil d'anciens », est un groupe d'hommes et de femmes, habitants du quartier, désigné par lui lors de son élection.
[411] Observation participante, muhtar et les habitantes, bureau de l'election de muhtar, Şahintepe, 23.02.2014.
[412] *Ibid.*

Une autre observation[413] que nous avons faite est pertinente. Pendant un entretien avec le *Muhtar*, certains habitants venaient l'interrompre pour déclarer leur souci d'éviction. Le *Muhtar* leur répondait en disant que les habitants de Şahintepe pourraient construire des bâtiments de vingt-cinq étages. La suite de son argument reprend la logique de « la politique de compensation » : une fois le quartier transformé, tout le monde pourrait recevoir un appartement en échange du sien, en fonction de sa situation actuelle. Si une maison est en meilleur état, elle pourra s'échanger contre un appartement d'une surface supérieure. Dans tous les cas, il rassure ses interlocuteurs : le quartier rénové apportera une amélioration générale des conditions de vie. Cette explication – qui, selon nos observations, trouve un écho favorable chez les habitants – repose sur une certaine interprétation du plan de développement de 2011. En revanche, dans ces propos, tout comme dans les discours du maire ou des autres porte-paroles du parti que nous avons vu tout au long de ce chapitre, les nouvelles lois et, en particulier le problème de la zone de réserve, étaient entièrement absents. Cette lacune n'est pas due à l'ignorance. Nous avons évoqué le cas de Mustafa Pala, agent immobilier qui avait tenté sans succès de mobiliser les habitants contre les projets de transformation en montrant, justement, que l'existence de la zone de réserve empêcherait de réaliser les projets mis en avant par la municipalité. Le *Muhtar*, contacté par cet homme, avait refusé de le soutenir. De manière générale, nous observons que le *Muhtar* cherche à délégitimer toute opposition aux projets de transformation en les attribuant à l'opposition partisane. L'agent immobilier agissait en tant que délégué du CHP ; les habitants qui exprimaient leurs doutes étaient probablement partisans du parti pro-Kurde. Dans son contenu comme dans ses omissions, les propos du *Muhtar* suivaient ainsi de très près la ligne pédagogique de l'AKP, et la renforçaient en y ajoutant le capital politique et social du *Muhtar* à celui du parti.

ENCADRÉ 7 : Prise de rendez-vous pour une réunion à domicile

Çiçek est venue à coté de moi, où se trouvait une femme avec cinq enfants. Elle a demandé quand elle pourrait ouvrir sa maison pour la réunion à domicile. Elle a pris le rendez-vous. Le président de la séance a dit à l'assistance qu'ils pouvaient demander ce qu'ils voulaient. Mais ça ne servira à rien de demander des choses

Le conseil du *Muhtar*, finalement, joue aussi un rôle important. Certains membres de ce conseil sont des militant actifs de l'AKP. Cette multipositionalité comporte des avantages réciproques. Pour le *Muhtar*, cela facilite toute démarche cherchant des ressources auprès du

[413]Observation participante, muhtar et les habitants, bureau de l'election de muhtar, Şahintepe, 30.12.2013.

parti ou de la municipalité. Pour l'AKP, il s'agit d'un point d'ancrage supplémentaire dans la vie du quartier. Nous pouvons supposer que ces hommes et ces femmes, dans leur vie privée – entre voisins ou dans les associations de pays – seront, du fait de cette multipositionnalité, des personnes respectées et écoutées : les porte-paroles idéaux pour l'entreprise pédagogique de l'AKP.

6.3.2 L'ancrage dans les associations de pays

En complément du rôle ambigu du *Muhtar*, se trouve celui des associations de pays et de leurs présidents. Encore une fois, il ne s'agit pas de groupes officiellement partisans. Leur position dans un système d'action élargi permet néanmoins à l'AKP de renforcer son ancrage de trois manières différentes : l'attachement des présidents aux réseaux partisans, l'institutionnalisation par l'AKP des groupes non associés, et le rôle des associations déjà existantes dans le recrutement des militants. Ces éléments d'ancrage renforcent la position dominante du parti et multiplient les occasions de pédagogie politique. Tous ces engagements dans la société civile contribuent à nouer les relations par des rapports banaux et quotidiens, permettant ainsi au parti de conduire des politiques de négociation dans la continuité.

Nous avons vu dans la section précédente l'importance de l'organisation de quartier de l'AKP. Le parti choisit comme présidents des éléments divers de cette organisation des individus qui ont – ou peuvent avoir – des liens avec la société locale, et qui ont des équipes déjà constituées. Il n'est pas obligatoire que ces équipes soient trop nombreuses, mais par contre, le président doit avoir de l'autorité sur son équipe[414]. Il est attendu d'eux « *qu'ils soient efficaces et qu'ils aient de bons contacts dans les associations de pays et les divers réseaux du quartier* ». Le parti encourage ainsi « l'activisme multipositionnel » (Lagroye *et ali.*, 2012, : 296) de ses militantes. Nos observations de la stratégie de l'AKP à Şahintepe recoupent et renforcent celles d'Arıkan-Akdağ (2012 : 153-154) faites dans divers quartiers des arrondissements de Beyoğlu et Sancaktepe. « *Le parti s'efforce de représenter les grandes lignes de la démographie des lieux dans sa stratégie de recrutement. De plus, le parti s'applique à augmenter la possibilité de contacts futurs en recrutant des gens qui disposent de temps, qui sont actifs, respectés, dominants (surtout des élites locales) dans leur société, et qui ont de bonnes relations avec les résidents dans leur ensemble. Ceci fournit aux membres*

[414] Après les élections locales de 2014, le président de coprs principale a été remplacé, car il est apparu qu'il n'avait pas sufisamment d'autorité sur sa commission. Enretien, la presidente de la branche feminine de Şahintepe 2, Şahintepe, 22.09.2014.

la possibilité d'augmenter la quantité et la qualité du contact et de participer activement à la vie quotidienne des citoyens, comme les représentants du parti. Lorsque les activités quotidiennes des branches locales, qui nécessitent l'acquisition de ce genre d'information, sont prises en considération, être représenté dans les réseaux sociaux et informés de tout ce genre d'événement est primordial pour augmenter la qualité de l'image du parti ». Dans ce sens, le président de la branche jeune de l'arrondissement de l'AKP Furkan Leventoğlu, nous explique pourquoi il a choisi les présidents du quartier de la branche jeune : « *İdris (l'ancien président de la branche jeune du quartier) a une famille élargie. Originaire de Tokat, c'est un musulman sunnite. Bien qu'il y ait des alevis qui soutiennent l'AKP, ils ne peuvent pas faire partie de notre organisation. Ainsi, pour Şahintepe, les habitants de Tokat sont importants*[415]*. Idris avait une bonne relation avec les associations de pays. Nous avons pensé que, par son intermédiaire, nous pourrions avoir un contact avec les jeunes des associations et leur expliquer notre cause. Maintenant, nous sommes à la recherche d'un nouveau président. Nous voulons de nouveau choisir une personne qui serait en contact avec les associations, une personne qui appartiendrait à une association. C'est important pour communiquer avec les jeunes, ainsi que pour notre travail politique*[416]*. »*

L'activisme multipositionnel est encouragé en fournissant des incitations positionnelles comme moyen d'ascension sociale pour leurs dirigeants. Le président de l'organisation de l'AKP de Şahintepe 1 ainsi que le president de l'association de pays de ville Çorum du village Ikizler, Adem Karaşin nous a ainsi indiqué lors d'une conversation informelle: « *Tu habites ici depuis vingt ans, personne ne te connait. Mais si tu es quelque chose, tout le monde va te connaitre. »*[417] Les personnes recrutées par le parti ne sont pas toujours des élites locales. Repérer des acteurs qui peuvent être transformés en élites est une autre possibilité. Cette stratégie ne fonctionne pas toujours. Le président de l'association de pays de la ville d'Ordu nous a indiqué : « *Cemal Çise (le président de l'organisation de l'AKP a Şahintepe 2) veut être le président de notre association. Le parti lui a promis quelque chose s'il est président. Mais au sein de l'association, il n'a pas de pouvoir*[418] ». Malgré ce type d'échec, nous pouvons comprendre le sens de ce type d'opération. Il est possible de supposer qu'un individu promu à une position d'éminence grâce au soutien de l'AKP sera particulièrement loyal et dévoué au parti.

[415] Les ressortissants de Tokat composent le plus grand groupe du quartier et son divisés entres alévis et sunnites.
[416] Entretien, Furkan Leventoğlu, president de la branche jeune de la section de Başakşehir, Başakşehir, 21.02.2014.
[417] Entretien, Adem Karaşin, président de l'organisation de Şahintepe 1 et président de l'association de la ville Çorum et du village İkizler, Şahintepe, 02.06.2012.
[418] Entretien, Yücel Yıldırım, président de l'association de pays d'Ordu, Şahintepe, 29.12.2013.

Cette stratégie d'ancrage ne se limite pas aux associations constituées. Pendant les élections de 2014, nous avons observé à plusieurs reprises le lien entre le parti et des personnes qui cherchaient à créer de nouvelles associations. Le président de l'organisation AKP du quartier (Şahintepe 1) après 2009 nous a raconté comment, en 2004, une nouvelle association à été fondée : « *Pour établir l'association, ils sont venus, mais pas seulement vers moi, ils sont allés voir tout le monde. En tant que chefs de familles, nous avons établi l'association. On leur a dit, vous établissez et nous allons vous donner la main* ». Pendant une réunion électorale de Mevlüt Uysal, un représentant d'une association en devenir m'a dit qu'ils allaient établir leur association en me donnant sa carte de visite de l'AKP, illustrant le lien entre association et parti. Selon un épicier du quartier dont nous gardons l'anonymat, l'association de Kastamonu a été établie juste avant les élections de 2014, avec un soutien de 20.000 TL de la part du maire, Mevlüt Uysal[419]. Nous pouvons supposer que grâce à l'institutionnalisation de groupes de compatriotes qui ne disposaient pas de lieu de rassemblement, le parti augmente son pouvoir au sein du quartier. Les informations qu'ils reçoivent de leurs membres auront tendance à venir en premier lieu des militants du parti et donc à représenter l'intérêt du parti, plutôt que l'intérêt du groupe.

Que les associations soient déjà structurées ou nouvellement créées, le parti ne cherche pas seulement l'alliance des présidents. Il demande également aux associations de fournir des militants qui peuvent travailler pour le parti. La collaboration de ce type peut apporter pour les associations des contreparties intéressantes selon le président de l'association du village de la ville de la mer noire : « *Pendant la composition de l'organisation du quartier, le parti a demandé aux associations de fournir des personnes pour travailler dans l'organisation. C'est ce qu'on fait toutes les associations en général. Nous avons fourni deux personnes à l'organisation de quartier de l'AKP. En fait, il en existe plus, mais seulement deux sont officiellement actives. Grâce à l'organisation de l'AKP, nous bénéficions des aides nécessaires via la mairie. Nous les distribuons aux nécessiteux. Nous faisons savoir nos besoins à nos amis dans l'organisation. Ils prennent les mesures nécessaires pour les examiner, et si besoin, dispensent les aides*[420] ».

Au delà du système d'action proprement dit, finalement, le parti élargit son influence non pas uniquement avec ses partisans, mais également avec des alliés de circonstance. Même si des différences politiques créent des problèmes pour l'AKP dans quelques associations,

[419] Entretien non structuré, Hüseyin, épicier du quartier. Şahintepe, 24.03.2014
[420] Entretien non structuré, Yücel Yıldırım, président de l'association de pays de la ville Ordu, Başakşehir, 03.06.2012.

cela ne l'empêche pas de communiquer. Rappelons que la gestion des affaires locales et nationales appartient à l'AKP. Comme nous l'a expliqué Furkan Levendoğlu, président de la branche des jeunes de la section de Başakşehir de l'AKP : « *je dois travailler avec Ramazan Baykara* (le président de l'association de Van, qui est défini par notre interlocuteur comme sympathisante du BDP pro-kurde*), bien qu'il soit partisan d'un autre parti. Après chaque élection, notre premier ministre fait un discours de balcon (balkon konuşması) et embrasse tous les citoyens. Moi aussi, je dois travailler avec tout le monde au même niveau*[421] ».

Toutes les structures que nous avons évoquées ci-dessus servent à diffuser les projets du parti. Les présidents proches de l'AKP n'hésitent pas à prendre des engagements au nom du parti et les responsables de la municipalité envers les habitants, du type : « *vous allez obtenir les titres, et ensuite, allez construire* ». La politique de négociation a été reproduite par ces présidents dans toutes les interactions sociales. Selon Önder Aras, le président de l'association de pays de la ville Kars du village de Hacıveli « *Avrupa Konutları* – l'un des plus connus des 'gated-community' – *va acheter cette zone. Et, il nous donnera des maisons en échange de notre terrain »*. Notre maison va nous rapporter au moins 350.000 TL (146.000 Euros) après cette transformation ».[422] Dans nos observations, ce type de réflexion sur le futur de Şahintepe a été véhiculé par les éminences proches de l'AKP, tout comme par les militants et élus du parti, afin d'inclure les habitants dans les nouvelles règles et dynamiques du champ urbain. Pour les présidents, l'attente de l'enrichissement par la plus-value foncière renforce l'incitation à participer, mais augmente également la peur de l'exclusion. L'ancien président de l'association de la ville Diyarbakır[423] a évoqué cette fragilité : *« le président de l'association de pays de la ville de Van a appelé le maire de Başakşehir. Il lui a dit que le peuple met la pression sur lui. Il est pris entre deux feux. Et il lui a demandé ce qu'il dirait sur le développement urbain. Le maire de Başakşehir lui a répondu de se tirer à temps de cette affaire pour qu'il évite d'être sous pression. On pense la même chose que le président de l'association de pays de la ville de Van, mais ils ont cherché à le marginaliser ». Je ne veux pas être mis à l'écart comme lui* ». La manipulation des champs de l'organisation de la société civile par le pouvoir a ainsi pour conséquence de réduire la marge de manœuvre des organisations ; celles qui ont des opinions dissidentes

[421] Entretien, Furkan Leventoğlu, président de la branche jeune de la section de Başakşehir, Başakşehir, 21.02.2014.
[422] Entretien, Önder Aras, président de l'association de pays de la ville de Kars du village de Hacıveli Altınşehir, 04.09,2013.
[423] Entretien, Seyithan Kırmızı, ancien président de l'association de pays de la ville de Diyarbakır (pour la période 2009-2013), Şahintepe, 05.02.2013.

se retrouvent de plus en plus marginalisées. Les autres sont devenues plus obéissantes et assujetties au pouvoir.

6.4 Conclusion

La transformation que nous avons observée entre 2009 et 2014 dans la mentalité des habitants se révèle au long de chapitre être le résultat d'un effort long et systématique de pédagogie politique, lui-même reposant sur une solide base institutionnelle. Les éléments analysés dans ce chapitre nous permettent de mieux comprendre l'efficacité pédagogique de ce discours. Plusieurs éléments ressortent de nos observations, en particulier le lien étroit entre le contenu des discours et la structure de l'organisation, ainsi que l'avantage qu'apporte à l'AKP le pouvoir politique au niveau local comme national. En résulte alors une pédagogie centrée sur un avenir imaginé, qui devient pour les habitant l'étalon de la « normalité » (Hibou, 2011) contre lequel ils comparent leurs propres vies.

Nous avons vu au chapitre précédent l'héritage des partis islamistes et leur modèle particulier d'organisation initialement conçu pour faire face au danger constant de marginalisation. Cet héritage offre une grand capacité de manœuvre dans les moments de crise, mais a également permis aux dirigeants et militants de l'AKP, comme à ceux des partis précurseurs, de comprendre la société en s'intégrant dans les réseaux informels, maitrisant ainsi les stratégies et les gestes de la « politique vernaculaire » (White, 2007). Des interactions banales et quotidiennes sont produites et reproduites, renforçant à chaque répétition le pouvoir relationnel. En résulte alors une capacité organisationnelle capable de s'enraciner dans tous les aspects informels de la société locale. A cet ancrage avéré, s'ajoutent les avantages du pouvoir politique.

L'importance de ce pouvoir pour la question centrale de nôtre enquête, la transformation urbaine, n'est pas nouvelle. Un des rôles des autorités locales et centrales a toujours été de déterminer la valeur des propriétés foncières en apportant des modifications à la forme de l'utilisation du sol, en particulier par les décisions de plan ou les modifications des plans (Karayalçın 2010). La dynamique de ce pouvoir a néanmoins évolué. Aux époques précédentes, nous avons vu que l'essentiel de l'action publique dans ce domaine consistait à régulariser ce qui avait déjà était fait par les habitants eux-mêmes ; nous sommes maintenant dans un contexte où la puissance publique agit la première. C'est désormais aux habitants de réagir en conséquence. Il est important de rappeler que ces deux éléments critiques – une

organisation adaptée à la politique vernaculaire, et la maitrise du pouvoir politique – marquent des différences importantes par rapport à ce que nous avons pu observer dans le cas du CHP et des autres partis d'opposition. Les avantages qu'en retire l'AKP contribuent de manière importante à élucider l'énigme de la crédibilité de son discours.

La situation avantageuse dans laquelle elle se trouve permet à l'AKP d'innover de deux manières dans son discours pédagogique. Tout d'abord, les promesses faites portent sur l'avenir et non sur le présent ; il ne s'agit pas de consolider un acquis par la régularisation, mais de miser sur un projet encore irréalisé. La seconde différence concerne les acteurs. L'évocation de *Avrupa Konutları* ci-dessus nous rappelle que l'époque de l'auto-construction et du développement par parcelle est révolue. Le modèle pour un avenir imaginé et désormais celui mis en place par TOKI (voir chapitre 2), dans lequel un terrain constructible est mis à la disposition d'une grande entreprise avec, en contrepartie pour le propriétaire foncier, une proportion de logements une fois la construction terminée. Cette opération typiquement néolibérale demande du temps et beaucoup de confiance ; un enjeu important est confié à autrui (Tilly, 2005). Qui plus est, le monopole de pouvoir sur l'utilisation du sol ne diminue pas seulement la capacité de négociation des habitants et de leurs éminences locales, mais reproduit un autre type de négociation sur le prix « juste ». Cela contribue à l'hégémonie du parti au pouvoir par une « normalisation ». Comme nous avons vu, les gens normalisent les changements en regardant l'autre (Hibou 2011 : 46). Dans notre cas, cette normalisation alimente et légitime en même temps le rôle des grandes entreprises et l'intervention étatique ; seul le parti au pouvoir peut distribuer cette plus-value, établir des partenariats privé/public, et leur donner des appartements de luxe à la place de leurs immeubles précaires. Il ne s'en suit pas pour autant que les habitants demeurent sans influence ; nous retrouvons encore une fois la dynamique suggérée par Briquet (1999 : 9), selon qui : « *une domination durable ne peut s'établir que sur le consentement de ceux qui la subisse* ». Dans notre cas, le consentement des dominés n'est pas seulement construit par référence à la nouvelle « normalité » définie au regard des « *gated-communities* » environnantes ou de l'annonce des grands projets comme le troisième aéroport et le Kanal Istanbul ; il repose tout autant sur les interactions quotidiennes au cœur même de la politique vernaculaire.

Chapitre 7

USAGE PEDAGOGIQUE DU CLIENTELISME

7 USAGE PEDAGOGIQUE DU CLIENTELISME

Nous avons vérifié aux chapitres précédents que trois des conditions nécessaires à une entreprise de pédagogie politique menée par l'AKP étaient présentes dans notre cas : une ligne idéologique claire, un parti unifié et discipliné et le profond ancrage des militants du parti dans le milieu local. Il nous reste, dans le cadre de ce chapitre, la tâche de vérifier la quatrième et dernière condition nécessaire, à savoir une politique systématique de distribution clientéliste. L'hypothèse centrale de ce chapitre, comme de notre thèse toute entière, est que l'élément principal expliquant l'appropriation par les habitants de Şahintepe des éléments du programme de transformation urbaine, et de la politique néolibérale de manière plus généralisée, se trouve dans l'action au niveau local du parti dominant. En 2014 celui-ci se trouve dans la position désignée par Piattoni (2003 : 59) comme celle du « patron hégémonique » : aucun autre patron de son propre camp politique ne se trouve en concurrence directe avec lui. Dans ces conditions, le tournant néolibéral de la politique turque depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002 et les projets de transformation urbaine de ce gouvernement à Istanbul ne marquent pas la fin du clientélisme comme forme de dynamique politique, mais transforment profondément aussi bien ses moyens que ses fins. Désormais centré sur la politique sociale plutôt que sur le logement informel, le clientélisme sert avant tout de support à l'entreprise de pédagogie politique dont nous avons analysé le contenu au chapitre précédent. C'est en fonction de cette hypothèse que nous analysons dans le présent chapitre le rôle joué par la municipalité d'arrondissement, ainsi que les ressources et instruments dont elle dispose. Nous constaterons et mesurerons l'importance de la fusion de fait entre l'appareil de l'AKP et celui de la municipalité, et le rôle complémentaire à ces deux premiers joués par des entreprises et des associations privés. Pour les habitants de Şahintepe, ces divers acteurs ne font désormais qu'un seul, et son visage est celui du parti. Déployées en soutien du militantisme et de l'ancrage du parti dominant dans la société civile, les ressources mobilisées par ces divers acteurs soutiennent une entreprise systématique de pédagogie politique, dont les militants sont le visage humain.

Les éléments de cette entreprise sont multiples. Tout d'abord, il s'agit de la création d'une relation de confiance au sens de Tilly (2005 : 12), qui parle de la confiance comme d'une relation au sein de laquelle certains acceptent de confier à autrui des résultats futurs importants, les plaçant en situation de risque en cas de malfaçon, d'erreurs ou d'échec de l'autre. Cette relation de confiance prend une importance toute particulière dans des situations où il est difficile de former une estimation objective du degré et de la nature du risque.

Auyero et Swistun (2008 : 374-375) suggèrent que, face à la perception du risque et du danger potentiel mais incalculable, « *la connaissance des acteurs de leur milieu, à un moment et en un lieu donnés, est le résultat conjugué de l'histoire de ce lieu, des routines et interactions de ces habitants et des relations de pouvoir dans lesquelles ils se trouvent* ». Ces éléments, appliqués au cas de Şahintepe, suscitent une analyse à plusieurs niveaux. Nous avons considéré au chapitre précédent le rôle de l'ancrage et de la « politique vernaculaire » (White, 2007) dans la construction de la confiance par le biais de relations personnalisées entre les habitants et les militants du parti. Dans le présent chapitre, nous nous attachons au rôle joué par les « routines et interactions » dans le contexte d'une série de politiques qui visent justement à les modifier par l'utilisation d'instruments innovants de politique sociale. A cette fin, le chapitre se décompose en trois sections. La première analyse deux politiques classiques, le clientélisme basé sur l'emploi d'une part, et l'amélioration du cadre de vie physique et social du quartier d'autre part, et propose l'hypothèse que celles-ci ne contribuent que de manière indirecte, à l'appropriation par les habitants du programme urbain de l'AKP en augmentant de manière générale le capital de confiance du parti et de l'équipe municipale. Une contribution beaucoup plus directe à l'entreprise pédagogique se trouve dans la politique sociale innovante mise en place aux niveaux national et local depuis l'avènement de l'AKP. La deuxième section de ce chapitre analyse les éléments de ce que Eder (2010) caractérise comme le « nouvel ensemble d'action sociale » turc (« *new welfare mix* ») issue du tournant néolibéral depuis 1990 et fortement accéléré depuis l'arrivée au pouvoir au niveau national de l'AKP en 2002. La troisième section analyse quant à elle une initiative particulière de cette politique sociale, la *Destek Kart* (carte de soutien), mise en place au niveau local par la municipalité de Başakşehir. Pour ces politiques, et tout particulièrement pour la *Destek Kart*, nous soutiendrons l'hypothèse d'un double lien avec l'entreprise de pédagogie politique. Non seulement ces politiques et les instruments qui les incarnent permettent à l'AKP de jouer le rôle de médiateur et d'être perçue en conséquence comme patron hégémonique, mais par leur nature même, elles servent d'initiation aux « routines et interactions » liées au régime néolibéral. Cette analyse nous permet d'apporter un dernier complément à notre hypothèse. Nous avons indiqué ci-dessus que l'élément principal expliquant l'appropriation par les habitants de Şahintepe des éléments du régime foncier néolibéral et de la politique de marché de manière plus généralisée se trouve dans l'action au niveau local du parti dominant. Nous pourrons préciser que parmi les actions les plus pertinentes dans ce contexte, se trouvent celles liées à cette nouvelle politique sociale.

7.1 L'usage politique des ressources municipales

Dans les chapitres précédents, nous avons comparé les deux partis politiques principaux, CHP et AKP, surtout en termes d'organisation interne et de présence sur le terrain local. Une autre différence évidente entre ces deux organisations partisanes se trouve dans le type et la quantité de ressources qu'elles peuvent mobiliser. L'AKP, contrairement à son rival principal, a un accès direct aux ressources publiques de par la fusion de fait entre son appareil local et celui de la municipalité. C'est l'effet direct de ces ressources que nous analysons dans la première section de ce chapitre. Cette entrée pose de manière évidente la question de la pertinence du clientélisme dont nous avons pu constater l'importance pour les époques précédentes. Une première hypothèse dans cette section est tout d'abord que le clientélisme demeure un élément important du paysage politique turc contemporain. Cette hypothèse va à l'encontre des conclusions de certains chercheurs, pour qui les réformes néolibérales auraient mis fin, en Turquie comme ailleurs, aux pratiques clientélistes urbaines qui, selon eux, correspondraient à une phase antérieure de politique économique marquée par l'industrialisation en substitution des importations (Keyder 2005, Kuyucu et Ünsal 2010). Pour Keyder (2005 : 130), ce tournant passe par la ratification de la ressource foncière, qui rend désormais impossible son usage comme monnaie d'échange clientéliste, mais le changement va plus loin. Désormais, « *les dirigeants politique à l'échelle locale et nationale n'ont ni les moyens ni la volonté de s'engager dans des échanges clientélistes avec les immigrants* ». Cette conclusion n'est pas la seule possible. Un autre courant de recherche met en avant l'hypothèse que le clientélisme est non seulement compatible avec le néolibéralisme, mais également complémentaire (Levitsky 2007 : 209, Roberts 1995 : 83). Ce raisonnement a comme point de départ un constat fort répandu que le clientélisme est un moyen très efficace pour obtenir les voix de la population urbaine défavorisée (Nichter 2008 ; Stokes 2005 ; Brusco, Nazareno et Stokes 2004 ; Auyero 2000 ; Goirand 1998, Schüler 1999). A cette observation, Levitsky (2007) ajoute qu'il s'agit d'une stratégie particulièrement bien adaptée pour gagner des voix parmi les électeurs se trouvant dans l'économie informelle, et qu'un des effets prévisibles du tournant néolibéral est justement l'augmentation de l'importance de celle-ci. L'érosion des grandes industries nationalisées et la diminution de l'adhésion aux syndicats suite aux reformes orientées vers le marché empêche la construction sociale de véritables quartiers de classe ouvrière, en produisant l'isolation et fragmentation. Dans ces conditions, le clientélisme est la stratégie la plus efficace pour gagner des voix. Premièrement, les relations sont dyadiques et particularistes, et donc moins dépendantes des structures sociales telles que les syndicats qui, justement, se trouvent mis en difficulté ;

deuxièmement les soucis les plus pertinents des électeurs concernés sont centrés sur les besoins locaux. A ces éléments, Roberts (1995 : 83) ajoute que ce clientélisme adapté à l'époque néolibérale ne demande pas obligatoirement de dépenses excessives. Même dans des conditions d'austérité fiscales et de réformes pro-marché, des dirigeants peuvent trouver divers instruments politiques et économiques pour mobiliser le soutien populaire. Suivant l'analyse classique de Olson (1965) sur l'action collective, Roberts (1995 : 91) ajoute que les incitations sélectives sont des éléments plus puissants de mobilisation que les politiques générales et, à ce titre, peuvent très bien subsister, même dans des régimes dont les politiques annoncées sont plutôt « exclusives et antipopulaires. » Prenant comme exemple des régimes d'Amériques latine (Pérou, Mexique, Argentine), ce chercheur et d'autres en arrivent à la conclusion que non seulement le clientélisme peut survire à la mise en place de normes centrées sur le marché, mais s'y avérer un soutien indispensable (Levitsky, 2007 ; Roberts, 1995 ; Gibson, 1997). Les distributions de type clientéliste permettent ainsi de s'assurer du soutien électoral des classes populaires (Levitsky, 2007).

Un point commun à tout modèle de clientélisme est que tout patron doit disposer de ressources aptes à être distribuées. Les ressources propres de l'AKP, nous le verrons, ne forment qu'une portion de son réel potentiel matériel. Pour une municipalité tenue par le parti, ce qui est le cas de Başakşehir, le rôle des ressources détenues par cette dernière et par son équipe dirigeante est tout aussi important. Il ne s'agit pas, néanmoins, de proposer une simple équation entre contrôle partisan de la municipalité et avantage électoral permanant. Nous avons déjà remarqué qu'avant 2009, Şahintepe a été déjà dirigé par une équipe municipale sous la direction de l'AKP, dans le cadre de l'ancienne municipalité de Küçükçekmece. Les résultats de 2009 témoignent que cela n'a pas suffi à mobiliser les électeurs. Pour mieux comprendre ce qui c'est produit depuis cette date, nous devrons nous intéresser non seulement aux ressources, mais également à leur usage. Comme le fait remarquer Merton (1949 : 74), « *il est important de noter non seulement que l'aide est fournie, mais aussi de quelle manière elle l'est* ». Cette démarche nous mènera dans un premier temps à analyser l'utilisation des ressources municipales et privées pour créer des emplois. Nous nous tournerons ensuite vers l'analyse des actions que nous rassemblons, en élargissant quelque peu la notion de Goirand (1998), sous la rubrique de « *politique du faire* », et où nous trouvons l'amélioration physique du quartier, que celle-ci soit faite officiellement par les services municipaux ou officieusement suite à des arrangements informels, mais aussi le rôle du parti et de la municipalité dans l'organisation de fêtes et autres manifestations conviviales. Une observation essentielle qui ressort de cette analyse est que la fusion de fait entre l'équipe

municipale et l'appareil local de l'AKP permet à parti et municipalité de jouer le rôle de *« patron hégémonique »* ». Suivant l'analyse de Piattoni (2003), nous pouvons penser qu'un tel patron, n'ayant rien à craindre d'une concurrence interne à son propre camp politique, aurait intérêt à fournir certains biens publics pour se forger une réputation de bon gouvernement, y compris parmi les partisans de l'opposition. Nous poursuivrons ainsi l'hypothèse que l'AKP en tant que « patron hégémonique » emploie à des fins politiques le levier de l'amélioration du cadre de vie. Nous verrons, néanmoins, que les effets de cette stratégie sont quelques peut ambigus et ne peuvent expliquer directement le succès de sa pédagogie politique. Ceci est à chercher plutôt dans l'usage des politiques sociales auxquelles nous nous intéressons dans les sections suivantes de ce chapitre.

7.1.1 L'emploi

Dans l'appropriation des idées néolibérales sur le développement urbain, la distribution des emplois joue-t-elle un rôle important ? Nous pourrions facilement suggérer que, dans des situations où la vie quotidienne est marquée par le chômage et la pauvreté, un emploi stable est à même de changer la condition et l'attente de vie, du fait de l'augmentation des revenus. Cette hausse des revenus pourrait facilement faire naitre une autre vison de l'avenir, susceptible d'engendrer l'attente de vivre dans un milieu plus confortable et aisé. Prenant comme exemple l'Italie du parti démocrate chrétien, Chubb (1981 : 112) et Alum (1995 : 32) considèrent que le succès principal des machines politiques est venu de leur contrôle du trésor public, permettant la distribution à grande ampleur de ressources publiques, et en particulier d'emplois.

Les recherches menées en Turquie concernant l'arrivé au pouvoir de l'AKP en 2002 divergent quelque peu dans leurs conclusions. Komsuoglu (2005: 367) note que cette époque a été marquée par un renouvellement du personnel de la fonction publique, dans une logique de patronage politique. Les principaux agents de cette stratégie, selon cet auteur, auraient surtout été les cadres intermédiaires du parti au niveau local et les nouveaux élus parlementaires, la plupart étant déjà des notables des anciens partis de droite, avec une clientèle déjà établie. Selon la recherche de Kemahlıoğlu (2012) basée sur une étude comparée entre l'Argentine et la Turquie, le néolibéralisme est à l'origine d'une réduction de la masse globale des emplois publics ; mais si ce changement a un effet important sur les réseaux de patronage, il ne s'en suit pas que tout usage politique de l'emploi devient pour autant impossible. Au contraire, l'auteure montre que dans les deux pays, suite à une

transformation libérale, les dirigeants de partis tendent à distribuer moins d'emplois publics aux militants de leur partis, plutôt qu'aux électeurs dans leur ensemble. Bayraktar et Altan (2013), pour leur part, soutiennent que l'offre d'emplois publics en Turquie diminue par rapport à la demande, du fait de l'institutionnalisation de la politique de contractualisation des activités publiques à des sous-traitants, et de la régularisation du recrutement aux emplois publics. Cette évolution, selon eux, rend plus difficile la distribution de patronage. Pour les emplois publics qui perdurent, ces auteurs, prenant l'exemple de la ville de Mersin, soulignent l'importance du rôle de la municipalité dans la distribution de l'emploi, au dépend du bureau du parti local. Nos observations sur le terrain local suggèrent que la fusion de fait entre parti et municipalité dans les villes contrôlées par l'AKP maintient le rôle du parti dans la distribution de l'emploi et augmente même son pouvoir à l'échelle du micro-environnement. La conquête initiale de la municipalité nouvellement établie en 2009 aurait créé une occasion au niveau local semblable à celle noté par Komsuoglu 2005 au niveau national. Qui plus est, les liens étroits entretenus entre le parti et de nombreuses entreprises contribuent à faire en sorte que des emplois privés sont trouvés pour supplémenter ceux directement liés au budget public. La pratique de la distribution d'emplois de patronage, nous le verrons, n'a donc pas disparu. Nous maintiendrons néanmoins que cette pratique, si elle est certainement utile pour fidéliser une clientèle existante, ne participe pas à expliquer totalement le retournement électoral, et encore moins l'évolution cognitive des habitants sur la question urbaine.

Des exemples de cette pratique ne sont pas difficiles à trouver. L'amélioration dans les services de nettoyage dont nous aurons l'occasion de reparler dans la section suivante sous la rubrique de l'amélioration de la vie quotidienne a permis à la municipalité de créer des emplois. Selon Mehmet Şahin[424], ancien maire adjoint de la municipalité de Başakşehir, il n'y avait à l'époque de la municipalité de Küçükçekmece que six employés municipaux de nettoyage avant 2009. Après l'arrivée au pouvoir de la nouvelle équipe municipale, pour cette zone, 376 employés ont été recrutés, dont 100 sur recommandation du *Muhtar*. Ainsi, les ressources en emplois ont-elles été augmentées après l'arrivée au pouvoir de la municipalité de Başakşehir. Mais cette ressource ne se limite pas au seul réseau de la municipalité ; le parti, contrôlant de façon permanente le gouvernement national depuis 2002, a pu également créer un réseau d'emplois en plus de celui de la municipalité. Le président du quartier de l'organisation de l'AKP de Şahintepe 1, Adem Şahin[425], souligne la capacité du parti à générer des opportunités d'emplois pour les habitants de Şahintepe, et l'avantage de la

[424] Entretien, Mehmet Şahin, ancien maire adjoint de la municipalité de Başakşehir (pour la période 2009-2012), Bakırköy, 14.02.2014.

multipositionnalité que lui apporte cette ressource partisane, en plus de sa position de président d'association de pays. « *J'ai un avantage par rapport aux autres présidents d'associations de pays. Comme je suis le président de l'organisation du quartier de l'AKP et que je travaille à la municipalité, j'ai recruté cent personnes. J'ai dit recruté, mais je veux dire que j'ai canalisé les demandeurs dans les emplois de la municipalité, dans les entreprises de nettoyage (temizlik işleri). Nous avons des références à cause de notre liaison politique* ». [426]

Les ressources en emploi ne sont pas liées seulement aux emplois publics ; les emplois privés peuvent aussi être utilisés à l'avantage du parti. Selon Nimet Baylan Bazan, directrice des affaires financières de la municipalité de Başakşehir, il y a quatre vingt-sept habitants de Şahintepe qui travaillent dans la municipalité, sans compter les emplois dans les entreprises sous-traitantes[427]. Dans certains cas, l'emploi peut amener plus qu'un salaire, influençant de manière plus générale le cadre de vie, correspondant ainsi à une augmentation de capital social. Le président de l'organisation du quartier de l'AKP nous explique : « *Moi, j'ai placé cinq ou six de mes compatriotes comme concierge. Etre concierge est plus confortable que de vivre ici. Il a des assurances, et les enfants des concierges sont élevés dans un environnement de meilleure qualité sociale. J'ai trouvé ces emplois par le biais des connaissances politiques. Les arrondissements varient, de Pendik, à Kartal et Sarıyer, mais nous trouvons plutôt a Başakşehir. Pour la plupart, nous trouvons par le biais de l'AKP* ».[428]

Des possibilités novatrices de trouver un emploi pour les femmes passent également par le réseau du parti : « Le projet entrepreneurial de Hanımeli Başakkadın (*Hanımeli Başakkadın Girişimcilik Projesi*) fournit gratuitement un espace une fois par semaine dans le marché pour permettre aux femmes de vendre les ouvrages confectionnés par elles-mêmes (dentelle, tricot, plats cuisinés, etc.). Pendant les entretiens réalisés avec Şadıman Kutay, la présidente de l'assemblée des femmes du conseil de la ville de Başakşehir (*kent konseyi*) et conceptrice de ce projet, les femmes peuvent gagner entre 1200 et 1300 TL (400 et 433 Euros) par moi avec ces ventes[429]. Elles peuvent utiliser ce marché pour montrer leur production. Elles donnent des cartes de visites à leurs clients et continuent de faire des ventes à partir de leurs maisons. La place de cette initiative dans la vie des femmes de Şahintepe est

[426] Entretien, Adem Karaşin, président de l'organisation de l'AKP de Şahintepe 1, Şahintepe, 2.06.2012.
[427] Entretien, Nimet Baylan Bazan, directeur de l'affaire financiere, Municipalité de Başakşehir, 18.03.2014.
[428] Entretien, Adem Karaşin, président de l'organisation de l'AKP, Şahintepe, 2.06.2012.
[429] Entretien, Şadıman Kutay, fonctionnaire à la direction des affaires et aides sociales et présidente de l'assemblée des femmes du conseil municipal de Başakşehir, Municipalité de Başakşehir 20.06.2012.

ambiguë. Şadıman Kutay[430] nous a expliqué qu'en fait, ce sont les femmes de milieu aisé venant des quartiers de Başakşehir, qui n'ont pas besoin de revenus supplémentaires, qui s'occupent des ventes. Cette activité était essentiellement réalisée pour des raisons de sociabilité et les revenus des ventes étaient souvent offerts à des fondations caritatives. Şadıman Kutay nous a indiqué que ce marché n'est pas, en pratique, ouvert aux femmes des quartiers informels, car elles manquent d'éducation pour assurer l'hygiène et la bonne présentation des produits. « *Tu sais, si nous invitons les femmes des quartiers centraux, les femmes de Başakşehir ne viendront pas aux marché pour acheter* »[431]. Néanmoins, ces propos doivent être nuancés. Selon un membre du conseil de la ville que nous voulons garder son anonymat[432] seulement les militantes de l'AKP dans le quartier peuvent faire des ventes à ce marché. Selon lui, il y a une liaison étroite entre le parti et les ventes au marché. Si nous pouvons supposer que la socialisation de ces militantes issues de quartiers précaires avec leurs collègues plus aisées sert à augmenter leur capital social, il n'en demeure pas moins que ce lien politique est évident.

Ces exemples laissent penser que le patronage politique autour des emplois n'a pas perdu sa raison d'être. Bien qu'il existe un examen de recrutement à la fonction publique (KPSS – « examen de sélection des fonctionnaires ») qui réduit les possibilités pour les acteurs politiques de recruter directement leurs sympathisants dans le secteur public, deux éléments assurent la continuation du système des dépouilles : premièrement, les entretiens réalisés après les examens valorisent les relations personnalisées ; deuxièmement, les sous-traitant publics se trouvent obligés d'employer des candidats choisis par les patrons politiques comme condition tacite de la signature de contrats publics (Bayraktar et Altan, 2013: 30). Néanmoins, nous avons noté ci-dessus que ces chercheurs arrivent à la conclusion que, suite aux réformes des décentralisations de 1980, le rôle des responsables des partis a été réduit en ce qui concerne le développement et la mobilisation des relations clientélistes. Selon eux, ce sont les municipalités, plutôt que les responsables des partis, qui jouent désormais ce rôle de distributeur de ressources.

Les éléments présentés dans cette section nous permettent de prendre une certaine distance avec ces constats. La section d'arrondissement du parti ne perd pas son importance quand celui-ci fusionne de fait avec la municipalité. Bien au contraire, il s'agit d'un

[430] *Ibid.*
[431] *Ibid.*
[432] Entretien, membre du conseil de la ville de Başakşehir (kent konseyi) que nous preservons l'anonymat, Şahintepe, 05.02.2013.

renforcement réciproque. La distribution des emplois est ainsi une ressource clientéliste pour l'AKP à Şahintepe. C'est important pour les hommes politiques d'exercer une influence sur ces emplois, car cela est une source indéniable de pouvoir au sein du quartier. Ainsi, via cette distribution, les acteurs politiques au niveau du quartier ainsi que l'arrondissement gagnent en influence. Des conversations entre militants de l'AKP pendant l'une de nos observations participante nous indiquent la multiplicité des emplois détenus par des habitants originaires de Tokat parmi les cadres municipaux. Les militants attribuaient ce fait à l'influence du maire adjoint, Mehmet Şahin, lui-même originaire de cette province[433]. Nous pouvons voir dans ce constat un renforcement du réseau personnel de cet individu, mais surtout une stratégie électorale au profit de l'AKP en tant que parti. L'influence du parti ne se résume pas au pouvoir de son chef local, le maire, mais cummule les ressources individuelles et organisationnelles de l'organisation et de ses principaux dirigents. En proposant des emplois aux personnes sunnites originaires de Tokat, celle-ci cherchait vraisemblablement à fidéliser les ressortissants d'un groupe important dans l'équilibre politique du quartier.

Cette fusion de fait entre municipalité et parti est devenue encore plus visible au moment des élections. Selon Murat Bakır[434], des ressources municipales, dont des employés municipaux, ont été mobilisées pour la campagne électorale de l'AKP. Selon lui, cela élargit le pouvoir organisationnel du parti. « *Nous avons vu cela lors de l'élection locale de 2014 : les employés municipaux travaillaient pour la campagne de Mevlüt Uysal. Ils ont distribué des brochures intitulées «Başakşehir est la ville modèle » (Model Şehir Başakşehir) avec une fleur* ». Cet usage, selon Bakır, était illégitime, et il a tenu à le documenter par des photos qu'il nous a transmises. Nous avons pour notre part pu observer des exemples similaires. L'usage d'employés municipaux à des fins politiques était peut-être officieux, mais il n'était pas occulté.

Pour toute son utilité au parti, néanmoins, nous arrivons à la conclusion que la capacité de la municipalité et du parti à offrir des emplois publics ou privés ne peut pas être considérée comme une influence majeure sur le comportement électoral et encore moins l'évolution cognitive des habitants aux questions urbaines. La masse des emplois pourvus est peut-être plus importante pour Başakşehir que ne l'estiment Bayraktar et Altan (2013), qui ne prennent en compte ni les emplois en principe privés, mais de fait sous contrôle municipal, ni les liens fusionnels entre municipalité et parti. Néanmoins, il nous semble que cette masse

[433] Observation participante, les conversations des militantes entre-elles, Şahintepe, 18.03.2014.
[434] Entretien, Murat Bakır, président de la commission de coordination électorale du CHP à Şahintepe, Bahçeşehir, 04.04.2014.

d'emplois n'est pas de taille à expliquer à elle-seule un retournement électoral et ne semble avoir aucun lien avec l'évolution cognitive, objet central de notre travail. Au mieux, il s'agit d'un élément parmi de nombreux autres, qui sert à améliorer l'image générale de l'AKP pour faire de lui un parti rendant de nombreux services aux habitants, les rendant ainsi favorablement disposés à ses idées et politiques.

7.1.2 Améliorer le cadre physique et social de vie

Dans cette section, notre hypothèse principale est que le répertoire du faire, de l'efficacité, de l'amélioration des conditions de vie matérielles et sociales déployé par l'AKP et la municipalité sont des conditions nécessaires mais insuffisantes pour expliquer non seulement le retournement électoral, mais surtout l'appropriation par les habitants du discours et des idées de l'AKP quant à la transformation urbaine. Ce répertoire du faire, de l'efficacité et de l'amélioration des conditions de vie du quartier est un outil important de mobilisation électorale pour l'AKP et, de manière plus générale, un facteur d'influence dans le quartier. Comme nous l'avons souligné de manière détaillée au chapitre 1, il y a une forte motivation des habitants de Şahintepe pour voter pour le candidat qui « fait » quelque chose pour améliorer l'état des infrastructures du quartier avant les élections ou durant celles-ci. Cette motivation à voter pour le « faire » a une forte ressemblance avec les analyses de Goirand (1998) dans les favelas de Rio de Janeiro, pour qui « *on vote certes pour le candidats avec lequel on sympathise, mais surtout pour celui qui aura mérité l'élection par son engagement à faire quelque chose* ». Mevlüt Uysal, le maire actuel et candidat à sa propre succession pour l'AKP, souligne l'importance de cette stratégie politique et nous a expliqué que la raison pour laquelle l'AKP avait perdu les élections de 2009 a Şahintepe était que « *Aziz Yeniay* (le maire de Küçükçekmece, commune à laquelle Şahintepe était liée avant 2009) *a réalisé peu de choses* ». De rajouter que « *j'ai fait des choses, et toutes les réactions négatives sont vaines* »[435]. Les paroles du maire doivent être considérées sérieusement. La municipalité a en effet été à l'origine d'améliorations dans le cadre de vie du quartier ; quand celle-ci n'est pas en mesure d'agir concrètement, des solutions ont parfois été trouvées par des méthodes informelles, avec sa collaboration tacite. Nous analysons dans un premier temps l'action de la municipalité, et dans un second les solutions officieuses mises en place par le biais de l'AKP ou de *Muhtar* du quartier.

[435] Entretien, Mevlüt Uysal, maire de l'arrondissement de Başakşehir, municipalité de Başakşehir, 11.03.2014.

7.1.2.1 Améliorations du quartier

Les travaux de Goirand (1998 : 126-127) soulignent l'importance de ce qu'elle désigne comme la « politique du faire » pour les habitants des Favelas. Selon elle, les travaux entrepris essentiellement juste avant des élections – rénovation d'un dispensaire, par exemple, ou construction d'un terrain de sport – sont déterminants pour le comportement électoral dans son ensemble. Selon elle, « *chaque favela dispose en effet d'une nébuleuse d'organisations et de petits groupes dont les dirigeants négocient des accords avec les candidats, et entrent ensuite en campagne en leur nom, garantissant ainsi leur élection* » (Goirand, 1998 : 126). Elle souligne le rôle crucial des chefs électoraux, qui sont en général les dirigeants des organisations communautaires de base et conclue que le nombre élevé des candidats et la multiplication des petits courtiers décentralise et déstabilise les réseaux clientélistes. Notre analyse pour Şahintepe doit adapter le modèle de Goirand. Notre hypothèse est que la politique du faire « officielle » et « officieuse » est possible également dans un contexte où les réseaux clientélistes sont focalisés sur un patron principal. Dans notre cas, le manque d'évergétisme venant des autres partis et les vastes ressources mobilisées par l'AKP ont comme résultat le renforcement de ce parti. Nous trouvons ici de nouveau l'hypothèse récurrente dans notre travail selon laquelle les politiques du gouvernement actuel se traduisent par une consolidation des réseaux clientélistes en faveur du parti au pouvoir et de ses représentants locaux. Ces politiques et ces réseaux, nous le verrons, servent le parti dans son entreprise plus vaste de transformation cognitive et idéologique des habitants. Nous pouvons supposer que l'expérience d'un habitant des lieux publics récemment construits se reporte dans une confiance généralisée envers la municipalité et l'AKP en général. Notre hypothèse, en revanche, nous porte à relativiser cet effet ; étant donné que l'avenir du quartier est ambiguë (voir chapitre 2), les réalisations concrètes de cette politique du faire ne sont pas nécessairement vues par les habitants comme une amélioration permanente dans leur cadre de vie. Nous en arrivons ainsi à la conclusion que, sur le court terme, ces actions ne permettent pas d'expliciter l'appropriation cognitive des politiques de transformation urbaines. Nous traiterons dans cette section deux éléments distincts de la politique du faire : la première concerne les travaux physiques entrepris, et la seconde le rôle de la municipalité dans l'organisation de manifestations culturelles et conviviales.

Pendant les élections, des travaux de canalisation étaient en cours, avec comme conséquences des trous dans les rues, donnant lieu à diverses boues et saletés ; mais ce problème ne devient pas un sujet électoral, comme en 2009. En effet, à Şahintepe après 2009,

les travaux d'infrastructure entrainent une nette amélioration des conditions ambiantes par rapport à celles constatées en 2009 et décrites au chapitre 2 : 90% des rues sont désormais goudronnés, 1773 m^2 de surface de pierres de trottoir et bordures de rues ont été mis en place[436].



Photo 7-a : Le quartier en 2014 avec ses rues goudronnées
Photo personnelle de l'auteur, mars 2014

Comme indiqué au chapitre 1, cela crée une grande différence dans la vie quotidienne des habitants de Şahintepe. La boue représentait un fardeau important pour les hommes, source de discrimination dans leur vie citadine et dans leur emploi ; pour les femmes, cela démultipliait la difficulté des travaux de nettoyage quotidiens du foyer. La boue était un grand sujet politique à Şahintepe en 2009. Mais lors les élections de 2014, ce sujet a disparu. Même s'il y avait toujours de la boue dans le quartier, sa prévalence n'était plus la même qu'en 2009, époque à laquelle les chaussures se couvraient de boue comme lors d'une promenade à la campagne. Le problème de l'accumulation des ordures a également disparu des discours électoraux. Comme indiqué au chapitre 1, le (non) ramassage des ordures était un problème important à Şahintepe. Ce problème a été évoqué dans les réunions à domicile de 2009. Quand la municipalité de Başakşehir a été créée après 2009, selon l'ancien député maire, une opération d'assainissement a enlevée du quartier 6000 charges de camions d'ordures. Pendant les réunions à domicile, nous avons fréquemment entendu des femmes exprimer aux militants

[436] *Hizmette 4. Yıl: Başakşehir Belediyesi* 2009-2013. "4e année au service: la Municipalité de Başakşehir 2009-2013." Il s'agit d'un catalogue publié par la mairie en 2014 détaillant les actions prise lors des 5 dernières années.

leur reconnaissance envers la municipalité et le parti (encore une fois indifférenciés) pour ce nettoyage.[437]

En plus des infrastructures, la municipalité a nettement amélioré certains services publics. Un bureau de poste de Şahintepe a ouvert le 27 mai 2011 dans le bureau de *Muhtar,* offrant pour la première fois ce service aux habitants. Si le *Muhtar* a perdu son bureau dans cette opération – il a du se replier dans une petite salle qui servait précédemment de dépôt – il se dit néanmoins fier d'avoir participé à cette amélioration de la vie quotidienne du quartier. Peut-être encore plus important aux yeux des habitants, la situation des écoles. Avant de trouver des solutions formelles pour l'éducation, comme la construction de nouvelles écoles, la municipalité de Başakşehir a d'abord aidé les présidents des associations de pays à mettre en place des transports pour permettre à certains étudiants du quartier d'avoir accès aux lycées de l'arrondissement de Başakşehir. Le président de l'époque de la « plateforme », dont nous avons parlé au chapitre 3 nous explique : « *Les deux écoles dans le quartier sont des écoles faites par la bienfaisance. A cause du faible niveau scolaire des élèves, les diplômés de ces écoles ne peuvent pas réussir à poursuivre leurs études au lycée. En moyenne, nos deux écoles primaires produisent plus de 2000 diplômés par an, mais seulement entre 100 et 150 étudiants peuvent continuer au lycée. Pendant la formation du nouvel arrondissement, à cause d'un manque d'un plan d'arrondissement, la municipalité n'a pas pu débuter la construction de nouvelles écoles. Dans ce cas, nous voulons créer une opportunité pour les étudiants qui ont un niveau élevé. Il faut donner une opportunité à ceux qui n'en on pas, du fait de leur lieu de naissance. Nous les avons envoyés au lycée de Başakşehir, loin du quartier, à 10-15 kms avec un minibus mis à disposition par la municipalité. Les étudiants qui réussissent, mais dont les familles n'ont pas les moyens, ou les familles qui ne veulent pas envoyer leurs filles, ont été persuadés par ces efforts. Ici, la municipalité nous a vraiment soutenus* »[438].

La maison d'information, un espace de soutien scolaire gratuit pour les étudiantes de huit à quatorze ans- *Bilgievi*, a ouvert en 2010 avec neuf classes et une bibliothèque[439]. Le *Bilgievi* permet à des étudiants de participer à des activités sociales et culturelles, telles les clubs de théâtre, de dessin, d'échecs, de cinéma, *etc*. Cela améliore le niveau d'éducation. Selon le recueil d'information publié par la mairie de Başakşehir, il n'y a, en 2009, aucun

[437] Observation participante, reunion à domicile, Şahintepe, 20.03.2014.
[438] Entretien, Seyithan Kırmızı, président de la plateforme et président de l'association de pays de la ville Diyarbakır (pour la période 2009-2014), 31.05.2012.
[439] Başakşehir Belediyesinden alt yapıda dev adımlar", *Başakşehirbülteni,* numero: 20, novembre 2011 p: 15.

étudiant de Şahintepe accepté dans les lycées exclusifs où l'entrée se fait par concours national, tels les lycées anatoliens (*Anadolu lisesi*) ou scientifiques (*Fen lisesi*). Les années suivantes ont, en revanche, observé une amélioration de ce niveau, avec 45 étudiants admis en 2010, 60 étudiants en 2011 et 79 étudiant en 2012[440].

L'école élémentaire Zihni Küçük, dont des habitants nous disaient qu'elle était en très mauvais état, et qui, par les jours de grand vent, ne pouvait être utilisée par peur d'accident, a été remplacée par un nouvel édifice.



Photo 7-b : La nouvelle école élémentaire
Photo personnelle de l'auteur, mars 2014

Comme nous l'avons indiqué au chapitre 1, le nettoyage de l'école était aussi un fardeau pour les habitants de Şahintepe, avec la contribution de 1 TL ou avec la participation des étudiants aux travaux de nettoyage. Cela aussi a été résolu par l'acquisition de robots de nettoyage achetés et installés par la municipalité dans les écoles pour les rendre plus propres. La première école maternelle a été ouverte en avril 2011 dans le cadre du projet « *le premier pas est l'école maternelle* ». Un premier lycée s'appelant Hacı Fatma Gül Endüstri ve Meslek lisesi a ouvert dans le quartier. Les cours et formations pratiques pour les mères ont été mis en place à l'initiative de la municipalité. Les Ismek (centres de cours culturels et artistiques pour adultes) ont été ouverts. Deux centres de santé familiale (*Aile sağlığı merkezleri*) ont

[440] *Hizmette 4. Yıl: Başakşehir Belediyesi* 2009-2013, P:77. ("4e année au service: la Municipalité de Başakşehir 2009-2013.")

également ouvert[441]. Selon le *Muhtar*[442], le centre de santé familiale n'était pas autorisé par le ministère, mais M. Serkan, un fonctionnaire de la Direction de la Santé de la Ville dans ce même ministère, a aidé à sa construction. Des contrôles de santé sont également désormais réalisés dans les écoles.

L'action municipalité dépasse ces réalisations concrètes ; elle comprend aussi des manifestations sociales et culturelles. Pour la circoncision des jeunes garçons (5,257 au total), la municipalité règle les frais de l'opération et assure le transport à l'hôpital pour les familles qui ne peuvent pas le faire elles-même et organise une fois par an à l'échelle des quartiers des fêtes collectives durant lesquelles elle distribue à chaque garçon un costume traditionnel.[443] Lors de cette fête, des animations et de la musique sont offertes et des discours sont prononcés par les représentants du parti et de la municipalité. Celle-ci a aussi organisée la cérémonie de mariage officiel pour 865 couples et distribue des cadeaux aux jeunes mariés. Il y a, pendant le mois du Ramadan, des distributions quotidiennes de nourriture pour le « repas de l'aube » (*sahur*) et le repas de « rupture de jeun » (*iftar*) aux personnes âgées, handicapées ou démunis (350 personnes dans 230 maisons). La municipalité organise à cette occasion des repas collectifs. Des colis de nourriture ont également été distribués à quelques 3000 familles de l'arrondissement par an.

7.1.2.2 Une « politique du faire » officieuse

Il s'agit là d'une différence supplémentaire avec l'analyse de Goirand (1998). Cette politique du faire « officieuse » nous montre un répertoire de faire précaire qui ne garantit pas un avenir à long terme et qui évite de s'appuyer sur des lois (en l'occurrence celles de 2004 interdisant les nouvelles constructions – voir chapitre 2). Bien au contraire, ces actions reprennent le registre de l'informalité, devenue désormais l'illégalité. Cette action de faire est indissociable de l'approche par la « résolution de problème » développée par Auyero (1999, 2000: 58), qu'il définit comme « *l'action quotidienne de courtiers politiques et les pratiques et perspectives des clients, mais surtout les réseaux qui les lient entre eux – réseaux dont l'existence et l'importance reposent sur la résolution de problèmes* ». Nous avons souvent constaté que le parti trouve des solutions officieuses aux problèmes quotidiens. Ici, nous suggérons que l'informalité demeure un instrument électoral du parti. Par sa position

[441] Başakşehir Belediyesinden alt yapıda dev adımlar", *Başakşehirbülteni,* numero: 20, novembre 2011 p: 15.
[442] Entretien, Muhtar, Şahintepe, 30.12.2013.
[443] Entre 2009 et 2013, 5257 familles ont été concernées par cette politique dans l'arrondissement (Hizmette 4. Yıl: Başakşehir Belediyesi 2009-2013, P:77).

hégémonique, le parti a le pouvoir de déterminer quelles formes d'informalités seront soutenues et tolérées par des interventions ou mêmes des instruments informels. Le pouvoir du parti est reproduit par le biais de sa capacité à faire accepter et même légitimer ses solutions envers les habitants. Ainsi, les mesures informelles ne sont pas seulement une solution aux problèmes, mais plutôt une politique complexe construisant sa domination. Notre hypothèse est que le parti joue dans le registre de formalité et de l'informalité en même temps, consolidant sa domination dans le champ urbain. Il est important de noter que, dans les exemples qui suivent, les acteurs ne sont pas les mêmes. Si les dirigeants de l'AKP sont en première ligne pour le premier, les suivants donnent le premier rôle au *Muhtar* de Şahintepe, agissant dans un cas en collaboration informelle avec les autorités municipales, et dans un second de sa propre initiative. Au-delà de ces différences, néanmoins, ce qui est frappant, c'est qu'aux yeux des habitants, les épisodes relèvent du même registre d'action : le parti trouve des solutions aux problèmes de la vie quotidienne dans les *gecekondu.*

Un premier exemple nous vient des problèmes liés au durcissement du droit sur la construction informelle. Comme nous l'avons indiqué aux chapitres 1 et 2, par la loi pénale, après l'année de 2004, la construction de *gecekondu* devient criminelle, ainsi que le branchement à l'eau et à l'électricité. Cependant, des solutions informelles à ces sujets sont trouvées exclusivement par le biais de mécanismes du parti. L'ancien député-maire de Başakşehir a expliqué comment l'organisation du parti de l'AKP a joué un rôle central dans la résolution de ce problème : « *Dans la réunion avec Aziz Babuşçu [Président d'Istanbul de l'AKP], le problème de l'eau lui a été expliquée. Il a dit que nous devions trouver une solution. Après cela, la süzme saat « compteur d'eau informel » est apparu. Maintenant, c'est comme ça dans le quartier. Ils [la municipalité] pensent que la rupture de la loi peut produire des problèmes pour eux. Ainsi, la solution ne peut être produite au niveau de la municipalité. Elle est produite par le parti lui-même. »*[444]

Dans la pratique, cette solution vise à relier les maisons neuves à l'approvisionnement en eau d'une maison existante. Le compteur « officieux » permet aux résidents de la nouvelle maison de payer le propriétaire de l'existante, qui paie à son tour les autorités. Le porte-parole du parti encourage ainsi les résidents à contourner les règlements que le gouvernement AKP a lui-même mis en place, permettant au parti de reprendre pour l'occasion son rôle de défenseurs du peuple contre un État indifférent. Nous retrouvons ici certains éléments de la

[444] Entretien, Mehmet Şahin, ancien maire-adjoint (pour la periode 2009-2012), candidat à la canditure de la municipilité de Başakşehir, Bakırköy, 14.02.2014.

logique de Hibou (2011 : 35) qui constate que pour l'Allemagne de l'Est des années 1960-1970, le parti dominant s'est engagé dans ce qu'elle dénomme un « *clientélisme à distance* » sur le logement. Comme dans le cas analysé par cette chercheuse, nous constatons que les compteurs d'eau informels ont comme finalité « *de faire apparaître le parti comme proche de la population ».* Une différence importnate, par conntre doit être signalée ; il ne s'agit pas ici d'augmenter les marges de manœuvre aux responsables locaux. Au contraire, ces plutôt la rigidité de ces derniers qui pose problème. La flexibilité vient des instances supérieures. Le parallèle fort entre les deux cas, néanmoins persiste ; il s'agit de « *répondre très concrètement à le demande de vie 'normale' – en l'occurrence l'accès à des conditions de logement dignes – tout en alimentant les canaux de connaissance de la population et, ce faisant, les mécanismes de contrôles de celle-ci* ».

Ce positionnement, « aux côtés du peuple contre les autorités » – au moins en apparence, a été observé aussi pendant les réunions à domicile. Une candidate au conseil municipal de Başakşehir, Nurdan Ertuğrul, a expliqué que la municipalité ne peut permettre ni la nouvelle construction, ni le branchement de l'eau et l'électricité à cause du nouveau code pénal, mais elle recommande dans le même temps aux habitants d'utiliser le système de *Süzme saat*. Selon elle, « *Süzme saat veut dire que j'ai des problèmes, mais je paye ce que je dois* » [445]. Dans cette informalité, nous retrouvons les registres classiques du clientélisme ; le lien entre le patron et le client est engendré par l'absence de garanties institutionnelles pour la sécurité d'un individu, statut ou richesse (Scott 1977 : 133). Dans les autres réunions politiques comme les petits déjeuners avec les présidents des associations de pays, ce problème a également été évoqué par le maire de Başakşehir. Il répète la solution trouvée par la voie du *süzme saat*. Et il a expliqué qu'il va demander un changement de loi pour que le droit puisse inclure les maisons construites après 2004[446]. Cet exemple montre bien les deux visages de la domination du parti. La réussite politique de l'AKP tient à sa capacité de se positionner comme un agent de gouvernement mais en même temps comme lui-même victime des procédures légales.

Dans un autre cas qui nous a été reporté, les solutions informelles étaient encore plus directes, et ressemblaient à celles déployées aux origines du quartier. Dans la portion du quartier sous le contrôle de TOKİ, l'agence pour le logement public, toute nouvelle installation d'infrastructure était interdite, et nombre de maisons n'étaient pas branchées à

[445] Observation participant, réunion à domicile, Şahintepe, 20.03.2014.
[446] Observation participante, petit déjeuner avec les présidents des associations de la région de la Mer Noire, Bilgievi Şahintepe, 15.02.2014.

l'eau courante. Le *Muhtar*, que nous avons vu publiquement très proche à la fois de l'équipe municipale et de l'AKP, a profité de la construction officielle d'une nouvelle canalisation d'eau dans le quartier pour emprunter les engins de construction et raccorder les maisons qui, légalement, ne pouvaient l'être. Cette opération, selon le *Muhtar* lui-même, a été faite avec l'accord de la municipalité, mais symboliquement le nom et les sigles de la municipalité sur les engins étaient recouverts pour l'occasion. En principe, l'opération était informelle.

Un dernier exemple de solution informelle nous vient du règlement d'un problème technique. L'éclairage, nous l'avons déjà évoqué, est un problème la nuit à Şahintepe. Selon le *Muhtar*[447], ce problème a été aggravé après la privatisation de l'entreprise d'électricité Bedaş en 2012. Le problème tient dans le fait que les équipes d'entretien de l'électricité ne passaient que quatre à cinq heures par mois dans le quartier, ce qui représente une différence importante par rapport à l'époque où l'entreprise était publique. Cela génère des problèmes d'éclairage à Şahintepe. Car les ampoules grillées n'ont pas étaient remplacées. Ainsi selon le *Muhtar*, il a du trouver 1500 ampoules par ses propres moyens. Bien que nous lui ayons demandé le nom du fournisseur des ampoules, il n'a pas voulu nous répondre. En revanche, lors d'autres entretiens, en posant la même question à propos d'autres ressources qu'il avait obtenues, il n'a pas hésité à donner le nom des institutions publiques ou des hommes d'affaires qui l'avaient aidé. Ces indices nous laissent penser que c'est par le biais du parti qu'il a trouvé les ampoules. Bien qu'il obtienne les aides pour la fourniture des ampoules, le montage a été fait par le *Muhtar* lui-même.[448] C'est ce dernier élément qui est visible des habitants, et qui a été mis en avant par le *Muhtar* dans sa propre campagne de réélection. Entre l'homme et le parti, néanmoins, la connexion est vite réalisée par les habitants du quartier, et elle ne fait aucun doute.

7.1.3 Améliorations du cadre de vie et transformation urbaine : un lien ambigu

Ces récits des actions entreprises par la municipalité appellent, dans le contexte de nos travaux, deux questions : peuvent-elles être qualifiées de clientélistes, et font-elles partie de la réponse à notre question centrale, à savoir l'appropriation par les habitants des idées néolibérales sur la transformation urbaine ? A la première de ces questions, nous pensons pouvoir répondre par l'affirmatif, bien que les ressources distribuées dans ces cas soient en général collectives. Une justification de ce choix nous vient des travaux de Hopkins (2006 : 6-

[447] Entretien, Muhtar, Şahintepe, 03.01.2014.
[448] Observation participante, le montage des ampoules de Muhtar, Şahintepe, 03.01.2014.

7) qui, nous l'avons vu au chapitre 1, propose que ce qu'il désigne comme des « *club goods* », c'est-à-dire des biens collectifs mais clairement limités à un groupe particulier, et donc plus restreints que des biens publics, et dont l'investissement public pour un territoire défini est cité comme exemple, et qui peuvent eux aussi servir de base à des relations patron-client. Piattoni (2003) va plus loin et propose que, dans certaines circonstances, il peut se trouver dans l'intérêt d'un patron de fournir des biens publics, dont profiterons à la fois ses clients et ses détracteurs. Ce cas de figure est celui du patron « hégémonique », par lequel cette chercheuse ne veut pas dire que sa clientèle est universelle, mais plutôt qu'aucun autre patron de son propre camp politique ne se trouve en concurrence directe avec lui. Dans ce cas, être vu comme fournisseur impartial de biens publics (tout en continuant à fournir des biens privés à ses clients) peut améliorer utilement la réputation du patron, sans pour autant le mettre en danger. Ce cas de figure, développé à l'échelle régionale par Piattoni dans le cas de des Abruzzes en Italie, nous semble tout à fait applicable à l'échelle municipale dans le présent cas. Cette position hégémonique, nous semble-t-il, offre également au patron une temporalité plus souple que celle décrite par Goirand (1998). Les habitants des *favelas,* doivent profiter du moment électoral, car aussitôt celui-ci passé, les élus disparaissent. L'organisation de l'AKP, elle, ne disparaît pas, et peut même profiter plusieurs années plus tard de ce qui a été « fait » pour le quartier. Faisant abstraction du contexte électoral, nous pouvons également rapprocher cette analyse de celle de Hibou (2011 : 42) concernant ce qu'elle désigne comme « *l'économie politique du cadeau et du don* » dans les dernières années de l'empire ottoman. Le Sultan, fait remarquer l'auteur, distribuait à partir du budget public des libéralités qui, bien que certaines fussent des distributions purement personnelles, permettaient également « *de développer des œuvres philanthropiques et caritatives, notamment la construction et l'entretien d'hôpitaux, d'asiles, d'écoles et de mosquées…* ». Le but de ces distributions, qualifiées par Hibou (2011) d'instrument de domination, était avant tout « *de relier la solidarité à l'obéissance et à la discipline de soi* » (Hibou, 2011 : 44, 45). Au-delà des relations dyadiques de face-à-face du clientélisme personnalisé, nous pouvons ainsi voir à l'œuvre une logique de provision de biens publics, au moins à l'échelle d'un quartier, dans une logique de domination politique, mais tout aussi morale, qui contribue de manière générale à la création de sujets gouvernables.

Reste à savoir si cette stratégie fournie la réponse à notre question centrale, plus précise, portant sur l'appropriation des idées et des pratiques néolibérales. Notre réponse doit être plus nuancée. Dans les quartiers informels de Turquie, avant l'arrivé au pouvoir de l'AKP, la majorité des candidats passaient leur temps à réaliser l'installation d'infrastructures,

à distribuer de la nourriture ou du charbon, à trouver des emplois, des aides de services médicaux et à obtenir des crédits pour leurs électeurs-clients (Özbudun 1981, p. 261-267). Nous pourrions supposer facilement que cette pratique est un mode d'inclusion des populations victimes d'une exclusion d'urbaine et sociale. Mais notre conclusion se doit d'être quelque peu relativisée par rapport à ce travail. Même si les répertoires de mobilisations de l'AKP sont un facteur important pour la mobilisation, cela ne peut être considéré comme un facteur déterminant dans des conditions d'incertitudes de l'existence du quartier. Car si la population actuelle se trouvait expulsée, ce changement ne pourrait être qu'un gain temporaire ; les améliorations physiques, en particulier, profiteraient, *in fine*, à d'autres. Cette politique de provision de biens collectifs (« *club goods »,* ou biens publics) dans des conditions d'ambiguïté, n'explique pas de manière convaincante le succès de l'entreprise de pédagogie politique de l'AKP. Le comportement électoral rétrospectif, dans ce cas, ne fonctionne pas pour éclairer l'avenir du quartier. Dans ce contexte, Kalaycıoğlu (2014 : 588) indique que *« plusieurs études montrent qu'il y a de quoi supposer que, quand il se prononcent sur leurs préférences aux urnes, les électeurs ne font pas uniquement un bilan rétrospectif des partis au commandes ou en opposition. Ils considèrent également la performance probable de ces partis dans l'avenir proche* ». La politique du faire officielle et officieuse ne crée pas uniquement la mobilisation électorale, mais aussi une opinion à propos des actions d'urbanisme dans l'avenir. En regardant ce qui a été fait, les habitants font évoluer leurs idées de ce qui est réalisable.

Notre bilan de cette politique, néanmoins, doit prendre en compte le fait que les améliorations physiques du quartier peuvent aussi rajouter à l'incertitude ambiante, dans la mesure où les habitants ne sont pas sûrs de pouvoir demeurer dans le quartier une fois celui-ci transformé et réhabilité. L'exemple d'autres quartiers comme Sulukule ou Ayazma suggère que la transformation peut donner lieu à la gentrification, processus par lequel les améliorations matérielles profitent surtout à autruis, au détriment des anciens habitants, moins aisés. De plus, les améliorations elles-mêmes peuvent, dans cet état d'esprit, être interprétées comme des signes précurseurs d'un déplacement des habitants actuels. La municipalité ferait-elle vraiment de tels efforts pour une population défavorisée ? Le bilan de cette politique, en ce qui concerne l'évolution des mentalités, est ambigu. Ainsi la politique du faire, en considérant qu'elle contribue au succès électoral du parti au pouvoir, ne fournit pas, à elle seule, une explication suffisante et convaincante de l'appropriation par les habitants de l'idéologie et pratique de la transformation urbaine.

7.2 Transformations de la politique sociale – du national au local

Les éléments passés en revue dans les paragraphes précédents nous mènent à la conclusion que, même s'ils sont à eux seuls insuffisants pour expliquer les changement que nous cherchons à comprendre, l'amélioration dans le cadre de vie matérielle et sociale du quartier ainsi que la dynamique transformée, mais persistante, du patronage sur l'emploi sont, aux yeux des habitants du quartier aussi bien de l'équipe municipale de Başakşehir des éléments positifs pour l'image de l'organisation locale de l'AKP. Ces éléments nous ont en plus permis de noter à quel point ces deux organisations, municipalité et parti, ne formaient désormais aux yeux des habitants qu'une seule et même entité. En nous tournant maintenant vers les mesures d'aide sociale, nous abordons une politique qui à été identifiée par plusieurs chercheurs comme l'une des explications principales du succès électoral de l'AKP. Certaines des hypothèses proposées par ces travaux ont déjà été infirmées par nos observations de terrain, telles celles présentées aux chapitres 1 et 2. Le vote sanction de 2009 contre l'AKP, malgré les généreuses distributions préélectorales de ce dernier, nous met en garde contre toute relation trop directe entre distribution matérielle – même quand celles-ci sont prennent la forme d'aide sociale – et succès électoral. Cette observation semble soutenue dans le cas où les aides sont considérées soit comme simple effort d'achat de voix (Stokes, 2005), soit comme une manipulation politique du principe de l'aumône (Karaman, 2013). Un traitement plus sophistiqué des possibles effets politiques de l'aide sociale est celui de Eder (2010 : 152), qui suggère que les réformes de la politique sociale turque suite à la crise budgétaire de 2000-2001 et l'arrivée au pouvoir national de l'AKP en 2002 ont eu comme effet combiné de créer un nouvel ensemble d'actions sociales, avec comme conséquence « un potentiel immense pour le patronage politique et une augmentation du pouvoir étatique ».

Les réformes en question ont été le plus souvent analysées du point de vue de l'évolution de l'Etat national turc, et nous les aborderons dans un premier temps à ce niveau. Notre propos essentiel, néanmoins, reste de comprendre l'évolution politique au niveau d'un quartier et d'une municipalité. Dans les pages que suivent, nous nous intéresserons surtout à l'effet de cette transformation de la politique sociale à l'échelon local. C'est avec cette politique que nous trouvons l'équivalent fonctionnel le plus proche de la dynamique analysée par Padioleau (1982), dont un élément central est la « symbiose » entre parti et municipalité. Nos observations sur la politique sociale telle que celle-ci a été reconfigurée depuis 2002 soutiennent l'hypothèse développée tout au long de ce chapitre que dans les quartiers précaires comme celui où nous enquêtons, c'est le parti qui est considéré par les habitants comme représentant les institutions et les actions du pouvoir public. Ce chevauchement

produit sa propre réalité à travers les discours et les pratiques quotidiennes du pouvoir, car les institutions étatiques ont été utilisées comme instrument de structuration de l'AKP. S'ajoute à ce constat le fait que, dans les quartiers précaires, la politique sociale est d'une portée, sinon universelle, du moins très générale. Il serait abusif de dire que tous les habitants de ces quartiers se trouvent dans une situation de pauvreté extrême, mais il est indéniable de souligner le fait que, presque par définition, ces quartiers rassemblent une population globalement défavorisée. En ce qui concerne son potentiel et tant que fondation pour des échanges clientélistes et, encore plus pour une entreprise de pédagogie politique, la politique sociale, dans ce contexte, diffère ainsi de manière importante des politiques analysées jusqu'à présent dans ce chapitre. Comparée à la distribution d'emplois, sa portée et beaucoup plus large, le nombre de personnes concernées plus vaste. Contrairement à l'amélioration du cadre de vie – à considérer elle aussi comme une politique à portée quasi-universelle dans la zone concernée – la politique sociale est nécessairement personnalisée. Il ne peut s'agir ici de provision de biens publics au sens économique du terme, comme dans le cas de l'amélioration de la voierie ou des services publics. Les bénéficiaires de la politique sociale, même s'ils sont nombreux, demeurent néanmoins des individus ou des familles identifiables avec qui un contact direct est possible. Nous verrons ainsi tout au long de cette section et de la prochaine que, dans le cas de notre quartier, la distribution matérielle qui forme la quatrième condition nécessaire de la pédagogie politique se trouve en grande partie dans les diverses initiatives de politique sociale. Nous pourrons ainsi préciser l'hypothèse suggérée ci-dessus pour avancer l'idée selon laquelle l'ancrage profond de ses militants dans la société locale, et la fusion de fait entre parti et municipalité, permet à l'AKP d'employer la provision d'aide sociale issue de sources publiques comme privées comme fondation essentielle d'une entreprise de pédagogie politique dont le but est de faciliter l'appropriation par les habitants des idées, mais également des gestes quotidiens de l'idéologie néolibérale. Nous développons cette hypothèse dans un premier temps en tenant compte de l'évolution au niveau national des politiques sociales, et ensuite à travers une considération détaillée de la manière dont ces politiques sont appliquées au niveau local.

7.2.1 Transformation de la politique nationale

La Turquie a été positionnée par Gough (2013 : 239) dans le modèle de protection sociale des pays d'Europe de Sud du fait de plusieurs particularités : la nature fragmentée et inégalitaire de la politique sociale ; la place particulièrement importante des travailleurs indépendants, du travail familial non payé et de l'emploi informel ; l'absence de services

médicaux universels et la centralité de la famille dans la gestion de risques (Buğra et Keyder 2006, Göçmen 2014). Après la seconde guerre mondiale, la Turquie a établi un système bismarckien de protection sociale couvrant les travailleurs dans des situations d'emploi régulier. Les ouvriers sont couverts par « l'institution de l'assurance sociale » - *Sosyal Sigortalar Kurumu* 1945), les fonctionnaires par « la caisse de retraite » *Emekli Sandığı* (1949), et les travailleurs indépendants par *Bağ-Kur* (1971). Les principales activités de ces trois institutions ont été limitées à l'assurance santé et vieillesse fondée sur le paiement d'une contribution par les salariés et employeurs (Buğra et Keyder 2006, Göçmen 2014). Dans la logique de ce système, les personnes dépendantes n'ont des droits qu'à travers leurs relations avec un travailleur – pour les femmes, le père ou l'époux. Ces systèmes ne couvrent ni les travailleurs informels, ni les personnes sans emploi. Les aides sociales aux pauvres sont du ressort des institutions islamiques[449] et des gouvernements locaux, ceci jusqu'à la loi sur les « *paiement mensuel aux citoyens turcs de plus de 65 ans qui se trouvent isolés et dans le besoin* » (*65 yaşını doldurmuş Muhtaç ve Kimsesiz Türk Vatandaşlarına Aylık Bağlanması Hakkında*) de 1976 (Gough 2013 : 239). L'institut de l'assistance sociale a été établi en 1959 pour aider les couches urbaines défavorisées, les enfants et les familles, mais ses ressources étaient limitées et ne pouvaient couvrir les besoins de ce secteur (Göçmen 2014 : 95). Dans ce contexte, avant 1980, l'assistance sociale passe surtout par les mécanismes informels comme la famille et les systèmes de solidarité tels que *hemşehri*, les associations de pays. Plusieurs études montrent que le système d'aide intra-familial et les relations de compatriotes et parentales empêchent les gens de tomber dans la pauvreté absolue, car ils bénéficient intensivement de liens avec leurs parents et amis pour trouver un logement, du travail ou même recevoir des aides en nature de la part des membres de la famille se trouvant dans les villages d'origine (Buğra et Keyder 2006, Yılmaz 2005, Duben 2006, Hersant et Tourmarkine 2005). Le rôle le plus important de l'Etat à cette époque se trouve dans l'aide indirecte, à savoir les subventions agricoles en zone rurale, dont l'objectif est de réduire l'immigration vers la ville d'une part, et la tolérance de la construction informelle des *gecekondu* et la possibilité d'emplois dans les entreprises d'Etat pour les citoyens urbains en dehors du système de sécurité sociale d'autre part (Eder, 2010). Buğra et Candaş (2011) désignent ce système par le terme de « *régime éclectique de sécurité sociale* » reposant sur des éléments divers : caisses « bismarckiennes » pour certains secteurs économiques et informalité et clientélisme pour d'autres.

[449] Deux exceptions à cette règle s'observent avec Darülacize, une institution qui s'occupe des individus particulièrement démunis, et SHÇEK qui s'occupe des enfants.

Les changements politiques et économiques vécus par la Turquie après 1980 remettent en cause certains éléments centraux du régime : subventions agricoles, clientélisme foncier et même la solidité des liens familiaux. Cette dynamique est qualifiée par Buğra et Keyder (2006 : 220) d'« *érosion des piliers informels du régime développementaliste de politique sociale* ». A l'origine de ces changements se trouve la mise en œuvre d'un modèle macro-économique privilégiant l'exportation par l'adoption de l'économie de marché et la privatisation suivant les politiques néolibérales après la décision du 24 Janvier 1980. Ces transformations ont altéré la structure économique et sociale du pays en provoquant la diminution de l'emploi formel à cause de la privatisation des entreprises publiques. Cela conduit à une accélération du déséquilibre des revenus, entrainant une polarisation sociale et spatiale (Kepenek et Yentürk 2007, p : 199-213). De ces changements a émergé une « *nouvelle pauvreté* » (Buğra et Keyder, 2006 :220) dans une population privée simultanément d'accès au système formel de sécurité sociale et d'aide sociale informelle de famille et *gecekondu*. En effet, l'accélération de l'immigration vers les grandes villes diminue la fonctionnalité des familles dans la provision des aides matérielles aux personnes immigrées après 1990, surtout dans le cas de l'immigration forcée de populations d'origines kurdes (voir chapitres 1 et 3). Le *gecekondu*, qui était l'une des sources importantes de l'économie morale de la Turquie, a été influencé, à son tour, par les changements provoqués par le passage à l'économie de marché, devenant de plus en plus illégitime, et donnant lieu à ce que Buğra (1998) caractérise comme « *l'économie immorale du logement* ». Au cours de cette période, les premiers pas de l'investissement urbain ont été réalisés, qui, plus tard, organiseraient les villes dans le cadre des demandes et de la logique du capital (Şengül 2009). Un deuxième développement se trouve dans la montée en puissance de l'islam politique, décrite au chapitre précédent. Avec la libéralisation, l'idéologie « Turque-Islam » a été introduite suite au coup d'Etat de 1980 visant la création d'une « *communauté islamique plus religieuse et moins politique* » (Yavuz 1997 : 67), qui va amener au pouvoir dans un premier temps le parti de la Prospérité (RP), et depuis 2002 l'AKP.

Nous avons vu dans notre discussion de la politique urbaine au chapitre 2 que les années 2000 ont marqué un nouveau moment d'infléchissement important dans les politiques économiques de l'Etat turc. Du libéralisme de la première époque marqué par le retrait de l'Etat (*roll-back*), il passe de plus en plus à une politique toute aussi libérale mais marquée par un retour en puissance de l'Etat (*roll-out*). Nous observons la même évolution dans les politiques sociales. Après la crise économique de 2001, le combat contre la pauvreté et l'exclusion sociale a fait l'objet de politiques publiques renforcées. Les gouvernements AKP

ont mis en place une politique d'élargissement de la couverture sociale au-delà des travailleurs du secteur formel, dans le but à terme d'inclure tous les citoyens (Buğra 2008 : 219-221). Pour cet auteur, cette optique pourrait être considérée comme doublement paradoxale. D'une part, l'AKP est un parti qui met en avant une politique néolibérale centrée sur le soutien de marché. D'autre part, sa tradition islamique le dispose à laisser la responsabilité des personnes défavorisées aux familles ou aux mécanismes de solidarité islamique. La résolution de ce paradoxe, pour Buğra (2008 : 222), se trouve dans la notion de gouvernance qui, en Turquie comme ailleurs à cette même époque, incite l'Etat à assumer un rôle de régulateur pour que le marché gagne en fonctionnalité. Ainsi, ce « *roll-out* » de l'Etat ne correspond pas une période de retrait dans l'assistance sociale, mais plutôt à une reconfiguration de la politique sociale (Eder, 2010 ; Buğra, Candaş 2011). Selon Göçmen (2014 : 97), « *l'augmentation de la demande pour l'assistance sociale caractérise le régime social et a comme résultat l'augmentation des dépenses publiques suite à une augmentation des demandeurs et à la mise en place de nouvelles institutions d'assistance sociale* ». Ces augmentations dans l'assistance sociale, néanmoins, ne suivent pas une approche fondée sur les droits, mais reposent plutôt sur les principes de charité et de bienfaisance. La distinction est évidente, aussi bien avec les systèmes bismarckiens qu'avec la portée universelle du principe de revenu de base (*basic income*) (Buğra, Sınmazdemir, 2007). Le « Fonds pour l'encouragement de la coopération et de la solidarité sociale » (Sosyal Yardımlaşma ve Dayanışmayı Teşvik Fonu, ou SYDTF) a été créé en 1986 en tant qu'organisation parapluie réunissant plus de 900 fondations locales gérées par des représentants du gouvernement central au niveau des arrondissements aidés de conseil où siègent des membres éminents de la population locale (Buğra, Keyder, 2006 : 222). Cette fondation devait prendre toute la responsabilité sociale pour les personnes non couvertes par le système de sécurité sociale. Le champ d'activités du SYDTF a été considérablement étendu dans le période AKP, le montant des aides distribuées allant jusqu'à tripler (Massicard 2014). Pérouse (2005a : 133) souligne un autre élément important de cet ensemble de politiques : leur ciblage par foyer. Dans ce système, les bénéficiaires d'aides son mis en situation de concurrence les uns avec les autres, marqués par des « jalousie et des médisances », qui empêchent « toute entreprise collective ».

Dans ce contexte, la première action du gouvernement de l'AKP a été de distribuer gratuitement des livres scolaires. Celle-ci a été suivie par des programmes de transferts monétaires conditionnels (TMC) suivant le programme « *Social Risk Mitigation Project* » initié par la Banque Mondiale. Ces fonds sont distribués par le SYDTF à ceux qui répondent à

certaines conditions : envoyer ses enfants à l'école, par exemple, ou maintenir à jour leurs vaccinations (Buğra 2008, Buğra and Candaş 2011 : 521). Un autre élément important de ce fond est la « carte verte », système de provision de services médicaux gratuit à destination des personnes économiquement défavorisées, mis en place en 1991 (Yoltar 2009). Celui-ci a depuis été étendu, de façon à couvrir le coût des médicaments, et il est devenu le premier poste de dépenses du fond (Buğra 2008 :234). Les enfants de moins de dix-huit ans peuvent accéder aux services médicaux, quel que soit la situation parentale. Selon Buğra et Candaş (2011 : 521), cela a un effet positif sur le potentiel électoral de l'AKP, plus particulièrement dans les régions du Sud-Est et de l'Est de l'Anatolie.

Certains chercheurs vont plus loin dans leur analyse du lien entre aide sociale et résultats politiques. Ainsi, Yoltar (2009), pour la carte verte, et Aytaç (2013) pour les programmes de transferts conditionnels de fonds, soulignent les usages politiques des aides sociales. Les critères d'éligibilité imparfaitement définis par les lois laissent à l'arbitrage des décideurs locaux une marge importante. Aytaç (2013 : 9), en particulier, conclue que les fonctionnaires nommés par le parti au pouvoir peuvent subir des pressions de la part de l'AKP, afin d'enregistrer le plus de personnes possibles, même si elles sont strictement inéligibles aux programmes. Nous avons eu l'occasion au chapitre 1 de noter des exemples de ce fonctionnement sur notre terrain d'enquête. Nous avons observé, par exemple, que le questionnaire d'identité requis pour toute demande d'aide sociale et, en principe, distribué par le bureau du *Muhtar* était, pendant la période électorale de 2009, également distribué dans les bureaux des élections de l'AKP et que les gens qui venaient au bureau étaient en même temps inscrits au parti, en prenant leurs renseignements personnels. Les demandes d'aide étaient ensuite renvoyées pour examen par le comité exécutif. Selon Aytaç (2013 : 8), ce comité possède une certaine autonomie, et n'est absolument pas tenu aux conditions objectives relevant d'un premier examen des documents fournis. Nous retrouverons ci-dessous ce lien complexe entre politique sociale et comportement électoral. Une première mise en garde, néanmoins, nous semble importante. Comme nous l'avons vu aux chapitres précédents, il ne semble pas que ces changements dans la politique sociale aient eu des effets directs dans la mobilisation dans notre quartier en 2009. Le lien, s'il existe, est donc plus complexe, et reste à expliciter.

7.2.2 L'expansion du rôle des institutions locales : « le courtage dans la charité »

Les transformations observées au niveau national et détaillées ci-dessus donnent le cadre général de l'action publique, mais ne rendent pas pleinement compte de ses effets. C'est au travers des pratiques quotidiennes au niveau local que les habitants de Şahintepe comprennent ce que l'amalgame formé du parti et de l'Etat, dont nous avons développé les contours tout au long de ce chapitre, signifie dans leur vie de tous les jours. C'est par cette même action quotidienne que l'Etat (et le parti) régule et gère les habitants à travers des technologies de pouvoir. Les instruments de politique sociale, dans notre cas, sont particulièrement importants car ils ciblent la population défavorisée et marginalisée de Şahintepe. Ainsi, dans cette section, nous allons aborder successivement l'évolution de la politique sociale et les instruments accessibles aux habitants, puis la reconfiguration des distributions sociales via les instituions religieuses. Nous traiterons à part, dans la section suivante, un instrument nouvellement créé par la municipalité de Başakşehir, la « carte de soutien ». Ce dernier est particulièrement important, puisqu'il établit une liaison entre une vision sociale, l'expansion de marché, le projet typiquement néolibéral de « *smart city* » et la mobilisation électorale des habitants de Şahintepe.

Le rôle des gouvernements municipaux dans la provision des services sociaux locaux s'était déjà intensifié avec la période du parti Refah après les élections de 1994 (Doğan 2007, White 2007, Göçmen 2014). Les municipalités sous le contrôle de ce parti s'étaient, à cette époque, distinguées en offrant à leurs citoyens des incitations matérielles avant les élections et des services après les élections (Akinci 1999), tels que l'organisation de soupes populaires et la prise en charge des cérémonies collectives pour la circoncision ou les mariages notamment. Elles assuraient des animations et la distribution de nourriture à l'époque du Ramadan, et des aides matérielles en nature (nourriture, charbon) ainsi qu'en espèces, allant même jusqu'à la distribution de pièces d'or (Akinci 1999 : 77, White 2007, Doğan 2007). Cet activisme, que nous retrouvons sous la responsabilité de l'AKP, est lié avec l'organisation de *Refah*, détaillée au chapitre 5, et n'était pas limité aux périodes électorales. Ce parti est fortement investi dans l'aide sociale et la charité, et intensifie son ancrage en communicant avec le plus d'électeurs possibles. Pour Heper (1997 : 36), ce parti devient une véritable agence de services sociaux pour la population défavorisée – un rôle analogue à celui évoque par Vannetzel (2007) dans le cas des Frères Musulmans au Caire.

Le rôle des municipalités dans l'assistance sociale gagne en ampleur avec la période AKP. Il n'existe à ce jour aucune donnée statistique précise chiffrant la participation des municipalités aux programmes d'assistance sociale (Göçmen 2014) dans le contexte de programmes généralement opaques (Buğra et Candaş 2011), mais nous avons toutefois souligné (chapitres 1 et 2) dans l'exemple de Şahintepe la présence de la municipalité dans l'assistance sociale à une échelle importante – provision de vêtements, charbon, nourriture, etc. Pour les municipalités, un changement juridique important survient en 2005 avec la loi sur les municipalités et ses articles 77 et 75, qui ouvrent la voie aux achats par les municipalités de biens et de services provenant du secteur privé pour la distribution sociale. Selon Buğra et Candaş (2011 : 522), les municipalités ont mis en place des fonds sociaux alimentés par des contributions en espèces ou en nature faites par des entreprises locales – un geste ouvrant la voie à la réciprocité, sous la forme de privilèges accordés à ces mêmes entreprises dans leurs relations avec les autorités politiques locales. Les municipalités pouvant parallèlement recevoir des dons privés, il n'est pas aisé de contrôler leurs ressources et leurs dépenses en matière d'aide sociale. Selon Buğra et Candaş (2011 : 523), *« il n'y a pas de mécanisme systématique pour vérifier les critères d'éligibilité aux aides sociales, et le ciblage de ces aides est souvent laissé à la discrétion de ceux qui les distribuent. L'assistance n'est pas versée à intervalle régulier et, avec l'exception importante du micro-crédit, est souvent versée en nature. Le système, de manière générale, fonctionne de façon à brouiller la distinction entre assistance publique et bienfaisance volontaire ; la distribution des fonds public suit la logique de la charité. »*. Dans ce contexte, comme les mécanismes d'assistance sociale ne reposent pas sur les droits sociaux clairement énoncés ou sur une réglementation précise, ils renforcent l'influence du parti dominant et alimentent les relations clientélistes. Çelik (2010: 69-70) ajoute à cette analyse que le sens d'obligation des destinataires ce cette charité donne lieu à une relation de réciprocité, liant ainsi étroitement des éléments de clientélisme et de paternalisme, puisque les droits collectifs et l'organisation sociale sont limités, entretenant ainsi une relation de dépendance et d'obéissance.

Buğra and Keyder (2006 : 24) désignent ce type d'assistance sous forme de « *courtage de la charité* ». Par cette expression, ils désignent une pratique par laquelle les municipalités transfèrent des dons aux pauvres sous forme d'aide en nature ou en espèces avec des ressources provenant en partie de sources privées (entreprises, associations caritatives ou individus). Nous avons observé qu'à Şahintepe, la portée de cette pratique ne se limite pas aux aides directes aux personnes défavorisées ; elle peut également être dispensée par des intermédiaires. Les associations de pays du quartier et les mosquées peuvent jouer ce rôle,

recevant de la municipalité des ressources qu'ils distribuent ensuite à leur tour. Dans notre analyse, le rôle de « courtage de la charité » n'est pas spécifique aux municipalités ; il se retrouve également dans l'action d'un représentant de l'Etat national, en l'occurrence la sous-préfecture de police (*İlçe Emniyet Müdürlüğü*). Dans tous ces cas, un élément qui émerge de manière très claire de nos observations de terrain est l'identification par les habitants de l'AKP comme source ultime de l'aide. Un président d'association de pays qui a demandé de garder l'anonymat nous a expliqué comment fonctionne le système : « *Nous avons distribué des bourses sans besoins de remboursement, trente-deux à trente-quatre bourses pour les étudiants. Nous ne les avons pas payées nous-mêmes. La sous-préfecture de police (İlçe Emniyet Müdürlüğü) a financé treize personnes, et nous demandons les vingt restantes au maire. En réalité, ni la municipalité, ni la préfecture de police ne nous donne les bourses. Ils demandent à une personne « X » d'être le sponsor d'un étudiant. Le directeur de la sécurité fait la même chose. Mais nous ne connaissons pas le nom du donneur. Et l'argent ne vient jamais à nous. Nous avons juste donné les noms des enfants, leurs numéros d'identité et le département universitaire où ils étudient. Les bourses ont été déposées directement sur le compte de chaque étudiant* ». Cette pratique sert à augmenter la domination du parti car, au regard des habitants, ce ne sont pas les institutions publiques mais le parti lui-même qui dispense ces services. Le recours aux distributions caritatives est déployé comme un mode d'action politique, mais il apparaît tout autant comme un instrument partisan. Un autre interlocuteur, qui nous a demandé de demeurer anonyme, nous a expliqué que ce type de distribution caritative joue un rôle de publicité pour le parti. « *La préfecture de police nous a invités à distribuer des chaussures pour les élèves des écoles, par le biais de notre association. Nous n'avons pas accepté. Tout cela, ce sont des campagnes de publicité. Si je vais faire la campagne, je le ferai pour mon parti (BDP), et non pour l'AKP* ».[450] Au regard de cet interlocuteur, il n'y a aucun doute : entre les institutions de l'Etat, y compris la police, et l'AKP, il n'existe aucune distinction. Une publicité favorable pour l'une l'est automatiquement pour l'autre.

Certains chercheurs (Buğra et Candaş 2011 ; Kaya 2015 :49 ; Göçmen 2014) proposent que ce partage des responsabilités pour l'aide sociale entre les agents locaux ou national de l'Etat, d'une part, et les associations bénévoles religieuses et les confréries, d'autre part, sous l'égide du parti dominant, forme l'essentiel de l'approche de l'AKP à la politique sociale. Le rôle central de ces organisations, ainsi que le partenariat avec les entreprises, est partie intégrante de la politique désignée par Eder (2010) comme le nouveau « *welfare mix* ». Nous y retrouvons pour notre part la logique du « système d'action »

[450] Entretiens, president de l'association de pays que nous préservons anonymat, Güvercintepe.

(Lagroye *et ali.*, 2012) déjà évoquée au chapitre précédant. Dans un registre de *hizmet,* « service au peuple », dont nous avons vu l'importance, l'AKP et ses militants – qui se retrouvent une fois de plus en première ligne – sont au cœur d'une nébuleuse d'organisations en principe distinctes et indépendantes les une des autres mais qui, dans les fait, œuvrent de manière coordonnée au nom d'un groupe de référence que les militants eux-mêmes n'hésitent pas à désigner comme « les pauvres ». L'avantage que retire le parti de sa position dans se système nous semble évident. Nous avons vu la légitimité de l'action caritative dans la culture et la mentalité des habitants (chapitres 1 et 2), et comme élément de motivation pour les militants (chapitre 6). Ils (et elles) en sortent renforcer aux yeux des habitants dans leur légitimité et leur crédibilité en tant que porte-paroles pour le programme néolibéral du parti ; mais ne nous trompons pas : c'est ce dernier qui compte. Tout comme le PCF décrit par Padioleau (1982 : 218), et pour les mêmes raisons, l'AKP fait en sorte que l'identification du patron se fasse non pas sur les élus ou des militants à titre individuel, mais sur le parti lui-même. La participation des organisations religieuses à cette entreprise, vers laquelle nous nous tournons dans la section suivante, ne fait que renforcer les ressources disponibles, ainsi que l'ancrage et la légitimité de cette activité.

7.2.3 Organisations religieuses et politique sociale

Dans les développements précédents, nous avons vu qu'après 1980, les politiques orientées vers le marché amènent à « *l'érosion des piliers informels du régime développementaliste de politique sociale* » (Buğra et Keyder 2006 : 220). Les mécanismes qui limitaient les effets de la pauvreté jusqu'à cette époque ont peu à peu disparu ; suite à l'absence de ces mécanismes de protection formelle et informelle, la gouvernance de la nouvelle politique sociale renforce les relations clientélaires. Nous avons abordé ci-dessus les effets locaux de cette transformation ; nous poursuivons cette analyse en y ajoutant l'aspect complémentaire du rôle des institutions religieuses. Notre hypothèse est que, par le biais de ses relations avec les associations religieuses, le parti n'élargit pas seulement la base des ressources disponibles pour la distribution clientéliste, il élargit également sa base de clientèle et son potentiel pédagogique en y intégrant de nouveaux réseaux islamiques. Les femmes qui fréquentent les écoles coraniques nouvellement établies, par exemple, deviennent dès lors accessibles au parti et à ses militants. Ainsi, l'AKP consolide-t-il par ce biais son pouvoir, par l'intégration des associations philanthropiques à son modèle d'Islam néolibéral.

Au rôle de la municipalité et des agents de l'Etat central dans la mise en œuvre de la nouvelle politique sociale s'ajoute donc celui des institutions religieuses, dont l'activité dans le quartier a nettement augmenté entre 2009 et 2014. Nous avons constaté au chapitre précédent qu'un élément important de l'ancrage social de l'AKP tient dans l'image de ce parti comme promoteur et protecteur de la vie religieuse. Si l'AKP a, en grande partie, neutralisé l'extrémisme islamiste en absorbant les radicaux dans la structure du parti et les intégrants dans une société de marché (Tuğal, 2009), il encourage néanmoins « l'islamisation » de la vie quotidienne (Karaman, 2013, Kaya 2015). Il en retire ainsi des avantages indéniables que nous avons constatés sous la forme de nombreuses expressions spontanées de remerciements et de louanges de la part des habitants, heureux de pouvoir faire chez eux des réunions de lecture du Coran « sans fermer les volets », de porter sans crainte le voile dans la rue, ou encore de constater que « maintenant, les enfants apprennent les prières ». Au delà de l'encouragement de ces sentiments pieux, les organisations religieuses, en particulier les confréries et les fondations caritatives sunnites, jouent désormais un rôle central dans la distribution des aides sociales. Ces organisations prennent leur place dans l'ensemble public/privé dont nous avons commencé à dessiner les contours dans les développements précédents.

Le lien entre religion et néolibéralisme n'est pas du au hasard ; bien au contraire. Nous pouvons voir dans ce renouveau religieux un élément supplémentaire de la gouvernementalité néolibérale, qui produit des formes d'informations, des procédures techniques et des modes de jugement. Dans le contexte turc, Kaya (2015) voit dans ce mouvement une reconfiguration en profondeur des politiques de l'Etat providence qu'il analyse en termes de gouvernementalité néolibérale. Dans l'idéologie néolibérale, le rôle de la politique sociale n'est pas de distribuer des ressources, mais d'aider les individus à gérer les risques en se reposant avant tout sur la famille, la religion et les organisations bénévoles de foi engagées dans la provision des biens sociaux et autres formes de communauté. Ainsi, selon certains chercheurs (Buğra et Candaş 2011 ; Kaya 2015 :49 ; Göçmen 2014), l'AKP partage les responsabilités de l'Etat providence avec des associations bénévoles religieuses et des confréries. Le rôle central de ces organisations, ainsi que le partenariat avec les entreprises, s'inscrit dans le cadre du nouveau « *welfare mix* ». (Eder, 2010)

Ce retour vers les institutions religieuses comme agents de la politique sociale implique une relation duale. Les fondations, confréries et autres institutions aident les citoyens, mais à leur tour reçoivent le soutient de l'Etat. Nous avons vu au chapitre précédent

l'importance de l'encouragement et l'assurance de sécurité donnée par la municipalité dans la décision des fondations religieuses de s'implanter dans le quartier. Après 2009, la municipalité de Başakşehir distribue également l'assistance matérielle aux institutions religieuses : aide aux mosquées et écoles coraniques ou collaboration du parti avec les confréries et fondations caritatives sunnites. Un exemple de cette politique est la concession d'un terrain pour trente ans par la municipalité à la fondation TÜRGEV, (*Türkiye Gençlik ve Eğitime Hizmet Vakfi* « Fondation de service à l'éducation et aux jeunes de la Truquie ») destiné à la construction d'un édifice religieux. Il s'agit là d'un exemple concret de chevauchement des sphères politique et caritative : le fils de Tayip Erdoğan siège à son conseil d'administration ; le maire Mevlut Uysal fait partie de son assemblé générale.[451] Cette politique de soutien à la vie religieuse devient ainsi indissociable d'une politique plus vaste de soutien matériel à la vie quotidienne, politique qui transforme le nouveau modèle de politique sociale néolibéral (Eder, 2010) en arme électorale redoutable. A cette fin, en plus d'intensifier son ancrage direct, l'AKP cherche des associations religieuses comme partenaires. Ces fondations caritatives sont généralement liées à une confrérie religieuse. Nous observons deux fondations jouant un rôle particulièrement important dans les élections : Suffa et Bilim ve İnsan. Les deux adhèrent à « l'organisation parapluie » TGVT, *Türkiye Gönüllü Teşekküller Vakfi* « Organisation Volontaire de la Fondation Turque », qui réunit cent ONG utilisant la religion comme stratégie organisationnelle. En plus des organisations purement caritatives, ce groupe contient des groupements d'entreprises et des instituts de recherche d'orientation conservatrice participant à l'activité caritative (Buğra et Candaş 2011 : 522). La fondation de Suffa a été établie par la confrérie Kırıncı Hoca Grubu, qui se situe dans la mouvance de l'école Nurcu (Sabah 2004)[452], et la fondation de Bilim ve İnsan est quant à elle liée avec la confrérie Süleymancılar. Son fondateur est un ancien parlementaire AKP Turan Kıratlı. Cette association a donné un soutien ouvert à Erdoğan lors des élections présidentielles de 2015.[453] Elles jouent un rôle d'institutionnalisation et de rationalisation de l'accès à l'aide. En partenariat avec cette fondation, la municipalité a favorisé la multiplication des écoles coraniques et des cours religieux pour femmes et enfants. Ces nouveaux outils renforcent l'ancrage du parti à l'intérieur du quartier, ce qui permet à l'AKP de s'implanter dans une société de plus en plus fragmentée.

[451] "Başakşehir Belediyesi Dini Tesis Alanı Teşınmaz Araziyi Türgev'e Verdi", *t24*, 06.02.2015, http://t24.com.tr/haber/basaksehir-belediyesi-dini-tesis-alani-tasinmaz-araziyi-turgeve-verdi,286287, consulté le 28.05.2015

[452] "Bir Bakışta Nurcu Kuruluşlar", Sabah, 23.12.2004, http://arsiv.sabah.com.tr/2004/12/23/gnd113.html, consulté le 28.05.2015.

[453] "Süleyman Efendinin talebelerinden Erdoğan'a destek" *timetürk*, http://www.timeturk.com/tr/2014/08/09/suleyman-efendi-nin-talebelerinden-erdogan-a-destek.html, consulté le 28.05.2015.

Cette nouvelle gouvernance de l'état social en Turquie, à son tour, a profondément marqué l'offre associative et caritative, donnant naissance à de nombreux partenaires privés potentiels. Plus de la moitié des associations philanthropiques turques ont ainsi été établies depuis l'arrivé au pouvoir de l'AKP, et une grande partie du reste date de la période immédiatement précédente, lors de la montée en puissance de l'Islam politique, à l'époque du parti de la prospérité (*Refah*), précurseur de l'AKP. Seulement deux associations philanthropiques ont été établies avant la décennie 1980. Le budget moyen de ces associations est en moyenne de neuf millions de dollars. Elles dispensent des aides matérielles, telles produits d'épicerie, essence, vêtements ou transferts en argent liquide – par exemple pour les bourses des étudiants et le paiement des loyers. Le public des associations philanthropiques se trouve parmi les citoyens en situation de pauvreté extrême, inéligibles pour les provisions de l'Etat et de l'assistance sociale, car non couverts par les caisses d'assurance « bismarckienne » évoquées précédemment. Ces associations travaillent sur la base du bénévolat et leur financement provient de donations (Göçmen 2014 : 93). Göçmen (2014) suppose que l'augmentation duen nombre d'associations philanthropiques est lié au climat politique basé sur l'alliance entre le néolibéralisme et le conservatisme, qui reconstitue le régime d'assistance sociale. Buğra et Candaş (2011 : 518) vont plus loin, en proposant une vision altérée de l'Etat : « *Le recours aux formes traditionnelles ou contemporaines de soutien social trouvées dans les relations de parenté, la bienfaisance privée et la philanthropie se situent dans un cadre institutionnel complexe qui intègre l'État ainsi que des acteurs non étatiques. En conséquence, ce qui est répandu aujourd'hui, c'est un brouillage (blurring) des frontières entre l'État, le secteur privé et la société civile* ». Ce « brouillage », selon ces auteurs, renforce le poids des institutions traditionnelles telles que la famille. A ce constat, nous pouvons ajouter que le rôle des institutions religieuses dont nous analysons ici la démarche, s'en trouve lui aussi consolidé. Il est important de rappeler dans ce contexte le constat fait au chapitre précédent, selon lequel l'action de ces organisations religieuses s'appuie fortement sur les ressources de l'Etat, qui leur fournit soutien financier et garantie de sécurité. Ainsi, l'AKP met en avant, et profite, de son caractère religieux et de ses liens privilégiés avec des institutions religieuses, mais également de ses liens étroits avec les institutions étatiques.

En plus de sa gestion des aides publiques, l'AKP peut ainsi profiter politiquement de l'aide provenant de sources purement privées, comme les entreprises et les organismes de charité religieuse, directement à destination des habitants du quartier. Selon la présidente des branches féminines de Şahintepe 2, les aides en nature émanant de la fondation de *Bilim ve*

İnsan Vakfi ont été distribuées[454]. De manière semblable, des vêtements d'occasion sont distribués par les initiatives caritatives des militants de l'AKP. Ce positionnement de l'AKP en tant que contrôleur d'accès aux aides publiques et facilitateur du regain d'activité culturelle et religieuse renforce son ancrage et sa puissance d'attraction. Cela sert à mobiliser les électeurs conservateurs, à réunir des informations démographiques et politiques sur les résidents et à promouvoir l'identification diffusée par le parti, avec une vision traditionnelle de la justice sociale et économique. Pour un parti qui s'est identifié clairement au travers de réformes de marché néolibérales, cette identité alternative de se situer au-dessus de l'éthique de marché, du fait de son profond attachement à la vie religieuse, confère une légitimation indéniable à toutes ses actions. Cette démarche marque une compréhension claire de la part du parti des dimensions morales et symboliques de la politique et de sa capacité à renvoyer une image de loyauté. La facilitation des activités religieuses, longtemps officiellement interdites, est appréciée par les femmes du quartier, même si elles ont quelques hésitations sur les plans de développement urbain. La différence est évidente pour les résidents du quartier. Selon les termes de l'une habitante, Naciye, : «*j'apprécie beaucoup Tayyip Erdoğan. Ils ont ouvert les cours de Coran ici. Avant, personne ne savait comment faire namaz « prière rituelle ». Maintenant, ils enseignent la religion aux jeunes ».*[455]

Le lien avec la politique électorale n'est pas difficile à identifier. Selon les travaux de Marwell (2009), les associations jouent un rôle de recomposition des liens de clientèle dès lors que les politiques publiques sont gérées par les associations. Dans ce cas, les élus distribuent les contrats gouvernementaux, les subventions et les politiques publiques aux associations qui deviennent, pour ces dernières, autant de ressources. Les associations, à leurs tours, distribuent emplois et services sociaux. Les associations peuvent en contrepartie orienter leurs membres à soutenir les candidats qu'elles veulent. La machine électorale se trouve ainsi recomposée de manière indirecte, mais efficace. Certaines différences entre la situation aux USA décrite par cet auteur et nos observations en Turquie sont évidentes, mais la comparaison soulève néanmoins une dynamique commune. Dans notre cas, ce sont les ressources des associations caritatives religieuses qui sont distribuées comme s'il s'agissait de ressources du parti. Même dans les cas où les fondations religieuses font eux-mêmes la distribution, le rôle multi positionnel des militants AKP, présents aussi bien au sein du parti que dans ces mêmes fondations, assure l'identification des fondations avec le parti. Cette

[454] Entretien non structure, Birsen Ayvaz, la présidente de la branche féminine de Şahintepe 2, Şahintepe, 17. 03.2014

[455] Entretien collective, Naciye, habitante, Şahintepe, 28.02.2014.

œuvre caritative devient ainsi une nouvelle source pour les relations clientélistes. Ce clientélisme privé semblerait positionner le parti en dehors des relations de distribution, mais par l'action des militants, il s'y retrouve. La privatisation des politiques sociales transforme en effet la notion de citoyenneté, minimisant l'importance de droits généraux au profit de l'assistance caritative, mais cela ne fait qu'augmenter son rôle d'instrument de mobilisation partisane en la renvoyant dans le registre de la réciprocité et de l'obligation. Si cette nouvelle gouvernementalité cherche à autonomiser le citoyen vis-à-vis de l'Etat, c'est en le liant dans une relation de dépendance étroite envers le parti dominant.

Cette relation de soutien mutuel entre parti et organisations religieuses fournit également des occasions supplémentaires pour la pédagogie politique. Nous avons vu au chapitre précédent que les enseignantes des écoles orientent les participantes de ces écoles vers le parti, conseillant ouvertement de soutenir l'AKP lors des élections[456]. Le soutien des enseignantes, tout comme l'appréciation du soutien à la vie religieuse, renforce un respect général pour l'autorité. La mentalité est celle que nous avons déjà observée : « *Şeriatın kestiği parmak acımaz* – le doigt coupé par la loi de la Sharia ne ressent pas de douleur » – ce qui signifie, que si la loi ordonne, nous devons obéir sans hésitation. Cité par une militante à propos des transformations urbaines, c'est une mentalité que nous avons en effet souvent observée parmi les femmes.

7.2.4 Politique sociale et pédagogie politique

Considéré de manière la plus générale, le résultat de ces multiples transformations de la politique sociale est qualifié par (Buğra et Candaş 2011 : 518) de « brouillage » (*blurring*) des frontières entre l'État, le secteur privé et la société civile. Ce brouillage, nous l'avons vu, est particulièrement évident au niveau local. Il nous incombe de rappeler ici la multi positionnalité des militants de l'AKP que nous avons aussi vu occuper des postes à responsabilités dans des fondations caritatives religieuses, ainsi que l'importance du rôle de la municipalité dans l'implantation des fondations. Du rôle de courtiers de charité joué par les autorités municipales et du brouillage à tous les niveaux entre privé en public, nous parvenons de nouveau au constat que les militants (et surtout les militantes) de l'AKP se retrouvent en première ligne de l'action militante. Ils sont le visage d'une politique sociale en même temps néolibérale et suivant les normes et les valeurs traditionnelles.

[456] Entretien non structuré, militantes Birsen et Emine, 27.03.2014.

Nous constatons que l'AKP se trouve dans une position plus forte pour faire de la pédagogie politique, du fait de cette ambiguïté émanant aussi bien de la politique (néolibérale et conservatrice) que des acteurs (militants, représentants de l'autorité publique, bénévoles d'associations caritatives et religieuses). Les aspects conservateurs de la politique et la présence des militants de l'AKP dans les lieux et les institutions religieuses soulignent leur proximité avec le peuple – et pour autant augmente leur considération par les habitants, comme dignes de confiance, confiance renforcée par l'utilité évidente des prestations et les services rendus par les militants pour les assurer. L'aspect arbitraire de l'allocation, noté par de nombreux observateurs cités ci-dessus, ne fait que renforcer le potentiel de domination du parti. Nous retrouvons la logique de Padioleau (1982 : 214), lorsqu'il constate dans les municipalités communistes françaises que « *des procédures plus classiques transformant des citoyens en clients apparaissent quand la distribution de biens est, avec plus ou moins d'intensité, discrétionnaire* ». Le contexte religieux de la distribution, dans les cas évoqués dans cette section, ne fait qu'augmenter les liens affectifs qu'elle crée. Il contribue à la transformation de l'aide matérielle en capital symbolique (Bourdieu 1990 : 123) au profit de l'AKP. Celui-ci, à son tour, appelle à la reconnaissance et à la réciprocité, mais surtout à la construction de confiance. Le militant, la militante, et le parti tout entier, par leur association avec la bienfaisance et l'orthodoxie religieuse, deviennent des personnes, et une institution, à qui l'on peut « confier des résultats importants … les mettant en risque en cas de malfaisance, d'erreurs ou d'échec » Tilly (2005 : 12). Au registre de l'intérêt et de la « normalité » redéfinie évoqués au chapitre précédent, nous pouvons ainsi ajouter un élément supplémentaire de confiance. La légitimité acquise par les militants et le parti à travers l'œuvre caritative menée de concert avec les organisations religieuses rend plus crédible le discours des militants sur la transformation urbaine.

L'importance des politiques sociales dans la démarche pédagogique ne s'arrête pas à ce constat de domination par l'échange clientéliste. Le contenu même des politiques transformées contribue à l'appropriation de la logique néolibérale. Ce constat, nous l'avons vu, est fait de manière générale par de nombreux observateurs de la politique sociale internationale (Rose, 1996 ; Larner, 2000b) et turque (Kaya, 2015). Dans notre cas, nous avons noté à de multiples reprises que les prestations suivent une logique relevant plus de la charité que des droits ; elles sont offertes et peuvent éventuellement être négociées. Cette logique est désignée par Roy (2009) comme une « *politique de compensation* », par contraste avec une « *politique de confrontation* » basée sur des droits absolus définis par avance. Nous avons eu l'occasion de noter que la logique de cette politique de compensation se retrouve de

plus en plus souvent dans le discours des habitants au sujet de la politique foncière et du logement. Il est donc acquit désormais que la politique sociale lui sert de terrain d'apprentissage.

7.3 *Destek Kart* : un instrument néolibéral d'aide sociale

Nous faisons une place à part dans notre analyse de la politique sociale à la *Destek Kart*, la « carte de soutien ». Il s'agit d'une carte de paiement informatisée, fournie depuis 2010 par la municipalité de Başakşehir sur la base des besoins des familles les plus défavorisées. Ce choix analytique tient à plusieurs éléments qui différencient cette politique de toutes celles passées en revue dans la section précédente. Premièrement, il s'agit d'une création locale et récente ; contrairement aux politiques issues du tournant néolibéral de 1980, voire même de 2002, celle-ci permet de comprendre les changements électoraux et cognitifs survenus à Şahintepe entre 2009 et 2014, ainsi que les écarts constatés entre les résultats locaux et la tendance nationale. En second lieu, nous verrons que le contenu même de cette politique se prête de manière beaucoup plus directe que celles que nous avons vues jusqu'à présent à notre questionnement. Finalement, la *Destek Kart* joue un rôle dans un projet plus vaste de la municipalité de Başakşehir pour se positionner au niveau international, parmi les innovateurs du modèle de « ville intelligente ».



Photo 7-c : *Destek Kart*

SOURCE : Photo prise par la site d'internette de la municipalité de Başakşehir

http://www.basaksehir.bel.tr/icerik/451/destek-kart-nedir-?open=474

A tous ces niveaux, la *Destek Kart* peut être analysée comme un instrument politique au sens de Lascoumes et Le Galès (2004 : 13), à savoir comme « ... *un dispositif à la fois technique et social qui organise des rapports sociaux spécifiques entre la puissance publique et ses destinataires en fonction des représentations et des significations dont il est porteur ».* Il ne se limite pas à dessiner les contours d'une conduite appropriée, mais est censé structurer l'action collective pour parvenir à certaines fins et en éviter d'autres. L'usage par ces auteurs du pluriel dans cette citation n'est pas un hasard. Rien n'assure, en effet, qu'un instrument donné n'organise qu'un seul rapport social, ou ne relève que d'une seule signification. Notre hypothèse, dans cette section, est que la *Destek Kart* structure les rapports sociaux sur deux registres distincts. En premier lieu, cet instrument fournit une parfaite illustration de l'utilisation des ressources municipales pour alimenter les relations clientélistes et, ce faisant, nous offre l'élément de notre cas qui se rapproche le plus de la situation décrite par Padioleau (1982). Dans son second registre, cet instrument nous permet d'aller plus loin que Padioleau (1982) ne l'a fait, car il s'agit d'un instrument qui sert à soutenir l'expansion de marché ; y participer se révèle être un apprentissage par l'action à la démarche libérale. L'un comme l'autre, ces registres renforcent l'entreprise de pédagogie politique, centrale dans notre analyse du succès électoral et cognitif de l'AKP auprès des résidents de Şahintepe.

Le registre politique de cet instrument s'apparente à ce que nous avons vu dans la section précédente ; cette carte est un exemple supplémentaire qui nous montre la relation symbiotique entre néolibéralisme et clientélisme, et nous fait comprendre en quoi le clientélisme est important pour la mobilisation électorale. En ce qui concerne le registre critique de soutien au marché, trois éléments distincts seront analysés. Pour les destinataires de cette politique, tout d'abord, cet instrument pourrait créer une effet semblable à celui qu'analysent Buğra et Sınmazdemir (2007 : 106-107) pour le revenu de base inconditionnel (*basic income*), même si cette carte n'est pas distribuée universellement et demeure soumise à des critères d'éligibilité. Selon ces auteurs, les tensions psychologiques des couches défavorisées pourraient être réduites s'ils savent qu'ils peuvent apporter chaque jour une petite quantité de nourriture à la maison. Ici, les chercheurs soulignent l'importance de la continuité des aides, ce qui permettrait de penser et même de planifier l'avenir. La communication publique de l'équipe municipale laisse comprendre qu'elle est consciente des contradictions possibles entre cette logique et celle du marché. Sur son site web, nous pouvons lire : « *Le but de la Destek Kart n'est pas d'habituer le gens à la paresse ; le but est de soutenir nos citoyens qui essayent de se maintenir dans la vie dans des conditions*

difficiles »[457]. Nous retrouvons ici un élément familier du discours libéral, la crainte que tout soutien social ne serve de contre-incitation au travail, au sens de Polanyi (2009) et de son analyse de la destruction par les libéraux anglais du 19e siècle de « *l'ancienne loi sur les pauvres* » pour la remplacer par le système de férocité bien connu à travers, entre autre, les romans de Charles Dickens. Dans le cas actuel, en revanche, l'aide devient acceptable dans le contexte libéral parce qu'elle est associée à une politique destinée à soutenir l'action des habitants les plus démunis dans la dynamique quotidienne du marché. Un second élément de soutien du marché dans ce programme est que l'utilisation de la carte est limitée à certains commerces de Şahintepe. Elle peut ainsi être perçue comme une subvention indirecte aux commerçants versée par la municipalité. Nous qualifions celle-ci de subvention « indirecte », non pas au sens commun ce cette expression, à savoir une d'exonération d'impôt, mais plutôt parce que l'existence de cet instrument garantit un volume accru de ventes aux commerçants, à travers les achats supplémentaires fait par les habitants défavorisés du quartier grâce à cette aide régulière fournie par la municipalité. Ainsi cet instrument ne sert pas seulement à l'aide sociale, mais aussi à renforcer le marché local en organisant, pour reprendre la formule de Lascoumes et Le Galès (2004) « des rapports sociaux spécifiques entre la puissance publique et ses destinataires », prenant en compte que ces « destinataires » dépassent le spectre des seuls foyers recevant la carte. Finalement, nous verrons que ce rapport au marché passe aussi par la place de cet instrument dans un dispositif technologique plus large, dont le but est de faciliter l'accès à la concurrence internationale et attirer des investissements à Başakşehir. Elle fait partie du positionnement de la municipalité en tant que « *smart city* ». L'analyse présentée dans les pages suivantes commence par une mise en situation de l'instrument, de ses origines et de l'explication officielle de son *fonctionnement* ; nous abordons ensuite les deux registres analytiques esquissés ci-dessus.

7.3.1 La « *Destek Kart* » vue par ses créateurs : fonctionnalité et légitimation

Instrument nouvellement créé, la *Destek Kart* ne fait pour le moment l'objet d'aucun travail scientifique. L'analyse que nous en faisons doit donc se baser sur l'observation directe et les propos tenus par les membres de l'équipe municipale responsable de sa mise en place et de son fonctionnement. Dans ce premier paragraphe, nous considérons la manière dont ces derniers expliquent et justifient leur projet. Nous développerons ensuite une analyse critique.

[457] Site officiel de la municipalité ; page d'explication de la Destek Kart : http://www.basaksehir.bel.tr/icerik/407/destek-kart?open=402.

7.3.1.1 Mise en place d'un instrument novateur

Dans le contexte des nouvelles politiques sociales évoquées dans la section précédente, une innovation importante pour atteindre encore plus de résidents des quartiers défavorisés a consisté dans la distribution, à partir d'août 2010, de l'aide matérielle avec la création de la *Destek Kart* « carte de soutien ». La *Destek Kart* prend donc la forme d'une carte de paiement, régulièrement rechargée, qui peut être utilisée pour l'achat de nourriture, de vêtements (après 2011) ou de fournitures scolaires dans certains magasins locaux. La carte est nominative, portant la photo de la bénéficiaire et n'est accessible qu'aux résidents de l'arrondissement. Elle est accordée prioritairement aux femmes ; et aux hommes, dans le cas où le foyer ne contient pas de femme[458].

Aujourd'hui en Turquie, nous commençons à observer des variations de cette innovation dans d'autres municipalités sous contrôle de l'AKP. En 2014, la municipalité d'Üsküdar a également commencé à distribuer une *Destek Kart* aux habitants défavorisés. Dans leur cas, il s'agit d'une carte de paiement Visa distribuée par la banque « Vakıfbank », valable uniquement dans les commerces de l'arrondissement d'Üsküdar[459]. La *Destek Kart* de Başakşehir, par contre, n'est pas le résultat d'un partenariat avec une banque. Ainsi, toute transaction monétaire est traitée par la municipalité, ce qui implique un système informatisé que nous allons décrire ci-dessous. L'arrondissement de Beyoğlu a lui aussi mis en place une application semblable à la *Destek Kart* : la *Beyoğlu Kart*, avec là aussi des différences. Ces cartes ne sont valables que dans des magasins exploités directement par la municipalité[460]. La *Destek Kart*, en revanche, est utilisable dans des commerces privés locaux ; la municipalité n'exploitant pas de magasin à destination des plus démunis[461]. Selon les données recueillies par la direction des affaires des aides sociales de la municipalité de Başakşehir le 13 mars 2014, cinq magasins de nourriture et deux de vêtements permettent l'utilisation de la carte de soutien à Şahintepe. Pour les commerçants liés à ce programme, l'éligibilité est liée à des règles précises. Ils doivent avoir un permis municipal et disposer d'au moins 150 m^2 et d'un lecteur de code barre, ne pas employer de personnel non-déclaré à la sécurité sociale, ne pas avoir de condamnation judiciaire, et ne pas vendre de contrefaçons, de produits périmés, ou illicites.

[458] "Bir sosyal belediyecilik örneği: Destek Kart", *Başakşehirbülteni,* numero: 15 juin 2011 p:12.
[459] "Üsküdar'da Kumanya Dönemi Destek Kart ile Bitiyor", *Milliyet*, 17.06.2014, http://www.milliyet.com.tr/uskudar-da-kumanya-donemi-destek-kart-istanbul-yerelhaber-251601/ consulté le 03.05.2015.
[460] "Beyoğlun'da para geçmeyen market", *Milliyet*, 28.02.2014, http://www.milliyet.com.tr/beyoglu-nda-para-gecmeyen-market-/gundem/detay/1843862/default.htm consulté le 04.05.2015.
[461] Bir sosyal belediyecilik örneği: Destek Kart", *Başakşehirbülteni,* numero: 15 juin 2011 p:12.

ENCADRÉ 8 : *Destek Kart* – comment sont calculées les prestations ?

Selon les données recueillies par la direction des affaires des aides sociales de la municipalité de Başakşehir le 13 mars 2014, le montant de la recharge est 200TL (66 euros, au taux de 2014) avec un supplément de 5 TL (1,6 euros) pour chaque enfant entre six et dix-huit ans. Dans le cas d'enfant ayant perdu l'un de ses parents, pour chaque enfant, la famille aura droit à 5 TL d'aides supplémentaires. L'obtention et la fréquence de rechargement de la carte sont liées aux revenus mensuels du foyer divisés par le nombre de membres de la famille. L'éligibilité d'une famille et le niveau de soutien sont déterminés par la direction des affaires sociales de la municipalité. Le seuil pour recevoir une carte de soutien rechargée tous les mois est un revenu par personne inférieur à 1/6 du salaire minimum légal net. Pour l'année 2014, cela correspond à un revenu par personne inférieur à 141 TL (47 Euros). Ce seuil est supérieur à celui des aides nationales, qui était de 96 TL (32 Euros) pour l'année de 2011. Si le revenu par membre de la famille s'élève au quart du salaire minimum, elle reçoit le rechargement tous les trois mois. Si le revenu par membre de la famille est d'un tiers, la famille reçoit le rechargement tous les six mois. Si le revenu par membre de la famille est de la moitié, la famille reçoit le rechargement une fois par an. Depuis 2011, l'usage de l'informatique rend possible *Akıllı Destek Kart* « la carte de soutien intelligente ». Cette innovation technique a permis d'élargir les catégories d'aides pour prendre en compte d'autres critères. Les familles de « première catégorie », c'est-à-dire celles qui reçoivent une recharge tous les mois, ont droit, une fois par an, à un crédit pour achats de vêtements. Pour chaque membre de la famille, 100 TL (33 Euros) sont rajoutés à la carte pour cet usage1. En cas de besoin médical, par exemple, la carte peut être utilisée pour l'achat de matériel, comme une chaise roulante.1 Des familles ayant perdu leur logement suite à un incendie peuvent avoir des crédits pour l'achat de matériaux de construction.1. Les utilisatrices peuvent voir quand la carte est rechargée, la somme qui a été dépensée, et la valeur dont elles disposent pour chaque catégorie de dépenses. La « carte intelligente » permet également d'ajuster les critères d'éligibilité. Pour des personnes n'ayant pas de loyer, propriétaires de leur logement, le rechargement se fait au niveau supérieur (i.e. tous les trois mois, au lieu de tous les mois). Les revenus des personnes âgées de moins de seize ans ne sont pas pris en compte. Parmi les critères, un en particulier souligne la philosophie libérale qui sous-tend ce projet : pour un foyer contenant des personnes entre dix-huit et soixante ans ne travaillant pas, la mère de famille exceptée, le rechargement se fait au niveau supérieur (i.e. tous les trois mois, au lieu de tous les mois). Néanmoins, quelle que soit sa situation, une famille possédant une voiture postérieure à 1994, ou qui refuse de déclarer le modèle de sa voiture, n'a pas le droit d'obtenir la *Destek Kart*.

Pris dans leur ensemble, les critères d'éligibilité à la *Destek Kart* s'inscrivent aussi bien dans une logique libérale (interdiction d'utiliser la carte comme prétexte pour ne pas travailler) que dans la continuité d'une logique conservatrice (qui n'est pas unique à la Turquie) de la sécurité sociale, par son acceptation que le rôle de la mère de famille se trouve au foyer, et non pas à l'extérieur, au travail. Nous pouvons y voir un exemple supplémentaire du constat fait par Buğra et Candaş (2011 : 517) quant à la réforme de la politique sociale en

général, selon qui « les éléments traditionnels, socialement conservateurs et tendant à préserver la structure de la famille, deviennent de plus en plus dominants ».

Ces multiples niveaux, critères et prestations demandent une masse importante d'informations. Dans un premier temps, les renseignements sont fournis par des fonctionnaires municipaux qui effectuent des visites de maisons dans chaque foyer ayant déposé une demande de *Destek Kart*. L'enquête de terrain réalisée à cette occasion contient 250 questions, dont 196 sur le niveau économique[462]. Selon Şadıman Kutay[463], fonctionnaire aux affaires de l'aide sociale de la municipalité, les réponses à l'enquête renseignent un système informatique utilisant un logiciel intitulé *Digikent* « Digiville », qui permet le suivi en temps réel par la municipalité des dossiers au fur et à mesure que ceux-ci sont créés par les enquêteurs. Le directeur des affaires sociales de Başakşehir nous a donné le nombre total des utilisateurs des cartes de soutien à l'échelle de l'arrondissement.

TABLEAU 7-A

Utilisateurs de la *Destek Kart* à Başakşehir par catégorie

Nombre total d'utilisateurs dans l'arrondissement de Başakşehir: 2014	**7274**
Chaque mois	1842
Chaque trois mois	1621
Chaque six mois	2463
Chaque année	1368

SOURCE : Directeur des affaires sociales de la municipalité de Başakşehir, 13 mars 2014

Pour le seul quartier de Şahintepe, le chef du bureau des aides sociales, Ayhan Bahçeli, nous a indiqué qu'en mars 2014, 3390 familles participaient à ce programme[464]. Par contre, ce même interlocuteur nous a dit que les informations chiffrées sur le nombre d'utilisateurs n'étaient pas entièrement fiables. Il est possible de savoir à un moment donné combien il y a de bénéficiaires. Il n'est pas possible, en revanche, de restituer avec précision l'évolution historique de ce chiffre, les entrées et sorties du système pouvant être imparfaitement comptabilisées. Selon lui, une raison à ceci est que le système d'informatique

[462] Bir sosyal belediyecilik örneği: Destek Kart", *Başakşehirbülteni,* numero: 15 juin 2011 p:13.
[463] Entretien, Şadıman Kutay, la fonctionnaire à la direction des affaires et aides sociales et présidente de l'assemblée des femmes du conseil de ville de Başakşehir, Municipalité de Başakşehir, 20.06. 2012.
[464] Entretien, Ayhan Bahçeli, le chef du bureau des aides sociales, La municipalité de Başakşehir, 13.03.2014.

gérant la *Destek Kart* est tout récent[465]. Comme indiqué ci-dessus, le principe même de la *Destek Kart* a été inventé localement, et les agents de la municipalité ont du se former eux-mêmes au système de suivi informatique. Cet aveu d'imprécision génère une série de questions supplémentaires. Le système permet en principe à la municipalité de modifier la fréquence de rechargement dans le cas où les revenus de la famille changeraient : comment les autorités seraient-elles informées de l'évolution des revenus d'une famille, sachant que ceux-ci proviennent très probablement d'activités informelles ? Une réponse évoquée dans nos entretiens avec les responsables de ce programme est la surveillance mutuelle. Une famille qui abuse de l'aide sociale risque d'être dénoncée par ses voisins. Nous verrons ci-dessous que cette surveillance est surtout l'œuvre de l'organisation du l'AKP et des réseaux associatif proches du parti. Dans un cas comme dans l'autre, nous sommes dans le registre analysé par Pérouse (2005a : 133), où la politique sociale ciblée au niveau de la famille peut devenir source de « *jalousie et médisance* ».

Ce qui est certain, c'est que les données relevées ne sont pas partagées ouvertement. Les informations nous ont été fournies par les individus indiqués, qui ne nous ont pas permis de regarder les documents officiels. Selon Ayhan Bahçeli, entre le 01.01.2014 et le 13.03.2014, il y aurait seulement onze nouvelles personnes enregistrées au programme de carte de soutien[466]. Les rumeurs qui courraient dans le quartier, par contre, nous le verrons ci-dessous, laisse voir une toute autre réalité. De manière générale, l'appareillage technique et informatique de ce programme, d'apparence neutre et apolitique, ne nous dit pas tout sur son fonctionnement. Avant d'en proposer une analyse critique, il nous semble important de détailler la manière dont ce nouvel instrument nous a été expliqué et justifié par ces créateurs. Parmi les discours que nous avons entendus, plusieurs nous ont semblé particulièrement importants : ils mettent en avant d'une part la moindre stigmatisation et la compatibilité de cette carte avec les valeurs culturelles, religieuses et historiques des habitants, et d'autre part sa supériorité en tant qu'instrument de soutien économique, surtout par rapport aux aides en nature, perçues comme inefficaces. Nous commençons par ce dernier aspect.

[465] *Ibid*.
[466] *Ibid*.

7.3.1.2 Les registre de légitimation de l'instrument : efficacité et moralité

La mise en place de la *Destek Kart* est liée par ses créateurs aux besoins locaux et, en particulier, à certains dysfonctionnements avérés des systèmes traditionnels d'aide en nature, comme par exemple les colis de nourriture distribués à l'époque du Ramadan. Selon, l'ancien maire adjoint, Mehmet Şahin,[467] pendant les distributions des aides du Ramadan par la municipalité en 2009, le directeur des affaires du nettoyage (*temizlik işleri müdürü*) lui avait indiqué que les pois chiches secs distribués dans ces colis se retrouvaient systématiquement dans les poubelles des quartiers du centre « *orta mahalleler* », expression qui désigne les quartiers précaires de l'arrondissement – Ziya Gökalp, Güvercintepe, Altınşehir et Şahintepe – qui se trouvent entre les zones bourgeoises de Başakşehir et Bahçeşehir (voir chapitres 2 et 3). Apres avoir effectué une recherche dans les quartiers, Mehmet Şahin[468] a appris que les pois chiches étaient jetés à cause du coût de cuisson, trop élevé par rapport à sa valeur nutritive. Selon Mehmet Şahin, une habitante indiquait que, pour faire cuire ces légumes secs, elle devait dépenser 25 TL (8,3 euros), soit plus de la moitié d'une bouteille de gaz. Ainsi, les habitants les jetaient pour ne pas supporter ce coût. Ici, nous retrouvons l'analyse de Buğra et Keyder (2003), selon laquelle les aides en nature génèrent des frais considérables pour les administrations publiques, sont inefficaces sur la production, la consommation, tout en étant déshonorantes pour ceux qui les reçoivent. Une autre anecdote provenant de la même source illustre une autre faiblesse des livraisons directes d'aide en nature. Mehmet Şahin[469] nous a relaté une anecdote portant sur le mécontentement des femmes du quartier suite à des livraisons d'aide chez elles par des transporteurs qui ne retiraient pas leurs chaussures avant de rentrer dans les maisons – ce qui témoigne non seulement un manque de respect, mais crée également du travail de nettoyage supplémentaire pour les femmes.

Selon les responsables de la municipalité, un avantage de la *Destek Kart* est que cet instrument ne crée pas de stigma, comme pouvait le faire les distributions en nature de nourriture ou de charbon – ou tous les voisins pouvaient voir qui bénéficiait des aides. Dans ce contexte, l'analyse du rapport coût-efficacité a permis au maire adjoint d'envisager une autre solution. La provenance de cette solution nous en dit beaucoup sur la mentalité des responsables municipaux, car deux postulats de départ nous ont été évoqués – un moderne et

[467] Entretien, Mehmet Şahin, ancien maire-adjoint, candidat à la canditure de la municipilité de Başakşehir, Bakırköy, 21.01.2014
[468] *Ibid*.
[469] *Ibid*.

libéral, l'autre ancien et religieux. Selon Mehmet Şahin[470], l'idée de la *Destek Kart* lui est venue en voyant une publicité pour carte de paiement « jeunes », à valeur bloquée, de la banque Akbank. Ce même interlocuteur nous a également raconté une autre histoire expliquant les origines de cet instrument. Selon cette version alternative, la *Destek Kart* est inspirée des pierres d'aumône, qui faisaient partie de la tradition de solidarité sociale chez les Ottomans. « *Lorsque nous pensons à cette application, nous pensons à l'exemple des pierres d'aumône. Comme la pierre d'aumône, nous voulons créer un système où ni le donneur, ni le preneur ne remarque l'autre »*[471]. Dans la période Ottomane, les pierres d'aumône étaient des colonnes hautes d'un mètre et demi à deux mètres, avec un creux au milieu, placées en général à proximité des mosquées, des tombeaux, des bibliothèques ou encore des grandes places. Deux ou trois marches se trouvaient à côté de la pierre, permettant de laisser de l'argent dans le creux au milieu. Ceux qui voulaient aider les pauvres en faisant des dons se rendaient sur ces lieux dans l'obscurité de la nuit et y déposaient leurs aumônes. Par la suite, les personnes dans le besoin allaient récupérer juste le montant dont ils avaient besoin. Le reste était laissé aux autres nécessiteux comme eux. Ces pierres d'aumône avaient une mission importante. Grâce à elles, les pauvres ne mendiaient pas, tandis que les riches ne voyaient pas les personnes qu'ils aidaient.

Il est facile, bien sur, de trouver des différences entre cette coutume et la pratique de la *Destek Kart*. Bien que la *Destek Kart* contribue à préserver l'anonymat du bénéficiaire aux yeux de ses voisins, les noms des bénéficiaires sont connus de la municipalité. Le donateur, pour sa part, ne se cache pas ; il s'agit de la municipalité, même si elle peut obtenir des ressources financières de la part du secteur privé. C'est justement ce dernier élément qui interdit d'évacuer trop vite la métaphore des pierres d'aumônes. Nous avons vu dans les discussions évoquées ci-dessus qu'après 2005, les municipalité ont mis en place des fonds sociaux alimentés par des contributions faites par des entreprises privées (Buğra et Keyder, 2006 ; Buğra et Candaş 2011), donnant à la municipalité un rôle de « courtage » qui occulte les mains des donneurs. Dans un certain sens, ainsi, la municipalité elle-même joue le rôle de pierre d'aumône qui occulte le donneur et le receveur mais – et nous abordons là la vraie différence – en se rendant elle-même plus visible, et cela de deux manières. L'attribution de l'aide par la municipalité marque d'abord une grande différence avec la présence, fréquemment citée dans la littérature académique sur le clientélisme, des courtiers de proximité dans la distribution matérielle, qui devient ainsi personnalisée – comme dans

[470] *Ibid*.
[471] *Ibid*.

l'exemple bien connu de « Matilda » dans les travaux d'Auyero (2000,1999). Dans notre cas, la municipalité et le parti profitent de d'occultation des donateurs privés, ce qui les rend plus puissants et plus dominants dans les relations clientélaires. Nous retrouvons ici le problème indiqué par Buğra et Candaş (2011), selon qui les ressources et les dépenses d'aide sociale des municipalités sont opaques ; cela correspond bien à nos observations de terrain. Bien que nous ayons demandé le budget de la carte de soutien à notre interlocuteur, l'actuel directeur des affaires sociales, il n'a pas osé nous fournir un chiffre précis. Seul l'ancien député maire chargé des affaires sociales nous a indiqué de manière assez générale que le budget de la carte de soutien était de six millions TL (2 millions d'Euros) en novembre 2012.

Un dernier registre de légitimation tient dans l'efficacité de cet instrument pour la consommation. La différenciation de l'aide sociale dans la consommation par le biais de cette carte est évidente. Comme nous l'avons indiqué plusieurs fois, les habitants peuvent acheter les produits qu'ils veulent dans les commerces locaux. Le système informatique auquel la carte est reliée enregistre leurs achats dans le système de la municipalité. Selon, Bekir Selçuk, le directeur de l'informatique, les habitants des quartiers défavorisés ont préféré acheter des couches pour bébé et des fruits. Mehmet Şahin, sur sa période de mandat, nous a dit que les fruits et les jouets pour enfants été particulièrement prisés des habitants. Au final, il s'agit d'un instrument social efficace, autorisant simultanément liberté de choix et dignité personnelle, en accord avec les principes du marché néolibéral et de la charité ottomane.

Voici comment est présenté la *Destek Kart* par ceux ses responsables. Dans quelle mesure faut-il prendre leurs explications au premier degré ? Nous verrons ci-dessous que d'autres raisons à l'existence de cet instrument ne sont pas difficiles à trouver. Il ne s'en suit pas pour autant que les justifications évoquées ici ne possèdent aucune valeur analytique. La légitimation d'un instrument d'inspiration néolibérale – puisqu'il s'agit d'un programme centré sur le marché et mettant en avant le rôle de la puissance publique – par référence aux besoins de la vie quotidienne des habitants et à une coutume religieuse ottomane est en cohérence parfaite aussi bien avec la politique vernaculaire (White 2007) qu'avec la ligne idéologique plus générale de l'AKP, telle que nous l'avons analysée au chapitre précédent. Nous ne cherchons pas à contredire cette ligne officielle : les « rapports sociaux » qu'elle évoque sont en effet induits et les « significations » portées (Lascoumes et Le Galès, 2004 : 13) par l'instrument en question. Nous verrons dans l'analyse qui suit, par contre, qu'ils ne sont pas les seuls.

7.3.2 Vers une analyse critique

La justification officielle de la *Destek Kart*, nous l'avons vu, nous en dit beaucoup sur les moyens et motivations des hommes qui l'ont conçue et mise en œuvre. Pour aller plus loin dans l'analyse, nous devons néanmoins apporter un regard critique à ce point de vue. Deux éléments nous semblent de première importance, chacun à sa manière reliant la *Destek Kart* au sujet central de notre enquête, à savoir l'appropriation par les habitants du programme néolibéral de la transformation urbaine protée par l'AKP. Nous considérons dans un premier temps l'usage de cet instrument dans la domination et la mobilisation politique, et ensuite son rôle dans l'apprentissage d'une vision néolibérale du fonctionnement du marché.

7.3.2.1 Un instrument de domination dans un contexte clientéliste

Il n'est pas particulièrement surprenant, dans le contexte de la discussion de la politique sociale présentée dans la deuxième section de ce chapitre, que la *Destek Kart* ait servit d'instrument de mobilisation électorale pour l'élection de 2014. La littérature académique sur le clientélisme (Briquet (1997, 1998, 1999), Combes Vommoro (2012 ; 2015) Padioleau (1982) ; Auyero (1999 ; 2000) nous fournit de nombreux exemples illustrant la proposition selon laquelle les relations clientélistes basées sur des réseaux de relations sociales continues alimentant la réciprocité font preuve d'un pouvoir de mobilisation bien supérieur à celui induit par une simple transaction matérielle. La mobilisation électorale autour de la *Destek Kart* a participé à l'ancrage des militants de l'AKP dans les réseaux de sociabilité détaillés au chapitre précèdent. Dans les développements qui suivent, nous analysons le rôle de la *Destek Kart* dans la mobilisation électorale et poursuivons notre enquête sur la transformation du point de vue des individus, relativement aux projets urbains. Les liens entre cette politique sociale d'une part et la politique urbaine d'autre part sont, nous le verrons, multiples. L'une et l'autre appartiennent au répertoire idéologique néolibéral et contribuent à son appropriation. De plus, la *Destek Kart* offre un cas exemplaire de la dynamique suggérée par Briquet (1999 : 9), dans laquelle la domination durable s'établit par le fait que les « dominés » la considèrent comme un service. De cette manière, cette politique reproduit l'effet attribué par Hibou (2011 : 44, 45) aux distributions gracieuses des sultans ottomans consistant à « *relier la solidarité à l'obéissance et à la discipline de soi* ». Cette domination largement acceptée de l'AKP en tant que force politique, mais aussi morale, contribue de manière importante à la transformation cognitive au cœur de notre problématique. Nous l'avons déjà noté dans le contexte religieux, le discours des militants sur

la transformation urbaine bénéficie, par association de la légitimité acquise par le parti, autant par son utilité sociale que par sa conformité avec les codes culturels ambiants.

En période de campagne électorale, les membres de l'AKP ont été visibles dans le quartier, traitant les demandes pour la *Destek Kart* et autres aides. Le bureau électoral du parti est ainsi utilisé à cette fin, en période de campagne, pour les grandes réunions publiques comme les petits déjeuners pour les femmes (voir chapitre 6), pour lesquels celles-ci les patientent longuement pour obtenir de l'aide matérielle. En observant les femmes du quartier lors de ces occasions, il est évident qu'elles considèrent le parti et ses militants non seulement comme une source d'aide ponctuelle au moment des élections, mais également et surtout comme un point d'accès aux aides sociales officielles de la municipalité. Elles viennent en particulier demander des visites à domicile afin d'obtenir la *Destek Kart*. Les membres du parti notent chaque demande en inscrivant dans des cahiers l'adresse et le téléphone des demandeurs. En même temps, elles remplissent le formulaire d'adhésion pour l'AKP (voir dans l'annexe le formulaire d'adhésion). Apres cette prise de rendez-vous, les militantes du parti effectuent des visites à domicile. Ces visites ne sont pas censées remplacer celles qu'effectuent les fonctionnaires municipaux, développées ci-dessus, mais il est évident que les habitantes les considèrent comme une démarche préliminaire utile, et peut-être nécessaire. Un rapport positif de la militante facilite et accélère les procédures officielles. Lors des visites auxquelles nous avons assistées, il est arrivé que les militantes transmettent sur le champ leur avis à un contact personnel à la municipalité.

Contrairement aux réunions à domicile, évoquées au chapitre précédent, les visites de maison ne réunissent pas un groupe élargi de femmes. Elles sont courtes et durent en moyenne dix minutes. La visite est réalisée dans une maison avec sa seule habitante. Les militantes arrivent sans avertir chez le demandeur de la carte de soutien, qui fait l'objet d'une inspection imprévue. Les militantes regardent l'état de la maison et ont une conversation rapide. En général, les habitantes sont silencieuses et se gardent bien de faire des demandes particulières ou de critiquer le parti. Dans cette logique, les habitantes son placées, et se positionnent elles-mêmes, au plus bas niveau de la hiérarchie sociale, du fait de cette surveillance, vécue comme un instrument de domination. Le pouvoir de l'AKP est ainsi renforcé par ces visites d'inspection – provoquées, ne l'oublions pas, par une demande explicite des familles, qui les subissent – qui peuvent donner lieu à récompense, discipline ou punition (dans la mesure où l'aide demandée peut être refusée). Cette inspection inattendue, mais désirée, définit le contrôle, la hiérarchie et l'inégalité des relations sociales entre les

militantes et les habitants. En d'autres termes, ce rite d'inspection représente l'incarnation du parti dans les institutions publiques et consolide sa domination envers les habitants. Ce rôle des inspections inattendu a été observé dans différents pays et différents contextes. Ferguson et Gupta (2002) évoquent ainsi l'exemple en Inde des fonctionnaires de plus haut niveau de programme d'Anganvadie (*Integrated Child développement service programme*), qui utilisent des inspections inattendues comme instrument de contrôle et de discipline centrale, rappelant ainsi la hiérarchie de l'Etat aux fonctionnaires situés à un niveau inférieur. Dans ce cas comme dans le nôtre, c'est le supérieur qui se déplace à un moment de son choix, maitrisant aussi bien l'espace et le temps. Le mode de conduite des visites à domicile est la démonstration de ces inégalités ; la mobilité spatiale et temporelle des militantes de l'AKP souligne ainsi le fait que leur fonction est de contrôler les habitants.

La fonction de contrôle ne se limite pas à la seule détermination d'éligibilité et aux visites de maisons. Comment savoir qui est éligible à quoi, et si la situation d'une famille a évolué depuis la première visite? L'ancrage social du parti nous fournit au moins une part de la réponse. Le président de l'organisation du l'AKP de Şahintepe 1, Adem Karaşin, nous a ainsi expliqué: *« Je suis le président de l'organisation du quartier de l'AKP. A Şahintepe, je connais tous les problèmes de A à Z. J'ai essayé d'empêcher l'obtention de la carte de soutien pour les familles non nécessiteuses : l'homme a la maison, la voiture, mais demande quand même la carte de soutien. Il essaie de s'octroyer les droits des pauvres. Moi, je canalise les demandeurs à la municipalité en choisissant les pauvres. J'ai une équipe de cinq à six personnes. Je leurs fait faire des enquêtes sur les conditions financières des demandeurs »*[472]. Selon ce même interlocuteur, les habitants peuvent en principe utiliser différents canaux pour faire une demande de carte de soutien. *« Il y a des personnes qui viennent faire la demande chez nous, d'autres par le biais de Muhtar ou par eux-mêmes. Mais après, les équipes municipales viennent et réalisent une enquête »*[473]. L'essentiel est là : les équipes municipales, nous l'avons vu tout au long de ce chapitre et du précédent, se confondent dans l'esprit des habitants avec l'organisation du parti. Quel que soit le point d'accès initial, le potentiel de contrôle de l'AKP demeure. Ce potentiel peut être poussé encore plus loin, devenant une menace diffuse mais efficace empêchant tout comportement contestataire. Un exemple qui nous a été rapporté illustre ce propos. Le premier octobre 2013, le *Muhtar* de Güvercitepe, un quartier proche de Şahintepe, a tenté d'organiser une manifestation contre le projet de la municipalité. Très peu de citoyens, pas plus de quarante,

[472] Entretien, Adem Karaşin, président de l'AKP de l'organisation de Şahintepe 1, le président de l'association de pays de la ville Çorum du village Sungurlu İkizli, Şahintepe, 02.06.2012
[473] *Ibid.*

se sont mobilisés. Selon un président d'association, la raison principale est qu'ils avaient peur d'être photographiés par *zabıta* la « police du maire »[474]. Les personnes ainsi repérées, pensaient-ils, risqueraient de perdre toute aide sociale. Cette politisation perçue de l'aide est ainsi liée à la difficulté de toute mobilisation contre les projets fonciers de la municipalité. Même si l'AKP ne réussit pas toujours à convaincre les habitants du bien-fondé des projets de zonage, les politiques municipales rendent difficile toute mobilisation contre eux.

Pour toute son importance, néanmoins, cette fonction de contrôle n'est pas la seule attribuable à l'instrument que représente la *Destek Kart*. Dans l'esprit des militantes elles-mêmes, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, les visites ne représentent pas une relation de domination. Dans nos conversations avec elles, il était évident que les militantes se voyaient comme effectuant une mission sociale et religieuse à laquelle elles croient véritablement. Ce n'est pas seulement à cause de leur croyance dans le parti, mais par sentiment d'un devoir d'aider les plus démunis. Ici, l'économie morale joue un grand rôle dans la transaction matérielle et la régulation des rapports politiques. Car dans la transaction matérielle, il s'agit aussi de transaction de valeur et de sentiment (Briquet (1997, 1998, 1999), Padioleau 1982, Vannetzel 2007, Combes et Vommoro 2012 ; 2015). Dans notre cas, les militantes nous ont expliqué qu'elles étaient engagées dans une mission de « *zekat* » : devoir religieux d'aider les pauvres, qui forment le troisième millier de l'Islam. De nouveau, nous trouvons un des éléments de « l'habitus militant » (Fretel, 2004 : 78) de l'AKP tourné vers la réalisation par le travail politique du devoir religieux d'aide aux nécessiteux. Ce sentiment de bienfaisance au nom de religion légitime le sentiment de justice des échanges. Cela ne les empêche pas, néanmoins, de dire directement aux gens que, s'ils adhèrent à l'AKP, leur demande d'aide officielle sera traitée plus rapidement.

Les enquêtes recueillies pendant les visites ont été utilisées comme un instrument supplémentaire de discipline, d'intégration au réseau partisan et de mobilisation électorale. Lors des visites à domicile, les militantes du parti réalisent la même enquête que lors de la réunion à domicile, *AK Parti İstanbul İl Kadın Kolları İlçe Başakşehir Sohbetleri Anket Formu,* « Formulaire d'enquête des réunions à domicile de la branche féminine de la ville d'Istanbul, arrondissement de Başakşehir » en profitant pour recueillir des informations économiques et démographiques sur les ménages. Le questionnaire n'est pas toujours suivi de manière précise ; les militantes éliminent parfois des questions, si elles considèrent que les

[474] Entretien, Önder Aras, president de l'association de de pays de la ville de Kars du village de Hacıveli , 30.11.2013, Altınşehir.

habitants demandent toujours les mêmes choses. De même, elles écrivent sur un formulaire les demandes qu'elles considèrent comme les plus importantes, comme l'emploi par exemple, même si les habitants ne le demandent pas explicitement. Les militantes encourageant les résidents à s'inscrire au parti, si elles ne le sont pas déjà, et demandent toujours si les habitants reçoivent les SMS de la part du parti.

Dans un autre registre, celui des habitantes elles-mêmes, la *Destek Kart* crée une relation de reconnaissance et de réciprocité. Nous avions noté ci-dessus que lors des visites de maison, les femmes sont généralement silencieuses. Elles expriment toujours, par contre, leur reconnaissance envers les activités du parti. Nous retrouvons le constat de Auyero (1999: 309), pour qui la reconnaissance « va de soi ». Ceux qui reçoivent des aides matérielles ou pratiques savent qu'ils sont redevables en retour, via, en l'occurrence, un soutien politique. L'objet de cette reconnaissance, par contre, n'est pas identique à ce qu'observe Auyero en Argentine, où « Matilde », courtier pour le parti péroniste, se sentait « *personnellement responsable de la distribution des choses* » (1999 : 314). De manière semblable, de nombreux chercheurs soulignent que les réseaux clientélistes latino-américains sont formés de multiples nébuleuses de courtiers détenant les aides sociales (Goirand 1998, Vommaro 2007 cité par Combes, Combes Vommoro 2012 : 24). Avec la *Destek Kart*, en revanche, l'organisation des aides sociales n'est pas du ressort de courtiers individuels. Une fois la carte allouée à une famille, le rechargement se fait par une procédure technique qui centralise le pouvoir, et n'est donc pas perçu par les clients comme une distribution provenant du courtier. Ce dernier ne devient jamais un personnage à titre individuel. De façon plus générale, bien que les distributions des aides sociales puissent être réalisées par différents canaux tels que les ONG ou la municipalité, les militants multipositionnels sont présents dans chacune de ces structures et font en sorte que le parti détienne, au moins en apparence, le monopole de la distribution des aides sociales. Cela diminue le pouvoir de négociation des électeurs, et déplace le sentiment de reconnaissance d'un individu, le courtier, vers une institution, le parti. Nous retrouvons ainsi l'analyse mise en avant par Padioleau (1982 : 218), dans laquelle le parti, plutôt que les élus ou militants, devient « l'objet ultime d'identification ». Dans notre cas, comme dans celui des municipalités communistes françaises, *« le client doit toujours percevoir le militant comme porteur du parti* ». Par la même logique, l'origine diverse des ressources distribuées est occultée par l'omniprésence de l'AKP et de ses militants. Il s'agit donc d'une double transformation : dans un premier temps des ressources provenant de sources multiples sont transformées, en passant par le budget municipal, en aide publique ; ensuite les aides publiques deviennent, au moins en partie, un bien privé à usage personnel.

L'efficacité de cette stratégie comme instrument de mobilisation électorale semble évidente pour les acteurs locaux. Selon plusieurs d'entretiens avec des présidents d'associations, cette carte a surtout une grande capacité à mobiliser les femmes. En créant des revenus réguliers, elle permet aux femmes de choisir ce dont elles ont besoin dans les magasins et leur donne une certaine indépendance par rapport à leurs maris. Selon une militante, de quartier AKP, « *les femmes venant des familles sympathisantes des autres partis dissent qu'elles vont voter pour l'AKP sans en parler à leur mari. Le premier souci des femmes est ce qu'elles rapportent à la maison. Est-ce que les hommes ont ce souci ? Ils sortent de la maison le matin et n'y reviennent que le soir. Les femmes considèrent donc tout ce qu'elles rapportent elles-mêmes à la maison comme un avantage* »[475]. Il peut arriver que cette stratégie soit poussée trop loin ; nous avons ainsi observé certains contre-exemples de domination rappelant l'analyse de Schedler (2004) pour le cas du Mexique où, depuis la crise d'hégémonique du PRI, les citoyens refusent de « vendre » leur vote, même contre de l'argent (cité par Combes et Vommoro, 2015) Lors du porte-à-porte du CHP, (voir chapitre 4), nous avons rencontré une habitante qui nous a expliqué que, bien qu'elle soit inscrite comme membre de l'AKP, elle désirait néanmoins montrer son affinité au CHP en remerciement d'aides reçues dans le passé. « *Permets moi de dire, dès le départ, qu'elles m'ont inscrite* à *l'AKP pour que je puisse bénéficier de l'aide. Je me suis même plainte de cette pratique* »[476] Ce cas, néanmoins, reste minoritaire. Nous avons plutôt constaté l'inverse lors de notre participation au porte-à-porte : des habitants, qui, même dans la nécessité, refusent d'accepter de l'aide provenant du CHP et mettent en avant leur loyauté envers l'AKP.

La pratique des visites électorales a ralenti tout à la fin de la campagne pour deux raisons : la première est que la militante qui avait un contact direct avec le département des affaires sociales ne pouvait plus travailler dans le quartier (voir le chapitre précédent). En même temps, la section de l'arrondissement a changé sa stratégie une dizaine de jours avant l'élection. Selon la présidente de la branche féminine du quartier[477], les instructions fournies aux militantes étaient que celles-ci ne devaient plus visiter les maisons si seulement une ou deux femmes étaient présentes ; ceci était considéré comme inefficace par les autorités supérieures. Mais les militantes ont choisi délibérément de s'y rendre, par sentiment d'obligation et devoir de charité envers les femmes qui étaient venues participer aux diverses manifestations et au bureau du parti, et avaient attendu longuement pour demander une

[475] Entretien, Lale, militante de l'AKP, Şahintepe, 7.03.2014.
[476] Observation participante, porte-à-porte du CHP, Şahintepe, 24.03.2014.
[477] Entretien, Birsen Ayvaz, la présidente de la branche féminine de Şahintepe 2, Şahintepe, 27.03.2014.

aide[478]. Nous retrouvons là la dimension morale dans l'échange et le fait que les relations personnalisées façonnent les manières dont la politique locale se déroule (Briquet 1997, Combes, Vommoro, 2012). Les visites, néanmoins, ont pris un aspect plus symbolique ; les militantes ont cessé de faire des enquêtes de terrain. Cela rappelle l'analyse de Mattina (2004), à Marseille, où, bien que les dirigeants manquent de ressources publiques pour la distribution, ils en perpétuent symboliquement les formes et les gestes. Les militantes ont aussi modifié leurs attitudes envers la distribution de cartes de soutien ; désormais, elles donnent le numéro de téléphone de la municipalité aux habitants qui font des demandes aux militants du parti pour le soutien public.

Ce redéploiement tactique des ressources humaines du parti juste avant les élections ne minimise pas l'importance plus générale de la *Destek Kart* comme instrument de mobilisation. Pendant une réunion à domicile, une candidate de l'AKP au conseil municipal déclare aux participants de la réunion que le maire accorderait la priorité pour l'obtention de la carte de soutien à ceux qui participent aux réunions électorales à domicile de l'AKP.[479] Ainsi, ce que nous observons, ce n'est pas un abandon mais plutôt une reconfiguration du pouvoir au sein du parti qui centralise le pouvoir au niveau supérieur et diminue quelque peu le rôle des militants de l'organisation du quartier. Nos interlocuteurs dans le quartier confirment la centralité du parti pour toutes les questions liées à l'aide sociale. Le président de l'organisation de l'AKP, Adem Karaşin[480], souligne dans nos conversations l'avantage que lui apporte son rôle de président de l'AKP, ainsi que son poste à la municipalité, ce qui lui confère un accès direct aux services municipaux, ainsi qu'à ceux de la préfecture. Le rôle du parti dans le traitement des demandes pour la *Destek Kart* et les aides sociales de manière plus générale a été particulièrement souligné par différents présidents d'associations de pays. Parmi les institutions sollicitées par les demandeurs d'aides ci-dessus, à savoir le *Muhtar*, les présidents d'association de pays et de mosquée, le plus important était l'organisation de l'AKP.

Cette importance généralement reconnue contribue à un dernier effet que nous avons déjà eu l'occasion de constater : l'affaiblissement des réseaux préexistants au profit de celui centré sur l'AKP. Plusieurs éléments contribuent à ce résultat. Le premier est que l'AKP et ses agents deviennent la seule entité qui peut « faire », diminuant la possibilité de

[478] *Ibid*.
[479] Observation participante, réunion à domicile, Şahintepe, 20.03.2014.
[480] Entretien, Adem Karaşin, président du quartier de l'AKP et le président de l'association de pays de la ville Çorum du village Sungurlu İkizli, Şahintepe, 02.06.2012

négociation des réseaux de solidarité, qui deviennent ainsi de plus en plus dépendants des ressources du parti. Il en résulte la rationalisation des procédures d'allocation des ressources et, par conséquent, un affaiblissement des réseaux de clientèle localisés. Autrement dit, les politiques du gouvernement actuel se traduisent plutôt par une reconfiguration de ces réseaux en faveur du parti au pouvoir et une diminution de l'influence des éminences locales, comme indiqué précédemment.

Deuxièmement, la distribution par la *Destek Kart* au sein de la société civile pourrait créer des divisions entre dirigeants d'associations, en mettant en cause leur légitimité. Les différences entre associations dépendent de plus en plus de l'état de leurs relations avec le parti. Il était une époque où les associations cherchaient les contacts avec des partis différents ; de plus en plus, les relations qui comptent pour avoir accès aux ressources sont uniquement celles avec l'AKP. Le président de l'association de la ville de la mer noire nous a expliqué l'ancrage du parti dans son association. *« Grâce à l'organisation de l'AKP, nous prenons les aides nécessaires par la mairie. Nous les distribuons aux nécessiteux. Nous avons des gens dans l'organisation du parti. Nous avons fourni deux personnes à l'organisation de quartier de l'AKP. Nous disons notre besoin à nos amis. Ils prennent les mesures nécessaires pour les examiner et, si nécessaire, dispensent les aides. Pendant la composition de l'organisation du quartier, le parti a demandé aux associations de mettre à disposition des personnes pour travailler dans l'organisation, c'est-à-dire des assistantes. Ce que firent toutes les associations. Nous avons suggéré deux personnes. Il existe actuellement deux personnes. Il y en a même plus. Mais il y a deux personnes actives. Seul le parti au pouvoir peut agir, car il a le pouvoir* [481] Ici aussi, bien sûr, il est possible d'aller trop loin. Selon Deniz Bakır[482], le président de l'association de pays de Tokat a recueilli les photocopies des cartes d'identité et les a envoyées à l'AKP pour inscrire ses membres pour la carte de soutien. Mais ses membres se sont aperçus qu'ils avaient été inscrits non seulement au programme mais aussi à l'AKP. Même si cela a été démenti par un autre membre de l'association et par le président de l'organisation de CHP, Murat Bakır[483], cette anecdote montre comment la demande de la carte de soutien peut provoquer des divisions internes, mettant en cause la légitimité d'un président envers ses membres. Du point de vue de l'AKP, cette dynamique ne peut qu'être avantageuse. Une division au sein d'une association de pays réputée fidèle au

[481] Entretien, Yücel Yıldırım, présiden de l'association de pays de la ville d'Ordu, Şahintepe, 03.06.2012.
[482] Entretien, Deniz Bakır, ancien habitant du quartier, avocat et issu de la famille de Bakır et délégué du CHP, Esenler,19.02.2014
[483] Murat Bakır, président de la commission de coordination électorale du CHP à Şahintepe, Bahçeşehir, 04.04.2014.

CHP, provoquée avant tout par le désir de participer au programme phare de la municipalité, renforce le prestige de cette dernière tout en affaiblissant ses concurrents politiques.

Le registre politique de l'instrument est ainsi complexe, comprenant des éléments de contrôle, de devoir religieux, de reconnaissance, de réciprocité et finalement de recomposition de réseaux. De manière générale, nous retrouvons ici les conclusions mises en avant à la fin de la section précédente : l'engagement du parti dans cette politique lui permet de transformer une ressource, en principe publique, en un échange au moins, en partie, clientéliste. Le rôle personnel des militantes doit être particulièrement souligné dans ce contexte.

C'est ici avant tout que nous retrouvons un parallèle au constat de Padioleau (1982 : 213). Dans le cas français, il avait noté que « *l'aide personnalisée qu'apporte le militant communiste tranche avec l'assistance bureaucratique qui, trop souvent, caractérise un service social* », et que, « *aux yeux du récipiendaire, le militant communiste possède des ressources d'information, d'influence, et tout bonnement du temps dont il ne dispose pas ou dont il n'est pas conscient* ». Le parallèle avec l'AKP suffit ici pour faire de ces constats un résumé de nos observations. En rajoutant les éléments de reconnaissance et de contrôle évoqués ci-dessus, nous pouvons comprendre en quoi cet instrument, plus que tout autre politique sociale, se prête à la fin de l'entreprise pédagogique. La multipositionnalité des militantes entre leur rôle technique et social lors des « visites de maisons » et leur démarche politique lors des réunions électorales renforce leur autorité et leur légitimité. L'usage fait de cette légitimité forge un lien avec la pédagogie politique directe et explicite explorée au chapitre précédent. Les militantes faisant des visites de maisons ne parlent pas à ces occasions de politique foncière ou de transformation urbaine, mais elles encouragent les habitants à s'impliquer politiquement, à s'inscrire au parti, à recevoir ses SMS ou à assister aux réunions politiques. Le registre de la réciprocité, souvent évoqué ci dessus, rend fort probable qu'elles le feront. Nous avons déjà noté, pour ne citer qu'un seul exemple, que les femmes demandeuses de la *Destek Kart* font partie des habituées des petits déjeuners politiques de l'AKP. Elles n'y viennent peut-être pas par motivation idéologique, mais plutôt pour des raisons personnelles et intéressées : retrouver leurs amies, faire plaisir aux militantes qui les ont aidées ou profiter de la nourriture gratuite ; mais l'essentiel n'est pas là. A chaque visite, elles entendent de nouveau les discours et les arguments du parti à propos du *Kanal Istanbul*, des bienfaits de la transformation urbaine, du rôle de la Turquie dans le monde. Nous rejoignons ici l'analyse de Hibou (2011 : 68, 69) sur la force des mots incessamment répétés qui, petit à petit, transforment les représentations. L'idéologie ainsi exprimée, comme

constate cette auteure, (70) « *a un impact sur le concret de la vie quotidienne* ». L'exemple dont il est question ici nous montre comment cela se produit : la confiance basée sur l'expérience, la réciprocité et la reconnaissance, la domination et la discipline, la répétition d'un message idéologique adapté aux normes et valeurs des habitants dans le registre de la « politique vernaculaire » : chacun de ces éléments joue son rôle dans l'évolution incrémentale des mentalités, avec le résultat que nous avons pu constater. La vision néolibérale devient, au sens de Hibou (2011), la normalité.

7.3.2.2 Un instrument d'apprentissage de l'économie de marché

La contribution de la *Destek Kart* à l'entreprise de pédagogie politique ne s'arrête pas avec sa fonction d'instrument de domination et de transformation des mentalités par le biais de l'idéologie. L'hypothèse centrale de cette sous-section est que l'instrument lui-même incarne les principes idéologiques néolibéraux que l'AKP cherche à inculquer aux résidents ; son usage en est un apprentissage. Cette hypothèse repose sur la nature particulière de l'idéologie néolibérale. Nous avons noté au chapitre précédent que Foucault (2004 :137) voit dans le néolibéralisme une manière de faire de toute politique un élément du projet libéral. La coupure avec la période précédente est nette. Pour Foucault (2004 :147), l'ancienne politique sociale, conçue dans le cadre de l'Etat providence post-1945, « *se fixe comme objectif une relative péréquation dans l'accès de chacun aux biens consommables* » ; c'est un instrument pour une socialisation de certains éléments de consommation qui accompagne l'apparition d'une forme de consommation collective. La politique fonctionne à travers des instruments de transfert d'éléments de revenu du type allocations familiales. Dans une économie de bien-être de type keynésienne, la politique sociale est une politique qui admet que plus une croissance est forte, plus la politique sociale, qui est en quelque sorte une composante de cette croissance, doit être active, intense, généreuse et la plus large possible. Ces principes, selon Foucault, ont été remis en cause par le changement économique. La politique sociale devient désormais un instrument de la « *capitalisation la plus généralisé possible pour toutes les classes sociales, avec pour instrument l'assurance individuelle et mutuelle, appelée politique sociale individuelle, qui aura pour instrument final la propriété privée. […] Il s'agit d'une individualisation de la politique sociale, une individualisation par la politique sociale au lieu d'être cette collectivisation et cette socialisation par et dans la politique sociale. Il ne s'agit en somme pas d'assurer aux individus une couverture sociale des risques, mais de leur accorder à chacun une sorte d'espace économique à l'intérieur duquel ils peuvent assumer et affronter les risques* » (2004 :149).

Ainsi, la politique sociale devient un instrument de la politique de croissance économique et de soutien au marché, plutôt qu'une politique combattant les défauts et manquements du marché, et cherche à les compenser. Dans son analyse, Foucault (2004) indique que ce nouveau libéralisme est un « *libéralisme sociologique* », c'est-à-dire une politique de société et non pas uniquement de l'économie. Ainsi, il souligne l'importance de l'activité de la société toute entière. L'objet de l'action gouvernementale est d'obtenir une société soumise à la dynamique concurrentielle. Cette politique cherche avant tout à produire l'homme d'entreprise et de production (2004 :152) et ainsi, selon lui, « *la démultiplication de la forme d'entreprise à l'intérieur du corps social […] constitue l'enjeu de la politique néolibérale* » (2004 :154). A travers nos observations empiriques, nous pouvons voir que la *Destek Kart* appartient au projet politique analysé par Foucault (2004) ; elle sert à une individualisation de la politique sociale et, en même temps, à encourager le développement des industries non-prolétariennes, des petites unités d'exploitation, par exemple des petits commerces dans Şahintepe. L'analyse générale de Foucault (2004) nous permet d'affiner et de préciser l'hypothèse particulière proposée ci-dessus dans le cadre de notre cas de recherche : la *Destek Kart* n'est pas une politique sociale servant à augmenter la socialisation, le sens d'appartenance à une collectivité, mais plutôt un instrument encourageant la participation individuelle de personnes issues des classes les plus démunies au marché, et fournit en même temps des subventions indirectes mais conséquentes aux petits commerces. Dans le contexte de la pédagogie politique de l'AKP, l'instrument devient un exemple vivant des principes centraux du projet néolibéral. Son usage par les habitants consiste, selon la même logique, en un apprentissage pratique à ce même projet. Aux paroles de la communication politique des militants et des élus, s'ajoutent ainsi les gestes quotidiens des habitants eux-mêmes. Nous postulons que cet apprentissage du marché dans la vie quotidienne facilite l'appropriation d'une approche par le marché à la politique urbaine basée sur les principes d'échange et de compensation. Un instrument de gouvernement néolibéral en soutient un autre. De sorte que l'un comme l'autre encourage l'inclusion et la participation.

Il convient de souligner la différence conceptuelle entre cette politique et les distributions en nature observées dans les chapitres précédents. En empruntant le vocabulaire de Esping-Andersen (1991), nous pouvons dire que l'aide en nature est avant tout un exemple de « démarchandisation » (*decommodification*), dont le but est de soustraire au marché une activité centrale de la vie – ici l'approvisionnement en nourriture. La *Destek Kart*, par contre, est avant tout une politique de soutien au marché, sa finalité étant de mieux intégrer des personnes jusqu'à présent marginalisées par le manque de moyens, tout en soutenant l'activité

des commerces. L'encouragement du geste d'échange marchand ne se limite pas ainsi aux seules familles recevant la carte. C'est le quartier tout entier qui est ciblé. Selon un commerçant local possédant une machine de *Destek Kart* dans son commerce, le revenu supplémentaire qui en résulte est de l'ordre de 40.000 TL (13.333 euros) par mois, bien qu'il y ait parfois des retards dans le paiement par la municipalité.[484] L'effet keynésien du « multiplicateur » doit être prix en considération dans ce contexte. Dans le cas de SNAP aux Etats-Unis, Moody's Analytics calcule que chaque dollar d'augmentation des prestations représente $1,70 de nouvelle activité économique.[485] Dans le contexte limité de l'arrondissement, nous pouvons supposer que la *Destek Kart* aura un effet semblable. Selon Mehmet Şahin, la municipalité avait dans un premier temps pensé ouvrir ses propres commerces, dans lesquels la carte pourrait fonctionner, comme dans le cas de la *Beyoğlu Kart* mise en place dans un arrondissement du centre historique d'Istanbul. Mais par la suite, ils ont décidé de passer des accords avec des commerçants locaux, pour que cette « subvention indirecte » puisse alimenter l'économie locale[486].

Un élément supplémentaire de cette politique est qu'elle remplace, dans de nombreux cas, la pratique de crédit accordé au cas par cas par les commerçants à leurs clients dans le besoin. Ce changement économique annonce le début d'un changement social ; le crédit au quotidien entraine nécessairement une relation de dépendance, et même de domination dyadique et personnalisée. Le commerçant devient, par l'acte même d'accorder le crédit, un patron. La nouvelle politique, dans la mesure où elle permet au client de payer plutôt que d'emprunter, va elle aussi créer des relations de domination et de dépendance, mais elles seront concentrées au niveau supérieur, celui de la municipalité, et ceci aussi bien pour les commerçants que pour les habitants. En effet, la participation au programme n'est possible que pour les commerces ayant passé un accord avec la municipalité ; nous pourrions supposer que les autres commerçants, n'ayant pas la machine de *Destek Kart,* ont pu voir leurs ventes diminuer. Ceci ouvre bien sûr la question du choix des participants. Un commerçant local de Şahintepe qui n'a pas l'autorisation d'utiliser la *Destek Kart* nous a indiqué que pour avoir un permis d'utilisation, il faut être partisan de l'AKP[487]. Comme il se dit « partisan de MHP », il

[484] Entretien, Fevzi, commerçant, Şahintepe, 28.03.2014.
[485] "SNAP" (*supplemental nutrition assistance program*) « Programme d'Assistance Nutritionelle Suplémentaire » est un programme fédéral aux USA qui fournit aux personnes à faibles revenus une aide financière dont l'usage est limité à l'achat de nouriture. Le moyen de distribution, comme dans le cas de la *Destek Kart,* est une carte de paiement informatisée. (http://www.cbpp.org/research/policy-basics-introduction-to-the-supplemental-nutrition-assistance-program-snap).
[486] Entretien, Mehmet Şahin, ancien maire-adjoint, candidat à la canditure de la municipilité de Başakşehir, Bakırköy, 14.02.2014.
[487] Entretien, Rıza, épicerie, Şahintepe, 22.03.2014

n'a pas les relations lui permettant de bénéficier de ces subventions indirectes par le biais de la *Destek Kart*[488]. Cela crée des relations de dépendance entre la municipalité et les commerces locaux. Cette dynamique nous rappelle l'analyse de Buğra (2009) de « *l'économie politique de l'aumône* » liant résidents et entreprises, dans notre cas les petits commerçants, dans un réseau de la dépendance à l'égard du parti. Dans son analyse, Buğra (2009) assimile ces aides à de la charité liant les trois différentes parties de la société : municipalité, entreprises et citoyens. Ici, nous pourrions supposer que le budget municipal augmenté par les aides d'entreprises privées a été indirectement transféré aux commerçants locaux. Nous retrouvons dans ces observations les deux éléments clés de la politique néolibérale, telle que celle-ci a été analysée en tant qu'instrument de gouvernement. Il s'agit d'encourager et d'accompagner les habitants les plus démunis pour un usage plus généralisé du marché dans la vie quotidienne mais, en même temps, de nier toute frontière artificielle entre l'économie et la politique. Les deux participent de manière indifférenciée à une entreprise de domination notablement renforcée par l'appropriation de la part des habitants, comme des commerçants, de ses principes et gestes.

[488] *Ibid.*

7.3.2.3 De la ville entrepreneuriale à la ville intelligente

Parallèlement à son rôle comme élément d'expansion du marché local, se trouve le rôle du système de carte de soutien dans le projet de la municipalité de liaison avec le marché international. Nous analysons dans cette section une vision progressiste, au sens d'une perpétuelle adaptation de l'innovation par la politique de l'AKP au niveau local. Cette adaptation a comme objectif de dépasser le marché local pour atteindre les réseaux internationaux. Une fois de plus, nous devons analyser cette politique en termes d'instrument, au sens de Lascoumes et Le Galès (2004 : 13), comme un dispositif censé structurer l'action collective pour parvenir à certaines fins et en éviter d'autres. Cet objectif, autant social que technique, est lié à la transformation urbaine de

ENCADRE 9 : Qu'est-ce que c'est qu'un « Living lab » ?

Au cœur de ce projet, se trouve le réseau ENoLL (*European Network of Living Labs*), auquel a adhéré Başakşehir en 2012. ENoLL est une création de l'Union Européenne, œuvre de la présidence finlandaise de 2006, dans le contexte de sa politique de soutien à la recherche et à l'innovation technologique et des divers PCRD dans le cadre du programme : *la société de l'information et des médias au service de la croissance et de l'emploi,* généralement désignée Initiative i2010. (DG INFSO, 2009).[1] Lancé par la Commission européenne en 2005, i2010 est présenté par celle-ci de la manière suivante : *« […] le nouveau cadre stratégique de la Commission européenne définissant les larges orientations politiques pour la société de l'information et les médias. Cette nouvelle politique intégrée vise notamment à encourager la connaissance et l'innovation afin de soutenir la croissance ainsi que la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité ».*[1] Le rapport le plus récent de la Commission à ce sujet (DG CONNECT, 2014 : 14) évoque un « *réseaux d'écosystèmes régionaux d'innovations* » comprenant plus de 300 membres situés principalement en Europe, sans toutefois exclue des implantations dans des différents pays comme la Chine, l'Afrique du Sud, le Brésil, etc. Les unités partenaires peuvent être de tailles et de finalités différentes. L'élément commun vient de la méthode dite ouverte d'innovation, au cœur de laquelle se trouve le principe de collaboration étroite entre les concepteurs et les usagés des technologies innovantes. Le principe des projets de ce type est qu'un consortium de partenaires (établissements universitaires et organismes de recherche, mais surtout, dans le contexte qui nous intéresse ici, des entreprises et collectivités territoriales) propose un projet, pour lequel ils reçoivent une aide financière de la part de l'Union européenne. Si beaucoup de ces projets sont centrés sur des entreprises, d'autres sont définis à l'échelle territoriale (DG INFSO, 2009 : 14).

Şahintepe, non pas parce qu'il y est déjà réalisé, mais parce qu'il donne des indices sur son avenir, et surtout sur les intentions et représentations de l'équipe municipale à propos de cet avenir. Dans ce contexte, la *Destek Kart* prend sa place dans la « vitrine technologique » d'une municipalité qui mise publiquement sur la modernisation et les liens avec les réseaux d'innovation européens. Le registre ici n'est plus celui de la politique d'assistance sociale. L'enjeu de la *Destek Kart* est d'être un élément de preuve pour montrer en quoi la politique sociale peut être technicisée et innovante, pour adhérer aux modèles des « réseaux ouverts d'innovation » par la création d'un centre de « *living lab* ».

Pour la municipalité de Başakşehir, le rôle important de centre « *living lab* » est de servir en même temps de pépinière d'entreprises locales et d'élément d'attraction pour les entreprises internationales. Dans cette logique, le système de la *Destek Kart* se trouve dans le dossier de demande d'adhésion de la municipalité au réseau ENoLL, comme élément de preuve de la vision de l'usage de la technologie. Avec son intégration dans le réseau ENOLL -- la municipalité de Başakşehir est la première en Turquie à recevoir le label de « *living-lab* » (laboratoire vivant) en Turquie – l'arrondissement devient en quelque sorte un terrain d'essai pour les produits innovateurs des entrepreneurs nationaux et internationaux. Si les retours d'expérience s'avèrent profitable, la municipalité deviendra un courtier entre l'entrepreneur et d'éventuels investisseurs pour que le produit en question s'ouvre au marché. Ainsi, la municipalité crée une « atmosphère d'incubation »[489] pour les entrepreneurs et un marché alternatif pour les investisseurs. Mevlut Uysal indique que l'avantage de cette manœuvre est de minimiser les dépenses de la municipalité en ouvrant la voie au secteur privé.[490] Cette atmosphère d'incubation s'est concrétisée par le bâtiment du *living lab*, construit dans l'arrondissement et mis à la disposition des entrepreneurs en tant qu'espace de production et « showroom », afin qu'ils puissent rencontrer clients et investisseurs. Dans certains cas, l'implication financière de la municipalité est plus directe. Selon Bekir Selçuk[491], la municipalité peut investir elle-même dans un projet si elle estime que l'innovation peut impacter positivement les citoyens. Un exemple consiste dans le système de santé mobile : un petit instrument qui peut faire dix-huit analyses de sang en cinq à dix minutes, évitant la nécessité de se déplacer en clinique. Cette machine a été créée par un entrepreneur, et la municipalité l'a achetée pour la déployer sur dix sites de l'arrondissement, y compris dans les quartiers précaires. Grace à cette machine innovante, les analyses de sang sont faites

[489] http://basaksehir-livinglab.com/BLL/hakkimizda/living-lab-nedir/
[490] Mevlüt Uysal, Kentsel Dönüşüm ve "LIVIN-LAB" (Yaşam Laboratuvarı) Hakkında Bloomberg HT Ana Haber'de Soruları Yanıtlıyor, youtube, 11 september 2012. https://www.youtube.com/watch?v=12_ufS8I6PQ consulté le 02.11.2014.
[491] Entretien, Bekir Selçuk, directeur du traitement de l'informatique, Başakşehir, 12.02.2014.

gratuitement pour les usagers. La municipalité a observé en trois mois que 10.000 personnes ont profité de ce service.

De manière plus générale, la contribution de la municipalité consiste à mettre en place l'infrastructure qui peut soutenir un tel laboratoire, comme l'installation d'un réseau fibre optique dans les quartiers favorisés de Başakşehir et Bahçeşehir, avec 1 GB de débit (par rapport au 10 MB ordinaires pour les installations domestiques). Elle a également mis en place l'obligation pour tout nouvel appartement d'incorporer des câbles Cat 6[492]. Ce que la municipalité a fait permet à des maisons ou des ensembles (destinés aux catégories sociales supérieures) de disposer d'une infrastructure permettant l'utilisation de la technologie inventée par les entrepreneurs du *living lab*. Son espoir est d'encourager ainsi une disposition plus générale à l'innovation parmi les citoyens. Un autre exemple de l'utilisation de la technologie en vigueur maintenant se trouve dans les containeur d'ordures « intelligents » qui envoient automatiquement un signal quand les ordures s'accumulent, afin de prévenir les équipes de collecte les plus proches. Le but est de diminuer les coûts – en l'occurrence ceux liés au fonctionnement des équipes de collecte en leur évitant des déplacements inutiles – en utilisant la technologie. Cela aurait en même temps l'effet de sensibiliser les citoyens à l'importance de la technologie. Ces améliorations d'infrastructure ne doivent rien coûter aux citoyens ou à la municipalité, car les partenariats stratégiques avec TTnet, Istanbul Design Factory, Startup Bootcamp prennent en charge les dépenses liées aux projets,[493] tandis que Superonline est le partenaire d'infrastructure[494] et assure à ses frais son installation.

Ce type d'usage de la technologie a comme finalité annoncée de transformer l'arrondissement en un lieu de maisons intelligentes, ce qui est l'une des thématiques centrales du modèle *living lab*[495]. Ce but nous a été expliqué par Bekir Selçuk, le directeur du traitement de l'information de la municipalité de Başakşehir, comme étant le projet d'avenir de Başakşehir. Son slogan l'indique : devenir un arrondissement d'une modernité exemplaire « *model şehir Başakşehir* »[496], la municipalité ayant l'objectif de créer un arrondissement exemplaire en termes d'innovation, à l'échelle d'Istanbul. Bekir Selçuk affirme que cet effet ne sera pas limité aux seuls logements pavillonnaires et grands ensembles pour les couches favorisées de la municipalité. Les quartiers précaires de l'arrondissement, y compris Şahintepe, vont s'adapter à ce système progressivement[497]. Le maire de Başakşehir, Mevlut

[492] *Ibid*.
[493] Site web du Living Lab de Başakşehir : http://basaksehir-livinglab.com/BLL/ekosistem/stratejik-ortaklar/
[494] Entretien, Bekir Selçuk le directeur du traitement de l'informatique, Şahintepe, 12.02.2014.
[495] Site web du Living Lab de Başakşehir : http://basaksehir-livinglab.com/BLL/hakkimizda/living-lab-nedir/
[496] Entretien, Bekir Selçuk le directeur du traitement de l'informatique, Başakşehir, 12.02.2014.
[497] *Ibid.*

Uysal, lors d'une interview au journal télévisé, a indiqué que ces zones précaires vont être démolies et reconstruites selon les nouvelles technologies. Après cette reconstruction, il s'attend à ce que la population de Başakşehir approche les 800.000-1.000.000 personnes – un chiffre qui représente une augmentation de 110% par rapport à la population actuelle[498]. Başakşehir doit être un exemple de ville « intelligente » (*smart city*) et la structure technologique doit être intégrée dans la structure urbaine afin d'attirer des travailleurs qualifiés et de transformer l'arrondissement en une zone entrepreneuriale, tout en minimisant les dépenses publiques. Selon Bekir Selçuk, dans les exemples européens de *living labs,* ils ont observé la diminution de chômage et l'augmentation de la production. Selon lui, la technologie sert les petites entreprises plutôt que les grandes. Les histoires des cas européens créent la possibilité d'enrichissement pour les entrepreneurs. Nous retrouvons ici l'analyse de Foulcault (2004 : 154), selon qui l'enjeu de la politique néolibérale repose sur « *la démultiplication de la forme d'entreprise à l'intérieur du corps social* ». En d'autres termes, « *il s'agit de généraliser, en les diffusant et en les multipliant autant que possible, les formes d'« entreprise » qui ne doivent pas justement être concentrées sous la forme de grande entreprise à l'échelon national et international. Il s'agit de faire du marché, de la concurrence et par conséquent de l'entreprise, ce qu'on pourrait appeler la puissance informant de la société* ». Une société de l'entreprise et de la production que les politiques néolibérales veulent produire. Concernant notre terrain de recherche, nous voyons clairement les applications de ces politiques, même si pour les quartiers précaires, elles en sont encore au stade des projets et des intentions.

Selon Selçuk[499], les habitants de l'arrondissement sont incités à utiliser les applications de la ville intelligente, car elles vont faciliter leur vie. Il a donné l'exemple de la médecine à distance ; via ces types d'infrastructures, les habitants peuvent se connecter avec les médecins et partager leurs problèmes au travers d'un écran. Un autre exemple est un système de caméra de surveillance pour sécuriser le citoyen contre le vol. Afin de concrétiser les applications de la ville intelligente, la municipalité, avec le partenariat de l'entreprise de construction Gül, a réaliser le projet de Sofa en construisant 200 maisons intelligentes dans lesquelles les produits de haute technologie domotique sont incorporés dans la vie quotidienne : contrôle automatique des rideaux, des fenêtres, des lumières, alarme anti-vol, *etc*. Mais le but de la municipalité n'est pas toujours de faire un partenariat de type de TOKİ,

[498] Mevlüt Uysal, Kentsel Dönüşüm ve "LIVIN-LAB" (Yaşam Laboratuvarı) Hakkında Bloomberg HT Ana Haber'de Soruları Yanıtlıyor, youtube, 11 september 2012. https://www.youtube.com/watch?v=12_ufS8I6PQ consulté le 02.11.2014 :

[499] Entretien, Bekir Selçuk le directeur du traitement de l'informatique, Başakşehir, 12.02.2014.

mais plutôt de construire un portail pour que l'application de haute technologie devienne utilisable dans tout l'arrondissement, même pour les maisons déjà construites. Autrement dit, la municipalité essaie de sensibiliser les citoyens pour créer une demande pour l'installation de produits de haute technologie chez eux. A cette fin, le bâtiment du *living lab*. aura un point d'accès informatique permettant aux citoyens de voir les produits d'innovation et d'apprendre à s'en servir à travers des ateliers pédagogiques proposés par la municipalité. Nous pouvons supposer que ce type de vie « intelligente » pourrait trouver une demande de la part des habitants de Bahçeşehir et Başakşehir, où les niveaux d'éducation et de revenus sont plus élevés. Est-ce que à Şahintepe, les habitants veulent ce type de changement ?

Selon notre observation, les habitants de Şahintepe ne sont informés ni du centre de *living lab* ni des changements visées par la municipalité. Même les présidents d'association qui ont des missions à la municipalité ne connaissent pas ses projets. Selon Selçuk[500], l'avenir de Şahintepe ne pourrait pas être conditionné à la volonté de la municipalité de Başakşehir, puisque le quartier est maintenant situé dans la zone de réserve. Si ces zones appartenaient à la municipalité, ils obligeraient la mise en place de l'infrastructure de technologie pour former les résidents à s'en servir. Une fois que la situation juridique du quartier sera réglée, la municipalité cherchera à avancer sur ces projets. Ce changement ne peut se concevoir uniquement au niveau de l'infrastructure physique. Quant on se souvient que le quartier manquait jusqu'en 2014 d'un système de canalisation d'eau, il est peut-être difficile de penser à l'adoption de l'infrastructure informatique soutenant la ville intelligente, mais cela ne demanderait en fin de compte que des moyens financiers. Plus difficile serait l'adaptation sociale. Celle-ci, nous l'avons noté, reste à faire : les habitants ne sont pas informés. Comment ces politiques néolibérales visant à augmenter le rôle de l'entrepreneur innovant pourrait-elles trouver leur place dans un quartier précaire comme Şahintepe ? L'analyse présentée dans les sections précédentes de ce chapitre fournissent la réponse à cette question. C'est au travers du clientélisme rénové et la pédagogie politique en même temps rhétorique et pratique que la municipalité et le parti cherchent à mobiliser les habitants des quartiers précaires derrière leur projet néolibéral, dont l'affichage de Başakşehir comme « ville intelligente » certifiée comme telle par un réseau européen est un élément important.

[500] *Ibid.*

7.3.3 La *Destek Kart* et la transformation urbaine

Le rôle de la *Destek Kart* dans les ambitions internationales de la municipalité d'arrondissement nous fournit un indice important pour comprendre sa démarche plus générale. L'enjeu à moyen terme, nous l'avons vu, est bien d'imposer de manière générale le modèle de la « ville intelligente », que nous proposons de percevoir comme une version du « *roll-out* » néolibéral (Peck, Tickell, 2002) à l'échelle municipale. Un élément important est l'inclusion dans ce modèle de la population des quartiers jusqu'à présent précaires. Nous avons ainsi analysé dans les développements précédents la contribution de la *Destek Kart* à la domination de l'AKP sur la vie quotidienne des habitants de Şahintepe, et le rôle de cet instrument comme apprentissage de la vision néolibérale du système de marché. Ce système, nous l'avons vu, est tout autant politique qu'économique et va bien au delà du simple libre échange pour incorporer un rôle central pour la puissance publique.

C'est ici que nous trouvons le lien entre la politique sociale technicisée et les projets de transformation urbaine à l'échelle locale comme métropolitaine. Dans les deux cas, il s'agit d'imposer comme la norme une vision du monde centrée sur l'échange négocié dans un cadre dominé par un capitalisme, dans lequel l'Etat joue un rôle régulateur. Les technologies servant à gouverner – *technologies of governing* (Roy, 2009 : 162) – qui, chacune à sa façon, encouragent l'inclusion des habitants au régime néolibéral. Nous avons vu tout au long de cette thèse que la politique foncière centrale à ce projet issu de l'idéologie néolibérale est centrée sur la négociation et la compensation. Ces techniques sont doublement innovantes. La négociation avec un interlocuteur unique, l'Etat, sous contrôle de l'AKP, remplace le courtage entres patrons individuels potentiellement rivaux ; la recherche de compensation remplace la confrontation en défendant l'existant. Il s'agit donc pour les populations précaires de participer à la dynamique néolibérale au lieu de la résister ou d'en être exclues. Ce même enjeu de participation se trouve au cœur de la *Destek Kart* : au lieu de « démarchandiser » (*decommodifier*) les produits de première nécessité comme la nourriture, cet instrument vise au contraire à permettre la participation au marché de ceux qui en étaient jusque là exclus par manque de moyens. La dynamique du clientélisme observée autour de cet instrument facilite et renforce ainsi la domination du parti, ainsi que l'insertion des habitants au système néolibéral, en facilitant une pédagogie politique dont le but et de normaliser cette transformation par l'usage d'images et d'exemples qui la concrétisent. Dans l'esprit des décideurs locaux, les deux « technologies servant à gouverner » se rejoignent autour du projet de « ville intelligente ». L'importance de cette vision se trouve dans l'éclairage qu'elle donne

sur la vision et les intentions des décideurs au niveau local. Pour eux, le consentement des habitants des quartiers tel que le nôtre à la vision néolibérale de la ville transformée passe nécessairement par leur inclusion. Il s'agit de déployer les instruments de domination de façon à induire chez cette population une gouvernance de soi – « *self rule* » (Roy, 2009 : 162) – en cohérence avec le *« roll-out* » du néolibéralisme. La *Destek Kart* joue donc pour la frange la plus démunie de la population un rôle semblable à celui des aides aux entrepreneurs innovants dans le cadre du « *living lab* ». Dans un cas comme l'autre, il s'agit de soutenir l'incorporation du groupe ciblé au marché dans un cadre contrôlé et dominé par l'autorité politique. Une fois que ceci devient « normal » (Hibou, 2011), la construction du consensus nécessaire autour des projets de transformation urbaine ne dépend que de la démonstration que ceux-ci aussi s'inscrivent dans cette même vision.

7.4 Conclusion

Nous avons analysé dans ce chapitre les multiples éléments qui relient, parfois de manière indirecte, l'usage à des fins politiques des ressources contrôlées par la municipalité d'une part et l'évolution des mentalités sur les questions liées à la transformation urbaine d'autre part. Il nous reste dans cette conclusion à souligner à quel point les dynamiques que nous avons analysées s'éloignent de celles que nous avions vues à l'œuvre dans ce même quartier cinq ans auparavant. La distribution matérielle à fin politique en tant que telle n'a rien de nouveau. Nous l'avions observée en 2009 à Şahintepe, et d'autres en font état dans des études similaires. Nos observations à cette époque, néanmoins, nous avaient amenée à nuancer l'efficacité politique de cette activité. L'effort déployé par l'AKP, en particulier, s'était soldé au niveau du quartier par un échec électoral. Les hypothèses centrées sur « *l'achat de voix* » (Stokes, 2005) comme sur la domination par l'aumône (Karaman, 2013) se trouvaient ainsi, sinon invalidées de manière générale, au moins falsifiées dans ce cas particulier. Une observation semblable peut se faire à propos des relations clientélistes. Celles-ci, nous l'avons noté, structurent la politique des quartiers comme le nôtre depuis leur établissement. Nous ne pouvons pas, ainsi, invoquer sans plus le préciser le clientélisme comme explication des changements observés.

La distribution matérielle, nous l'avons compris au travers de l'analyse présentée dans ce chapitre et les précédents, peut contribuer non seulement à la mobilisation électorale mais également à la légitimation d'un changement de politique – en l'occurrence les projets de transformation urbaine à l'échelle locale et métropolitaine – si elle est étroitement associée à

une entreprise de pédagogie politique. Le clientélisme, pour sa part, entre en symbiose avec le néolibéralisme, lorsque le rôle de patron est concentré entre les mains d'une seule organisation hégémonique, représentée à l'échelle de notre étude par la fusion de fait de l'équipe municipale et l'organisation locale de l'AKP. Dans ces conditions particulières, les modalités particulières du clientélisme évoluent, mais son importance n'en est que renforcée. Au clientélisme personnalisé centré sur la tolérance de l'occupation du terrain et de la construction informelle, s'est substitué un régime clientéliste institutionnalisé centré sur la politique sociale, dont le patron hégémonique est l'AKP. Nous avons pu analyser dans ce chapitre les diverses conséquences de cette évolution.

La position hégémonique de l'AKP, renforcée au niveau local par la fusion de fait entre l'appareil du parti et celui de la municipalité, permet une « *politique du faire* » (Goirand, 1998) élargie. Il est dans l'intérêt du « *patron hégémonique* » (Piattoni, 2003) de distribuer des biens publics aux citoyens de manière générale, en plus des biens particuliers réservés à ses partisans. L'amélioration du cadre physique et social du quartier peut ainsi être analysé comme faisant partie de la démarche clientéliste, surtout quand nous y ajoutons la persistance de ce que nous avons qualifié de « *politique du faire » « officieuse* », qui permet au parti et à ses agents d'assurer aux habitants une vie « *normale* » (Hibou, 2011) – par l'accès régulier à l'eau courante, notamment – même lorsque les règles officielles ne le permettraient pas. Comme dans les cas évoqués par cet auteur, ce clientélisme ne peut substituer sans la tolérance de fait de la puissance publique, et contribue de fait à la légitimer. Si cette politique d'amélioration du cadre de vie rajoute de manière générale à l'appréciation des habitants pour une équipe gouvernante qui à fait ses preuves – qu'ils ont déjà « essayée » (Vannetzel, 2007) – nous sommes néanmoins parvenus à la conclusion que dans les conditions d'incertitude sur l'avenir du quartier qui prévalaient au début de notre enquête, cette politique à elle seule ne pouvait être à l'origine de la « *confiance* » (Tilly, 2005) que nous avons vu émerger. Les améliorations, finalement, pourrait servir à autrui ; elles pourraient même être un signe précurseur de la « gentrification » du quartier et de l'expulsion des habitants actuels.

Un lien beaucoup plus direct, nous avons vu, existe entre l'appropriation par les habitants des idées néolibérales et l'ensemble de politique sociales qualifiées par Eder (2009) de *new welfare mix*. Celles-ci se prêtent simultanément à la construction de rapports clientélistes rénovée et renforcée et à une entreprise de pédagogie politique dont le but, à terme, est d'arriver à une situation où « *les échanges de faveurs ne sont qu'un élément secondaire dans la relation entre les électeurs et les élus »* (Padioleau, 1982 : 215-216).

Essentiel à la réussite de cette entreprise, un profond ancrage du parti et de ses militants dans la vie locale est nécessaire – ancrage dont nous avons analysé les conditions au chapitre précédent, et dont nous avions constaté l'absence au niveau local en 2009, suite à la réorganisation politique causée par la création d'un nouvel arrondissement. La participation dans la mise en œuvre de cette nouvelle politique sociale du « *système d'action* » constitué autour de l'AKP (Lagroye *et ali*., 2012), et en particulier d'organisations religieuses et caritatives, ne fait que renforcer la légitimité de la démarche et multiplier les occasions de pédagogie politique. L'ajout de la *Destek Kart* à cet ensemble de politiques sociales, finalement, ajoute à sa valeur pédagogique en renforçant la domination exercée par l'AKP en fusion avec la municipalité, et en offrant une politique sociale perçue par les habitants eux-mêmes comme supérieure dans sa continuité et son absence de stigmatisation. En impliquant non seulement les habitants, mais également certains commerçants, cet instrument technologique d'apprentissage au marché concrétise le discours néolibéral sur l'avenir.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Nous avons cherché dans cette thèse la réponse à une question centrale : Quels sont les mécanismes qui expliquent l'appropriation par des nombreux habitants visés par des projets de transformations urbaines du discours et des logiques néolibérales de ces projets ? Nos recherches ethnographiques à Şahintepe nous ont permis de l'aborder. Notre hypothèse initiale était que l'appropriation cognitive et normative n'est pas une dynamique spontanée venue d'en bas, mais plutôt le résultat d'une entreprise de « pédagogie politique » mise en place par l'AKP, parti politique dominant au niveau municipal comme national, et rendue possible par les rôles multiples et quelque peu ambiguës de ce parti, en particulier le profond ancrage social de ses militants et l'utilisation systématique de la distribution clientéliste de ressources d'origines publiques comme privées. L'analyse de nos observations de terrain nous a permis de valider cette hypothèse, mais aussi de la nuancer et de l'approfondir. Trois éléments d'approfondissement nous semblent d'une importance particulière et seront traités dans cette conclusion.

- Les multiples sens de « néolibéralisme » : modèle urbain ; idéologie partisane ; projet de société ;
- Le rôle du clientélisme recentré sur une politique sociale technicisée comme instrument non seulement électoral mais aussi pédagogique ;
- L'importance de l'échelon municipal en tant que variable intervenante clé entre le niveau global en local.

Avant d'analyser ces éléments d'approfondissement, il nous incombe de revoir de manière synthétique et systématique les étapes principales de la validation de notre hypothèse centrale. L'analyse de notre terrain nous a permis de vérifier la nécessité de la pédagogie politique, mais nous a également menée à modifier et élargir cette notion telle que présentée dans les travaux de Padioleau (1982). C'est par cette discussion que nous abordons ainsi les conclusions de nos travaux.

De l'incertitude à la confiance : le rôle de la pédagogie politique

Nous avons vu tout au long de cette thèse que la perception subjective du risque – en l'occurrence, le risque que la démolition ou la transformation d'un quartier précaire aient des conséquences économiques et sociales catastrophiques pour ses habitants actuels – évolue dans le temps et dépend en grande partie d'éléments relationnels. Ceci est particulièrement

vrai dans les moments d'incertitudes, quand il est difficile ou impossible d'obtenir des renseignements objectifs et fiables sur une question de première importance. Dans ces circonstances, « *l'ancrage relationnel* » (Auyero et Swiston, 2008), c'est-à-dire les routines et les interactions encastrées dans des relations quotidiennes, joue un rôle prépondérant dans la perception et l'évaluation des risques – étape préalable à toute construction de stratégie. Le risque est défini par les acteurs avec lesquels la population concernée se trouve engagée dans des interactions quotidiennes construisant une compréhension de la situation à travers les interactions familières. Ce que nous avons montré dans cette thèse, c'est que, face à l'opacité de l'information officielle, la difficulté de l'action collective spontanée et la perte de légitimité des éminences du quartier, se sont les organisations partisanes qui sont l'acteur principal aussi bien dans la définition des risques que dans la construction d'un projet d'avenir préparé par l'action contemporaine. Parmi les partis politiques, nous avons vu qu'un en particulier, l'AKP, réussit non seulement à imposer sa définition du risque mais à s'imposer lui-même comme partenaire privilégié pour y faire face. L'AKP est devenu en 2014 l'institution avant toute autre qui inspire confiance, au sens très pratique que propose Charles Tilly (2005 : 12) pour cette notion : « *accepter de confier des résultats (outcomes) important à autrui, les mettant en risque en cas de malfaisance, d'erreurs ou d'échec* ».

Dans la situation d'incertitude et d'absence de capital culturel où se trouvent les habitants, la compréhension technique des plans de développement ne leur est pas possible. En absence de l'encadrement de partenaires externes tel que les ONG urbaines, la production de connaissance sur les projets de transformations urbaines est avant tout l'œuvre des partis politiques. Le succès constaté de l'AKP dans ce contexte donne lieu à notre hypothèse centrale : que le parti et son appareil mènent une entreprise seulement de mobilisation électorale mais de « pédagogie politique » transmettant aux habitants des quartiers précaires turcs les connaissances et opinions nécessaires à leur appropriation d'une vision de l'avenir dans lequel les projets de transformation urbaine sont vus non plus comme risque mais comme une occasion d'améliorer la vie quotidienne tout en participant au rétablissement de la grandeur nationale de la Turquie. Cette entreprise pédagogique se décline sur quatre éléments : une vision et un projet pour l'avenir, une hiérarchie d'interne capable d'imposer cette ligne, l'ancrage social des militants, des ressources à distribuer. En ce qui concerne ces dernières, nous avons pu constater dans le cas de la *Destek Kart* l'importance du fait que les ressources n'étaient plus distribués de manière ponctuelle mais s'inscrivent dans une continuité de services. De manière plus générale, notre vérification de la présence et de l'importance de ces éléments nous a menée en même temps à mesurer la distance qui sépare

notre cas de celui étudié par Padioleau (1982) et de confirmer néanmoins l'utilité de la notion de pédagogie politique comme outil analytique généralisable.

Les éléments les plus importants de la hiérarchie interne de l'AKP telle que nous l'avons analysée, sont la manière de sélection des candidats aux élections et la forme prise par l'organisation militante. Le contraste avec le parti d'opposition nous a permis de mieux comprendre leur centralité. Dans le cas du CHP, la procédure de sélection du candidat a contribué à la perte de légitimité du message du parti et, de manière plus générale a nuit à la production d'un programme cohérent ou d'une vision de l'avenir. Le message du parti a été perçu comme chaotique par les électeurs et le parti défini comme une pluralité conflictuelle au lieu d'une unité d'action. Le contraste est évidant avec la cohérence apparente de l'AKP, où une organisation « *autoritaire de type hégémonique* » (Ayan, 2010 : 210) occulte toute division interne et assure la cohérence apparente de l'appareil partisan, aussi bien en ce qui concerne son message que son organisation militante.

De la même manière, l'ancrage social des partis politiques et leurs modes d'action, en particulier la manière dont ils prennent en compte les normes et les valeurs vernaculaires, présentent un aspect important de leur capacité pédagogique. L'investissement des militants de l'AKP dans la consolidation de leur existence socialement reconnu a fonctionné comme un mode de légitimation non seulement de leurs actions mais aussi de leurs projets. L'efficacité de la transmission de ce message est étroitement liée avec leurs enracinements dans les lieux de sociabilité et la manière dont leurs messages concrets comme idéologiques ont été transmis aux habitants. L'action publique prend son sens à travers l'action des militants. Ici, comme dans les cas analysés par Briquet (1997 : 99), « *l'existence de l'Etat sur un territoire se révèle à travers les comportements effectifs des agents, plus que par les systèmes idéologiques qu'il véhicule* ».

La légitimation du parti ne vient pas seulement de l'enracinement de ses militants dans les lieux de sociabilité mais aussi de leur capacité à trouver à travers les réseaux clientélistes des « *solutions aux problèmes quotidiens* » (Auyero, 1999 ; 2000). Cette action dépasse bien sûr l'action des militants à titre personnel ; La « *politique du faire* » (Goirand, 1998), à Şahintepe est avant tout l'œuvre de la municipalité et du parti. Notre cas pousse un peu plus loin le concept de Goirand (1998) en considérant la possibilité d'une distinction entre politique du faire « *officieuse* » et « *officielle* ». En effet, la pratique de l'AKP est structurée autour d'une dialectique entre politique « *officielle* » et « *officieuse* ». Le parti

profite des réalisations concrètes faites dans le quartier par la municipalité qu'il domine, mais mène en parallèle une « *politique du faire officieuse* », avec comme but de contourner certains aspects de la législation urbaine. Nous avons vu cette pratique à l'œuvre avec « les compteurs d'eau informels » (*süzme saat*). Avec cette politique officieuse, nous retrouvons la dynamique mise en évidence par Hibou (2011 : 35-36), dans laquelle la domination peut s'exprimer entre autre par la tolérance et même la facilitation de certaines pratiques formellement interdites, mais qui offrent à la population le sentiment d'avoir accès à une vie « normale ». Le registre de l'informalité permet également à l'AKP de s'identifier à l'expérience socio-historique du quartier, dans laquelle les arrangements informels ont longtemps été la source principale de solutions aux problèmes de l'urbanisation. Pris dans leur ensemble, ces actions concrètes constituent un élément central de la pédagogie politique de l'AKP à Şahintepe : les réalisations du présent rendent crédibles les promesses pour l'avenir. Les militants de l'AKP pourraient très bien dire, comme les Frères Musulmans du Caire étudiés par Vannetzel (2007), « ils nous ont déjà essayés ! ».

A cette légitimité créée par l'ancrage social et la politique du faire, s'ajoute une politique systématique d'intermédiation clientéliste autour des politiques sociales. Le rôle des militants de l'AKP dans la facilitation de l'accès des habitants de Şahintepe aux politiques sociales gérées par la municipalité permet la transformation de cette ressource publique en monnaie d'échange dans une transaction clientéliste. C'est sans doute sur ce point que notre cas se rapproche le plus de celui étudié par Padioleau (1982 : 213-214) qui, lui aussi, à pu constater que : « *aux yeux du récipiendaire, le militant communiste possède des ressources d'information, d'influence ou tout bonnement de temps dont il ne dispose pas ou dont il n'est pas conscient. D'ailleurs, le parti répète sans cesse aux militants et aux élus l'obligation de montrer que tel ou tel bien a été obtenu grâce à l'action « décisive » des communistes ».* Si, dans le clientélisme traditionnel, le notable par suite de son prestige ou de ses richesses est un patron avant d'être un médiateur (broker), dans le cas présent, le PCF, en jouant le rôle de médiateur, peut donc être perçu à son tour comme un patron. Cette action permet l'émergence de ce que Padioleau (1982) désigne comme le « *clientélisme diffus* », dans lequel le parti en tant que tel joue le rôle de patron. C'est précisément ce rôle que nous voyons assumé par l'AKP dans le cas actuel. C'est vis-à-vis du parti en tant qu'institution autant que des militants ou des élus à titre personnel que nous trouvons le « *registre de dévouement* » (Briquet, 1990 ; 1999) créant réciprocité parmi ceux qu'il engage dans les relations d'échanges. Nous observons aussi dans notre cas l'alchimie politique qui transforme la distribution en occasion pédagogique : « *Autant que faire se peut, et avec plus ou moins de*

succès, les militants s'efforcent d'associer à la fourniture des biens un apprentissage normatif par l'exercice d'une influence idéologique » (Padioleau, 1982 : 215). Ce constat de convergence entre notre cas et celui de Padioleau (1982) doit néanmoins être nuancé, car plusieurs éléments supplémentaires de notre cas méritent une analyse plus approfondie, qui entraine à son tour un certain aménagement du modèle de la pédagogie politique.

Finalités et instruments de la pédagogie politique néolibérale

Un élément évident n'a pas encore été évoqué dans notre traitement du modèle de la pédagogie politique ci-dessus : son contenu idéologique. Ce sujet, central à notre démonstration, nous a menée en effet à nous éloigner de l'analyse de Padioleau (1982) et demande une analyse plus détaillée. C'est ainsi que nous nous tournons maintenant vers une discussion de nos conclusions portant sur le néolibéralisme, aussi bien au niveau des idées que des réalisations concrètes.

Eléments du néolibéralisme

Le terme « néolibéral » est récurrent dans les analyses de l'AKP, aussi bien pour sa posture générale qu'en ce qui concerne ses politiques de transformations urbaines, mais ce terme englobe (au moins) trois niveaux de sens. Il s'agit d'une ligne idéologique déployée par l'AKP en tant qu'organisation partisane, d'un modèle particulier de développement urbain et, de manière plus générale, d'une vision sociale qui dépasse largement les limites de l'économie. C'est par cette dernière que nous abordons le sujet. Nous avons pu, en effet, rendre compte de l'utilité pour notre démarche de l'analyse post-structuraliste du projet néolibéral telle que présentée dans les travaux de Foucault (2004), mais aussi dans ceux d'une nouvelle génération de chercheurs dans cette lignée, telle que Roy (2009), qui opèrent une traduction sur les terrains de la précarité urbaine des principes de gouvernabilité.

Nous retrouvons aux origines de l'analyse de Foucault (1975) dans « *Surveiller et Punir* » la notion que le pouvoir n'est pas quelque chose qui appartient de manière définitive a ceux qui l'exercent. Il n'est pas une propriété, une possession ou un privilège. Il est plutôt une stratégie à laquelle participent aussi bien dominants que dominés au sein d'un réseau de relations au pouvoir. « *Le renversement de ces micros pouvoirs n'obéit donc pas à la loi du tout ou rien ; Il n'est pas acquis une fois pour toutes par un nouveau contrôle des appareils ni par un nouveau fonctionnement ou une destruction des institutions ; en revanche, aucun de*

ces épisodes localisés ne peut s'inscrire dans l'histoire, sinon par les effets qu'il induit sur tout le réseau où il est pris » (Foucault, 1975 : 36). Le pouvoir ne peut s'expliquer que par le champ des actions possibles dans lequel l'action se produit. Hoy (2003) constate qu'il ne s'agit pas ici de l'interdiction ou de l'obligation directe d'agir, mais plutôt du fait que certaines actions augmentent la probabilité d'autres types d'actions. Ainsi, le pouvoir pour Foucault n'est pas comme deux adversaires qui s'affrontent. Il est comparable au gouvernement dans un sens large où gouverner consiste à structurer le champs où se situe l'action éventuelle des autres. Ainsi, la technologie de pouvoir en usage dans les prisons s'est propagée à tous les aspects de la société pour servir à la normalisation de la culture moderne dont nous pouvons dire que nous somme donc « *prisonniers de la prison du présent* » (Hoy, 2003: 159).

L'analyse de Foucault nous fournit une clé de lecture précieuse pour comprendre et donner sens au pouvoir quotidien dans notre cas de recherche. Néanmoins, du fait de la faible pénétration dans ce milieu des institutions étatiques telle que l'enseignement, la « conduite de la conduite » dans ce cas ne peut reposer entièrement sur l'autodiscipline des individus. Elle dépend aussi de la pédagogie politique du parti dominant, pour laquelle elle se traduit d'abord par la mise en place d'une « *infrastructure de médiation populiste* » (Roy, 2009), qui propose une définition de « *nous et eux* » encastrés dans un registre nationaliste et ensuite par l'apprentissage, d'une politique de compensation qui remplace toute politique de confrontation. C'est en comparant le comportement des habitants de Şahintepe en 2009 et en 2014 que nous avons pu, de la manière la plus directe, mesurer l'ampleur du changement : de confrontation parfois violente et soutien électoral pour des partis (le CHP, mais aussi les partis religieux et nationalistes de la droite) qui se présentaient, malgré les ambiguïtés que nous avons pu constater, contre toute démolition de logements dans le quartier, une majorité effective des habitants est passée à un discours et à une pratique qui mesure la valeur de l'existant surtout en termes de prix de marché, où des biens contre lesquels ils pourraient éventuellement être échangés. Ce qui à l'origine de notre étude représentait une énigme peut désormais se comprendre par cet aspect de la pédagogie politique de l'AKP.

En suivant l'analyse de Roy (2009), nous arrivons au constat que comme l'autre de ces éléments, l'infrastructure de médiation populiste et l'apprentissage d'une politique de compensation contribuent à la production d'un savoir dont le but est de créer un espace gouvernable. Nous pouvons ainsi distinguer cette pédagogie d'autres types de volonté de structurer les espaces. Cette production de savoir n'est pas compatible avec la recherche du

« *droit à la ville* » au sens de Harvey (2003 : 939), reprenant ainsi la notion de Lefebvre, expliquant que « *le droit à la ville n'est pas seulement un droit d'accès à l'existant, mais un droit de le changer selon nos désirs. Nous devons être sûrs que nous pourrions vivre avec nos créations (un problème qui se pose à tout urbaniste, architecte ou penseur utopien). Mais le droit de nous refaire nous-mêmes en créant une sociabilité urbaine qualitativement différente est un des plus précieux des droits humains* ». Le rôle des partis politiques pour forger une demande, central au cas que nous analysons, nous éloigne des analyses des mobilisations pour ce « *droit à la ville* ».

Contrairement à la connotation révolutionnaire de toute revendication à un « *droit à la ville* », la démarche évolutionnaire de l'AKP passe par une redéfinition de la normalité, au sens de Hibou. (2011). Cette nouvelle définition de la normalité se structure autour d'une vision du futur compris à travers des projets d'aménagements concrets. Parmi ces derniers, se trouvent aussi bien les quartiers modernes et sécurisés proches des zones précaires que les grands projets d'infrastructures tels le Kanal Istanbul, encastrés dans le registre nationaliste mais aussi dans un discours d'intérêt économique. Cette concrétisation de l'attente des habitants leur permet de penser l'avenir à travers des images concrètes (Darton, 1985) ; la transformation urbaine, loin d'être un risque ou encore moins une menace, devient ainsi la condition nécessaire d'une « *normalisation* ». Face à cette image attirante d'une « *normalisation* » autour d'un modèle jusqu'alors limité aux quartiers bourgeois entourant Şahintepe, la politique de défense de l'existant qui reste au cœur du message du CHP perd une grande partie de son sens. Elle n'est pas capable d'offrir une image concurrentielle de l'avenir. Une ligne politique qui avait en grande partie réussie en 2009, dans un contexte ou l'alternative semblait se limiter au choix entre la défense de l'existant et l'anéantissement physique et social du quartier, n'a plus cours cinq ans plus tard. L'entreprise pédagogique de l'AKP à fait son travail. Cette normalisation d'un projet d'avenir doit se distinguer de la « *politique de marque* » (*political branding*) invoquée par Pasotti (2010), dans laquelle la fierté civique et le rôle charismatique d'un maire élu au niveau métropolitain permettent de marginaliser les mécanismes clientélistes ainsi que les acteurs et les organisations en provoquant un changement de perception des acteurs du système politique, par le bais de l'investissement dans l'infrastructure institutionnelle et bureaucratique. C'est l'inverse pour notre cas d'étude, où le clientélisme continue à jouer un rôle central. C'est vers cet aspect de la démarche pédagogique de l'AKP que nous nous tournons maintenant.

La politique sociale technicisée : instrument de la pédagogie néolibérale

La pédagogie politique ne se fait pas uniquement à travers des discours ; la crédibilité des militants et de leur message est étroitement liée au fait qu'ils facilitent l'accès des électeurs aux ressources publiques. Dans les quartiers précaires turcs, le clientélisme existe depuis les origines, mais a connu une transformation importante, notée par de nombreux auteurs. A la place de dérogations, tolérances ou régularisations liées à la question foncière, la distribution d'aides matérielles, et en particulier l'accès aux politiques sociales, se trouve désormais être la monnaie d'échange principale (Eder, 2010). La distinction entre « *l'achat de voix* » (Stokes, 2005) ponctuel et des échanges donnant lieu à des rapports de réciprocité et de reconnaissance à plus long terme persiste dans cette nouvelle configuration – nous avons pu constater dans le cas des distributions faites par l'AKP en 2009 ou par le CHP en 2014 l'inefficacité relative de cette première stratégie. Dans la seconde, le don peut en effet transformer le capital économique en capital symbolique et en source de confiance. Ce n'est pas un troc momentané mais une relation qui perdure dans le temps et qui sert à construire des relations de réciprocité qui « *fondent un engagement complexe mutuel que les modèles culturels de perception et de justification des rapports sociaux présentent comme des obligations morales, qui ne sont pas renvoyées à l'objets de l'action mais au principe de vouloir qui commande à cette action* » (Briquet, 1997 : 25).

Moins analysé par la littérature sur le clientélisme est la convergence – qui se trouve par contre dans la logique de l'analyse post-structuraliste – entre instruments de politiques sociales et vision néolibérale. Un apport important de notre terrain est d'établir ce lien dans un cas où la politique sociale passe par le clientélisme. L'analyse de Roberts (1995) représente un premier pas dans cette direction, quand ce chercheur démontre que le clientélisme facilite l'acceptation des reformes néolibérales. De manière semblable, Levitsky (2007) montre comment le clientélisme a été utilisé comme un mode d'inclusion les réformes néolibérales elles-mêmes par les populations précarisées, et qui se trouvent désormais beaucoup plus accessibles par des stratégies clientélistes que par les appels médiatisés des partis. Ni l'un ni l'autre de ces auteurs, par contre, n'accorde d'importance particulière à la nature des biens échangés. Il est question ici d'aller plus loin. Nous devons considérer non seulement l'existence d'échanges de types clientélistes, ou encore la « *manière de donner* » (Merton 1949) abondamment traitée par les approches socio-culturales du clientélisme, mais aussi et surtout aux biens distribués.

Nous avons pu comprendre au fil de nos recherches à quel point les instruments de la politique sociale, et tout particulièrement la *Destek Kart* (carte de soutien) participent à la matière même de la « pédagogie politique ». Notre cas d'étude montre que l'usage des aides sociales de manière technicisée ne vise pas seulement l'effectivité de la distribution mais aussi l'intégration des habitants à un mode de vie où les transactions marchandes sont censées concerner tous les aspects de la vie de chacun. Contrairement aux distributions en nature, le but de la *Destek Kart* est d'intégrer les habitants les plus démunis au marché, et pas de les en protéger ; contrairement aux pratiques commerciales traditionnelles, la *Destek Kart* remplace le face à face entre commerçant et demandeur de crédit par une relation plus impersonnelle dans laquelle la municipalité fait office de patron pour l'un comme pour l'autre. Une innovation dans le traitement du clientélisme, cette conclusion représente aussi un élargissement du modèle de la pédagogie politique. Dans notre cas, la pédagogie ne passe pas entièrement par l'apprentissage d'une doctrine idéologique. Les gestes induits comptent autant que les paroles enseignées. En recevant la *Destek Kart* plutôt qu'un colis de nourriture, les habitants concernés sont incorporés dans l'économie de marché. L'inclusion passe dans ce cas par l'action. Des arguments de ce genre, comparant l'effet de divers instruments possibles, se retrouvent plus souvent dans le contexte de l'analyse des politiques sociales, tel le débat autour du *basic income* (Buğra et Sınmazdemir, 2007 : 106-107) par exemple. Leur inclusion de manière plus systématique dans l'analyse de la pédagogie politique nous semble désirable.

Nous sommes encore loin de l'aboutissement de la vision poststructuraliste du modèle néolibéral, dans laquelle toute activité prend la forme d'entreprise, mais un pas important est marqué dans sa direction. A l'origine du mouvement, il est important de le rappeler, se trouve un instrument conçu et mis en œuvre au niveau de la municipalité d'arrondissement. C'est cette dimension territoriale, trop souvent oubliée par les analyses de « l'hégémonie » idéologique comme celle de la gouvernementalité, qui nous offre le dernier élément de notre analyse.

Entre local et global : l'importance particulière de l'intermédiation territoriale

Le point de départ de cette thèse était le constat d'un changement politique et cognitif ponctuel à l'échelle d'un quartier. Nous en sommes arrivée, au paragraphe précédant, à des conclusions portant sur le mouvement de la structure sociale de ce quartier vers un modèle néolibéral que nous présumons désiré par les instances partisanes et gouvernementales au niveau national. Entre ces deux, se trouvent les échelons territoriaux intermédiaires, dont le

plus important dans ce cas particulier se trouve être la municipalité d'arrondissement, aussi bien en tant que niveau de gouvernement que d'organisation partisane. L'organisation locale du parti et la municipalité d'arrondissement : voici les deux acteurs institutionnels dont nous avons suivi l'évolution tout au long de nos recherches. D'une situation de faiblesse liée aux circonstances particulières de 2009 (mise en place d'une nouvelle municipalité), nous les avons vus monter en puissance. A ce niveau d'action sont attribuables non seulement l'organisation de la pédagogie politique mais également les instruments qui l'ont rendue particulièrement efficace : la *Destek Kart,* ainsi que les titres de propriété régularisés distribués en 2013.

Ces derniers, en particulier, correspondent à une version particulière du néolibéralisme que nous avons vue sous la désignation « *roll-out* » (Peck and Tickell, 2002), dans lequel le secteur public joue le rôle de régulateur, mais aussi, dans notre cas, de partenaire obligatoire. La leçon politique incarnée par cet instrument est claire : les possibilités d'enrichissement par la propriété ne passent plus comme auparavant par la transformation d'habitant précaire en auto - entrepreneur du bâtiment et de l'immobilier, mais dans l'acceptation par ce dernier d'un régime foncier dominé par les grands projets d'urbanisme menés par une agence de l'État (TOKİ) en partenariat avec les grandes entreprises privées. La pédagogie politique rendue possible par cette reconfiguration, ainsi que par la construction d'une vision concrète de l'avenir, est ainsi un élément nécessaire à l'appropriation par les habitants des aspects juridiques et réglementaires de la transformation urbaine.

Comme dans le cas de la *Destek Kart*, un premier pas vers la société néolibérale est l'incorporation de tout élément de la vie quotidienne dans le marché. Ce type de distribution ne renforce pas seulement la domination des réseaux de l'AKP, mais aussi la domination de marché. Mais pouvons-nous assimiler ce système dans lequel les agences d'Etat et quelques très grandes entreprises jouent un rôle prépondérant à la société d'individus auto gouvernées dans un cadre de gouvernementalité mis en avant par la vision post structuraliste du néolibéralisme ? Un dernier élément observé au niveau de la municipalité nous laisse penser qu'une réponse affirmative est envisageable. La *Destek Kart*, telle que nous l'avons analysée, est pour les habitants du quartier une monnaie d'exchange aux multiples usages et un apprentissage de la forme entreprise comme des réseaux clientélistes de l'aide sociale. Pour la municipalité, par contre, elle est aussi un instrument d'intégration au marché international par les réseaux d'ENoLL. Cette étape, non encore opérationnelle dans les quartiers précaires, peut se voir dans le projet de « *smart cities* » déjà en chantier ailleurs dans l'arrondissement. Les

quartiers de Başakşehir vont former par les soutiens des infrastructures de haute technologie permettant de réunir entrepreneurs, investisseurs et consommateurs. Nous constatons que l'entrepreneur peut être un habitant de l'arrondissement qui a une idée mais manque de moyens pour la réaliser. Le but de ce projet peut très bien s'analyser en termes de production « d'espaces gouvernables » habités par une population auto - disciplinée. Nous retrouvons ainsi la logique de Foucault (2004) selon qui le marché néolibéral est un milieu concurrentiel dans lequel l'individu est un entrepreneur qui fait ses plans par rapport à des prix qui oscillent librement. Le marché est donc désormais compris comme un lieu de concurrence fondé sur le couple prix/entreprise, qui englobe tous les aspects de la vie. Ces réalisations dans les quartiers bourgeois de l'arrondissement nous éclairent sur le sens à donner aux efforts de la municipalité dans les quartiers précaires : nous pouvons voir dans l'action de la municipalité de Başakşehir un projet de transformer ces divers quartiers en espaces gouvernementales dans lesquels il est possible de « *conduire la conduite* » des hommes en les laissant librement poursuivre leurs plans.

Le bilan principal des tournants politiques successifs, liés à la transformation urbaine du grand Istanbul, n'est ni la fin du clientélisme ni celle de la politique sociale mais, bien au contraire, une relation de plus en plus symbiotique entre les deux. L'un comme l'autre survit sous forme transformée, mais renforcée – tout autant pour les ressources qui y sont consacrées que pour son efficacité électorale. Il en résulte un nouveau clientélisme sous le contrôle quasi-exclusif du parti au pouvoir, réunissant dans le rôle de patron institutionnalisé parti et municipalité, et servant avant tout d'instrument d'une pédagogie politique dont le but essentiel peut se trouver dans un apprentissage au néolibéralisme. L'importance de l'instrument servant de monaie d'échange dans cette relation nous semble sous-estimée par la littérature clientéliste, mais aussi par la vision initiale de la pédagogie politique.

C'est en réunissant les divers apports de cette rechreche qu'il devient possible de relever le défi de Barnett (2004 : 9), qui nous incite à montrer « *comment le consentement serait en fait acquis* » et à mettre en avant un « *récit convainquant de comment les projets hégémoniques sont ancrés dans la vie quotidienne* ». Nous y trouvons également la validation de notre choix d'une approche par le local. Nous avons, en effet, pu comprendre comment « *l'échelle microscopique conduit à réinterroger la production ou l'appropriation des règles par les acteurs sociaux* » (Sawicki, 2000 : 152). Dans la mesure où les conclusions de cette étude peuvent être érigées en modèle, la généralisation doit ainsi passer non pas par les résultats concrets observés sur ce terrain particulier, mais plutôt par l'importance de

l’organisation partisane, des choix politiques et des instruments dont l’origine se trouve à un niveau territorial intermédiaire. Entre tout projet « hégémonique » d’une part et son appropriation humaine d’autre part, ce niveau nous semble une variable intervenante, et donc une source de variation potentielle de première importance.

ANNEXES

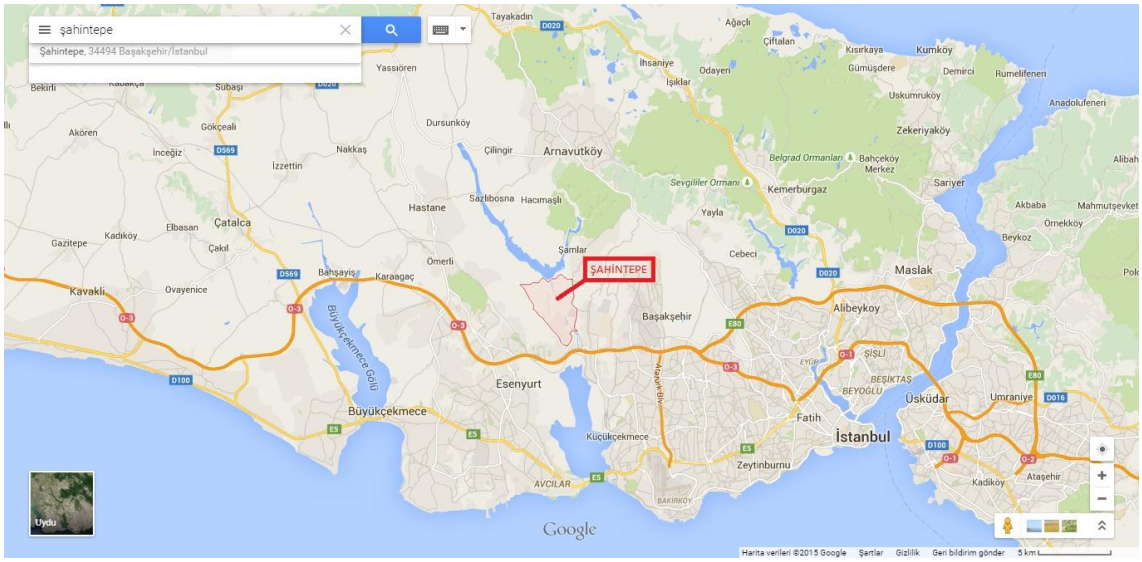
ANNEXE 1: Où est Şahintepe?



Istanbul dans la carte de Turquie



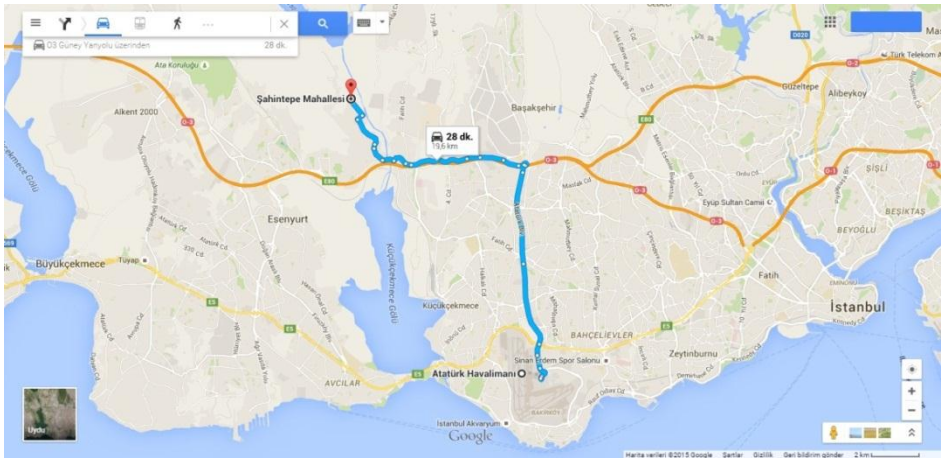
Başakşehir dans Istanbul



Şahintepe vu par Google Map



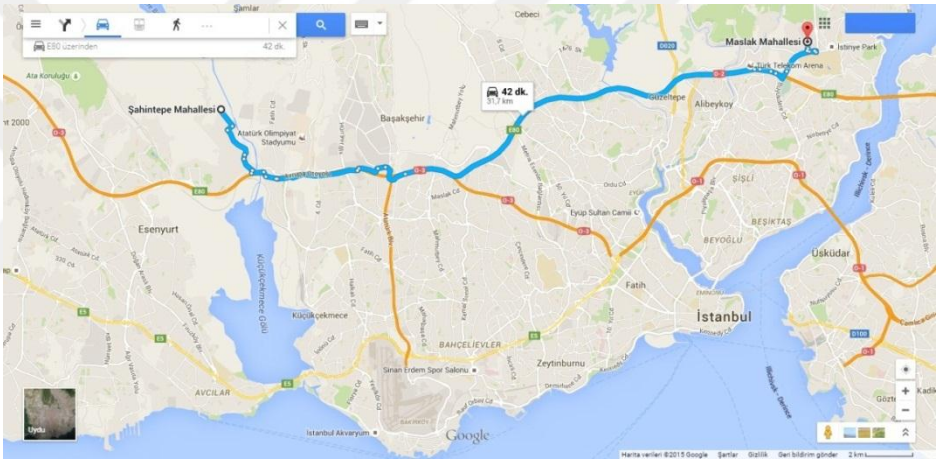
Şahintepe dans l’arrondissement de Başakşehir



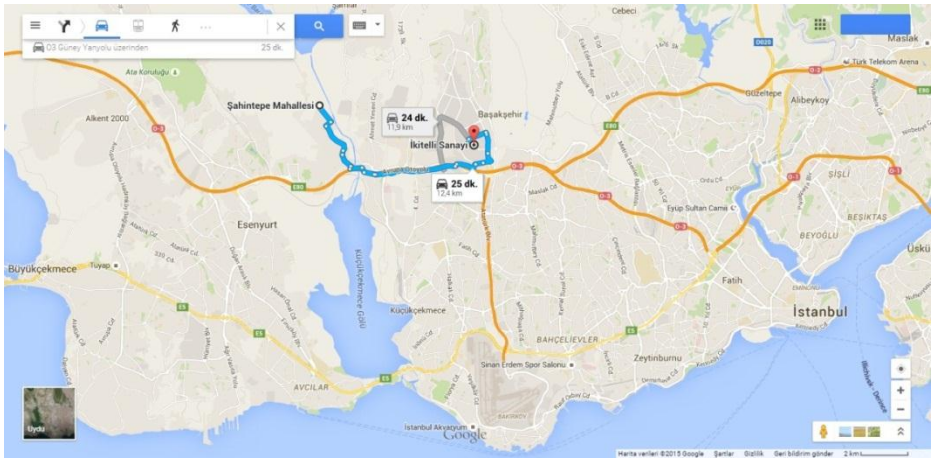
La distance entre l'aéroport et Şahintepe est seulement de 19,6 km.

Şahintepe-airport

La distance entre Şahintepe et le centre financier Maslak est de 31,7 km



Şahintepe-Maslak



La plus proche zone industrielle est à 12,4 km.

Şahintepe -- la zone industrielle ikitelli

ANNEXE 2: Photos de Şahintepe

1: Les vues



Vue de Şahintepe près du lac du barage de Sazlıdere. Photo prise par l'auteure 29.12.2013



Un taudis à Şahintepe. Photo prise par l'auteur 29.12.2013



Travail d'amenagement (canalisation) à Şahintepe. Photo prise par l'auteure 29.12.2013



La lessive dans les rue. Photo prise par l'auteure, 29.12.2013.



Des rues qui sont toujours boueuses. Photo prise par l'auteure 03.01.2014.



Enfants jouant dans la rue. Photo prise par l'auteure 03.01.2014



Maisons duplex à la façon de Şahintepe. Photo prise par l'auteure 23.02.2014



La préparation pour l'hiver. Photo prise pour l'auteure 29.12.2013



Les poulets se promènent dans les rues. Photo prise par l'auteure, 29.12.2013.



Les chantiers qui restent en 2014. Photo prise par l'auteure, 03.01.2014



Les rue goudronnées. Photo prise par l'auteure, 23.02.2014

Photos 2 : *Muhtar* fait le reparage



Le *Muhtar* change l'ampoule électrique d'un lampadaire. Photo prise par l'auteure 03.01.2014



Le *Muhtar* répare un lampadaire. Photo prise par l'auteure 03.01.2014.

Photo 3.Campagne électorale du *Muhtar*



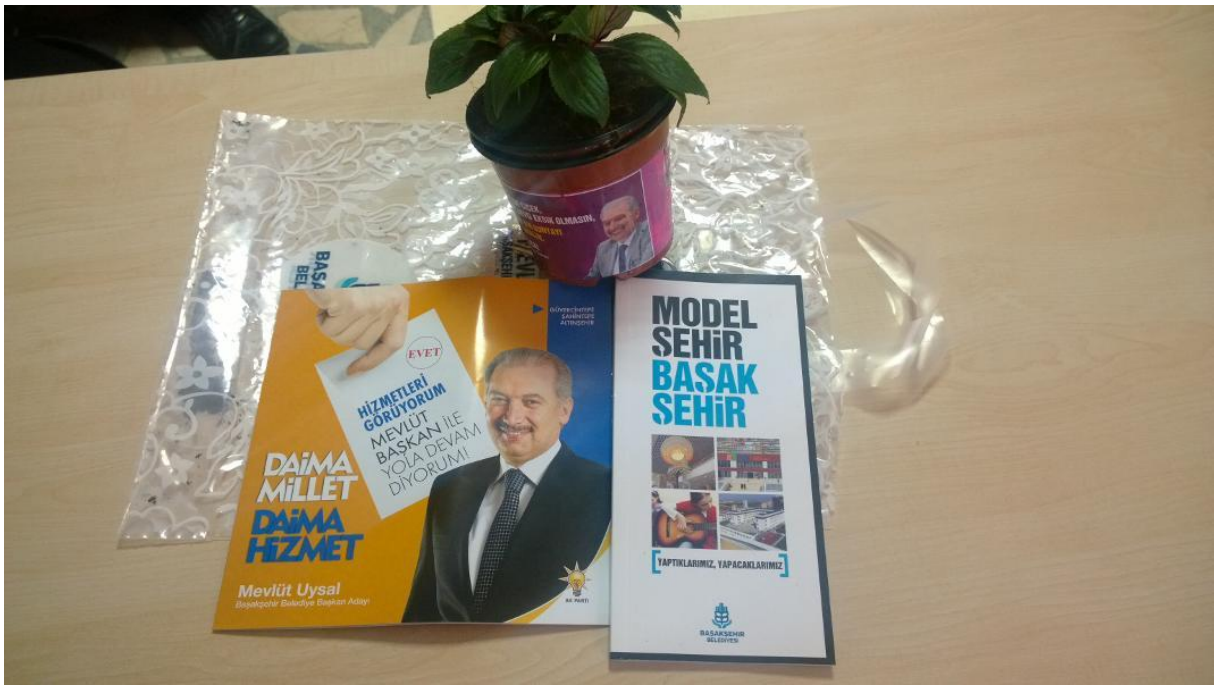
La campagne de *Muhtar* pour les femmes. Photo prise par Muhtar.



Réunion de campagne électorale de muhtar commençant par la prière. Photo prise par l'auteure, 23.02.2014

Photos 4 : Campagne électorale de l'AKP





Cadeaux électoraux distribués par l'AKP à Şahintepe pour les élections de 2014.
Photo prise par l'auteure,



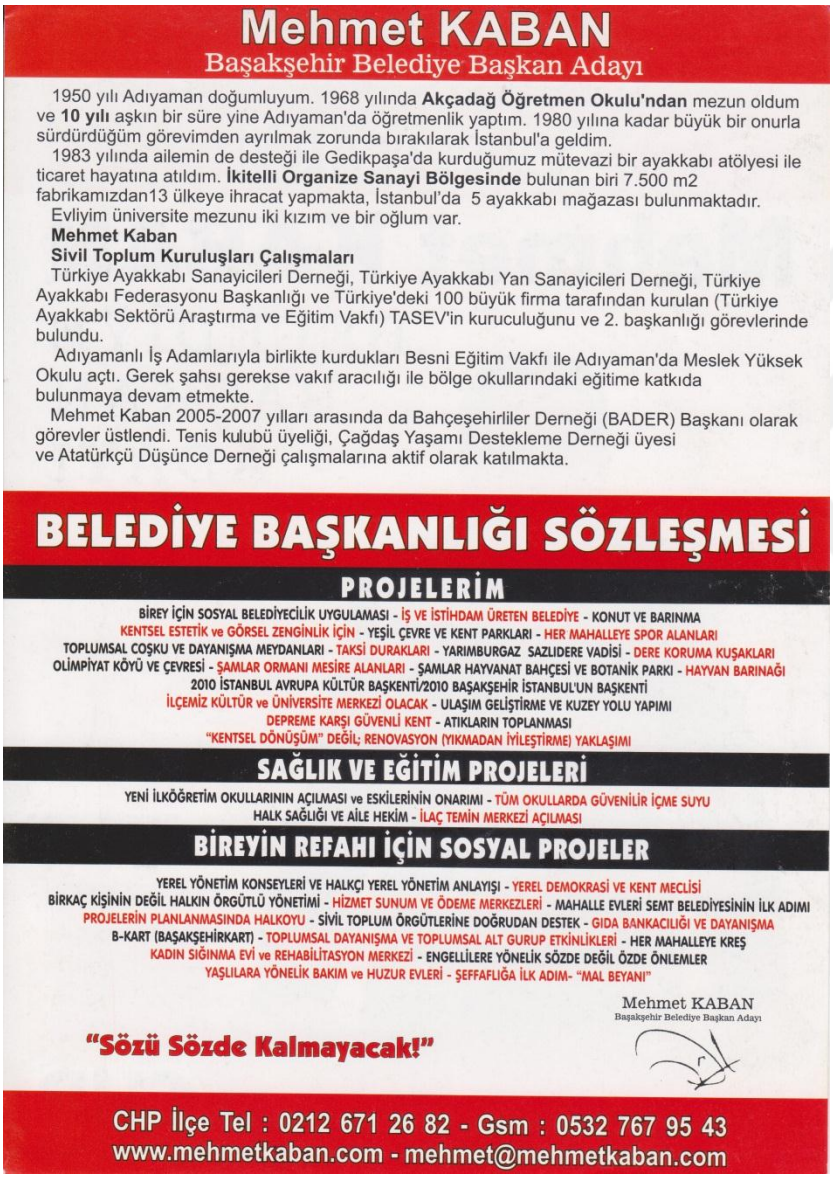
Employés municipaux travaillant pour la campagne de l’AKP
Photo prise par Murat Bakır

ANNEXE 3: Les Brochures Du Chp En 2009



Homme d'industrie pour Başakşehir
Mehmet Kaban
Candidat à la marie de Başakşehir

Candidat à la marie de Başakşehir:
Je suis né à Adıyaman en 1950. Je suis diplômé de l'école d'enseignant d'Akçadağ en 1968. J'étais enseignant pendant plus de 10 ans. Je suis arrivé à Istanbul, forcé de laisser mon métier que j'ai fait avec honneur jusqu'en 1980. En 1983, J'ai commencé dans le commerce avec un modeste atelier de chaussures que nous avons bâti à Gediklipaşa avec le soutien de ma famille. Nous exportons vers 13 pays les produits de notre usine de 7500 m^2 qui se trouve dans la zone industrielle d'Ikitelli et nous avons 5 magassins de chaussures à Istanbul.
Je suis marié et j'ai deux filles diplômées de l'université et un fils.
Les travaux dans les associations civiles de Mehmet Kaban:
Il était président des associations des hommes d'industrie de chaussures turques. Il était président adjoint de l'association de l'industrie de chaussure de la Turquie, président de la fédération du secteur de la chaussure. Il était un des fondateurs ainsi que le deuxième président de la fondation de recherche et éducation du secteur de la chaussure.



Il a ouvert la haute école de la profession et la fondation de l'éducation de Besni avec d'autres hommes d'affaires originaire d'Adıyaman. Il continue de soutenir l'éducation à titre individuel et par le biais de la fondation. Il porte des responsabilités en tant que président de la fondation de Bahçeşehir (BADER) de 2005 à 2007. Il est le membre du club de tennis, membre de l'association de soutien à la vie moderne et participe activement aux travaux de l'association de la pensée d'Atatürk.

Le contrat du maire d'arrondissement:
Les projets:
L'application de la municipalité sociale pour l'individu. La municipalité qui produit le travail et l'emploi, le logement et l'abri. Pour l'esthétique urbaine et la richesse de la vision, l'environnement vert et les parcs urbains. Les espaces de sport dans tous les quartiers. Des places pour la solidarité sociales et l'enthousiasme. Les arrêts de Taxi. La vallée de Sazlıdere Yarımburgaz. Les ceintures de protections des ruisseaux. L'entourage et le village d'Olimpia, Les forêts de Şamlar et l'espace de loisir. Les parcs botaniques et le jardin zoologique. Le refuge pour les animaux. La capitale d'Istanbul sera Başakşehir en 2010 / La capitale culturelle d'Europe sera Istanbul. Notre arrondissement sera le centre de culture et d'universités. La construction de la voie nord et le développement du nord. La ville en

sécurité contre les tremblements de terre, La collecte des déchets, **Pas de transformation urbaine mais une approche de rénovation urbaine.**[501]

Les projets de la santé et l'éducation:
L'ouverture des nouvelles écoles primaires et la réparation des anciennes. L'eau potable sure. La santé du peuple et la médecine de la famille. Le centre d'approvisionnement des médicaments.

Les projets sociaux pour le bien-être individuel:
La compréhension du gouvernement local populiste et les conseils de gouvernement locaux. Les centres de payement et l'offre de services. Les maisons de quartier : le premiers pas de la municipalité d'arrondissement. Le vote du peuple pour l'approbation du plan. Le soutien direct aux associations civiles. La solidarité et la banque de nourriture, B-KART(La carte de Başakşehir). Les activités du sous-groupe de la société et de la solidarité sociale. Pépinières dans chaque quartier. Le centre de réhabilitation et les refuges pour femmes. Les précautions réelles et non pas des paroles vides contre les handicaps. Les maisons de retraites et les soins aux personnes âgées. Le premiers pas vers la transparence "déclaration des moyens".
« Les promesses ne resteront pas des paroles vides ! »

501 *Özgür Karabat a repris le même slogan en 2014.*

1. C’est nous qui lèverons le siège [du quartier]
2. votre maison, votre terrain et votre immeuble
3. Nous protégerons
4. Nous c’est vous. Nous sommes de vous
5. C’est entre votre main de vous protéger vous-mêmes et vos enfants
6. Maintenant c’est le moment : 29 mars 2009



7. Il suffit de dire oui
8. Apres [avoir mal voté] il sera vain de dire … j’aurais du casser ma main, j’aurais du couper mon poignet
9. Voilà Ayazma voilà Tepe Üstü Kayabaşı
10. Maintenant l’opportunité est à vous! Le pouvoir est à vous
11. Utilise ton pouvoir et vote pour le CHP.
12. Ecoutez CHP
13. Attendez Mehmet Kaban Le candidat de la maire de Başakşehir

1. Şahintepe- Güvercintepe – Altınşehir – Kayabaşı – Şamlar – Ziya Gökalp
2. La rente de construction vous assiège
3. Votre maison, votre terrain, votre bâtiment
4. seront pris sous prétexte de la transformation (urbaine)
5. qu'est-il arrivé aux propriétaires de ces endroits
6. Ils ont été transformés.
7. 2640 bâtiments sont construits dans le but du projet de transformation urbaine en coopération avec la municipalité métropolitaine d'Istanbul, la municipalité de Küçükçekmece et TOKİ dans cette zone



8. Ils sont pris entre quatre murs avec le coût de 30.000 et ils sont endettés pour 20 ans
9. Les quartiers d'Ayazma et Ziya gökalp sont préparés à cette transformation. Ils sont planifiés
10. Les quartiers : Altınşehir, Şahintepe, Kayabaşı, şamlar sont inclus dans les plans de transformation.
11. Ils ont pris des terrains de Tepeüstü de la main du people et ils les ont vendus pour 160 trillions.
12. Nous défendons la vie contre la politique de démolition.
13. Projet 1: la rue de Şirin, le quartier de Şahintepe
14. Projet 2, La rue de Şirin, le quartier de Şahintepe
15. Projet 3: le parc et la place de la ville d'Altınşehir
16. Projet 4: les arrêts de taxi
17. Le bâtiment municipal, le palais de justice, hôtel de gouvernement, le centre de culture, dispensaire, terrain de football, le mariage, cérémonie, la tente de ramadan, l'espace de concert, petit lac, espaces vertes, héliport

1. Projets de trouver l’emploi bénévole pour la résolution du chômage
2. Le candidat à la marie de Başakşehir : Mehmet Kaban
3. Formulaire d’emploi:
4. Le nom et prénom:
5. Le numéro de la carte d’identité
6. Téléphones:
7. Le lieu de naissance:



8. E-mail:
9. Le numéro d’enregistrement auprès du *Muhtar*:
10. L’adresse domicile:
11. La date de naissance:
12. La situation militaire:
13. Etat civil:
14. Le permis de conduire
15. Les compétences informatiques
16. Langues étrangères:
17. L’expérience professionnelle/ la durée :
18. Vous pouvez laisser le formulaire rempli aux bureaux électoraux du CHP de l’arrondissement

ANNEXE 4: Les Brochures Du CHP 2014






Şahintepe
Rezerv Alanı Adı Altında
Haksız Kamulaştırmaya Hayır Demek
için
ÖZGÜR KARABAT
O hepimizin kardeşi
CHP
TÜRKİYE'NİN BİRLEŞTİRİCİ GÜCÜ
/OzgurKarabatCHP
www.ozgurkarabat.com


Şahintepe
Dire "Non" Aux Expropriations Déloyales
Au Nom De La Zone De Réserve De
Développement
pour
ÖZGÜR KARABAT
Il est notre frère à tous
CHP
LE POUVOIR UNIFIANT DE LA TURQUIE
/OzgurKarabatCHP
www.ozgurkarabat.com


Başakşehir
Kentsel Dönüşüm Değil
Kentsel Yenileme
için
ÖZGÜR KARABAT
O hepimizin kardeşi
CHP
TÜRKİYE'NİN BİRLEŞTİRİCİ GÜCÜ
/OzgurKarabatCHP
www.ozgurkarabat.com


Başakşehir
La Rénovation Urbaine
Pas Pour
La Transformation Urbaine
pour
ÖZGÜR KARABAT
Il est notre frère à tous
CHP
LE POUVOIR UNIFIANT DE LA TURQUIE
/OzgurKarabatCHP
www.ozgurkarabat.com


Başakşehir
Sosyal Yardımları
İki Katına Çıkarmak
için
ÖZGÜR KARABAT
O hepimizin kardeşi
/OzgurKarabatCHP
CHP
TÜRKİYE'NİN BİRLEŞTİRİCİ GÜCÜ
www.ozgurkarabat.com


Başakşehir
Doubler Les
Aides Sociales
pour
ÖZGÜR KARABAT
Il est notre frère à tous
/OzgurKarabatCHP
CHP
LE POUVOIR UNIFIANT DE LA TURQUIE
www.ozgurkarabat.com


Başakşehir
Ücretsiz
Okul Servisleri
için
ÖZGÜR KARABAT
O hepimizin kardeşi
CHP
TÜRKİYE'NİN BİRLEŞTİRİCİ GÜCÜ
/OzgurKarabatCHP
www.ozgurkarabat.com


Başakşehir
Les Autobus
Scolaire Gratuits
pour
ÖZGÜR KARABAT
Il est notre frère à tous
CHP
LE POUVOIR UNIFIANT DE LA TURQUIE
/OzgurKarabatCHP
www.ozgurkarabat.com


TAPU SENEDİ
Şahintepe
İmarlı ve Müstakil Tapulu
Mahalleler
için
ÖZGÜR KARABAT
O hepimizin kardeşi
/OzgurKarabatCHP
CHP
TÜRKİYE'NİN BİRLEŞTİRİCİ GÜCÜ
www.ozgurkarabat.com


TAPU SENEDİ
Şahintepe
Que Les Quartiers Aient Des Permis
De Construction Et Des Titres
De Propriété Individuels
pour
ÖZGÜR KARABAT
Il est notre frère à tous
/OzgurKarabatCHP
CHP
LE POUVOIR UNIFIANT DE LA TURQUIE
www.ozgurkarabat.com

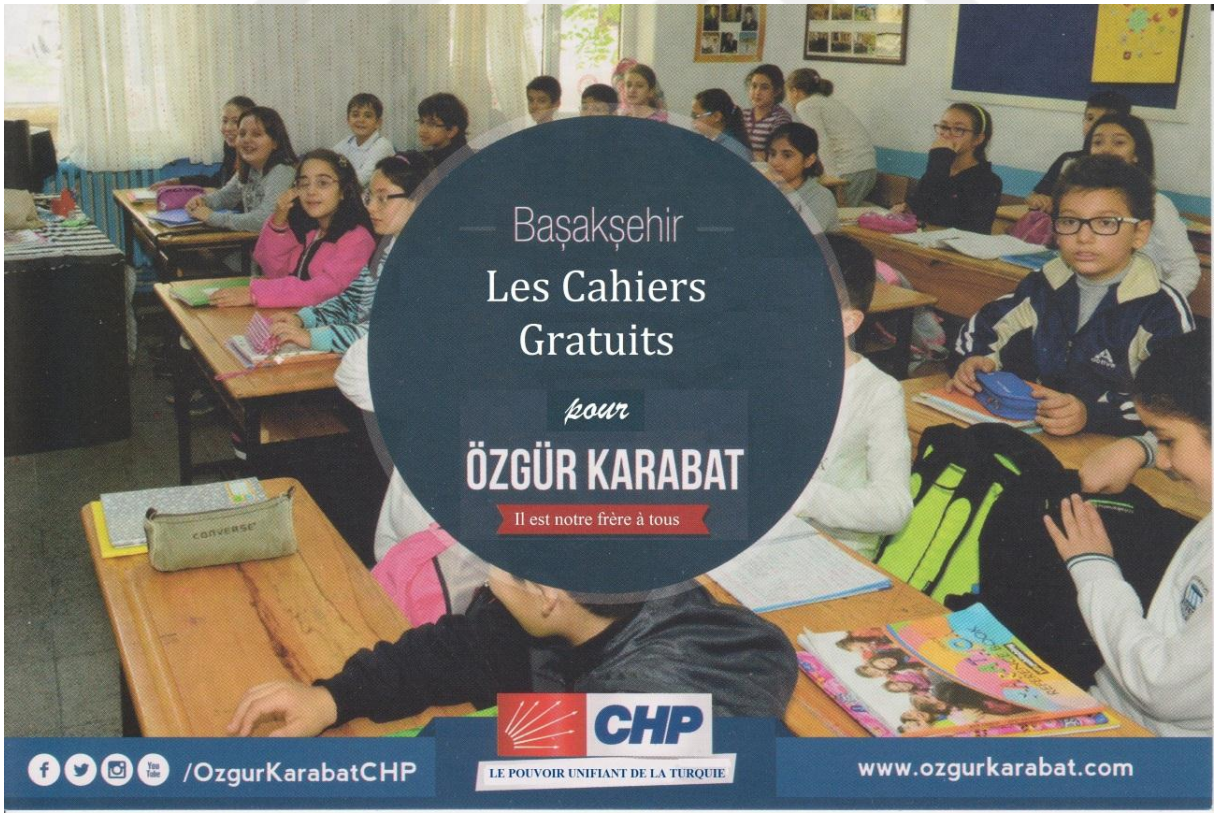

Başakşehir
10 Mahalleye
10 Kreş
için
ÖZGÜR KARABAT
O hepimizin kardeşi
/OzgurKarabatCHP
CHP
TÜRKİYE'NİN BİRLEŞTİRİCİ GÜCÜ
www.ozgurkarabat.com


Başakşehir
10 Crêche
Dans
10 Quartiers
pour
ÖZGÜR KARABAT
Il est notre frère à tous
/OzgurKarabatCHP
CHP
LE POUVOIR UNIFIANT DE LA TURQUIE
www.ozgurkarabat.com


Başakşehir
Yüksek Emlak Vergilerine
Dur Demek
için
ÖZGÜR KARABAT
O hepimizin kardeşi
VERGİ VERGİ VERGİ VERGİ VERGİ VERGİ VERGİ VERGİ
/OzgurKarabatCHP
CHP
TÜRKİYE'NİN BİRLEŞTİRİCİ GÜCÜ
www.ozgurkarabat.com


Vergi=Impôt
Başakşehir
Arrêter Les Impôts
Elevés Sur Les Biens
Immobiliers
pour
ÖZGÜR KARABAT
Il est notre frère à tous
VERGİ VERGİ VERGİ VERGİ VERGİ VERGİ VERGİ VERGİ
/OzgurKarabatCHP
CHP
LE POUVOIR UNIFIANT DE LA TURQUIE
www.ozgurkarabat.com


Başakşehir
Ücretsiz
Okul Defterleri
için
ÖZGÜR KARABAT
O hepimizin kardeşi
CHP
TÜRKİYE'NİN BİRLEŞTİRİCİ GÜCÜ
/OzgurKarabatCHP
www.ozgurkarabat.com


Başakşehir
Les Cahiers
Gratuits
pour
ÖZGÜR KARABAT
Il est notre frère à tous
CHP
LE POUVOIR UNIFIANT DE LA TURQUIE
/OzgurKarabatCHP
www.ozgurkarabat.com


Başakşehir
İşsizliğe Son Vermek
için
ÖZGÜR KARABAT
O hepimizin kardeşi
CHP
TÜRKİYE'NİN BİRLEŞTİRİCİ GÜCÜ
/OzgurKarabatCHP
www.ozgurkarabat.com


Başakşehir
Terminer Le Chômage
pour
ÖZGÜR KARABAT
Il est notre frère à tous
CHP
LE POUVOIR UNIFIANT DE LA TURQUIE
/OzgurKarabatCHP
www.ozgurkarabat.com


Başakşehir
Her Mahalleye
Aile Sağlığı Merkezi
için
ÖZGÜR KARABAT
O hepimizin kardeşi
/OzgurKarabatCHP
CHP
TÜRKİYE'NİN BİRLEŞTİRİCİ GÜCÜ
www.ozgurkarabat.com


Başakşehir
Un Centre De
Santé Familial
pour
ÖZGÜR KARABAT
Il est notre frère à tous
/OzgurKarabatCHP
CHP
LE POUVOIR UNIFIANT DE LA TURQUIE
www.ozgurkarabat.com


Şahintepe
Kapalı Semt Pazarı
için
ÖZGÜR KARABAT
O hepimizin kardeşi
/OzgurKarabatCHP
CHP
TÜRKİYE'NİN BİRLEŞTİRİCİ GÜCÜ
www.ozgurkarabat.com


Şahintepe
Le Marché Couvert
Du Quartier
pour
ÖZGÜR KARABAT
Il est notre frère à tous
/OzgurKarabatCHP
CHP
LE POUVOIR UNIFIANT DE LA TURQUIE
www.ozgurkarabat.com

ANNEXE 5: AKP Campagne Electorale De 2009

1. Mevlüt Uysal: Candidat à la mairie de Başakşehir
2. Il est né à Antalya/Alanya en 1966. Il a fini son éducation primaire et secondaire à Alanya. Il est diplômé de la faculté de droit de l'université d'Istanbul en 1988. Depuis ses périodes universitaires, il était actif dans le travail politique. Il a occupé des positions allant de la responsabilité d'urnes à présidence d'arrondissement de l'AKP. Il a occupé la position de président de l'arrondissement de Küçükçekme pour trois mandats. Il a quitté cette position pour l'élection présidentielle de 2007.

   Il était le président fondateur du conseil de la cité de 1ere Étape à Başakşehir où il réside depuis 1997. Il a participé à la fondation et siège aux conseils de diverses associations. Il a toujours pratiqué le droit. Il est marié et a trois enfants.



3. Tout pour Başakşehir.
4. Notre travail est le service, notre force est le peuple.
5. Mevlut Uysal: Candidat à la mairie Başakşehir

1. Pensez ta ville

2. Nous allons choisir le premier maire de notre arrondissement qui sera le favori d'Istanbul dans un futur proche. Les choix que nous avons fait pour la ville où nous vivons vraiment, sont des choix pour nous. Les actions et les décisions du maire, que nous allons choisir pour gouverner notre arrondissement pour cinq ans, auront une influence directe et indirecte sur notre vie. En déterminant notre choix, nous devons penser à nous-mêmes et à notre ville. L'importance donnée à notre arrondissement par le gouvernement central et métropolitain nous donne de l'espoir. Rassembler sous le même toit des quartiers dispersés et des *Belde* est un signe d'importance que nous donnons pour amener les services le plus vite et de la meilleure qualité possible. Nous allons construire ensemble la nouvelle vitrine de notre arrondissement de Başakşehi, qui est candidat pour être favori de la Turquie en harmonie avec nos institutions et notre peup



① Kentini Düşün

② Yakın bir gelecekte İstanbul'un gözdesi yeni ilçemizin ilk Belediye Başkanı'nı seçeceğiz. Yaşadığımız şehir için yaptığımız tercihler aslında kendimiz için yaptığımız tercihlerdir. 5 yıl boyunca ilçeyi yönetmek üzere seçeceğimiz başkanımız alacağı kararlar ve yapacağı uygulamalarla hepimizin hayat standardını doğrudan veya dolaylı olarak etkileyecek. Tercihimizi belirlerken kendimizi ve kentimizi düşünmek zorundayız.

Hem Merkezi Hükümetimizin hem de Büyükşehir Belediyemizin ilçemize verdiği önem bizleri gelecek adına ümitlendirmektedir. Daha hızlı ve kaliteli hizmet götürebilmek amacıyla dağınık durumdaki belde ve mahallelerimizin bir ilçe çatısı altında toplanması bu önemin bir göstergesidir. Kurumlarımızla ve halkımızla uyum içerisinde, Türkiye'nin en gözde ilçesi olmaya aday Başakşehir'de, İstanbul'un yeni vitrinini beraber kuracağız.

③ Kendini Düşün

④ Hem altyapı hizmetleri tamamlanmış modern siteleri, hem de bu hizmetlerin yeni gitmeye başladığı mahalleleri birlikte içinde barındıran Başakşehir'de, yönetim anlayışı parçayı ve bütünü birlikte görmeyi gerektirmektedir. Bir yandan ilçenin geleceğini belirleyecek vizyon projeleri geliştirirken diğer taraftan da belediyeciliğin "mahalli yönetim" olduğu bilinciyle her mahallenin kendine has sorunlarını o mahallenin sakinleriyle birlikte tesbit edip, yine onlarla beraber çözeceğiz.

İki aşamadan oluşan birlikte yönetim modelimizle, önce bütün mahalle sakinlerinin katılımına açık toplantılar yapılacak. Burada bölgeyi çok iyi tanıyan yönetim olarak kendi tesbitlerimiz de dile getirilerek sokak sokak sorunlar tesbit edilecek. Sorunun kaynağı ve çözümü konusunda bizzat muhatabı ve mağdurlarının önerileri alınacak.

⑤ Büyük Düşün

⑥ İkinci aşamada her mahalleden, çeşitli sivil toplum kuruluşlarına mensup katılımcılarla oluşturulacak kurulda, mahalle toplantılarından gelen sorunlar ve çözüm önerileri değerlendirilecek ve bu konularda projeler geliştirecek. Ortaya çıkan proje taslakları Belediye'deki ilgili birimin değerlendirmesinin ardından mahalle sakinleri ile paylaşılacak ve uygulamaya konulacak.

⑦ İstanbul'un vitrini olma iddiasındaki ilçemizde bu iddiayla örtüşmeyen ve bugüne kadar, özellikle imar olmaması gibi bazı teknik nedenlerden dolayı yapılamayan altyapı hizmetlerini hızla gerçekleştireceğiz. Mahalle sakinlerinin de onayını alarak gerçekleştireceğimiz projelerle bütün mahallelerimiz Başakşehir'li olmanın ayrıcalığını yaşayacak.

3. Pense par toi-même

4. La compréhension de gouvernement de Başakşehir, incluant les cites modernes ayant réalisées des infrastructures ainsi que les quartiers ayant commencés à avoir des services d'infrastructure, a besoin de voir aussi bien l'ensemble et chaque élément. Nous allons développer des projets visionnaires pour l'avenir de l'arrondissement tandis que nous allons constater et résoudre les problèmes propres à chaque quartier, avec les habitants du quartier en ayant conscience que la municipalité est un « gouvernement local ».

Dans notre modèle de gouvernement basé sur deux étapes, les réunions seront faites avec la participation ouverte à tous les habitants. Ici, étant un gouvernement connaissant très bien l'arrondissement, nous allons déterminer les problèmes rue par rue en exprimant nos constats. Les propositions faites par nos interlocuteurs et les victimes des problèmes seront réunis.

5. Pense Grand
6. Dans la deuxième étape, nous allons développer des projets en évaluant les solutions et les problèmes venant du conseil constitué des adhérents des diverses associations civiques de chaque quartier d'arrondissement. Les ébauches de plan, après avoir été évaluées dans l'unité concernée de la municipalité d'arrondissement, seront partagées avec les habitants du quartier et seront mises en pratique.
7. Nous allons réaliser rapidement les services d'infrastructure qui ne peuvent pas être réalisés par manque de permis de construction. Tous les quartiers auront le privilège d'être habitants de Başakşehir après la réalisation de ces projets réalisés avec la permission et l'approbation du peuple

ANNEXE 6: AKP Campagne Electorale De 2014



Les services viennent de nous, le carnet de notes le plus élevé vient de vous.
Dans l'enquête du carnet des habitants, nous avons choisi le premier.



Chers habitants de Başakşehir,

La municipalité de Başakşehir est arrivée première parmi les 39 arrondissements dans l'enquête du projet de carnet de citoyen conduit par l'université d'Istanbul à Istanbul avec la participation de 4.000 personnes. La municipalité de Başakşehir a obtenu 7,17 sur 10 points dans 70 champs de services dans laquelle les citoyens ont indiqué leur satisfaction. Nous sommes fiers d'être arrivés en tête par la note que vous nous avez donnée. Nous produirons le bonheur pour la ville la plus moderne, travaillerons pour Başakşehir avec l'émotion que nous avons porté dès notre premier jour, marcherons avec détermination dans les années à venir, *Inch Allah,* de nouveau avec votre appréciation comme les cinq dernières années.



Nous avons obtenu la note maximum dans les services de rue et de trottoir :

La raison pour laquelle nous sommes au premier rang dans les services avec la note de 7,31 est de faciliter la vie des citoyens par les solutions alternatives développées pour les rues et les avenues.

. Nous avons formé une avenue de prestige dans chaque quartier de Başakşehir.

. Les avenues sont devenues plus fonctionnelles avec les parkings organisés et les trottoirs protégés, ils ont acquis une apparence plus moderne avec les systèmes de lumière.

. Nous avons fait l'élargissement des routes et des travaux d'aménagement dans les avenues : Ertuğrul Gazi, Yeşilvadi, Şehit Gaffar Okan et d'autres et nous avons produit des espaces de parking organisés. En plus, nous avons aménagé presque toutes les avenues et routes principales pour nos citoyens handicapés.

. Nous avons renouvelé presque 500 rues et routes principales dans nos quartiers : Altınşehir, Şahintepe et Güvercintepe.

. Nos rues et avenues ont acquis une apparence moderne grâce aux travaux de trottoir et de bordure.



Nous sommes l'arrondissement le plus propre et le plus sensible à l'environnement :

Nous sommes placés en tête encore une fois pour les services de nettoyages et la santé environnementale avec 8,13 points.

. Nous fournissons les services de nettoyage 7 jours sur 7 et 24 heures par jour avec nos 500 agents de nettoyage et nos véhicules conformes au standard d'émission euro 5.

. Nos systèmes de containers intelligents, containers hygiéniques, durables, esthétiques, servent à enlever des images désagréables. En plus, nous ramassons 420 tonnes d'ordure avec 32 camions avec une double équipe, et désinfectons toujours nos containers.

. Nous ramassons et assurons le recyclage de piles, papiers, huiles usées, emballages usés, déchets biologiques. Notre municipalité gagne un revenu de cinq millions en ramassant 130.000 m^3 de produits usés.



Nos jardins et nos parcs sont arrivés premier parmi 39 arrondissements :

Nous sommes le premier parmi 39 arrondissements pour les services de jardins et parcs avec 7,79 points.

. Nous avons renouvelé de pied en cap 3. 507. 571 m^2 d'espace dans la forêt de Şamlar qui est un coin idéal pour les habitants de Başakşehir ainsi que les istanbuliotes, avec des esplanades sous les pins parasols, des rue piétonnes, des animaux sauvages tels que les faucons et les renards.

. Nous avons augmenté l'espace vert par personne à 9,45 m^2 comparé à 6,05 m^2 à Istanbul en faisant gagner deux millions de fleurs, 525 arbres et des plantes. Nous sommes arrivés à un total de 3 millions m^2 d'espace vert.

. Nous avons construit des parcs incluant les espaces d'enfants, les rues piétonnes, les espaces de recréation. Nous avons augmenté le nombre de nos parcs à 64 en cinq années.

.Nous nettoyons et réparons régulièrement les mosquées, les écoles, l'intérieur des cités, les espaces vides sans propriétaires et d'autres institutions ouvertes à l'usage de nos citoyennes.



Nous sommes parmi les arrondissements les plus surs d'Istanbul :

Nous avons préparé l'infrastructure de sécurité avec 120 caméras de surveillance dans 30 points différents. Nous sommes placés au deuxième rang après l'arrondissement de Şile pour l'ordre public et la sécurité avec une note de 7,32.



La ville model Başakşehir, nos réalisation nos projets



Chacun doit savoir la verité : l'operation des evenements de Gezi et 17 decembre.

ANNEXE 7: Les candidats au conseil municipal pour les élections de 2014



1. Toujours peuple, toujours service

2. Les municipalités d'AK (blanc), les gens heureux

3. Nurdan Ertuğrul :

4. Elle est née à Berlin en 1976. Elle est originaire de Kayseri. Elle est diplômée en enseignement de l'allemand et enseigne à l'université de Trakya. Elle a terminé son master à la faculté de gestion et d'économie dans le département anglophone de gestion de l'université d'Istanbul. Elle exploite un café –restaurant. Elle est mariée et a deux enfants.

5. Gökhan Öztürk :

6. Il est né à Ağrı en 1966. Il est diplômé du lycée anatolien du Collège de Fatih. Il est dirigeant de son entreprise. Il a occupé les positions politiques suivantes : président adjoint de la branche des jeunes de l'AKP de Bahçeşehir, président de la branche des jeunes de l'arrondissement d'Avcılar, président de l'unité organisationnelle d'Avcılar. Il est marié et a deux enfants.

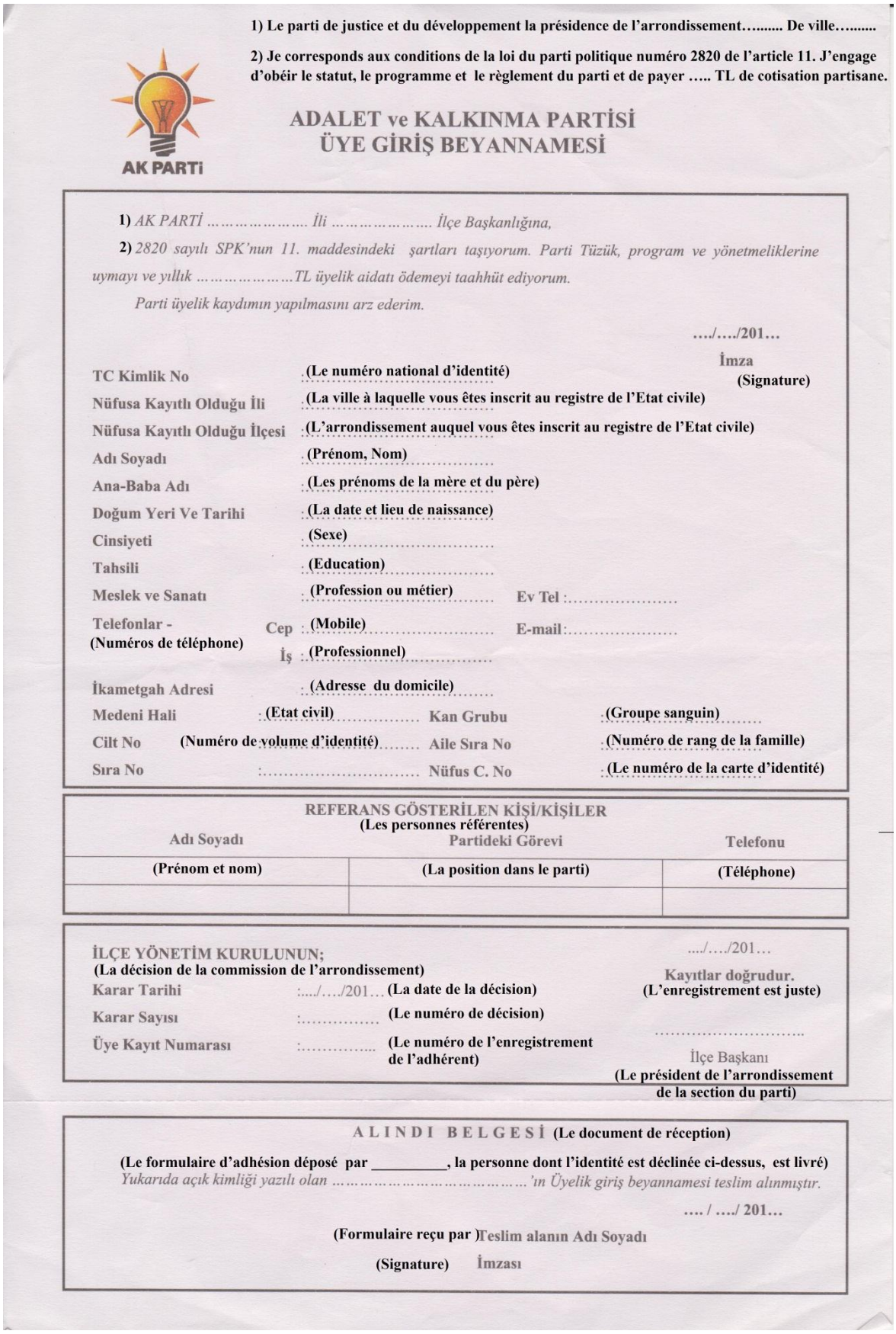
7. Sebahatdin Kayas :

8. Il est né à Giresun en 1963. Il a terminé ses études primaires à Giresun. Il est diplômé de la faculté de théologie de l'université de Marmara. Il est homme d'affaire et industriel. Il est membre du conseil d'administration de GIMEV, vice-président du conseil d'administration de l'unité des associations de la ville de Giresun, président du conseil d'administration des cités industrielles du nickelage et de la cire à lustrer. Il est le membre de conseil municipal. Il est marié et a trois enfants.

9. Yasin Katarlıoğlu :

10. Il est né à Malatya en 1977. Il est diplômé de la faculté de science économique et administrative de l'université d'Inönü. Il occupe la position de maire adjoint de l'arrondissement de Başakşehir. Il était membre fondateur de la branche des jeunes de l'arrondissement de Küçükçekmece, vice-président de la section d'arrondissement du parti, président de l'organisation et membre du conseil municipal de Başakşehir. Il est marié et a deux enfants.

ANNEXE 8: La déclaration d'adhésion au parti de justice et développement



1) Le parti de justice et du développement la présidence de l'arrondissement…..... De ville…....

2) Je corresponds aux conditions de la loi du parti politique numéro 2820 de l'article 11. J'engage d'obéir le statut, le programme et le règlement du parti et de payer ….. TL de cotisation partisane.

AK PARTİ

ADALET ve KALKINMA PARTİSİ
ÜYE GİRİŞ BEYANNAMESİ

1) *AK PARTİ …… İli …… İlçe Başkanlığına,*

2) *2820 sayılı SPK'nun 11. maddesindeki şartları taşıyorum. Parti Tüzük, program ve yönetmeliklerine uymayı ve yıllık ……TL üyelik aidatı ödemeyi taahhüt ediyorum.*

Parti üyelik kaydımın yapılmasını arz ederim.

…./…./201…

İmza
(Signature)

TC Kimlik No	(Le numéro national d'identité)		
Nüfusa Kayıtlı Olduğu İli	(La ville à laquelle vous êtes inscrit au registre de l'Etat civile)		
Nüfusa Kayıtlı Olduğu İlçesi	(L'arrondissement auquel vous êtes inscrit au registre de l'Etat civile)		
Adı Soyadı	(Prénom, Nom)		
Ana-Baba Adı	(Les prénoms de la mère et du père)		
Doğum Yeri Ve Tarihi	(La date et lieu de naissance)		
Cinsiyeti	(Sexe)		
Tahsili	(Education)		
Meslek ve Sanatı	(Profession ou métier)	Ev Tel :	
Telefonlar - (Numéros de téléphone)	Cep : (Mobile)	E-mail:	
	İş : (Professionnel)		
İkametgah Adresi	(Adresse du domicile)		
Medeni Hali	(Etat civil)	Kan Grubu	(Groupe sanguin)
Cilt No	(Numéro de volume d'identité)	Aile Sıra No	(Numéro de rang de la famille)
Sıra No	:	Nüfus C. No	(Le numéro de la carte d'identité)

REFERANS GÖSTERİLEN KİŞİ/KİŞİLER
(Les personnes référentes)

Adı Soyadı (Prénom et nom)	Partideki Görevi (La position dans le parti)	Telefonu (Téléphone)

İLÇE YÖNETİM KURULUNUN;
(La décision de la commission de l'arrondissement)

…./…./201…
Kayıtlar doğrudur.
(L'enregistrement est juste)

Karar Tarihi	:…./…./201…	(La date de la décision)
Karar Sayısı	:……	(Le numéro de décision)
Üye Kayıt Numarası	:……	(Le numéro de l'enregistrement de l'adhérent)

……..
İlçe Başkanı
(Le président de l'arrondissement de la section du parti)

ALINDI BELGESİ (Le document de réception)

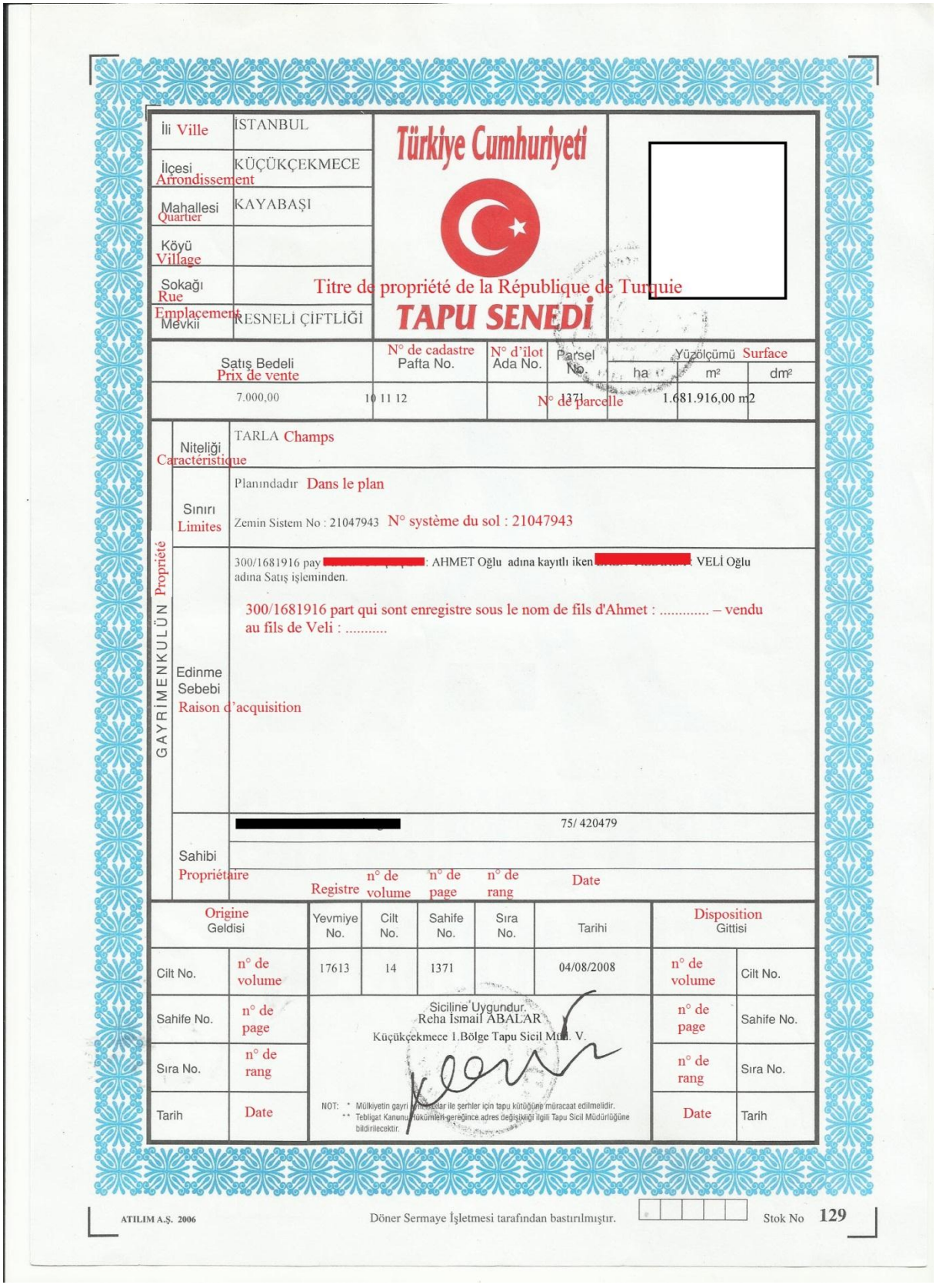
(Le formulaire d'adhésion déposé par _____, la personne dont l'identité est déclinée ci-dessus, est livré)
Yukarıda açık kimliği yazılı olan ……'ın Üyelik giriş beyannamesi teslim alınmıştır.

…. / …./ 201…

(Formulaire reçu par) Teslim alanın Adı Soyadı

(Signature) İmzası

ANNEXE9 : Les Titres de Propriétés



İli Ville: İSTANBUL
İlçesi Arrondissement: KÜÇÜKÇEKMECE
Mahallesi Quartier: KAYABAŞI
Köyü Village:
Sokağı Rue:
Emplacement Mevkii: RESNELİ ÇİFTLİĞİ

Türkiye Cumhuriyeti

Titre de propriété de la République de Turquie

TAPU SENEDİ

Satış Bedeli Prix de vente	N° de cadastre Pafta No.	N° d'îlot Ada No.	Parsel No.	Yüzölçümü Surface ha	m²	dm²
7.000,00	10 11 12		N° de parcelle 1371		1.681.916,00 m2	

GAYRİMENKULÜN Propriété

Niteliği Caractéristique: TARLA Champs

Sınırı Limites: Planındadır Dans le plan
Zemin Sistem No : 21047943 N° système du sol : 21047943

Edinme Sebebi Raison d'acquisition: 300/1681916 pay [redacted]: AHMET Oğlu adına kayıtlı iken [redacted]: VELİ Oğlu adına Satış işleminden.

300/1681916 part qui sont enregistre sous le nom de fils d'Ahmet : ..... – vendu au fils de Veli : .....

Sahibi Propriétaire: [redacted] 75/ 420479

Registre n° de volume n° de page n° de rang Date

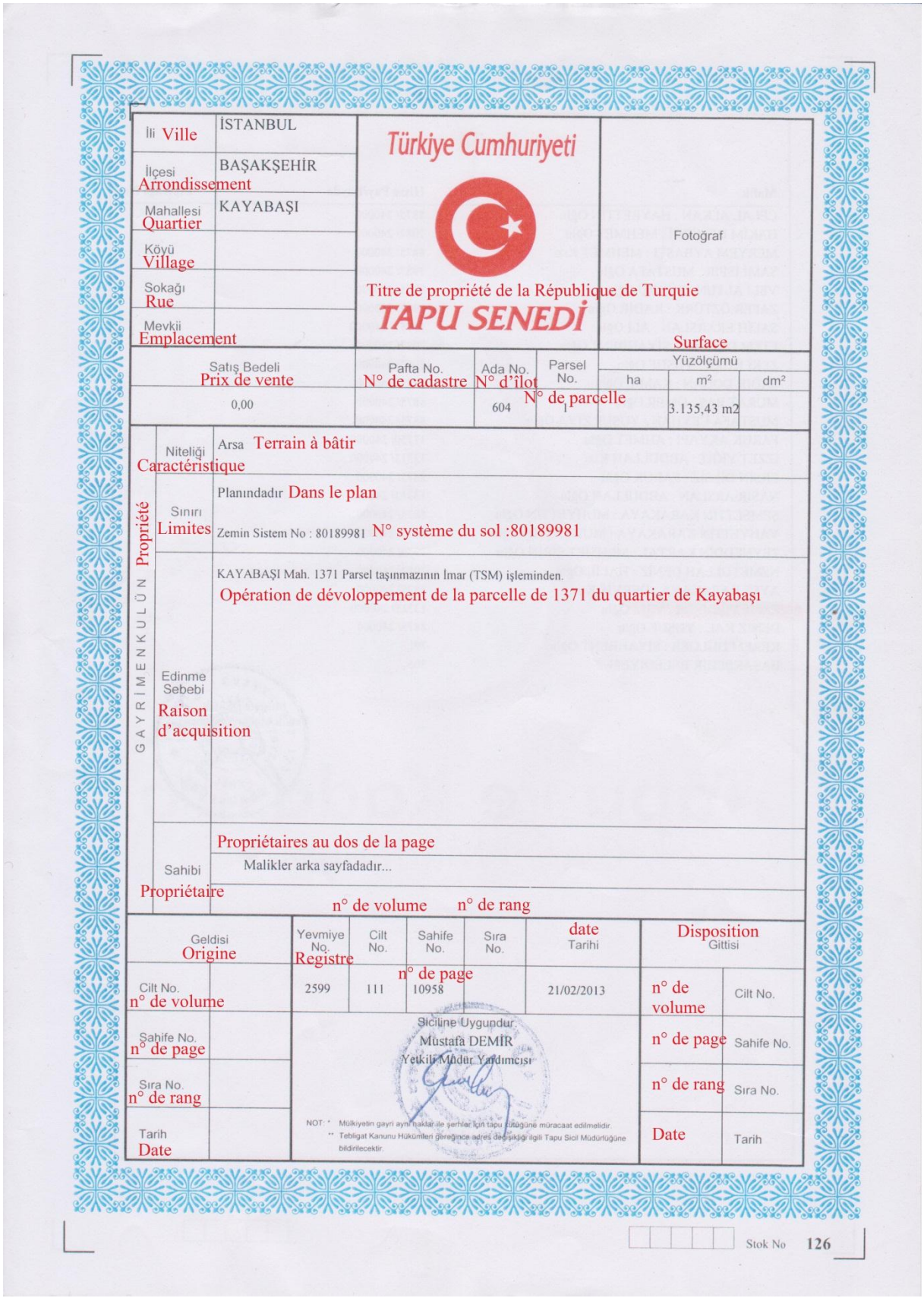
Origine Geldisi		Yevmiye No.	Cilt No.	Sahife No.	Sıra No.	Tarihi	Disposition Gittisi	
Cilt No.	n° de volume	17613	14	1371		04/08/2008	n° de volume	Cilt No.
Sahife No.	n° de page						n° de page	Sahife No.
Sıra No.	n° de rang						n° de rang	Sıra No.
Tarih	Date						Date	Tarih

Siciline Uygundur.
Reha İsmail ABALAR
Küçükçekmece 1.Bölge Tapu Sicil Müd. V.

NOT: * Mülkiyetin gayri menkullar ile şerhler için tapu kütüğüne müracaat edilmelidir.
** Tebligat Kanunu hükümleri gereğince adres değişikliği ilgili Tapu Sicil Müdürlüğüne bildirilecektir.

ATILIM A.Ş. 2006 Döner Sermaye İşletmesi tarafından bastırılmıştır. Stok No 129

Ancien Titre de Propriété



İli Ville: İSTANBUL
İlçesi Arrondissement: BAŞAKŞEHİR
Mahallesi Quartier: KAYABAŞI
Köyü Village:
Sokağı Rue:
Mevkii Emplacement:

Türkiye Cumhuriyeti

Titre de propriété de la République de Turquie

TAPU SENEDİ

Fotoğraf

Surface

Satış Bedeli Prix de vente	Pafta No. N° de cadastre	Ada No. N° d'îlot	Parsel No. N° de parcelle	Yüzölçümü ha	Yüzölçümü m²	Yüzölçümü dm²
0,00		604	1		3.135,43 m2	

GAYRİMENKULÜN Propriété

Niteliği Caractéristique: Arsa Terrain à bâtir

Sınırı Limites: Planındadır Dans le plan

Zemin Sistem No : 80189981 N° système du sol :80189981

Edinme Sebebi Raison d'acquisition: KAYABAŞI Mah. 1371 Parsel taşınmazının İmar (TSM) işleminden.
Opération de dévoloppement de la parcelle de 1371 du quartier de Kayabaşı

Sahibi Propriétaire: Propriétaires au dos de la page
Malikler arka sayfadadır...

Geldisi Origine	Yevmiye No. Registre	Cilt No. n° de volume	Sahife No. n° de page	Sıra No. n° de rang	date Tarihi	Disposition Gittisi	
Cilt No.	2599	111	10958		21/02/2013	n° de volume	Cilt No.
Sahife No.						n° de page	Sahife No.
Sıra No.						n° de rang	Sıra No.
Tarih Date						Date	Tarih

Siciline Uygundur.
Mustafa DEMİR
Yetkili Müdür Yardımcısı

NOT: * Mülkiyetin gayri ayni haklar ile şerhler için tapu bürosuna müracaat edilmelidir.
** Tebligat Kanunu Hükümleri gereğince adres değişikliği ilgili Tapu Sicil Müdürlüğüne bildirilecektir.

Stok No 126

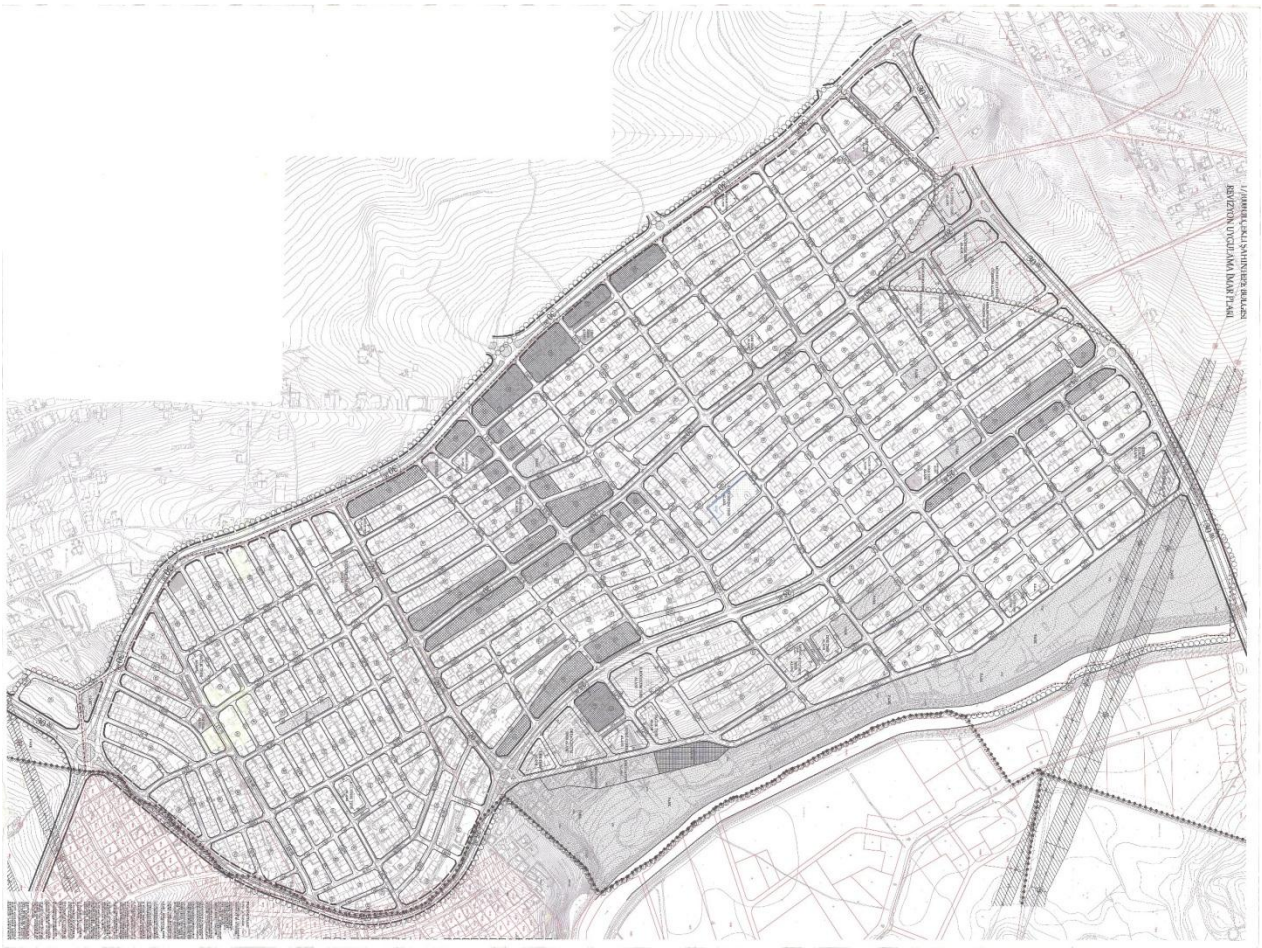
Nouveau Titre de Propriété

Malik	Hisse Pay/Payda	Elbirliği No
[redacted]	8875/ 240000	
[redacted]	7987/ 240000	
[redacted]	8875/ 240000	
[redacted]	7987/ 240000	
[redacted]	8875/ 240000	
[redacted]	7987/ 240000	
[redacted]	17751/ 240000	
[redacted]	7987/ 240000	
[redacted]	7987/ 240000	
[redacted]	8875/ 240000	
[redacted]	8875/ 240000	
[redacted]	8875/ 240000	
[redacted]	17750/ 240000	
[redacted]	13313/ 240000	
[redacted]	8875/ 240000	
[redacted]	13313/ 240000	
[redacted]	8875/ 240000	
[redacted]	8875/ 240000	
[redacted]	7970/ 240000	
[redacted]	7987/ 240000	
[redacted]	8875/ 240000	
[redacted]	13313/ 240000	
[redacted]	8875/ 240000	
[redacted]	7987/ 240000	
BAŞAKŞEHİR BELEDİYESİ	3056/ 240000	

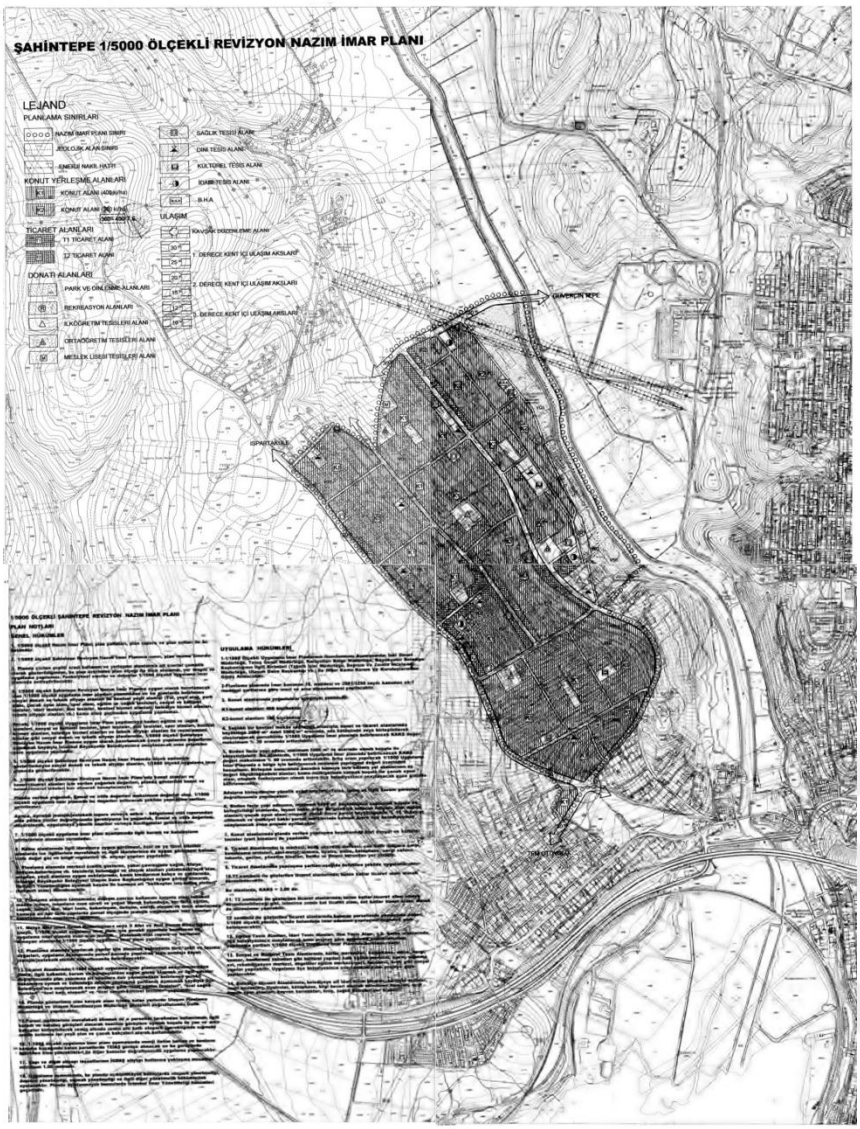
Müştafa DEMİR
Yetkili Müdür Yardımcısı

Tapu ve Kadastro
Genel Müdürlüğü

ANNEXE10 : Les plans



Plan de développement de Şahintepe à l'échelle 1/1000 de juin 2011



Plan de directeur de Şahintepe à l'échelle 1/5000 d'octobre 2010

ANNEXE11 La liste des entretiens et observation réalisés:

La liste des entretiens:

Nous n'avons pas distinguer ici entre les types d'entretiens (directifs, semi-directifs, etc.) Nous faisons cette distinction quand nous citons dans la thèse des extraits d'entretiens. Pour les noms indiqués par une asterisque, il s'agit de psuedonyme pour des personnes dont nous avons souhaiter préserver l'anonymat. Pour les entretiens conduits en 2009, la date indiquée et un moi plutôt qu'un jour précis.

Nom Et Prénom	Date	Lieu	Durée	Caractéristiques de la Personne Interrogée
Adem Karaşin	02.06.2012	Şahintepe	2h.05mn.	Président du quartier de l'AKP et président de l'association du village de Çorum Sungurlu İkizliköyü (57 ans, Originaire de Çorum employé municipale)
Ahmet Akkoyun	03.01.2013	Şahintepe	40mn.	Membre du conseil d'anciens et militant de l'AKP (~55 ans, originaire de Van, profession libérale)
Ahmet Fethi Oral	31.12.2012	Bahçeşehir	1h.	Candidat à la candidature CHP pour la mairie de Başakşehir en 2014 (62 ans, originaire de Malatya, ingénieure mécanicien.)
Ali Bakır	05.02.2014	Şahintepe	40mn	Membre CHP du conseil municipal (2009-2014) Candidat au poste de *Muhtar* en 2014 (54 ans, originaire de Tokat, profession libérale)
Ali Uğur	09.02.2014	Şahintepe	45mn	Président de l'association de pays de la ville de Tokat du village Karacaören (~50 ans originaire de Tokat, profession libérale)
Ali*	Mars 2009	Şahintepe	1h.53mn.	Habitant (80 ans, originaire de Malatya, retraité)

Arif Mert	Mars 2009	Şahintepe	1h.03mn.	Candidat du Parti démocratique de la gauche à la mairie d'arrondissement lors des élections locales de 2009 (57 ans, originaire de Sivas, expert-comptable)
Ayfer Dikbaş	18.02.2014	Bahçeşehir	2h.08mn.	Ancienne présidente de la branche féminine du CHP de l'arrondissement de Başakşehir (50 ans, originaire d'Ankara, responsable de marketing)
Ayhan Bahçeli	13.03.2014	Başakşehir	40mn.	Chef de service des affaires sociales de la municipalité de Başakşehir (~40ans, handicapé)
Ayhan Özgürel	04.02.2014	Başakşehir	30mn	Président de la section de l'AKP pour Başakşehir (38 ans, originaire de Düzce, expert-comptable)
Ayşe*	03.02.2014	Şahintepe	1h.	Habitante, (27 ans, originaire de Bitlis,) Femme au foyer)
Ayşegül*	24.03.2014	Şahintepe	40mn.	Militante de l'organisation du CHP de Şahintepe (58 ans, retraité)
Banu*	06.03.2014	Şahintepe	30mn	Militante de l'organisation de l'AKP de Şahintepe (48 ans, femme au foyer)
Bayram Satılmış	09.02.2014	Şahintepe	1h 25mn	Ancien président de l'association Her Renk (28 ans, kurdophone, profession libérale)
Bedri Sinan Gül	31.01.2014	Başakşehir	57mn	Maire adjoint de Başakşehir – chargé du plan (34 ans, originaire d'Istanbul, ingénieur en bâtiment et travaux public)

Bekir Temel Selçuk	12.02.2014	Başakşehir	54mn.	Directeur du traitement de l'informatique pour la municipalité de Başakşehir (34 ans, originaire de Kütahya, ingénieur informatique)
Bektaş Ulusan	03. 01.2013	Bahçelievler	1h.19mn	Membre CHP du conseil municipal de Başakşehir (42 ans, originaire de Tokat, expert-comptable)
Birsen Ayvaz	03.03.2014.	Şahintepe	30mn.	Présidente de la branche féminine de l'AKP à Şahintepe (~50 ans, originaire de Kastamonu, diplômé de Lycée, femme au foyer)
	06.03.2014.		20mn.	
	17.03.2014		30mn.	
	22.09.2014		2h.30mn.	
Cafer Yazar	23.02.2013	Şahintepe	1h.25mn.	Président de l'association « Gülgençlik » (28 ans, originaire d'Azerbaïdjan, vendeur de marché)
Canan*	28.02.2014	Şahintepe	4h.	Entretien collectif avec les voisins, Habitante (27 ans, originaire d'Istanbul, femme au foyer)
Cevdet Yılmaz	Mars 2009	Şahintepe	2h.30mn.	Ancien candidat du Parti démocratique de la gauche au conseil municipal de Başakşehir lors des élections locales de 2009, Président du quartier pour le CHP en 2014, Vice président de l'association de pays de Kars-Ardağan- Iğdır. (44 ans, originaire de Kars, musicien)
Çiğdem Karadeniz	03.03.2014	Şahintepe	30mn.	Militante AKP et présidente adjointe de la fondation de *Bilim ve İnsan* (~35 ans, femme au foyer)

Deniz Bakır	05.02.2014	Şahintepe	34mn	Ancien habitant du quartier, avocat et délégué du CHP (32 ans, originaire de Tokat, avocat)
	19.02.2014	Esenler	4h.30mn.	
Emine Akkaya	Mars.2009	Şahintepe	1h.	Chargée de communication et de média du CHP en 2009, Ancienne présidente-adjointe du CHP a l'échelle de l'arrondissement, également ancienne membre du comité exécutif pour l'arrondissement de Başakşehir (40 ans, originaire de Giresun, directeur de production)
	18.02.2014	Bahçeşehir	1h.35mn.	
Emine*	27.03.2014	Şahintepe	30mn	Militante de l'organisation de l'AKP de Şahintepe (32 ans, kurdophone, femme au foyer)
Erdal Serindere	04.03. 2014	Şahintepe	2h.	Président de l'association de jeune Her Renk (31 ans, kurdophone, menuisier)
Erol Çapan	Mars 2009	Şahintepe	30mn.	*Muhtar* de Şahintepe (42 ans, originaire d'Ardahan, profession libérale sur la construction)
	13.04.2012	Şahintepe	2h.	
	06.05.2012	Şahintepe	47mn.	
	08.05.2012	Şahintepe	63mn.	
	30.12.2012	Şahintepe	2h.	
	03.01.2013	Şahintepe	40mn.	
Fatma*	03.03.2014	Şahintepe	1h.	Malade du cœur (29 ans, originaire de Bingöl, femme au foyer)
Fatoş*	28.02.2014	Şahintepe	4h.	Entretien collectif avec les voisines, Habitante (44 ans, originaire de Kars, femme au foyer)
Ferhat Aydın	25.12.2013	Altınşehir	1h 53mn	Président de l'association de pays de Kars-Ardahan- Iğdır, (50 ans, originaire de Kars, retraité)

Fevzi*	28.03.2014	Şahintepe	1h.	Commerçant, 47 ans, originaire de Kars
Furkan Leventoğlu	21.02.2014	Başakşehir	44mn.	Président de la branche jeune de la section AKP de Başakşehir (26 ans, ingénieur en bâtiments et travaux public, originaire d'Istanbul)
Gönül Dede	Mars 2009	Başakşehir	53mn.	Vice-présidente de la branche féminine de l'arrondissement Başakşehir de l'AKP. Chargé de l'élection
Güler Gügercioğlu	24.03.2014	Şahintepe	40mn.	Ancienne présidente de la branche féminine, Militante de l'organisation de CHP de Şahintepe (~45 ans, originaire de Sivas, femme au foyer)
Hacı Aybek	30.12.2013	Şahintepe	1h.	Président de l'association de Malatya (56 ans, originaire de Malatya, retraité)
Haluk Dikbaş	31.12.2013	Başakşehir	45mn.	Maire adjoint de Başakşehir chargé des affaires sociales (44 ans, originaire de Balıkesir, enseignant)
Hamide*	28.08.2012	Şirinevler	1h.30mn.	Fonctionnaire du département de prospective de la municipalité de Başakşehir (habitante de Şahintepe, 29 ans, originaire de Tokat, diplômé de master en gouvernement locale)
Hamit*	09.02.2014	Şahintepe	25mn.	Habitant (45 ans, originaire de Bitlis, sans emploie)
Handan*	28.02.2014	Şahintepe	4h.	Entretien collectif avec les voisines, Habitante (32 ans, originaire de Kars, femme au foyer)
Hanım*	28.02.2014	Şahintepe	4h.	Entretien collectif avec les voisins, Habitante (35 ans, originaire d'Iğdır, femme au foyer)

Hasan Doğan	05.06.2012	Şahintepe	1h.30mn.	Président de l'association de Tunceli (58 ans, originaire de Tunceli, retraité)
Hatice*	Mars 2009	Şahintepe	40mn.	Membre de la branche féminine du CHP de l'arrondissement de Başakşehir (35 ans en 2009, originaire de Tokat, femme au foyer)
Hüseyin*	24.03.2014	Şahintepe	25mn.	Epicier du quartier (~ 51 ans, originaire de Sivas, 54 ans)
İbrahim Dinç	13.09.2013	Güvercintepe	1h.40mn.	*Muhtar* de Güvercintepe (originaire de Tokat)
İbrahim*	mars.2009	Şahintepe	1h.	Ancien agent de sécurité à l'école du quartier (48 ans, originaire de Malatya, retraité)
İsmail Çinçin	27.12.2013	Bahçeşehir	4h.45mn	Candidat à la candidature CHP pour la mairie de Başakşehir en 2014 (47 ans, originaire de Kars, urbaniste)
Kadir Savaş	27.12.2012	Şahintepe	2h.	Président de l'association du village de Karacaören (47 ans, originaire de Tokat, profession libéral sur construction)
Kaya*	Mars 2009	Şahintepe	50mn.	Habitant, membre de l'AKP (35 ans, membre de l'AKP, originaire de Trabzon, profession libéral)
Kazım Özeren	11.02.2014	Başakşehir	1h10mn.	Président de la section d'arrondissement de Başakşehir du CHP (50 ans, originaire de Çorum, homme industriel)
Kemal Aydın	08.02.2014	Bahçeşehir	1h.24mn.	Ancien maire de Bahçeşehir – candidat à la candidature CHP pour la mairie de Başakşehir en 2014 (48 ans, originaire de Giresun, profession libérale)

Kemal*	20.08.2013	Halkalı	40 mn.	Fonctionnaire du ministère de l'Environnement et l'Urbanisme
Lale*	07.03.2014	Şahintepe	40mn	Militante de l'organisation du quartier de l'AKP (43 ans, kurdophone, femme au foyer)
Leyla Yılmaz	Mars 2009	Başakşehir	40mn.	Présidente de la branche féminine du CHP de l'arrondissement Başakşehir en 2009, Candidat à la candidature CHP pour la mairie de Başakşehir en 2014 (52 ans, originaire de Kars, retraité)
	14.02.2014	Bahçeşehir	1h.15mn.	
Lütfiye Özkan	Mars 2009	Başakşehir	40mn.	Présidente en 2009 de la branche féminine de l'arrondissement de Başakşehir du Parti d'action nationaliste (~45 ans originaire de Malatya, employé dans le club d'escalade)
M. Tayyip Tanrıkulu	13.03.2014	Başakşehir	40mn.	Directeur des affaires sociales de la municipalité de Başakşehir (50 ans, originaire de Diyarbakır)
Mehmet Pala	mars.2009	Şahintepe	59mn.	Ancien *Muhtar* de Şahintepe (~40 ans, originaire de Tokat , agent immobilier)
Mehmet Şahin	21.01.2014	Bakırköy	4.05h.	Ancien maire adjoint, candidat AKP à la candidature de la municipalité de Başakşehir (38 ans, originaire de Tokat, pharmacien)
	14.02.2014	Bakırköy	4h.25mn.	
Mehmet Şirin	22.03.2014	Şahintepe	53mn	Président de l'organisation du quartier du Parti de la paix et de la démocratie (parti pro-kurde)

Mehtap Polat	Mars 2009	Başakşehir	40mn.	Présidente responsable de la branche féminine de l'AKP de l'arrondissement de Başakşehir
Mevlüt Uysal	11.03.2014	Başakşehir	30 mn.	Maire de Başakşehir (48 ans, originaire d'Alanya, avocat)
Murat Bakır	04.04.2014	Bahçeşehir	3h.	Président de la commission de coordination électorale du CHP à Şahintepe (37 ans, originaire de Tokat, le service de sous contrat dans le secteur de construction)
Murat Çelikpençe	20.03.2014	Şahintepe	2h.10mn	Président de l'association de pays de Diyarbakırlılar (29ans, originaire de Dıyarbakır, profession libérale)
Mustafa Pala	25.02.2014	Şahintepe	2h.07mn	Agent immobilier, délégué de CHP (~52 ans originaire de Tokat, agent immobilier)
Mustafa*	06.03.2013.	Şahintepe	50mn.	Propriétaire à Şahintepe (59 ans, originaire de Kars, boucher)
Naciye*	28.02.2014	Şahintepe	4h.	Entretien collectif avec les voisins, Habitante originaire de Kars (72, ans, originaire de Kars, femme au foyer)
Necati Erdem	Mars 2009	Bahçeşehir	1h.16mn.	Président de la section CHP d'arrondissement de Başakşehir pour la période de 2008-2009 (avocat)
Necati Güleç	Mars 2009	Şahintepe	35mn.	Ancien président du quartier pour l'AKP - chargé de représenter le parti dans le quartier (~45 ans, originaire de Tokat, agent immobilier)
Nergis*	28.02.2014	Şahintepe	4h.	Entretien collectif avec les voisins, Habitante 36 ans, originaire d'Ardahan, femme au foyer

Nimet Baylan Bazan	18.03.2014	Başakşehir	45mn.	Directrice des affaires financières de la municipalité de Başakşehir (43 ans, originaire d'Erzincan)
Onur*	Février 2009	Şahintepe	2h.	Agent immobilier (54 ans originaire de Çorum)
	23.03.2014	Şahintepe	1h.	
Ömer Lütfi Tama	26.02.2014	Başakşehir	35mn.	Directeur des relations publiques et de presse de la municipalité de Başakşehir (45 ans, Originaire de Samsun)
Önder Aras	30.11.2013	Şahintepe	1h.30mn	Président de l'association du village de Hacı Veli Köyü (43 ans, originaire de Kars, agent immobilier)
	25.12.2013		45mn.	
	05.12.2013		30mn.	
	04.09.2013		40mn.	
Özgür Karabat	22.01.2014	Bakırköy	30mn	Candidat CHP à la mairie de Başakşehir en 2014 et ancien président de la section d'arrondissement du CHP (40 ans, originaire de Tokat, diplômé d'étude politique)
Özlem Erol	Mars 2009	Başakşehir	45mn.	Présidente de la branche féminine de l'arrondissement de Başakşehir de l'AKP en 2009 (32 ans en 2009, originaire de Niğde ingénieur en environnement)
Özlem Taş	Mars 2009	Başakşehir	55mn.	Chargée de communication et de média de l'AKP et membre du conseil féminin d'arrondissement d'AKP. Membre du comité exécutif du conseil d'arrondissement de Başakşehir. (41 ans en 2009, originaire d'Erzincan, diplômé des technologies d'éducation)

Ramazan Baykara	25.06. 2012 12.09. 2013 12.10. 2013	Şahintepe	2h.04mn 2h.20mn 40mn	Président de l'association de pays de Van et de la « plateforme » (50 ans , originaire de Van, fouilleur-excavation)
Ramazan Yaşıkçı	03.01.2013	Şahintepe	45mn.	Membre du conseil d'anciens et militant de l'AKP (~50 ans, originaire de Van, épicier)
Rıza*	22.03.2014	Şahintepe	1h.35mn.	Epicerie (originaire d'Ordu, 58 ans)
Saliha Gül	02.03.2013	Avcılar	45 mn.	Vice présidente de la section d'arrondissement du CHP, responsable de l'organisation féminine (55 ans, originaire de Tokat, femme au foyer.)
Sebahat*	28.02.2014	Şahintepe	4h.	Entretien collectif avec les voisins, Habitante (68 ans, originaire d'Ardahan, femme au foyer)
Serap Bulut	Mars 2009	Şahintepe	40mn.	Présidente du quartier de la branche féminine du parti d'action nationaliste en 2009
Serdar Bayraktar	01.11.2013	Ataköy	1h.30mn.	Membre CHP du conseil municipal de Başakşehir et du conseil métropolitain (50 ans, originaire de Mardin, ingénieur en aéronautique)
Sevgi*	28.02.2014	Şahintepe	4h.	Entretien collectif avec les voisins, Habitante originaire d'Ardahan
Sevgi İlhan	12.02.2014	Başakşehir	30mn.	Présidente de la branche féminine pour la section d'arrondissement de Başakşehir de l'AKP (~38 ans, ingénieur mécanicien)
Sevtap*	Mars 2009	Şahintepe	45mn.	Habitante du quartier et militante à la branche féminine du Parti de la Félicité

Seyithan Kırmızı	31.05.2012 05.02.2013 07.02.2013 20.03.2014	Şahintepe	3h.20mn 5h40mn 1h.20mn 1h30mn	Membre du conseil de la ville de Başakşehir (*kent konseyi*), Ancien président de l'association de Diyarbakır (35 ans, originaire de Dıyarbakır, bijoutier et profession libérale sur construction)
Sezai*	Avril.2009	Şahintepe	40mn.	Directeur de l'une des l'école primaire
Sibel Akgündüz	23.06.2014	Başakşehir	35 mn.	La directrice de fondations de coopération sociale et de solidarité
Suzan*	28.02.2014	Şahintepe	4h.	Entretien collectif avec les voisins, Habitante. (27ans, originaire d'Iğdır, femme au foyer)
Şadıman Kutay	20.06. 2012	Başakşehir	1h25mn.	Fonctionnaire à la direction des affaires et aides sociales et présidente de l'assemblée des femmes du « conseil de ville » de Başakşehir (docteur en biologie)
Şahin Cizrelioğlu	05.06.2012	Bakırköy	2h.35mn	Agent immobilier fondateur de Şahintepe (93 ans, originaire de Dıyarbakır)
Şamil Altan	Mars 2009	Şahintepe	1h.	Candidat du Parti de la société démocratique[502] à la mairie d'arrondissement lors des élections locales de 2009 (58 ans en 2009, originaire de Çanakkale, diplômé de l'économie)
Şenol Ercan	05.02.2014	Halkalı	1h.39mn	Ancien maire adjoint de Başakşehir – chargé du plan (40 ans, originaire de Sinop, architecte)

[502] Le DTP a été dissout le 12 décembre 2009. Le BDP (Barış ve Demokrasi Partisi – Parti pour la paix et la démocratie) a été établi comme successeur officiel du DTP.

Şeref Aydın	Mars 2009	Şahintepe	3h20mn.	Candidat du Parti démocratique de la gauche au conseil municipal de Başakşehir lors des élections locales de 2009 Vice président du quartier pour le CHP 2013-14. Şahintepe (54 ans, originaire de Çorum, profession libérale)
	23.03.2014		1h.55mn.	
Şeref Kılıç	mars 2009	Şahintepe	1h.	Ancien président de Şah-Der et candidat du parti DTP au conseil municipal de Başakşehir lors des élections de 2009 (47 ans, originaire de Muş, fouilleur-excavation)
	25.07.2012		1h.45mn	
Veli*	mars 2009	Şahintepe	25mn.	Habitant (~45 ans, originaire de Siirt, chômeur)
Yekta Aybastı	27.01.2013	Sultangazi	2h.	Président de l'association d'Ordu Mesudiye (32 ans, originaire d'Ordu, apprenti de pharmacien)
Yusuf Güşen	Mars.2009	Başakşehir	45mn.	Président de la section d'arrondissement du Parti de la félicité (enseignant)
Yücel Yıldırım	03.06.2012	Şahintepe	1h.15mn.	Président de l'association d'Ordu (38 ans, originaire d'Ordu, artisan)
	29.12.2013	İkitelli	1h.40mn	
Zeki Bulgan	Mars 2009	Başakşehir	1h.36mn.	Candidat du Parti d'action nationaliste à la mairie d'arrondissement lors des élections locales de 2009 (~40 ans, originaire d'Ordu, Avocat)
Zeki Ertürk	03.06.2012	Şahintepe	2h.	Secrétaire du «conseil de ville » (*Kent Konseyi*) (diplômé de l'économie) (~55, originaire de Malatya, diplômé de l'université de l'Ankara de Science politique (Mülkiye)

Observation Participante:

Nous donnons ici une liste des évènements auxquels nous avons participé en 2009 et entre 2012 et la fin de 2014. Ces observations sont groupées par types et par époque. Les observations donnant lieu à des commentaires explicite dans le corps de la thèse sont identifiés de manières précises en note en bas de page du texte concerné.

LE NOM DE L'EVENEMENT	DATE:	NOMBRE PARTICIPATION	RESUME
Le jour (*gün*) avec les femmes du quartiers:	Janvier-Février 2014	**2**	**Réunion informelle des femmes du quartier pour manger et parler**
Réunion à domicile (pour les femmes):	Mars 2009	**2**	**Visite politique du CHP et de l'AKP aux maisons des habitants avec les militantes des partis.**
	Mars 2014	**13**	**Visite politique de l'AKP aux maisons des habitants avec les militantes des partis**
Réunions dans les cafés, la salle de l'association (pour les hommes)	Mars 2009	**4**	**Visites politique des candidats du MHP et du DSP à la mairie aux associations de pays.**
	Octobre - Mars 2014	**12**	**Visites politique des candidats à la mairie et des présidents de la section de l'arrondissement de l'AKP, du CHP, de MHP, du HDP aux associations de pays.**
Visite aux domiciles:	Mars 2014	**7**	**Visites par les militantes de l'AKP pour déterminer la pré-éligibilité à la carte de soutien**
Réunion à la mosquée (pour les hommes):	Mars 2014	**1**	**Prière et visite du maire à la mosquée d'İskender Esme. Discussion électorale avec les fidèles de la mosquée**

Petits déjeuners pour les hommes:	Juin 2012	**4**	**Petit déjeuner à l'association de Diyarbakır avec l'équipe du « conseil de la ville » (Kent Konseyi) de Başakşehir et les présidents d'associations.**
	Février 2014		**Petit déjeuner des candidats HDP à Başakşehir avec les présidents d'associations.**
	Février 2014		**Petit déjeuner du maire de Başakşehir au Bilgievi avec les présidents des associations de la région de la Mer Noire**
	Mars 2014		**Petit déjeuner à l'association de Malatya avec les candidats CHP au conseil municipal :** Abdulhadi Akmugan et Erdoğan Dulkadir
Petits déjeuners pour les femmes:	Mars 2014	**4**	**Les habitantes se réunissent avec des militantes AKP pour manger et écouter les discours politique. Tous les jeudis entre 12-14 heure dans le bureau électoral de l'AKP.**
Réunions aux écoles coraniques:	Mars 2014.	**2**	**Les militantes visitant les écoles coraniques afin de rencontrer les habitants du quartier**
Réunion de confrérie:	Mars 2014	**1**	**Les militantes visitant une séance de prière dans la confrérie d'Ipekyolu pour faire la campagne électorale**

Les nuits de l'association de pays:	De mars 2013- au mars 2014	**3**	**Les associations de pays organisent des soirées pour leurs membres : Soirée de divertissement semblable à l'atmosphère d'un mariage : Soirée des associations de pays : Tokat Karacaören, Kars Ardahan Iğdır, Kars Hacıveli**
Réunions de la salle de mariage	Mars 2009	**3**	**Discours électoral aux habitants (sans ségrégation sexuelle) dans les salles de mariages.**
Déjeuner dans le cemevi du village de Karacaören:	Mars 2014	**1**	**Visite d'Özgür Karabat, candidat CHP à la mairie**
Visites aux domiciles de familles syriennes	Mars 2014	**5**	**Les maisons de syriens ont été visitées par des militantes AKP afin de déterminer les besoins**
Les fêtes de ramadans:	20 juillet - 3 Aout 2012	**4**	**Soirées organisées à Şahintepe pour fêter le Ramadan : les associations de pays les organisent à tour de rôle**
L'ouvertement du quartier général de l'arrondissement de HDP a Güvercintepe:	Février 2014	**1**	**Le QG de la section d'arrondissement est ouvert avec la participation de Sırrı Süreye Önder (candidat métropolitain)**
Pré - élection pour le candidat de *Muhtar* de l'association de la ville de Tokat du village Karacaören	Mars 2014	**1**	**Les membres des associations font une pré-election pour choisir entre Mehmet Pala et Ali Bakır**
Le travail électoral du *Muhtar* pour les femmes:	Mars 2014	**1**	**Erol Çapan reçoit des femmes du quartier dans son bureau.**
Changement d'ampoules de lampadaires avec le *Muhtar*:	Janvier 2014	**1**	**Activité qui dure toute une journée : Nous avons changé les ampoules de Şahintepe avec le *Muhtar***

Visites des responsables d'associations aux associations du quartier:	Du Janvier 2013 au Mars 2014	**2**	**Les représentants de différentes associations rendent visite aux associations de Şahintepe : Visite de la fondation de Van à l'association de Van à Şahintepe, Visite de l'association des turques Kaypak Terekeme a l'association de Kars Hacıveli**
Porte à porte avec CHP:	Mars 2014	**~35 maisons**	**Nous avons participé à l'enquête et la distribution de brochures avec les militantes du CHP pour les rues Zafer et Bereket.**
projet d'éducation pour les habitants des femmes organisé par le conseil de ville de Başakşehir « Maman, ne soit pas en retard à l'école »	Mars 2013	**1**	**Séminaires pour les femmes du quartier.**
Participation à la réunion d'Özgür Karabat avec son organisation de Şahintepe	Fevrier 2014	**1**	**Réunion interne de l'organisation du CHP**
Meetings électoraux des candidats à la mairie métropolitaine d'Istanbul:	Mars 2009	**2**	**Kemal Kılıçdaroğlu 2009 à Başakşehir**
	Mars 2014		**Mustafa Sarıgül 2014 à Şahintepe**
Visite de commerçant	Février 2014	**1**	**visite du candidat du parti d'indépendance de la Turquie, *Bağımsız Türkiye Partisi*, BTP à un commerce de Şahintepe**

BIBLIOGRAPHIE:

ADDIE Jean-Paul, The rhetoric and reality of urban policy in the neoliberal city: Implications for social struggle in Over-the-Rhine, Cincinnati. *Environment and Planning A, 2008,* vol.40, n°11, p. 2678–2692.

AKDOĞAN Y. Muhafazakar-Demokrat Siyasal Kimliğin Önemi ve Siyasal İslamcılıktan Farkı. *Ak Parti Toplumsal Yeni Aktörleri/* ed. par Hakan YAVUZ. Istanbul: Kitap, 2010, p. 59-95.

AKIN O., ÖZDEMIR D. Konut Üretim Sürecinde Türkiye ve Avrupa Birliği Üzerine Karşılaştırmalı Bir Değerlendirme ve TOKİ uygulamaları. *Kentsel Dönüşümde Politika, Mevzuat, Uygulama: Avrupa Deneyimi, İstanbul Uygulamaları /* ed. par Dilek ÖZDEMIR. Istanbul: Nobel, 2010, p. 285-316.

AKINCI Uğur, The Welfare Party's Municipal Track Record: Evaluating Islamist Municipal Activism in Turkey. *The Middle East Journal*, 1999, vol.53, n°1, p. 75-94.

AKSOY A. İstanbul'un Neoliberalizmle imtihanı. *Yeni İstanbul Çalışmaları: Sınırlar, Mücadeleler, Açılımlar/* ed. par Ayfer BARTU CANDAN, Cenk ÖZBAY. Istanbul: Metis, 2014, p. 26-46.

ALUM Percy, Le double visage de la Démocratie chrétienne. *Politix*, 1995, vol.8, n°30, p. 24-44.

ARIKAN AKDAĞ Gül, AKP's Local Politics: Perceived Discrimination as an Obstacle to Ethnic Mobilization. *Alternative Politics,* Juillet 2012, vol.4, n°2, p. 147-179.

ASLAN Şükrü, *1 Mayıs Mahallesi:1980 Öncesi Toplumsal Mücadeleler ve Kent.* 2e éd. Istanbul: İletişim, 2008.

ATEŞ Kazım, KONURALP Okan, CHP: Ya Melankolik ısrar ya da başka bir yeni. *Birikim*, 2013, n°287, p. 12-22.

AUYERO Javier, LAPEGNA Pablo, POMA Page Fernanda, Patronage Politics and Contentious Collective Action: A Recursive Relationship. *Latin America Politics and Society*, 2009, vol.51, n° 3, p. 1-31.

AUYERO Javier, The Logic of Clientelism in Argentina: An Ethnographic Account. *Latin American Research Review*, 2000, vol.35, n°3, p. 55-81.

AUYERO Javier. *Poor People's Politics: Peronist Survival Networks and The Legacy of Evita*, Durham & London: Duke Universty Press, 2001.

AUYERO Javier, From The Client's Point of View: How Poor People Perceive and Evaluate Political Clientelism. *Theory and Society*, 1999 vol.28, n°2, p. 297- 334.

AUYERO Javier, SWISTUN Debora, The Social Production of Toxic Uncertainty. *American Sociological Review,* 2008, vol.17, n°3, p. 357-379.

AYAN Pelin, Authoritarian Party Structures in Turkey: A comparaison of the Republican People's Party and the Justice and Developpement Party. *Turkish Studies*, 2010, vol.11, n°2, p. 197-215.

AYATA Sencer, Toplumsal çevre olarak gecekondu ve apartman. *Toplum ve Bilim*, 1989, n° 46/47, p. 101-127.

AYATA Sencer, Patronage, Pary and State: The Politicization of Islam in Turkey. *The Middle East Journal*, 1996, vol.50, n°1, p. 40-56.

AYTAÇ Erdem, Distributive Politics in a Multiparty System: The Conditional Cash Transfer Program in Turkey. *Comparative Political Studies*, 2014, vol.47, n°9, p. 1211–1237.

BALABAN O. Neoliberal yeniden yapılanmanın Türkiye kentleşmesine bir diğer armağanı: Kentsel dönüşümde güncelin gerisinde kalmak. *Istanbul: Müstesna Şehrin İstisna Hali* / ed. par Ayşe ÇAVDAR, Pelin TAN. Istanbul: Sel, 2013, p. 51-78.

BALABAN Utku, The enclosure of urban Space and Consolidation of Capitaist Land Regime in Turkish Cities. *Urban Studies*, 2011, vol.48, n°10, p. 2162-2179.

BANÉGAS R. Bouffer L'argent, Politique du Ventre, Democratie et Clientelisme au Bénin. *Le Clientélisme Politique Dans Les Sociétés Contemporaines* / ed. par Jean-Louis BRIQUET, Frédéric SAWICKI. Paris: Presses Universitaires de France, 1998, p.75-109.

BAYRAKTAR U. ¸ ALTAN C. Explaining Turkish Party Centralism: Traditions and Trends in the Exclusion of Local Party Offices in Mersin and Beyond. *Negotiating Political Power in Turkey: Breaking Up the Party*/ ed. par Elise MASSICARD, Nicole F. WATTS. London: Routledge, 2013, p. 17–36.

BEAUD Stéphane, L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l' « entretien ethnographique ». *Politix*, 1996, Vol.9, n°35, p. 226- 257.

BEDIRHANOĞLU P. Türkiye'de Neoliberal Otoriter Devletin AKP'li yüzü. *AKP Kitabı: Bir Dönüşümün Bilançosu /* ed. par İlhan UZGEL, Bülent DURU. 3e éd. Ankara: Phoenix, 2013, p. 40-65.

BONNET François, Les machines politiques aux Etats-Unis : Cliéntelisme et immigrationentre 1870 et 1950. *Politix*, 2010, vol.23, n°92, p. 7-29.

BOURDIEU Pierre, *The Logic of Practice*. Cambridge: Polity Press, 1990.

BOURDIEU Pierre, *Esquisse d'une théorie de la pratique: precede de trois études d'ethnologie kabyle*. Paris: Seuil, 2000.

BORA T. Istanbul of the conqueror: The "alternative global city": dreams of political Islam. *Istanbul: Between Global and The Local/* ed. par Çağlar KEYDER. Lanham, MD: Rowman and Littlefield, 1999, p. 47-58.

BRIQUET Jean Louis, Les amis de mes amis - registre de la mobilisation politique dans la Corse rurale. *Mots*, décembre 1990, vol.25, n°1, p. 23-41.

BRIQUET Jean-Louis, Les amitiés paradoxales: échanges intéressées et morale du déinterressement dans les relations de clientelles. *Politix,* 1999, vol.12, n° 45, p. 7-20.

BRIQUET Jean-Louis. *La Tradition En Mouvement, Clientelisme Et Politique En Corse,* Paris : Berlin, 1997.

BRIQUET J.-L. La politique clientaires. Clientelisme et processus politiques. *Le Clientélisme Politique Dans Les Sociétés Contemporaines* / ed. par Jean-Louis BRIQUET et Frédéric SAWICKI. Paris : Presses Universitaires de France, 1998, p. 111-143.

BRIQUET Jean-Louis, SAWICKI Frédéric, L'analyse localisée du politique. *Politix*, 1989, vol.2, n°7, p. 6-16.

BRUSCO Valeria, NAZARENO Marcelo, STOKES Susan, Vote buying in Argentina. *Latin American Research Review*, 2004, vol. 39, n°2, p. 66-88.

BRUTER Micheal, HARRISON Sarah. *The future of our democracies?: young party members in 6 European democracies,* Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2009.

BULAÇ Ali, Medine Vesikası Üzerine Tartışmalar (I). *Birikim*, 1993, n°47, p. 34-42

BUĞRA Ayşe, Asıl mesele sadakanın politik iktisadı. *Milliyet*, 23 février 2009.

BUĞRA Ayşe, KEYDER Çağlar, The Turkish Welfare Regime in Transformation. *Journal of European Social Policy*, 2006, vol.16, n°3, p. 211-228.

BUĞRA Ayşe, KEYDER Çağlar. *Yeni Yoksulluk ve Türkiye'nin Değişen Refah Rejimi*. Ankara : UNPD, 2003.

BUĞRA A, SINMAZDEMIR T. Yoksullukla Mücadelede İnsani ve Etkin Bir Yöntem: Nakit Gelir Desteği. *Bir Temel Hak Olarak Vatandaşlık Gelirine Doğru* / ed. par Ayşe BUĞRA, Çağlar KEYDER. Istanbul : İletişim, 2007, p. 85-114.

BUĞRA Ayşe, CANDAŞ Ayşen, Change and Continuity under an Eclectic Social Security Regime: The Case of Turkey. *Middle Eastern Studies,* 2011, vol.47, n°3, p. 515-528.

BUĞRA Ayşe. *Kapitalizm, Yoksulluk ve Türkiye'de Sosyal Politika*, Istanbul : İletişim, 2008.

BUĞRA Ayşe, The Immoral Economy of Housing in Turkey. *International Journal of Urban and Regional Research,* 1998, vol.22, n°2, p. 303-317.

CATTEDRA R. Bidonville:paradigme et realite refoulée de la ville du XXe siecle. *Les Mots de la stigmation urbain* / ed. par Jean Charles DEPAULE. Paris: Edition UNESCO (Programme MOST), Editions de la maison des sciences de l'homme, 2006, p.123-163.

CATUSSE Myriam, ZAKI Lamia, Gestion communale et clientelisme moral au Maroc: les politiques du parti de la justice et du developpement. *Critique international,* 2009, n°42, p. 73-91.

CERTEAU Michel De. *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*, Paris : Gallimard coll. "Folio Essais", 1990.

CHUBB Judith, The Social Bases of an Urban Political Machine: The Case of Palermo. *Political Science Quarterly*, 1981, vol.96, n°1, p. 107-125.

COLLIER Stephen, Topologies of power: Foucault's analysis of political government beyond « governmentality ». *Theory Culture Society*, 2009, vol. 26, n°6, p. 78–108.

COMBES Hélène. *Faire Parti: Trajectoires de gauche au Mexique*. Paris : Karthala, 2011.

COMBES Hélène, Représentation de l'achat de vote au Mexique. *Cahier des Amérique Latin*, 2012, vol.69, n°1, p. 143-162.

COMBES Hélène, VOMMARO Gabriel, L'introduction. *Cahier des Amérique Latin*, 2012, vol.69, n°1, p. 17-35.

COMBES Hélène, VOMMARO Gabriel. *Sociologie du clientélisme.* Paris : La Découverte (col. repères), 2015.

ÇARKOĞLU Ali, Plus ça Change Plus C'est la Même Chose: Consolidation of the AKP's Predominance in the March 2014 Local Elections in Turkey. *South European Society and Politics*, 2014, vol.19, n°2, p. 169-192.

ÇARKOĞLU Ali, KALAYCIOĞLU Ersin. *Turkish Democracy Today, Elections, Protest and Stability in an Islamic Society*. Newyork : I.B. Tauris, 2007.

ÇELIK Aziz, Muhafazakar Sosyal Politika Yönelimi: Hak Yerine Yardım-Yükümlülük Yerine Hayırseverlik. *İ.Ü. Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi*, 2010, n°42, p.63-81.

ÇINAR Menderes, AKP'nin kartacası. *Birikim*, 2013, n°287, p. 53-61.

ÇINAR M., DURAN B. The Specific Evolution of Contemporary Political Islam in Turkey and Its Difference. *Secular and Islamic Politics in Turkey* / ed. par Ümit CIZRE. Newyork : Routledge, 2008, p. 17-40.

DAĞI İ. Adalet ve Kalkınma Partisi: Güvenlik ve Meşruiyet Arayışında Kimlik, Siyaset ve İnsan Hakları Söylemi. *AK Parti: Toplumsal Değişimin Yeni Aktörleri* / ed. par Yavuz HAKAN. Istanbul : Kitap, 2010, p. 121-140.

DARTON Robert. *The Great Cat Massacre: and other episodes in french cultural history*. Newyork: Vintage Books, 1985.

DAVID Easton. *Systems Analysis of Political Life.* New York : John Wiley, 1965.

DAVIS Mike. *Gecekondu Gezegeni*. 2e éd. Istanbul: Metis, 2010.

DE SOTO Hernando. *The other path: The invisible revolution in the Third World.* London : I.B. Tauris, 1989.

DE SOTO Hernando. *The mystery of capital: Why capitalism triumphs in the West and fails everywhere else.* New York : Basic Books, 2000.

DEVJI F. Faisal, Hindu/ Muslim/ Indian. *Public Culture*, 1992, vol. 5, n°1, p. 1-18.

DG CONNECT. *Open Innovation Yearbook : 2014.* Brussels : European Commission, 2014.

DG INFSO. *Living Labs for User-Driven Open Innovation : An Overview of the 'Living Labs' Methodology.* Brussels : European Commission, 2009.

DOĞAN Ali Ekber. *Eğreti Kamusallık: Kayseri Örneğinde İslamcı Belediyecilik*. Istanbul : İletişim, 2007.

DUBEN Alan. *Kent, Aile, Tarih*. 2e éd. Istanbul : İletişim, 2006.

ECCLESHALL Robert, GEOHAGAN Vincent, JAY Richard, MCKENZIE Ian, WILFORD, Rick. *Political Ideologies : An Introduction.* London : Hutchinson, 1984.

ELIAS Norbert, SCOTSON L. John. *Logiques de l'exclusion.* Paris : Fayard, 1997.

EDER Mine, Retreating State? Political Economy of Welfare Regime Change in Turkey. *Middle East Law and Governance Journal*, 2010, vol.2, n°2, p.152-184.

ERDER Sema. *İstanbul'a bir kent kondu: Ümraniye*. 3e éd. Istanbul: İletişim, 2006.

ERDER Sema. *Kentsel Gerilim.* 2eme éd. Ankara: um:ag, 2002.

ERDER S. Nerelisin hemşehrim? *Istanbul:Küresel ile yerel arasında* / ed. par Keyder ÇAĞLAR. Istanbul: Metis, 2000, p. 192-205.

ERDER Sema, INCIOĞLU Nihal. *Türkiye'de Yerel Politikanın Yükselişi: İstanbul Büyükşehir Belediyesi Örneği, 1984-2004.* İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2008.

ERGEN Cafer. *Açıklamalı, İçtahatlı, En Son Değişiklerle Arazi ve Arsa Düzenlemeleri*. 3e éd. Ankara : Seçkin, 2013.

ERKILET A. Düzgün Aileler, "yeni gelenler"e karşı: Korku siyaseti, tahliyeler ve kentsel ayrışma. *Istanbul: Müstesna Şehrin İstisna Hali* / ed. par Ayşe ÇAVDAR, Pelin TAN. Istanbul: Sel, 2013, p. 127-146.

ERMAN Tahire, Yıkılan Gecekondular, Yapılan TOKI Toplu Konut Projeleri: Kent Yoksulunun Yeni Yaşam Çevresi Olarak Karacaören-TOKI Sitesi. *İdealkent,* 2012, n°7, p. 38-63.

ERMAN Tahire, The Politics of Squatter (gecekondu) Studies in Turkey: The Changing reprensantation of rural migrants in the Academic Discours. *Urban studies*, 2001, vol.38, n°7, p. 983-1002.

ESPING-ANDERSEN Gosta. *The Three Worlds of Welfare Capitalism.* Princeton, NJ : Princeton University Press, 1991.

ETÖZ Zeliha, Varoş: bir istila bir tehdit!. *Birikim*, 2000, n°132, p:49-54

FERGUSON James, GUPTA Akhil, Spatializing states: Toward an ethnography of neoliberal governmentality. *American Ethnologist*, 2002, vol.29, n°4, p. 981–1002.

FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian, PECHU Cécile. *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Presses de Sciences Po, 2009

FLODERER Camille, De l'association de quartier au réseau de soutien partisan. Éléments pour une analyse localisée des relations clientelaires au Costa Rica. *Cahier de l'Amériques Latins*, 2012, n°69, p. 37-55.

FONTAINE Laurence. *L'Economie Morale: Pauvreté, crédit et confiance dans l'Europe préindustrielle.* Paris : Gallimard, 2008.

FOUCAULT Michel. *Naissance de la Biopolitique: Cours au college de France. 1978-1979*. Paris: EHESS Gallimard Seuil, 2004.

FOUCAULT Michel. *Surveiller et Punir: Naissance de la prison*. Paris: Gallimard, 1975.

FOX Jonathan, The Difficult Transition from Clientelism to Citizenship. *World Politics*, 1994, vol.46, n°2, p. 151-84.

FRETEL Julien, « Quand les catholiques vont au parti » De la constitution d'une illusion paradoxale et du passage à l'acte chez les « militants » de l'UDF. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004, vol.5, n°155, p. 76-89.

FUNDERBURK Charles, THOBABEN Robert. *Political Ideologies : Left, Right, and Center*. New York : Macmillan, 1989.

GAXIE Daniel, Economie des partis et rétributions du militantisme. *Revue française de science politique*, 1977, 27e année, n°1, p. 123-154.

GEERTZ Clifford. *Available light: Anthropological reflections on philosophical topics*. New Jersey: Princeton University Press, 2001.

GENCEL S. İ. How Islamist parties emerge: the case of the National Order Party. *Negotiating Political Power in Turkey* / ed. par Elise MASSICARD, Nicole WATTS. Newyork : Routledge, 2013, p. 77-98.

GIBSON Edward, The populist road to market reform: Policy and electoral coalitions in Mexico and Argentina. *World Politics*, 1997, vol.49, n°3, p. 39–70

GIL José. *La Corse entre la liberté et la terreur*. Paris : La différence, 1984.

GILBERT Alan**,** Pirates and invaders: Land acquisition in urban Colombia and Venezuela. *World Development*, 1981, vol.9, n°7, p. 657-678.

GOFFMAN Erving. *Frame Analysis*. New York : Harper and Row, 1974.

GOIRAND C. Clientélisme et politisation populaire à Rio de Janerio. *Le Clientélisme Politique Dans Les Sociétés Contemporaines* / ed. par Jean-Louis BRIQUET, Frédéric SAWICKI. Paris : Presses Universitaires de France, 1998, p. 111-143.

GOUGH I. Güney Avrupa'da sosyal yardım. *Sosyal Politika Yazıları* / ed. par Ayşe BUĞRA, Çağlar KEYDER. 6e éd. Istanbul: İletişim, 2013, p. 231-260.

GÖÇMEN İpek, Religion, politics and social assistance in Turkey. *Journal of European Social Policy*, 2014, vol.24, n°1, p. 92-103.

GÖLE N. Authoritarian secularism and Islamist politics: The case of Turkey. *Civil Society in the Middle East* / ed. par Augustus Richard NORTON. Leiden : E. J. Brill, 1996.

GÜLALP Haldun. *Kimlikler Siyaseti: Türkiye'de Siyasal İslamın Temelleri*. İstanbul: Metis, 2003.

GÜLALP Haldun, Whatever Happened to Secularization? The Multiple Islams in Turkey. *The South Atlantic Quarterly*, 2003, vol.102, n°2/3, p. 381-395.

GÜNEŞ AYATA Ayşe, Liderlik Stratejileri Olarak Hizipçilik/Grupçuluk ve Kollamacılık. *Amme İdaresi Dergisi*, 1992, vol.25, n°2, p. 69-84.

GÜNEŞ AYATA Ayşe. *CHP. Örgüt ve İdeoloji*. Ankara: Gündoğan, 1992.

GÜNEŞ AYATA A. Clientelism: Premodern,Modern, PostModern. *Democracy, Clientalism and Civil Society* / ed. par Luis RONIGER, Ayşe GÜNEŞ AYATA. London: Lynne Rienner, 1994, p.19-28.

GÜNEŞ AYATA A. Roots and Trends of Clientelism in Turkey. *Democracy, Clientelism and Civil Society* / ed. par Luis RONIGER, Ayşe GÜNEŞ AYATA. Boulder : Lynne Rienner, 1994, p. 49-63.

GÜNEŞ AYATA Ayşe, TÜTÜNCÜ Fatma, Party Politics of the AKP (2002–2007) and the Predicaments of Women at the Intersection of the Westernist, Islamist and Feminist Discourses in Turkey. *British Journal of Middle Eastern Studies*, 2008, vol.35, n°3, p. 363-384.

GÜZEY Özlem, Türkiye'de Kentsel Dönüşüm Uygulamaları: Neo-liberal Kent Politikaları. *İdeal kent,* 2012, n°7, p. 64-83.

HALE William, ÖZBUDUN Ergun. *Islamism, Democracy and Liberalism in Turkey: The case of the AKP*. Routledge: Routhledge Studies in Middle Eastern Politics, 2010.

HALL T., HUBBARD P. The Enterpreneurial City and the New Urban Politics. *The Entrepreneurial City* / ed. par Tim HALL et Phil HUBBARD. Hoboken. NJ : John Wiley and Sons, 1998

HARB M. La Dahiye de Beyrouth: parcours d'une stigmation urbaine, consodilation d'une territoire politique. *Les Mots de la stigmation urbain* / ed. par Jean-Charles DEPAULE, Paris : UNESCO-MSH, 2006, p. 199-224.

HART Charles W.M. *Zeytiburnu Geceondu Bölgesi*. Istanbul: Istanbul Ticaret Odası, 1969.

HARVEY David, From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Urban Governance in Late Capitalism. *Geografiska Annaler (Series B, Human Geography)*, 1989, vol.71, n°1, p. 3-17.

HARVEY David, The right to the city. *International Journal of Urban and Regional Research*, 2003, vol.27, n°4, p. 939-941.

HARVEY David. *A Brief History of Neoliberalism.* New York: Oxford University, 2005.

HARVEY David. *Sosyal Adalet ve Şehir*. 3e éd. Istanbul : Metis, 2009.

HARVEY David. *Asi Şehirler : Şehir Hakkından Kentsel Devrime Doğru*. Istanbul : Metis, 2013

HASSENTEUFEL Patrick. *Sociologie Politique : L'Action Publique.* Paris : Armand Colin, 2008.

HEIMER A. Carol, Social Structure, Psychology, and the Estimation of Risk. *Annual Review of Sociology*, 1988, vol.14, p. 491-519.

HEPER Metin, Islam and democracy in Turkey : toward a reconciliation. *The Middle East Journal*, 1997, vol.51, n°1, p. 32-45.

HERSANT Jeanne, TOURMARKINE Alexandre, Hometown Organisations In Turkey: An Overview. *European Journal of Turkish Studies, Social Sciences of Turkish Studies*, 2005, n°2. Disponible sur: https://ejts.revues.org/409.

HEYWOOD Andrew. *Siyaset*. 4e éd Ankara: Liberte, 2011.

HIBOU Béatrice. *Anatomie Politique de la Domination*. Paris : La découverte, 2011.

HO Shih-Ping. *Real Options and Game Theoretic Valuation, Financing and Tendering for Investments on Build-Operate-Transfer Projects.* Thèse : ingénieur en construction : University of Illinois : 2001.

HOPKINS, Jonathan. Conceptualizing Political Clientelism: Political Exchange and Democratic Theory. Communication au congrès de la *American Political Science Association*, Philadelphia, 2006, panel 46-18.

HOY D. C. Pouvoir, Répression, Progrès: Foucault, Lukes et l'Ecole de Francfort. *Michel Foucault: Lectures Critiques* /ed. par David Couzens HOY. Bruxelles:De Boeck Universitaire, 1989, p. 141-168.

İSLAM T., ENLIL Z. 5366 Sayılı Yasa Merkezli Dönüşüm ve Sulukule Örneği: Belediye'nin Hedefleri ve Yaşanan Gerçeklik. *Kentsel Dönüşümde Politika, Mevzuat, Uygulama: Avrupa Deneyimi, İstanbul Uygulamaları /* ed. par Dilek ÖZDEMİR, Istanbul : Nobel, 2010, p. 317-334.

IŞIK Oğuz, PINARCIOĞLU M. Melih. *Nöbetleşe Yoksulluk*. Istanbul : İletişim, 2001.

JOSEPH Lauren, MAHLER Matthew, AUYERO Javier. *New Perspectives in Political Ethnography*. New York : Springer, 2007.

KADIOĞLU Ayşe, Civil society, Islam and democracy in Turkey: a study of three Islamic non-governmental organizations. *The Muslim world*, 2005, vol.95, n°1, p. 23-41.

KALAYCIOĞLU Ersin, Attitudinal Orientation to Party Organizations in Turkey in the 2000s. *Turkish Studies*, 2008, vol.9, n°2, p. 297-316.

KALAYCIOĞLU Ersin, Local Elections and the Turkish Voter: Looking for the determinants of Party choice. *South European Society and Politics*, 2014, vol.19, n°4, p. 583–600.

KALAYCIOĞLU Ersin, Justice and development party at the Helm: resurgence of Islam or restitution of the right-of-center predominant party?. *Turkish Studies*, 2011, vol.11, n°1, p. 29-44.

KALAYCIOĞLU Ersin, Religiosity and protest behaviour: the case of Turkey in comparative perspective. *Journal of Southern Europe and the Balkans Online*, 2007, vol.9, n°3, p. 275-291.

KARAMAN Ozan, Urban Neoliberalism with Islamic Characteristics. *Urban Studies*, 2013, vol.56, n°16, p. 3412- 3427.

KARAYALÇIN Murat. *Konut Bunalımı, Kent Rantları ve Proje Muhafızları*. 2e éd. Ankara : İmge, 2010.

KARPAT K. The Politics of Transition- Political Attitudes and Party Affiliation in The Turkish Gecekondu. *Political Participation in Turkey-Historical Background and Present Problems* / ed. par Engin Deniz AKARLI, Gabriel BEN-DOR. Istanbul : Boğaziçi University, 1975, p.89-119

KAYA Ayhan. *Türkiye'de İç göçler - Bütünleşme Mi Geri Dönüş Mü?*. Istanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi, 2009

KAYA Ayhan, Islamisation of Turkey under the AKP Rule:Empowering Family, Faith and Charity. *South European Society and Politics*, 2015, vol.20, n°1, p. 47-69.

KEMAHLIOGLU Özge, Intra-party competition and clientelism: An analysis of Public sector employment in Argentina and Turkey. Communication au congrès de la *American Political Science Association*, Washington, D.C., 2005

KEMAHLIOĞLU Özge. *Agents or Bosses? Patronage and Intra-Party Politics in Argentina and Turkey*. Colchester : ECPR, 2012

KENTEL Ferhat, L'Islam, carrefour des identités sociales et culturelles en Turquie : le cas de la prospérité. *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*, Laïcité(s) en France et en Turquie, 1995, n°19, p. 211-227

KEPENEK Yakup, YENTÜRK Nurhan. *Türkiye Ekonomisi.* Istanbul*:* Remzi Kitapevi. 20eme éd. 2007

KEYDER Çağlar. *Memalik-i Osmaniye'den Avrupa Birliği'ne*. İstanbul: İletişim, 2003.

KEYDER Çağlar, Globalisation and Social Exclusion in Istanbul. *International Journal of Urban and Regional Research,* 2005, vol.29, n°1, p. 124-134.

KEYDER Çağlar. *Istanbul: Between Global and The Local*. Lanham : Rowman and Littlefield, 1999.

KEYDER Çağlar, ÖNCÜ Ayşe, Globalization of a third world Metropolis: Istanbul in the 1980s. *Fernand Braudel Center*, 1994, vol.17, n°3, p. 383-421.

KIRCHHEIMER Otto. The Catch-All Party. *West European Party Systems* / ed. par Peter MAIR. Oxford and New York : Oxford University Press, 1990, p. 50-60.

KNIGHT Frank. *Risk, Uncertainty and Profit*. Chicago: Univ. Chicago, 1921 (réimprimé, New York: Augustus M. Kelley,1964)

KOMŞUOĞLU Ayşegül, Right Wing Parties And Political Patronage In Turkish Politics. *AJAMES (Annals of the Japan Association for Middle East Studies)*, 2005, vol.20, p. 353-373.

KÖMÜRCÜ Derya, Kılıçdaroğlu sonrası CHP. *İktisat Dergisi*, 2011, n°515-516, p. 37-47.

KRUECKEBERG Donald A., The Difficult Character of Property: To Whom Do Things Belong. *Journal of the American Planning Association*, 1995, vol.61, n°3, p. 301-309.

KURTOĞLU Ayça, Mekansal Bir Olgu Olarak Hemşerilik ve Bir Hemşehrilik Mekanı Olarak Dernekler. *European Journal of Turkish Studies, Social Sciences of Turkish Studies*, 2005, n°2. Disponible sur: https://ejts.revues.org/375.

KURTULUŞ Hatice. *İstanbul'da Kentsel Ayrışma.* Istanbul: Bağlam, 2005.

KUYUCU Tuna, Law, Property and Ambiguity: The Uses and Abuses of Legal Ambiguity in Remaking Istanbul's Informal Settlements. *International Journal of Urban and Regional Research*, 2014, vol.38, n°2, p. 609- 627.

KUYUCU Tuna, ÜNSAL Özlem, Urban Transformation as State Led Property Transfer : An Analises of Two Cases of Urban Renewal in Istanbul. *Urban Studies*, 2010, vol.47, n°7, p. 1479-1499.

LAGROYE Jacques, BASTIEN François, FREDERICK Sawicki. *Sociologie Politique*. 6e éd. Paris : Presses de Sciences Po et Dalloz, 2012.

LARNER Wendy, Neo-liberalism: Policy, Ideology, Governmentality. *Studies in Political Economy*, 2000, vol.63, p. 5-25.

LARNER Wendy. Guest editorial: Neoliberalism*?*. *Environment and Planning D: Society & Space*, 2003, vol. 21, p. 509–12.

LASCOUMES P., LE GALES P. L'action publique saisie par les instruments. *Gouverner par les instruments* / ed. par Pierre LASCOUMES, Patrick Le GALES. Paris : Presses de Science Po, 2004, p. 11-44.

LEFEBVRE Henri. *Le droit a la ville*. 3e éd. Paris : Economica/Anthropos, 2009 (réimprimé 2013).

LEFEBVRE R. S'ouvrir les portes de la ville. Ethnographie des porte-à-porte de Martine Aubry à Lille. *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001* / ed. par Lagroye Jacques, Lehingue Patrick, Sawicki Frédérique. Paris, Presses universitaires de France, 2005, p. 191-2015.

LEFEBVRE Remi. *Les Primaires Socialistes: La Fin du Parti Militant*. Paris : Liber (Raison d'Agir), 2011.

LE RAY Marie, Associations de pays et production de locality: la « campagne Munzur » contre les barrages. *European Journal of Turkish Studies,* 2005. Disponible sur : http://ejts.revues.org/370.

LE TEXIER Emmanuelle. *Quand les exclus font de la politique: Le barrio mexicain de San Diego, Californie.* Paris : Presse De La Fondation Nationale Des Science Politique, 2006.

LEVINTSKY S. From populism to clientelism? The transformation of labor-based party linkages. *Latin America in Patron, Clients an Policies Pattern of Democratic Accountability and Political Compatition* / ed. par Herbert KITSHELT, Steven I. WILKINSON. Newyork : Cambirdge University, 2007, p. 206-226.

LUND Christian, Property and Citizenship : Conceptually Connecting Land Rights and Belonging in Africa. *Africa Spectrum*, 2011, vol.46, n°3, p. 71-75.

MAGALONI B. The demise of Mexico's one-party dominant regime: Elite choices and the masses in the establishment of democracy. *The third wave of democratization in Latin America: Advances and setbacks* / ed. par Frances HAGOPIAN, Scott MAINWARING. Cambridge : Cambridge University, 2005, p. 121-148.

MARWELL Nicole P., Privitizing the Welfare State: Nonprofit Community Based Organisations as Political Actors. *American Sociological Review*, 2004, vol.69, n°2, p. 265-291.

MASSICARD Elise, Entre l'intermédiaire et l'homme d'honneur. Savoir-faire et dilemmes notabiliaires en Turquie. *Politix*, 2004, vol.17, n°67, p.101-127.

MASSICARD Elise. *L'autre Turquie: le mouvement aléviste et ses territoires*. Paris : Presses Universitaires de France, 2005.

MASSICARD E. Les mobilisations "identitaires" en Turquie après 1980: une liberalisation ambigue. *La Turquie conteste* / ed. par Dorronsoro GILLES. Paris : CNRS, 2005a, p. 89- 107.

MASSICARD E. The uses of team rivalry: reconsidering party fanctionnalism in Turkey. *Negotiating Political Power in Turkey* / ed. par Elise MASSICARD, Nicole WATTS. Newyork : Routledge, 2013, p. 55-76.

MASSICARD E. Le fonctionnaire inachevé? La figure du *Muhtar* en Turquie. *L'art de l'Etat. Arrangements de l'action publique en Turquie, de l'Empire ottoman tardif à nos jours* / ed. par Marc AYMES, Benjamin GOURISSEN, Elise MASSICARD. Paris : Karthala, 2013a, p. 259-291.

MASSICARD Elise, Une décennie de pouvoir AKP en Turquie vers une reconfiguration des modes de gouvernement, *les études du CERI*, 2014, n°215.

MASSICARD Elise. *Que voit-on d'un parti en campagne? Dévoilement et production des rapports politiques au cours d'une campagne aux élections locales en Turquie.* Texte non-publié fournit par l'auteur.

MASTROPAOLO A. Particularisme, clientélisme et localisme en Italie. *Le Clientélisme Politique Dans Les Sociétés Contemporaines*,/ ed. par Jean-Louis BRIQUET, Frédéric SAWICKI. Paris : Presses Universitaires de France, 1998, p. 187-214.

MATHIEU Lilian. *L'espace des mouvement sociaux*. Broissieux : Édition du Croquant, 2012.

MATONTI Frédérique, POUPEAU Franck, Le capital militant. Essai de definition. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004, n°155, p. 4-11.

MATTINA Cesare, Mutations des ressources clientélaires et construction des notabilités politiques à Marseille (1970-1990). *Politix*, 2004, vol.17, n° 67, p. 129-155.

MAYER, M., KUNKEL J. Introduction: Neoliberal urbanism and its contestations – Crossing theoretical boundaries. *Neoliberal Urbanism and its Contestations: Crossing Theoretical Boundaries/* ed. par Jenny Künkel and Margit Mayer, New York : Palgrave Macmillan, 2012, p. 3–26.

MACPHERSON Crawford Brough. *Property: Mainstream and Critical Positions*. Oxford : Basil Blackwell, 1978.

MEDARD Jean-François, Le rapport de clientele. Du phenomene social a l'analyse politique. *Revue Française de science politique*, 1976, vol.26, n°1, p. 103-131.

MEEKER Michael E. *A nation of empire: the ottoman Legacy of Turkish Modernity*. Berkley, Los Angeles, London : University of California, 2002.

MERRY Sally, Spatial governmentality and the new urban social order: Controlling gender violence through the law. *American Anthropologist*, 2001, vol.103, n°1, p. 16–29.

MERTON Robert K. *Social Theory and Social Structure*. Glencoe, IL : The Free Press, 1949.

MILES Robert, BROWN Malcolm. *Racism*. London : Routledge, 2004.

MOSER C.O.N. A home of one's own: squatter housing strategies in Guayaquil, Ecuador. *Urbanization in contemporary Latin America* / ed. par Alan GILBERT. London : John Wiley, 1982.

MUKHIJA Vinit. *Squatters as Developers: Slum Redevelopment in Mumbai*. Burlington : Ashton, 2003.

NAVARO-YASHIN Y. The Historical Construction of Local Culture: Gender and Identity in the politics of secularism versus islam. *Istanbul: Between Global and The Local* / ed. par Çağlar KEYDER. Lanham, MD: Rowman and Littlefield, 1999, p. 59-75.

NEFISSA Sarah Ben, ARAFAT Alâ ' Al-dîn. *Vote et démocratie dans l'Égypte contemporaine.* Paris : Karthala, 2005.

NEVEU Erik. *Sociologie des mouvements sociaux*. 3e éd. Paris : La découverte, 2002.

NICHTER Simeon, Vote buying or turnout buying? Machine politics and the secret ballot. *American Political Science Review*, 2008, vol.102, n°1, p.19–31.

OFFERLE Michel. *Les partis politiques*. 8e éd. Paris : PUF, 2012.

OFFNER Jean-Marc, Les Territoires de l'Action Publique Locale. *Revue Française de Science Politique,* 2006, vol.56, n°1, p. 27-47.

OLSON Mancur. *The Logic of Collective Action*. Cambridge : Harvard University, 1965.

OTISO Kefa M., Forced Evictions in Kenyan Cities. *Singapore Journal of Tropical Geography*, 2002, vol.23, n°3, p. 252-267.

ÖNİŞ Z. Adalet ve Kalkınma Partisi'nin Ekonomi-Politiği. *AK Parti: Toplumsal Değişimin Yeni Aktörleri* / ed. par Yavuz HAKAN. Istanbul : Kitap, 2010, p. 259-286.

ÖNİŞ Ziya, Crises and Transformations in Turkish Political Economy. *Turkish Policy Quarterly*, 2010, vol.9, n°3, p. 45-61.

ÖNCÜ Ayşe, The Politics of the land market in Turkey: 1950-1980. *International Journal of Urban and Regional Research,*1988, vol.12, n°1, p. 38-64.

ÖZBUDUN E. Political Participation in Rural Turkey. *Political Participation in Turkey-Historical Background and Present Problems* / ed. par Engin Deniz AKARLI, Gabriel BEN-DOR. Istanbul : Boğaziçi University, 1975, p. 33-59.

ÖZBUDUN E. Turkey: The Politics of Political Clientelism. *Political Clientelism, Patronage, and Development* / ed. par Shmuel Noah EISENSTADT, René LEMARCHAND. Beverly Hills and London : Sage, 1981, p. 249-268.

ÖZBUDUN Ergun. *Contemporary Turkish Politics: Challenges to Democratic Consolidation*. Boulder : Lynne Reinner, 2000.

ÖZBUDUN Ergün, From Political Islam to Conservative Democracy: The Case of the Justice and Development Party in Turkey. *South European Society and Politics*, 2006, vol.11, n°3-4, p. 543-557.

PANEBIANCO Angelo. *Political Parties: Organization and Power*. Cambridge : Cambridge University, 1988.

PADIOLEAU Jean-G. *L'Etat au concret*. Paris : PUF, 1982.

PAGE Stephan. *Urban Tourism.* London, New York : Routledge 1995.

PASOTTI Eleonora. *Political branding in cities. The decline of machine politics in Bogotá, Naples, and Chicago*. New York : Cambridge University, 2010.

PECK Jamie, TICKELL Adam, Neoliberalizing Space. *Antipode*, 2002, vol.34, n°3, p. 380-404.

PEROUSE Jean François, Les tribulations du terme gecekondu (1947-2004): une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique. *European Journal of Turkish Studies* , 2004, n°1. Disponible sur : http://ejts.revues.org/index117.html

PEOUSE J-F. Les compétences des acteurs dans les micro-mobilisations habitantes a Istanbul. *La Turquie conteste* / ed. par Gilles DORRONSORO. Paris : CNRS, 2005a, p. 127-145.

PEROUSE Jean François, Phénomène migratoire, formation et différenciation des associations de hemşehri à Istanbul : chronologies et géographies croisées. *European Journal of Turkish Studies, Social Sciences of Turkish Studies*, 2005, n°2. Disponible sur: http://ejts.revues.org/369

PEROUSE Jean François, Le parc Gezi : dessous d'une transformation très politique. *Métropolitiques*, 2013.06.24, Disponible sur : http://www.metropolitiques.eu/Le-parc-Gezi-dessous-d-une.html

PEROUSE Jean François, Mülk Allah'ındır. (Ce bien est la propriete de Dieu) stratégies de légitimation de la propriété foncière aux marges d'Istanbul. European University Institute: RCS Working paper 2008/21, 2008.

PEROUSE Jean François, Morvan Yoann, Martin Cilia, Evolutions De L'offre Commerciale et Transformations Urbaines à Istanbul, *Les Annales de la recherche urbaine*, 2013, n°108, p. 46-55.

PEROUSE J-F. L'Etat sans le public: quelques conjectures a propos de l'administration du logement collectif (TOKİ). *L'art de l'Etat en Turquie: Arrangement de l'action publique de la fin de l'empire ottoman a nos jours* / ed. par Marc AYMES, Benjamin GOURISSE, Elise MASSICARD. Paris : Kartala, 2013, p. 173-194.

PEROUSE J-F. Başakşehir (Istanbul), la « ville-épi » : de la marge urbaine épiphénomène au modèle urbain hégémonique. *Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée* / ed. par Nora SEMMOUD, Bénédicte FLORIN, Olivier LEGROS, Florence TROIN. Tours : Presses Universitaires François-Rabelais, Collection "Villes et Territoires", 2014, p. 83-104.

PIATTONI Simona. *Clientelism, interests, and democratic representation: the European experience in historical and comparative perspective*. Cambridge : Cambridge University, 2001.

PIATTONI Simona. Transforming Local Culture: Territorial Governance in the Italian South. *Between Europeanization and Local Societies /* dir. par BUKOWSKI Jeanie, PIATTONI, Simona, SMYRL Marc. Lanham, MD: Rowman and Littlefield, 2003, p. 47-66.

POLANYI Karl. *Büyük Dönüşüm: Çağımızın Siyasal ve Ekonomik Kökleri*. 9 eme éd. Istanbul : İletişim, 2010.

POWELL J.D. Peasant society and clientalist politics. *Friends Followers, and Faction* / ed. par Steffen W. SCHMID, Laura GUASTI, Carl H. LANDE, James C. SCOTT. London : Universty of California Press, 1977, p. 147-160.

ROBERTS M. Kenneth, Neoliberalism and the transformation of populism in latin America: The peruvian case. *World Politics*, 1995, n°48, p. 82-116.

RODRIGUEZ-TORRES Deyssi. *Au coeur du bidonville de Mathare Valley : la politique du ventre vide a Nairobi, Kenya*. Nairobi : IFRA et KARTHALA, 2014.

ROGER Antoine, Représenter les pauvres. Construction et gestion des clientèles politiques dans une métropole roumaine. *Politix*, 2010, vol.23, n° 92, p.31-51.

ROSE Carol. *Property and Persuasion: Essays on the History, Theory and Rhetoric of Ownership*. Boulder : Westview Press, 1994.

ROSE N. Gouverning « advanced » liberal democracies. *Foucault and Political Reason : Liberalism, neo-liberalism and rationalities of government* /ed. par Andrew BARRY, Thomas OSBORNE, Nikolas ROSE. Chicago : The University of Chicago Press, 1996, p. 37-64.

ROY Ananya, Urban Informality : Toward an Epistemology of Planning. *Journal of the American Planning Association,* 2005, vol.71, n°2, p. 147-158.

ROY Ananya, Civic Governmentality: The Politics of Inclusion in Beirut and Mumbai. *Antipode*, 2009, vol.41, n°1, p. 159-179.

RUTTEN R. Losing Face in Philippine Labor Confrontation: How Shame May Inhibit Worker Activisim. *New Perspective in Political Etnography* / ed. par Lauren JOSEPH, Matthew MAHLER, Javier AUYERO. New York : Springer, 2007, p. 37-59.

SARAÇOĞLU Cenk. *Şehir, Orta Sınıf ve Kürtler: İnkar'dan "Tanıyarak Dışlamaya*". Istanbul: İletişim, 2011.

SAWICKI F. La faiblesse du clientelisme partisan en France. *Le Clientélisme Politique Dans Les Sociétés Contemporaines* / ed. par Jean-Louis BRIQUET, Frédéric SAWICKI. Paris : Presses Universitaires de France, 1998, p. 215-249.

SAWICKI F. Les politistes et le microscope. *Les méthodes au concret. Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique*/ ed. par CURAPP. Paris : Presses Universitaires de France, 2000, p. 143-164.

SAWICKI F. Les Partis Politiques Comme Entreprises Culturelles. *Les Cultures Politiques* / ed. par Cefaï DANIEL. Paris : PUF, 2001, p. 191-212.

SAWICKI Frédéric, SIMEANT Johanna, Decompartmentalizing the sociology of activist commitment. A critical survey of some recent trends in French research. *Sociologie du travail*, 2010, n°52, p. 83-109.

SAWICKI Frédéric, La marge de manoeuvre des candidats par rapport aux partis dans les campagnes électorales. *Pouvoirs*, 1992, n°63, p.5-16 .

SAYARI S. Some Notes On The Beginning Of Mass Political Participation. *Political Participation in Turkey-Historical Background and Present Problems* / ed. par Engin Deniz AKARLI, Gabriel BEN-DOR. Istanbul : Boğaziçi University, 1975, p. 33-59.

SAYARI Sabri, Towards a new Turkish party system?. *Turkish Studies*, 2007, vol.8, n°2, p. 197-210.

SAYARI Sabri, Interdisciplinary Approaches to Political Clientelism and Patronage in Turkey, *Turkish Studies*, 2014, vol.15, n°, p. 655-670.

SAYARI Sabri, Aspects of Party Organization in Turkey. *The Middle East Journal*, 1976, vol.30, n°2, p. 187-199.

SAYDAM Cemal, Bakın Rafa Kaldırın Demedım, Unutun Dedim!. *arkitera*, July 23, 2013. Disponible sur : http://www.arkitera.com/gorus/408/bakin-rafa-kaldirin-demedim-unutun-dedim.

SCHULER Harald. *Türkiye'de Sosyal Demokrasi: Particilik, Hemşerilik, Alevilik*. Istanbul : İletişim, 1999.

SCOTT J.C. Patron-Client Politics And Political Change in South Asia. *Friends Followers, and Faction* / ed. par Steffen W. SCHMID, Laura GUASTI, Carl H. LANDE, James C. SCOTT. London : Universty of California Press, 1977, p. 124-146.

SELIGER Martin. *Politics and Ideology*. London : Allen&Unwin (Glencoe, IL : Free Press), 1976.

SMART Alan. Invisible real estate: investigations into the squatter property market. *International Journal of Urban and Regional Research*, 1986, vol.10, n°1, p. 29-45.

SMITH Neil, New globalism, new urbanism: Gentrification as global strategy. *Antipode*, 2002, vol.34, n°3, p. 427-450.

SÖZEN E. Ak Parti'nin Kadın Siyaseti ve Ak Partili Kadın Kimlikleri. *AK Parti: Toplumsal Değişimin Yeni Aktörleri* / ed. par Yavuz HAKAN. Istanbul: Kitap, 2010, p. 309-332.

SWYNGEDOUW Erik, MOULARET Frank, RODRIGUEZ Arantxa, Neoliberal urbanization in Europe: Large-scale urban development projects and the new urban policy. *Antipode*, 2002, vol.34, n°3, p.542-577.

SÜER Sefer Sançar, "Catch-all" Siyasal Partiler. *TBB Dergisi*, 2011, n°96, p. 49-90 Disponible sur : http://tbbdergisi.barobirlik.org.tr/m2011-96-1136.

ŞEN Mustafa, Transformation of Turkish Islamism and the Rise of the Justice and Development Party. *Turkish Studies*, 2010, vol.11, n°1, p. 59-84.

ŞENGÜL H. Tarık. *Kentsel Çelişkiler ve Siyaset*. Istanbul : İmge, 2009.

ŞENYAPILI Tansı. *Barakadan gecekonduya: Ankara'da kentsel mekanın dönüşümü:1923-1960*. Istanbul : İletişim, 2004.

TALPIN Julien, BELKACEM Romain, Frapper aux portes pour gagner les élections ? Ethnographie de la champagne présidentielle socialiste dans deux villes du Nord de la France. *Politix*, 2014, vol.1, n°105, p. 185-211.

TEKELİ İlhan. *Göç ve Ötesi*. Istanbul : Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2010.

TEZCAN Tolga. *Gebze: Küçük Türkiye'nin Göç serüveni*. Istanbul: Istanbul Bilgi Üniversitesi, 2011.

TILLY Charles. *Trust and Rule*. New York : Cambridge University, 2005.

TILLY Charles, Survey Article: Power – Top Down and Bottom Up. *The journal of political Philosophy*, 1989, vol.7, n°3, p. 330-352.

TILLY C. Contentious repertoires in Great Britain. *Repertoires and cycles of collective action* / ed. par Mark Traugott. Durham, NC : Duke University, 1995, p. 15-42.

TSEBELIS George. *Nested Games*. Berkeley : University of California Press, 1990.

TUĞAL Cihan. *Pasif Devrim : İslami Muhalefetin Düzenle Bütünleşmesi.* 2e. éd. Istanbul : Koç Üniversitesi Yayınları, 2011.

TURAN İlter, Old Soldiers Never Die: The Republican People's Party of Turkey. *South European Society and Politics,* 2006, vol.11, n°3-4, p. 559-578.

TÜRK Bahadır, Senden nefret etmeyi seviyorum: AKP'nin CHP'si. *Birikim*, 2013, n°287, p. 12-22

TÜRKER-DEVECİGİL Pınar, Urban Transformation Projects as a Model to Transform Gecekondu Areas in Turkey: The Exemple of Dikmen Valley- Ankara. *European Journal of Housing Policy*, 2005, vol.5, n°2, p. 211-229.

TÜRKÜN Asuman. *Mülk, Mahal, İnsan: İstanbul'da Kentsel Dönüşüm.* Istanbul : Istanbul Bilgi Üniversitesi, 2014.

TÜRKÜN A., ASLAN Ş., ŞEN B.1923-1980 Döneminde Kentsel Politikalar ve İstanbul'da Konut Alanlarının Gelişimi. *Mülk, Mahal, İnsan: İstanbul'da Kentsel Dönüşüm* / ed. par Asuman TÜRKÜN. Istanbul : Istanbul Bilgi Üniversitesi, 2014.

UZGEL İ. AKP: Neoliberal Dönüşümün Yeni Aktörü. *AKP Kitabı: Bir Dönüşümün Bilançosu* / ed. par İlhan UZGEL, Bülent DURU. 3e éd. Ankara : Phoenix, 2013, p. 11-39.

UYSAL Ayşen, Continuty and Rupture : The « New CHP » or What has changed in the CHP ?. *Insight Turkey*, 2011, vol.13, n°4, p. 129-146.

UYSAL Ayşen, CHP ve Kürt meselesi: Kürtler CHP'yi böler mi?. *Birikim*, 2013, n°287, p. 23-30.

UZUNÇARŞILI BAYSAL Cihan, Ayazmadan Beziganbahçe'ye : Yeniden İskanın Yarattığı Maduriyetler ve Yeni Kimlik inşaası. *Dosya*, 2009, n°16, p. 35-41.

UZUNÇARŞILI BAYSAL Cihan, Kent Hakkı Yeniden Hayat Bulurken, Juillet 2012 Disponible sur: http://sendika1.org/2012/07/kent-hakki-yeniden-hayat-bulurken-cihan-uzuncarsili-baysal-egitim-bilim-toplum/.

VANER Semih, Système partisan, clivages politiques et classes sociales. *CEMOTI*, 1985, n°1, p. 1-27.

VANNETZEL Marie, Ils nous ont déjà essayé. Clientélisme et mobilisation électorale frériste en Egypte. *Politique africaine*, 2007, n°108, p. 47-66.

VOMMARO Gabriel, Le clientélisme de papier : autour des usages du concept comme étiquette du sens commun. C*ahier des Amériques latines*, 2012, n°69, p.155-162.

WACQUANT Loic, Three steps to a historical anthropology of actually existing neoliberalism. *Social Anthropology*, 2012, vol.20, n°1, p. 66-79.

WALZER, Micahel. *Spheres of Justice: A Defense of Pluralism and Equality.* New York : Basic Books, 1984.

WATERBURY J. An Attempt to Put Patron and Clients in Their Place. *Patrons and Clients in Mediterranean societies* / ed. par Ernest GELLER, John WATERBURNY. London : Duckword, 1977, p. 329-342.

WEDEL Heidi. *Siyaset ve Cinsiyet: İstanbul Gecekondularında Kadınların Siyasal Katılımı*. Traduite par Can Kurultay. Istanbul : Metis, 2001.

WEDEL Heidi, Gecekondulu kadınlar ve yerel siyaset. *Defter*, 1996, n°28, p. 44-55.

Wong Tai Chee, The Transformation of Singapore's Central Area: From Slums to a Global Business Hub. *Planning Practice & Research*, 2001, vol.16, n°2, p.155-170.

WORSLEY Peter. *Introducing Sociology*. Maryland : Penguin Education, 1970.

WHITE B. Jenny. *Türkiye'de İslamcı Kitle Seferberliği Yerli Siyaset Üzerine Bir Araştırma*. Istanbul : Oğlak, 2007.

YAVUZ Hakan. *Ak Parti Toplumsal Yeni Aktörleri*. Istanbul : Kitapyayınevi, 2010.

YAVUZ Hakan, Political Islam and the Welfare Party. *Comparative Politics*, 1997, vol.30, n°1, p. 63-82.

YEĞEN Mesut. *Müstakbel Türk'ten Sözde Vatandaşa: Cumhuriyet ve Kürtler*. Istanbul : İletişim, 2009.

YILMAZ Bediz, Türkiye'de sınıf-altı: Nöbetleşe yoksulluktan müebbet yoksulluğa. *Tarih ve Toplum*, 2005, n°104, p. 127-145.

YOLTAR Çağrı, When the Poor Need Health Care: Ethnography of State and Citizenship in Turkey. *Middle Eastern Studies*, 2009, vol.45, n°5, p. 769-782

YÜKSENER D. Research Finding on Internal Displacement in Turkey National Reports. *Coming to Terms With forced migration: post-displacement restitution of citizenship rights in Turkey*/ ed. par Dilek Kurban, Deniz YÜKSENER, Ayşe Betül ÇELIK, Turgay ÜNALAN, Tamer AKER. Istanbul:TESEV, 2007a, p. 145-157.

YÜKSENER D. Internal Displacement A Critical Analysis of International Policies and Practicies. *Coming to Terms With forced migration: post-displacement restitution of citizenship rights in Turkey*/ ed. par Dilek Kurban, Deniz YÜKSENER, Ayşe Betül ÇELIK, Turgay ÜNALAN, Tamer AKER. Istanbul: TESEV, 2007b, p. 43-51.

YÜCEL Hakan, AKSÜMER Gizem, Kentsel Dönüşüme Karşı kent hakkı mücadelesi: Kazım Karabekir mahallesinde mekansal kimlik ve dayanışma örüntüleri. *Eğitim, Bilim, Toplum Dergisi*, 2011, vol.9, n°36, p. 117-136.

ZAKI L. Clientelism, Vecteur De Politisation En Régime Autoritaire. *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI siècle* / ed. par Olivier DABÈNE, Vincent GEISSER, Gilles MASSARDIER. Paris : La Découvert, 2008, p. 157-180.

ZAKI Lamia, L'électrification temporaire des bidonvilles casablancais . Aspects et limites d'une transformation « par le bas » de l'action publique. Le cas des Carrières centrales. *Politique africaine*, 2010, vol.4, n°120, p. 45-66.

ARTICLES DE PRESSE :

« Ak Parti'de Yarış Kızıştı » [Le concours s'échauffe à l'AKP], *parola bahçeşehir*, 17.11.2013, http://www.parolabahcesehir.com/haber-805-AKPARTIDE-YARIS-KIZISTI.html,
consulté le 03.09.2014

« Ak Parti'de temmayül yoklaması » [L'enquête locale au sein de l'AKP], *Akşam*, 27.10.2013, http://www.aksam.com.tr/siyaset/ak-partide-temayul-yoklamasi/haber-255909,
consulté le 03.09.2010

« Ak Parti İstanbul'da Temayyül Yoklamaları gerçekleştirdi » [Les enquêtes locales ont été réalisées dans l'AKP à Istanbul], *Haber 3*, 27.10.2013, http://www.haber3.com/ak-parti-istanbulda-temayul-yoklamalari-gerceklestirdi-haberi-2272537h.htm,
consulté le 03.09.2013

« Ak Parti üye sayısında fark attı » [Dans les adhésions, l'écart de l'AKP se creuse], *Hürriyet Gündem*, 13.02.2014,
http://www.hurriyet.com.tr/gundem/22588205.asp,
consulté le 05.09.2014

« Ak Parti'den Seçim Kılavuzu » [Le guide de l'élection de l'AKP], Hürriyet, 19.02.2014,
http://www.hurriyet.com.tr/ak-partiden-secim-kilavuzu-25845157,
consulté le 01.03.2015

« Bayramtepe'de olaylı yıkım » [La démolition contestée à Bayramtepe], *ivme dergisi*, 14.05.2009,
http://www.ivmedergisi.com/14052009/bayramtepede-olayli-yikim.ivme,
consulté le 20.04.2015

« Başakşehir Şahintepe'de Tehlikeli Provakosyon » [La provocation dangereuse à Şahintepe Başakşehir], *sol portal*, 27.12.2010, http://haber.sol.org.tr/devlet-ve-siyaset/basaksehir-sahintepede-tehlikeli-provokasyon-haberi-37373,
consulté le 05.04.2015

« Başakşehir'de tehlikeli kışkırtma… cemevi taşlandı » [Provocation dangereuse à Başakşehir.. le Cemevi à été lapidé], *Milliyet*, 27.12.2010,
http://www.milliyet.com.tr/basaksehir-de-tehlikeli-kiskirtma-cemevi-taslandi-/gundem/gundemdetay/27.12.2010/1331360/default.htm,
consulté le 13.05.2014

« Başakşehir'de değerlenen araziden yoksul kürtleri atmanın peşindeler » [Ils cherchent à rejeter les pauvres Kurdes des terrains valorisés de Başakşehir], *bianet*, 15.05.2009, http://bianet.org/bianet/insan-haklari/114536-basaksehir-de-degerlenen-araziden-yoksul-kurtleri-atmanin-pesindeler,
consulté le 20.04.2015

« Başakşehir'de büyük dönüşüm başlıyor », [La grande transformation commence à Başakşehir], *212haber*, 13.06.2012, http://www.212haber.com/basaksehirde-buyuk-donusum-basliyor-796h.htm,
consulté le 13.07.2012

« Başakşehir Belediyesi Dini Tesis Alanı Teşınmaz Araziyi TÜRGEV'e Verdi » [La municipalité de Başakşehir donne le terrain réservé à l'usage religieux à TÜRGEV], *t24*, 06.02.2015, http://t24.com.tr/haber/basaksehir-belediyesi-dini-tesis-alani-tasinmaz-araziyi-turgeve-verdi,286287,
consulté le 28.05.2015

« Başakşehir Belediyesinden alt yapıda dev adımlar » [Les grands pas dans l'infrastructure de la part de la municipalité de Başakşehir], *Başakşehirbülteni,* numero: 20, novembre 2011 p: 15., http://www.basaksehir.bel.tr/arsiv/yayinlar/bulten,
consulté le 25.07.2015

« Başbakan Erdoğan'ın yerlerde sürüklediler dediği anne Star'a konuştu » [La mère que le ministre Erdoğan dit avoir été trainé par terre parle à Star], *star gündem,* 13.06.2013, http://haber.star.com.tr/guncel/basbakan-erdoganin-yerlerde-surukllediler-dedigi-anne-stara-konustu/haber-762093,
consulté le 16.04. 2014

« Beyoğlu'nda para geçmeyen market » [Le magasin qui ne prend pas d'argent à Beyoğlu], *Milliyet*, 28.02.2014, http://www.milliyet.com.tr/beyoglu-nda-para-gecmeyen-market-/gundem/detay/1843862/default.htm
consulté le 04.05.2015

« Bir Bakışta Nurcu Kuruluşlar » [Un regard sur les institutions Nurcu], *Sabah*, 23.12.2004, http://arsiv.sabah.com.tr/2004/12/23/gnd113.html,
consulté le 28.05. 2015

« Bir sosyal belediyecilik örneği: Destek Kart » [C'est l'exemple de la municipalité sociale : Destek Kart], *Başakşehirbülteni,* numero: 15 juin 2011,
http://www.basaksehir.bel.tr/arsiv/yayinlar/bulten,
consulté le 18.09.2014

« Cemevi Saldırısı sivil işi mi? » [L'attaque contre le Cemevi, est-ce l'œuvre de civils ?], *Birgün, 03.01.2011,* http://www.birgun.net/haber-detay/cemevi-saldirisi-sivil-isi-mi-56609.html,
consulté le 13.05.2014

« CHP'liler 26 yıl sonra sandık başında » [Les membres du CHP vont aux urnes 26 ans après], *Ntvmsnbc*, 1.12.2013, http://www.ntvmsnbc.com/id/25483115/,
consulté le 01.09.2014

« CHP Temayül sonuçlarını açıkladı » [Les résultats de l'enquête locale du CHP ont été annoncés], *Yenişafak*, 4.12.2013 http://yenisafak.com.tr/Secim2014-haber/chp-temayul-sonuclarini-acikladi-4.12.2013-589571,
consulté le 05.06.2014

« Erdoğan hızlandırın dedi. Kanal İstanbul'un ayrıntıları netleşti » [Les détails du Kanal Istanbul deviennent plus nets depuis qu'Erdoğan a dit d'accélérer], *Hürriyet,* 25.02.2015 http://www.hurriyet.com.tr/ekonomi/28278580.asp,
consulté le 15.05.2015

« Eğilim Yoklaması Tamamlandı» [L'enquête locale est terminée], La présidence de la section de l'arrondissement de Başakşehir du CHP,
http://www.chpbasaksehir.org/haberler/134-egilim_yoklamasi_tamamlandi,
consulté le 05.04.2014

«Fakirlere dağıtılın kömür muhtarları perişan etti » [Le charbon distribué aux pauvrex désole les muhtars] *zaman*, 08.10.2004,
http://www.zaman.com.tr/sehir_fakirlere-dagitilan-komur-muhtarlari-perisan-etti_99266.html,
consulté le 13.09.2013

« Gecekonduya su ve elektrik affı » [L'amnistie de l'eau et de l'électricité pour les gecekondu], *sabah*, 28.12.2005, http://arsiv.sabah.com.tr/2005/12/28/eko101.html
consulté le 03.06.2015

« İlk Raund Karabat'ın » [Le premier round et à Karabat], *Parola Bahçeşehir"*, 2.12.2013
http://www.parolabahcesehir.com/haber-837-ILK-RAUND-KARABAT-in.html ,
consulté le 07.07.2014

« İSKİ, Şahintepe'ye su verecek » [ISKI donne de l'eau à Şahintepe], *zaman*, 12.02.2004,
www.zaman.com.tr/sehir_iski-sahintepe-ye-su-verecek_13654.html,
consulté le 03.05.2012

« İstanbul'da helikopterli narkotik baskını » [Le premier pas du Kanal Istanbul] L'assaut par hélicoptère contre les stupéfiants à Istanbul], *yenişafak*, 09.04.2013,
http://yenisafak.com.tr/gundem-haber/istanbulda-helikopterli-narkotik-baskini-09.04.2013-508814,
consulté le 17.07.2013

« Kanal Istanbul'a İlk Adım » [Le premier pas du Canal Istanbul], *Sabah*, 13.04.2013,
http://www.sabah.com.tr/yasam/2013/04/13/kanal-istanbula-ilk-adim,
consulté le 03.01.2014

« Kasımpaşalı Tayyip Nasıl Tayyip Erdoğan oldu » [Comment Tayyip de Kasımpaşalı devient Tayyip Erdoğan], *Hürriyet*, 03.09.2014,
http://dosyalar.hurriyet.com.tr/tayyiperdogan/tayyip.asp,
consulté le 03.09.2014

« Kentsel Dönüşümü Tamamlayamazsak Terörüde Bitiremeyiz »[Nous ne pouvons pas mettre fin à la terreur sans terminer la transformation urbaine], *Sabah*, 13.11.2007,
http://arsiv.sabah.com.tr/2007/11/13/haber,4AA4DF6AB979476B878FDF60B19BD9F0.html
consulté le 22.03.2015

« Küçükçekmece'de olaylı yıkım »[La démolition contestée à Küçükçekmece], *sabah*, 03.02.2009, http://arsiv.sabah.com.tr/2009/02/03/haber,75AEFE6FBB3B487EB043F0D6BE00E10C.html consulté le 20.04.2015

« La Turquie lance le projet géant « canal Istanbul » » *le Monde*, 29.04.2011, http://www.lemonde.fr/planete/article/2011/04/29/la-turquie-lance-le-projet-geant-canal-istanbul_1514582_3244.html, consulté le 13.05.2013

« Narkotik polisten film gibi uyuşturucu operasyonu » [L'opération contre les drogues de la police : comme dans un film], *haberler.com*, 12.07.2012, http://www.haberler.com/narkotik-polisinden-film-gibi-uyusturucu-3778414-haberi/, consulté le 16.07.2013

« Muhtar pusulalı mavi zarf geçersiz sayılacak » [L'enveloppe bleue sera invalidée par les bulletins de vote pour le muhtar], *Milliyet*, 05.04.2014, http://www.milliyet.com.tr/muhtar-pusulali-mavi-zarf-gecersiz/gundem/detay/1862408/default.htm, consulté le 17.07.2014

« Özgür Karabat kimdir? »[Qui est Özgür Karabat ?], *emlak kulisi* ,10.02.2014, http://emlakkulisi.com/ozgur-karabat-kimdir/231250, consulté le 09.07.2014

« Siyaset Akademisi Başakşehir'de başlıyor »[L'académie politique commence à Başakşehir] *Istanbultimes, 09.02.2011*,http://www.istanbultimes.com.tr/siyaset/siyaset-akademisi-basaksehir-de-basliyor-h6687.html, consulté le 05.07.2015

« Sosyal Yardımlar Seçim Öncesinde 3 kat artmış » [L'aide sociale est triplée avant l' élection], *milliyet*, 09.05.2009, http://www.milliyet.com.tr/Guncel/HaberDetay.aspx?aType=HaberDetay&KategoriID=24&ArticleID=1092824&Date=10.05.2009&b=Sosyal%20yardimlar%20secim%20oncesinde%203%20kat%20artmis, consulté le 06.07.2012

« Süleyman Efendinin talebelerinden Erdoğan'a destek »[Erdoğan donne son appui aux étudiant de Süleyman Efendi] *timetürk*, http://www.timeturk.com/tr/2014/08/09/suleyman-efendi-nin-talebelerinden-erdogan-a-destek.html, consulté le 28.05.2015

« Şehiri Ur gibi sardılar, niye zavallı oluyorlar » [Pourquoi deviennent-ils misérables, Ils entourent la ville comme un tumeur], *sabah*, 9.04.2006, http://arsiv.sabah.com.tr/2006/04/09/eko106.html, consulté le 22.03.2015

« Temayülde üçüncü olmuş bir kişiye mecbur değil » [Pourquoi Başakşehir est obligé d'accepter celui qui est arrivé troisième dans l'enquête locale], *Başakşehirtimes,* 28.04.2014, http://www.istanbultimes.com.tr/ilceler/basaksehir/basaksehir-temayulde-3olmus-bir-kisiye-mecbur-degil-h26501.html, consulté le 29.08.2014

« Üsküdar'da Kumanya Dönemi Destek Kart ile Bitiyor » [Avec la carte de soutien, l'époque des aides en nature prend fin à Üsküdar] , *Milliyet*, 17.06.2014, http://www.milliyet.com.tr/uskudar-da-kumanya-donemi-destek-kart-istanbul-yerelhaber-251601/ ,
consulté le 03.05.2015

« Yeni Orta Sınıf Varoş İttifakı » [Alliance entre les nouvelles classes moyennes et le varoş], *Milliyet*, 25.05.2010, http://www.milliyet.com.tr/yeni-orta-sinif-ile-varosa-cagri/devrim-sevimay/siyaset/yazardetayarsiv/25.05.2010/1242233/default.htm,
consulté le 03.09.2014

« Yerel medya sana gün doğuyor! CHP'de 'Eğilim Yoklaması' geliyor! » [Une occasion pour la presse locale ! l'enquête locale du CHP arrive], *İlk Haber,* 9.06.2013 http://ilkhabergazetesi.tv/yerel-medya-sana-gun-doguyor-chpde-egilim-yoklamasi-geliyor/,
consulté le 05.06.2014

« 11. Dönem siyaset akademisi kayıtları başlıyor »[L'inscription pour la onzième séance de l'académie politique commence] *Başakşehirtimes*, 27.02.2012, http://www.basaksehirtimes.com/siyaset/11donem-siyaset-akademisi-kayitlari-basliyor-h1053.html
consulté le 08.07.2015

SITES INTERNET OFFICIELS

CHP: Başakşehir
http://www.chpbasaksehir.org/haberler/134-egilim_yoklamasi_tamamlandi

AKP: Başakşehir
http://www.akpartibasaksehir.com/

Municipalité de Başakşehir
http://www.basaksehir.bel.tr/

Municipalité métropolitaine d'Istanbul
http://www.ibb.gov.tr/tr-TR/Pages/AnaSayfa.aspx

Commission électorale suprême ; « Système de Partage des Résultats des Urnes »
<https://sonuc.ysk.gov.tr/module/GirisEkrani.jsf>

VIDEO DISPONIBLE SUR YOUTUBE:

Mevlüt Uysal, Kentsel Dönüşüm ve "LIVIN-LAB" (Yaşam Laboratuvarı) Hakkında Bloomberg HT Ana Haber'de Soruları Yanıtlıyor, youtube, 11.09.2012.
https://www.youtube.com/watch?v=12_ufS8I6PQ,
consulté le 02.12.2014

Kanal istanbul projesi- Tanıtım Filmi, youtube, 24.08.2014
https://www.youtube.com/watch?v=1ER2g2UBd0Y,
consulté le 27. 12.2014

RAPPORTS:

Şahintepe Karacaören Velibaba Cemevi'ne yapılan saldırı olayı ile ilgili araştırma ve inceleme raporu. (Rapport de recherche et d'examen sur l'attaque du *cemevi* de *Karacaören Velibaba* à Şahintepe.) Rapport de l'association *İnsan hakları derneği İHD* (« Associatin des Droits Humains ») du 28 décembre 2010, disponible sur, <http://www.ihd.org.tr/sahintepe-karacaoren-velibaba-cemevine-yapilan-saldiri-olayi-ile-ilgili-arastirma-ve-inceleme-raporu/>

Başakşehir/Güvercintepe Yıkım Olayları Gözlem ve Değerlendirme Raporu, (« Rapport d'évaluation de d'observation sur les évènements de démolition à Başakşehir / Güvercintepe ») Rapport de l'association *MazlumDer,* (« Association de solidarité pour les droits humains et les opprimés ») 20 Juin 2009.

1 Aralık 2013 Tarihinde Başakşehir İlçesinde Yapılan Belediye Başkan Aday Adayları Eğilim Yoklaması hakkında Değerlendirme (« Evaluation sur l'enquête locale sur les candidats à la candidature à la mairie d'arrondissement faite dans l'arrondissement de Başakşehir le premier décembre 2013 »). Rapport préparer par Kemal Aydin. Document non publié fournit par son auteur.

DOCUMENTS OFFICIELS :

Rezerv Yapı Alanı (« Zone de Réserve ») Notification ministerielle à la municipalité de Başakşehir, Dossier 303340001 ; Document B.09.0.MPG.0.13.00.00-305/19193. 17 décembre 2012

03.06.2011 Tastik tarihli Şahintepe Bölgesi 1/1000 ölçekli uygulama imar planı plan notları (« Notes de plan pour le plan de développement à 1 : 1000 pour la zone de Şahintepe avec la date de confirmation 3.06.2001 »)